

L'EXPERIENCE SOVIETIQUE ET LE PROBLEME NATIONAL DANS LE MONDE

1920 – 1939

actes

II

Paris 6–7–8 décembre 1978

CENTRE D'ETUDES RUSSES ET SOVIETIQUES

INSTITUT NATIONAL
DES LANGUES ET CIVILISATIONS ORIENTALES
2, rue de Lille - 75007 Paris

COLLOQUE SUR :

L'EXPERIENCE SOVIETIQUE ET LE PROBLEME NATIONAL DANS LE MONDE (1920-1939),

PARIS, 6, 7, 8 DECEMBRE 1978

CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
15, Quai Anatole France - 75007 Paris

ACTES

TOME II

Publications Langues'O



Publié sous les auspices de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Avec le concours du Centre National de la Recherche Scientifique

ISBN 2-85 831-000-9

AVANT-PROPOS

Voici les communications et les actes du Colloque organisé en décembre 1978 par l'INALCO sur le thème "L'expérience soviétique et le problème national dans le monde, 1920-1939".

En présentant ce livre je voudrais remercier tous ceux qui ont participé à cette rencontre, à son élaboration et à sa réussite. M. Charles Urjewicz d'abord, qui a proposé à notre centre d'études le thème du colloque et qui en a été l'organisateur infatigable; les collègues de l'Institut ensuite, qui ont apporté leurs communications et donné à notre entreprise, par celles qu'ils ont suscitées, l'ampleur et la dimension mondiale que nous avons tout de suite souhaitées pour elle; et aussi le Service de la recherche de l'Institut pour ce qu'il a consacré de temps, de dévouement, de compétence et de bonne humeur aux tâches toujours ingrates que nous lui avons généreusement confiées.

Les présidents de séance ont droit aussi à notre gratitude. Nous avions décidé que les communications seraient non pas lues par leurs auteurs, mais résumées et présentées par le président, de façon à laisser la première place à la discussion, à laquelle pouvaient participer tous les assistants. Ainsi s'explique le temps mis à taper, à relire, à faire vérifier par chacun ses propos (et grâces soient rendues à M. Bensidoun et à ceux qui ont accepté de relire l'ensemble des interventions). Cela explique aussi, je crois, la réussite de ce colloque dont les participants n'ont pas oublié les discussions vivantes et riches. Mais diriger un débat - surtout entre universitaires - n'est jamais facile, et il a fallu à nos présidents de séance beaucoup de présence et d'autorité pour susciter, diriger et parfois contenir

les interventions. Que Mme H. Carrère d'Encausse, MM. Portal, Rodinson, de La Bastide, Devillers et Castellan en soient vivement remerciés.

Devant la multiplication des rencontres organisées par l'INALCO, nous avons décidé de créer la collection des Colloques Langues'O. Celui-ci porte le numéro un, mais il ne doit pas faire oublier ceux qui l'ont précédé et qui un jour trouveront leur place dans cette série.

F. de Labriolle

Vice-Président de l'INALCO

Directeur du Département URSS

COMITE D'HONNEUR

COMITE D'ORGANISATION

M. François de LABRIOLLE
Vice-Président et professeur de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Charles URJEWICZ, secrétaire général du colloque
Maître-assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Sylvain BENSIDOUN
Maître-assistant à l'Université de Lille III
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Jean-Luc CHAMBARD
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mlle Denise EECKAUTE
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Arcady JOUKOVSKY
Maître-Assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Pierre LAMANT
Assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Robert SANTUCCI
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

PRESIDENTS DE SEANCES

Mme Hélène CARRERE D'ENCAUSSE
Maître de recherche à la Fondation Nationale des Sciences Politiques

M. Georges CASTELLAN
Professeur à l'Université de Paris III (Institut National des Langues et Civilisations Orientales)
Directeur du centre d'études des peuples et cultures de l'Europe Centrale et du Sud-Est

M. Philippe DEVILLERS
Maître de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique
Professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris

M. Henri de LA BASTIDE
Président et professeur de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Roger PORTAL
Professeur honoraire des Universités

M. Maxime RODINSON
Directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (4e Section)

AUTEURS DE COMMUNICATIONS

M. Robert AARSSE
Conseiller politique aux Affaires Etrangères (Pays-Bas)

M. Sylvain BENSIDOUN
Maître-assistant à l'Université de Lille III
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Jean BERENGER
Professeur à l'Université de Rennes II

M. Dejan BOGDANOVIĆ
Directeur-adjoint du Centre d'études balkaniques de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Jean-Michel BRABANT
Maître-assistant à l'Institut des Sciences Politiques et de l'Information d'Alger

M. John BUNZL
Chercheur en sciences sociales à l'Institut für Konfliktforschung de Vienne

Mlle Marie-Paule CANAPA
Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique (C.E.R.I.)
Chargée de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Jean-Luc CHAMBARD
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Boris CHICHLO
Docteur de troisième cycle

M. Guy DESOLRE
Assistant de recherche à l'Institut d'Etudes Européennes de Bruxelles

Mlle Denise EECKAUTE
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales
Directeur du Centre d'études russes et soviétiques de l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Pierre-Richard FERAY
Maître-assistant à L'I.U.T. de Nice
Chargé de cours à l'U.E.R. de Lettres et à l'U.E.R. de Civilisation de l'Université de Nice
Directeur du Centre d'études et de recherches de l'Asie orientale contemporaine (C.E.R.A.C.)

M. Joseph FIŠERA
Professeur associé d'Université

M. Vladimir-Claude FIŠERA
Chargé de recherche, School of Languages and Area Studies, Portsmouth Polytechnic

M. Charles FOURNIAU
Collaborateur de l'Institut d'Histoire des Pays d'Outre-mer (Université de Provence)
Professeur au Lycée Victor-Hugo de Marseille

M. René GALLISSOT
Maître-Assistant à l'Université de Paris VIII

M. Guy IMART
Chargé d'enseignement à l'Université de Provence, Aix I, Ilgeos

M. Claudio INGERFLOM
Chercheur à la Fondation Einaudi de Turin

M. Paul ISOART
Professeur à la Faculté de Droit de Nice

M. Bengali JAIN
Assistant associé à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Arcady JOUKOVSKY
Maître-Assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mme Tamara KONDRATIEVA
Chargée de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Pawel KORZEC
Chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Bogdan KRAWCHENKO
Maître de conférences au Département des Sciences Politiques et attaché de recherche à l'Institut canadien des études ukrainiennes de l'Université d'Alberta

M. Owen LATTIMORE
Ancien professeur à l'Université de Leeds

M. Jacques LECLERC
Attaché de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Jacques LEGRAND
Maître-assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Michael LOWY
Attaché de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Jean MALAURIE
Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Georges-H. MOND
Chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Khosrow SHAKERI
Docteur de troisième cycle

M. Roman SOLCHANYK
Chercheur à Munich

M. Henri STERN
Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mme Anaïde TER MINASSIAN
Maître-assistant à l'Université de Paris I
Chargée de cours à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Mme Claudie WEILL
Chercheur à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Ont également participé aux travaux du colloque :

Mme Eugénie BERG
Maître-assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Mme Marie-Claire BERGERE
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Pierre BROCHEUX
Maître-assistant à l'Université de Paris VII

M. Gérard CHALIAND
Ecrivain, journaliste

M. Jacques DOURNES
Chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Georges DRETTAS
Attaché de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique

M. Victor FAYE
Ecrivain, journaliste

M. Marc FERRO
Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Roger GARAUDY
Ecrivain

M. Jean GERGELY
Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. René GIRAULT
Professeur à l'Université de Paris X

M Moncef IDIR
Assistant à l'Université de Paris VIII

M. Rudolph JOÓ
Universitaire hongrois

M. John KEEP
Professeur à l'Université de Toronto

M. Vahur LINNUSTE
Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. Robert PARIS
Maître-assistant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Michel POPOV
Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique

M. SMOTKINE
Diplomate soviétique

M. Pierre VILAR
Professeur honoraire à la Sorbonne
Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Ilios YANNAKAKAKIS
Maître-assistant à l'Université de Lille III

M. Marcel [illegible]

Assistant à l'Université de Paris [illegible]

M. Rudolph [illegible]

Universitaire hongrois

Maître-assistant à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

M. John KEEP

Professeur à l'Université de Toronto

Mme Marie-Claire BERGERE

Professeur à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

Chargé de cours à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

[illegible] à l'Université de Paris VII

M. [illegible]

Maître-assistant à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. Michel [illegible]

Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique

M. [illegible]

Diplomate soviétique

M. Pierre [illegible]

Professeur honoraire à la Sorbonne

Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

M. [illegible]

[illegible]

M. [illegible]

[illegible] à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales

[illegible] de Paris X

XIII

LA QUESTION NATIONALE COMME OUTIL REVOLUTIONNAIRE

M. de La Bastide

Nous allons étudier aujourd'hui les influences qu'ont pu avoir sur les mouvements nationalistes du monde colonisé par les Puissances occidentales les positions prises par le Parti communiste soviétique pour résoudre les problèmes de son propre Empire colonial.

On constate une certaine prudence des partis communistes; c'est ce que nous montre la communication de M. Gallissot, qui va reprendre tout à l'heure les idées principales qu'il a exprimées en vue de les soumettre à notre discussion. Cette prudence s'explique par différentes raisons. A l'époque, ces partis communistes, en particulier le Parti communiste français comme chacun sait, étaient étroitement liés au grand parti communiste frère de l'Union soviétique. La position de l'URSS obligeait les partis communistes - le parti communiste français notamment - à une très grande prudence, parce que, d'une part, l'URSS avait résolu son problème par des autonomies internes et non pas par des indépendances, et ne tenait pas à une émancipation trop rapide des colonies occidentales, ce qui aurait pu être un exemple pour les nations soumises à l'URSS avant que la puissance militaire de celle-ci ne soit aussi affirmée qu'elle l'est aujourd'hui. D'autre part, ces grandes puissances, l'Angleterre et la France, étaient les alliées objectives de l'URSS dans un conflit éventuel contre l'Allemagne qui, du reste, s'est réalisé en 1939. Affaiblir, trop affaiblir l'Angleterre et la France, en leur suscitant des difficultés dans leurs territoires d'Outre-mer était, par contre-coup, affaiblir, si l'on peut dire, le camp

qui équilibrait et qui devait un jour, peut-être, militairement équilibrer la puissance allemande, devenue la puissance hitlérienne. Il y avait donc des facteurs à cette époque qui ont amené les partis communistes, le parti communiste français, mais les autres aussi, à être assez prudents. Il en résultait un porte-à-faux permanent, une certaine équivoque entre les positions de ces partis communistes - et M. Gallissot l'a parfaitement montré - par rapport à l'émancipation en Algérie en particulier, dont il va être question ce matin, car les mouvements d'indépendance étaient des mouvements nettement nationalistes, et non pas des mouvements de lutte de classes. La théorie que la lutte de classes est le moteur fondamental de tout le mouvement révolutionnaire s'est avérée alors une vue de l'esprit sur le plan colonial, parce que dans aucun pays les masses populaires n'ont réagi au nom de la lutte de classes, elles ont toujours réagi au nom d'un certain nationalisme; c'est beaucoup plus facile de les réunir et de les passionner par l'idée qu'elles sont assujetties à une autre nation, d'autant plus que ces masses, dans ces pays non industrialisés, n'étaient pas des masses prolétariennes : on était dans des sociétés traditionnelles. Ces sociétés traditionnelles ne créent pas de tels fossés entre les classes sociales, comme ceux qui ont pu exister dans les vieux pays européens à la suite de l'industrialisation du XIXe siècle. Au contraire, la société traditionnelle est une société presque sans classe, avec une classe aristocratique sans doute, mais une classe aristocratique qui vit quotidiennement à peu près la vie populaire, même si elle dispose de plus de moyens financiers, d'un habitat meilleur etc.; cela n'entraîne pas un sentiment de lutte de classes, d'opositions de classes. Par contre, il peut y avoir des sentiments d'opposition entre pays qui ne parlent pas la même langue, qui n'ont pas la même religion et qui se sont trouvés, du fait de circonstances historiques, dans la dépendance d'une grande puissance européenne. Il y a là alors un sentiment qu'il est facile d'animer, on peut en même temps dire à ces peuples que s'ils n'étaient pas assujettis à une grande puissance européenne, ils vivraient beaucoup mieux, car cette puissance européenne s'empare de leurs propres richesses. Et l'attitude communiste fut très proche du jacobinisme. Je crois que ce mot explique très bien la position du parti communiste français dans l'affaire algérienne. Pour ces différentes raisons que j'évoquais tout à l'heure, - à la fois éviter la contagion

dans l'Empire musulman de l'URSS et ne pas affaiblir avant-guerre l'URSS, qui était l'alliée objective de la France - le P.C.F. s'est bien sûr trouvé amené à s'opposer aux colons, aux gros colons en particulier, à une sorte de classe privilégiée en Algérie, mais en affirmant néanmoins que l'intérêt de l'Algérie était de rester unie à la France.

Je vais maintenant demander à M. Gallissot de bien vouloir reprendre de manière très précise les idées exprimées dans sa communication, que vous avez sans doute lue, afin que nous puissions lui poser des questions et apporter nous-mêmes des compléments sur ce que nous pouvons connaître, directement ou indirectement, de ce problème des relations de la nation française avec ce que l'on appelle le nationalisme algérien, à travers le discours communiste français, entre les deux guerres.

M. Gallissot

L'espérance qui avait commandé cette communication était de pouvoir présenter un travail de lexicologie politique, fondé sur le dépouillement mécanographique d'abord de l'*Humanité*, ensuite d'autres revues communistes. Mais ce travail n'a pas abouti encore ; de toutes façons, je ne crois pas que la lexicologie mène à tout. J'utilise simplement quelques matériaux qui indiquent les fréquences de vocabulaire dans les éditoriaux de l'*Humanité*, comme repère des variations chronologiques dans l'évolution des schémas communistes, et d'autre part, comme références idéologiques. Il est facile de voir que je n'ai pris une langue ni de linguiste ni de lexicologue pour écrire cette communication.

Ma problématique est une problématique d'histoire du communisme en rapport avec le sujet du colloque qui est donc la "Reproduction du modèle soviétique". Comme historien du communisme, la perspective est d'abord de faire l'histoire du mouvement ouvrier, et là, je serai en désaccord avec M. de La Bastide car, bien que dans cette communication je ne puisse guère fonder cette histoire sur ses bases sociales, il n'en reste pas moins qu'une part du travail de l'histoire

du communisme est de montrer ses implantations sociales, ses implantations de classes, et qui ne sont pas forcément ouvrières, particulièrement dans les pays dominés. Cette histoire du communisme prend donc un double aspect : histoire du mouvement ouvrier en tant que tel et histoire des idées qui se rapportent au marxisme. J'indique tout de suite l'hypothèse qui me guide dans l'histoire du mouvement ouvrier proprement dit, et en particulier dans l'histoire du syndicalisme. Je pense que les syndicats - non seulement les syndicats communistes, mais les syndicats de façon générale - anticipent et réalisent déjà une intégration du mouvement ouvrier dans les Etats, et dans des Etats qui sont de structure nationale; le syndicalisme participe à ce mouvement d'intégration de la classe ouvrière. En France, ce mouvement d'intégration a été retardé et il faut arriver jusqu'à présent pour voir en quelque sorte se réaliser cette intégration dans l'Etat-nation, ce que j'appelle dans l'histoire générale du socialisme la nationalisation du mouvement ouvrier ou, peut-être mieux, l'étatisation du mouvement ouvrier. Et le communisme, en particulier en France, mais également en Europe - pour se limiter au communisme européen - participe à cette évolution d'intégration nationale, y compris le parti communiste français qui apparaît encore comme étant systématiquement un parti d'opposition politique. Il y a un moment clef pour voir le déclenchement, si je puis dire, de ce procès d'intégration, car ce procès passe par l'idéologie nationale, et c'est précisément la période 1934-1935. Le parti communiste français passe alors d'une position que j'appelle "anti", c'est-à-dire qui se situe en marge et en opposition à l'idéologie nationale dominante, pour se situer à partir de 1935 - je force les choses, bien entendu - dans le champ idéologique national, fût-ce de façon critique et en opposition politique maintenue, en situation de rejet par suite de l'hostilité que rencontre toujours le communisme, de rejet en dehors de la vie politique intérieure, tout au moins de la vie de la société politique.

La deuxième approche de l'histoire du communisme appartient à l'histoire des idées. En m'excusant d'être extrêmement schématique, je vais revenir sur l'évolution du marxisme en partant de la communication qui a été présentée hier sur l'historiographie soviétique. Celle-ci permet en effet de nous situer dans ce que j'appelle, avec Herbert Marcuse et bien d'autres, le marxisme soviétique. Il est

nécessaire de caractériser le marxisme soviétique en le rapportant d'abord à l'orthodoxie marxiste marquée par l'évolutionnisme de la fin du XIXe siècle, qui réduit déjà le marxisme à une explication linéaire fondée sur des lois d'évolution et qui lui donne une forte connotation européo-centrique. On a beaucoup parlé hier d'européo-centrisme. Pour caractériser l'évolution du marxisme il faut non seulement parler d'européo-centrisme, mais aussi de capitalo-centrisme, c'est-à-dire de polarisation sur le capitalisme développé dans sa forme qui oppose uniquement deux classes sociales, prolétariat - bourgeoisie, et qui place la finalité de toute l'évolution historique en cet aboutissement du capitalisme industriel. Peut-être y a-t-il même dans l'entreprise soviétique une grande tension pour sortir de l'état de moujik et arriver précisément à un état équivalent au développement du capitalisme industriel. Ce capitalo-centrisme, c'est le point de départ du marxisme soviétique avant même la révolution soviétique, c'est-à-dire que les analyses et les schémas retenus, en particulier par Staline, sont des schémas qui fonctionnent avec deux classes sociales, caractérisant même l'idéologie par ces deux classes sociales. Staline a très tôt dit qu'il y avait deux sortes de nations : la nation bourgeoise et la nation prolétarienne, et il opérait donc en fonction de cette réduction du marxisme. Par la suite, on opérera en couplant les classes sociales pour pouvoir répondre à la situation de classes des pays dominés par la Question d'Orient, comme on dit à l'époque, grâce à un couple miraculeux qui est le couple ouvrier-paysan. Cette perspective fixée, dans le marxisme soviétique, sur le capitalisme industriel à un point tel que disparaît le capitalisme marchand, est confirmée après la révolution soviétique et surtout après la consolidation et l'organisation que Staline imposent par une conception qui est, elle, fixée sur la réalisation du socialisme par l'Etat soviétique. C'est donc cette fixation sur l'identification du socialisme à l'étatisation économique et à l'étatisation idéologique que réalise l'URSS qui se surajoute à ce qui était ce que j'appelle le capitalo-centrisme dans le marxisme. Le marxisme soviétique devient précisément une idéologie d'Etat, et celle-ci est justifiée, accrochée à l'Etat-parti, tout en conservant la légitimation d'identité entre le parti et le prolétariat.

Ce qui nous importe pour ce colloque, par delà cette simplification extrêmement ridicule, c'est l'extrême difficulté pour le marxisme orthodoxe d'appliquer son schéma, ce qui explique tous les bricolages que l'on a faits sur les modes de production et tous les bricolages que l'on fait sur les classes sociales. Il y a un blocage qui vient du modèle du capitalisme industriel, complété par le modèle soviétique, si l'on peut dire, du développement par étatisation économique. De là, cette difficulté d'avancer une analyse des classes et de l'évolution sociale des pays qui ne répondent pas précisément au couple bourgeoisie-prolétariat. Ce sont du reste des pays dominés par le déclassement social, beaucoup plus que par la constitution explicite en classes sociales. Et la deuxième conséquence, qui est très importante ici, c'est que ce capitalo-centrisme et ce marxisme soviétique incorporent une théorie du peuple qui est la formulation du mouvement d'assimilation que doivent réaliser soit l'Etat national, soit l'Etat socialiste : l'Etat du peuple tout entier. Il y a là une théorie assimilationniste des populations, qui double la perspective économique qui se réfère à l'évolution capitaliste en une perspective d'intégration culturelle et politique. C'est cette conception du peuple, dont je trouve des esquisses dans d'autres formulations que celles du parti communiste d'URSS, et en particulier après 1936, quand se dégage en France la théorie de ce que Henri Lefebvre appelle la "communauté nationale populaire", et qui peut apparaître comme une esquisse de ce qui s'appellera la démocratie populaire, et même comme une esquisse de la théorie du peuple tout entier. C'est pourquoi j'ai développé assez longuement les thèses d'Henri Lefebvre à partir de son ouvrage publié en 1937, *Le nationalisme contre les nations*.

Le deuxième axe de ma problématique est de saisir la reproduction du modèle soviétique. J'ai dit hier que, pour moi, le modèle soviétique était le centralisme démocratique, c'est-à-dire le système élaboré par la construction stalinienne du parti soviétique. Et cette reproduction du modèle soviétique a deux faces : une face qui est interne au mouvement communiste, puisqu'il donne la matrice à partir de laquelle chaque parti communiste incorpore les positions politiques, les sentiments, les éléments idéologiques qui concernent son action dans chacune des situations nationales. C'est la démonstration qui est

faite dans ma communication que je résume de la façon suivante : le parti étant bien le moule, il se développe d'abord un patriotisme de la cause, et à ce patriotisme de parti s'amalgame, comme chacun sait, le patriotisme soviétique suivant l'évolution de l'Internationale Communiste et sa fixation explicite à partir de 1928 sur la patrie soviétique ; ce patriotisme communiste et ce patriotisme soviétique réincorporent le patriotisme national à partir de 1934. Ce mouvement, en France, opère notamment, à travers le souvenir de la première guerre mondiale, le souvenir des tranchées et la mémoire des anciens combattants, l'évocation d'une France charnelle pétrie par la génération du feu. Cette opération d'amalgame des trois patriotismes constitue le fond du mouvement communiste dans la plupart des pays du monde, aujourd'hui ; ce qui explique les évolutions divergentes potentielles, les divergences actuelles nées du nationalisme communiste en Extrême-Orient et en Europe mais sous une forme différente. Or, le parti français, dans cette opération d'amalgame, est porteur d'une conception historique et politique de la nation, élabore en quelque sorte une conception historique et politique de la nation qui fait passer de l'intégration à l'assimilation. L'histoire de la nation française est présentée comme celle de la constitution étatique et de l'intégration par l'Etat, à la fois par une centralisation économique et par l'unité politique magnifiquement réalisée par l'unité de la république révolutionnaire de la Grande Révolution française. La ligne est bien celle de l'intégration politique, mais cette intégration politique se double d'une argumentation historique qui est fondée, elle, sur l'assimilation culturelle : ce sont les cultures qui s'intègrent précisément dans cette évolution politique, et c'est à ce moment-là la justification du génie du peuple français par les apports culturels des diverses provinces. On rejoint alors la conception du peuple tout entier comme l'aboutissement qui confond en quelque sorte la formation de l'Etat et la formation nationale.

Le troisième axe qui n'est que la deuxième face de la problématique du modèle soviétique, je le présente sous la forme de la reproduction du modèle communiste par la voie externe. Je pense que les nationalismes du Tiers-monde et plus encore les nouveaux Etats issus de l'indépendance, de l'Extrême-Orient à l'Algérie qui en manifestent

les signes par un discours très homogène, nous renvoient à l'histoire de l'U.R.S.S qu'ils nous permettent de mieux comprendre, parce que l'on voit des nationalismes qui adoptent le modèle soviétique, qui le reprennent dans leur construction de partis politiques, et surtout dans leur conception de l'Etat. C'est peut-être pourquoi il y a eu une grande rivalité entre les partis nationalistes et les partis communistes quand ils ne se confondaient pas comme en Extrême-Orient, puisqu'ils étaient somme toute, rivaux, en étant pratiquement très proches. Ils étaient rivaux en véhiculant la même conception unitaire de l'Etat et les mêmes justifications nationalistes mais en des applications dissemblables ; c'est peut-être ce qui est au fond de cette grande rivalité entre le messalisme et le communisme, dans l'histoire algérienne. Cette rivalité est aussi particulièrement forte dans tout le domaine musulman, parce que je reprends des suggestions faites hier par Mme Carrère d'Encausse, précisément dans ce domaine. Il y a déjà la possibilité de s'appuyer, à travers l'Islam, sur une conception du peuple tout entier. Il y a une conception du peuple musulman, donc une autre possibilité de rivalité entre le peuple musulman défini de façon unitaire par l'Islam et le peuple tout entier qui se réalise par la voie socialiste.

Ce qui fait la communauté d'idéologie entre le marxisme soviétique, ces mouvements nationalistes et les nouveaux Etats, c'est que ces derniers, eux aussi, aboutissent non seulement à une idéologie officielle, mais à une idéologie proprement d'Etat, c'est-à-dire une idéologie qui est un nationalisme, même s'il s'appelle socialisme, qui est la justification de l'Etat. Et à nouveau - c'est pourquoi j'ai évoqué le cas de l'Algérie - la notion qui sert à faire la transition, qui est fondamentale dans ce discours, c'est la notion de "peuple", puisque le peuple correspond à l'Etat, et l'on découvre à ce moment-là la dimension du conflit déjà évoqué entre ce peuple d'Etat et les peuples en leur différence de cultures.

J'ajoute juste quelques notations sur le communisme français et sur l'Algérie. Ce que j'ai cherché à montrer à travers l'étude des positions communistes françaises, c'est cette transition qui fait passer de la situation "anti", en marge du champ national, à un état possible de situation dans ce champ national, en négligeant - je pense

que M. Vilar me le reprochera très fortement - les justifications d'époque de cette transition et de cet usage des mots d'ordre national. Les justifications d'époque sont bien évidemment celles de la guerre, de la perception de la guerre et, d'autre part - et particulièrement pour M. Vilar - la perception immédiate de la guerre d'Espagne. J'ai donc négligé l'explication par l'insertion dans les rapports de forces de cette époque qui conduisent à la Deuxième Guerre mondiale. Il y a en outre les raisons de l'antifascisme. Mon objet n'était pas de donner cette justification, mais de situer l'évolution du communisme.

Pour ce qui est de l'Algérie, j'ajouterai simplement quelques notions complémentaires à la contribution de M. Brabant. Dans son étude de la reprise de la doctrine du parti communiste français par le parti communiste algérien, il y a une sous-estimation du poids de la société coloniale et, plus exactement, du poids de la conception assimilationniste que développe la société coloniale elle-même. M. Nora a montré que les pieds-noirs avaient mythifié la France; et les pieds-noirs ont également développé - je simplifie bien sûr - un mythe de l'Algérie française. Mais on pourrait parallèlement dire que la gauche en Algérie et les communistes entre autres, développent un mythe de l'Algérie algérienne, qui n'est que partiellement un mythe, du reste, étant donné la force de pénétration des idées politiques et des formes culturelles françaises. Ce mythe d'Algérie algérienne se fonde sur une hypothèse d'assimilation, mais d'une assimilation interne à l'Algérie, aboutissant à cette fameuse nation algérienne dont Thorez a brossé l'esquisse en la transformant en dogme pour le parti communiste algérien qui ne pourra s'en sortir que par les procédures difficiles d'algérianisation qu'il accomplira laborieusement par la suite.

Cette histoire algérienne serait également intéressante si, au lieu de se polariser sur l'évolution du communisme, sur ses variations, ses tournants, et sur le problème, qui est en partie un faux problème, celui de l'échec du communisme, on conduisait l'étude du communisme en même temps que l'étude du messalisme, et pourquoi pas, que l'étude du fondamentalisme musulman. Dans cette confrontation on verrait qu'en tout cas il n'y a pas échec du modèle soviétique, parce que si le modèle soviétique n'a pas réussi à travers le parti communiste,

il a réussi à travers le nationalisme algérien, et même alors que le nationalisme algérien, à travers l'indépendance, se donne pour idéologie de légitimation une idéologie arabo-musulmane. Cette voie d'analyse conduirait à retrouver ce que j'appelle l'idéologie de légitimation d'Etat, que l'on croit être la seule forme du nationalisme.

M. de La Bastide

Je remercie M. Gallissot qui a donné un aperçu très complet sur les positions du parti communiste français qui a dû adapter les principes du communisme soviétique avec les problèmes de la France entre les deux guerres. M. Gallissot a précisément développé davantage ces problèmes du parti communiste français. Avant de mettre ce fait en discussion, il semble préférable d'entendre M. Brabant compléter la pensée de M. Gallissot sur le sujet qui nous occupe actuellement.

M. Brabant

Ayant travaillé sur le Parti communiste algérien et, notamment,sur son discours comme moyen d'approche plus général des discours staliniens, mon intervention portera sur la période 1928-1939.

Je crois qu'il serait limité et très peu fécond de lire l'histoire du parti communiste en Algérie exclusivement sous la forme de tournants stratégiques répétitifs liés à la diplomatie soviétique. Il est bien évident que ces tournants existent, qu'ils sont nombreux et qu'ils surdéterminent les orientations successives des communistes algériens, mais je pense que cette "mécanique giratoire" est maintenant relativement connue. Il faudrait aller plus loin.

Si on veut par exemple faire un historique rapide de cette "mécanique", concernant la question nationale, disons qu'après les débats du début des années 1920, le premier "tournant" a lieu en 1928, puis le deuxième en 1934 avec le Front populaire. Un "tournant" proprement algérien avec la circulaire Barthel, en septembre 1935, réoriente le Front populaire sous la forme d'un Front européen d'un côté, et d'un Front "anti-impérialiste indigène" de l'autre. Puis vient le déchirement

de 1939 avec, entre-temps, le glissement de plus en plus fort vers l'assimilation. Le "tournant" de 1939 passe par une reprise du mot d'ordre de l'indépendance avant un nouvel abandon lors de l'intervention de l'Union soviétique dans la guerre. Le nationalisme français de la Résistance et de la Libération devient alors essentiel. Pendant la guerre froide, il y aura une brève reprise de la revendication d'indépendance autour de l'année 1952. Il y aurait à ajouter une série de nuances et d'évolutions liées aux variations du dispositif diplomatique de l'URSS. Ces choses-là sont connues, et je crois qu'il faudrait aller plus loin pour essayer de comprendre comment tout cela s'organise. La chronologie a une extrême importance et, en ce sens, je parlerai en historien. Il serait faux de dire que l'attitude du Parti communiste ait été identique de bout en bout et que, globalement elle se soit caractérisée par une volonté d'assimilation. Non, je crois que c'est beaucoup plus complexe. Il faut tenir compte de cette réalité de la formation sociale algérienne, à savoir une société coloniale fortement polarisée entre deux mondes : le monde des colons et celui des colonisés. Polarisation sur laquelle travaillent concrètement les communistes en tentant de produire un discours qui cherche à décrire, à lire et à intervenir sur cette réalité coloniale. Il s'agit de tenter de saisir ce fonctionnement dans la formation sociale et dans sa dimension idéologique.

Je me contenterai simplement de reprendre les modalités d'approche de l'objet national. Il y a une sorte de paradoxe, un télescopage sémantique dans le discours dans la période 1928-1939, entre la revendication de l'indépendance et la construction de l'objet national algérien. Quand le mot d'ordre "indépendance" apparaît comme étant un élément fortement structurant de l'ensemble de la production discursive, l'objet national est totalement déconstruit alors que c'est justement quand la revendication d'indépendance s'efface et disparaît que reviennent avec force par la sémantique de l'assimilation l'objet Algérie et ses spécificités. On voit un objet national algérien se construire, en relation avec les transformations du dispositif stratégique mis en place, alors que jusqu'à ce moment le discours s'était contenté purement et simplement de n'en pas parler ou de parler d'autre chose par sémantique anti-colonialiste interposée.

Je voudrais insister sur le fait que la construction de l'objet "nation algérienne" n'est pas indépendante de l'ensemble de la sémantique de ce que l'on pourrait appeler le discours stalinien. Je pense, ici, à toute une série de références pour lire le réel social des partis communistes de l'époque, à toute une sémantique pour nommer l'ennemi qu'il soit nationaliste ou fasciste. Je crois qu'il faut insérer cette production de l'objet national dans tout un réseau de "paradigmes". Cette production s'inscrit dans ce système de paradigmes où peut se lire le fonctionnement idéologique du parti communiste en Algérie. Faire du nationaliste un provocateur fasciste c'est construire d'une certaine manière l'objet national. Il y a toute une production signifiante marquée par des conditions de production de type stalinien, par le réseau organisationnel de l'Internationale qui prolonge l'appareil d'Etat soviétique sous la tutelle, bien sûr et pour dire vite, thorézienne.

M. de La Bastide

Je pense que nous pouvons ouvrir la discussion maintenant sur ces deux interventions qui concernent le communisme et le nationalisme algériens.

M. Santucci

Je voudrais faire quelques remarques pour commenter trois points de l'exposé de M. Gallissot. Je partage d'abord l'idée qu'à un certain moment au moins le communisme et le nationalisme ont été en concurrence. L'un des fondateurs du Ba'th (le Parti socialiste de la résurrection arabe), Michel Aflak, le rappelait encore dans une conférence donnée à Bagdad en 1976. Il disait en substance: dans les années 1930 et 1940 nous avions, nous, nationalistes arabes, à mener une lutte directe contre l'Occident et une lutte indirecte contre le communisme qui représentait une solution possible pour les élites arabes. Il s'agissait selon lui de savoir qui prendrait la direction du mouvement révolutionnaire arabe (M. Aflak, *Al-Ba'th wa l-turâth*, Bagdad, juillet 1976, p. 78).

Je noterai ensuite que les nationalistes arabes ont emprunté aux communistes un certain nombre d'idées, de formules, de slogans dans la lutte pour la libération de leur pays et l'action contre l'impérialisme. Après l'indépendance, ils ont adopté parfois le modèle soviétique pour l'organisation de l'Etat (organes de planification, structure du parti unique etc.). C'est en ce sens que l'on peut parler de réussite du modèle soviétique à travers les expériences nationalistes arabes.

J'en viens maintenant à la conception du peuple tout entier, employée dans la phraséologie communiste. Celle-ci s'inscrit généralement dans le cadre de l'Etat-Nation. Or, on substitue à cette dernière notion dans le monde arabe celle d'Etat-Peuple ou de Peuple-Etat (cf. notamment les discours de Houari Boumediene). L'insistance sur le mot peuple correspond pour les sociétés en question à la nécessité de réaliser une sorte d'unanimité dans la lutte pour la libération nationale d'abord et l'édification économique ensuite. Il est vrai que cette notion du peuple tout entier est assez proche de la conception musulmane de la communauté des croyants. Mais il faut préciser que ce populisme partout exalté, en particulier dans les régimes socialistes arabes, n'est que la façade brillamment éclairée d'une société qui reste encore en réalité segmentaire.

Enfin, pour élargir le débat, la théorie communiste n'a-t-elle pas tendance comme la pensée européenne en général à résoudre un problème en en différenciant les éléments pour les traiter successivement, en envisageant par exemple sur le plan social la lutte de forces antagonistes, lutte qu'il faut dépasser à chaque étape pour réaliser une nouvelle synthèse? Les sociétés marquées par la pensée et la culture islamiques n'envisagent-elles pas plutôt le recours à des procédés d'assimilation et de fusion permettant après débats d'aboutir à un concensus? Voilà un certain nombre de réflexions inspirées par les communications déjà présentées.

M. Vilar

La communication de M. Gallissot m'a fait évoquer un

problème qui souvent me préoccupe : la différence entre une histoire qu'on a vécue et l'histoire reconstruite par les historiens, même assez proches des événements. Toutes deux peuvent être suggestives, mais non de la même façon.

Le renversement de valeurs, dans le couple nation-classe, particulièrement pour France-classe ouvrière, semble présent, évident à ceux qui, comme moi, l'ont vécu, entre 1933 et 1939. Cela ne signifie pas qu'il a frappé les historiens. Au Congrès des Sciences historiques de Vienne, en 1965 - Congrès insuffisamment connu alors que la question nationale a longuement été discutée - le professeur Kohn, rapporteur général, n'en avait pas tenu compte. Et j'avais dû, en quelques minutes, le lui faire observer. Je pense à une autre confusion des historiens nord-américains sur de tels problèmes: le professeur Carlton Hayes, étudiant dans les années 1930 le nationalisme français, en fit un tableau fort sérieux, mais valable, pour 1913. Je suis heureux de féliciter M. Gallissot qui, dans sa communication a, au contraire, autant tenu compte de la sémantique que de la chronologie. Peut-être M. Brabant a-t-il un peu trop poussé sa préoccupation pour le "discours", car il ne faudrait pas donner l'impression que le discours produit la réalité, alors que le mouvement est, bien entendu,l'inverse. Mais, l'ayant moi-même souvent préconisé, je vois avec plaisir le problème du discours, et particulièrement du vocabulaire, prendre une place toujours plus scientifique dans les travaux d'histoire.

Une précision sur le problème des "comptages", des "fréquences". Régine Robin a plusieurs fois fait valoir qu'un mot ne peut être toujours compté comme identiquement significatif. Quand le mot "liberté" apparut dans le discours, les adversaires de la liberté l'employaient autant que ses partisans. L'argument ne me semble pas bon, car, qu'il soit employé par les uns ou par les autres, la présence du mot n'en est pas moins chargée de sens. L'attention accordée au mot "France", par exemple, m'a paru heureuse (même si elle ne touche pas exactement aux sujets traités ici). Le passage du "contre" la guerre au "pour" la paix m'a également semblé être une notion utile. Quant au mot "peuple", il m'a toujours paru employé de façon imprécise et beaucoup plus typique du discours de Michelet que de celui de Staline,

où la "nation" est définie et la "classe" sans cesse évoquée.

La plus grosse objection que je ferai à M. Gallissot (et c'est, en gros, celle de M. de La Bastide), c'est de n'avoir pas assez insisté sur le sentiment de "péril", de "menace", d'ambiance "angoissée" devant le fascisme (dans le domaine international plus que dans le domaine interne), qui régna en France avant 1939. Précisons surtout un point: le parti communiste n'a jamais été pacifiste. Un souvenir personnel: en 1927, à l'Ecole Normale, J.-P. Sartre a lancé une pétition contre la préparation militaire supérieure (préparation aux écoles d'officiers) qui était obligatoire; son raisonnement était: on peut obliger quelqu'un à être soldat, non à prendre une responsabilité d'officier. La pétition obtint 83 signatures qui se retrouvèrent 21, après des menaces pourtant fort bénignes. Or, à cette occasion, les communistes français inscrits au Parti (ils n'étaient que deux à cette date) reçurent de Georges Cogniot (si je fus bien renseigné) le conseil de ne pas signer la pétition. La position communiste était : il faut être présent, dans la chose militaire, au plus haut niveau possible (à vrai dire, les examens éliminaient les communistes systématiquement!). Or, ce n'était pas encore le moment du "néo-pacifisme" de droite (la formule était du *Canard Enchaîné*). Pour celui-ci, je me souviens qu'à l'Exposition du 150e anniversaire de la Révolution, à Carnavalet, j'entendis des historiens d'*Action française* s'indigner de la place donnée à Valmy, cette bataille "inexistante". Qu'on y eût pour la première fois crié: "Vive la Nation!" importait peu, alors que l'esprit jacobin gagnait la gauche, y compris les communistes. Il ne faut pourtant pas confondre le "néo-pacifisme" du *Matin* avec ce que j'appellerai l'archéo-pacifisme socialiste ou anarchisant, qui fut celui du Syndicat des Instituteurs par exemple, et qui souleva des tempêtes au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Simone Weil voulait que les hommes courageux s'en aillent sur le front d'Aragon, mais parler de tanks, d'avions et d'alliances, c'était "graisser les godillots" pour le conflit menaçant!

Moins intéressant comme fait de masse, mais davantage pour l'analyse, est ce que j'appellerais volontiers (comme faisait alors un de mes amis) le "périsme", du nom de Gabriel Péri, qui fit,

pendant des mois et des mois, dans les éditoriaux de politique internationale de *L'Humanité*, un remarquable tableau de la montée des périls. Ne croyez pas qu'il entraînait une majorité des Français. On le vit bien le lendemain de Munich. Il y avait donc deux catégories de Français: ceux qui fermaient les yeux et pensaient "tout, sauf la guerre" et ceux qui, voyant clairement qu'on ne l'éviterait pas, prenaient une attitude souvent dictée par leur appartenance de classe: s'il faut choisir, plutôt Hitler que Staline, voire que le Front Populaire, ou, au contraire: avec Staline, contre Hitler.

Quant au patriotisme "refoulé", à l'interprétation psychanalytique des attitudes successives (analysées, par exemple, pour août 1914, par Annie Kriegel), il est certain qu'il faut en apercevoir les signes. Jules Romains, dans un épisode des *Hommes de bonne volonté* montre une réunion syndicaliste à laquelle assiste un conférencier allemand (avant 1914); bien que ce soit un "camarade", quand il se montre trop sûr de la force de son pays, les ouvriers français murmurent : "Pour qui se prend-il? Il verra...". Il faut donc tenir compte, autant que du "discours", de l'inconscient du groupe, moins freudien, d'ailleurs, qu'"adlerien" : complexes de supériorité-infériorité (applicables aux nations comme aux classes).

Quant à l'intervention des "intellectuels", M. Gallissot a nommé Henri Lefebvre et Jean Bruhat, et même Pierre Vilar. Là, je lui demande une explication, ou plutôt une "référence". A-t-il lu, sur la question nationale, un article de moi? A cette date, cela me surprendrait. A ces moments j'étais très critique envers Lefebvre, qui me semblait noyer entièrement la lutte de classe dans sa notion de "peuple"; beaucoup moins pour mon vieil ami Jean Bruhat, qui me semblait avoir mieux saisi le problème. Inutile de dire que mes souvenirs sont trop lointains pour être précis. Mais s'il est exact que Bruhat souligne que, sans les masses, la nation serait une "forme vide", cela pourrait prouver qu'il avait lu Rosa Luxemburg, et désirait lui opposer - comme "contenu" - la définition de Staline. Je n'ai aucun souvenir d'être intervenu alors, car si j'avais adopté, dès lors, à partir du cas de la Catalogne, les positions de Staline comme les plus explicatives, je n'avais encore rien publié de ce genre. Dire que ma "colla-

boration" est "vraisemblable" (sic) dans l'ensemble de l'élaboration dessinée par M. Gallissot, c'est projeter ce qu'on sait de mes idées aujourd'hui sur un moment trop lointain. On ne fait pas l'histoire avec des "vraisemblances". Le vraisemblable est que tous les marxistes du temps, Maurice Thorez en tête, lisaient Staline et le comprenaient. Ce qui explique les rencontres. C'est le dessin de cette "élaboration" d'intellectuels derrière le discours d'un chef de parti qui relève de la fiction, presque du mythe.

Le discours sur l'Algérie est un autre problème, que je connais moins. Mais je crois qu'il y a danger d'erreur à confondre "stalinien" au sens suggéré par M. Gallissot et M. Brabant (culte de la personnalité, acceptation de mots d'ordre), et pensée de Staline sur la nation, fondée sur les analyses de 1904 et de 1913.

Mlle Eeckaute

Je ne contredirai pas M. Vilar, et je suis contente qu'il ait posé ici la question de l'attitude du P.C. en 1927. J'ai trouvé, en effet, dans les *Archives* du Quai, des appels de ce parti (même s'ils n'ont guère trouvé d'écho sur le moment) au temps de la guerre du Rif et de la révolte de l'Atlas.

D'autre part, à propos de Munich, que j'ai vécu aussi, je voudrais faire une remarque. On ne peut parler simplement d'indifférence ou de "sentiment de soulagement" des Français, sans tenir compte du manque d'information (on ne nous tenait guère au courant de ce qui se passait) et du matraquage de l'opinion par la radio (ce qui constituait les média d'alors), dans une campagne de démobilisation générale. Il faudrait donc nuancer davantage.

M. Shakeri

Je voudrais insister sur les questions de lutte des classes et de lutte nationale. On a affirmé que dans les sociétés précapitalistes ou coloniales comme l'Algérie, il ne s'agissait point de lutte des classes, mais de lutte nationale ou nationaliste. Il faut

répéter qu'il existe bien des classes et même des classes exploitées dans les sociétés précapitalistes de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, même si l'Islam parle de communauté et déclare qu'il n'existe pas de différence de classes entre musulmans: on sait bien, tout au long de l'histoire de l'Islam, qu'il y a eu des souverains, des exploitants et des masses exploitées.

Witvogel a fait, à ce propos, une étude sur les sociétés despotiques d'Asie et l'on peut se demander si le système despotique n'est pas nécessaire pour l'exploitation des masses, et ce ne sont pas les déclarations de Staline distinguant nations prolétaires et nations bourgeoises qui y changent quelque chose.

De la même manière les dirigeants musulmans parlent de Communauté islamique en tant que Communauté où il n'y a pas de classe. En Turquie, ils ont soutenu Kémal Atatürk. Qui était Kémal Atatürk? Représentait-il le peuple? Représentait-il une société sans classe? Non, en vérité, il représentait la bourgeoisie marchande qui était écrasée dans le passé, qui essayait de se former en bourgeoisie industrielle. On a fait référence à Rosa Luxemburg, je suis tout à fait d'accord avec Rosa Luxemburg lorsqu'elle parle d'enveloppe vide, mais l'enveloppe contient un certain contenu de classe même si elle est faite pour présenter un nationalisme. Au dessus de ce nationalisme existent des classes réelles, des structures économiques d'exploitation. Je suis d'accord avec M. Gallissot lorsqu'il dit qu'il y a reprise du modèle soviétique.

M. Chambard

Je voudrais dire deux mots à propos de l'intervention précédente. Il me semble qu'avec ce problème, on a vraiment cette idée de classes sociales. On touche un des points qui est au coeur de notre débat en ce qui concerne les pays dits sous-développés et notamment l'Inde.

On reparlera de l'Inde demain matin et l'on verra que dans le cas de deux esprits éminents, l'un communiste, Roy, et l'autre

non communiste, Nehru, le fait précisément d'avoir, d'une certaine façon pour Nehru, et plus complètement pour Roy, adopté un mode d'analyse marxiste du problème indien les a amenés à surestimer ou à mettre au premier plan le problème des classes sociales, ce qui les a conduits à ignorer complètement les problèmes indiens : les spécificités ethniques, culturelles, religieuses. Et je crois vraiment qu'en un sens ils ont fait fausse route, parce qu'ils se sont trouvés devant une coquille politique vide. Il semble y avoir là, vis-à-vis d'un certain nombre de pays dits sous-développés, un problème de faux sens politique qui amène plus à éliminer un grand nombre de problèmes qu'à en comprendre certains.

M. Boukhassa

Je voudrais faire une remarque sur deux points qui ont été soit écrits, soit dits en séance ce matin, et qui concernent essentiellement les rapports entre nationalistes et communistes dans la question algérienne.

Le premier de ces points concerne les slogans qui ont été émis par des communistes et qui ont été repris par le mouvement nationaliste algérien à propos de l'indépendance et du parlement. Pour la première, c'est-à-dire l'indépendance, je pense que la question n'est pas aussi simple que cela, et à partir d'archives que j'ai eu l'occasion de consulter, on remarque que la question de l'indépendance a de tout temps divisé nationalistes et communistes. Au sein même du mouvement communiste, au début de la création de l'Etoile Nord-Africaine, on remarque que la question était très épineuse et très débattue; la fraction communiste était d'ailleurs, à l'époque, largement dominante au sein du Comité Directeur de l'Etoile Nord-Africaine. Dire alors que le slogan de l'indépendance nationale a été légué par les communistes n'est pas très correct et ne correspond pas à la réalité historique. Dans les procès-verbaux des réunions de l'Etoile Nord-Africaine, en effet, on voyait trois positions se dégager.

La première était une position qui était internationaliste et voulait reléguer l'indépendance à des horizons futurs. La deuxième position essayait de tenir compte du rapport de forces existant à

l'intérieur d'un sentiment nationaliste qui ne s'exprimait pas d'ailleurs tout le temps par des textes écrits ou par des discours ou par des tracts, mais que l'on remarquait dans les réunions qui étaient organisées au tout début par l'Etoile Nord-Africaine naissante. Je voudrais indiquer qu'il n'est pas juste de dire que l'indépendance a été léguée par les communistes.

Le deuxième point concerne l'histoire du parlement. Je pense qu'il faut noter que,d'une manière générale, les communistes ont essayé de trouver un dénominateur commun pour rassembler un large front, un front anti-colonialiste dans lequel on pouvait trouver tous les éléments, toutes les fractions de classes, tous les représentants syndicaux, que ce soient des nationalistes radicaux ou des nationalistes un peu plus modérés. C'était les deux points sur lesquels je voulais attirer l'attention pour nuancer les déclarations précédentes.

M. de La Bastide

Effectivement, nous savons qu'au début de l'Etoile Nord-Africaine, il y a eu une sorte de confusion entre les deux idées, et que c'est ensuite qu'elles se sont séparées l'une de l'autre.

M. Ingerflom

Depuis hier matin, une question essentielle s'est dégagée, c'est le rapport entre conflits nationaux et lutte de classes, or, il y a un préalable qui doit être pris en compte quand on parle de ce rapport. C'est la question de l'existence même des classes. Très souvent, on nous parle de classes comme si l'humanité, depuis qu'elle est sortie de la communauté primitive, se divisait partout en classes sociales au sens que ces termes ont acquis dans le langage sociologique depuis plus d'un siècle en Europe Occidentale. Nul n'ignore cependant que la sociologie est arrivée à poser la question de la constitution des classes ou des classes en constitution, et ceci même pour des régions comme l'Amérique latine. Il s'agit là d'une question d'une actualité évidente.

Je voudrais aborder un deuxième point : je crois que poser en termes absolument contradictoires lutte de classes et lutte nationale (je reviens à la discussion d'hier matin), c'est nier la possibilité d'un développement divergent, la possibilité des alternatives dans le développement historique.

M. de La Bastide

Je vous remercie. Je crois que M. Gallissot souhaite répondre à M. Vilar.

M. Gallissot

Pour répondre, je ferai une petite jonction avec les questions que M. Vilar m'a posées à propos des articles de Jean Bruhat. Je confirme, comme M. Vilar l'a deviné, que Jean Bruhat part de la position et de la définition de Staline et développe donc l'explication par la nation qui contiendrait les classes en étant le contenu.

J'en profite pour dire que ce jeu du contenu et du contenant me semble terriblement insuffisant; on ne s'écarte pas de ce pont aux ânes qui consiste à dire que de toutes façons, dans une nation, il y a des classes sociales. Je n'ai pas le temps de développer la nécessité pour le marxisme d'avoir une théorie de la formation nationale, qui situe les formations nationales dans la succession des communautés culturelles et d'autre part dans l'émergence d'une collectivité qui fonctionne comme collectivité politique. Je crois qu'il faut, d'autre part, avancer un petit peu comme le suggère M. Ingerflom en faisant une analyse du déclassement dans les pays dominés, déclassement qui aboutit par d'autres rythmes ou d'autres modalités à la constitution explicite de classes sociales.

La deuxième question posée par M. Vilar le concernait lui-même, puisqu'il m'a demandé pourquoi j'avais indiqué qu'il me semblait appartenir à ce front intellectuel d'élaboration des positions des années 1936, disons même de l'année 1937, pour être plus précis.

J'avais deux choses à l'esprit : la légende qui court à l'Ecole Normale - je pense que vous la connaissez - qui vous attribue un rôle important dans la rédaction des discours communistes, et celle qui prête à votre main la rédaction même de discours de Maurice Thorez.

M. Vilar

C'est une chose vraiment aberrante. Qui est "on"? Je n'ai jamais adressé la parole à Maurice Thorez, et je ne l'ai vu que dans des meetings ou une fois dans un banquet! Que mes publications ultérieures aient créé une "légende", cela m'étonne et m'amuse. Mais depuis quand fait-on l'histoire avec des légendes (orales, par-dessus le marché)? Même pour l'article "Le marxisme et la nation", que vous citez, quelle en est la référence? Y a-t-il un auteur?

M. Gallissot

J'avoue mon incertitude. La légende, je la connaissais, mais puisque vous la détruisez, c'est très bien. La deuxième chose, c'est que je retrouvais dans "Le marxisme et la nation" de Jean Bruhat des idées et des sources qui vous sont, disons, communes.

M. Vilar

Il y a certes des sources communes - l'article de 1913 - est-il étonnant que bien des textes se soient répétés?

M. Gallissot

Il s'agit non seulement des sources, mais de l'élaboration qui a été faite.

M. Vilar

Je répète, à propos de l'anecdote de 1927, ou 1926, que je n'étais pas d'accord avec la position officielle du Parti communiste,

puisque, contrairement à ses deux membres, j'ai signé la pétition et maintenu ma signature. Mais si je demandais la liberté de choix (soldat ou officier?), je n'étais pas non plus d'accord avec Sartre, puisque je suis devenu officier. Trois positions possibles, donc.

M. Gallissot

En dernier lieu je voudrais simplement dire mon accord complet avec l'explication que vous avez donnée sur le fait que le P.C. n'a jamais été pacifiste, mais je croyais l'avoir bien marqué en faisant usage du mot "paix".

M. Vilar

L'Association Républicaine des Anciens Combattants, ARAC, est à l'origine de l'Association des Officiers (et sous-officiers) de Réserve Républicains (FORR) dont, si j'ai bonne mémoire, Vaillant-Couturier fut le créateur, dès les années 1920. Il faudrait vérifier. Mais, puisque le sujet "communistes, paix et nation" a été abordé dans votre communication, ces indications ont leur importance.

M. Bunzl

Le P.C. de Palestine se heurtait à deux types de problèmes qui s'identifiaient aux deux communautés qui peuplent la Palestine. En premier lieu, il est isolé de la population arabe de par sa composition essentiellement juive, mais aussi à cause des éléments réactionnaires de cette communauté qui associent la peur du bolchevisme au danger sioniste, et qui réussissent à imposer à des autorités britanniques mal informées leur perception du sionisme comme mouvement bolchevique subversif.

Aussi longtemps que les Arabes furent incapables de dépasser l'identification de l'immigration juive au sionisme, le P.C. ne pouvait les attirer. A ces difficultés, il faut ajouter les grandes différences de développement (société traditionnelle d'un côté, société plus ou moins industrielle de l'autre).

Ce n'est qu'après 1929 que le P.C. commença à recruter des militants arabes qu'il envoyait en URSS et qu'on retrouva au cours des années 1936-1939, en particulier dans un mouvement syndical où les communistes jouaient un rôle majeur. Leur action fut également importante dans la Ligue de Libération Nationale qui sut attirer de nombreux prolétaires arabes ainsi qu'une partie notable de l'intelligentsia chrétienne.

En second lieu le P.C. a subi un échec dans la communauté juive. Son hostilité au sionisme lui a aliéné de nombreux immigrants marxistes. Les quelques succès qu'il obtint au cours des années 1920 sont dus pour l'essentiel aux difficultés économiques. Après 1929, le projet de Birobidžan lui a coûté beaucoup de militants qui périront en URSS au cours des purges des années 1930. La Seconde Guerre mondiale, puis l'année 1947 qui le vit se transformer en partisan le plus chaud de l'Etat d'Israël, lui permirent une certaine réinsertion dans le corps national. Il faut tout simplement en tirer les conséquences.

M. Chaliand

Classe et nationalisme, voilà un thème qui a déjà été abordé au cours des débats. Israël en est un exemple très spécifique. Il faut aborder le drame de la gauche sioniste au cours des années 1920 et 1930.

M. Bunzl

Je suis d'accord avec vous. La Histadrouth et certains groupes sionistes de gauche tentèrent effectivement d'organiser les ouvriers arabes, mais dans un but bien défini: il ne s'agissait pas de leur donner des armes mais de les éloigner du mouvement nationaliste en vue d'affaiblir ce dernier. Là réside toute l'ambiguïté du projet.

M. de La Bastide

Nous voyons à travers cette communication les difficultés que les communistes ont eues, dans leurs rapports, et leurs jugements

sur le sionisme. D'une part, le sionisme était un mouvement qui n'avait rien à voir avec la lutte de classes, et d'autre part, il y avait conflit entre Arabes et juifs se disputant la souveraineté d'un même territoire. La question était donc encore plus compliquée qu'en Algérie. Il est naturel que le résultat soit confus.

Je voudrais donner la parole à M. Santucci dont c'est un peu le domaine.

M. Santucci

Peut-être pourrions-nous reporter à cet après-midi la discussion sur les rapports du P.C. palestinien et du Komintern? Nous bénéficierions ainsi des vues toujours éclairantes en la matière de Maxime Rodinson.

NATION FRANCAISE, NATION ALGERIENNE EN FORMATION
LA CONCEPTION DE LA NATION
DANS LE DISCOURS COMMUNISTE FRANCAIS

René GALLISSOT

Ce que les communistes appellent eux-mêmes la réappropriation des valeurs nationales, qui s'effectue pour l'essentiel en 1935 et avec une particulière évidence dans l'exemple français, n'est qu'une constatation qui appartient maintenant à l'ordre des banalités reçues, soit que l'on montre le "grand tournant" de 1934-1936 qui se drape de tricolore, que l'on inscrive le communisme français en tradition jacobine, que l'on dénonce l'abandon de l'internationalisme et pour l'Algérie, du mot d'ordre d'indépendance des colonies, soit que l'on argumente doctement, pour revenir à l'histoire du parti par lui-même, sur la trahison de la bourgeoisie et la reprise en charge de la cause nationale par la classe ouvrière. Le rapport de Maurice Thorez au Congrès d'Arles, à la Noël 1937 s'offre de lui-même comme une synthèse accomplie de la pensée communiste sur la nation, la nation française du moins. Les formules employées et le rythme des redondances semblent vouloir entrer directement dans une étude de discours qui fournirait une illustration toute faite d'intégration nationaliste. Ecoutez simplement l'écho qu'en donne *l'Humanité* du 27 décembre : "Solennelle et tendue dans un sentiment unanime de confiance et de fierté, pénétrée de l'importance des idées qu'elle entendait exprimer par un fils et chef du peuple de notre pays, la salle a écouté de longues heures, le rapport qu'il avait consacré à un seul sujet : *le bonheur des Français et la grandeur de la France*".

Refaire la démonstration du jacobinisme des communistes français est donc devenu inutile, d'autant que cette redécouverte, une fois encore, nous situerait benoîtement en une histoire ou en une science toute politique et toute française qui se donnerait, comme à l'accoutumée, la compensation bienvenue de la causalité première et

suffisante qui se tient dans les changements de cap de la diplomatie soviétique ; l'histoire des relations internationales fait pendant à l'histoire-science politique. C'est un essai de compréhension interne qui sera par contre tenté ici, soit d'histoire du communisme en lui-même et largement par lui-même, puisque le cas est patent de nationalisation idéologique du communisme qui n'en cesse pas moins d'être un mouvement international en gravitation soviétique. Comme il sera fait appel à des travaux en cours sur le vocabulaire communiste, disons tout de suite que cet exercice d'explicitation par l'analyse des schémas mentaux et organiques du mouvement communiste à partir du lexique, repose sur un premier constat paradoxal, celui d'une faible part des références directes à l'U.R.S.S. et du renvoi au modèle soviétique, et même peut-être d'un amoindrissement de la place de l'U.R.S.S dans le discours communiste. Dans les éditoriaux de *L'Humanité*, hors du jaillissement du terme U.R.S.S. en mai-juin 1935, comme du mot pacte en commentaire précisément de l'accord Laval-Staline, la citation de l'Union soviétique n'est que des plus modestes, extrêmement modeste même pendant que le vocabulaire proprement soviétique (révolution soviétique, soviets, soviet...) entre en déperdition.

Cette première illustration (mais la représentation graphique est pour plus tard) indique donc que cette esquisse incertaine et même balbutiante s'appuie sur des exploitations lexicologiques par ordinateur : textes de congrès et d'organismes centraux du Parti communiste soviétique, de l'Internationale Communiste et du parti français, du XVe Congrès du parti bolchevik en 1927 au Congrès de Villeurbanne du P.C.F. en janvier 1936 constituant un corpus traité par Yves Teneur, dépouillement périodisé des *Cahiers du bolchevisme* élaboré par Robert Benoist, enfin et surtout inventaire du vocabulaire des articles-leader de *L'Humanité* (un sur trois), de janvier 1934 à septembre 1936, réalisé au laboratoire de lexicologie politique : Unité de recherche "Lexicologie et textes politiques" (Institut de la langue française du C.N.R.S., Ecole Normale Supérieure de Saint-Cloud, Centre de recherche de l'Université de Paris VIII). Seuls les premiers résultats sont disponibles (fréquences et spécificités) ; aussi l'utilisation faite ici n'est-elle qu'indicative et reste-t-elle précaire. De toute façon, l'exposé ne relève pas de la linguistique fût-elle histo-

rique, mais d'une problématique d'histoire idéologique du communisme qui prend appui sur la langue que pratiquent les communistes eux-mêmes. Les renvois démonstratifs au lexique tiennent donc lieu de notes infrapaginales ; cette source originelle vaut bien les sources somme toute secondes des archives de police et des services des Affaires étrangères ; elle est même quasiment seule garante de saisie en profondeur de cette puissance du communisme que l'on dit secrète, de sa capacité d'intervention et de reproduction politique. Comme le dépouillement lexicologique s'arrête à la fin août 1936, pour ce qui est de *L'Humanité* du moins, à la reconnaissance esquissée du cheminement et des raisons de la nationalisation communiste française de 1934 à 1936, fera suite pour la période 1936-1939 une approche plus globale de la conception de la nation à l'usage de la France et de l'Algérie, pour l'analyse des justifications doctrinales. Si l'U.R.S.S. n'est pas ostensiblement présente dans le vocabulaire, c'est peut-être que le modèle soviétique est intériorisé ; les correspondances qui laissent donc place à une expression appropriée à chaque nationalisme, ne résulteraient-elles pas alors de la conformation même du mouvement communiste en son façonnement qui serait proprement stalinien ?

LE DISCOURS COMMUNISTE DEVIENT FRANCAIS : RECONNAISSANCE PROVISOIRE A TRAVERS LE VOCABULAIRE (1934-1936)

Le point de départ, comme la suite au demeurant, est fort connu ; le communisme affirme la primauté sinon l'exclusivité de la lutte de classes, autant dire qu'il ne s'exprime pas sur la nation, sinon par la négative, à travers les appels à l'action anti-antimilitariste, anticoloniale aussi, à charge donc antinationaliste. Cependant, s'il doit traiter de la nation, il peut exciper de la définition de Staline en recourant alors plutôt qu'à l'article de 1913, à la conférence de 1924 publiée alors sous le titre : *Les questions du léninisme*. Mais puisque l'on embrasse à la fois la France et l'Algérie, encore faut-il bien voir que les thèses de l'Internationale Communiste sont doubles, particulièrement en cette troisième période du début des années 1930 ; si la ligne classe contre classe exclut la question nationale, celle-ci fait retour en conjonction avec la question coloniale. C'est cette association qui lie les propos de Lénine, Staline et

Boukharin dans la brochure publiée à l'intention des communistes d'Algérie par le bureau d'édition du parti français sous le titre précisément : *Le communisme et la question nationale et coloniale* ; une allusion à "la politique esclavagiste du rayon de Blida" qui s'opposait alors au mot d'ordre d'indépendance de l'Algérie, permet de dater cette publication de 1927. La position plus stratégique que doctrinale apparaît comme un transfert, voire une réservation de la question nationale aux colonies. Comme il est dit, par citation de Staline interposée : "La question nationale est devenue une question internationale, celle de la libération des peuples opprimés des colonies et des pays asservis par l'impérialisme" (p. 9), ce qui n'empêche pas le fait de la division capitaliste en deux classes d'être fondamental, et c'est Lénine qui est censé parler cette fois : "Il n'existe pas une nation qui ne soit divisée en classes. Dans chaque nation, il y a deux nations" disait Lénine (p. 19).

Cette transposition de la question nationale, qui cherche l'appui en contrefort des mouvements et des luttes d'indépendance, donne l'exemple de l'U.R.S.S. comme celui de la solution au problème des nationalités que seule la révolution socialiste peut procurer : sans le concours des peuples opprimés, "il aurait été impossible d'asseoir solidement le pouvoir soviétique, d'implanter l'internationalisme véritable et de créer cette remarquable organisation de collaboration des peuples qui s'appelle l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, et qui représente le prototype de l'union future" (p. 29). C'est le modèle, d'autant plus qu'il comprend des populations musulmanes, que préconise la *Lutte Sociale*, l'hebdomadaire communiste d'Algérie, comme il le fait encore en 1934, comme le rapporte par ailleurs M. Ageron en citant le futur premier secrétaire du P.C.A., Ben Ali Boukhort, qui rentre de son stage de formation à Moscou et écrit sous le pseudonyme d'El Mounadi : l'Algérie soviétique sera "la patrie de tous les travailleurs de toutes races et nationalités". Quel que soit son pouvoir de résonance en situation coloniale, l'indépendance de l'Algérie est un mot d'ordre qui reste quelque peu abstrait, en étant ainsi projeté dans un avenir révolutionnaire passablement irréel ; la conception de la nation algérienne n'a guère de contenu. Parce que cette vision de l'Internationale Communiste, appartient à l'ancienne ligne stratégique qu'il défend, elle est maintenue par André Ferrat placé à la tête de la

Section coloniale du P.C.F. Ainsi, alors qu'elle est abandonnée en France, se retrouve-t-elle encore en usage en septembre 1935 pour l'Algérie où elle fait scandale par la circulaire Barthel, cette lettre adressée aux organisations communistes par le nouvel instructeur envoyé par Paris, Jean Chaintron. Mais la circulaire tant vantée ne précise pas ce qu'est la nation algérienne ; l'Algérie n'est pas la France ; elle redit seulement la distinction entre la nation opprimante et la nation opprimée, à l'encontre même du modèle d'Union soviétique qui est censée abolir la frontière coloniale. Mais la compréhension de la nation est demeurée toute stratégique.

Si l'on revient vers la France, le fait national n'est autant dire pas pris en compte ; certes France et Français sont des termes fréquents, et il n'est peut-être pas insignifiant, c'est-à-dire que cela va au-delà de la seule signification géopolitique et ethnocentrique, que dans le rapport au VIIe congrès du P.C.F. de mars 1932 le mot France arrive au 4e rang et Français au 7e comme : crise (l'Union soviétique est au 9e rang) parce que le texte est de Maurice Thorez, quant au congrès de 1929 (VIe congrès, St Denis), le rapport présenté en collaboration avec Sémard laissait : France et Français au 14e et 29e rangs. Mais l'attention ne se porte guère sur le caractère national ; l'adjectif national n'indique guère que la centralité politique française, et le mot : nation n'est guère employé. Mais disons tout de suite que, contrairement à ce que l'on peut imaginer, ces termes n'entrent que modestement dans le lexique communiste avant la Deuxième guerre mondiale, pour constituer peut-être la principale innovation qui marque la plénitude nationaliste de 1944-1946 par rapport à la langue du Front Populaire. Ce qui,jusqu'à l'été 1934 indique que la nation, soit la France, reste un vocable sans contenu, c'est la faiblesse du vocabulaire autour du mot peuple ; dans le rapport de Thorez au congrès de 1932, peuple ne figure qu'au 36e rang, à la même fréquence que le mot usuel mais neutre : question.

Bien évidemment, c'est ce que l'on appelle le vocabulaire de classe (classe, ouvriers, prolétariat, bourgeoisie, etc. et les adjectifs) qui l'emporte, du moins se trouve mis en vedette par cette faiblesse des références populaires ; le mot le plus fréquent dans les

articles-leader de *L'Humanité* en 1934 est encore : travailleurs ; il passe même devant le mot : parti qui, par contre, occupe la première place dans les rapports de congrès comme normalement, d'autant que c'est probablement le mot clef de tout le vocabulaire communiste. Mais ce qui différencie l'usage que fait le parti français de ce langage de classe, du même vocabulaire, presque aussi fréquent, employé par les rapports de congrès soviétiques (Staline : XVe congrès 1927, XVIe congrès 1930, XVIIe congrès 1934) et dans les documents de l'Internationale communiste (Boukharin : comité exécutif 1928, résolutions du plenum de 1931, et même rapport Dimitrov au VIIe congrès de 1935), c'est que, dans le discours communiste français, il ne s'accompagne pas d'un vocabulaire économique, faisant référence au travail, à la production, et au développement capitaliste. Ces termes d'économie marxiste sont d'un emploi très faible, à la limite même de la nullité pour ce qui est des rapports de production, comme au reste les renvois explicites au marxisme en tant que tel. Les interventions de l'Internationale invoquent le capitalisme et l'impérialisme non seulement pour les dénoncer, mais pour expliquer les rapports mondiaux et donner une raison aux luttes politiques (Boukharin 1928) ; et plus encore par contraste complet, le discours stalinien se distingue par l'usage monstrueusement répétitif d'un vocabulaire productiviste ; c'est précisément au productivisme que se reconnaît déjà un rapport de congrès soviétique qui repose déjà sur les millions de tonnes ; le mot : millions, cet indicateur de mesure quantitative de puissance, vient au tout premier rang : parti, prolétariat et mégatonnes. Dans le lexique communiste français, qui est celui d'un parti hors de l'Etat (et même contre) et qui n'assume pas la direction d'une étatisation économique, le vocabulaire ouvrier existe en tant que tel, donnant la définition de l'identification du parti qui est donc le prolétariat en soi et pour soi.

Mais quelle que soit l'importance ou plus exactement la valorisation du langage de classe, celui-ci ne constitue pas véritablement ou uniquement le vocabulaire de pointe. L'originalité du vocabulaire communiste français, et il y a une correspondance partielle en vocabulaire communiste international, jusqu'en 1934 et 1934 compris, est d'être d'abord un vocabulaire de combat. Déjà les mots : politique,

lutte, action, etc. arrivent en haute fréquence dans les rapports de congrès (le mot : lutte au 2e rang dans le rapport de 1932) ; surtout l'adversaire contre lequel les communistes se battent est fortement nommé, comme personnalisé ; le mot : contre enfin a une fréquence supérieure à la plupart des autres formules d'arrimage de compléments. L'ennemi, c'est la guerre en 1927 (3e rang) comme en 1932 (2e rang) ; c'est aussi à titre secondaire, la bourgeoisie et plus encore le gouvernement ; lutte vient alors (Thorez 1932) aussitôt après parti et guerre, avant le vocabulaire de classe (classe ouvrière : 6e rang, prolétariat : 11e). En 1934, c'est le fascisme qui devient l'ennemi et le fascisme est une abstraction individualisée ; action est au 3e rang; fascisme et gouvernement, tous deux au 6e rang ; viennent ensuite : lutte (7e rang), guerre : 8e avant : classe (9e). Le nom : fascisme se situe en 1934 dans *L'Humanité* avant les fascistes, mot nominal et pluriel reprenant l'adjectif, qui passera avant par la suite, soit en 1935 ; cette inversion hiérarchique entre fascisme et fascistes suggère peut-être aussi que le parti sort du temps de la lutte anti (et tout juste de la lutte contre les décrets-lois et le gouvernement), d'une lutte abstraite sinon dans le vide, contre un ennemi quelque peu mythifié, pour faire campagne contre des forces adverses plus identifiables. Cela ne veut-il pas dire que le parti communiste qui se dit encore S.F.I.O., section française de l'Internationale Communiste, commence à ne plus se tenir à contre-courant, en opposition idéologique et pratique, soit en porte-à-faux dans le champ idéologique national pour devenir parti communiste français ?

L'évolution communiste de 1934 à 1936, qui tient à la fois de la gradation et de la mutation brusque sinon de l'explosion, peut se lire en première et approximative approche non seulement sur la série continue des éditoriaux de *L'Humanité*, mais encore par l'exploitation de regroupements des articles-leader en amont et en aval de dates porteuses de forte expression politique : 6-13 février 1934, et 1er mai, 14 juillet, 11 novembre 1934 et 1935, et 1er mai et 14 juillet 1936. Ce corpus révèle les changements comme photographiquement et permet des comparaisons rapides. Ce que confirme le dépouillement général, le temps fort de mutation se situe en mai 1935, ou mieux en mai-juin 1935, les effets étant évidents en juillet. Aussitôt de triompher ceux

qui se situent à Moscou et dans l'accord Laval-Staline, toute l'explication de ce qui devient donc : le grand tournant ou le virage du parti communiste ; le ralliement nationaliste obéirait encore à cette cause extérieure, appartiendrait donc à la nature étrangère du communisme.

Il est évident qu'en mai-juin 1935, *L'Humanité* est traversée par le surgissement de mots nouveaux qui relèvent du lexique des relations internationales, à commencer par le mot : pacte ; les répétitions se portent sur le terme : défense (défense nationale), et la référence à l'Union Soviétique atteint son poids maximal, comme l'emploi du nom Staline qui par ailleurs n'est pas très fréquent, mais c'est un passage forcé. En réalité, il y a simplement accentuation et polarisation d'un caractère constant dans les éditoriaux de *L'Humanité*, qui n'est autre que la fixation majeure sur les événements et les déterminations de politique internationale telles que l'Internationale Communiste les interprète. C'est probablement là, mais les moyens de comparaison manquent, le trait distinctif de la presse et de la conscience politique communiste que cet intérêt international ; il serait possible de suivre l'attitude communiste sur des graphiques représentant les pointes de fréquence des mots : Allemagne en 1934, et Angleterre par épisodes, Italie et Abyssinie en 1936, ou encore Hitler, hitlérien, Mussolini, etc. La citation de l'U.R.S.S. en mai-juin 1935 est en partie du même ordre.

Mais sur l'ensemble de cette courte période, il est d'autres oscillations du discours communiste, et peut-être même un trouble plus profond en juillet 1934, si bien que les modifications du printemps 1935 s'effectuent rapidement parce que la pensée communiste est déjà fortement en mouvement. Une analyse plus fine montrerait déjà des prédispositions dans l'attention portée à la S.D.N. et à l'armée, mais c'est se placer sur le même plan, alors que l'évolution est pour l'essentiel, autre, comme le signalerait l'ébranlement de juillet 1934. Au printemps de 1934, le vocabulaire communiste traduit en effet un entrechoc de termes qui n'a pas encore de lignes de force nouvelles ; il conserve au contraire les dominantes antérieures (vocabulaire de classe et vocabulaire anti, c'est le maximum du mot :

lutte), mais se polarise sur l'union dans la lutte pendant que l'adjectif fasciste l'emporte sur fascisme. En juillet 1934, le mot qui connaît (sous réserve d'inventaire plus complet) la plus grande variation sur une base d'usage constamment important, en marquant donc une poussée extraordinaire est le mot : nous, comme pour magnifier l'affirmation nationale du parti, nous communistes s'entend, et les mots : communistes et communiste sont martelés ; ils le seront beaucoup moins par la suite jusqu'à subir un certain effacement au cours de l'année 1935, comme le mot : parti, au plus bas en mai 1935. Une interprétation psychanalytique parlerait de crise d'identité ; si l'on se situe en histoire idéologique, il s'agit moins d'une crise, que de sa solution, d'une levée de l'interdit, comme d'un soulagement de réintégration nationale, comme le début de la fin du dédoublement de la personnalité.

Comme l'on s'y attend, plus que le décrochement par raison internationale, le changement de vocabulaire de mai-juillet 1935 exprime la rupture d'un discours qui abandonne la primauté relative des références de classe pour devenir un discours qu'il est cependant abusif de dire nationaliste. Le vocabulaire de classe recule en effet à travers les mots : classe, classe ouvrière (chute de 7 à 1), prolétarien, prolétaire, bourgeoisie, etc., capitalisme et capitaliste déjà en récession, mais prolétariat résiste, pour être maximum en novembre 1934. Ce qui est plus lourd de signification sociale et de position de lutte, ce sont les mots qui s'abaissent considérablement comme travailleurs et ouvriers, ou tendent à disparaître comme crise (économique), grève, salaires, usines. Ce dernier terme ne réapparaîtra qu'en mineur en juin 1936. Ce vocabulaire de revendication ouvrière s'amortissait depuis l'été 1934 comme par gradation pour s'immerger dans le discours montant qui est celui du rassemblement sans appellation nationale. Autour de front uni, et front unique, unité et union, les fréquences ne sont guère probantes car l'usage est fort enchevêtré, et le sera encore largement en 1936. Un mot en tout cas semble faire la transition, qui est l'adjectif : populaire ; il s'élève aussi par degré, poussant en avant le mot : front qui passe au premier rang absolu. Le nom : front qui croît en janvier-mars 1935, recule au 1er mai et en mai-juin 1935 par enregistrement donc du fait international, mais pour revenir en force ensuite en entraînant cette fois

avec lui le mot : peuple qui explose ou plutôt implose en juillet 1935. Il ne se produit donc pas une substitution de vocabulaire, mais la subordination du vocabulaire de classe et de lutte ouvrière au vocabulaire de Front Populaire qui devient effectivement premier. Si l'on fait une totalisation sur le regroupement sélectif de textes de février 1934 à juillet 1936, cela se traduit à titre d'illustration, par une quasi équivalence de fréquence entre trois termes : France, peuple et classe, mais ce compte global dissimule que l'opération s'effectue sur le mot : peuple, la place de la France ne grandissant qu'en 1936 seulement. Les deux mots qui dominent alors au Congrès de Villeurbanne en janvier 1936 sont : parti et France ; ils sont les deux seuls termes répétés plus de cent fois par Maurice Thorez dans son rapport, c'est qu'ils constituent un nouveau couple sémantique du communisme français. A Villeurbanne, le troisième mot est pays; classe ouvrière apparaît au 5e rang, fascisme au 7e, peuple au 8e, lutte au 9e, ouvriers au 11e, c'est dire l'entrecroisement, et paysans au 13e, prolétariat au 25e rang. Cette mutation par amalgame est aussi interclassique; quand elle s'achève, la France se dégage du peuple. L'Union Soviétique n'est présente qu'en retrait (22e rang), et le parti, s'il demeure ou redevient comme définitivement premier, n'est plus un parti contre (contre est au 36e rang).

La transformation est ainsi plus complexe que ne l'indiquent les changements brusques de mai-juillet 1935, à la fois parce qu'il y a des secousses préparatoires, et ensuite parce que le langage nouveau, s'il s'impose dès juillet autour de la terminologie populaire, continue à se dégager par décantation pour poser la prééminence du parti et de la France (pardon pour la simplification qui fait correspondre la réalité idéologique et politique aux mots). Deux voies d'interprétation sont encore possibles, par delà l'insuffisante explication d'origine soviétique ; de toutes façons, elles interfèrent. La première ne semble avoir qu'une valeur complémentaire de l'influence extérieure, mais se situe mieux dans le mouvement communiste dont le centre est à Moscou ; l'influence est donc intérieure, c'est la compréhension par référence au VIIe congrès de l'Internationale Communiste en juin 1935. La seconde ligne d'explication place la profondeur du changement dans le patriotisme communiste lui-même; elle me paraît

décisive. Le rapport Dimitrov au VIIe Congrès repose lui aussi et fort nettement sur un vocabulaire de lutte (2e rang), mais de lutte contre le fascisme, c'est le mot premier, et celle-ci suppose un concours de masses (le mot : masses est lui-même au 4e rang). Si le mot : parti est relativement effacé, ce qui est un phénomène d'exception en vocabulaire communiste (17e rang), l'appel au patriotisme de parti retentit à travers le terme : camarades. Il reste que le rapprochement ne peut guère être poussé plus loin, entre le rapport Dimitrov et l'expression communiste française dans *L'Humanité* tant les genres sont différents, sans compter les artifices de traduction. Mais ce qui semble sinon apparaître, du moins se confirmer dans *L'Humanité* après le congrès de l'Internationale Communiste, c'est l'invocation de la liberté et des libertés, la reconnaissance de la valeur des principes démocratiques qui va au-delà de la prise en compte de l'existence de forces démocratiques qui servent au combat contre la guerre et le fascisme. Dès août 1934, cette conversion avait déjà fait l'objet de commentaires justificatifs de Maurice Thorez ; elle s'insère dans le renouvellement relatif d'analyse du fascisme et la reconsidération du rôle de la social-démocratie et des possibilités d'alliance avec et dans les "démocraties bourgeoises". Cet antifascisme mêle la célébration de la liberté au rassemblement populaire. L'usage du mot : liberté culmine dans *L'Humanité* du 14 juillet 1935, comme Front Populaire, quand classe, classe ouvrière et action touchent au point le plus bas. L'idée de démocratie suit alors la notion de peuple, ce qui en vocabulaire communiste n'est pas un pléonasme, puisque, antérieurement, l'équation était posée entre une pure solution démocratique et une révolution prolétarienne : entre démocratie et dictature du prolétariat. L'équivalence retrouvée conduit à la conception de la nation-peuple, de la démocratie populaire nationale, explicitée à partir de 1936.

La transformation profonde pourrait à nouveau être décrite en termes psychanalytiques; elle met fin à des années de jeunesse de patriotisme refoulé dans le militantisme communiste, et plus précisément même sous l'activisme. Prenons ainsi le mot : contre, qui caractérisait la prégnance de la lutte anti, comme pour définir non seulement l'action mais la raison d'être du parti face à l'ennemi extérieur (la guerre) et intérieur (bourgeoisie, gouvernement); il reste d'usa-

ge fort jusqu'en mai 1934 pour s'effondrer ensuite avant de revenir en mineur en juillet 1935. C'est que l'ennemi ne se présente plus comme un adversaire personnalisé, sinon à travers le fascisme ; le parti ne lutte plus contre la guerre, mais pour la paix, ce qui est un changement décisif. Le mot : paix qui n'appartient guère au vocabulaire communiste de 1934, mais était cependant en progression, triomphe en mai 1935 pendant que le mot : guerre fluctue suivant les risques de la situation internationale. Dans la lutte anti et contre la guerre, le parti communiste se situait dans le champ politique de la lutte révolutionnaire internationale fût-ce dans la réduction de la révolution prolétarienne mondiale à l'U.R.S.S., patrie du socialisme. Les campagnes pour la paix ne rendent pas le communisme au pacifisme de tradition intellectuelle et ouvrière socialiste ; en effet l'expression est comme provisoirement pacifiste en 1935, mais est déjà tout autant fixée sur la défense nationale ; c'est même le principal emploi de l'adjectif national. Sans perdre sa prédisposition internationale, le parti communiste n'en quitte pas moins sa situation d'opposition aux buts nationaux pour assumer l'intérêt national. Il demeure cependant par cette double appartenance un parti à part, et plus encore peut-être maintenu à part par le capital d'hostilité et de suspicion qui l'entoure et ne cesse pas de l'assaillir, quelle que soit sa croissance en force numérique et militante, en importance électorale et en capacité de rayonnement. Le fait nouveau est dans le parti même qui, non sans surenchère, se veut partie prenante, sinon incarnation de la volonté nationale.

Cette assimilation patriotique se fait du patriotisme de parti qui est mâtiné déjà de patriotisme soviétique, au patriotisme national ; c'est pourquoi le vocabulaire n'a pas encore recours à une terminologie proprement nationale ; en un sens, il ne s'agit pas de nationalisme, mais bien de patriotisme en ce retour d'attachement réflexe, sentimental et mystique à des valeurs incorporées par la majeure partie de la population française qui réagit encore à l'expérience et au souvenir de la "Grande" guerre. Pensons que pour Staline et l'U.R.S.S., "la Grande guerre patriotique" sera la Deuxième guerre mondiale. Ce ne sont donc pas seulement des faits psychologiques, mais une véritable intégration idéologique que traduisent les varia-

tions sur ces autres mots clefs qui font alors irruption dans le vocabulaire communiste : anciens combattants, 1914 et 14, pendant que s'effectue la progression de l'adjectif : français et à sa suite la promotion du nom : France. Dans la sélection de *l'Humanité* autour du 1er mai, du 14 juillet et du 11 novembre, en 1935 l'on voit disparaître l'année 1917 et le terme familier : 17, mais apparaître 1914 (2 fois seulement pour 9 fois : 1789) et comme s'épanouir l'autre terme plus familier encore : 14 (39 fois). Ce sont les "Anciens combattants" qui font une entrée en force en novembre 1935, parce qu'ils deviennent des héros positifs. Comme le confirme le dépouillement suivi de *L'Humanité*, ces vicissitudes d'expression sensible recouvrent le mouvement de fond de l'année 1935 qui atteint son point culminant, ou mieux : son point de fusion, au 11 novembre 1935. *L'Humanité* du 12 novembre paraît sous cette grande manchette : "L'Inconnu a retrouvé ses camarades" ; le sous-titre commente : "Fraternellement unis, anciens combattants, aviateurs illustres, officiers et sous-officiers de réserve, prêtres même, défilent à l'Etoile, 60 hommes de front, sous les ovations d'une foule innombrable" ; l'éloquence sentimentale de Paul Vaillant-Couturier, principal rédacteur des éditoriaux quand André Marty disparaît de la une de *L'Humanité*, donne son style nouveau au discours communiste ; l'article célèbre "l'importance et la signification de l'hommage rendu hier par la génération du feu, enfin unie, à son camarade, le Poilu inconnu". Le beau mot de camarades, pour parodier le poète, et la construction de la phase et du raisonnement disent directement que l'intégration a son répondant dans le parti, en fraternité militante et communautaire, qu'elle s'effectue donc aussi comme intégration de la patrie dans le parti. C'est pourquoi au reste, pour leur signification d'appartenance collective et sociale, les mots : peuple et populaire étaient les moyens termes appropriés pour la transition, comme tout prêts, avant que ne s'élabore une conception de la nation.

En 1936, l'évolution patriotique s'accomplit comme le manifestent à la fois les modifications du lexique et plus largement le discours qui conduit du Front Populaire au front français. 1914 et plus encore : 14 sont présents à 30 contre 1 par rapport à 1917 ; le premier mot de l'année 1936 est : populaire et le mot : front est

3e; s'intercale en effet en 2e position, la nouvelle raison de lutte qu'est la paix, et aussitôt après arrivent : France, peuple et guerre. Ces six termes, autre signe d'exceptionnelle valorisation, viennent avant le mot : parti. Le vocabulaire proprement de lutte sociale recule ; action, si fort en 1934, n'est plus qu'au 16e rang, soit sur la même ligne que l'adjectif français. S'il est toujours fait appel aux travailleurs, le vocabulaire de classe s'estompe : classe au 52e rang, plus loin que liberté : 27e et défense 37e, l'U.R.S.S. est 62e, le mot : nation 123e seulement, mais soviet au singulier n'existe plus. Ces fréquences ne sont qu'indicatives ; les discours tenus aux militants disent plus explicitement ce que sont alors les raisons d'être communistes. C'est dans *L'Humanité* du 4 août 1936, sauf erreur par omission, que s'esquisse sous la plume de Jacques Duclos, la proposition de front français qui n'est encore que celle d'un front des Français. Duclos formalise en front ce que les "événements exigent", "cette union des Français, que nous communistes, nous considérons comme indispensable" ; et le "nous" souligne plus encore le volontarisme de l'intégration : "C'est pourquoi, nous communistes qui poursuivons un grand but de libération humaine et d'affranchissement du travail, nous qui dans le présent et pour l'avenir, avons conscience de travailler à la grandeur et à la prospérité de la France, nous n'hésitons pas à demander si le moment n'est pas venu de faire le front des Français". Dans *L'Humanité* du 19 juillet, en dénonçant les agents du fascisme, Paul Vaillant-Couturier était allé jusqu'à réutiliser l'expression : "la France aux Français". Dans l'objectif du front des Français, la visée principale reste celle de la défense nationale : "Nous communistes, poursuit Duclos, nous n'entendons écarter personne, a priori, de l'union qui s'impose d'autant plus que la paix est ouvertement menacée et que la sécurité de la France est en jeu. Un front des Français est nécessaire pour faire une France libre, forte et heureuse". C'est dans un discours à l'Assemblée des communistes parisiens, salle Huygens, le 6 août 1936, que Maurice Thorez définit le "Front français pour le respect des lois, pour la défense de l'économie nationale, pour la liberté et l'indépendance de la France". L'orateur récapitule l'évolution en rassemblant les thèmes et les formules qui portent l'adhésion patriotique : "Nous pouvons dire que le Front Populaire (et nous y sommes pour quelque chose, nous, les communistes), en ce sens, ce sera vraiment un

Front français, un Front du peuple de France, héritier et continuateur de la Grande Révolution contre le front des agents de l'étranger, contre le front de Coblentz moderne. Un Front français à la tradition héroïque de lutte et de liberté de notre peuple, aux accents de la Marseillaise de 1792 mêlés à ceux de notre Internationale, sous les plis du drapeau de Valmy avec le drapeau rouge de la Commune, un Front antifrançais de trahison". Sous le jacobinisme triomphant, la nation ne se définit encore que par l'exclusion des traîtres, à la suite du ralliement à la défense nationale pour raison internationale de salut de l'U.R.S.S. et en extension et justification patriotique du rassemblement et du front populaire ; elle ne se dégage pas encore de cette détermination de conjoncture et de stratégie, elle reste contenue dans le complexe de patriotisme qui la commande ; elle réclame d'être fondée en doctrine.

DOCTRINE DE LA FORMATION NATIONALE APPLIQUEE A LA FRANCE ET A L'ALGERIE. LA THESE DE LA DEMOCRATIE POPULAIRE.

La formulation du Front français répond à l'aggravation des menaces de guerre en juillet 1936 ; c'est entre autres coups de force, la prise de Dantzig et l'ouverture de la guerre d'Espagne quand s'achève la remilitarisation de la Rhénanie ; l'Italie intervient en Espagne le 2 août. Plus que jamais, le discours communiste évolue directement sous l'effet des événements internationaux d'autant plus que depuis le milieu de 1935 la concordance de défense nationale avec l'U.R.S.S. étant acquise, il n'est plus vraiment nécessaire d'attendre les directives de Moscou. Les prises de position n'impliquent plus un suivisme, comme on le verra bien lors du redressement de septembre 1939 qui tient de la reprise en main par la direction centrale. Le jacobinisme s'épanouit en militarisation ; c'est au reste sur l'armée que se fixe le plus vivement le discours républicain qui invoque la grande révolution française. Quand Maurice Thorez déclare les communistes français "héritiers des jacobins" (*L'Humanité*, 15 mars 1936), il commente par la raison extérieure : "Hitler saura que revit en nous l'esprit des sans-culottes de Valmy, la foi des soldats de l'An II", et c'est de ces prémisses de salut public qu'il tire la proposition d'union nationale : "La Convention réalisait la véritable union du peuple de France, contre

les ducs, marquis et princes, contre les féodaux et contre les tyrans de l'intérieur et de l'extérieur". C'est l'esquisse de la conception de la nation populaire ; celle du peuple tout entier moins les féodaux ou les deux cents familles ; le mot révélateur n'est autre que Coblentz qui se situe justement hors de la nation. Cette justification du rassemblement français se répète à chaque 14 juillet comme à la célébration de Rouget de Lisle et de Robespierre et plus encore en 1939 pour la "commémoration du 150e anniversaire de la Grande Révolution française et du serment du 14 juillet 1935". "Alors, le vieux cri de Valmy et de Jemmapes : Vive la nation ! retrouvait son écho... il y a une armée en France, c'est l'armée du peuple à un peuple qui sait ce qu'il veut" (*L'Humanité*, 15 juillet 1939). C'est alors seulement que le vocabulaire national paraît, ayant acquis la charge sémantique du patriotisme et le sens de la volonté collective.

Il serait possible de montrer que c'est sous l'effet du danger extérieur, factuel ou imaginaire, que le langage communiste s'exacerbe jusqu'à parler comme la droite, de "France aux Français" à nouveau, de la terre et de la lignée, des ancêtres et du génie de la France éternelle. Les exemples extrêmes se trouvent vraisemblablement dans les appels passionnés au soutien de la résistance espagnole. Pour les communistes, cette cause est aussi le moyen de manifester la détermination de leur engagement national, face aux socialistes et aux pacifistes. Déjà dans *L'Humanité* du 12 août 1936, sous le titre : "Pas d'encerclement pour la France, Jacques Duclos conclut : "Aider l'Espagne, c'est défendre la France". En janvier 1939, un discours de Maurice Thorez justifie par cette menace d'encerclement le slogan qui devient affiche : "L'Espagne aux Espagnols, la France aux Français" (*L'Humanité*, 19 janvier 1939). Comme l'U.R.S.S. assiégée, la France est assaillie à ses frontières par le danger allemand et italien, et le développement de la guerre d'Espagne. N'est-ce pas à usage nationaliste français qu'est la transposition de la notion stalinienne, qui est tout à la fois réflexe de défense, hantise et source de terreur? Paradoxalement, c'est à l'adresse des Catalans, mais en pensant à l'Etat espagnol, que Maurice Thorez se trouve valoriser à l'extrême l'unité de la nation, voire la pureté nationale. "Maurice Thorez salue les travailleurs catalans au nom du peuple français", dit le titre (*L'Humanité*,

4 février 1937). Son discours n'est pas sans annoncer comme à l'envers puisque ici l'insistance porte sur la continuité du peuple, le discours d'Alger sur la formation de la nation algérienne par amalgame. "Ne sont pas nationaux ceux qui amènent pour lutter contre vous des Maures, des Allemands, et des Italiens, ce sont de vulgaires traîtres à leurs patries ; les véritables nationaux, ceux qui portent à l'âme la tradition espagnole, c'est vous, le peuple qui lutta dix siècles contre les Arabes, qui lutta contre Napoléon et qui mène actuellement une lutte héroïque d'indépendance nationale et aussi de libération du monde". La légitimation passe donc de la défense nationale à l'histoire.

Cette nationalisation ne répercute pas seulement les périls extérieurs, elle s'insère jusqu'à la contradiction dans les destinées du Front Populaire. C'est alors sous la contrainte de ces difficultés intérieures que s'aiguisent les arguments de doctrine nationale. Aux appels au front français d'août 1936, succède un long repli sur la position du Front populaire qui ne saurait être réduit au contrat "d'un programme commun de gouvernement" selon une observation de Jacques Duclos à l'adresse de Léon Blum (*Cahiers du bolchevisme*, n° 5, 1936), mais doit conjuguer le soutien parlementaire et les campagnes de masse, au moins les campagnes d'opinion, à défaut de comités de base. A la fin de 1937, le Congrès d'Arles magnifie encore la France de 1789 et celle du Front Populaire. Ce n'est qu'en 1938, que le parti communiste revient à la proposition d'union du peuple français, de bloc français, de front français. Cette relance qui sera cette fois continue se détache donc du Front Populaire ; par deux fois au moins, elle va se trouver aux prises avec une action ouvrière qui la contrarie, et de ces deux moments critiques sortira une affirmation plus appuyée encore de l'intérêt national. En mars-avril 1938, sous le deuxième gouvernement Blum, se développe la grève de la métallurgie parisienne qui est un des points forts des attaches communistes dans la C.G.T. Le mouvement se poursuit encore lors de la formation du gouvernement Daladier-Chautemps qui, à l'heure de l'Anschluss, fait le chantage aux troubles sociaux. C'est alors que, le 12 avril 1938, le parti communiste se décide à voter les pleins pouvoirs financiers au gouvernement "pour mettre la nation en état de faire face aux besoins de la défense". En même temps, le parti précise le contenu du Front français. "Pour le

respect des lois, la défense de la Constitution, l'application des accords de Matignon, et la dissolution des ligues fascistes. Front français pour la liberté et l'indépendance du pays" (*L'Humanité*, 1er avril 1938). En clair, les revendications économiques sont subordonnées à la défense nationale, mais le patronat en contrepartie théorique est dénoncé comme traître à la nation : "Il sabote l'économie nationale sans aucun souci pour l'intérêt du pays" (*L'Humanité*, 29 avril). "On a attaqué la classe ouvrière et pourtant sans elle il n'y a pas de défense nationale" (*L'Humanité*, 22 mars). La thèse qui fait succéder la classe ouvrière à la bourgeoisie dans la prise en charge de l'intérêt national trouve ainsi son illustration ; l'opposition entre vocabulaire de classe et vocabulaire national se résout ; la nation reçoit sa raison de la classe ouvrière elle-même.

Dans l'été 1938, la campagne communiste de rassemblement français s'intensifie encore, mais la résistance ouvrière se manifeste aussi par la reprise des grèves puis par la préparation de la grève nationale du 30 novembre qui ne saura au reste pas arrêter, tout au contraire, le mouvement de revanche sur le Front Populaire. Les communistes donnent alors une plateforme au front français ; c'est le "programme de redressement national et social" présenté par Maurice Thorez au Comité central de novembre 1938 (*L'Humanité*, 22 et 25 novembre). Les objectifs sociaux reprennent les mots d'ordre de la C.G.T pour la grève générale, et tiennent quelque peu des voeux pieux : abrogation des décrets-lois Daladier, maintien et élargissement des conquêtes sociales du Front Populaire ; l'essentiel est l'engagement de la classe ouvrière dans la défense nationale qui se traduit par la formule : "l'organisation de la nation armée". Maurice Thorez dit encore plus clairement le dessein : "le fondement du programme : la notion de devoir français à l'heure présente". Le jacobinisme accompagne la militarisation, mais en appelle à la responsabilité de la classe ouvrière. Le parti s'identifie toujours à elle, mais parce qu'elle est censée assumer le destin national. Cet appel à la mobilisation ne cesse pas ; tout au contraire il s'exalte à l'encontre de la politique munichoise, et plus encore lors de l'invasion de la Tchécoslovaquie. En mars 1939, le parti communiste réclame un gouvernement d'union des Français pour que le pays "forme comme un bloc". La décision d'interdire *L'Humanité*,

après la signature du pacte germano-soviétique, est datée du 25 août ; *L'Humanité* du 26 août, soit la dernière qui ne soit pas clandestine, titre : "Vive la France", et commente : "Union de la nation française contre l'agresseur hitlérien... C'est le sentiment unanime des Français dignes de ce nom. C'est le nôtre. L'heure est à l'Union des Français".

Derrière cette évolution qui glisse donc cette fois du peuple à la nation, en cette assomption de la France, il est possible de lire les grandes lignes d'enchaînement idéologique qui portent la conscience communiste. Le vieil anticapitalisme ouvrier et même ouvriériste demeure au fond de la légitimation communiste ; il s'exprime en dénonciation des monopoles. Le mot peuple prend son sens plébéien de rassemblement des petits et de communauté des humbles, il sert donc bien de moyen terme qui fait passer de la coalition des exploités en alliance de classes à l'union patriotique. L'antimonopolisme est ainsi transporté en discours patriote : "Nous sauverons le peuple de France de la dictature des 200 familles" (*L'Humanité*, 31 janvier 1936). L'argument de la trahison capitaliste s'impose en 1938 : "La trahison des intérêts nationaux par le capital, écrit Maurice Thorez dans *L'Humanité* du 10 octobre juste après Munich, c'est là le fond du problème, la trahison des intérêts nationaux de notre pays par le capital et par ses hommes, c'est aussi leur manifestation de répression sociale et politique". La nation se définit donc par le peuple moins les riches ou les trusts, l'aristocratie ou les nouveaux émigrés de Coblentz, les agents étrangers et les traîtres fascistes. En Algérie, la dénonciation use à outrance du vocabulaire de la féodalité en excluant de l'union "les cent seigneurs de la terre et de la vigne" et les agents du fascisme étranger. Les notions, et plus encore les clichés et les symboles du patriotisme ancien combattant en particulier, sont tirés vers l'anticapitalisme ouvrier ou populaire. En se tournant vers l'armée, le parti s'adresse aux "soldats, fils du peuple , aux officiers et sous-officiers républicains" par opposition aux "officiers royalistes et fascistes qui pactisent avec les chefs de ligues" (*Cahiers du bolchevisme*, n° 1, 1936). Une déclaration du Bureau politique en date du 10 juin 1936 va même plus loin dans la découverte du clivage de classe : "Le Bureau politique, mis au courant de nombreuses manifestations de sympathies, à l'égard de la classe

ouvrière, émanant d'officiers, d'hommes de troupe, de gardes mobiles, se réjouit de cet état d'esprit qui traduit le désir d'union du peuple français contre les oligarchies financières, union dont le parti communiste s'honore d'avoir été le pionnier". Jeanne d'Arc est fille du peuple ; elle incarne "le patriotisme des humbles" (Maurice Thorez), mais elle est aussi une héroïne de la lutte sociale, elle qui "boutait l'ennemi hors de France alors que les fascistes font appel aux pires ennemis de la France pour sauver les privilèges des nantis". C'est à nouveau à l'occasion du 11 novembre, 11 novembre 1937 cette fois, que la dialectique communiste se surpasse en son va-et-vient entre la patrie et le capital financier. *L'Humanité* du 12 novembre explique ainsi : "La commémoration de l'Armistice prend cette année un caractère particulièrement grave et poignant. Union de la génération du feu, c'est son mot d'ordre et ce sera aujourd'hui son émouvante réalité, union cent fois nécessaire, qui est bien autre chose que "l'Union Sacrée", union qui est celle des hommes du front entre eux et des hommes du front avec l'ensemble du peuple, union animée par l'esprit des tranchées qui excluait à juste titre de la communauté française les profiteurs de la mort".

Cette défense de la patrie populaire s'appuie sur un historique qui va plus loin que le culte de la philosophie des Lumières, des grands révolutionnaires jacobins et montagnards, des révolutionnaires de 1848 quelquefois, et des Communards de 1871, dernière étape en cette voie royale qui aboutit précisément au parti communiste français lui-même. Cet héritage est replacé en effet dans une vision plus vaste qui est celle de l'accomplissement de la nation française qui brasse en son sein les origines lointaines et les apports humains par la confluence des "provinces". Il serait intéressant de ce point de vue d'étudier les changements de discours et de traitement historique à l'adresse de l'Alsace-Lorraine et de la Bretagne secondairement. Cette conception du creuset national se retrouve évidemment dans la présentation que fait Maurice Thorez en 1939 du développement de la nation algérienne. La démonstration fort scolaire de la progressive unification nationale est conduite pour arriver à ce terme unitaire qui est celui de la constitution de l'Etat national à travers la révolution de 1789. La nation est ainsi subsumée sous les espèces de l'Etat. Par son récit historique, la

doctrine communiste identifie la nation à la centralisation étatique ; l'essence nationale est dans l'unité. Du congrès de Villeurbanne en janvier 1936 qui en appelle par la bouche de Maurice Thorez à une "France libre, forte et heureuse", l'on passe au Congrès d'Arles à la fin de 1937 qui exalte "le rôle civilisateur de la France dans le monde" et "la mission de la France". Les communistes au nom de la classe ouvrière et de la défense nationale, sous le programme d'union de la nation française, assument non seulement l'intérêt d'Etat, mais la volonté de puissance de l'Etat.

L'histoire du parti s'identifie à l'histoire de France, et celle-ci est fort pédagogiquement donnée comme la réalisation de l'unité par fusion et par centralisation, qui plus est démocratique. Parallèlement et même antérieurement se développe une véritable idéalisation du mouvement d'assimilation culturelle. La diversité culturelle se fond dans "le génie de la France", expression chère à Paul Vaillant-Couturier qui fut, avant sa mort à l'automne 1937, le grand chantre de cet assimilationisme dont on retrouve également l'écho dans le discours d'Alger de Maurice Thorez. Le développement de la culture populaire est calqué sur celui de la culture classique et rendue nationale française par la IIIe République ; c'est, entre autres exemples, le sens de la célébration de Descartes et du tricentenaire du *Discours de la méthode* ; mais cet enracenement culturel a pour fin lui aussi de valoriser "l'unité et la grandeur française". Le génie français se reconnaît à l'humanisme qui fonde la mission civilisatrice de l'Etat français. Le Parti et la France se confondent littérairement et politiquement, comme le répète encore la Conférence nationale de janvier 1939 à Genevilliers, en formules qui donnent des stéréotypes sous la plume d'Etienne Fajon : "Parce que notre action s'inspire des plus glorieuses traditions françaises, parce que notre parti est enraciné dans toutes les couches sociales qui composent la nation française, la politique du parti se confond avec la cause de la France, et c'est la voix de la France passionnée de progrès humain, de liberté et de paix qui n'a cessé de retentir à la tribune de Genevilliers".

La cause communiste devenue cause française est aussi par l'antifascisme cause démocratique, mais l'éloquence qui porte, et le

patriotisme de sentiment, et le nationalisme d'Etat ne suffisent plus; la conception démocratique est une construction intellectuelle et pour l'essentiel celle d'un jeune philosophe : Henri Lefebvre. Certes, la perspective d'un développement démocratique qui se donne même éventuellement une finalité socialiste prend place dans le discours communiste le plus général, celui de Maurice Thorez notamment. *Fils du peuple* a été rédigé en ce sens pour identifier le Front Populaire et la liberté républicaine au communisme en la personne du Secrétaire général. Les bonnes feuilles de l'ouvrage, qui pourrait donc être notre référence, paraissent dans *L'Humanité* à la fin de 1937, à la veille du Congrès d'Arles qui offrirait lui aussi, par le rapport fleuve de Maurice Thorez, un autre grand texte probant. Mais ces deux pièces à conviction appartiennent toutes deux à ce genre de pédagogie populaire et oratoire qui témoigne plus pour les sentiments, ce qui est certainement fondamental, qu'à titre d'oeuvre théorique ; les élaborations intellectuelles conservent un caractère formel. Les *Cahiers du bolchevisme* publieront une étude sur "Le Marxisme et la nation" que prolongent des articles de l'historien Jean Bruhat ; certains paraissent aussi dans *Clarté*. Déjà Jean Bruhat avait présenté dans *L'Humanité* du 17 décembre 1937 (quelle convergence de dates avec *Fils du peuple* et le discours d'Arles) le livre d'Henri Lefebvre : *Le nationalisme contre les nations*, publié par les Editions sociales internationales. "Il est urgent, écrivait-il, de poser en toute clarté le problème de la nation et du nationalisme ; le livre de Lefebvre contribue à dissiper le malentendu entre nationalisme et réalité nationale, ce malentendu par lequel on voudrait rejeter hors de la nation les masses populaires sans lesquelles la nation ne serait qu'une forme vide, un mot sans contenu, qu'on exalte pour des intérêts qui ne sont pas nationaux. Ce résumé cerne parfaitement la thèse d'Henri Lefebvre et fait comprendre pourquoi les communistes et *L'Humanité* ont quelque réticence à user d'un vocabulaire explicitement national et rejettent le terme de nationalisme, accaparé par la droite. Jean Bruhat fait une seule réserve qui est somme toute d'historien : "Nous aurions préféré que l'on commençât par une étude plus longue et plus minutieuse de la réalité nationale (au lieu du sentiment national) et que dès le début on s'inspirât davantage de l'exemple qu'a donné Staline". La théorisation se réclame cependant de Marx (et de Staline) pour autant qu'il y ait matière, sans pouvoir donc mettre grandement à

profit une pensée fondatrice en marxisme. Le discours communiste que répercute Maurice Thorez se détache sur cet arrière plan intellectuel.

La conception de la nation est fondée sur la démocratie. Pour Henri Lefebvre, citant Lénine, il y a deux nations, mais le partage se fait bien plutôt entre la nation formelle et la nation réelle. Le peuple qui constitue la nation réelle est exclu de la nation formelle qui n'est que le pays légal. Le socialisme réalise la démocratie en mettant fin à la séparation entre forme politique et contenu social de la nation, comme la Révolution française l'avait esquissé ; depuis lors, la bourgeoisie est devenue une autre féodalité. La nation en doctrine communiste, c'est donc une conquête politique du peuple, le pays réel triomphant qui constitue la nation du peuple tout entier, la démocratie populaire. "Actuellement, contre les néoféodaux qui s'excluent eux-mêmes de la communauté nationale, une quasi unanimité des citoyens est à nouveau possible. L'idée de la communauté populaire peut renouveler la notion de la France" (p. 93). De plus, le fascisme (ou plus exactement le nazisme) fait comprendre qu'il y a des degrés dans la démocratie. La menace qu'il fait peser à la fois sur la démocratie même bourgoise et l'indépendance nationale déplace la ligne de partage que Lénine avait tracée entre nations dominantes et nations dominées ; les pays démocratiques se retrouvent dans le juste camp. Le fascisme montre que l'Etat totalitaire est "une forme rigide et close" quand "la nation accomplie est nécessairement une unité et une communauté" (p. 238). Pour le prolétariat de ces pays reste ouverte la voie démocratique nationale ; la lutte du prolétariat devient une lutte pour un plus grand degré de démocratie qui peut conduire à la réalisation de "la communauté nationale populaire". Il existe "certaines possibilités nouvelles d'évolution progressive par des voies démocratiques" (p. 99). "Le problème fondamental est d'agir sur les rapports sociaux par le moyen d'un appareil d'Etat qui ne peut être qu'un Etat national" (p. 93). Henri Lefebvre élabore ainsi une théorie de la voie démocratique établie sur la base de l'Etat national dont se saisissent et Maurice Thorez et le parti tout entier.

Ce gradualisme démocratique ("le développement indéfini de la démocratie") n'est pas sans point commun avec la pensée de Jaurès,

comme Jean Bruhat l'a montré en 1939 lors de la célébration du 25e anniversaire de sa mort par le P.C.F.. Mais la pensée de Jaurès me semble conduire bien plus vers une conception de la communauté culturelle. Il est cité pour vouloir arracher la patrie aux maquignons et aux castes, et bien sûr, pour la rencontre du patriotisme et de l'Internationalisme (*Cahiers du bolchevisme*, août 1939, soit les derniers avant la rectification soviétique). La perspective de la voie démocratique sera remise en avant en 1945-1946, comme elle reparaîtra ensuite et aujourd'hui même ; mais ce que le parti communiste semble surtout avoir retenu, ou du moins se trouve alors privilégier par insistance sur l'unité nationale, et développera ensuite en proposition de nationalisation économique, c'est la validité de l'Etat national qui finira par être une certitude absolue. Cette adhésion et cette volonté étatique s'accordent avec l'explication historique de la formation nationale, avec le discours de défense et illustration de la Grande France répété, après diverses rémissions, du Congrès d'Arles à nos jours. Par contraste, c'est probablement parce que Henri Lefebvre n'entend plus sacrifier à l'intérêt d'Etat et situe maintenant la crise de la démocratie dans l'hypertrophie de l'Etat qui cesse au reste d'être national, qu'il ne cite plus parmi ses ouvrages, dans la récente publication de son traité *De l'Etat*, l'ouvrage de 1937 si adéquat pourtant au devenir du parti communiste français.

La mission et la grandeur de la France nous ramènent vers le domaine colonial, ne serait-ce à nouveau qu'à travers le congrès d'Arles qui veut "créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple". Déjà en Arles, expliquera Maurice Thorez en présentant le programme de redressement national de novembre 1938, nous avons fait valoir toutes les raisons qui militent en faveur d'une mission confiante et fraternelle de la France républicaine et des peuples coloniaux qui ne demandent rien de plus que d'aimer notre peuple et de pouvoir lui manifester fidélité et reconnaissance"(*L'Humanité*, 25 novembre 1938). Cette ébauche de solution impériale par l'union française répond à l'orientation préconisée par l'Internationale Communiste qui subordonne l'action politique soit particulière soit nationale au tout de la défense de l'U.R.S.S., exprimée alors en primauté de l'antifascisme. C'est cet impératif de mobili-

sation, y compris des potentialités militaires, contre le fascisme qui justifie pour les communistes le retrait du mot d'ordre d'indépendance dans les colonies. Plus largement, l'avenir de l'Algérie est incorporé à l'évolution démocratique de la France populaire, et cette orientation sera reprise par le P.C.F. dans le grand dessein d'Union française de 1946. En son penchant fédéral celle-ci sera plus explicitement mise en correspondance avec le modèle de l'Union Soviétique. En 1937-1939, la référence formelle à l'U.R.S.S. n'entre guère dans l'argumentation. Sur un point cependant, la dialectique communiste se place en référence d'application avec Lénine, par la fameuse citation du "droit au divorce qui n'implique pas le divorce", soit l'affirmation du principe d'autodétermination pour mieux préserver l'unité centralisée du parti et de l'Etat.

La position du P.C.F. vis-à-vis de l'Algérie s'insère dans la stratégie de l'Internationale et plus encore dans sa structure fonctionnelle qui intervient dans les colonies par le relais des bureaux et sections coloniales des partis métropolitains ; c'est ainsi que le front national (sous les espèces donc du front français) est réservé à la France impériale et interdit à ses colonies. Mais la théorie de la nation algérienne en formation semble bien être le propre du parti français ; le discours de Maurice Thorez à Alger en février entend être théorique, et parce qu'il émane de Maurice Thorez, cette parole sera sacralisée. Il y a transposition à l'Algérie de la conception de la nation française. La ligne de partage du peuple algérien, qui néglige donc la frontière coloniale, est celle du rassemblement unitaire qui n'exclut que les monopoles et la féodalité, soit les colons fascistes et les agents de l'Italie et de l'Espagne. Plus encore Maurice Thorez applique à l'Algérie la leçon d'histoire qui fait naître l'Etat nation par centralisation et amalgame, en reprenant la version toute scolaire des invasions et conquêtes en Méditerranée, et de fusion des races : "Nous savons comment dans notre France sur un sol particulièrement riche, admirablement situé et dans des conditions climatiques privilégiées, vivent maintenant les descendants de ces vingt races que des siècles d'histoire ont brassées... Il n'y a plus désormais parmi les descendants de ces vingt races confondues dans le creuset de la nation que des Français tous fils de la République une et indivisible. Mais

n'en est-il pas de même ici en Algérie ?... Il y a une nation algérienne qui se constitue elle aussi dans le mélange de vingt races".

La démonstration de Maurice Thorez repose sur la double notion de l'assimilation culturelle et du patriotisme d'Etat. De l'amalgame des origines raciales et des apports de civilisation résulte une Algérie algérienne, celle qu'annonçait l'algérianisme des Européens et la littérature de l'Ecole d'Alger. Il s'agit moins d'une assimilation française, comme on l'a trop dit, que d'un assimilationisme interne, incorporant la société coloniale. Cet idéal de la patrie nouvelle appartenait au vieux socialisme colonial qui mettait en avant la fraternité des races et l'"évolution" par la culture française. La transmission, je n'ose dire la transcription, a pu se faire par l'intermédiaire de Laurent Casanova, avocat pied-noir d'origine, devenu le secrétaire de Maurice Thorez et qui fait partie du voyage en Algérie. L'aboutissement est une Algérie unie, et en ce sens il y a bien l'idée d'une nation algérienne que des Algériens retiendront, mais unie dans l'illusion de la disparition de la barrière coloniale ; mais ce qui importe pour l'heure, c'est l'intérêt d'Etat de conserver cette Algérie unie à la France.

En matière nationale, la citation du droit au divorce n'est pas la seule référence à Lénine ; il en est une autre qui vient donner une garantie d'orthodoxie au patriotisme communiste français. Cet autre texte tout aussi fameux, et d'usage plus abusif encore, c'est celui dans lequel Lénine invoque "le sentiment grand russien de fierté nationale". Paul Vaillant-Couturier l'utilise déjà pour exalter la patrie dans *L'Humanité* du 20 janvier 1937. L'argousin grand russe prenait sa revanche. Le stalinisme ne se fonde-t-il pas sur la confusion des patriotismes, celui de la cause et du parti, celui de la patrie nationale et celui de la patrie soviétique en leur sublimation en patriotisme d'Etat, en complexe de puissance réglé par l'intérêt d'Etat ?

Cet amalgame des patriotismes qui s'opère en France dans l'évolution du parti communiste de 1934 à 1939 procède du patriotisme de parti qui s'étend au peuple, puis à la nation fût-elle encore mal

nommée; la gradation est chronologique, mais la transformation précipitée. Plus exactement peut-être, c'est le patriotisme national, longtemps refoulé, qui est réincorporé au moule du parti tel que le mouvement communiste le reproduit des années 1920 aux années 1930 à partir de l'original soviétique. A partir de 1934-1935, le nationalisme est ainsi mêlé aux sentiments de fidélité au parti, et aux motivations de l'action communiste. Cette destinée idéologique, cette conjonction de l'esprit de parti et de l'intérêt national est accrochée à la constitution organique des partis communistes, et pour chacun à la conception unitaire de l'Etat national. Ce développement n'a pas tellement besoin de prendre l'U.R.S.S. et le parti soviétique à témoin de sa conformité car celle-ci relève de la conformation même du corps communiste ; la référence reste donc le plus souvent implicite. L'évolution ne se fait pas par rapport au modèle, elle se produit en parallélisme, par un mouvement similaire donc.

Il serait facile de l'illustrer en mettant en parallèle précisément l'évolution idéologique du communisme français et celle de l'idéologie nationale soviétique qui reconsidère à partir de 1934 l'historiographie de la Russie, puis dans les années suivantes établit un historique du rassemblement des terres russes, valorise donc le mouvement de centralisation et d'unification. Le vocabulaire lui-même est en mue en retrouvant un langage sentimental et mystique. Cet infléchissement et cet entraînement nationaliste russe du marxisme soviétique, que suit attentivement H. Carrère d'Encausse, trouvent leur aboutissement dans la Grande guerre patriotique, ou plutôt font de la guerre, la Grande guerre patriotique, qui pour l'U.R.S.S. jouera un rôle analogue à celui de la guerre de 1914-1918 pour l'idéologie nationale française. Staline n'est pas fils du peuple, mais père du peuple et des peuples. Ce complexe patriotique fait en effet partie du stalinisme parce qu'il accompagne certes une politique de concentration des pouvoirs, mais plus profondément parce qu'il est l'âme de ce colossal effort de construction d'un Etat, de cette entreprise forcenée d'étatisation économique. De la sauvegarde d'un Etat révolutionnaire, l'on passe au salut de cet Etat par tous les moyens, puis à l'exercice de la toute puissance d'Etat. C'est cette liaison par l'intérêt d'Etat qui conjoint les patriotismes et retrouve le nationalisme.

Dans le cas français, le parti communiste conjugue le patriotisme soviétique et le patriotisme national ; Maurice Thorez trouve là son génie politique, non sans complaisance dans la mission de l'Etat français. Pendant longtemps, il y aura coexistence ou mieux interférence des patriotismes, ce qui laisse la possibilité de dissociation comme en 1939-1940, puis simplement d'inversion de la hiérarchie en de nouvelles contraintes. La primauté de patriotisme peut aller à la cause soviétique dans la guerre froide, pendant que le parti maintient en mineur sa justification nationale. Mais dans sa phase antérieure de passion nationale, au sortir de la Résistance, le P.C.F. abordait peut-être à la fin de 1946 au seuil d'une certaine autonomie, en tout cas laissait libre cours au nationalisme français et aux chances de sa propre cause en politique intérieure. La création du Kominform tient du rappel à l'ordre et du primat soviétique. Pour les partis occidentaux, le recul de la terreur du centre permet la reprise de l'évolution jusqu'à l'inégale autonomie actuelle, et ce glissement centrifuge s'effectue non sans retour de nationalisme.

L'interprétation ne pourrait-elle pas alors être généralisée en distinguant trois âges du communisme, soit une phase première de communisme anationaliste, sauf concordance momentanée comme en Allemagne, ou grandissante pour les partis en situation de libération nationale, l'étape abordée ici ensuite d'un nationalisme communiste pour atteindre le stade présent de divergence nationaliste des partis communistes européens et des Etats qui se réclament officiellement du socialisme, et dont la Roumanie offre un des exemples les plus nets.

Mais cette vision demeure très européenne même si elle est susceptible d'intégrer les destinées fort parallèles à celles de l'U.R.S.S., des partis et des Etats communistes comme la Chine qui semblent s'en tenir au deuxième stade, celui du communisme nationaliste, en leur discours de légitimation de l'Etat et en leur entreprise de développement économique par étatisation. Plus souvent, hors d'Europe, c'est aux mouvements nationalistes eux-mêmes, qui ne sont pas communistes et sont même en rivalité, que l'exemple soviétique a le plus servi. L'Algérie en procurerait une illustration par l'histoire du messalisme, en dépit de son échec relatif, du moins en tant que tel à

l'heure de l'indépendance. Le problème de la reproduction de l'expérience soviétique se présente ainsi sous deux versants. Par l'histoire intérieure du mouvement communiste comme il est tenté ici, il est possible de saisir les enchaînements idéologiques et politiques entre communisme et nationalisme. Mais l'autre visée, plus signifiante encore, serait de suivre cette reconduction de l'exemple soviétique qui va parfois jusqu'à la copie ou la caricature, que manifestent les mouvements nationalistes du Tiers-Monde et l'idéologie officielle des nouveaux Etats qui prétendent à la légitimité socialiste. En inversant les termes, l'histoire du Tiers-Monde sert alors à l'histoire de l'U.R.S.S. et du stalinisme.

N.B. Cette étude utilise comme base documentaire les travaux de l'équipe "Discours communiste", auxquels participèrent activement Annie Geffroy et Denis Peschanski (unité de recherche "Lexicologie et textes politiques, déjà citée). Le mémoire de maîtrise de Gisèle Piner, *Le parti communiste et la nation (1936-1939)*, Université de Paris I, Centre d'histoire du syndicalisme, offre une première tentative d'étude du vocabulaire communiste à laquelle il est fait appel pour la 2e partie. Pour une situation plus circonstanciée du discours de Maurice Thorez à Alger et un exposé plus développé de la conception de la nation algérienne en formation, se reporter à *Marxisme et Algérie*, collection 10/18, U.G.E., Paris 1976, "Le communisme et la nation algérienne", p. 407 et suivantes. Enfin, ces hypothèses sur le nationalisme de parti, le nationalisme soviétique et l'évolution nationaliste du communisme (comme sur les nationalismes des nouveaux Etats socialistes) sont explicitées dans l'*Histoire générale du socialisme*, P.U.F., tome IV, 1978, dans la partie consacrée au "Communisme soviétique et européen", et à titre second dans les chapitres sur le monde arabe.

LA PRODUCTION DE L'OBJET NATIONAL DANS LE DISCOURS DU PARTI COMMUNISTE ALGERIEN (1928-1939)

Jean-Michel BRABANT

L'histoire du communisme algérien a tendance à être reconstruite a posteriori par l'analyse comme la généalogie limpide et nécessaire d'un échec. Echec stratégique, d'abord, consommé par l'émergence d'un puissant mouvement nationaliste radicalisé par les résistances colonialistes et métropolitaines. Echec ethnique, ensuite, illustré par l'impossibilité d'articuler dans une revendication sociale unitaire les deux communautés vivant sur le sol algérien. Recomposer de manière récurrente cette généalogie risque d'amener, à partir du constat d'échec, à déployer une vision linéaire des relations qui se sont nouées entre la formation sociale et l'organisation communiste.

Postulant une extériorité radicale, que l'opposition Islam/Marxisme serait pertinente à mesurer, ou systématisant la fonction de simple relais dépendant du parti français, l'histoire du communisme algérien risquerait de produire uniquement une image réduite à l'empreinte communiste française et à la chronologie des tournants stratégiques brusques et spectaculaires.

Certes, la prégnance franco-centrique, inscrite dans les pesanteurs sociologiques liées au phénomène de présence coloniale et à la subordination hiérarchique des militants d'Algérie à l'organisation du P.C.F., reste la pierre angulaire de toute démarche. Mais il faut sortir le discours historique de ce cercle répétitif d'occasions manquées et de chances avortées, pavé de tournants suicidaires ou sectaires.

Il s'agirait plutôt de tenter une approche du fonctionnement communiste dans la formation sociale algérienne caractérisée par la relation coloniale et polarisée dans l'opposition ethnique.

Dès lors, on voit ici l'importance, pour cerner concrètement ce fonctionnement, de l'étude des modalités de production de l'objet national dans la pratique et le discours communiste. Par quels signes privilégiés, par quelle rhétorique d'exposition le référent national a-t-il été produit et a-t-il circulé par et dans l'organisation communiste d'Algérie?

Dans l'acte même de cette production et de cette circulation peuvent se lire les déterminations conjoncturelles et le poids des marques ethniques et organisationnelles.

Déterminations conjoncturelles où se jouent, dans le détail, les variations du dispositif stratégique dans ses diverses périodes, la lecture permanente des événements face aux discours affrontés des adversaires.

Poids des marques organisationnelles et ethniques, aussi, par la prééminence du monde colon et des signes distinctifs qui le caractérisent, par la figure du grand parti frère qu'est le P.C.F., et par la surcharge des critères d'appartenance au système communiste de l'époque stalinienne.

La politique nationale du P.C.A. ne peut donc être seulement la description d'un exposé doctrinal statique et muet sur ses modalités d'engendrement. Cet exposé se construit comme une pratique discursive qui cherche à se structurer en réponse au questionnement national.

Paradoxalement, jusqu'à la moitié des années 1930, le dispositif anticolonialiste joue comme signe majeur de l'effacement de toute identité nationale. L'Algérie est d'abord produite comme colonie et seulement comme telle. La tonalité anti-impérialiste exacerbée et amplifiée par les appels à l'arabisation du parti et à l'indépendance

du pays, a comme résultante d'annuler les signes d'identité.

A contrario, quand le projet stratégique se fait explicitement antiséparatiste (schématiquement dans la seconde moitié des années 1930), les signes d'une affirmation algérienne et de sa spécificité émergent dans le discours quoique sous l'emblème tutélaire du modèle de la nation française.

C'est à l'explication de ce paradoxe apparent, et à sa description sommaire, que nous voudrions nous attacher pour tenter d'éclairer quelques aspects du fonctionnement idéologique du communisme algérien face au problème national, à la veille de la Seconde guerre mondiale.

Un objet national occulté par une sémantique anticolonialiste.

La période des années 1920 est tout entière marquée par la lutte contre "l'esprit colonialiste" à l'intérieur de l'organisation communiste d'Algérie (fédération puis région du P.C.F.) qui subit crise sur crise (1). Ce processus de rupture engagé contre la tradition du socialisme colonial va de pair, dans le discours produit, avec la réaffirmation constamment renouvelée, vis-à-vis de l'Internationale, d'une adhésion politique et d'une liaison organisationnelle.

Dès lors, le discours anticolonialiste qui émerge de plus en plus épuré des références colonialistes, et dont le signe majeur sera l'appel à l'indépendance définitivement ancré à partir de 1926, a comme fonction essentielle de permettre la mise en place des signes distinctifs nécessaires à la construction d'une organisation nouvelle.

1. Sans retracer un événementiel exposé par ailleurs, rappelons que jusqu'en 1925 le parti gagne en influence notamment sur la base de son soutien aux revendications de la "bourgeoisie indigène". Puis les départs se multiplient. Globalement, l'organisation communiste passerait, de décembre 1924 à 1927, de plus de 1 000 membres à 200 militants.

Cette construction passe par une double rupture significative. D'une part, il s'agit d'abandonner les références au socialisme et son cortège de connotations laïques et civilisatrices, éducatrices et paternalistes. D'autre part, le nouveau dispositif anticolonialiste exclut toute recherche et mise en valeur des signes spécifiques nationalitaires où pourrait s'élaborer, même de manière hésitante l'identité du peuple qu'on dit "indigène".

L'épuration organisationnelle qui accompagne la mise en place de ce nouveau dispositif touche aussi bien les tenants du paternalisme colon (1) que la démarche humaniste d'un Spielmann visant à exposer le drame des colonisés (2). De même, en France, l'évolution militante de l'Etoile Nord-Africaine vers la définition d'un nationalisme algérien devient rétive à la rhétorique exclusivement anticolonialiste du discours communiste.

Ce dernier multiplie les repères où s'élabore la spécificité de l'organisation en construction: rupture dans le discours colon, extériorité au discours de l'identité, intégration systématique du discours étatique de la patrie du socialisme (3).

Tenir un tel discours, et donc appartenir à une telle organisation, c'est occuper une position marginale dans la formation sociale. Le vecteur dominant de ce message ultra radical est surtout l'européen fortement politisé, souvent instituteur ou actif sur le plan syndical par l'intermédiaire de la CGTu. Son activité militante marquée par cette topographie sociale a tendance à se déployer de manière privilégiée sous le regard colon. C'est en grande partie dans l'échange de signes

1. Citons le départ de Maurice Guillon, le 22 décembre 1922, co-auteur de la résolution de Sidi-Bel-Abbès, puis ceux de Constant (février 1927), Lemedioni et Schiavo (mars 1927), etc.
2. La date de la rupture n'est pas connue avec exactitude. Peut-être le 22 février 1928 (Archives Nationales), vraisemblablement plus tôt. Si *La lutte sociale* soutint la parution du *Trait d'union* en 1924, elle traite son animateur, le 16 mars 1928, de "pisseur de copie aux ressources inépuisables".
3. Dès 1927, la machinerie judiciaire soviétique prend place dans le discours comme argument et preuve du complot impérialiste contre l'URSS. Les "agents", "saboteurs" et "criminels" vont bientôt se multiplier.

qui délimite idéologiquement ce pôle colon que s'élabore la spécificité du discours communiste. Son point d'affrontement majeur qui l'exclut radicalement de toute la sémantique colonialiste se résume au dispositif anticolonialiste de mieux en mieux construit.

Le centenaire triomphaliste de la colonisation est ainsi l'occasion d'une propagande communiste "sacrilège" aux yeux des contemporains. La référence anticolonialiste préside à un contre-discours européen.

Cette accentuation anticolonialiste poussée jusqu'aux "soviets partout" ou jusqu'au "gouvernement ouvrier et paysan" passe par l'effacement progressif dans le discours des courants nationaux ou l'affectation à ces symboles d'identité d'une connotation négative. Les modalités d'expression d'une identité algérienne, qu'elles soient religieuses, réformistes, assimilationnistes ou nationalistes sont postulées comme hors discours ou condamnées pour crime d'assimilation ou dépendance impérialiste (1).

Aux embryons d'organisation algérienne, le discours communiste oppose le projet grandiose d'un vaste soulèvement populaire et rural, anti-impérialiste et révolutionnaire (2). La lecture des affrontements ethniques, des luttes et des mobilisations, s'organise autour de cet axe doctrinal qui est toujours,et en même temps, le moyen et le signe de la spécificité communiste dans sa référence privilégiée à l'Union soviétique et au Komintern. Lors des émeutes anti-juives de Constantine en 1934, c'est cette lecture qui est mise en avant où

1. *La Lutte sociale* dénonce "le rôle néfaste que jouent la bourgeoisie indigène, les nationaux-réformistes, les chefs religieux" (février 1932), et parle des Oulémas comme d'une "organisation nationale-réformiste sous le contrôle de la bourgeoisie française" (avril-mai 1933).
2. En octobre 1928, cela donne : "A tous nous crions 'Formez votre bloc de lutte anti-impérialiste, renforcez votre Parti communiste'". Nous renverrons ainsi dos à dos tous les impérialistes et leurs valets. Nous marcherons vers la création du gouvernement ouvrier-paysan, première étape vers la dictature du prolétariat, seule capable d'assurer le régime communiste".

l'événement se donne dans le récit comme l'annonce de la mobilisation anti-impérialiste; dans la ligne de ce radicalisme s'expriment parallèlement les vieux démons contre l'arabe et sa barbarie.

> "Le pillage des boutiques juives, l'incendie, le meurtre, le massacre des enfants, des femmes, des vieillards sont l'oeuvre des agents provocateurs et des forbans au service de notre prétendue 'élite' indigène, de nos 'notables', de nos'pseudo-intellectuels domestiques'" (1).

Loin d'extirper l'esprit colonialiste (la haine raciale éclate sous le pauvre masque des agents provocateurs, nouvelle incarnation du fanatique musulman traditionnel), l'anticolonialisme de la troisième période a contribué à laisser subsister les vieux réflexes, notamment parce qu'il a permis d'élaborer une sémantique de défense contre toute marque d'identité.

Cet anticolonialisme a joué comme déconstruction de tout objet national. La nation algérienne est bien la figure silencieuse de toute une sémantique où pèse en creux une référence seconde au pôle colon et une référence première à la production discursive matrice de l'Internationale.

On peut remarquer que les appels à l'arabisation du parti, au bouleversement ethnique de sa composition, fonctionnent comme autant d'obstacles à la production de cet objet national. L'arabisation, c'est faire parler en termes d'organisation l'absence de toute marque d'identité. L'arabisation devient ainsi le terme voilé d'un refus. Par là-même, n'est pas interrogée cette difficulté essentielle de la période de faire "tenir" par des colonisés ce discours révolutionnaire du pur anticolonialisme qui n'est que l'image renversée du colonialisme ultra, référée au monde européen.

A l'objet national, aux marques d'identité algérienne que des courants aussi divers que les Oulémas ou la Fédération des élus contribuent à mettre en place dès cette époque, le discours communiste substitue une diatribe purement anticolonialiste où la nécessité de

1. *La Lutte sociale*, 1er septembre 1935.

l'arabisation organisationnelle, sans cesse affichée, bloque symboliquement toute dérive nationalitaire.

Paradoxalement, c'est quand les militants communistes s'engagent dans une politique antiséparatiste, sur fond d'antifascisme et de Front Populaire, que l'affirmation d'une identité algérienne trouve les signes de son expression dans leur discours.

Un objet national inscrit dans la métaphore de la nation française

Le passage d'un anticolonialisme exclusif à l'alliance franco-algérienne est lent et contradictoire (1). Le discours persiste à construire l'image d'un peuple algérien à la recherche de ses représentants et disponible au soulèvement anti-impérialiste comme à l'union antifasciste.

Amplifiées par les appels au Front Populaire qui s'imposent à la fin de 1934 et sous le coup de l'émotion provoquée par les événements de Constantine, les condamnations visent tour à tour "la démagogie confusionniste de leurs chefs de Paris (à l'ENA)" (2),"le rénégat Chekib Arslan" (3), "les chefs nationalistes comme Ben Djelloul" (4) et "les dangers colonialiste et nationaliste " (5). L'objet national ne peut trouver dans cette rhétorique du discours les médiations pour se construire. La réalité diverse et contradictoire des groupes, organisations et personnalités où il pourrait se repérer est effacée par l'image d'un peuple que la sémantique produit sans chef.

1. Courant 1934, les appels au Front Populaire occupent la première place, doublés à partir de septembre 1935 (circulaire Barthel) d'une propagande pour un front anti-impérialiste. Au lendemain du 2e tour des élections de 1936, le mot d'ordre central devient peu à peu celui de l'union franco-musulmane.
2. *La Lutte sociale*, 1-15 octobre 1934.
3. *Ibid.*, 16-31 octobre 1934
4. *Ibid.*, 1-15 mars 1935.
5. *Ibid.*, 16-30 avril 1935.

A l'anticolonialisme, miroir inversé de la thématique ultra, a été substituée une position modérée (celle de l'alliance antifasciste) qui reste tout autant dans la mouvance des colons. Quoique modifié, le dispositif stratégique continue d'effacer les termes d'identité.

C'est sans doute avec la période Barthel que cette économie fondamentale du discours se trouve renversée. A l'axe anticolonialiste métamorphosé en antifascisme, le discours impulse une nouvelle rhétorique dualiste. Spécifiant le discours antifasciste antérieur comme européen, il s'agit de tenir un nouveau discours concernant le monde colonisé. La sémantique se déplace autour d'une "sorte de Front populaire musulman" (1), esquisse d'un "parti politique arabe" (2), mettant en avant "nos glorieux Ben Ali Boukort, Sebar Hacène, Imache Amar" (3), ou rappelant l'anniversaire de 1871 en Kabylie. Le discours multiplie les signes d'identité.

Cette identité spécifique d'une réalité algérienne transparaît peu à peu par l'affirmation d'une différence quand Ben Ali Boukort, secrétaire du parti, proclame sa "nationalité algérienne" (4). Le parti devient P.C. d'Algérie (5) même si les liens avec le PCF restent identiques et si l'algérianisation est avant tout la fusion ethnique de fait des militants. Cette transformation vaut comme signe. Identité, encore, quand le discours accompagne avec lyrisme et enthousiasme la mise sur pied du Congrès musulman en juin 1936.

Ce recours à l'identité algérienne s'inscrit parfaitement dans la ligne inaugurée par la circulaire Barthel, où domine l'objectif de la mise en place d'un front anti-impérialiste "indigène", comme dans la ligne purement antifasciste qui lui succède, où il s'agit d'intégrer

1. *La Lutte sociale*, 15 janvier 1936.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, 22 août 1936.
5. Réuni les 17 et 18 octobre 1936.

la masse des colonisés, sur leurs propres mots d'ordre, à l'intérieur du Front Populaire.

C'est au moment même où le mot d'ordre d'indépendance est abandonné que l'objet national se constitue dans le discours communiste (1).

Mais cette identité, décrite et revendiquée, construite par le discours propagandiste, s'inscrit dans un projet où la spécificité algérienne doit se "contenter" d'exister. On l'affirme, on la revendique, dans le même temps où on la lie à cette autre réalité majeure qui l'englobe: la République française. Mieux, l'objet national algérien, conglomérat sémantique de signes d'identité, s'inscrit dans la métaphore de la nation française.

> "A El Affroun, les conseillers municipaux le (Ben Ali Boukort) reçoivent officiellement et, au nom de toute la population musulmane, lui remettent une superbe gerbe de fleurs cravatée d'un ruban bleu, blanc, rouge" (2).

Décalque, ombre portée, miniature locale, l'objet national est comme le lieu d'un particularisme à l'intérieur d'un grand corps solidaire. A une nation française constituée linéairement et parachevée lors de la grande révolution dans l'Etat républicain qui en est le signe écrasant, on met en parallèle cette nation algérienne qui va bientôt émerger comme objet reconnu, identifié, structuré, puisque nommé dans le discours, en l'affectant de l'allégeance étatique à la patrie modèle.

Quoi de plus significatif à cet égard que la célébration du 150e anniversaire de 1789 où l'Algérie est attelée au char de la mythologie patriotique? Le 14 juillet, *La Lutte sociale* cherche à faire vibrer le national et le républicain. Image-symbole de la solidarité indestructible franco-algérienne, l'exemple historique est une puissante démonstration:

1. Cet abandon passera notamment, dans le discours, par la mise en avant d'une expression substitutive "Libération nationale et sociale de l'Algérie", elle-même remplacée par celle d'une "Algérie libre, forte et heureuse".
2. *La Lutte sociale*, 14 juillet 1936.

"Déjouant une machination de Pitt, l'Algérie permit le ravitaillement de la France par les Etats-Unis"(1).

Ainsi, le dispositif stratégique antifasciste contribue à la valorisation d'une spécificité algérienne, si ce n'est d'une véritable identité, pour mieux la plonger dans l'alliance avec la France démocratique glissant bien souvent d'une sémantique de l'unité à une sémantique de l'assimilation (2).

Au fil de cette affirmation réitérée de l'union avec la France, sur fond de décomposition du Front Populaire, la sémantique hésite entre l'algérianité et l'islamisme. L'unité franco-algérienne se donne parfois comme union franco-musulmane (3). Double dichotomie absorbée dans la variation des termes: européens et musulmans, Algérie et France. Ainsi, l'union des Français (européens) soudée dans le Front Populaire doit rencontrer l'union des Musulmans (arabo-berbères) symbolisée par le Congrès musulman. C'est bien la fusion de cette double spécificité qui va constituer l'objet Algérie dans sa liaison (intégration) à la France métaphorique.

Le repérage sémantique est clairement délimité. Placée au centre du modèle français, l'émergence nationale algérienne est dite, annoncée et reconnue sous tutelle française. C'est à Maurice Thorez que revient le privilège de construire cet objet, de révéler cette naissance dans son fameux discours du hall de l'Automobile le 11 février 1939.

Tout le dispositif symbolique communiste de l'époque converge alors vers cette parole historique qui formule pour la première fois l'objet national algérien. Formulation définie par un parti qui affirme, en même temps, une double référence française et stalinienne, qui pèse sur la production du discours. C'est que "dans la grande famille qu'est

1. *La Lutte sociale*, 14 juillet 1939.
2. cf. Laurent Casanova, *Les Cahiers du bolchevisme*, mars 1939.
3. "Union populaire franco-musulmane" (28.11.36); "Pour l'union franco-musulmane dans l'ordre, la paix, la liberté et le progrès" (9.10.37); "Union populaire algérienne et union franco-algérienne" (11.12.37); "Vers le rassemblement franco-musulman algérien" (13.8.38); "Pour l'union et la collaboration fraternelle franco-algérienne" (9.1.39).

notre parti (intitulé du rapport de Marcel Gitton au congrès d'Arles JMB), nous allons avoir quelques jours le camarade que chacun de nous admire, celui que chacun s'est fixé comme exemple" (1). "L'exemple vivant du véritable militant" (2), "l'orateur favori du public" (3), "le militant simple et dévoué" (4), "le chef aimé de notre parti" (5). Inflation spectaculaire d'épithètes qui annonce et prépare le futur discours, qui en trace la portée. Comment cette "nation algérienne en formation" ne serait-elle pas hantée par la figure de Maurice?

Français, le Parti communiste d'Algérie l'est bien à travers cet enthousiasme délirant. Stalinien, il l'est aussi quand il sacrifie la présidence d'honneur de la réunion historique d'Alger au "chef aimé du prolétariat mondial" (6). Cérémonial rituel? Certainement, et le rite est un système signifiant. Le dosage subtil de la hiérarchie entre les dirigeants, les distributions voyantes de gerbes de fleurs (7), le cadeau des révoqués du 30 novembre (8), le baiser à la petite fille musulmane (9), l'apéritif fraternel, sont autant de signes de reconnaissance qui placent le Parti communiste d'Algérie au coeur d'un cérémonial de pouvoir, au bout de la chaîne internationale du système d'organisation stalinien.

Cette véritable fête en l'honneur de Maurice Thorez (10), orchestrée par le parti, renvoie, de manière sémiologique pourrait-on dire, aux conditions de production du discours communiste. En effet,

1. *La Lutte sociale*, 30 décembre 1938.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, 3 février 1939.
5. *Ibid.*
6. *Ibid.*, 17 février 1939.
7. *Ibid.*, 3 février 1939.
8. *Ibid.*
9. *Ibid.*, 10 février 1939.
10. *Regards* consacrera un numéro entier au reportage de ces festivités comme *Paris-Match* raconte la visite d'un chef d'Etat.

c'est bien dans ce cérémonial d'unanimité, dont le voyage de Thorez cherche à être la copie conforme, que "le petit père des peuples" dénonce avec froideur et logique, avec son incomparable don pédagogique, l'activité misérable des ennemis à double face.

Fêter Staline, c'est, en URSS, accepter de fusiller les trotskystes et autres traîtres et de vilipender le complot dont ils sont les animateurs. Fêter Thorez, de même, c'est, en Algérie, décharger sur les nationalistes la puissance sémantique du langage communiste et dénoncer, une fois de plus, le complot dont ils se font les agents (1).

C'est alors qu'une sémantique cumulative ordonne l'exposé, du Front des Français qui englobe les Français d'Algérie, toutes communautés réunies, jusqu'à cet objet national algérien qui se dessine bien au coeur de la patrie française. Métaphore dévoreuse de la Grande Révolution qui postule aussi une spécificité algérienne. Dans un même mouvement, le discours s'attache à nouer entre eux les signes de cette spécificité tout en les incluant dans la globalité nationale et républicaine.

Ainsi est née la nation algérienne dans le discours communiste.

Au terme de cette exploration rapide de la production sémantique du communisme algérien, on peut relever une opposition paradoxale entre deux périodes concernant les modalités d'élaboration de l'objet national.

Dans un premier temps, l'organisation communiste construit systématiquement sa spécificité dans un discours qui ordonne les signes-références d'une adhésion doctrinale et d'une appartenance organisationnelle à l'Internationale. S'élabore ainsi une rhétorique purement anti-

1. Il n'est pas nécessaire de citer à nouveau les accusations lancées contre les nationalistes: fascistes, PPA=PPF, agents de l'administration, etc. Cette sémantique n'est pas dissociable de celle qui fonctionne dans le langage stalinien en URSS pour nommer l'anti-parti.

colonialiste par arabisation et indépendance, contre-discours à connotation européenne et colon effaçant les marques d'identité.

Dans un second temps, par un dispositif stratégique retourné où perce l'assimilation, le discours communiste s'attache à disposer les signes d'une spécificité pour produire l'interlocuteur Algérie dans son dialogue avec la France.

L'ensemble de cette production signifiante s'organise sous tutelle thorézienne et stalinienne.

[illegible] cherche à [illegible] nonce avec froideur et logique [illegible]

[illegible]

[illegible] trotskystes et autres traîtres et [illegible] tant les animateurs. Fézer Thorez, [illegible]

[illegible] dénoncer, une fois de plus, la complémentarité [illegible].

C'est alors qu'une sémantique cumulative [illegible] l'exposé [illegible] Front des Français qui englobe les Français d'Algérie, toutes [illegible], jusqu'à cet objet national [illegible] qui se dessine [illegible] la patrie française. Métaphore [illegible] de la Grande [illegible] aussi une spécificité algérienne. Dans un [illegible] le discours s'attache à [illegible] entre eux [illegible] signes de [illegible] ou les incluent dans la globalité nationale et [illegible].

Ainsi est née la nation algérienne dans le discours [illegible]

[illegible] rapide de la production [illegible] tique du [illegible] algérien, on peut relever une opposition [illegible] entre deux [illegible] d'élaboration de [illegible] nation.

Dans un premier temps [illegible] systématiquement sa spécificité [illegible] références d'une adhésion [illegible] nelle à l'Internationale. S'élabore [illegible] anti-

1. [illegible] n'est pas nécessaire de citer à [illegible] les nationalistes, fascistes, [illegible], agents de l'[illegible], etc. Cette sémantique n'est pas dissemblable [illegible] dans le langage stalinien en URSS pour [illegible] l'anti-parti.

ON COMMUNISM IN PALESTINE UNDER THE BRITISH MANDATE

John BUNZL

1. *Palestine, Zionism, the British and the Comintern*

Palestinian society retained even after World War I its traditional characteristics and its inhabitants were less active in forming nationalist organizations than other Fertile Crescent Arabs. But the emergence of Zionism as a political force, mainly after the Balfour-Declaration (1917) stimulated an Arab nationalist response in Palestine. The organizational form of this response was determined by the family-structure of the political leadership. The Palestine Arab Congress convened in Haifa in December 1920. Its Executive Committee was led by Musa Kasim al-Husaini. The Supreme Muslim Council, which was established in 1922 was led by al-Haij Amin al-Husaini. The Husaini family proved to be the most influential among several other semi-feudal counterparts.

Zionism, especially in its "socialist" variant clashed with this traditional society. It intended to "normalize" the Jewish people through its "productivization" in the Land of Israel. This task could only be accomplished through the "conquest of land and labour" by Jews. The first task of the Zionist labour movement in Palestine was, consequently, to force Jewish employers to hire only Jews in order to ensure the growth of a Jewish proletariat. The concept of exclusively Jewish land was realized by the JEWISH NATIONAL FUND. The main instrument for exclusive Jewish labour inside the Jewish sector of the economy was the Federation of Hebrew Labourers in Palestine : the HISTADRUT.

Palestine was not only promised to the Zionists in 1917 - it was also promised to the Arabs as part of the reward for their revolting against Ottoman rule during World War I. But in the first years after the war British policy in mandatory Palestine clearly supported the Zionist cause. In the thirties and more so after World War II Bri-

tish policy was more "balanced" and came into conflict with Zionist aspirations on several occasions. The traditional Palestine leadership was generally opposed to the British mandate especially to the clause promising the Zionist support of their aspirations. Since no specifically political force in the Arab community co-operated with the British authorities a political status was given to the religious authorities of the Arab community by the British. Thus the power and political influence of the religious leadership increased.

From the beginning the Communist International took a closer look at revolutionary possibilities in the colonial world than the social-democratic Second International. At the second congress of Comintern Lenin said that the Communists and the working class could ally themselves with certain sectors (excluding the landlord and clerical classes) of the national revolutionary movements in these countries as long as the political independence of the party was safeguarded.

The official line on the Zionist movement in Palestine was not well defined in the beginning. Only in 1922 did the Comintern definitely break off relations with all Zionist parties. Until that year the ECCI continued negotiations with Left Poale Zion. Only then the Comintern decided to condemn all forms of Zionism as petit-bourgeois nationalism and as a diversion of Jews from the class struggle.

2. Radicalization in European Zionism after World War I

During World War I the PZ-group in Russia, Poland and Austria took the positions of the conferences in Zimmerwald and Kienthal, i.e. they opposed the imperialist war. In Austria and Russia there existed also some tendencies close to the line of the Bolsheviks.

After the war a long debate was taking place around the question of which International to join : either the Second or the Communist Third International.

In the beginning of 1919 a split took place inside the Russian PZ. organization. One wing ("right") argued that even after the

revolution the Jewish problem could only be solved by the emigration and territorial concentration of Jews in Palestine. They also argued that the Zionist enterprise in Palestine could only succeed on a collectivist and not an individualistic-capitalist basis.

The "left", recognized as "Jewish Communist Party" was more definite on the neccessity to participate in socialist construction in post-revolutionary Russia. They placed slightly less emphasis on the Zionist aspect of their programme. In this respect two tendencies could be distinguished :
one argued that certain tasks of the Zionist programme could be solved inside post-revolutionary Russia : mainly abolishing the non-productivity, unemployment, and back-wardness of the Jewish masses. They did not renounce the Zionist programme altogether - but in their view the Zionist aspect was subordinated to the general socialist one ;
the other current hoped that the Russian communists would finally endorse the Zionist programme, which meant that the Soviet Union would support Jewish emigration and concentration in Palestine.

By both leftist currents the right was accused of co-operating with the Jewish bourgeoisie on the Russian, Palestinian and international level. The leftists credited themselves with complete Jewish-proletarian autonomy of their policy on all these levels.

In July 1920, just after the beginning of the second Comintern Congress, the fifth world conference of Poale-Zion took place in Vienna. Yaacov Meiersohn was the representative of the newly founded "Socialist Workers Party" (M.P.S.) of Palestine which represented the views of those elements which later became the Palestine Communist Party. M.P.S. was founded in 1919 by the co-thinkers of those left PZ-people we were just talking about. On the international level they set up an "Organizational Bureau" (O.B.) - based in Vienna - which promoted a rapprochement between left PZ and the Third International. M.P.S. was the result of the radicalization of PZ-activists in Palestine who were impressed by the October Revolution and opposed the "reformist" course of the "official" Ahdut Avoda Party of Ben-Gurion and Ben Zvi.

Meiersohn shocked his audience by castigating the "official" Zionist labour movement in Palestine as permeated with hatred towards the non-Jews and as responsible for an atmosphere of boycotting Arab labour. Under these circumstances, Meiersohn argued, it was impossible to build a class-conscious communist workers party to revolutionize the Orient. Analyzing the situation in Palestine Meiersohn said that even if the land was nationalized the first pretender would be the land-hungry Arab peasants ; they would oppose townspeople and more so foreigners trying to get hold of land in the countryside. He then went on to criticize the separate organization of Jewish and Arab Workers and the Zionist orientation towards British imperialist power. As opposed to this path he proposed joint Arab-Jewish institutions to forge an Arab-Jewish anti-imperialist alliance. As directly opposed to this course he depicted "Hashomer", the Jewish military organization for preventing Arab workers from entering Jewish owned plantations. After this appearance Meiersohn was excluded from Poale Zion.

3. M.P.S. : Transition from Zionism to Communism

M.P.S., the forerunner of the CP of Palestine was in the beginning an organization of radicalized Zionists who tried to break with Zionism on several essential points. They opposed the slogan of KIBUSH AVODA (conquering labour) because it meant in practice the displacement of Arab workers. They saw the task of the Jewish workers to "organize" the Arab worker in order to free him from reactionary "effendi" - influence. At times this task was seen to be the duty of a separate Arab organization, the creation of which M.P.S. should support, while the M.P.S. itself was seen as a proletarian-zionist party which should strive for the co-operation between the Jewish and Arab workers to create in Palestine a (Jewish) "socialist workers-centre" and build, together whith the Arab working masses, a new "front in the world-wide struggle of the proletariat". For that reason the M.P.S. was an opposition inside the Histadrut from the beginning. When it left this "trade union" in February 1921 it declared that the Histadrut was not a trade-union, that it subordinated all class struggle efforts to bourgeois-zionist policies. M.P.S. then stood for the creation of an alternative union as an "international class-organization in the whole land". After the

events of May 1st, 1921 when the M.P.S. demonstration in Jaffa was attacked by Arabs with several demonstrators killed, the party was suppressed both by the Zionist organizations and the British authorities. It was also attacked by the reactionary Arab leadership which wanted to gain British sympathies by fanatic anti-communism.

But the movement survived and grew, although the membership was still completely Jewish. But there was a change in outlook. Before M.P.S. saw itself as the Jewish section of an emerging CP. Now it was thought, that in Arab Palestine no policy was possible that circumvented or was separated from the majority of the population. The elements which were completely for this "territorial" concept were the founders of the KPP-faction. They developed the theory that it was necessary to leave the "Zionist hell", to isolate oneself from the Jewish community or better - to leave the country. The "remaining" elements, calling themselves PKP, continued to struggle inside the Yishuv. They established the "Workers Faction" inside the Histadrut and struggled for an alternative policy of this organization. the theoretical basis of this policy was "Yishuvism" : a line strictly differentiating between Zionism and the Jewish community in Palestine (Hebrew : Yishuv). Instead of defeatism or emigration or the negation of the Jewish community as a whole, the PKP chose the way of political and agitational and explanatory activity among the Jewish workers of the country as well.

4. Developing a communist programme

PKP and KPP united in July 1923 and developed a common programme of which the main elements were :

Position towards the Arab National Movement

This movement was seen as the main force of the struggle against British imperialism. Insofar as it struggled against imperialism it should be supported by the party. But the independence of the party - also inside an "anti-imperialist united front" - should be maintained. Support should be combined with efforts of differentiation inside the Arab national movement through "educational" work among the

peasants. The main efforts should be concentrated on the working class : the organization of strong trade unions and educational work against chauvinist-reactionary tendencies. It was also proposed to form a federation of communist parties in the region to co-ordinate their struggle.

Role and tasks of the trade-union movement

The programme emphasized the central importance of Arab railway workers for trade-union activity in Palestine. By successfully working in this sector other parts of the Arab population might be attracted to the union idea. All reactionary-chauvinist elements should be kept out of the union movement, which should be strictly based on a class and not on an ethnic-national criterion.

Struggle against Zionism

Zionism was defined as a bourgeois movement seeking new markets and using romantic national feelings of Jews for this purpose. Official Zionism was seen in one front with British imperialism. Zionist economic activity was seen as the worst form of exploitation with the aim of establishing appropriate conditions for capital investments in order to exploit the proletariat. The Zionist labour organizations (Histadrut, etc.) were seen as supporting this endeavour. Therefore PKP saw the anti-Zionist campaign as its main duty : a struggle against all forms of clericalism and chauvinism, for the use of Yiddish instead of Hebrew, and for agitation among the Jews in their country of residence (mainly Eastern Europe).

Although this programme included many inaccuracies (wrong definition of Zionism, overemphazising its exploitative effect on the Jewish worker in Palestine without mentioning its "displacing" effects on the Arab population) the PKP was recognized by the Comintern in March 1924 as its section in Palestine.

5. Co-operation and conflict with the Arabs and changing views on the Jewish community

When the Histadrut in 1924 ousted the PKP-workers faction the party lost its main "stronghold" inside the then feeble jewish working class and it began to turn more towards the Palestine Arabs. First evidence of this turn was the PKP-participation in the struggle at Afula (Jesreel Valley) in November 1924. The PKP militantly defended the rights of Palestinian peasants to remain in their homes and urged them to defend themselves against the Zionist take-over of their lands. At the same time the party urged Jewish workers not to settle in Afula.

The "Third Period" of the Comintern was also applied in Palestine. The party resolved to promote class conflict and agrarian revolution among the Arabs ; the Hussainis and other traditional families were seen as local Chiang Kai-Sheks.

Prior to the "Third Period" the party saw a progressive role of the immigrant Jewish proletariat despite its domination by Zionism, for it had contributed to the economic and social development of the country. The party saw immigration to Palestine as resulting from European economic conditions rather than as a mass response to the Zionist ideology. It likewise saw the massive influx of European capital as an objective phenomenon independent of Zionism. The "Third Period" changed this view ans the whole Jewish community was more closely identified with Zionism. Consequently the party thought less of the revolutionary potential of Jewish workers.

6. PKP, the 1929 riots and Arabization

In August 1929 a dispute developed in Palestine around the issue of religious rights at the Wailing Wall in Jerusalem. The PKP in the beginning criticized the Haj-Amin el Husseini leadership for diverting the national struggle from the anti-imperialist to an anti-Jewish course. The party attempted to prevent Jewish-Muslim communal strife and claimed that British instigation was behind the tension. When anti-Jewish violence broke out in August 1929 the PKP CC condemned it as an anti-Jewish pogrom. PKP-members were instructed to join in the defence of Jewish neighbourhoods. Bohumil Smeral, a special emissary of the Comintern in Palestine, endorsed the CC's position and warned against the

clerical elements inside the Arab national movement, and he emphasized that no agreement was possible with the Mufti. But the ECCI in October disagreed with the PKP's position and characterized the anti-Jewish violence as a national liberation movement, an anti-imperialist all-Arab movement and a peasant movement despite its reactionary leadership in the initial stages.

The ECCI criticized the PKP-leadership for underestimating the revolutionary potential of the Arab national movement, for not implementing the Arabization of the party sufficiently, for its concentration on Jewish workers, its passivity in the peasant question and the exaggeration of the extent of feudal influence inside the Arab community. These "Zionist and imperialist influences" should immediately be eliminated from the party. The PKP leadership completely accepted this criticism and the Comintern evaluation of the events. This caused much Jewish dissent inside the party and was followed at the December Plenum by excluding most of this rank and file opposition.

The mechanical and bureaucratic way the Comintern decision was imposed aggravated the contradictions between Jewish and Arab members of the party. From then on the "Jewish national" vs. "Arab national" leanings of the PKP were constantly a theme accompanying the further history of the party.

After 1929 the main task was seen to implement the Comintern instruction for Arabization. Arabs were sent to cadre-schools in Moscow. But the Comintern was not satisfied with the results. In 1930 it dissolved the CC and appointed a new one with Arab majority. Two of the three Arab members of the CC were arrested in 1931 and subsequently expelled from Palestine. And despite hard efforts the party did not succeed to sufficiently enlarge its Arab membership. It had to assign Jews for the day-to-day work among Arab workers and peasants. (These Jews often had to rely on non-communist interpreters!)

The party was not stabilized until Ridwan al Hilu ("Musa") returned from Moscow in 1934 and became Chairman of the CC. After Musa's group took over the leadership the party developed a new view of the

Jewish community in Palestine which tended more than ever to identify it as a monolithic block : "an oppressive and colonial minority which in its entirety is the main social pillar of imperialism and the Jewish bourgeoisie". This led the party towards a more positive view of the Palestinian Arab national movement as "objectively anti-imperialist in character" regardless of its class nature and its leadership.

7. The 7th Comintern-Congress and the Revolt 1936-39

The 7th congress of the Comintern encouraged the CPs to co-operate with bourgeois-democratic and social-democratic forces in order to build a united front against fascism. This change in line, formulated as a lesson of the defeat in Germany, confirmed the former tactic in Palestine to co-operate with the Arab national movement. Since October 1932 the CP maintained close relations with the left wing of the national movement - the Istiqlal-Party of Hamdi al-Husseini. This kind of co-operation was intensified after the Comintern-congress (1935) with some resulting influence.

There was a guerilla/bandit movement in the Palestinian countryside since 1933. It merged with the political campaign of the traditional Arab leadership (around the Arab Higher Committee) against Zionism and the British Mandate. But this leadership dominated the movement and gave it its political orientation. In 1935 the PKP came into contact with the rural guerilla movement and one unit of CP-members was formed. The resistance movement began in April 1936 with a general strike which lasted until October. During this period there were attacks on both British and Jewish targets although the major object was the British government. Terrorist attacks accompanied the insurrectionary movement.

The PKP actively supported the revolt. Leading Arab party-members took part in the general staff preparing the military actions of the movement. Jewish members were ordered to commit acts of terror against the Jewish community. This again aroused opposition within the party. Many jews could no accept the totally unqualified support of the Arab revolt.

Because of the many acts of individual terrorism in the initial stages of the revolt, the CP was not in favour of resuming armed struggle. This kind of terrorism, the CP warned at the same time, would lead to an irreparable break between Jews and Arabs. But in fact, Arab members of the party continued to actively support the revolt until late 1938, even after the Comintern denounced the head of the revolt as a fascist : al Haj Amin al-Hussaini.

The active involvement of the party in the revolt had two consequences : its organizational structure broke down under the pressure of British repression and the Jewish-Arab tensions inside increased. As Arab members continued to support the leadership of the revolt even after the growth of German and Italian fascist influence, the unity of the party could not be upheld.

8. Jewish-Arab splits of the Party

In summer 1937 a Jewish faction was established and soon developed an independent political line. Starting from criticism of the party's role in the Arab revolt, the Jewish section began to establish closer relations to the "progressive" wing of the Zionist movement. Those Zionists who struggled for an understanding with the Arabs should be supported. These positions were denounced by the CC and the section was demanded to disband itself. As the section refused many left the party and began to publish the newspaper Ha Emet (The Truth). The Jewish section was then formally disbanded by the CC.

The differences between the CC and the Ha Emet group centred around the attitude to be taken towards the Arab revolt. But also other issues came up : the CC supported the British White Paper of 1939, restricting Jewish emigration to Palestine - Ha Emet opposed it. The CC was against any co-operation with the Zionist Left - the Ha Emet group was interested in such contacts. In summer 1942 Ha Emet dissolved and joined the party again, as it became legal after the British-Soviet alliance. But the questions were not resolved by this reunion. In summer 1943 the Histadrut proclaimed a strike against British army bases in Palestine. Most of the Jewish members supported the action, whereas the

CC's Arab majority opposed it as harmful to the war effort. But the real reasons for the differences remained the Jewish-Arab issue. As some younger party activists led by Emil Habibi pressed for an even more pro-Arab nationalist course ("The CP is an Arab party and Jews can join it only if they are prepared to recognize this fact") new Jewish opposition emerged. Smuel Mikunis led an opposition group which declared itself the official CP in 1944. Another group formed the Communist Educational Organization (successively : Communist Union of Palestine and the Hebrew Communist Party led by Kalman Gelberd, Simha Tzabbari and Meir Slonim).

The younger Arab members of the party seized the opportunity of collapsing unity and pushed for an openly nationalistic position This development coincided with the disbanding of Comintern. Emil Habibi, Emil Tuma, Fuad Nassar and others began the work to organize an all-Arab movement instead of the party. Their efforts resulted in the formation of the National Liberation League in 1944. The league should form the left-democratic wing of the nationalist movement and it gained some support of intellectuals and urban workers. It struggled against the anti-democratic domination of the Arab national movement in Palestine and for the democratization of the Arab Higher committee. The NLL retained the communist distinction between Zionism and the Jewish community of Palestine. Zionism was defined as a bourgeois movement and Jewish petty-bourgeois and worker support for Zionism was also seen as resulting "from the negative stand which our national movement is taking towards the Jewish minority". The NLL demanded that the Arab national movement should recognize the democratic and civil but not national, rights of the Jewish community. It rejected indiscriminate terrorism against Jews. Because of these positions it was excluded from the Arab Higher Committee in June 1946.

9. PKP and the Arab community

The PKP from the beginning had difficulties to overcome its image as a Jewish (-Arab) party. The fear of "Jewish Bolshevism" was encouraged by the feudal-clerical Palestinian leadership and the self-ascribed socialism of the Zionist immigrants. Arab anti-communism was on

the other hand encouraged by the British. The latter themselves had no clear view of the differences between Zionism (especially its leftist currents) and communism.

Among the Arabs the identification of Jewish immigrants with both Zionism and socialism was not easy to overcome. And as long as the Palestine Arabs made this equation there was no chance for a CP membership of immigrant Jews to play a significant role inside the Arab community.

A more fundamental problem was the necessity of bridging two societies in very different stages of development in order to bring about Arab-Jewish unity. The Jewish community contained the nucleus of a modern bourgeois society, i.e. a significant bourgeoisie and proletariat, which was lacking in the Arab society mainly composed of peasants and landowners. There also was the language problem for the mostly Yiddish-speaking Jewish immigrants from Eastern Europe to penetrate the world (language and culture) of the Palestinian Arabs. In several stages the isolation of the PKP from the Arab masses only symbolized the gap existing between the two communities. Only after 1929 the PKP shifted the emphasis of its work inside the Arab community towards the peasantry. But during Mandate Time most peasants who were removed from the land by Zionist colonization were able to find work in the expanding urban industrial sector dominated by foreign capital. Some observers believe that the main force in the movements of 1929 and 1936 were not the peasantry but city-dwellers. So the political centre of gravity was moving to the cities just when the PKP increased its work in the countryside.

Only during the war an Arab proletariat expanded rapidly. Due to the war-determined British expansion of production in Palestine about 100 000 Arabs became workers and partly participated in trade-union activity. In 1942 the communists established a relatively militant Federation of the Arab Trade Unions. Also the Palestine Arab Worker's Congress (20 000 members) came under Communist leadership. This union was to become the main source of strength of the National Liberation League. At the same time a progressive Arab intelligentsia mainly of

Christian origin also appeared in the cities. Under these circumstances the chances for a communist success in the Arab community rose significantly. But this success (leadership of the main trade unions) was achieved at a time also when the party did not function on a multi-national basis but as NLL - on a revolutionary nationalist basis.

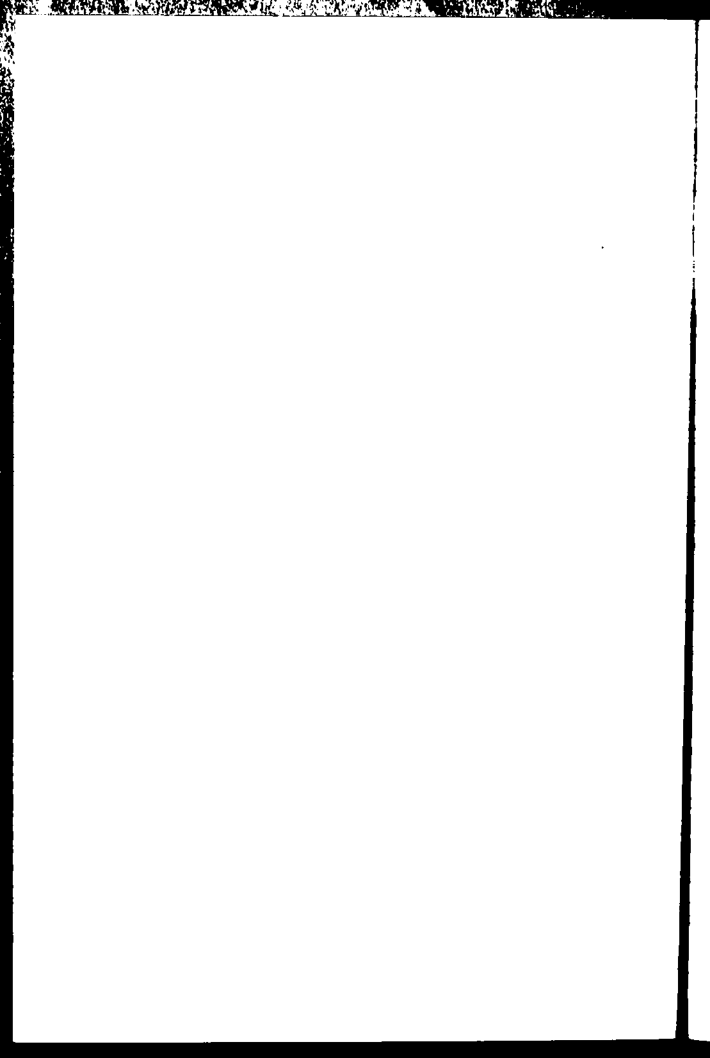
10. The PKP and the Jewish community

The identification of communism with Zionism was, of course, not the main obstacle for the PKP inside the Jewish community - on the contrary, it was the anti-Zionist position of the party which blocked the road to the Jewish immigrant masses. But until the mid-1930s the PKP generally made a distinction between Zionism and the Jewish community in Palestine. It considered Zionism as opposed to the interests of the Jewish population in Palestine. But the vast majority of the Jewish population never accepted this position. And despite this central problem the PKP succeeded, at least in the 20s to establish firm contacts with the Jewish working class, when it received (as an illegal party!) about 7% of the vote at Histadrut and "general" elections respectively. But emigration and frequent arrests blocked the growth of the party. Perhaps also the use of Yiddish exclusively until 1930 had the same impact. Many communists returned to the Soviet Union, most of them were purged in the late 30s. After 1929 the position of the PKP in the Jewish community was weakened, the party itself was purged of Jews who did not accept the Comintern-line on the 1929 events.

The following Arab nationalist line minimized the distinction between the Jewish community in Palestine and Zionism. This view prevented the party from seeing any sense in doing any meaningful work with the Jewish proletariat. Only in the late 30s did Jewish PKP members around the Ha Emet group try to link up with sections of the Jewish community. But the PKP as a whole had endorsed the Hitler-Stalin pact and the British White paper : these were positions almost impossible to defend "on the Jewish street". When, of course, in 1947/48 the Soviet Union supported the partition of Palestine the communists were among the most ardent supporters of the new Jewish state...

There cannot yet be a final balance sheet of the PKP since the neccessity of an international Jewish-Arab revolutionary movement in Israel/Palestine still exists. We can analyze the achievements and failures of the communist movement in Palestine - but the only thing we can do about it is to learn for the present and future struggles.

LOCKMAN. Z, *The left in Israel - Zionism vs. Socialism*, MERIP-Reports Washington, n° 49, july 1976.
MERCHAV. P, *Die Israelische Linke - Zionismus und Arbeiterbewegung in der Geschichte Israels*, Frankfurt/Main, 1972.
WEINSTOCK. N, *Le Sionisme contre Israel*, Paris, 1969.
PORATH. Y, *The Emergence of the Palestinian-Arab National Movement 1918-1929*, London, 1974.
PORATH. Y, *The Palestinian Arab National Movement 1929-1939, From Riots to Rebellion*, London, 1977.
OFFENBERG. M, *Kommunismus in Palästina, Nation und Klasse in der antikolonialen Revolution, Meisenheim am Glan*, 1975.
HALLIDAY. F, *Early Communism in Palestine, review of "Kommunismus in Palästina"*, Palestine Studies, Beirut, 1978, Vol. VII, n° 2.
LAQUEUR. W.Z, *Communism and Nationalism in the Middle East*, London 1956
SPECTOR. I, *The Soviet Union and the Muslim World 1917-1956*, Washington, 1956.
BEINEN. J, *The Palestine Communist Party 1919-1948*, MERIP-Reports, n° 55.
LUTZKI. W, *Der englische Imperialismus und der Oktoberaufstand in Palästina, Agrarprobleme, 3/4, 1934*, Moskau.
Reprint in *Palästinensische Revolution (P.R.) 11/1970*, Frankfurt/Main.
SCHLICHTER. A, *Der arabische Aufstand in Palästina und die jüd. lws. Kolonisation 1929*, Reprint in P.R. 12/1971 & 13/1971 F.F.M.
Freie Tribüne, *Organ der Poale Zion*, Wien, 1919-1921.



ESSAIS D'APPLICATION ET RESISTANCES :
INDE, ASIE DU SUD-EST, CHINE

M. Devillers

Notre sujet est l'Asie qui était considérée dès le début de la révolution soviétique comme une grande masse de manoeuvre. Dans l'esprit des leaders bolcheviks, le succès de la révolution au sein des masses humaines de ce continent asiatique commandait tout l'avenir de la révolution mondiale. Sur ces questions, deux communications, celle de M. Jain sur "Roy et le problème national indien, 1920-1924", ensuite celle de M. Stern sur "Marxisme, expérience soviétique et problème du mouvement national indien dans la pensée de Nehru", permettront de discuter de l'application du modèle soviétique en Inde.

Sur un mode différent deux communications traitent du Viêt-Nam et non pas de l'Indochine, ce qui pour cette période est déjà surprenant: celle de M. Fourniau sur "Hô Chi Minh, la révolution vietnamienne et la Révolution d'Octobre" et celle de M. Féray sur "Le centralisme démocratique et les communistes vietnamiens, du Thanh-Niên (1925) au Lao-Dong (1951)". Je vais m'efforcer de résumer ces communications sans trahir la pensée riche et subtile des auteurs.

Ce qui me paraît introduire notre discussion, c'est l'étude sur Roy et le problème national indien. Roy est né la même année que Nehru. Il a joué un rôle d'avant-garde en compagnie de Lénine au sein de l'Internationale Communiste en établissant les lignes directrices de la politique du Komintern dans les colonies et les pays arriérés. On a beaucoup parlé des thèses de Lénine et des thèses soi-disant complémentaires de Roy au moment du IIe Congrès de l'Internationale. M. Jain montre que ces thèses étaient assez éloignées les unes des autres et donne un texte très peu connu et fort intéressant, celui de Roy avec les amendements, les corrections et les suppressions apportés par Lénine. C'est ce texte qui a été publié par le parti communiste indien. M. Jain, après avoir exposé brièvement les origines de Roy

et sa découverte foudroyante du marxisme, montre son évolution. Mieux éclairé sur les réalités de l'ensemble indien, il a rejeté son nationalisme sentimental, puis l'hindouisme , qu'il perçoit comme l'idéologie de l'esclavage social, responsable de l'arriération indienne. Ensuite, il dénonce le conservatisme chauvin, le nationalisme hindou et le caractère "comprador" de la bourgeoisie indienne. Certes, il y a un potentiel révolutionnaire dans l'ensemble de l'Inde, mais le mouvement soi-disant démocratique ou nationaliste est chargé également de beaucoup de réaction. A Lénine, qui ne connaît pas très bien la situation, Roy dit : "Il ne faut pas s'allier pour renverser l'impérialisme avec n'importe qui".

En 1919, Roy est presque messianique en annonçant l'imminence d'une révolution prolétarienne indienne qui va lutter contre l'impérialisme britannique et le nationalisme sentimental des chefs nationalistes bourgeois. Il distingue autodétermination nationale et lutte révolutionnaire. Il considère qu'il y a une primauté absolue des luttes de classes et que la révolution dans sa marche doit éliminer les éléments qui, bien que nationalistes, ne songent qu'à substituer leur propre domination à celle des impérialistes. Pour lui, il faut mener simultanément le combat pour l'indépendance nationale et la lutte des classes dans le but de passer directement à la révolution prolétarienne et à la construction du socialisme. Or il y a eu une discussion avec Lénine qu'il veut persuader de l'existence du mouvement de libération nationale réformiste et avec d'autres, qui sont révolutionnaires. Roy n'est pas arrivé à persuader complètement les leaders de l'Internationale, d'où les hésitations pour savoir s'il faut marcher avec des mouvements nationalistes bourgeois. Le texte donné en annexe montre que Lénine biffe justement tous les passages qui risquent de provoquer la réaction des mouvements nationalistes bourgeois, alliés objectifs dans la lutte contre l'impérialisme.

Roy est un précurseur quand il dit, dès 1919, que le mouvement démocratique bourgeois a cessé de jouer un rôle révolutionnaire à cause de son identité d'intérêts de classe avec ceux des pays impérialistes. La bourgeoisie indienne obtiendra de cet impérialisme

des concessions politiques pouvant aller jusqu'à l'indépendance, mais sur le plan social elle s'alliera avec les impérialistes. Il montre que c'est seulement quand l'intérêt de classe et l'intérêt national coïncident qu'on peut avoir un véritable front uni contre les impérialistes. Ce qu'il appelle le jacobinisme du XXe siècle.

Roy est toujours resté fidèle à ses idées. Dès 1924, il a prévu la décolonisation qui intervient seulement vingt-cinq ans ou trente ans plus tard et l'avènement d'un nouvel impérialisme de nature économique et à l'échelle mondiale qui fera les concessions politiques nécessaires pour une récupération. Pour Roy, cette thèse devrait être le fondement de la stratégie des partis communistes dans leur lutte contre l'impérialisme étranger et le capitalisme collaborationniste. Il n'a pas été suivi. Condamné comme déviationniste et sectaire, il est finalement exclu en 1928 de l'Internationale Communiste. Ses thèses se rattachaient plus ou moins à celle de la centralisation du monde capitaliste. Il a montré que la source de la force du capitalisme au XXe siècle se situerait de plus en plus hors d'Europe parce que c'était de là qu'on tirerait un surprofit. Ces thèses ont une résonance particulière aujourd'hui où l'exportation de la technologie et du capitalisme dans bien des territoires théoriquement indépendants, mais économiquement intégrés à la zone capitaliste, renforce l'impérialisme.

Ce rapport me semble introduire l'ensemble du débat et les différentes variantes abordées par les rapports suivants. Ainsi celui de M. Stern qui souligne que Nehru, fortement influencé par la pensée occidentale, fait cependant continuellement des références au marxisme. Plusieurs fois favorable au régime soviétique, constatant les progrès rapides d'une société arriérée, il reste néanmoins au niveau des généralités. Tous les commentaires favorables sont toujours accompagnés de restrictions très sérieuses. Dès 1920, Nehru a pensé que les intérêts d'Etat de l'URSS l'amèneraient à des divergences avec le mouvement national indien. Il n'est pas resté très longtemps ce compagnon de route que l'on croyait car il a pratiquement rompu avec la ligue anti-impérialiste dès 1928.

Nehru n'a jamais appartenu à l'univers intellectuel et politique du marxisme. Il s'est toujours considéré comme partie prenante de la civilisation britannique, comme un progressiste et un agnostique qui discerne une sorte de mouvement général de modernisation de la civilisation de l'Occident qui s'étend à l'ensemble du monde. Il a une sorte d'idéologie du modernisme: l'évolution essentielle est économique et sociale, les problèmes nationaux ne sont que secondaires et ne peuvent jouer un rôle que transitoire. De plus la religion est rétrograde, appelée à disparaître sous la poussée de l'agnosticisme et de l'athéïsme. Il situe le mouvement national indien dans le jeu mondial des forces en utilisant un vocabulaire marxiste et M. Stern montre que c'est une tactique pour se trouver des alliés, pour embarrasser l'adversaire et faire avancer l'objectif numéro un, qui est tout de même l'indépendance de l'Inde dont il est un partisan absolu, considérant qu'on ne peut éviter cette étape.

Nehru a beaucoup contribué à l'accès de l'Inde à l'indépendance et à la construction d'un Etat national. A cet Etat il a donné une idéologie, la constitution de grands secteurs publics. Ensuite, il a fait des concessions à des phénomènes soi-disant transitoires. L'échec le plus grand, capital et presque tragique, c'est la partition de l'Inde en deux Etats, à la fois nationaux et religieux, Inde et Pakistan. Il y a aussi, sous la poussée des phénomènes nationaux et linguistiques, la division progressive de l'Inde en Etats linguistiques. Ignorant le fait religieux et niant les réalités ethniques, il semble que Nehru se soit mépris sur la situation réelle. Il a rejeté les sentiments d'appartenance à des communautés idéologiques pour n'attacher d'importance qu'aux facteurs soi-disant objectifs, économiques et sociaux.

J'en viens à la communication de M. Fourniau, qui a essayé de montrer la filiation de la révolution vietnamienne avec la Révolution d'Octobre qui sert de référence continuelle à tous les révolutionnaires vietnamiens, et comment cette référence s'est faite essentiellement à travers un homme. Il analyse la prise de conscience par cet homme, devenu Hô-Chi-Minh, de ce que représente la Révolution

d'Octobre. Il s'appuie sur des textes connus depuis peu de temps où Hô-Chi-Minh a raconté lui-même comment il est devenu marxiste-léniniste. En 1920, au moment des débats du Congrès de Tours, celui-ci est allé vers les communistes parce qu'ils étaient les seuls qui appuyaient la libération des peuples coloniaux. Mais l'interprétation du marxisme-léninisme par Hô-Chi-Minh, dès le départ, est un instrument de libération nationale. Il trouve le chemin par lequel la révolution vietnamienne va pouvoir construire son idéologie et se rattacher à un modèle explicatif global de la société universelle. M. Fourniau montre cette évolution de Hô-Chi-Minh à travers ses différents rôles, d'abord comme pionnier du rassemblement vietnamien à Canton, puis comme leader de la révolution. Il explique la formation de sa personnalité à travers le développement du nationalisme vietnamien. Je pense que c'est un des papiers qui donneront le plus lieu à des discussions parce que c'est une sorte de poésie sur le personnage de Hô-Chi-Minh à propos duquel il y a certains aspects qui vont être soulevés par le papier suivant, celui de M. Féray.

D'emblée, M. Féray a posé le problème central pour tous les communistes vietnamiens, celui de la prise du pouvoir, celui qui agite leurs grands débats depuis un demi-siècle environ. Comment lutter contre le régime colonial, système moderne de dissuasion, de répression et de consensus, comment organiser les gens pour affronter ce régime, sur quelle base sociale s'appuyer et qui va diriger ce rassemblement? M. Féray pose le problème des rapports entre un modèle et une idéologie d'organisation: le centralisme démocratique. Il rejoint le papier de M. Jain sur Roy. Les révolutionnaires asiens pour faire leur révolution doivent trouver une formule d'organisation moderne de prise du pouvoir et de résistance. Il y a l'idée léniniste que le parti est un instrument révolutionnaire capable de conduire au combat la classe ouvrière russe. De plus, l'Internationale Communiste, lors de son IIe Congrès, fait du centralisme démocratique une des conditions d'adhésion à l'Internationale. Or M. Féray montre qu'en réalité le centralisme démocratique n'a pas été appliqué par Lénine pendant la phase révolutionnaire et la prise du pouvoir, et que c'est seulement une fois établis le pouvoir soviétique et l'Internationale Communiste comme guides

d'action, comme état-major de la révolution mondiale que l'on dit : "Le centralisme démocratique est la condition d'adhésion". En fait, le centralisme démocratique, c'était le centralisme de Moscou imposé au mouvement ouvrier international, la démocratie fonctionnant dans ce mouvement au profit de Moscou.

Ensuite, M. Féray expose l'échec des organisations réformistes ou révolutionnaires antérieures. Il y a eu un modèle japonais avec Phan-Bôi-Chau et Cuong-Dê, puis un modèle chinois toujours avec Phan-Bôi-Chau et la formation d'un parti sur le modèle du Kuomintang, enfin l'échec de la formule parlementaire de Phan-Chu-Trinh et Bui-Quang-Chiêu pour la recherche de l'obtention de droits démocratiques dans une société coloniale qui était encore peu stratifiée. M. Féray insiste avec justesse sur l'existence d'une véritable bourgeoisie nationale au Viêt-Nam, ce qui met donc le pays dans une situation différente de l'Inde et de la Chine. Il souligne en passant que l'administration coloniale réagit sans discernement et que dans ce contexte l'action légale est un leurre, d'autant plus que le Thanh-Niên, la Ligue de la Jeunesse révolutionnaire vietnamienne, formée en 1925, arrive dans un vide organisationnel. C'est là que se pose la question du centralisme démocratique. Il faut déterminer la ligne politique juste, faire une analyse correcte des conditions nationales et poser le problème de la direction, qui ne peut être que prolétarienne.

Mais dès qu'il s'agit de conquérir le pouvoir contre un régime colonial particulièrement oppressif, le centralisme démocratique ne peut pas jouer parce qu'il conduit un parti qui mène une lutte quasi militaire à sa perte. Par conséquent, avant la prise du pouvoir on ne peut qu'appliquer la formule russe d'avant la Révolution, c'est-à-dire le centralisme non démocratique. Et ce n'est qu'après la prise du pouvoir qu'on peut appliquer le centralisme démocratique. Donc il y a une lecture différente du centralisme démocratique. Les Vietnamiens ont adopté la lecture réellement léniniste et non pas celle de l'Internationale Communiste.

Ce qui est important, c'est que pour les révolutionnaires

vietnamiens il a été clair dès l'abord, et en raison de ce que M. Fourniau a dit dans son rapport, que le mouvement révolutionnaire vietnamien ne pouvait avoir qu'une dimension nationale. Une question se pose : le communisme est-il applicable en Asie et avec quel ajustement? Comment introduire dans son organisation la dimension nationale? Ce que M. Féray souligne un peu brièvement, c'est que pour Hô-Chi-Minh - et là nous aurons la référence chinoise plus tard - le prolétariat ne peut réussir sa lutte qu'en alliance avec la paysannerie. Il s'agit alors d'insérer l'idéologie communiste dans la nation. Le parti centralisé, luttant pour le pouvoir et qui a inséré l'idéologie comme moyen stratégique, la fait passer ensuite par tous les fils du tissu social et culturel.

En terminant, M. Féray dit que Nguyên-Ai-Quôc a fait passer sa ligne politique au Viêt-Nam à la VIe session du Comité central de novembre 1939 et que c'est une orientation stratégique capitale. C'est un des points qui me paraît devoir faire l'objet d'une discussion. Mais ce qui me semble essentiel c'est que pendant cette période le parti a peut-être mis en avant la priorité de la lutte des classes et ceci se rattache davantage à Roy, peut-être aussi parce que le pouvoir bourgeois était pratiquement étranger, soit européen, soit chinois. A partir de 1939, il met en avant la dimension anti-impérialiste et non pas la dimension nationale. Il est certain que dans tous les congrès du parti, avant, on disait reconquérir l'indépendance nationale. Je me permets une observation personnelle à propos de ce rapport : on n'a pas cité un certain nombre de textes des années 1930 dans lesquels il est dit : "Nous devons conquérir l'indépendance nationale et ensuite nous agréger à une république soviétique mondiale". Autrement dit, dans cette perspective initiale le parti communiste vietnamien envisageait de transformer le Viêt-Nam en une République Soviétique très certainement nationale, mais pour s'agréger à ce projet d'une République socialiste soviétique mondiale.

Donc, ces quatre rapports donnent quatre facettes de ce dont nous avons discuté avant-hier.

M. Chambard

La contribution de M. Jain est importante car il a connu personnellement Roy. Il apporte un témoignage sur les positions de Roy et il nous permet de lire entre les lignes de certains textes. C'est pourquoi son étude nous apprend tant de choses: elle donne un éclairage nouveau à la participation, qui apparaît comme ayant été essentielle à l'époque, d'un communiste indien dans les grands débats auxquels on s'est livré au sommet du mouvement communiste dans les années 1920. Or, il y a une constatation frappante à faire en ce qui concerne les positions de Roy, c'est qu'il ignore à peu près totalement le problème des nationalités. Il a constamment laissé de côté, pour des raisons qu'il est intéressant de comprendre, ce problème qui est au centre de notre colloque.M. Jain fait bien apparaître ce point en ayant pris le parti de sortir tout le dossier de Roy à l'époque afin de voir objectivement quelles étaient ses préoccupations du moment, et on se rend bien compte que les préoccupations qui sont les nôtres ici ne faisaient pas partie de l'éventail des siennes. Or, avec du recul, on sait aujourd'hui que le problème des nationalités était une question centrale dans le mouvement d'indépendance indien. La cécité de Roy, quant à cette question, nous montre comment un éminent communiste indien, au moment où le mouvement d'indépendance en Inde s'orientait vers sa phase finale avec l'entrée sur la scène politique du Mahatma Gandhi, n'a pas vu ce qu'il fallait voir pour comprendre la politique indienne et avoir prise sur elle. C'est d'autant plus intéressant que le problème a été pratiquement le même pour Nehru, dont la pensée politique nous est présentée d'une façon originale et profonde par M. Stern, auteur de la seconde contribution consacrée à l'Inde.

Cette seconde contribution que nous devons à un ethnologue, me paraît apporter un élément fondamental dans la mesure où son auteur est un des premiers qui entreprenne l'étude du fait politique indien du point de vue ethnologique. Or je suis bien persuadé que s'il y a un cas où l'ethnologie est indispensable à la compréhension du fait

politique, c'est bien celui de l'Inde. Ailleurs, la sociologie et l'ethnologie apportent souvent une contribution utile dans ce domaine, mais en Inde c'est vraiment l'ABC pour comprendre tout comportement politique, même si c'est celui de grands leaders universellement reconnus comme Nehru et comme Roy.

Il y a une remarquable convergence entre ces deux études, bien qu'elles soient menées selon des méthodes très différentes. En gros, pour jeter d'entrée le pavé dans la mare, je dirai que dans le cas de Roy, aussi bien que de Nehru, le marxisme les a empêchés de saisir la réalité du fait politique indien pour la même raison : un rationalisme d'inspiration typiquement occidentale qui leur a fait éliminer caste et religion de l'équation politique indienne. Ils ont supprimé de même, en tant que facteur politique signifiant à leurs yeux, les groupes ethnologiques (j'ai bien aimé cette expression de Mme Carrère d'Encausse qui est plus satisfaisante que "groupes ethniques", dont on craint toujours qu'elle ne sous-entende la notion de race). Or tous les indianistes s'accordent à reconnaître que la caste et la religion, en combinaison avec les différents groupes ethnologiques régionaux avec leur spécificité linguistique et culturelle, constituent le tissu même de la société indienne. Ce sont les éléments de base que l'on ne peut pas laisser de côté si l'on veut comprendre le fait politique indien. Dans les deux cas qui nous sont présentés, aussi bien Roy que Nehru, tous deux ont mis l'accent sur les classes sociales et la lutte des classes. Cela les a empêchés de comprendre le rôle des castes et des groupes ethnologiques sur le plan régional comme sur le plan national : ils ont considéré qu'à l'intérieur de chacun de ces groupes il y avait une lutte de classes et que c'était cela le phénomène important, gommant en quelque sorte les autres réalités. Or on se rend compte aujourd'hui que s'il y a bien en Inde une lutte des classes, c'est encore un phénomène qui est à l'état naissant un demi-siècle après les prises de position citées. Pour qu'il y ait lutte des classes, il faut en effet qu'il y ait des classes sociales qui aient pris conscience d'elles-mêmes. Il n'y a véritablement émergence des classes sociales qu'avec l'émergence d'une conscience de classe, c'est ce qu'on oublie trop souvent au risque de

donner une réalité purement théorique, on serait tenté de dire "méta-physique", aux classes sociales. Et il semble bien que dans le contexte indien la conscience de caste ait été une sorte de frein en retardant la prise de conscience de classe, si bien que ce sont encore les castes, et non les classes, qui continuent très largement à jouer le rôle essentiel.

Ensuite, Roy comme Nehru se sont appuyés sur un rationalisme a-religieux, ainsi que M. Devillers l'a bien souligné, qui les a conduits à ignorer d'une part le fait religieux et d'autre part le fait linguistique, les particularismes linguistiques régionaux, comme n'étant que des survivances anachroniques vouées à la disparition. Ils n'ont prévu ni l'un ni l'autre la création du Pakistan en tant qu'Etat musulman. Même Lénine a eu une perception plus réaliste que Roy dans la discussion sur la direction du mouvement d'indépendance indien par la bourgeoisie nationale. Mais le malheur est que la bourgeoisie nationale indienne elle-même, parce qu'elle était trop occidentalisée, n'a pas mieux compris l'importance du facteur religieux. S'il n'y avait pas eu Gandhi pour faire du mouvement national indien un mouvement de masse en faisant un appel entendu par tous au fond traditionnel et religieux, le mouvement d'indépendance indien ne serait jamais devenu le raz-de-marée populaire qu'il a été. Les réalités de base du fait politique indien ont constamment échappé à l'analyse et aux prévisions des intellectuels occidentalisés qui constituent l'essentiel de la classe politique indienne et parmi lesquels Roy comme Nehru occupent une place de premier plan. Nehru a bien montré jusqu'où il pouvait pousser le rationalisme "économiciste" en 1957, au moment de la réorganisation des Etats sur une base linguistique. Il était personnellement intervenu pour qu'on maintienne le grand Etat de Bombay (incluant le Gujarat) pour des raisons économiques (prééminence du port de Bombay pour tout l'arrière pays y compris le Gujarat où il n'y a aucun port important). Il a fallu les émeutes sanglantes de Bombay, deux ans plus tard, pour qu'il se résolve à accepter la création des deux Etats linguistiques actuels de Bombay et du Gujarat. Que Roy et Nehru aient dû leur aveuglement à leur occidentalisation n'a en vérité rien qui devrait nous surprendre: n'est-ce pas le même phénomène qui nous rend, nous autres

Occidentaux, si fermés à la compréhension du fait politique indien?

Dans les deux cas de Roy et de Nehru, il s'y est ajouté le rôle inadapté au contexte indien d'une certaine analyse marxiste. Mais c'est là qu'il y a une différence entre eux, car seul Roy était authentiquement un marxiste. Nehru, quant à lui, incarnait de façon presque parfaite le libéralisme aristocratique britannique, avec une nuance de socialisme fabien. Le marxisme, son adhésion à une certaine forme de marxisme, n'a été pour lui qu'un alibi. Cela lui a permis de continuer à adhérer à la pensée occidentale mais sans se compromettre en se retrouvant du côté des puissances coloniales et de l'impérialisme. Il a essayé, du moins à une certaine période, de cacher son occidentalisation sous un masque de marxisme. Vu de l'Inde, et Nehru le savait bien, le marxisme est tout aussi européo-centriste que le reste de la pensée occidentale, mais il avait au moins le mérite de ne pouvoir être accusé d'avoir partie liée avec la puissance coloniale.

Cette constation de l'échec d'une pensée politique détachée du contexte indien concret nous conduit d'ailleurs à faire le procès de la ligne générale du Congrès en Inde. Le Congrès n'a en fait cessé d'incarner le rationalisme et l'occidentalisation. On s'est débarrassé de l'héritage gandhien dès le lendemain de l'assassinat de Gandhi, tout en maintenant une fiction de gandhisme en se livrant à un "lip-service" permanent à la louange du grand homme. Le Congrès n'a conçu la modernisation de l'Inde que sous la forme d'une occidentalisation, par l'intégration dans le système économique mondial. C'est ce qui l'a amené finalement à un énorme échec politique, que Mme Gandhi n'a fait que précipiter par les excès de l'état d'urgence. Pour ne citer qu'un seul exemple de clin d'oeil à l'Occident durant l'état d'urgence: la politique accélérée du contrôle des naissances (qui a elle-même beaucoup contribué à amener la chute de Mme Gandhi) était au moins pour une part un effort pour se concilier l'opinion des pays occidentaux et compenser la mauvaise presse que donnaient à l'Inde dans ces pays les limitations qui avaient été imposées à la démocratie. Le drame, c'est que le parti Janata, qui a remplacé depuis près de deux ans le Congrès au pouvoir, et qu'on pouvait supposer être susceptible d'apporter une



alternative plus traditionaliste et plus enracinée dans la réalité indienne, s'en montre tout aussi incapable. Il y a là un problème dont on ne voit pas très bien comment l'Inde va se sortir.

Je voudrais, pour terminer, signaler dans l'ouvrage paru tout récemment de G. Deleury, *Le modèle hindou* (Hachette, 1978), l'introduction de R. Garaudy qui rejoint très exactement les préoccupations exprimées ci-dessus. R. Garaudy s'y livre, pour la première fois en Occident, me semble-t-il, à un essai de repenser le marxisme dans une perspective non européo-centriste, ce qui est très intéressant. Cela le conduit notamment à écrire: "Nous devons nous interroger sur les fondements des difficultés rencontrées par tous les pays anciennement colonisés en Afrique comme en Asie, lorsqu'au lieu de s'engager dans la voie d'un développement endogène, ils ont plaqué sur leurs sociétés les modèles de l'Occident, fondés sur une conception individualiste, atomistique de l'homme, qui conduit à refuser aux minorités la possibilité de participer à l'orientation et à la gestion politique (p. 13)".

M. Leclerc

Simplement une remarque. Si, comme l'assure mon collègue, le marxisme avait bloqué l'histoire en Asie, ce colloque n'aurait pas eu lieu.
(Dénégations de M. Chambard).

M. Leclerc

Alors je vous ai mal compris. Néanmoins, il me paraît surprenant d'affirmer tout à la fois l'échec des intellectuels occidentalisés et le succès de la démocratie parlementaire, qui était le projet politique de ces intellectuels occidentalisés. De plus, c'est quand même l'un de ces intellectuels, Nehru, qui a dirigé l'Inde pendant dix-sept ans, jusqu'à sa mort, les dix-sept premières années de l'indépendance, et au-delà de sa mort, a imposé sa fille. En faire une espèce de greffe sur l'arbre politique indien, greffe qui n'aurait pas pu prendre, ne me convainc pas plus que d'affirmer ex abrupto les vertus indiennes de la démocratie anglaise. Le marxisme, de son côté, n'a pas inscrit les castes dans son ordinateur, soit, mais le marxisme n'est pas un corpus

conservé dans le formol, il évolue et les castes aussi. Quant à la prise en compte des castes dans le fonctionnement de ce que vous appelez la démocratie parlementaire indienne, je demande à voir.

M. Chambard

Est-ce que je peux répondre sur ce dernier point ? En fait, la politique de Nehru et de sa fille, cela a été l'occidentalisation précisément, et il y a eu un consensus au niveau d'une certaine élite politique intellectuelle sur ce point. Mais je crois que c'est une fausse route et que cela mène l'Inde à des difficultés politiques plus qu'à autre chose. Par exemple à vivre les problèmes du communalisme comme des accidents que l'on arrive pas à maîtriser. On a de temps en temps des flambées de massacre d'hindous par les musulmans et de musulmans par les hindous et on est là, les bras ballants, devant ce problème sans du tout le maîtriser, sans même savoir de quoi il s'agit. On en est réduit à considérer que c'est un accident et à le subir comme tel.

Mme Bergère

Je voudrais revenir sur quelques-uns des problèmes soulevés par la communication de M. Jain et plus particulièrement sur les positions de Roy. Il est frappant de voir que les fondateurs du parti communiste chinois - Chen Duxiu par exemple - ont eu une analyse extrêmement parallèle à celle de Roy. Avant qu'il ne s'aligne sur la position du Komintern, c'est-à-dire, dans les années 1919-1921, Chen Duxiu estime que la bourgeoisie dans son ensemble est une bourgeoisie "comprador", économiquement dépendante et donc non fiable dans la lutte révolutionnaire.

La dénonciation du nouvel impérialisme économique a été faite très tôt par les révolutionnaires chinois. Cette nouvelle politique impérialiste, pratiquée de façon plus précoce en Chine qu'en Inde (puisque c'est la politique des Etats-Unis à partir de la conférence de Washington 1921-1922), préconise un abandon total des formes traditionnelles, militaires, diplomatiques, de domination et prône une pénétration économique systématique. Les communistes chinois ont

dénoncé très tôt l'alliance qui pouvait se former entre la bourgeoisie dite nationale (la bourgeoisie chinoise tout simplement) et ces nouvelles formes d'impérialisme et de pénétration économique.

Si l'on se réfère à l'histoire sociale et économique de la Chine à l'époque, on comprend que les révolutionnaires chinois n'aient pas fait confiance à la bourgeoisie même baptisée nationale. La bourgeoisie chinoise a participé au boycottage, au mouvement anti-impérialiste dans la limite de ses intérêts. Et lorsque ses intérêts ont été mis en jeu, elle est passée de l'autre côté et a capitulé. Le nationalisme des grands entrepreneurs chinois s'orientait davantage vers un nationalisme à la Gandhi que vers un nationalisme révolutionnaire. Gandhi est d'ailleurs donné en exemple par les grands bourgeois chinois. L'interprétation du rôle de la bourgeoisie par le Komintern a suscité dans le mouvement révolutionnaire chinois de très vives résistances.

M. Féray

Je voudrais évoquer le rôle joué par les minorités dans le processus révolutionnaire. Au Viêt-Nam, ce qui frappe lorsqu'on étudie le processus de la guerre révolutionnaire - et c'est pourquoi l'histoire du Viêt-Nam est inséparable d'une analyse sur une longue durée - c'est justement l'insertion progressive des minorités du Nord dans cette guerre, les minorités méridionales y entreront beaucoup plus tard et plus partiellement. Et cela se vérifie de 1940 à 1945, durant cette période où précisément le Viêt-Minh se forme, où les communistes pour des raisons à la fois de sécurité et de stratégie se replient dans la campagne et les hautes montagnes calcaires du Tonkin. Et c'est là qu'ils entrent en contact avec les minorités. Mais ces contacts ne sont pas les premiers. Ils ont été préparés et précédés, et nous avons à ce sujet à la fois des documents vietnamiens, ce qui pourrait être contesté, mais aussi des documents de la Sûreté Générale et de l'administration française, lesquels montrent qu'un processus de propagande politique était en cours auprès des minorités et que ces dernières n'y étaient pas insensibles.

J'insiste sur ce point, et j'y reviendrai, sur ce qui est à mes yeux une particularité de la révolution vietnamienne, à savoir le développement d'une structure horizontale et de son organisation. C'est une structuration que les militaires français ont appelée d'imprégnation nationale, qui a été développée à partir de 1939, et s'est généralisée par le biais des associations non communistes. En particulier, par le biais des associations du Salut National, qui, naturellement, étaient impulsées mais pas toujours dirigées par le parti communiste. Et, au travers de cette structuration horizontale, qui est à sa manière une structuration différentielle, une structuration qui unifie sans niveler, il y a eu peu à peu élargissement du champ social sur lequel s'est appuyée la révolution. Et les minorités, peut-être plus qu'en Chine, les minorités du Nord en particulier, ont participé à la révolution.

Mme Bergère

Il est exact que des minorités ont participé à la lutte révolutionnaire à partir des années 1935. Ce sont les Hui, c'est-à-dire les musulmans du Nord-Ouest, et certains Mongols. Mais ils ont participé à la lutte au moment où le champ social de cette lutte s'élargit énormément dans le contexte d'une guerre anti-étrangère, la guerre anti-japonaise. A ce moment-là on voit également des masses paysannes entrer directement dans la lutte anti-étrangère. Donc cet élargissement est très général et la contribution des minorités n'est pas alors très spécifique.

M. Fourniau

Sur le problème des nationalités du Viêt-Nam, je veux appuyer M. Féray. Contrairement à ce que très souvent ont écrit les militaires français au moment de la conquête, dans les vingt dernières années du XIXe siècle, toute une partie des minorités nationales du Nord a participé à la résistance nationale contre les Français. Ce n'est pas un hasard si, dès 1885-1887, il y a de grandes difficultés à l'implantation de l'autorité française dans la partie qui va devenir le Viêt-Bach par exemple, car toute une résistance s'organise où se

trouvent des lettrés vietnamiens qui sont en quelque sorte les chefs, assistés par les populations minoritaires. Un exemple très précis : le poète lettré et résistant Nguyên-Quang-Bich qui, installé dans les régions de haute montagne, décrit au cours de ses retraites successives l'accueil qu'il reçoit dans les populations minoritaires.

Ce n'est pas chez les Muong, mais dans la région entre le Fleuve Rouge et la Rivière Noire.

M. Gallissot

J'interviens à propos d'Hô-Chi-Minh, et donc sur la formation des idées révolutionnaires dans le mouvement national, et d'abord sur la formation des idées de Nguyên-Ai-Quôc, ensuite sur la question du léninisme, et enfin sur l' "Appel du parti communiste d'Indochine", à sa fondation en 1930.

1) Sur la formation des idées d'Hô-Chi-Minh; la communication de Ch. Fourniau part des confidences de celui-ci en 1969. J'aimerais avoir une petite précision, c'est que Ch. Fourniau nous rappelle à quelle date l'*Humanité* a publié les thèses sur la question nationale et coloniale, car il est évident que la pensée de Nguyên-Ai-Quôc s'est formée sur les thèses du IIe Congrès de l'Internationale Communiste qu'il n'a pu connaître qu'avec un certain retard. Ce n'est qu'un point de détail pour ramener à l'époque.

En effet, il me semble de très mauvaise méthode historienne de se fonder sur les propos de 1969 pour reconstruire l'évolution du communisme vietnamien, sans vérifier l'activité d'Hô-Chi-Minh en 1919-1920 et jusqu'en 1923, sans observer comment s'est formée sa pratique militante. Sa pensée est rapportée à un communisme achevé ou à un léninisme qui serait un corps doctrinal constitué, alors précisément qu'ils ne l'étaient pas en ces années.

Je rappelle que J. Maitron a publié dans le *Mouvement Social* les articles d'Hô-Chi-Minh (Nguyên-Ai-Quôc) parus à l'époque

dans la presse anarchiste, car Hô-Chi-Minh en 1921 écrivait dans le *Libertaire*. J'indique ce fait pour revenir aux sources; Hô-Chi-Minh travaillait beaucoup moins avec le Parti communiste qui avait une activité précaire et même quasi nulle en matière coloniale, qu'avec la C.G.T.U. et plus précisément avec l'organisation de la main-d'oeuvre coloniale en France, dans la mouvance de la C.G.T.U. Cette organisation est porteuse de ce qui s'appelera: l'Union intercoloniale. Je n'ai pas vu de références à cette "Union intercoloniale", dans la communication présentée. De 1919 à 1923, avant qu'il ne parte en URSS, ses idées apparaissent ainsi comme la superposition de trois révolutions possibles dans l'illusion de ces années, c'est-à-dire de la révolution sociale, d'une révolution nationale et de la révolution mondiale. Hô-Chi-Minh emploie comme automatiquement le mot révolutionnaire, non pas comme un anarchiste, mais plutôt comme un syndicaliste révolutionnaire, et il faudrait citer ses interventions au Congrès de Tours où il est intervenu en criant: "Vos gueules, les parlementaires!", et en faisant du tapage contre les interventions qui voulaient écarter la question coloniale de l'ordre du jour. Cette réaction montre bien comment Hô-Chi-Minh s'insère dans un autre débat et dans une autre pratique que celui et celle d'un développement parlementaire d'un parti politique sur le modèle européen que conserveront les partis socialistes. Mais ce n'est pas très important pour nous.

De telles réactions font comprendre qu'en 1920-1921, ceux que l'on appelle des syndicalistes révolutionnaires pouvaient prendre fait et cause pour l'émancipation des colonies, pour des révolutions nationales parce qu'ils étaient partisans de la révolution immédiate, alors qu'ils n'avaient aucune conception de la nation; mais ils esquissent dans les mouvements communistes, en particulier dans le mouvement communiste français à l'usage des colonisés, comme en Tunisie autour de Louzon, comme au sein de l' "Union intercoloniale", une conjonction, dans une perspective révolutionnaire, des luttes des colonisés et des luttes menées sur une base ouvrière. Je crois que cela fait comprendre la pratique d'Hô-Chi-Minh qui participait à la fois aux meetings des Jeunesses communistes, des Jeunesses syndicalistes et des Jeunesses anarchistes, car il y avait encore une certaine indifférenciation,

plutôt que de renvoyer à un communisme ou à un léninisme qui n'étaient pas encore définis.

2) Deuxième point donc à propos de cette prétendue rencontre de Nguyên-Ai-Quôc et du léninisme. Je dirais simplement que c'est la rencontre de Nguyên-Ai-Quôc et des thèses sur la question nationale et coloniale, telles que Lénine en a accepté la correction au IIe Congrès de l'Internationale Communiste. Les amendements au texte de Lénine sont bien connus; Lénine a modifié sa position en renonçant à la formulation de mouvement démocratique bourgeois, qui traduit une vision capitalo-centrique, considérant que l'évolution des pays dominés doit passer également par une étape de démocratie bourgeoise, pour accepter l'expression de mouvement national révolutionnaire et celle de masses révolutionnaires qui ne sont pas simplement le prolétariat. Lénine incorpore ainsi effectivement la question nationale et l'originalité sociale des pays dépendants, alors que Roy, comme il a été rappelé tout à l'heure, passe, somme toute, à côté. Ce changement est important puisqu'il inscrit la libération nationale dans un mouvement révolutionnaire qui va au-delà de la seule révolution nationale. Si c'est cela, le léninisme et le léninisme d'Hô-Chi-Minh, très bien, mais il y a léninisme et léninisme.

Or le léninisme dont il est question ici, me semble très abusif: le "léninisme" est une invention de 1923 à 1924, qui bénéficie des concours de Zinoviev, de Trotsky et de Staline qui ont énoncé à peu près en même temps et à la suite, trois définitions du léninisme; or ce léninisme-là a très peu de chose à voir avec Lénine, et moins encore quand l'on arrive en 1930 en amalgamant une triple rencontre, celle de la Révolution d'Octobre, du léninisme et du mouvement national indochinois.

3) Je ne crois pas qu'il y ait en 1930 rencontre a posteriori parce qu'ils ne se seraient pas rencontrés avant donc, de la Révolution d'Octobre, du léninisme et de la tradition vietnamienne. C'est fausser la réalité au lieu de se situer précisément en 1930. Je fais donc maintenant référence à l'Appel de fondation du parti

communiste d'Indochine, non sans relever d'abord que c'est le cadre colonial de l'Indochine qui est repris pour fonder le parti communiste, ce qui n'est pas sans conséquence jusqu'à aujourd'hui.

Ceci dit, trois lectures sont possibles de cet Appel, et l'on voit mieux alors comment se noue la pratique vietnamienne. Une première lecture s'arrêterait à la lettre qui est parfaitement orthodoxe; ce texte est en effet rédigé en complète application du vocabulaire et des prescriptions de l'Internationale Communiste en ses formules schématiques de la période classe contre classe, qui ne connaît de surcroît que les classes, et même seulement deux ou quatre classes. La lettre est tellement orthodoxe qu'à première vue il ne semble pas question dans ce texte de question nationale et de Viêt-Nam

Il faut donc procéder à une deuxième lecture pour s'interroger sur les alliances de classe que l'Appel préconise, et qui débordent le seul front de classes d'usage communiste à l'époque. L'alliance s'ouvre très largement (elle comprendra un temps les trotskystes) par le biais d'une mobilisation des intellectuels bourgeois, des groupements intellectuels qui sont en position de lutte nationale, alors qu'en cette troisième période l'Internationale Communiste rejette les nationalistes-réformistes, qui sont l'équivalent des sociaux-traîtres. Ce qu'il est ainsi intéressant de noter, c'est la façon dont les Vietnamiens se débrouillent pour glisser une autre stratégie d'alliance, sous couvert de la langue et des stéréotypes de l'Internationale Communiste qui sacrifie alors à la logomachie de classes et commande de mettre en avant l'instauration d'un gouvernement ouvrier-paysan, y compris dans les pays dominés où l'on cherche en vain ce couple miraculeux ouvrier-paysan susceptible de prendre en charge un gouvernement; l'Appel de fondation incline ainsi vers un front national, pourtant prohibé.

Mais une troisième lecture est encore possible, qui nous rapproche de l'actualité. Je vois sous-jacente dans ce texte une concordance entre le nationalisme vietnamien, et non pas un prétendu

léninisme, mais le modèle de parti communiste, tel qu'il s'établit à l'époque, par reproduction dans l'Internationale Communiste de l'exemple soviétique en devenir stalinien de 1923 à 1930. Avant donc le retour nationaliste des années 1934-1936 dans l'ensemble du mouvement communiste, il y a au Viêt-Nam (comme en Chine), conjonction d'une structure de parti communiste, qui est une structure para-étatique (et ici dans le cadre indochinois), fût-elle encore précaire, voire groupusculaire, et du nationalisme vietnamien donc. N'est-ce pas l'amorce de l'insertion d'un nationalisme dans ce qui deviendra un parti-Etat ou un Etat-parti?

M. Devillers

Je vous rappelle que le programme ne dit pas le modèle soviétique mais l'expérience soviétique.

L'expérience soviétique est cette affaire de prise du pouvoir et d'établissement d'un nouveau pouvoir révolutionnaire qui doit faire face au problème des nationalités et à l'impérialisme mondial. Ce dont nous débattons aujourd'hui me semble faire partie de la phase où on fait face à l'impérialisme mondial. Des gens comme Hô-Chi-Minh et Nehru se servent de l'existence de l'Union Soviétique pour faire avancer leur problème national qui est le problème de l'indépendance de leur pays face à l'impérialisme. Dans quelle mesure ne peut-on dire aussi que l'expérience soviétique, c'est la conquête de l'indépendance du prolétariat russe face à l'impérialisme mondial? Toute la guerre contre l'Entente, contre l'intervention étrangère, c'est aussi cela. Donc je pense que notre sujet en réalité a plus d'unité qu'il n'y paraît.

A propos du pouvoir colonial, une chose qui me frappe dans nos discussions comme dans toutes celles qui ont eu lieu dans les Internationales depuis de nombreuses années et auxquelles M. Gallissot en passant vient de faire allusion, c'est précisément la lecture de l'Internationale Communiste de 1930 lorsqu'on rattache la création du parti communiste indochinois au cadre colonial. L'Empire Russe est devenu l'Union Soviétique, c'est-à-dire cette structure politique

unique qui tente de garder dans son sein un certain nombre de nationalités, qui lui sont indispensables sur les plans politique, économique et autres. Or l'Empire britannique et l'Empire français sont aussi des entités politiques. Comment se fait-il que justement en Indochine il n'y ait eu aucune réflexion pour dire: "Nous conquerrons l'indépendance nationale, mais nous serons un Etat dans l'ensemble français". On peut invoquer l'absence de discernement de la bourgeoisie française. On n'a pas analysé ce que seraient devenus de grands ensembles économiques ou politiques comme les Empires, britannique, français, hollandais. La recherche de l'indépendance a pour but d'affaiblir l'impérialisme. Tous ces mouvements nationalistes sont objectivement des auxiliaires du pouvoir soviétique, parce que lui s'en sert dans le cadre qu'il s'est fixé : abattre l'impérialisme mondial qui menace la Russie en abattant le pouvoir colonial dans ses colonies. Mais on aurait très bien pu avoir une autre lecture : nous sommes des nationalités de l'Empire britannique ou français, qui vont devenir une Union de républiques.

M. Vilar

Ne compliquons pas ce qui, entre 1925 et 1929, nous semblait très simple. J'évoque un groupe d'étudiants d'alors qui se réunissaient - et où "s'engueulaient" copieusement - socialistes et communistes. Derrière nous, il y avait toujours cinq ou six étudiants vietnamiens qui se taisaient. Mais depuis 1924, le "Cartel des gauches" avait envoyé au Viêt-Nam (on disait alors Indochine) un gouverneur socialiste, Alexandre Varenne. Il fut un jour invité à venir expliquer devant le groupe sa bonne volonté envers ses administrés. Surgirent alors, comme des diables hors d'une boîte, les étudiants vietnamiens: "Vous avez fait ceci, vous faites cela, vous obligez nos paysans à acheter de l'alcool, etc." Griefs précis, concrets. Entre Français, la question simple était : "Etes-vous pour la social-démocratie, ou acceptez-vous la Révolution russe?" Pour les Vietnamiens, le sentiment de résistance à l'oppression coloniale était spontané, encore plus simple. Ajouter trop d'importance aux étiquettes ("léninisme", etc.), n'est-ce pas projeter sur le passé des soucis, souvent faussement théoriques, d'aujourd'hui?

M. Fourniau

L'intervention de M. Gallissot vient au-devant de ce que je voulais apporter pour éclairer les faits et remarques avancés dans ma contribution. Dans l'étude de la pensée vietnamienne, ce serait, je crois, une erreur de prendre les termes de doctrine au pied de la lettre, dans leur définition d'école. J'ai parlé du "léninisme", - après Hô-Chi-Minh - comme on parle au Viêt-Nam du confucianisme. Ces termes ne doivent pas se concevoir comme une prise de position sur tel ou tel aspect de la lutte entre diverses tendances que peuvent séparer des querelles d'école mais selon un sens global qui constitue beaucoup plus une prise de position propre de la pensée vietnamienne qu'une caractérisation d'un concept extérieur. Tout se passe comme si la réalité vietnamienne produisait une sorte de substrat idéologique adapté à la spécificité nationale puis coulait en quelque sorte cette matière idéologique dans les concepts des grandes philosophies venues de l'extérieur, qui se trouvent ainsi parfaitement adaptées et assimilées par la pensée vietnamienne. D'où la possibilité pour le Viêt-Nam d'établir d'étonnantes correspondances entre idéologies dont on imaginait mal le rapprochement, ainsi entre confucianisme et marxisme. Sur ce point je renvoie au très remarquable article de Nguyên Khac Viên "Marxisme et confucianisme". Est-il besoin de souligner que sur le plan des écoles philosophiques la filiation peut sembler étonnante.

Quand Hô-Chi-Minh dit: "J'ai pris position pour le léninisme", il faut comprendre qu'il ne dit pas: "J'adhère à telle particularité de Lénine dans l'interprétation donnée par X à telle époque", il dit: "A un certain moment, j'ai pris position, au travers de mon adhésion à la Révolution d'Octobre, pour la Révolution mondiale dans laquelle s'inscrit la Révolution vietnamienne qui doit se développer sur la base nationale et sous la direction du prolétariat".

On risque de graves erreurs si l'on met dans ce mot de léninisme employé par Hô-Chi-Minh ce qui n'y est pas. Cela amènerait de plus à passer à côté de ce que je crois être une spécificité de la tradition intellectuelle vietnamienne, sa remarquable unité. Dans la pensée, la pratique révolutionnaire du Viêt-Nam vécues par Hô-Chi-Minh,

il n'y a pas de coupure avec ce qui a été la pensée traditionnelle du pays. Entre les lettrés résistants qui parlaient de la doctrine confucéenne et Hô-Chi-Minh, Président de la République Démocratique du Viêt-Nam, qui se référait au léninisme, a existé un lien immédiat. De très savantes dissertations sur les étapes de la naissance du concept de léninisme risqueraient ainsi de déboucher sur un contresens absolu.

Mlle Eeckaute

Je dirai que: 1° je suis d'accord sur ce que vous venez de dire; j'ajouterai que les Français veulent toujours appliquer la logique et la précision cartésienne à des esprits asiatiques qui ont une tout autre formation;

2° le Front national, union de tous les mouvements, me paraît la réalisation de ce que prévoyait le Congrès de Bruxelles; en Indochine il n'y a pas de clivage entre socialistes et communistes, mais entre ceux qui veulent l'indépendance et ceux qui se contenteraient de concessions dans le régime existant, du moins d'après les Archives du Quai.

M. Féray

Je voudrais revenir à l'intervention de M. Gallissot, encore qu'elle ne s'adressait pas à moi, mais qu'elle portait sur l'étude de M. Fourniau.

Son intervention m'a un peu inquiété dans la mesure où j'ai senti au travers de toutes ses analyses et de toutes ses questions, disons une emprise de l'actualité, un reflet des débats qui se passent dans notre Occident et qui marquent un retour inquiétant à cet européocentrisme si dénoncé. Et à juste titre.

Inquiétant parce qu'il pose des écrans à la réflexion déjà très complexe, très difficile des processus révolutionnaires qui confrontent des situations différentes selon les pays, les cultures. M. Fourniau a tout à fait raison d'insister sur ce retour en arrière continuel qu'il fait, car justement on ne comprend rien aux phénomènes

révolutionnaires au Viêt-Nam si l'on ne fait pas référence à ce long processus historique. Je mets en garde un peu contre ce type d'intervention, car loin de simplifier les problèmes, loin de nous permettre de les résoudre, on ne fait que les compliquer. Mais l'intervention de M. Gallissot, cette réserve faite, me paraît intéressante, car certaines des questions qu'il pose me paraissent devoir amener des réponses et d'autres des réserves importantes.

Pour ce qui est des réponses, je suis d'accord avec M. Gallissot pour penser qu'effectivement entre 1920 et 1923 pour ce qui est de l'action de Nguyên-Ai-Quôc et de sa formation léniniste, qui se fait par le biais à la fois des syndicats et du parti communiste qu'il choisit après le Congrès de Tours, cette formation est très polyforme. Nous le savons à travers la relecture que nous avons faite du livre de Nguyên-Ai-Quôc, *Le procès de la colonisation française*, et vous êtes, M. Gallissot, bien placé pour pousser encore plus loin cette lecture. Une première lecture du *Procès de la colonisation* nous amène à appréhender un Nguyên-Ai-Quôc très critique à l'égard de l'idéologie du phénomène colonial qui passe à l'intérieur du parti auquel il a adhéré et chez les ouvriers français. C'est ce qu'il nomme la "Civilisation" et, là-dessus, il brocarde la Civilisation, il en fait le procès comme il procède à la critique permanente, aiguë, des insuffisances de son parti, de sa négligence pour les questions coloniales et pour la question nationale.

Je dois dire qu'à Nice, deux de mes étudiants ont fait à ce sujet des travaux de maîtrise qui apportent aujourd'hui un éclairage très intéressant et l'on peut dire objectivement que ce n'est que vers la fin de 1924 et le début de 1925 que le parti communiste français a enfin quelques lumières en ce domaine. Car on trouvait de tout auparavant: cela pouvait aller d'un racisme très étonnant à un nationalisme également étonnant pour un parti se réclamant de l'internationalisme. On avait tous les extrêmes à l'intérieur de ce parti. Je serais d'accord avec vous pour effectivement revoir la personnalité de Nguyên-Ai-Quôc à travers la démarche intellectuelle et politique qui a été la sienne à l'époque. Voilà mon premier point.

Ceci dit, je pense qu'à partir de 1920 les choix fondamentaux de Nguyên-Ai-Quôc sont déjà faits. Permettez-moi de les résumer. Entre 1911 et 1917-1918, durant cette période où il se forme au contact de la société occidentale, il exprime déjà deux refus. Le premier, c'est indiscutablement celui des nationalismes qui prennent pour modèle le Viêt-Nam ancien (je simplifie) et le second, qui me paraît plus surprenant, c'est dans ses rapports avec Phan-Chu-Trinh, avec qui il est, à un moment donné, en contact, et d'avec qui, à partir de 1918, d'une manière très nette, il se sépare, se démarquant pour ainsi dire du réformisme en se démarquant de l'homme qui l'incarne.

Puisque nous parlons du modèle léniniste, M. Gallissot, si vous avez lu mon texte, vous savez très bien que je distingue la pensée léniniste sur l'organisation du "centralisme démocratique", tel que les Internationales finiront, après l'avoir figé, par l'imposer à tous les partis prolétariens. Il y a un texte très important de la IIIe Internationale, *Thèses sur la structure et l'organisation du parti*, qui a été violemment critiqué par Lénine dans sa célèbre intervention de fin novembre 1922 et qui, en dépit de ses critiques, longtemps tenues secrètes, va servir de loi en matière d'organisation communiste. Vous avez raison de bien séparer la conception léniniste et l'organisation telle qu'elle passera par le biais de l'Internationale et par la volonté de Staline et de Zinoviev.

Or ce qui m'a intéressé dans cette phase qui va de 1925 à 1929, c'est surtout l'échec d'une première tentative de Nguyên-Ai-Quôc pour tenter par une pratique léniniste d'arriver à un modèle d'organisation nationale. Comme Lénine en Russie, Nguyên-Ai-Quôc aborde les problèmes d'organisation à partir d'une analyse des conditions nationales de la révolution. Il met l'accent sur la nécessité d'un centre (Noyau dur) autour duquel pivoteraient des cercles plus larges, plus démocratiques. A l'instar de l'organisation léniniste, qui est déterminée par la ligne politique et non l'inverse (c'est l'inverse qui formera la déviation stalinienne), la ligne politique que préconise Nguyên-Ai-Quôc dès le "Thanh-Niên" est simple: il faut

faire passer la révolution, toucher les masses; pour cela, il faut que cette ligne soit nationale ou nationalitaire. Et à partir du moment où l'on pose ce problème de la ligne politique, il va de soi que l'organisation du Thanh-Niên va être de type "léniniste", mais de type léniniste "national". Or la tentative de Nguyên-Ai-Quôc aboutit à un échec, parce que, entre 1925 et 1929, il se produit au Viêt-Nam un mouvement social dont l'ampleur ne fait que s'accentuer avec la crise économique et ce mouvement social porte à l'intérieur du pays la lutte des classes. D'autre part, les tournants du Komintern vont permettre à l'intérieur du Parti la prise du pouvoir par des éléments communistes que je qualifierai de "communistes intégristes" et qui vont infléchir la ligne politique tracée par Quôc.

C'est pourquoi, M. Gallissot, je ne peux accepter l'idée d'un parti communiste indochinois qui d'après vous, en dépit des trois lectures que vous faites, aurait trouvé une structure définitive. En ce qui concerne la lecture que vous aviez plus ou moins privilégiée, il me semble que dès 1930, pour vous, le parti communiste vietnamien est structuré. Je vous rappelle tout simplement qu'en 1930 ce même parti en pleine lutte, au moment des soviets du Nghê-Tinh, va être en partie brisé, ses responsables en grande partie décimés, et que ce parti, malgré tout, entre 1930 et 1938 se reconstruit et que sa reconstruction s'opère sur deux plans. Sur le plan national il y a élaboration d'un front uni d'un type particulier qui ne relève ni de Roy ni de Lénine, un front uni vietnamien, à savoir, le rassemblement autour d'une ligne nationale des éléments qui sont mobilisés pour l'indépendance et il n'y a pas d'accord entre partis au plan des appareils puisque les partis réformistes nationalistes n'existent plus ou sont pratiquement décimés, que nous avons à faire à des transfuges, et ce front uni est de plus en plus intéressant puisque la direction restera toujours aux mains du parti communiste, et qu'il est inséparable du mouvement de base. Ce qui explique l'entrée des trotskystes dans le front de Cochinchine. La grande tendance de ce front uni entre 1930 et 1938, c'est que précisément la revendication nationale existe mais qu'elle s'insère dans le cadre plus large du combat de classe. Après 1938, il y a une réorientation stratégique car la ligne politique ne change pas; ce qui change,

c'est la stratégie qui amène Nguyên-Ai-Quôc à privilégier le combat national au détriment du combat social. A ce moment il y a un retournement: la lutte des classes est intégrée dans le cadre plus large de la revendication nationale, il y a vraiment rupture et cette réorientation stratégique va déterminer la formation, le développement du nouveau parti communiste en liaison avec la naissance du front vietminh, avec l'implantation de ces fameuses structures horizontales dont l'objet est précisément de faire passer la ligne politique dans tous les fils du tissu social. Et cette structure horizontale est à mon avis avec le front uni la spécificité même de l'organisation révolutionnaire vietnamienne.

M. Devillers

Conscient de la part absolument énorme de discussion que nous avons consacrée au Viêt-Nam et de la petite part que nous avons donnée à l'Inde malgré ses six cent millions d'habitants, je pense qu'il faut tout de même essayer de terminer la discussion des thèmes indien et indochinois.

M. Chambard

Je voudrais dire quelques mots à propos de la conclusion un peu sibylline de M. Stern, formulée en trois mots : "Modernisation ou occidentalisation?". Cela consiste tout simplement à se demander si la modernisation en Inde, passe nécessairement par l'occidentalisation, ce qui a été la politique poursuivie pendant trente ans par le Congrès. On peut mentionner deux exemples au moins, en Inde, de politique plus enracinée dans la réalité et dans la tradition indiennes. Le premier est celui du mouvement Sarvodaya, dirigé par Jaya Prakash Narayan, une des branches du socialisme indien qui s'est orientée vers une forme de gandhisme en s'associant notamment aux campagnes agraires de "don des terres" de Vinoba Bhave, dernier disciple vivant du Mahatmat. Cette dernière orientation est certes discutable, mais il n'empêche que Jaya Prakash Narayan, malgré son âge et sa santé chancelante, jouit d'un grand prestige qui lui a permis de jouer le rôle de conseiller (de "faiseur de roi" selon certains) et d'arbitre auprès du Janata. Le second exemple est celui du PCI (M), Parti Communiste Marxiste qui,

contrairement au PCI resté l'allié fidèle du Congrès y compris durant l'état d'urgence, est devenu l'allié du Janata pour précipiter la chute du Congrès. Bien que ce soit un allié relativement modeste en nombre de sièges au Parlement Central, le PCI (M) est actuellement au pouvoir dans l'important Etat du Bengale Occidental (West Bengal) où il semble bien décidé à pratiquer une nouvelle politique réaliste et à revenir sur les erreurs qui avaient été commises à la fin des années 1960 en menaçant sérieusement l'avenir économique de Calcutta. Le PCI (M) a été étiqueté à ses débuts comme "maoïste", mais il y a presque quinze ans qu'il est devenu indépendant de Pékin comme de Moscou, alors que le PCI reste fortement inféodé à Moscou.

On peut donc percevoir en Inde des options politiques qui se situent "à gauche" (pour autant que la notion de "gauche" ait la même signification hors de chez nous, particulièrement en Asie) sans pour autant être occidentalisées.

M. Devillers

Je crois que ce que vient de dire M. Chambard et les communications sur l'Inde posent un problème qui a été abordé par M. Ingerflom dès la première demi-journée de ce colloque.

Le grand débat est finalement le suivant: le problème national est-il un phénomène transitoire? Le projet universel existe-t-il dans une ligne purement idéologique ou à partir d'une ligne nationale? On vient de dire à propos de Nehru qu'il a une vision universaliste, qu'il pense que les données économiques et sociales l'emporteront et que le religieux et le national ne sont que des phénomènes momentanés. On arrive à une sorte d'Etat universel avec un certain type de société. Mais nous avons le type communiste tel qu'il a été proposé par la révolution soviétique, donc le monde entier deviendra communiste. Cependant, l'impérialisme américain a aussi sa vision globale, universelle et l'impérialisme qui fait des concessions politiques n'a pas tellement d'importance dans le domaine national; ce qui compte c'est le tissu social créé dessous. Enfin, il y a également la troisième voie, qui est de dire que la réalité suprême, c'est ce qui est

sorti des tribus, des clans devenus nations, des gens qui ont une pensée originelle et qui peuvent incorporer dans leur pensée le socialisme comme une certaine religion.

Il y a donc trois modèles universels. Auquel la révolution vietnamienne se rattache-t-elle en disant: nous, le Viêt-Nam, vieux de 4000 ans, à nos modes de pensée propres nous greffons le socialisme? La bourgeoisie nationale de l'Inde peut-elle s'intégrer à la bourgeoisie mondiale? Le modèle soviétique va-t-il vider de leur contenu les cultures nationales qui vont adopter le socialisme soviétique? Le débat, c'est cela. Parmi les révolutions asiatiques, il y a celles qui veulent tendre vers un modèle universel et celles qui disent : nous devons reconquérir notre maîtrise nationale et faire une civilisation qui sera la chinoise ou l'indienne, avec la spécificité chinoise ou indienne.

M. Brocheux

Nous avons ici un peu trop personnalisé l'histoire du parti communiste vietnamien en concentrant tout sur Hô-Chi-Minh. Il faut se rappeler que Hô-Chi-Minh a été mis en minorité dans le parti et a subi une éclipse vers 1931-1936 ou 1939. Je ne sais pas si en 1936 ou 1939 c'est lui qui a convoqué le Comité central à Shanghai pour ajuster la ligne politique du parti aux décisions du VIIe Congrès de l'Internationale. Mais en 1934, il y a un document du Comité central qui critique les tendances nationalistes, petites-bourgeoises de Nguyên-Ai-Quôc. Il ne faut quand même pas réduire toute l'histoire du parti communiste indochinois à une personnalité, même si Hô-Chi-Minh par ailleurs est une très grande figure révolutionnaire. Le parti communiste vietnamien n'est pas plus le parti de Hô-Chi-Minh que le PCF n'a été celui de Maurice Thorez.

D'autre part, le thème, c'est l'expérience soviétique, mais il faudrait parler un peu de la Chine qui a joué un rôle important dès 1927. Le Thanh-Niên est basé à Canton; il y a le modèle du Kuomintang réorganisé; les Vietnamiens étaient formés à Whampoa. A la fin des années 1930, Hô-Chi-Minh réside en Chine où il est à Yenan. Il revient

certainement avec des idées en tête. Par la suite on sait très bien que l'expérience chinoise a été dominante, jusqu'en 1968.

En ce qui concerne le parti communiste indochinois, les communistes vietnamiens, en 1930, ne dépassaient pas le millier probablement, mais il y avait quatre groupuscules soi-disant communistes. Ceux-ci ont été unifiés en février 1930 par l'entremise de Hô-Chi-Minh. D'où le parti communiste vietnamien, puis en octobre de la même année le parti devient le parti communiste indochinois. On a beaucoup glosé là-dessus en disant: c'est la dimension indochinoise qui est contre la dimension nationale. A ce propos, le problème des minorités nationales est déjà présent dès 1930-1931 au sein du parti, car les Laotiens, les Cambodgiens sont alors considérés comme une minorité nationale au sein de l'Indochine. Ceci n'apparaît que dans quelques documents d'organismes provinciaux du parti, mais pas dans les textes du Comité central ou de l'Internationale. C'est très important; les minorités nationales auxquelles on a fait allusion, celles du Viêt-Bach ou des confins sino-vietnamiens, interviennent très tôt dans la lutte, même si elles n'interviennent pas en masse, à cause de la position stratégique de ces confins et des relations avec la Chine et les bases qui étaient en Chine, à Canton d'abord, puis à Long-Tcheou où en 1930 il y a eu des Soviets de minorités.

Lorsque le parti est décimé, le Comité central en prison et Hô-Chi-Minh disparu en 1931, l'homme, qui revient de Moscou et devient le deuxième secrétaire du parti communiste indochinois, s'appelle Lê-Hong-Phong. Il s'installe à Long-tcheou et renoue tous les contacts grâce à des Thai, des militants qu'il a formés. Il a ouvert une école pour former des militants communistes parmi les minorités du Nord, dès 1932.

M. Dournes

A la suite de ce que vient de dire M. Brocheux et en réponse à une question implicite de M. Devillers, je souligne que le parti communiste vietnamien, ce n'est pas Hô-Chi-Minh; la mort de celui-ci n'a pas posé les problèmes de succession qu'a posés la mort de Mao.

Malgré sa formation partiellement occidentale, Hô-Chi-Minh est resté paysan vietnamien, bien de son peuple; la révolution est passée à travers les masses parce qu'elle était d'abord vietnamienne (tradition vietnamienne et communalisme), sans avoir eu besoin des Russes ou des Chinois (sinon pour l'aide matérielle). Toutefois, sur le plan des méthodes, il semble bien que la politique vietnamienne se calque maintenant sur la russe, notamment dans l'attitude tenue vis-à-vis des minorités. Je prépare une étude comparative sur ce sujet et en exposerai les grandes lignes lors du colloque de Paris III, qui se tiendra à Gif-sur-Yvette.

M. Brocheux

M. Dournes, je n'ai jamais dit que les Vietnamiens avaient besoin des Chinois ou des Soviétiques, ni qu'ils les avaient copiés, mais seulement qu'il y a eu une forte influence chinoise.

A propos de l'intervention de M. Féray en ce qui concerne le fameux noyau et le front, je pense que le Thanh-Niên a été un front mais pas un noyau. Le Thanh-Niên, c'est le type de parti comme les communistes savent en faire pour recruter et former des militants marxistes. C'est une pépinière et à l'intérieur du Thanh-Niên, qui était un front composé de nationalistes révolutionnaires, il y avait effectivement un noyau vers lequel Hô-Chi-Minh attirait les jeunes gens qu'il avait choisis pour être des communistes. De même dans le FLN sud-vietnamien, dès qu'on voyait un combattant ou un militant de valeur, on faisait les approches pour le recruter dans le parti des travailleurs.

Mais encore une fois il y avait la tragédie de la révolution chinoise sous les yeux des communistes vietnamiens qui vivaient à Canton et devaient se cacher à partir de 1927 pour échapper au Kuomintang. Ils avaient très tôt tiré la leçon de cet échec du front uni avec les nationalistes.

Quant aux organisations horizontales, elles ont existé très tôt dans les soviets du Nghê-Tinh, dans tout le soulèvement de

1930-1931. Il y a des organisations de femmes, de jeunesse, de sportifs, des mutuelles. Tout cela a été fondé par les communistes pour prolonger leur politique. C'est une technique qui va suivre toute l'histoire du parti communiste vietnamien.

M. Devillers

Pour conclure cette discussion sur l'Inde et l'Indochine, il faut reconnaître - et cela nous amène à la transition avec la Chine - qu'effectivement dans le cas vietnamien l'influence chinoise a été considérable et l'un des inconvénients de la séparation entre nos études sinologiques et l'Asie du Sud-Est, c'est que les apports chinois dans les affaires indochinoises sont restés longtemps très méconnus et le sont encore.

Ainsi les soviets du Nghê-Tinh éclatent quelques mois après une insurrection en Chine. Il y a à mon avis une certaine stratégie appliquée en Chine à ce moment et désapprouvée par Mao qui fait que les soviets du Nghê-Tinh se lancent dans une aventure dont le parti a énormément souffert. De même on a peu discuté du problème du Kuomintang. C'est lui qui provoque un rejeton au Viêt-Nam avec le Viêt-Nam Quôc Dang Dang (VNQDD). Pendant très longtemps le prolétariat ouvrier au Viêt-Nam était anti-communiste. Les ouvriers de Hanoi et Haiphong allaient au VNQDD et le parti communiste recrutait chez les intellectuels, les petits bourgeois et ensuite chez les paysans. Finalement, le parti communiste a récupéré dans les bagnes et les prisons les VNQDD, mais sa base initiale n'est pas ouvrière.

D'autre part, a-t-on remarqué la coïncidence entre le prologue de la proclamation de l'indépendance vietnamienne du 2 septembre 1945 et la proclamation indienne du 26 janvier 1930? On n'a jamais analysé quelle réflexion Hô-Chi-Minh avait tirée de l'expérience indienne. Ce qu'il a dit de Gandhi n'était pas si sévère. Enfin Hô-Chi-Minh a été plus ou moins minoritaire dans son parti pendant très longtemps, et même en 1946, il est dans une situation très inconfortable dans sa négociation avec la France, à un moment où s'amorçait une discussion sur ce qui aurait peut-être été un des grands modèles de notre temps,

l'Union française avec une organisation inspirée de l'Union Soviétique, c'est-à-dire, des républiques-soeurs égales en droit. Grâce à Hô-Chi-Minh elle pouvait avoir une tout autre allure.

J'en viens à l'Indonésie, la Chine et la Mongolie.

Le papier de M. Aarsse s'intitule *L'expérience russe et Sneevliet en Indonésie et en Chine*. Il commence par une phrase tout à fait essentielle de Tchitchérine: "En Orient, le problème du moment est la libération des peuples, la création d'Etats nationaux bourgeois ... Nous ne pouvons compter sur leurs partis communistes comme sur des groupes d'action immédiate mais plutôt sur de petits noyaux révolutionnaires d'avenir". M. Aarsse étudie un homme, Sneevliet, devenu plus tard Maring, et son expression à travers un journal hollandais paru en Indonésie, *La Libre Parole*. Le journal analyse la situation des Indes néerlandaises dans les années 1913-1914. Il y a déjà un nationalisme indonésien avec un mouvement de masse, le Sarekat Islam, nationaliste bourgeois et protestant contre les minorités étrangères aux positions économiques importantes, Chinois, Européens, Eurasiens.

Sneevliet, social-démocrate hollandais, propose de travailler avec les masses pour changer leur condition. Il s'aperçoit qu'on ne peut changer leur mode de vie, provoquer leur révolte contre l'ordre colonial que si on entre dans le courant national indonésien. Sneevliet, après la révolution russe de 1917, provoque avec quelques camarades la création en Indonésie de soviets de soldats et de marins. Il devient la cible de la société coloniale. On lui fait des procès et il finit par être expulsé. Mais il a préconisé l'entrisme des communistes ou des sociaux-démocrates de gauche qui pour agir sur la masse indonésienne doivent entrer dans le mouvement national de masse, dirigé par une bourgeoisie nationale. C'est l'ISDV (Association social-démocrate des Indes). Il y a peu d'adhérents mais Sneevliet a formé quelques cadres indonésiens qui ont travaillé dans le Sarekat Islam pour le radicaliser et changer la réalité sociale du pays. Il s'agit de créer un parti politique qui mène la lutte contre une classe de dominateurs étrangers pour aboutir à une libération nationale.

Une fois expulsé, Sneevliet gagne l'URSS et va représenter l'Indonésie à l'Internationale. On peut penser que grâce à lui le Komintern a adopté la thèse de la collaboration avec les mouvements nationalistes de masse. Il est envoyé en Chine par le Komintern dès 1920 pour appliquer les théories qu'il a défendues. Or en Chine, il y a hésitation entre deux voies. Le représentant de l'Internationale, Voitinsky, veut soutenir le Seigneur de la guerre Wu Pei Fu, de Pékin, et créer avec lui un large parti communiste, mouvement de masse en Chine du Nord. Il semble que Sneevliet idéalise plus ou moins son expérience de Java et préconise au parti communiste chinois l'alliance avec le Kuomintang pour le radicaliser.

Aarsse conclut que Sneevliet ne veut pas être tenu responsable des échecs de cette stratégie parce que toutes sortes de considérations sont entrées en jeu: la politique de Moscou, la russification de l'action du Komintern puisque Borodine et les Russes sont venus aider l'action du Kuomintang, l'action persuasive de l'impérialisme auprès du parti chinois. Ici c'est par l'utilisation du grand mouvement national qui privilégie la lutte nationale contre l'impérialisme que le communisme va faire sa route. Mais Sneevliet garde théoriquement la primauté à la lutte de classes contre les exploiteurs étrangers, instruments de l'oppression. Mais on ne peut aboutir à des résultats concrets qu'en soutenant l'aile gauche d'un mouvement nationaliste qui pour l'instant est dominé par les bourgeois mais qui ne le sera pas toujours, la démocratie dans le mouvement faisant vaincre les masses. Pour ne pas se couper des masses, il faut parler ce langage de la lutte nationale. Autrement, on aura soit un PC dans le maquis comme en Chine, soit un PC décimé.

Ensuite nous avons le papier de M. Leclerc qui parle de *Quelques concepts de la Révolution d'Octobre et le mouvement de libération nationale en Indonésie, 1920-1942.*

M. Leclerc analyse surtout le fait de l'insurrection et de la construction d'un Etat révolutionnaire luttant contre le joug

colonial. Or l'Indonésie n'existe pas encore. Le mot va être introduit pour désigner la terre des indigènes parce qu'en 1916 les Hollandais ont créé la première représentation parlementaire de la population de l'archipel et il y a les indigènes, les Chinois, les Européens et les autres. Les gens de l'archipel vont dire notre pays, c'est l'Indonésie, les autres ne sont que des minorités nationales ou étrangères. Mais l'idéal du nationalisme indonésien ne va donc rien avoir à faire avec la question des nationalités. Cela va être l'Etat jacobin, unitaire. Il réduit d'emblée le problème des minorités nationales à celui des non-indigènes tels qu'ils ont été identifiés par la puissance coloniale.

Le parti communiste indonésien, qui d'abord s'appelle le parti communiste des Indes, va se concentrer sur la recherche d'une base prolétarienne et en même temps la prise du pouvoir. Il est très isolé de l'Internationale dont il ne peut épouser les tournants. Il a une conception quasiment putschiste et va à des échecs répétés. Il échoue d'abord - et le papier de M. Leclerc ne le souligne pas du tout- devant le fait religieux. Les nationalistes indonésiens non communistes proclament l'incompatibilité absolue entre l'Islam et le communisme. Donc les communistes sont expulsés du Sarekat Islam. Le parti communiste va ensuite essayer de faire une coopération avec l'Islam. Il va continuellement se heurter et encore aujourd'hui à cette incompatibilité.

Les soulèvements pour prendre le pouvoir se heurtent à la puissance coloniale et le parti est réduit à la clandestinité ou au bagne. Le problème reste d'articuler effectivement la libération nationale avec un parti ouvrier et par l'intermédiaire d'une structure cohérente représentative des forces sociales qui ont intérêt à l'indépendance. L'idéal de la libération nationale étant l'Etat unitaire, il y a des recherches continuelles où le parti ne joue que des rôles épisodiques. Ce papier parle beaucoup de la formation de l'idéologie du parti national indonésien avec sa formule, un seul pays, un seul peuple, une seule langue. Il ne s'agit pas de créer un Etat multinational mais de faire converger les forces intéressées à l'indépendance dans une structure organique. Ce sera l'idéal de Soekarno: faire

converger l'Islam, le marxisme et le nationalisme. Mais pour les communistes indonésiens, il s'agira d'affirmer le caractère communiste du parti révolutionnaire et la ligne de classe de la lutte pour l'indépendance. Ce n'est pas très difficile car comme au Viêt-Nam toutes les classes capitalistes sont étrangères plus ou moins. La bourgeoisie nationale indonésienne est relativement peu nombreuse mais il existe une aristocratie, donc des classes féodales. Comment organiser des mouvements qui prennent en compte ces structures? On s'aperçoit qu'il y a concurrence entre Soekarno et le parti communiste. Soekarno élabore une théorie, le marhaenisme, variante du sunyatsénisme, une sorte de socialisme s'appuyant sur une base paysanne dont il faut promouvoir le bien-être et l'épanouissement culturel.

Mais il y a nécessité d'un front uni des forces sociales y compris les allogènes chinois, et ceci va provoquer un certain nombre de difficultés. Le parti se veut un parti d'avant-garde, une image de la société et de l'Etat indonésien futurs; en réalité, il va être obligé de se couler dans un certain nombre de cadres qui ne sont pas les siens, en particulier le Partindo et les fronts de la période 1936-1939. Il s'agit de fronts qui sont anti-impérialistes et qui vont chercher à aménager plus ou moins le régime colonial. Il faut souligner que le problème des nationalités n'est posé ni par le parti communiste ni par les partis nationalistes, et que par conséquent, dans cette affaire, l'expérience soviétique n'a absolument aucun rôle. Ce sont au contraire les Hollandais qui vont plus ou moins le poser en cherchant, pour s'opposer au mouvement national, à proclamer le droit à la sécession et en essayant de créer les bases d'Etats différents en Indonésie dont ils pourront plus ou moins tirer les ficelles.

Nous trouvons donc un cas de jacobinisme et pour la période considérée, 1920-1942, une scène politique où le parti communiste ne joue qu'un rôle assez secondaire et qui sur le plan idéologique n'apporte pas une contribution vraiment signifiante.

J'en viens à la Chine avec la communication de Mme Bergère sur *L'influence du modèle soviétique et la politique des minorités*

nationales en Chine dans le cas du Sinkiang (1949-1962). Il y a décalage chronologique, parce que Mme Bergère a étudié l'application du modèle soviétique dans la Chine devenue communiste après 1949. L'expérience chinoise est double: pays semi-colonial dans les années 1920, le combat national y a le pas sur la lutte des classes;ensuite avec la guerre contre le Japon, le problème des nationalités n'a pas joué un rôle essentiel. Après 1949, le PC chinois victorieux s'appuie sur le précédent soviétique pour affronter la modernisation du pays. Mais dans un premier temps le modèle soviétique a été adapté aux réalités chinoises. Le Sinkiang a été pendant de nombreuses années un cas particulier; assez isolé de la lutte chinoise face à l'impérialisme, il était gouverné par des hommes qui s'appuyaient sur les intérêts soviétiques et que l'Union Soviétique appuyait, tout en donnant l'impression d'aider le Kuomintang, donc en semblant appuyer la revendication chinoise sur le Sinkiang, tout en encourageant la résistance des Ouigours et des Kazakhs à l'emprise Han. Puis ces gouverneurs se sont ralliés au Kuomintang à partir de 1942-1943. Alors l'Union Soviétique a encouragé des mouvements autonomistes à l'intérieur du Sinkiang. Après la prise du pouvoir il y a une avancée nouvelle des intérêts soviétiques. Un accord Kuomintang-Union Soviétique de 1945 a permis à celle-ci de consolider son influence au Sinkiang. Mais lorsque la révolution chinoise a triomphé, le gouvernement de Pékin a tout de suite réaffirmé son pouvoir sur le Sinkiang. Ensuite il s'est accomodé de la permanence des intérêts économiques soviétiques avec les sociétés mixtes, abandonnées après le réglement de 1952. Alors on a vu l'application du modèle soviétique avec autonomie culturelle et politique, place faite à ces minorités nationales et une politique d'unification du Sinkiang, les Han ne jouant qu'un rôle secondaire.

Mais à partir de 1957 il y a un retournement complet; le but qui n'avait pas changé, une sinisation du Sinkiang mais par des voies plus directes, était réaffirmé en raison de la tension croissante entre Pékin et Moscou. Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une nouvelle phase, compte tenu des dangers que présentait la sinisation qui a provoqué des exodes de Kazakhs et de Ouigours en Union Soviétique. Cette zone est extrêmement sensible entre la Chine et l'URSS. La

Chine ne peut dépasser un certain seuil dans sa politique de sinisation.

Reste le papier de M. Lattimore sur la Mongolie. Il montre que le mouvement national mongol avait commencé avant la Révolution d'Octobre et même avant la Révolution chinoise de 1911 et que c'est une résistance nationale avant tout, une résistance à l'emprise chinoise. Pour les Chinois, tout ce qui avait été pris par la dynastie mandchoue était naturellement chinois y compris la Mongolie et le Tibet. Mais pour les Mongols, les Mandchous se sont assurée la domination en Chine, en Mongolie et au Tibet d'une manière séparée et ils sont décidés à maintenir leur autonomie. En Mongolie avant 1911, il y avait résistance de la féodalité mongole à l'emprise Han. Ce rôle de la noblesse féodale n'empêchait pas une certaine lutte de classes. Cette noblesse opprimait le peuple mongol, de même que le clergé lamaïste. La différence d'évolution entre la Mongolie et le Sinkiang s'explique parce qu'entre l'Islam et le lamaïsme il y a une différence considérable sur le plan de l'éveil national et sur le plan économique.

Lorsque les Chinois après 1911 ont essayé de rétablir leur domination sur la Mongolie, il y a eu une sorte de front national contre les Chinois. Les Mongols étaient à la recherche d'une aide pour résister. Or le nationalisme mongol est avant tout anti-chinois mais pas anti-russe. Si bien que le lendemain de la révolution, les révolutionnaires russes ont traité les révolutionnaires mongols en égaux et non pas comme une minorité. La Révolution d'Octobre n'a fait qu'accélérer un mouvement national existant.

M. Leclerc

Le rapport communisme-Islam ne rentrait pas dans le projet que je me suis assigné ici. Il ne saurait au demeurant se régler au détour d'une phrase, d'autant plus qu'on est en Indonésie sur la plage d'une aire culturelle, dont les fonds d'influence étrangère, hindouisation, islamisation, européanisation (incluant la pénétration marxiste) se situent de plus en plus loin vers l'ouest. Il implique d'abord une enquête précise sur les formes contemporaines de la

relation du pouvoir au sacré qui non seulement n'a guère encore été tentée, mais n'entre pas exactement dans le cadre de ce colloque. Soit, comme exemple,que Tan Malaka se comportait comme un ascète, sans domicile fixe, sans lien familial, et qu'il est d'origine sumatranaise, d'une région fortement islamisée, mais tout autant Tan Ling Djie, lui d'origine chinoise; Musso et Alimin, voyageant en Malaisie en 1926, rapportent qu'ils y étaient accueillis comme des docteurs de la loi coranique et que les oulémas venaient les consulter... Ces noms sont ceux, on s'en doute, d'hommes qui à un moment ou un autre dirigèrent le PC indonésien.

Vous avez mentionné l'Association Musulmane (Sarekat Islam); c'est d'elle que sortent les premiers cadres communistes indonésiens, sous l'influence de marxistes hollandais qu'ils fréquentent par ailleurs. Et le développement du parti communiste au tout début des années 1920 s'accompagne du recul politique du S.I., qui se replie alors sur un discours progressivement dépolitisé, à la recherche de valeurs spécifiques qui deviennent, puisqu'elles tendent à se différencier du communisme et à s'opposer à lui comme système de valeurs, celles de groupes socialement menacés par le message communiste: les marchands détenteurs du pouvoir économique local, les chefs traditionnels surtout dans les régions côtières, les oulémas détenteurs du pouvoir idéologique et du contrôle de la terre - et qui, grâce à cela, s'assurent les moyens d'une clientèle. Bien sûr, vers 1925, le gouverneur général fasciste Dirk Fock peut organiser dans les plantations de thé de Java Ouest des "chemises vertes" - le vert de l'Islam, mais le vert est aussi la couleur de l'ordre - avec des nervi qui à leur tour engendreront vingt ans plus tard le Darul Islam, mais c'est contre les syndicats qu'animent d'autres membres des mêmes familles, ou de familles rivales.... Les soulèvements des années 1920 - qui impliquent les communistes - ont lieu dans les régions les plus islamisées, Java Ouest, Sumatra Ouest, et le messianisme qui les inspire encore trente ans plus tard inspirera un parti politico-religieux, l'Union pour l'Education Islamique, qui subira autant que le PC la terreur blanche de 1965. C'est par sa dépolitisation et le travail de mobilisation que réalise avec d'autres moyens que la revendication politique une organisation

comme la *Mohammadiyah* (écoles, scoutisme, dispensaires, coopératives), qu'un certain mouvement musulman attire, comme contre-feu du mouvement ouvrier et du mouvement national, l'attention des autorités coloniales d'abord, des occupants japonais ensuite, des Occidentaux enfin; et encore ce mouvement n'est-il nullement homogène, entre l'espace impénétrable du *Nahdatul Ulama* à Java Est, que même la dictature militaire a dû renoncer à réduire, et la société de chefs de villages des plaines bordières chez qui la fonction du pouvoir l'emporte sur le sacré, qui constituait la base du *Masjumi*, sorte de parti démocrate-musulman, qui a été sensible à la concurrence de l'armée devenue désormais la source de la puissance publique...

Résistance de l'Islam? Bien sûr puisque c'est au nom d'Allah que les communistes (mais aussi des musulmans "hétérodoxes", mais par rapport à quelle *doxa*?, et bien d'autres groupes ethno-culturels) ont été passés au fil du poignard. Mais reste à savoir si le nom d'Allah, sans l'appoint logistique des unités parachutistes et de l'argent des sociétés contrôlées par l'armée, aurait seul suffi...

M. Ingerflom

On sait que pendant toute sa vie Lénine a eu un dialogue ininterrompu et théorique avec le populisme russe. Il me semble que le moment d'apogée dans la conception léninienne du populisme tombe en 1912, où Lénine élargit le concept "populisme" pour l'appliquer à des courants non russes et particulièrement à Sun Yat Sen. Lénine met en rapport Sun Yat Sen avec le triomphe de l'idéologie populiste parmi la paysannerie en 1905. D'autre part, la base du "dialogue" de Lénine avec le populisme est constituée par la question que le populisme a posée à Marx, au marxisme, et que Lénine a été obligé de reprendre. Il s'agit du développement original de la Russie, et particulièrement du capitalisme russe. Bref, la question de l'alternative historique.

J'ignore l'histoire de la Chine, et la question que je me pose en tant qu'historien de la Russie est la suivante. Quel est l'élément dans ce que Lénine appelle le populisme chinois qui a pu le faire réfléchir et établir des analogies avec le populisme russe?

C'est une question posée à Mme Bergère aussi bien qu'à M. Devillers, car peut-être ce n'est pas un phénomène strictement chinois, mais il y a un rapport entre ce que Mme Ter Minassian appelait le "populisme national" pour l'Arménie et le marxisme tel qu'il peut être reçu en Asie. Dans quelle mesure trouvons-nous ici cette problématique du développement alternatif et non pas des "zigzags" par rapport à une ligne "classique" de développement?

M. Devillers

Je suis d'accord avec M. Leclerc pour dire qu'après la scission avec les communistes le Sarekat Islam a dégénéré et perdu de son attrait pour les masses indonésiennes. Cela vient d'abord du vieillissement de ses dirigeants et ensuite de l'incapacité du parti à poser les problèmes économiques réels et à lutter pour l'indépendance nationale. Il sombre dans un conservatisme à base religieuse avec même une sorte d'atrophie de la pensée religieuse. Mais je ne suis pas d'accord quand il dit que le mouvement musulman est une pure création hollandaise. Dans l'histoire du mouvement musulman en Indonésie, on s'aperçoit que les Hollandais ont été obligés très tôt, et même autour de 1900, de tenir compte de la force de ce mouvement qui était de plus en plus inspiré par le Proche-Orient et qui faisait face à l'infidèle, celui qui essayait de christianiser.

Les Hollandais ont cherché à apaiser les musulmans, à les détourner de l'idéologie nationale et n'y sont pas tellement parvenus, car ils ont dû tolérer l'association musulmane fondée en 1937. Donc le mouvement musulman s'inscrit comme une des grandes forces idéologiques et politiques en Indonésie. Soekarno dès 1930 dit: "Il y a l'Islam, le Nationalisme et le Marxisme, c'est-à-dire les trois forces pour former l'Indonésie moderne".

Je crois que nous nous heurtons à ce que M. Chambard disait tout à l'heure: il y a une non-compréhension au départ du fait religieux dans un certain nombre de communautés nationales. Mais pour les Indonésiens, même aujourd'hui, il est très difficile de séparer le fait national indonésien de la religion. Car pour les Asiatiques la

religion fait partie de la vie, c'est même pratiquement la vie.

Pour l'Indonésie, je crois que les communistes n'ont pas compris le soulèvement en 1927 de "hadji". C'est un soulèvement d'éléments prolétariens mal coordonnés entre eux qui ont essayé de faire une prise de pouvoir et ont été trahis. La police savait tout. Cela a été un cas flagrant d'aventurisme. On le retrouve en 1927, en 1945 ou 1948, et encore plus ou moins en 1965.

Mme Bergère

Tout d'abord, je voudrais revenir sur un point qui a été soulevé au passage par M. Devillers et je crois aussi par M. Brocheux, un point extrêment important qui est l'influence réciproque des mouvements révolutionnaires nationaux entre eux. Nous avons une conception beaucoup trop bipolaire des évênements. Nous regardons le mouvement révolutionnaire par rapport à l'impérialisme d'une part, par rapport au rôle que représente Moscou d'autre part. Et c'est là que s'arrête notre enquête. Mais il est absolument essentiel que dans une troisième étape nous arrivions à définir les relations bilatérales ou multi - latérales des divers mouvements révolutionnaires d'Asie entre eux. C'est évidemment très difficile car nous n'avons jamais adopté cette optique. Or, un fait indiqué au passage par M. Brocheux m'a frappée. M. Brocheux a évoqué l'existence d'un soviet des minorités en Chine. Il s'agit du Soviet des Zhuang dans le sud-est de la Chine (Guang Xi). Ce Soviet n'avait guère de soviet que le nom, c'était un mouvement de rébellion primitif qui a été quand même récupéré et intégré au mouvement révolutionnaire chinois par la présence d'un délégué du parti communiste. Mais dans l'histoire du mouvement révolutionnaire chinois cet épisode n'a guère d'importance. Son principal intérêt est de poser la question du localisme et des rapports entre cadres locaux et direction centrale, dans un contexte extrêment éclaté où les appareils du parti ne peuvent guère fonctionner, étant donné les distances énormes (mais ces problèmes on les retrouve posés de façon beaucoup plus cohérente et plus élaborée dans le Jiangxi ou à Yan'an). Or si j'ai compris ce qu'a dit M. Brocheux, ce Soviet, simple épisode de l'histoire du PCC, a eu une importance assez considérable sur l'évolution d'un certain nombre de révolution-

naires vietnamiens. Je pense donc qu'il faut absolument que nous abandonnions nos considérations trop orientées, trop ancrées sur les pôles Asie et Occident (qu'il s'agisse de Moscou, de l'Europe occidentale ou de l'Amérique) pour arriver à cette étude des relations multi-latérales entre le développement des mouvements révolutionnaires nationaux. C'est une étude qui n'est pas faite, qui est à faire, et qui jetterait un jour très différent sur l'histoire de ces mouvements.

M. Legrand

Je voudrais commencer par élever une protestation aussi amicale que véhémente tenant à l'inscription de la Mongolie sous le titre Chine dans le programme du colloque, ce qui montre simplement que le problème des nationalités ne perd pas son actualité. Cela partait sans doute d'un très bon sentiment visant à nous exclure d'un nationalisme russo-centrique, ce qui est très bien. Mais cela nous donne le choix entre Charybde et Scylla. Je veux insister sur la relation entre le caractère national de la révolution mongole et l'expérience soviétique, entre ce caractère national et les caractères généraux de la lutte anti-impérialiste à l'époque de l'éclatement de la révolution mongole. Ce qui pose aussi le problème de la défense par la RSFSR. Dans le cas de la participation soviétique au renversement du baron Ungern en Mongolie, en 1921, qui aboutit à l'établissement du régime révolutionnaire mongol, il existe une convergence entre un mouvement qui a démarré longtemps avant 1921 et les intérêts en 1921 de la défense soviétique. A la fin des années 1930, au moment où la menace japonaise sur la Mongolie se précise, on a encore la convergence de la défense par la Mongolie de sa propre existence avec les intérêts de la défense de l'URSS. La question des relations soviéto-mongoles a été en règle générale écartée d'un revers de main à partir de l'idée que la révolution mongole était tout simplement un sous-produit de la révolution russe. Ma tentative n'est pas de conjurer comme un mythe l'influence de la révolution russe sur la révolution mongole. Elle est revendiquée par les Mongols eux-mêmes. Le problème est d'étudier dans quelle mesure il se trouve que l'incidence soviétique sur la révolution mongole joue à ce point. On a mis en évidence, pour montrer cette dépendance, le rôle joué dans les premières années de la révolution mongole par des cadres soviétiques de nationalité

buriade. On interprête ce rôle comme l'apparition d'instruments directs et immédiats de l'action soviétique en Mongolie. Les choses sont loin d'être aussi simples. Il faut considérer l'action des différentes nationalités mongoles de Russie sur le développement de la révolution mongole. Et là, on a un décalage entre l'action des Kalmouks de la Volga et l'action des Buriads. Au printemps de 1921, après que le baron Ungern eut occupé la Mongolie centrale, le conseil militaire révolutionnaire de la RSFSR prend la décision de constituer un corps expéditionnaire commandé par le général Neuman et qui est encadré en large partie par des officiers de nationalité mongole de Russie, essentiellement des Kalmouks. A la tête, Kanukov, qui, après son retour de Mongolie, devient Président du Comité exécutif central de la République autonome kalmouke. Il joue un rôle extrêmement important, dirige la liquidation des restes des armées blanches en Mongolie, participe à la fondation de l'Union révolutionnaire de la jeunesse. Mais avec le retrait en 1925 du corps expéditionnaire soviétique, le rôle des Kalmouks en République Populaire de Mongolie s'interrompt aussi net.

A l'opposé, le rôle des Buriads est beaucoup plus considérable. On voit apparaître ces Buriads dans la vie politique mongole avant la révolution et dans un cadre politique qui n'est pas du tout le cadre révolutionnaire russe. Je crois que ce décalage entre l'intervention des Kalmouks et l'intervention des Buriads tient tout simplement à des voies spécifiques aux uns et aux autres de constitution d'un sentiment national mongol à l'intérieur de leur sentiment national kalmouk ou buriad, ainsi qu'au degré de profondeur de l'implication dans la relation au fait étatique russe. Les Kalmouks sont beaucoup plus intégrés aux problèmes de la steppe russe; les Buriads, au contraire, sont confrontés à une politique purement coloniale à partir du XVIIIe siècle et surtout du XIXe siècle.

La proximité géographique joue un certain rôle mais ce n'est pas cela qui joue le rôle déterminant. Les Kalmouks ont toujours maintenu et restauré au XIXe siècle une tradition de liens extrêmement serrés avec la Mongolie sous forme de pèlerinages. Certains viennent jouer un rôle direct en Mongolie. Dans le cas des Buriads on assiste à

la formation de toute une pensée politique, qui est d'ailleurs dans une large mesure sous l'influence de la pensée politique européenne, par l'intermédiaire des exilés politiques en Transbaïkalie, depuis les décabristes jusqu'aux populistes. Les Buriads apparaissent comme des intermédiaires de la révolution russe, mais également comme un milieu qui joue sa propre partie, qui, petit à petit, prend la forme d'un glissement vers le pan-mongolisme.

M. Lattimore

Je voudrais simplement dire quelques mots. Tout comme M. Legrand j'ai été un peu étonné que, dans le programme de ce colloque, la Mongolie ait été subordonnée à la Chine; car, si l'on veut comprendre l'histoire politique de la Mongolie, il faut d'abord reconnaître que le destin de la Mongolie et celui de la Chine n'ont jamais eu l'intégration pour vocation. Même sous la dynastie mongole (Yüan) la Chine et la Mongolie étaient un peu comparables à l'Autriche-Hongrie qui se composait de deux royaumes. La Mongolie à l'époque de Yüan n'a jamais été incorporée à la Chine et considérée comme une province de celle-ci. Par exemple, la coutume était d'envoyer le "Dauphin" passer quelques années en Mongolie en qualité de vice-roi "afin d'arroser ses racines mongoles", et pour maintenir la différence entre la Mongolie et la Chine. L'influence du confucianisme est minime sur les Mongols. Les influences intellectuelles d'origine extérieure sont venues de civilisations très développées comme celles de l'Inde, de la Perse et aussi de la Syrie plutôt que de la Chine. Par ailleurs, après la Révolution mongole (1921), dans les années 1920 et 1930, plusieurs délégations du Komintern ont été envoyées en Mongolie pour donner des conseils. Parmi ces conseillers, alors qu'un communiste américain en faisait partie, il n'y avait pas un seul Chinois.

Cela ne veut pas dire que le nationalisme mongol soit chauviniste envers les Chinois. Les Mongols sont internationalistes et ils savent très bien que les Chinois sont leurs voisins, et qu'il ne peut en être autrement. La politique mongole à l'égard de la Chine est nécessairement une politique à long terme, qui n'écarte jamais les possibilités de coopération avec la Chine, même si ces possibilités,

pour le moment actuel, sont passés à l'arrière plan. Nous autres, Américains, pensons de façon trop absolue : si on n'est pas pro-chinois, on est forcément anti-chinois; cependant, en Mongolie et en Chine, on comprend qu'au cours d'une longue histoire les ennemis d'hier peuvent devenir les amis d'aujourd'hui.

A propos de la Révolution mongole, dans les publications russes, les Soviétiques se vantent d'avoir toujours accordé à la Mongolie toutes sortes d'aides; et cela fait croire que tout fut fait par les Russes. Toutefois, si on étudie les documents contemporains de la Révolution mongole, écrits par les Mongols, on y découvre qu'il n'y a pas eu de la part des Russes exportation de la révolution vers la Mongolie. Bien au contraire, c'étaient toujours les Mongols qui sont allés demander de l'aide auprès du gouvernement soviétique en disant: "Aidez-nous! Le baron Ungern est entré en Mongolie. Cela serait dangereux pour vous aussi". Mais les Russes ont répondu: "Sortant de la révolution, nous sommes à bout de forces. Nous ne pouvons pas tout faire pour vous. Il nous serait possible de vous aider si vous aviez une organisation - un parti par exemple - que nous pourrions soutenir".

C'étaient toujours les Mongols qui demandaient plus d'aide, plus d'interventions ; et c'étaient toujours les Russes qui hésitaient. Pendant la période perturbée des années 1920, quand les vrais problèmes commençaient à apparaître - comme c'est souvent le cas après la victoire militaire d'une révolution - la politique soviétique à l'égard de la Mongolie était toujours une politique de mise en garde: "N'allez pas trop vite. Attendez un peu, car vous n'avez pas encore une infrastructure suffisamment solide". Et c'étaient les Mongols qui voulaient aller plus vite. (Ce point est très important parce qu'à bien des égards la Mongolie pourrait être un modèle pour la politique soviétique d'aujourd'hui dans un pays tel que l'Afghanistan).

Je me rappelle qu'une fois, en Mongolie, j'ai interviewé un vieux partisan qui était simple soldat à l'époque de la révolution. Il avait plus de quatre-vingts ans, et je lui ai dit : "A l'étranger, il y a beaucoup de gens qui croient que votre révolution a été faite par

les Russes". "Non", m'a-t-il répondu, "c'est un mensonge; sans les Russes nous n'aurions pas pu être victorieux, et sans eux les Japonais nous auraient conquis. Les Russes nous ont aidés, mais au fond, la révolution, c'était notre révolution".

Un intervenant

Dans le Sinkiang, il y a eu pas mal de révoltes avant 1949. Leur cause est plutôt religieuse, traditionnelle, pour la défense des coutumes et pas tellement révolutionnaire. C'est plutôt contre les Han et leur impérialisme. La pensée marxiste joue un rôle faible. Pourtant, les dirigeants chinois ont identifié certaines révoltes à des mouvements socialistes.

D'autre part, il y a un fait important pour la civilisation, c'est le transfert de populations Han, d'où un changement de peuplement, et la transformation socialiste sous l'impulsion de la Chine populaire.

M. Shakeri

Il est clair que la politique soviétique ou celle du Komintern a toujours voulu se défendre contre les révolutions en Orient. Ceci rappelle la décision prise par le Comité central du parti bolchevik lors de la signature de l'accord commercial anglo-soviétique de ne pas intervenir dans les régions où l'impérialisme anglais avait des intérêts primordiaux. A partir de 1920, au Congrès de Bakou, il y a ce recul vis-à-vis de la révolution en Orient. Les Soviétiques ont toujours essayé de dissuader les partisans de la révolution d'aller trop vite, pour ne pas gêner les rapports amicaux entre l'Union Soviétique et les puissances occidentales.

(M. Devillers conclut en regrettant qu'une journée entière n'ait pas été consacrée à l'Asie).

[illegible]

[illegible] comprend qu'au cours d'une longue [illegible] les amis d'aujourd'hui.

A propos de la révolution [illegible] les publications [illegible]

[illegible] c'étaient toujours les Mongols [illegible]

[illegible] il nous serait [illegible] de vous aider si vous aviez une organisation — un parti par exemple — que nous pourrions [illegible]

[illegible] plus d'aide, [illegible]

[illegible] la Mongolie pourrait être un modèle pour le [illegible] d'aujourd'hui dans un pays tel que l'Afghanistan).

[illegible]

M.N. ROY ET LE PROBLEME NATIONAL INDIEN, 1920-1924

Bengali Kumar JAIN

Manavendra Nath Roy (né Narendranath Bhattacharya, 1889-1954) fut une personnalité hors du commun dans l'histoire contemporaine de l'Inde à cause de la singularité de son expérience universelle, à la fois par l'étendue de son action révolutionnaire sur trois continents, par sa position de prestige, son autorité et son rôle de premier plan dans les trois grands courants de l'histoire moderne : le nationalisme, le communisme, l'humanisme.

Toute sa vie fut une grande aventure en quête de liberté et de dignité humaine basée sur la justice sociale et la croisade de l'esprit humain pour se libérer de tout obscurantisme et de tout nationalisme étroit. A la fin de sa vie, il trouva refuge dans la philosophie de la nouvelle renaissance et dans un humanisme nouveau. Pendant sa longue carrière politique il rencontra, et eut comme compagnons de route, les "personae dramatis" les plus illustres de l'histoire contemporaine mondiale.

Son goût de l'indépendance, l'originalité de sa pensée, sa franchise, son aversion pour le culte de la personnalité, son attachement à ses convictions politiques et philosophiques lui gagnèrent la haine des uns et l'admiration des autres, mais il n'a jamais admis la défaite et, sans relâche, il poursuivit son oeuvre et essaya d'influencer le destin humain jusqu'à sa mort en 1954.

Ce n'est pas notre propos ici de présenter la contribution idéologique de Roy, qui est prodigieuse, ni même de décrire l'homme d'action qu'il n'a cessé d'être toute sa vie. Le cadre du colloque nous oblige à concentrer notre attention sur une période bien précise de sa vie, de 1920 à 1924, qui à notre avis fut la plus fructueuse, mais aussi la plus controversée, de sa vie de marxiste, lorsqu'il joua un

rôle d'avant-garde en compagnie de Lénine au sein de l'Internationale Communiste, établissant les lignes directrices de la politique du Komintern et des communistes dans les colonies et les "pays arriérés", et définissant une stratégie politique vis-à-vis des mouvements démocratiques bourgeois.

Les thèses de Lénine et les thèses complémentaires de Roy sur cette question ne cessent d'être actuelles même de nos jours, comme le témoignent la période sectaire du Komintern (1928-1935), la période de front uni contre l'Impérialisme et le Fascisme (1935-1948), la période Jdanov (1948-1953), et ensuite le conflit idéologique entre la Chine et la Russie soviétique, les différends idéologiques entre le Parti Communiste Indien (pro-Moscou) et le Parti Communiste marxiste (pro-Pékin, du moins à ses débuts), aboutissant à une scission du parti en 1964.

Les thèses de Lénine et de Roy étaient en fait beaucoup plus éloignées l'une de l'autre, même après que le texte de Roy ait été corrigé de la main de Lénine pour en éliminer les contradictions les plus apparentes. Il est remarquable que ces deux textes aient circulé simultanément en tant qu'expression de la ligne du Komintern.

Ce texte trop peu connu de Roy, ainsi que les corrections que Lénine y a apportées, mérite une analyse approfondie. C'est pourquoi nous le donnons en annexe en traduction française. Nous avons en fait affaire là à un débat fondamental qui influera sur toute l'histoire ultérieure du Parti Communiste Indien. Il est probablement à l'origine de l'incapacité où s'est trouvé le mouvement communiste indien à trouver un terrain d'entente avec les socialistes indiens.

De même, les formulations doctrinales et les positions opposées de Lénine et de Roy n'ont pas cessé depuis de provoquer des discussions sur leurs mérites respectifs, parmi les historiens marxistes et non-marxistes, comme le témoigne la publication de plusieurs

ouvrages importants publiés récemment (1).

Nous voudrions signaler l'importance primordiale de la publication par le Parti Communiste Indien de Documents qui reproduisent in extenso et sans aucune discrimination la quasi totalité de tous les documents concernant cette controverse, y compris les documents de M.N. Roy. D'ailleurs, c'est la première fois que le Parti Communiste Indien, à travers des commentaires et des notes éditoriales de son historien officiel, reconnaît en lui un des fondateurs du mouvement communiste indien et lui attribue un rôle historique de pionnier, alors que, pendant quarante ans, Roy fut considéré comme un rénégat par le Parti Communiste Indien. Ces documents ont aussi le mérite de signaler un énorme travail fourni par des historiens soviétiques et publié en russe; nous pensons surtout à deux articles de Reznikov (2) qui ont un rapport direct avec notre période. D'autre part, le Parti reproduit la photocopie du Projet Originel de Roy avec des rectifications, des additions et des coupures faites par Lénine lui-même (que nous reproduisons en traduction française, en appendice).

Il nous paraît indispensable de commencer par un aperçu général de l'analyse marxiste de Roy sur le phénomène nationaliste indien pour mieux comprendre la position doctrinale qu'il adopte au Komintern sur les questions nationales et coloniales.

Par ses origines (né dans une famille hindoue vivant dans le milieu cosmopolite hindou-musulman du Bengale), par ses expériences politiques (sa participation active dans les milieux révolutionnaires dont une partie était influencée par un courant mystico-religieux nationaliste, et dont l'autre aile était influencée par des radicaux

1. G.D. Overstreet et M. Windmiller, *Communism in India*, 1959.
   J.-P. Heathcox, *Communism and Nationalism in India : M.N. Roy and Komintern Policy 1920-1939*, 1971.
   G. Adhikari, *Documents of the History of the Communist Party of India*, t. I (1917-1922), 1971 et t. II (1923-1925), 1974.
   M.N. Roy, *Memoirs*, 1964.
2. Reznikov, Lénine, sur le mouvement de libération nationale, *Kommunist*, mai 1967; La lutte de Lénine contre les distorsions sectaires sur les questions coloniales et nationales, *Ibid.*, n° 5, 1968.

extrêmistes qui rejetaient toutes les valeurs occidentales, et étaient réactionnaires sur le plan social), par sa fréquentation personnelle des chefs nationalistes Indiens, non seulement en Inde mais dans trois continents (l'Asie, les Etats-Unis, et l'Europe), et par ses lectures (il était un lecteur avisé), Roy avait une connaissance personnelle directe de la société indienne, de sa religion, de la manière de vivre des Indiens.

La découverte du marxisme par Roy fut foudroyante, "une renaissance" (d'après ses propres termes). Le "nationalisme sentimental" en lui fut balayé d'un seul coup. Il devint un ardent rationaliste, un internationaliste marxiste, et se convertit au matérialisme historique et dialectique. Il soumit à une analyse marxiste la société indienne qui proclamait "la supériorité de sa civilisation spirituelle" sur le matérialisme occidental, alors que pour Roy, celle-ci n'était qu'une civilisation moyenâgeuse. Il considérait l'hindouisme comme "l'idéologie de l'esclavage social", et le rendait "responsable de l'esclavage politique millénaire de l'Inde", de "son économie arriérée, de son inertie intellectuelle et de sa dégradation culturelle". Et cette analyse l'amena plus tard à faire une critique très sévère de la pensée de Gandhi.

D'autre part, la soi-disant "Renaissance", née au XIXe siècle en Inde au contact avec l'Occident ne fut, selon les marxistes, qu'une reviviscence religieuse, un "protestantisme" qui s'élevait contre les maux sociaux (mouvements du Brahmo Samaj, de l'Arya Samaj, du Prarthna Samaj, etc.), "une réaffirmation des valeurs dites hindoues sur un plan nouveau", et qui ne tarda pas à engendrer, d'une part, un nouveau conservatisme chauvin nationaliste hindou et, d'autre part, une affirmation de la part des Musulmans indiens de leur identité séparée, et la montée de ce qu'on appelle le "communalisme", en Inde. De sorte que le nationalisme indien n'a pas pu échapper à la mainmise de la religion et n'a pas pu avoir ses propres valeurs.

De plus, le caractère "comprador" de la bourgeoisie indienne se reflète dans l'Indian National Congress, dès sa naissance, en 1885. Le Congrès national indien a été créé par les Anglais comme

"une tentative de vaincre ou plutôt de prévenir une révolution en cours", "comme une soupape de sûreté en face du mécontentement croissant du peuple indien". Ce qui explique le double caractère de l'Internationale Communiste : une tendance à coopérer avec l'impérialisme contre les masses révolutionnaires et à diriger les masses indiennes dans leur lutte nationale pour créer un Etat indépendant qui serait sous le contrôle de la bourgeoisie. L'Internationale Communiste resta sous le contrôle des modérés, sauf pendant de courtes périodes, jusqu'en 1918. D'autre part, certains événements historiques nationaux (le partage du Bengale en 1905), et internationaux (la défaite de la Russie tsariste en 1905) provoquèrent la naissance d'organisations révolutionnaires, voire terroristes, et l'apparition des radicaux au sein même de l'Internationale Communiste. Ce processus de radicalisation s'accéléra pendant la Première guerre mondiale (1914-1918), à cause de l'accroissement de la misère du peuple, conséquence de la guerre, à cause du succès retentissant de la Révolution d'Octobre, et à cause de la déception ressentie par une section de la bourgeoisie qui attendait l'autonomie dans le cadre de l'Empire, et qui n'avait obtenu que quelques réformes constitutionnelles introduisant un système de dyarchie, et encore, seulement dans les provinces.

Roy s'attaque également à celui que tous considéraient dans les années 1920 comme le grand leader du Congrès : Gandhi. Il fut un critique sévère et constant de Gandhi et du "gandhisme". Gandhi condamnait sans appel la société industrielle (qu'il considérait comme une civilisation "satanique") ; il désirait un retour à l'âge d'or, l'âge des petites républiques centrées autour de villages auto-suffisants, vivant sur une économie primitive. Il était un défenseur convaincu des valeurs spirituelles hindoues (il admettait d'ailleurs, aussi, le système des castes. Pour lui, les domaines de la religion et de la politique n'étaient pas séparés. L'idéologie de Gandhi n'avait rien pour plaire aux rationalistes, et encore moins aux marxistes. Roy considérait la pensée économique gandhienne comme franchement réactionnaire; en effet, Gandhi envisageait une société harmonieuse dans laquelle la classe possédante (les zamindars, les propriétaires terriens, la noblesse, les capitalistes et les riches) gérerait l'économie sociale dans l'intérêt de tous, comme des "trusties". Gandhi prêchait aussi

dans la même optique une "transformation des coeurs" qui devait prendre la place de la lutte des classes pour servir de moteur à l'histoire.

Aux yeux de Roy, Gandhi, dont il appréciait l'impact politique concret sur les masses, n'incarnait un certain esprit de révolte du peuple indien qu'en faisant appel à son sentiment religieux, ce qui revenait à le considérer comme "primitif, aveugle et naïf". Gandhi, par sa personnalité et son message, lui rappelait les narodniki (populistes russes du XIXe) que Plekhanov et les marxistes avaient rejetés bien avant lui. Il considérait le style de leadership de Gandhi non seulement anachronique, mais tout à fait "opposé à une croissance saine de la pratique démocratique". Il pensait que "la technique de jeûne de Gandhi était une forme de coercition" qui empêchait le développement d'attitudes rationnelles. Pour lui, le fait que Gandhi ait assumé tous les pouvoirs à chaque moment de la crise nationale était "une attitude autoritaire" et même fasciste. Pour résumer, Roy assimila Gandhi aux "geôliers idéologiques" qui "pendant des siècles, avaient enchaîné l'esprit indien au nom de la spiritualité et avaient livré l'homme mains et pieds liés aux restrictions étouffantes imposées par le système des castes, les superstitions religieuses et l'étroitesse de la vie rurale".

Mais le doctrinaire, en lui, ne l'empêcha pas de saisir la contribution positive du mouvement de non-coopération non-violente de Gandhi, bien que celui-ci n'ait pas compris le sens de la lutte des différentes classes en présence. A ce propos, Roy écrivit : "Au premier abord, Gandhi semble être le prophète fou de la paix et de la non-résistance. Mais après avoir bien analysé ses déclarations et sa pratique politique, je suis convaincu que Gandhi a délibérément choisi la seule voie ouverte aux patriotes indiens, dans ce régime autoritaire, à savoir la non-coopération non-violente avec le gouvernement".

M.N. ROY ET LA QUESTION NATIONALE ET COLONIALE

M.N. Roy, au moment de sa participation au IIe Congrès de l'I.C., n'avait que 27 ans. Il avait quitté l'Inde cinq ans auparavant, et selon son propre aveu, il avait été presque coupé de l'Inde pendant les trois ans de son séjour au Mexique. Il avait acquis toute son

expérience politique indienne pendant toutes ses années d'activité terroriste et de "gun-runner", et celles qu'il avait vécues comme "job-doer" de la révolution indienne. Sa conversion au marxisme était toute récente. Mais il ne perdait pas de temps et, déjà en route pour Moscou, pendant son bref séjour à Berlin, il formula ses premières réflexions doctrinales dans son *An Indian Communist Manifesto*, publié dans le *Glasgow Herald*, dans lequel il appela le prolétariat britannique à se joindre à la future révolution prolétarienne indienne, qui devait lutter à la fois contre l'impérialisme britannique et contre le nationalisme sentimental des chefs nationalistes bourgeois. Il distingua et opposa la demande pour l'auto-détermination nationale (qu'il considérait comme une exigence à caractère bourgeois et qui, pour lui, ne signifiait que le remplacement d'un oppresseur étranger par un oppresseur indigène) et la révolution prolétarienne. Et il était convaincu de l'imminence d'une révolution socialiste prolétarienne en Inde. Toutefois, il admettait que le renversement, ou du moins l'affaiblissement de l'impérialisme étranger était la première étape de la révolution sociale. Roy développa ses thèses dès sa participation au IIe Congrès du Komintern, en 1920.

LA QUESTION NATIONALE ET COLONIALE AU DEUXIEME CONGRES MONDIAL DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (19 juillet - 7 août 1920)

La définition qu'avait donnée Lénine de l'impérialisme comme dernier stade du capitalisme mondial l'avait amené à conclure que l'existence et la continuation du système colonial (à part le fait qu'il réduisait 70% de la population globale à une misère noire et insoutenable) retardait le renversement de l'ordre bourgeois en Europe et en Amérique et, ainsi, compromettait le succès de la révolution socialiste dans le monde. Pour Lénine, toute stratégie de la Révolution mondiale doit inclure dans son programme un appui actif de la Russie soviétique et de l'Internationale Communiste à tous les mouvements révolutionnaires de libération nationale dans les pays colonisés, et que l'Internationale Communiste doit devenir l'Etat-Major de la Révolution mondiale. Il alla jusqu'à dire que le prolétariat russe, parce qu'il était à la tête du premier Etat socialiste, avait gagné le privilège de faire des sacrifices en offrant toutes ses ressources à la libération du prolétariat mondial de l'I.C.

La question nationale et coloniale occupa une place d'honneur au IIe Congrès de l'I.C., qui eut lieu à Moscou du 19 juillet au 7 août 1920. Roy joua un rôle très actif dans la formulation des thèses sur cette question.

Les thèses présentées par Lénine et Roy à ce Congrès définissaient les grandes lignes de la politique du Komintern et des partis communistes en ce qui concernait les révolutions sociales en Asie. Lénine avait préalablement fait circuler parmi les délégués ses propres thèses sur la question nationaliste et avait sollicité leurs avis. Comme Roy présenta des thèses à l'opposé des siennes, il y eut entre les deux hommes une discussion globale sur la question ainsi que sur la nature du mouvement nationaliste indien et sur le gandhisme. A cause des divergences importantes entre les deux points de vue, Lénine demanda à Roy de formuler ses thèses sous la forme d'un projet. Ce que Roy fit. Lénine étudia alors ce projet, y ajouta ses propres corrections et amendements, qui furent acceptés ensuite par Roy. De son côté, Lénine accepta de remplacer l'expression "mouvement démocratique bourgeois" par celle de "mouvement révolutionnaire de libération". Roy avait donc réussi à persuader Lénine qu'il existait des mouvements de libération nationale réformistes et d'autres qui étaient révolutionnaires. Selon Roy, dans la plupart des pays colonisés la bourgeoisie soutenait les mouvements nationaux, collaborait avec la bourgeoisie impérialiste et luttait en fait contre les mouvements révolutionnaires. Lénine accepta donc que le Komintern et les communistes n'aident que les mouvements bourgeois de libération des pays colonisés qui soient réellement révolutionnaires, et dont les représentants ne s'opposeraient pas à la formation par les communistes d'organisations ouvrières et paysannes, c'est-à-dire des soviets.

Pendant ce Congrès, Roy a eu le mérite de poser la question suivante , celle de savoir comment les peuples colonisés, une fois libérés, pouvaient éviter l'étape capitaliste dans leur marche vers le socialisme? Lénine répondit à Roy que dans les pays où existaient des rapports pré-capitalistes et où par la force des choses n'existaient ni prolétariat ni parti communiste, il fallait faire de la propagande en faveur des soviets de paysans et de travailleurs. Les

pays arriérés pourront sortir de leur stade actuel de développement grâce à l'aide du prolétariat mondial victorieux. On peut donc dire que Roy a joué un rôle très important dans la formulation de la politique du Komintern sur la question nationale et coloniale, dans les années 1920.

Roy s'est au fond toujours méfié du caractère réformiste bourgeois du Congrès indien. Il n'était pas d'accord avec Lénine, qui pensait que la bourgeoisie pouvait , au moins au début, jouer un rôle progressiste.

Une fois le IIe Congrès terminé, Roy fut envoyé à Tashkent comme membre du Bureau asiatique du Komintern. Il devait de là-bas diriger les activités révolutionnaires en Asie, apporter une aide financière aux tribus des frontières du Nord-Ouest de l'Inde pour lutter contre les Anglais, et recruter une armée indienne de libération parmi les déserteurs de l'armée britannique et parmi les "Muhazarin", groupe de musulmans indiens fanatiques qui avaient quitté l'Inde pour se battre contre les Anglais et sauver le Califat. Roy organisa une Ecole militaire indienne à Tashkent. Pour préparer des cadres sur le plan idéologique, il y fonda le premier parti communiste indien émigré. En 1921, il organisa à Moscou l'Université Communiste des Travailleurs d'Orient et reconstitua le parti communiste indien. En 1922, Roy fut envoyé à Berlin où il fonda le premier journal communiste indien, *Vanguard of Indian Independence* (15 mai 1922), il établit tout un réseau de matériel de propagande et un groupe de liaison avec les groupes révolutionnaires en Inde.

Avec l'appui de Shapurji Shaklatwala, membre communiste du Parlement britannique, d'origine indienne, il transforma la "Workers Welfare League" en agence de propagande des idées communistes à l'intérieur du Mouvement syndical indien, le "All India Trade Union Congress". Roy réussit à établir et à coordonner cinq petits groupes communistes à Bombay, Calcutta, Madras, Lahore et dans l'U.P., avant la fin de l'année 1922.

Roy resta en contact étroit avec la scène politique et

économique indienne. Pendant l'année 1921, il dévora littéralement toutes les publications du gouvernement de l'Inde, en particulier le "Rapport préliminaire du dernier recensement", qui était une véritable mine d'informations sur la structure de la société indienne contemporaine. Roy prépara alors, en se servant de ce matériel, un rapport détaillé sur l'économie nationale et les relations de classes dans l'Inde contemporaine. Ce rapport devait corroborer ses vues sur la nature et les perspectives de la Révolution en Inde. (P.M. p. 551). Roy écrivit ce rapport pour convaincre Lénine de la justesse de ses vues. Dans ce rapport, Roy avait insisté sur le fait que, bien que "l'économie coloniale tendit à "galvaniser" les rapports féodaux, elle ne pouvait pas empêcher complètement le développement du capitalisme indigène et l'avènement consécutif de la bourgeoisie, classe ambitieuse. L'ordre établi, dans une certaine mesure, contrecarrait les ambitions de la bourgeoisie. Mais en même temps, elle avait des enjeux dans le statu quo. En conséquence, elle ne pouvait diriger une révolution qui détruirait l'ordre existant". (R.M. p. 532)

Lénine lut avec attention ce rapport, mit en garde Roy contre une interprétation subjective des faits et lui conseilla de le transformer en livre, qui présenterait un tableau réaliste de la société indienne contemporaine et ouvrirait une perspective à la révolution indienne.

En 1922, Roy publia *India in Transition*. Dans son introduction à l'édition allemande de son livre, il présentait les thèses de la soi-disant "décolonisation" comme conséquence logique d'une nouvelle ère de l'impérialisme.

Roy voulait convaincre l'Internationale Communiste de la nature contre-révolutionnaire de la bourgeoisie nationale indienne. D'autres penseurs marxistes, comme R.P. Dutt (expert du Parti communiste britannique aux questions indiennes), et, plus tard Staline, ont adopté les mêmes positions.

Au cours de ces premières conférences du Komintern, entre 1920 et 1924, où eurent lieu des débats extraordinairement ouverts sur

les grandes questions concernant les mouvements nationaux et des phénomènes comme panislamisme et sionisme, on est surpris de voir l'absence d'une autre grande question qui se posait à l'Inde : celle de savoir si l'Inde constituait ou non une nation, question qu'il semblait d'autant plus nécessaire de poser que la présence des deux communautés, hindoue et musulmane, allait conduire à une division en deux Etats au moment de l'indépendance.

En ce qui concerne la question de l'auto-détermination des nationalités vis-à-vis de la révolution sociale, Roy s'alignait sur les thèses de Rosa Luxemburg. En ce qui concernait la question des minorités en Inde (surtout l'antagonisme des groupes sociaux et religieux, comme les hindous et les musulmans), la seule chose qui comptait pour Roy, en Inde, était la lutte des classes.

Il est tout de même intéressant de voir comment dans son ouvrage de 1922, *India in Transition*, Roy expose pourquoi selon lui l'Inde n'a pas pu devenir une nation au sens moderne. Trois idées essentielles expriment le point de vue de Roy :

1) Le système féodal hindou en était à sa première étape quand les musulmans ont envahi l'Inde et cet impérialisme, imposé du dehors, "au lieu de contribuer au progrès social du peuple l'a, en fait, arrêté". Selon Roy, les différents groupes de gens qui habitent un territoire géographique sont progressivement unifiés dans une entité nationale sous la pression des forces économiques.

2) Le système des villages indiens, unités auto-suffisantes mais isolées, n'a justement pas permis le développement de la conscience nationale. D'après Roy, dans les royaumes hindous, les gens étaient liés entre eux non pas par le sentiment de conscience nationale, mais par un sentiment d'allégeance à un prêtre ou à un roi. Seules les forces économiques qui auraient pu changer ce sentiment d'allégeance en rébellion sont la source de la conscience nationale politique ("political nationhood").

3) L'absence de développement des forces économiques en

Inde a empêché que soient brisées des barrières raciales, tribales, religieuses et culturelles. D'après Roy, dans la première partie du XIXe siècle, au moment de la conquête anglaise, l'Inde avait besoin d'une nouvelle force sociale qui la sortirait du chaos, résultant d'un démembrement des Etats féodaux. Cette forme supérieure d'institutions politiques aurait pu convenir à l'Etat bourgeois mais la classe moyenne indigène ne fut pas à la hauteur de la situation. Donc l'absence de classe bourgeoise en tant que telle, au début de l'Empire britannique, excluait le développement des forces qui créent la conscience nationale dans un peuple.

Roy en conclut que la libération politique de l'Inde dépend moins du nationalisme de la bourgeoisie que du combat des masses exploitées pour leur libération politique, économique et sociale. Donc Roy ne voyait d'autre remède à l'antagonisme hindou-musulman et aux différents conflits ethno-culturels que dans la poursuite de la révolution sociale en Inde. Le problème de l'identité nationale et des minorités en Inde a donc été mis de côté par Roy parce qu'il le considérait comme secondaire en face de la lutte des classes et de son expression dans la direction du mouvement national indien, seule question importante à ce moment-là à ses yeux.

Lors du IVe Congrès du Komintern (du 7 novembre au 3 décembre 1922) - alors que Gandhi venait d'arrêter le mouvement de non-coopération en Inde, ce qui fut considéré par tous les révolutionnaires comme un acte de trahison - Roy réitéra sa conviction que les chefs du Mouvement national indien étaient devenus une force contre-révolutionnaire. Il insista sur la nécessité d'une intense propagande politique et d'une organisation des ouvriers et des paysans en vue de prendre la direction du Mouvement de libération nationale. Ce point de vue ne fut pas partagé par l'I.C. qui insiste de nouveau sur le double rôle des partis communistes dans les pays colonisés et semi-colonisés, à savoir qu'ils devaient lutter avec les mouvements démocrates bourgeois pour obtenir l'indépendance et organiser aussi les masses ouvrières et paysannes pour défendre leurs intérêts de classe contre la bourgeoisie. Ce faisant, ils devaient exploiter toutes les contradictions de mouvement démocratique nationaliste. L'Internationale Commu-

niste recommandait aux partis communistes asiatiques de garder leur indépendance politique et de ne pas devenir des "appendices impuissants" des mouvements de libération nationale. A la différence de Roy, l'I.C. pensait que l'appui du nationalisme bourgeois dans les colonies ne pouvait jamais nuire au renforcement du mouvement communiste dans ces pays. Ce que le Komintern a particulièrement rejeté, ce sont les thèses de Roy qui disait que dans les pays colonisés avancés comme l'Inde, la bourgeoisie nationale trahirait finalement la cause nationale. Toutefois le Congrès reconnut l'importance du travail d'organisation et de coordination des groupes indiens, accompli par Roy, ainsi que son oeuvre de propagande communiste. Roy fut élu membre du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

En juin 1924 eut lieu le Ve Congrès mondial du Komintern. Roy considérait que le Mouvement nationaliste indien était moribond et que la colère du peuple était dirigée contre les exploitants indigènes plus que contre les impérialistes étrangers et que la bourgeoisie cherchait la protection de l'impérialisme britannique, car elle craignait la colère du peuple indien. En conséquence, Roy demanda aux communistes de ne prendre comme alliées que les classes les plus révolutionnaires en Inde, c'est-à-dire le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie, bien que cette dernière fût encore en liaison directe avec la classe féodale. Roy s'opposa donc à la résolution de l'Internationale Communiste qui prévoyait un contact direct entre elle-même et les mouvements de libération nationale.

Dimitri Manuelshky critiqua la position de Roy, à savoir que le clivage entre les classes au sein du Mouvement national indien était devenu très net et que ce Mouvement avait perdu son caractère de front uni de toutes les classes, et s'était transformé en terrain de lutte des classes. Manuelshky demanda qu'un juste équilibre soit recherché entre le mouvement social et le mouvement national et que la tâche du Komintern soit double : créer un noyau de parti communiste et appuyer de toutes ses forces le mouvement nationaliste révolutionnaire dans sa lutte contre l'impérialisme. Lors de ce Congrès, Roy posa à nouveau un problème fondamental : est-ce que le droit à l'auto-

détermination peut être en contradiction avec les intérêts de la Révolution?

La contribution historique de Roy a consisté dans le fait qu'il a été le premier à tirer des conclusions logiques pour l'Inde de la nouvelle et dernière ère dans laquelle l'impérialisme mondial était entré au XXe siècle :

1) que la bourgeoisie indienne et donc le mouvement "démocratique bourgeois" ont cessé de jouer un rôle révolutionnaire à cause de leur identité d'intérêt et de classe avec ceux des pays impérialistes.

2) que, dans les années à venir, la bourgeoisie indienne finira par obtenir des impérialistes des concessions politiques, pouvant aller jusqu'à l'indépendance, mais sur le plan social s'alliera comme un partenaire ("junior" partner) avec les impérialistes des peuples.

3) que c'est seulement quand l'intérêt national et l'intérêt de classe coïncident qu'on peut avoir un véritable front uni contre les impérialistes (le postulat qu'il appellera plus tard le jacobinisme du XXe siècle).

Notre analyse montre que M.N. Roy resta fidèle à ses thèses. Il a été contraint, dans son action de militant communiste, d'appliquer les idées et les directives de Lénine et du Komintern en vue d'influencer et de convertir au moins l'aile progressiste du Congrès pour adopter un programme économique et social, mais ces tentatives se sont soldées par un échec. Sa grande oeuvre pendant cette période a été de coordonner tous les groupes communistes qui étaient éparpillés et d'aboutir à la création du Parti Communiste Indien par les communistes indiens eux-mêmes en 1925.

Par ses thèses, Roy se montrait à sa manière un visionnaire. Dès 1924, il prévoyait la "décolonisation" et l'avènement du "nouvel impérialisme", de nature économique, à l'échelle mondiale. Pour Roy, il était nécessaire que cela constitue la base de la stratégie et de la tactique des partis communistes dans les luttes révolutionnaires à la fois contre l'impérialisme étranger et le capitalisme "collaborationniste". Mais Roy n'a pas été suivi. Pour ses thèses, il a été condamné comme déviationniste et sectaire, et exclu en 1928 de l'Internationale Communiste.

ANNEXE

LA THESE DE ROY SUR LA QUESTION NATIONALE ET COLONIALE

Le projet originel de Roy et son projet adopté (1)

1) Déterminer les relations de l'Internationale Communiste avec les mouvements révolutionnaires dans les pays dominés par l'impérialisme capitaliste est l'une des questions les plus importantes qui se posent avant le IIe Congrès de la Troisième Internationale. L'histoire de la révolution mondiale est à un moment où une juste compréhension de ces relations est indispensable; la Grande guerre européenne et ses conséquences ont clairement montré que les masses des pays non-européens colonisés sont liées de manière indissoluble avec le mouvement prolétarien en Europe, et ceci en conséquence de la centralisation du monde capitaliste.

(... par exemple, l'envoi de troupes coloniales et d'immenses armées de travailleurs sur le front pendant la guerre, etc.).

1. Les passages entre parenthèses et entre points de suspension sont ceux ajoutés par Lénine; les passages soulignés sont ceux qui ont été supprimés par Lénine.

2) La source à laquelle le capitalisme européen puise sa force principale ne se trouve plus dans les pays industriels d'Europe, mais dans les colonies et les pays dépendants. Sans le contrôle des marchés extensifs et des vastes champs d'exploitation des colonies, les puissances capitalistes d'Europe ne peuvent pas maintenir leur existence, même pour une courte période. L'Angleterre, la forteresse de l'impérialisme, a souffert de surproduction depuis plus d'un siècle. Sans ses très vastes possessions coloniales, qu'elle avait acquises pour vendre ses produits en surplus, et pour avoir une source de matières premières nécessaires à ses industries qui ne cessaient de croître, la structure capitaliste anglaise se serait effondrée sous son propre poids il y a bien longtemps. En asservissant les centaines de millions d'habitants d'Asie et d'Afrique, l'impérialisme anglais a réussi jusqu'à présent à garder le prolétariat britannique sous la domination de la bourgeoisie.

3) Le sur-profit gagné dans les colonies est le point d'appui du capitalisme moderne, et aussi longtemps qu'il ne sera pas privé de cette source de sur-profit, la classe ouvrière européenne aura beaucoup de difficultés à renverser l'ordre capitaliste. Grâce à la possibilité d'une exploitation intensive et extensive du travail humain et des ressources naturelles dans les colonies, les nations capitalistes européennes essaieront, non sans succès, de pallier leur présent état de banqueroute. En exploitant les masses dans les colonies, l'impérialisme européen sera en mesure d'accorder concession sur concession à leur propre prolétariat. (... Pendant que, d'une part, l'impérialisme européen cherche à abaisser le niveau de vie de son propre prolétariat, en faisant entrer en compétition les productions de la main-d'oeuvre mal payée des colonies, d'autre part, il n'hésitera pas à sacrifier...). Il n'hésitera pas à sacrifier toute la plus-value dans le pays-mère, tant qu'il sera en mesure de gagner ses énormes sur-profits dans les colonies.

4) Sans l'effondrement de l'empire colonial, le renversement du système capitaliste en Europe n'apparaît pas possible. (L'effondrement de l'empire colonial, en même temps que la révolution pro-

létarienne dans le pays mère, renversera le système capitaliste en Europe...).

En conséquence, l'Internationale Communiste doit élargir la sphère de ses activités. Elle doit établir des relations avec les forces révolutionnaires qui travaillent au renversement de l'impérialisme dans les pays asservis politiquement et économiquement. (... Ces deux forces doivent être coordonnées si l'on veut garantir le succès final de la révolution mondiale).

5) Une telle relation de l'Internationale Communiste avec le mouvement révolutionnaire dans les pays colonisés n'est pas identique à l'appui apporté par cette dernière à la doctrine du nationalisme. L'Internationale Communiste est la concentration de la volonté du prolétariat révolutionnaire mondial. Sa mission est d'organiser la classe ouvrière du monde entier afin de renverser l'ordre capitaliste et d'instaurer le communisme. La Troisième Internationale est le fer de lance qui a dépassé le royaume de la théorie pure. (... La Troisième Internationale est le fer de lance qui doit prendre sur lui la tâche de réunir les forces révolutionnaires de tous les pays du monde...)

Parce qu'elle était dominée par un groupe de politiciens qui étaient imprégnés de culture bourgeoise, la IIe Internationale n'a pas su apprécier l'importance de la question coloniale. Pour ces gens le monde n'existait pas en dehors de l'Europe. Ils ne pouvaient pas comprendre la nécessité de coordonner le mouvement révolutionnaire en Europe avec ceux qui existaient dans les pays non-européens. Au lieu de donner une aide morale et matérielle aux mouvements révolutionnaires dans les colonies, les membres de la IIe Internationale eux-mêmes devinrent des impérialistes.

6) L'impérialisme étranger qui avait été imposé aux peuples d'Asie les empêcha de se développer socialement et économiquement en même temps que leurs frères européens et américains. A cause de la politique impérialiste qui consistait à empêcher le développement industriel des colonies, une classe prolétarienne dans le sens strict du terme n'a pu naître que récemment. L'artisanat indigène fut détruit

pour faire place aux produits des industries centralisées dans les pays impérialistes ; en conséquence, une grande partie de la population fut chassée de la terre pour produire des céréales et des matières premières destinées à être exportées dans les pays étrangers. D'autre part, il s'ensuivit une rapide concentration de la terre, dont les droits de propriété furent confiés à l'Etat (... dans les mains des grands propriétaires fonciers, des capitalistes de la finance et de l'Etat...) en créant ainsi une immense paysannerie sans terre. La grande majorité de la population fut laissée dans l'analphabétisme. La conséquence de cette politique fut que l'esprit de révolte qui est latent dans tous les peuples asservis ne trouva son expression que dans la petite classe moyenne éduquée.

La domination étrangère a empêché le libre développement des forces sociales. En conséquence, son renversement est le premier pas vers la révolution dans les colonies. Ainsi, aider à renverser la domination étrangère dans les colonies ne consiste pas à appuyer les aspirations nationalistes de la bourgeoisie locale, mais à frayer un chemin au prolétariat opprimé.

7) Les mouvements révolutionnaires dans les colonies sont essentiellement des mouvements de lutte économique. Les mouvements bourgeois démocratiques et nationalistes sont limités à la petite classe moyenne qui ne reflète pas les aspirations des masses. Sans le support actif des masses, on n'obtiendra jamais la liberté nationale des colonies. Mais dans beaucoup de pays, particulièrement en Inde, les masses ne sont pas avec les chefs nationalistes bourgeois, elles se dirigent vers la révolution en se démarquant du mouvement nationaliste bourgeois. On peut trouver dans les pays dépendants deux mouvements distincts qui s'éloignent de plus en plus l'un de l'autre. L'un de ces mouvements est le mouvement bourgeois démocratique et nationaliste, qui a un programme d'indépendance politique (... sous la domination bourgeoise...), et l'autre est l'action de masse des ouvriers et des paysans pauvres et ignorants (... qui luttent pour être libérés de toutes les formes d'exploitation...). Le mouvement bourgeois essaye de contrôler le second, et y réussit dans une certaine mesure, mais ce serait une erreur de croire que le mouvement nationaliste bourgeois exprime les sentiments

et les aspirations de la population. (... Mais l'I.C. et les partis concernés doivent lutter contre un contrôle semblable et aider à développer une conscience de classe dans les masses laborieuses des colonies...)

Pour renverser l'impérialisme étranger, premier pas vers la révolution dans les colonies, la coopération des éléments bourgeois nationalistes peut-être utile. Mais l'IC ne doit pas trouver en eux l'intermédiaire qui permettrait d'aider le mouvement révolutionnaire dans les colonies. Les mouvements de masse dans les colonies se développent indépendamment des mouvements nationalistes. Les masses se méfient des chefs politiques qui, toujours,les induisent en erreur et les empêchent d'avoir une action révolutionnaire. (... Mais la tâche primordiale est la formation des partis communistes qui doivent organiser les paysans et les travailleurs et les mener à la révolution et à l'instauration de républiques soviétiques. Ainsi, les masses dans les pays arriérés peuvent atteindre le communisme, non pas par le développement capitaliste, mais conduites par le prolétariat conscient des pays développés capitalistes...).

8) La force réelle du mouvement de libération dans les colonies n'est plus réduite au cercle étroit des nationalistes démocrates bourgeois. Dans la plupart des colonies, il existe déjà des partis organisés socialistes et communistes qui sont en relation étroite avec le mouvement de masse... Il existe déjà des partis révolutionnaires organisés qui essayent d'être en relation étroite avec les masses laborieuses...) Les relations de l'IC avec le mouvement révolutionnaire des colonies devraient se faire par le truchement de ces partis ou groupes parce qu'ils sont (... parce qu'ils étaient...) l'avant-garde de la classe ouvrière dans leurs pays respectifs. Sans doute ils ne sont pas très importants aujourd'hui, mais ils reflètent les aspirations des masses, et ces masses les suivront jusqu'à la révolution. Les partis communistes des différents pays impérialistes doivent travailler en relation étroite avec ces partis prolétariens des colonies, et à travers eux, donner tout le soutien moral et matériel possible aux mouvements révolutionnaires en général.

9) Il est faux de penser que les peuples des colonies doivent absolument passer par l'étape de la démocratie bourgeoise, parce que l'état de leur économie et de leur industrie est arriéré. Les événements et les situations dans plusieurs de ces colonies ne confirment pas une telle supposition. Il est vrai que la révolution dans les colonies ne sera pas une révolution communiste dans ses premiers moments. Mais si dès le début la conduite de la révolution est dans les mains d'une avant-garde communiste, les masses révolutionnaires ne seront pas induites en erreur mais pourront traverser les étapes successives du développement de l'expérience révolutionnaire. En vérité, il serait très difficile (... il serait tout à fait faux...) dans beaucoup de pays asiatiques d'essayer de résoudre le problème agraire selon des principes entièrement communistes. Dans un premier temps la révolution dans les colonies devra être faite avec un programme qui comprendra des propositions de réformes petites-bourgeoises, par exemple, la répartition des terres, etc. Mais il ne s'ensuit pas nécessairement que la direction de la révolution doive être abandonnée aux démocrates bourgeois. (... Au contraire, les partis prolétariens doivent mener une propagande vigoureuse et systématique pour le principe des soviets et organiser des soviets de paysans et de travailleurs aussitôt que possible. Ces soviets doivent travailler en coopération étroite avec les républiques soviétiques des pays capitalistes avancés pour renverser complètement l'ordre capitaliste dans le monde entier...)

10) Les démocrates nationalistes bourgeois dans les colonies cherchent à établir un Etat national libre, alors que les masses des travailleurs et des paysans pauvres se révoltent, même si dans beaucoup de cas c'est inconsciemment, contre le système qui permet une exploitation aussi brutale. En conséquence, nous avons, dans les colonies, deux forces en présence, contradictoires ; elles ne peuvent pas se développer conjointement. Soutenir les mouvements coloniaux bourgeois démocratiques reviendrait à favoriser le développement de l'esprit nationaliste, ce qui, très certainement, empêcherait l'éveil de la conscience de classe dans les masses. Alors qu'encourager et soutenir l'action des masses révolutionnaires par le truchement d'un parti communiste de prolétaires mettra en branle les forces révolutionnaires réelles qui, non seulement renverseront l'impérialisme étranger, mais

conduiront progressivement à l'instauration du pouvoir soviétique. Ceci empêchera la naissance d'un capitalisme indigène en remplacement du capitalisme étranger vaincu, qui ne ferait qu'opprimer et exploiter encore plus le peuple.

11) Afin d'amorcer aussitôt que possible la lutte des classes dans les colonies, il faut montrer au peuple le danger que représenterait un capitalisme européen transplanté, qui, renversé en Europe, pourrait chercher refuge en Asie, et la nécessité de tenir en échec une telle éventualité avant même qu'elle ne prenne forme. M.N. Roy.

[illegible]

[illegible] et les situation[s] [illegible]

par une [illegible] [illegible]

[illegible]

[illegible] développement [illegible] très difficile (... Il serait tout [illegible] dans [illegible] pays asiatiques d'essayer de résou[dre] [illegible] des principes [illegible] communistes. [illegible] révolution dans les colonies devra être faite avec un programme qui comprendra des [illegible] de réformes petites-bourgeoises, par exemple, la ré[illegible] des terres, etc. Mais il ne s'ensuit pas nécessairement que la direction de la révolution doive être abandonnée aux démocrates bourgeois. Au contraire, les partis prolétariens doivent [illegible] propagande vigoureuse et systématique pour le principe des soviets [illegible] organiser des soviets de paysans et de travailleurs aussitôt que pos[sible]. [illegible] doivent travailler en coopération étroite avec [illegible] républiques [illegible] des pays capitalistes avancés pour [illegible] complètement [illegible] dans le monde entier...)

[illegible] nationalistes bourgeois [illegible] [illegible] libre, alors que les [illegible] des travailleurs et [illegible] exploitation aussi [illegible] deux forces en présence, [illegible] se développer conjointement. [illegible] démocratiques reviendrait à favoriser [illegible] prit nationaliste, ce qui, très certainement [illegible] de la conscience de classe dans les masses. Alors qu'[illegible] soutenir l'action des masses révolutionnaires par le [illegible] prolétariat mettra en branle les forces révolutionnaires [illegible] non seulement renverseront l'impérialisme étranger, mais

MARXISME, EXPERIENCE SOVIETIQUE, ET PROBLEMES DU MOUVEMENT NATIONAL INDIEN DANS LA PENSEE DE JAWAHAR LAL NEHRU

Henri STERN

A l'époque où l'Union Soviétique fixe sa doctrine sur la question des nationalités et s'organise en Etat multinational, les forces anti-colonialistes de l'Empire des Indes affrontent les problèmes de l'unité du mouvement national : diversité et oppositions religieuses et linguistiques, place des différentes classes dans la lutte.

En dehors des militants communistes tels M.N. ROY, J.L. NEHRU est certainement le dirigeant nationaliste le plus ouvert aux courants et aux forces qui agitent l'ouest capitaliste et communiste. Une lecture de ses écrits peut donc donner une idée de la mesure dans laquelle la pensée marxiste et l'expérience soviétique ont influencé l'action du mouvement national indien à la recherche de son unité.

Il est vrai que Nehru fait assez fréquemment référence au marxisme dans ses écrits : il y voit une méthode scientifique permettant la compréhension des phénomènes sociaux et favorisant une grande souplesse de pensée et d'action, tout en donnant un sens à l'histoire. Il se déclare également favorable au régime soviétique, dont les excès et les rigueurs lui paraissent la rançon inévitable de la nécessaire rupture révolutionnaire. Et il s'avoue "impressionné par ce qu'on rapporte des grands progrès accomplis par les régions arriérées d'Asie centrale sous le régime soviétique".

Cependant, les références de Nehru au marxisme en restent toujours au niveau des prudentes généralités - jamais une oeuvre ou une théorie précises ne sont discutées. De même, Nehru analyse toujours l'expérience soviétique en termes d'une dynamique globale de la révo-

lution, sans examiner son sens pour les couches populaires et pour les groupes nationaux concernés au premier chef.

De plus, ces appréciations dans l'ensemble favorables s'accompagnent toujours de sérieuses restrictions, qui permettent à l'auteur de garder une totale autonomie de pensée et d'action. Nehru estime par exemple que Marx "n'a pas vu le rôle potentiellement révolutionnaire de la petite bourgeoisie", et ses propres essais à l'analyse historique en termes de lutte des classes se révèlent fort eclectiques. Quant à l'Union Soviétique il entrevoit dès le début des années 1920 que ses intérêts d'Etat l'amèneront probablement à d'importantes divergences stratégiques avec le mouvement national indien.

Et d'ailleurs, dans sa seule expérience de collaboration "militante" à une organisation suscitée par l'Internationale Communiste (1927-1929 : The league against Imperialism), il se montre tout le contraire d'un "compagnon de route" complaisant et naïf, puisque, au premier conflit concernant la stratégie du mouvement anti-impérialiste en Inde, il rompt abruptement, revendiquant hautement l'autonomie entière du mouvement indien, et refusant toute orientation dictée de l'extérieur. Il jugera plus tard les activités de la IIIe Internationale au cours des années 1920 et 1930 "futiles".

En fait, Nehru n'a jamais appartenu à l'univers intellectuel et politique du marxisme.

Né dans une famille de Brahmanes du Cachemire - caste de haut statut et ayant une tradition de service politique et religieux auprès des princes hindous, mais aussi auprès des conquérants musulmans puis des colonisateurs britanniques - Nehru reçoit une éducation secondaire et supérieure entièrement britannique.

D'esprit profondément occidentalisé, il se sentira toujours partie prenante de la civilisation britannique : il ne nourrira de ressentiment à l'égard de celle-ci que parce qu'elle refuse d'accorder à l'Indien qu'il est un traitement d'égalité, et à son pays le droit de disposer de lui-même - droit pourtant fondamental dans

l'esprit occidental moderne.

> "Je dois trop à l'Angleterre, dans tout ce qui fait mon être mental, pour jamais me sentir complètement étranger à elle (habitudes de pensée, principes et façons de juger les autres pays ainsi que la vie en général)".

Nourri de lectures des socialistes fabiens et de Bertrand Russell, Nehru s'intéresse au mouvement des suffragettes et au Sinn Fein Irlandais. Dans la lignée du radicalisme philosophique britannique, il s'affirme progressiste et agnostique. Comme son père, dirigeant politiquement modéré mais socialement "avançé", il n'attache que peu d'importance au rituel hindou, et ne se reconnaît pas dans le courant de réveil religieux qui est une source essentielle du mouvement nationaliste indien. "Je n'ai jamais été un admirateur aveugle des temps anciens, que ce soit en Inde ou ailleurs". Pour lui, la religion constitue un facteur rétrograde, et c'est ce qui le séparera toujours du Mahâtma Gandhi.

Bref, ce qui est central dans la vision de Nehru, ce par rapport à quoi s'ordonne la multiplicité de ses analyses et de ses jugements, c'est le mouvement qui entraîne l'Occident moderne et s'étend à l'ensemble du monde. Les mouvements de libération nationale sont certes importants et positifs en ce qu'ils marquent un temps dans l'évolution du système mondial, contribuant à dépasser le stade de l'impérialisme. Ils n'en ont pas moins un caractère second dans cette évolution, dont la nature reste essentiellement économique et sociale, par-delà les aspects nationaux, culturels ou religieux.

Ce n'est que si on les rapporte à cette vision moderniste, mondialiste et d'inspiration occidentale, que l'on peut saisir le sens des éléments d'analyse et des figures idéologiques empruntés par Nehru au marxisme et à l'expérience soviétique. En gros, ces emprunts au marxisme apparaissent alors comme des moyens pour le dirigeant nationaliste indien de s'opposer à l'Occident colonialiste dans les termes mêmes de l'Occident.

Tout d'abord, la référence à des analyses de l'impérialisme en termes de modes de production et de lutte des classes permet à Nehru de situer assez précisément le mouvement national indien dans le jeu mondial des grands courants de force qui dominent le siècle : nationalisme, socialisme, édification de nouveaux empires. Sans doute l'un des rares dirigeants nationalistes à avoir une conscience aussi aiguë de ce jeu; il a ainsi contribué à la définition par le mouvement de ses buts et de ses alliances en termes universels, ce qui constituait certainement un moment essentiel de la lutte anti-colonialiste.

La même référence permet aussi à Nehru de radicaliser la revendication politique du mouvement national (l'indépendance sans restriction) en établissant sa nécessité sur des bases économiques et sociales. Quelle que soit l'adéquation de ses analyses à la Société indienne dans sa spécificité, elles ont en tout cas contribué à la construction de l'un des grands mythes directeurs du mouvement national indien : celui de la libération nationale comme essentiellement porteuse de libération sociale et visant une société sans classes.

Un mythe directeur qui a joué un rôle important dans la mobilisation du mouvement national, même si, une fois l'Indépendance acquise, Nehru s'est considérablement éloigné de ses prises de position "socialistes" (collectivisation), leur substituant des vues plus pragmatiques (économie mixte, compromis entre castes et classes). Un tel écart n'est-il pas justement dans la nature même du mythe directeur ?

Cet écart témoigne d'autant moins d'un opportunisme "politique" que, par-delà la construction du mythe directeur, Nehru s'est aussi servi de ses analyses en termes de lutte des classes pour esquisser un modèle de développement national devant suivre l'Indépendance.

Un modèle reposant sur l'élaboration de plans quinquennaux contraignants, sur l'application d'une réforme agraire abolissant les intermédiaires entre l'Etat et les agriculteurs, et sur le renforcement d'un Etat laïc et démocratique. Ici, le modèle s'est révélé moins "mythique" et plus pragmatique, la distorsion étant nettement

moindre avec la politique effectivement suivie : planification suscitant dans l'industrie un fort secteur public, tout en laissant subsister un secteur privé important mais limité ; réforme agraire substituant de larges couches de paysans moyens à la propriété latifundiaire ; développement d'une classe gestionnaire de l'Etat centralisé ; protection par cet Etat des couches les plus défavorisées ne bénéficiant pas de la réforme agraire.

La porte n'en a pas moins été laissée ouverte à l'expression, par-delà l'idéologie moderniste et démocratique de convention, de rapports de pouvoir plus spécifiquement indiens et, à maints égards, plus traditionnels : montée des Etats linguistiques, prise en main des Etats par les castes dominantes, maintien du contrôle des castes marchandes sur le secteur industriel, financier et commercial privé.

Un cours plus radicalement "total" et autoritaire n'était sans doute pas possible dans une Inde où, contrairement à la Chine, l'appareil politique n'a jamais vraiment tenu un rôle central dans le contrôle social, et où la lutte de libération nationale n'a pas vu la formation d'un appareil de contrôle politique et social radicalement nouveau.

Et l'on a la curieuse impression qu'une "rencontre" a eu lieu entre, d'une part, le "chef naturel" du mouvement national indien (Nehru a pratiquement hérité de sa position de dirigeant, succédant à son père qui avait été président du Congrès) et, d'autre part, le rôle d' "ingénieurerie sociale" classiquement tenu par le marxisme "soviétisé" dans un Tiers-Monde désireux de se "développer".

> "Je me sentais éloigné d'une vision paysanne du monde, et des vieilles façons de penser, les coutumes et la religion m'étaient devenues étrangères. Je me considérais comme 'moderne', pensais en termes de 'progrès' et d'industrialisation, de niveau de vie accru et de collectivisation. Je considérais le point de vue paysan comme réactionnaire et regardais avec faveur vers le socialisme et le communisme".

C'est à un moment où il n'apparaissait d'autre solution que de battre l'Occident avec ses propres armes, tant celles-ci s'étaient révélées efficaces dans l'entreprise coloniale, que Nehru s'est approprié certains éléments du marxisme comme outils idéologiques d'un développement volontariste de type occidental. Il a ainsi contribué à ce qui reste le grand succès du mouvement national indien : l'accès à l'indépendance et la première construction étatique nationale (étape qui a vu un réaménagement du champ politique, économique et social, et qui a garanti une certaine stabilité).

Par contre, cette même démarche, d'inspiration occidentale et de caractère moderniste et élitiste, s'est avérée incapable de répondre à certains traits fondamentaux et spécifiques de la société indienne ; Nehru a ainsi tout aussi certainement contribué au grand échec du mouvement national indien, c'est-à-dire à la Partition, menant à la formation des Etats séparés de l'Inde et du Pakistan.

Les écrits de Nehru témoignent en effet d'une profonde incompréhension du communalisme.

Dans ses analyses, il tend toujours à montrer la "réalité" des intérêts politiques et économiques derrière "l'apparence" ou le caractère secondaire des croyances religieuses, reprenant la version la plus "primitive" du schéma marxiste de l'articulation infrastructure/superstructure. Affirmant que le sous-continent indien ne connaît de minorités que religieuses, et non raciales ou nationales (alors que les révoltes de tribus et les revendications de groupes linguistiques ne tarderont pas à le démentir dès l'indépendance acquise), il leur dénie tout titre à des constructions politiques spécifiques en raison de ce qu'il estime être leur faible degré de "réalité" : il n'en veut pour preuve que le fait que, dans telle ou telle région, Hindous et Musulmans partagent la même culture, et que leurs oppositions religieuses ne sont "donc" que superficielles.

En somme, sa vision mondialiste teintée de marxisme l'amène à centrer ses analyses sur des agrégats d'individus rapprochés par des caractéristiques "réelles" (c'est-à-dire matériellement fondées

dans le psychique, le biologique ou l'économique) comme la langue, l'appartenance ethnique ou l'intérêt économique de classe. Il rejette au contraire comme non pertinents des groupes sociaux constitués, à ses yeux, par la seule conscience de l'appartenance à une communauté, c'est-à-dire par un fait d'ordre purement "idéologique" (et non "réel").

Comment s'étonner alors du peu de sensibilité de Nehru au rôle pourtant essentiel qu'a joué la religion - ou plutôt justement, les religions - dans l'émergence du mouvement nationaliste indien ?

Or, pour les Hindous comme pour les Musulmans des Indes, la constitution d'un mouvement de lutte proprement politique a bien été précédée, au XIXe siècle, par un courant de réveil religieux tentant de réagir à l'intrusion occidentale par des efforts de syncrétisme (réforme) ou de purification (réaction).

Et ce qui caractérise le communalisme c'est justement la volonté de combiner inspiration religieuse et aspiration politique, de donner une assise territoriale de type moderne à une communauté d'origine traditionnelle. Il était donc dans la logique même du processus de réaction à la domination occidentale de susciter au moins deux mouvements nationalistes plus ou moins communalistes, puisqu'il y avait deux grandes religions en cause (le fait que, dans le Parti du Congrès, le nationalisme d'origine hindoue se soit montré moins "communaliste", affichant une idéologie laïque, est certainement dû pour une part importante à la position majoritaire des Hindous, ainsi qu'à leur réaction plus rapide au défi occidental).

Mais Nehru n'a précisément pas saisi la centralité du heurt entre les deux cultures (occidentale-moderne/orientale-traditionnelle) et les dilemmes qu'il entraîne nécessairement. Pour lui, le passage au stade politique moderne du mouvement national représente un progrès, un dépassement du stade religieux devenu inutile, voire rétrograde. Les tentatives d'opposition de courants traditionnels à l'emprise de l'Occident, ou même les essais de conciliation, lui paraissent voués à un échec qu'il ne regrette pas, car le mouvement d'occi-

dentalisation et de modernisation lui paraît irréversible - et positif. Il faut donc s'y adapter, et, dépassant les revendications purement culturelles et religieuses, aborder les réels problèmes, d'ordre économique et politique.

Quoiqu'il en ait, Nehru fait ainsi un choix pour les valeurs occidentales, choix conforté par ses emprunts au marxisme, mais dont de nombreux courants politiques, sociaux et spirituels en Inde n'acceptent pas le caractère inéluctable - ce qui constitue en soi un fait bien "réel".

Le relatif isolement auquel ce choix mène Nehru nourrit chez lui un certain pessimisme :

> "L'absence d'idées et d'objectifs clairs dans notre lutte pour la liberté a sans aucun doute contribué à l'extension du communalisme. Les masses ne voyaient pas de lien évident entre leurs souffrances quotidiennes et la lutte pour l'indépendance (swaraj). Par instinct,elles se sont parfois bien battues, mais c'était là une bien faible arme, qui pouvait aisément être émoussée, voire détournée à d'autres fins. Aucune raison ne présidait à cette lutte et, dans les périodes de réaction, il n'était pas difficile aux communalistes de jouer de ce sentiment instinctif et de l'exploiter au nom de la religion. Il n'en est pas moins extraordinaire de voir comment les classes bourgeoises, tant musulmanes qu'hindoues ont réussi, au nom sacré de la religion, à obtenir un soutien assez massif pour des programmes et des revendications qui n'avaient absolument rien à voir avec les intérêts des masses, ni même avec ceux des basses classes moyennes. Chacune des revendications avancées par un groupe communaliste consiste, en dernière analyse, en la revendication d'une place (pour une poignée de gens de classes moyennes supérieures). Quant à la revendication pour des sièges spéciaux et additionnels dans les législatures d'Etats, comme symboles de pouvoir politique, elle est également considérée comme un moyen d'établir des relations de patronage. Bénéficiant tout au plus à un petit nombre de gens des hautes classes moyennes, et créant souvent des barrières sur la voie de l'unité nationale et du progrès, ces mesquines revendications politiques étaient pourtant présentées de manière à apparaître comme l'exigence des masses du groupe religieux concerné".

Cet essai de rendre compte du Communalisme en termes d'intérêts économiques étroits de minces couches privilégiées donne le

sentiment d'un net manque de confiance dans la capacité politique des masses populaires ; il témoigne aussi d'une certaine méconnaissance de ce qui fait le tissu même de leur vie.

Dans ses rapports avec le Mahatma Gandhi, Nehru montre d'ailleurs qu'il est conscient de cette méconnaissance : alors que, dès 1921, il n'apprécie pas l'importance croissante de l'élément religieux dans la politique nationaliste menée par Gandhi, il reconnaît pourtant que c'est là un bon moyen de s'adresser aux masses. Faisant preuve d'un instinct fort pragmatique, il ira ensuite de concession en concession sur sa tendance rationnelle et moderniste.

La première concession majeure que Nehru a à faire, dès l'indépendance, est l'acceptation de la Partition.

Le processus de séparation entre les deux mouvements nationalistes était probablement inévitable et Nehru ne pouvait, dans ce cas, l'empêcher. Gandhi, et d'autres qui, comme lui, partageaient l'inspiration religieuse du mouvement nationaliste, et étaient donc plus proches des causes profondes de la scission,n'ont d'ailleurs pas pu l'empêcher, eux non plus.

Il n'en reste pas moins que Nehru n'a pas compris le pourquoi de cette première grande défaite.

Surtout, cette même incompréhension de certains traits fondamentaux de la société indienne (religion, caste, intouchabilité) l'a amené à proposer un modèle de développement qui, une fois l'indépendance acquise, s'est révélé de plus en plus incapable de répondre aux manières d'être et aux aspirations d'une grande masse de la population, toujours prise dans le dilemne tradition/modernité.

Nehru devra alors faire d'autres concessions à l'esprit "rétrograde" de la société indienne traditionnelle : réservation de sièges et de postes pour les Castes intouchables ; formation de nouveaux Etats à base linguistique et même confessionnelle. Concessions qui ne suffiront cependant pas pour résoudre, du point de vue moder-

niste, les problèmes nés du système socio-religieux de la Caste (intouchabilité, communalisme, etc...).

Tout aussi pénétrée que son père, Nehru, d'inspiration occidentale renforcée de quelques notions marxistes, mais tentant de remplacer le pragmatisme des concessions par un autoritarisme savamment mêlé de corruption, Indira Gandhi n'y réussira pas mieux.

Modernisation ou occidentalisation ? Le problème reste posé...

LE "CENTRALISME DEMOCRATIQUE" ET LES COMMUNISTES VIETNAMIENS
- DU THANH-NIEN (1925) AU LAO-DONG (1951) -

Pierre-Richard FERAY

Le problème de la prise du pouvoir, puis de sa préservation et de sa consolidation, est au coeur des grands débats qui, depuis un demi-siècle, agitent les communistes vietnamiens.

Il était fondamental pour eux dans le cadre d'une société coloniale - en soi d'une complexité socio-culturelle extrême et dirigée par une puissance impérialiste de taille, la France, en elle-même organisation moderne de répression, de dissuasion et de consensus - d'élaborer une réponse à cette question : comment lutter contre le régime (et le système) colonial, lequel, dès qu'il se sent menacé, n'hésite pas à user de la force, à réprimer toute possibilité d'opposition légale qui le remettrait en question, à jouer les uns contre les autres, à miser sur la collaboration de certaines couches sociales, voire à procéder à des réformes pour prévenir la révolution, c'est-à-dire pour conserver en fin de compte ce pouvoir arraché, au XIXe siècle, des mains d'une bureaucratie mandarinale passéiste, incapable de se transformer elle-même pour perdurer.

On conviendra : l'affaire n'était pas mince. Comment réunir les conditions de la prise du pouvoir? Autrement dit, comment arriver à rassembler les Vietnamiens autour - reprenons l'expression moderne - d'un projet politique et culturel? Comment les organiser pour affronter la toute puissante organisation coloniale? Et sur quelles bases sociales s'appuyer pour provoquer ce rassemblement? D'ailleurs, qui le dirigerait? L'ancienne élite - ou ce qu'il en restait? La nouvelle, qui se formait dans l'environnement culturel colonial? Autant de questions, et nous pouvons les multiplier, auxquelles les nationalistes, puis les communistes vietnamiens, ou les deux en même temps, eurent à répondre. Or, les solutions, en premier lieu, ne s'inventent jamais seules ou *in abstracto* - Lénine lui-même s'interrogeait sur ce qu'avait été vraiment

sa grande oeuvre : le parti communiste "bolchevik"; en second lieu, seule l'action dans le temps permet de les peaufiner, et encore, la solution que l'histoire retient - le parti des travailleurs des années 1950 (Lao-Dong) - est-elle comparable à celle des origines (le Thanh-Nien)? Si évolution il y a, dans quel sens s'est-elle faite? Je crois qu'en histoire, l'interprétation de l'événement, c'est toujours l'analyse scientifiquement, sinon rigoureusement menée de l'Ecart existant entre ce qui paraît, ce qui change et ce qui dure.

Ainsi posons-nous le problème des rapports entre un modèle et une idéologie d'organisation "le centralisme démocratique", et l'usage que vont être amenés à en faire, non pas des marxistes occidentaux, mais des révolutionnaires asiens, orphelins de patrie, dénationalisés, pour mettre sur pied, puis pour l'enraciner, l'ancrer dans le sol culturel vietnamien, une organisation moderne de prise de pouvoir et de résistance. Cette dialectique, sur plusieurs plans, qui s'établit entre le "modèle" léniniste et l'action révolutionnaire, entre le "modèle" et l'organisation coloniale, entre un modèle de prise de pouvoir urbain et une société à forte dominante rurale (1), entre un "modèle" prolétarien et un mouvement de libération nationale, cette dialectique porteuse d'une histoire non-linéaire, non universalisante, est seule capable de nous restituer la genèse d'une organisation qui a réussi, tout en s'affirmant marxiste-léniniste, à diriger un mouvement de libération nationale, une révolution sociale "tiers-mondiste", à ériger un Etat de démocratie populaire.

L'histoire de l'élaboration du parti communiste vietnamien à partir du modèle léniniste pose le problème de la finalité de ce parti. Il est indubitable qu'aux yeux de Lénine, il n'était qu'un "instrument révolutionnaire qui pût un jour conduire au combat la classe ouvrière russe" (2) et que cet instrument nécessaire n'était pas suffisant pour résoudre le problème de la prise du pouvoir dans une Russie autocratique, féodale et dont le retard économique et culturel

1. Ne pas omettre l'importance du problème des minorités ethniques dans ce rapport dialectique.
2. H. Carrère d'Encausse, S.R. Schram, *L'URSS et la Chine devant les révolutions dans les sociétés pré-industrielles*, Paris, 1970, p. 13.

était tel, que la transition au socialisme, une fois renversé le tsarisme, était inséparable de l'appui que la révolution russe recevrait des prolétariats des sociétés plus avancées (autrement dit de l'Europe). Et l'outil lui-même, n'était-il pas aux yeux de Lénine le reflet d'une situation russe, et variable dans ses articulations en fonction de l'évolution de cette situation. D'un type d'organisation spécifique - non encore connue sous le label de centralisme démocratique (1), le IIe Congrès de l'Internationale Communiste (I.C.), en juillet 1920, fait une des "Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste"; il s'agit de la 12e : "Les partis appartenant à l'Internationale Communiste doivent être édifiés sur le principe de la centralisation démocratique". Ce qui suit est significatif des conditions dans lesquelles ce concept est élaboré : après en avoir affirmé le caractère universel, on revient à "la guerre civile" russe qui explique et justifie la centralisation outrancière du parti ainsi que la "discipline de fer" qui est exigée des militants. Entre le modèle élaboré par Lénine, en grande partie, dans les conditions russes de son combat, et celui qui va, d'Internationale en Internationale, s'imposer à tous les partis, la différence est politiquement décisive. Nous avons d'ailleurs les preuves évidentes de cet écart, et nous les exposerons plus loin. Cela nous amène à réfléchir sur la notion de "fidélité au léninisme" quand on situe les problèmes au plan organisationnel. Est-on fidèle au léninisme quand on se réfère à un modèle qui se veut universel-prolétarien (position des Internationales post-léninistes), ou y est-on fidèle quand on plie, on rajuste aux conditions nationales - comme l'a fait Lénine - un "instrument révolutionnaire" dont la finalité et les modalités changent à proportion des changements survenus dans un cadre national ou international ? Ce débat n'a rien d'académique. On peut l'aborder sous l'angle d'une réflexion purement abstraite et théorique, il n'en demeure pas moins vrai que la ou les réponses qu'on apporte impliquent nécessairement le terrain des choix stratégiques (ex. : Stratégie du Front Uni) ou des options tactiques par lesquels un parti révolutionnaire vérifie son efficacité, teste ses chances de réussir

1. Le terme apparaît, semble-t-il, pour la première fois en 1920 dans la bouche de Smirnov qui avec Sapronov constituent un groupe d'opposition dit "Centralisme démocratique".

la prise du pouvoir et de promouvoir la révolution. Exprimons-nous plus simplement : si le "centralisme démocratique" est un modèle d'organisation exogène imposé par l'I.C. aux camarades vietnamiens, la conduite dans la révolution au Viêt-Nam prendra une orientation politique (et sans doute sociale et économique) autre que celle qui prévaudrait dans le cadre d'une démarche plus authentiquement "léniniste" (prise en compte des conditions nationales).

Enfin, il serait incompréhensible, dans le domaine des problèmes organisationnels touchant l'Asie du Sud-Est et le communisme, de négliger le poids de ce qu'il est convenu d'appeler les pesanteurs de l'histoire, ou au contraire, ses accélérations. L'échec des tentatives d'organisations révolutionnaires (ou non) antérieures à la création du "Thanh-Niên" (1), la modification du terrain social (par exemple développement du prolétariat vietnamien), culturel (ex. : phénomènes d'occidentalisation), économique (introduction d'un mode de production exogène, le capitalisme colonial, marginal, mais dominant), la dureté de la répression coloniale, sont autant de raisons de croire en la nécessité, pour les Vietnamiens de se doter d'un parti, suffisamment "démocratique" pour porter en soi le changement (idée d'un Nouveau Viêt-Nam, opposée à l'Ancien Annam) et obligatoirement "centralisé", jacobinisé, "clandestinisé", pour lutter contre l'appareil d'Etat colonial, répressif ou coercitif. Si l'on sait prendre l'exacte mesure de ce "terrain socio-économique culturel", l'expression "centralisme démocratique" peut signifier quelque chose de plus vaste que le sens qu'on lui prête habituellement. Après tout, et quoi qu'en ait dit Nguyên-Ai-Quôc (2), la grâce léniniste, la révélation de son organisation ne lui ont pas été données, dans un ciel serein, par une Internationale Communiste débattant de sujets métaphysiques, mais dans une conjoncture historique où les questions - que pouvait se poser un révolté vietnamien doublement écoeuré par le mandarinat et par le régime colonial -, où le débat majeur qui opposait - déjà - l'"orientalo-communiste" Roy aux "autres" (à la fois y compris et excepté Lénine), avaient un sens

1. Association de la jeunesse révolutionnaire du Viêt-Nam (Viêt-Nam Thanh-Niên Cach Mang Dong Chi Hoi) créée en 1925 par Nguyên-Ai-Quôc.
2. Hô-Chi-Minh, Le chemin qui m'a conduit au léninisme, *Ecrits, 1920-1969*, Hanoi, 1971, p. 253.

vivant, concret, fondamental : Quelle révolution pour l'Asie ? Quelle stratégie ? Quel type d'alliances nouer ? Et avec qui ? Pour faire quoi ? Et quel devait être le rôle de l'I.C ? Quelle nature de relations devait-elle entretenir avec les mouvements révolutionnaires d'Asie ? Et ces mouvements devaient-ils s'articuler autour d'organisations nationales prolétariennes ?

Avant d'être adopté, vivifié et légitimé, par les marxistes vietnamiens, "le centralisme démocratique" pose donc les problèmes de sa nécessité historique, des raisons de son adoption, de son adaptation à une réalité complexe, et en fin de compte, des raisons de sa réussite compte tenu de son objectif originel : la prise de pouvoir.

I - ORGANISATIONS REFORMISTES OU REVOLUTIONNAIRES :

"pré-Thanh-Niên"

- leur échec/le vide organisationnel/Nécessité d'une nouvelle structuration politique.

1) L'Echec des premiers modèles organisationnels

La lutte des Vietnamiens (élite et peuple) pour arracher au régime colonial un pouvoir conquis par la force des armes, en cette seconde moitié du XIXe siècle, n'a pour ainsi dire jamais cessé. Ce qui importe cependant d'ajouter, c'est qu'elle n'a jamais cessé de changer. Entre la résistance d'un Minh-Manh (1820-40) ou d'un Thieu-Tri (1841-47), centrée sur une vision passéiste du monde et articulée autour de l'appareil confucéo-mandarinal, et celle d'un Tu-Duc (1848-1883), inspirée par des lettrés novateurs gagnés aux idées et aux méthodes occidentales, il existe une différence majeure. Cette différence varie de nature quand on aborde la "résistance des lettrés" conduite par l'empereur Ham-Nghi et par Thuyet, le régent, et raison de plus,

1. Sur les quatre premières Internationales : *Thèses, manifestes et résolutions adoptés par les Ier, IIe, IIIe et IVe Congrès de l'Internationale Communiste (1919-1923)*, textes complets, juin 1934, ed. Maspero, 1970. Sur l'ensemble : H. Carrère d'Encausse et S.R. Schram, *Le Marxisme d'Asie - 1853-1964*, Paris, 1965.

quand après 1890, le relais est pris par le "Mouvement paysan", sous la conduite de chefs remarquables comme le "Dê-Tham" ou Luong-Tam-Ky, qui mènent leurs opérations de guérilla en liaison avec la Chine et le Japon, et sous la direction plus ou moins reconnue du nationaliste Phan-Boi-Châu.

L'idée d'organiser la résistance aux colonialistes français autrement que sur le modèle ancien, à savoir l'appareil mandarinal relayé au niveau des communes par le corps des lettrés, a mis un certain temps à cheminer dans les esprits. Mais elle a prévalu plus vite qu'on ne le pense et, en tout premier lieu, chez ces mandarins ou lettrés pour qui la perte d'indépendance avait signifié la fin du régime ancien et, ipso facto, la recherche - avec l'élaboration d'un nouveau régime politique - d'une nouvelle résistance.

2) Le modèle japonais

Ainsi replacée dans son contexte, l'action d'un Phan-Boi-Châu (1) relève d'une démarche que nous pourrions qualifier de "transitoire" : exemple-type du nationaliste foncièrement hostile au régime colonial et fondamentalement opposé à l'ancienne superstructure mandarinale, dont il fait partie, et qui tente de surmonter cette contradiction en s'inspirant d'un "modèle" plus politique qu'organisationnel : le MEIJI, ou la monarchie rénovée, résolument tournée vers le progrès (de type occidental). Le maintien de la monarchie en Etat (en la personne du marquis Cuong-Dê, prince de sang, Phan-Boi-Châu croit tenir son Mutsu-Hito) est seul capable, pense-t-il, de rassembler les Vietnamiens (principe de la légitimité dynastique) à condition, comme l'ont réalisé les Japonais, de se donner les moyens de cette politique, autrement dit, un Parti. La nécessité de fonder cette organisation occupe vite, chez Phan-Boi-Châu, une place prééminente tant dans sa réflexion que dans son action. Ainsi il fonde le "Can-Vuong" qui changera plusieurs fois de nom, pour s'imposer en 1912 sous le vocable de "Viêt-Nam Quang Phuc Hôi" (Ligue pour la restauration du Viêt-Nam). Autour de ce parti, il

1. Lire Les Mémoires (Phan-Boi-Chau niên-biên), *Revue France-Asie*, n° 194-195, Paris, 1968 (présentation et annotations de G. Boudarel).

met en place, entre le Viêt-Nam et le Japon via la Chine, un véritable réseau destiné à "assurer gratuitement le voyage et le séjour à l'étranger d'étudiants désireux de s'initier aux sciences occidentales et à la monarchie selon Tokyo". Tous les éléments d'un grand parti sont en place : chef, structure, liaisons, cadres politiques et même programme politique : en rédigeant le "Tân Viêt-Nam" (Nouveau Viêt-Nam), il expose un plan de rénovation du pays en dix points, fortement inspiré du programme "Meiji". Or, en 1920, huit ans après sa création, le Quang Phuc Hôi" n'existe pratiquement plus, décimé par la Sûreté française en Indochine. Il aura suffi de quelques éléments infiltrés dans le parti, installés alors à Canton, par la police d'Albert Sarraut et de discréditer le mouvement de Phan-Boi-Châu en présentant son "étude sur la collaboration franco-vietnamienne" comme un ralliement au régime colonial pour mettre un terme à cette première tentative réelle d'organisation politique vietnamienne.

3) Le modèle chinois

Châu ne désarme pas. Il tire les leçons de l'échec. Il doute de la validité, pour le Viêt-Nam, du modèle japonais. Il faut dire que ses convictions monarchistes n'ont jamais été profondes; et pas assez fortes, en tout cas, pour résister à l'attrait de l'idéal républicain de Sun-Yat-Sen. D'autant plus que la Chine est géographiquement aux portes du Viêt-Nam, d'où la facilité des accès dans les deux sens. Entre 1920 et 1925, date de son arrestation à Shanghaï par les Français, Châu évolue radicalement, passant d'un vague réformisme républicain à une pensée socialisante; il lit - en japonais - un certain nombre d'ouvrages marxistes, et il est même contacté par des émissaires soviétiques. Parallèlement, son attitude à l'égard de la France durcit, si besoin est; il applaudit aux actions terroristes du "Tam-Tâm-Xa", groupe anarchiste plus ou moins communisant; il éprouve le besoin de constituer, en référence au Kuomintang, et sur les débris du "Quang Phuc Hôi", un vrai parti révolutionnaire : ce sera la naissance du "Viêt-Nam Quôc-Dan-Dang" (1er V.N.Q.D.D.), qui n'aura qu'une existence formelle.

4) L'échec de Phan-Boi-Châu

Cet échec ne se situe pas seulement hors du Viêt-Nam, au Japon ou en Chine; il ne signifie pas uniquement une entreprise d'organisation avortée; il est avant tout échec dans ses modalités d'application au pays même.

D'abord, en 1913, la défaite du "Mouvement des paysans", animé à l'intérieur par le "Dê-Tham", en partie inspiré par Phan-Boi-Châu, révèle les carences programmatiques d'une organisation qui ne prend pas assez en compte la misère paysanne et l'exploitation de ce monde rural par le régime colonial et ses "voraces collaborateurs".

Ensuite, entre 1918 et 1920, le coup de filet de la Sûreté Générale met à nu la naïveté et l'impréparation des dirigeants du "Quang-Phuc-Hôi". Pis, au pays même, les sociétés secrètes (1), celle de Gilbert Chiêu, au sud, dont les relations avec Phan-Boï-Châu sont évidentes, ne résistent guère mieux. D'autre part, leur aventurisme (caractère putchiste de la société de G. Chiêu), les méthodes utilisées, très traditionnelles, jettent un doute sur le caractère novateur de l'organisation de Châu. Enfin l'idée, chère à Châu de sauver le pays par la constitution des élites, par l'exemple des héros, ne fait que prolonger la vieille tradition "sino-vietnamienne" et confucéenne du règne par la vertu, du salut du peuple par la voie du Haut. Le mérite de Châu est d'avoir posé avec clarté le problème de la nécessité d'une vaste organisation, laquelle, dans le contexte colonial, ne pouvait être que révolutionnaire, au sens de l'emploi de la violence comme méthode pour renverser le régime colonial. De ce point de vue, il ne se faisait aucune illusion sur le caractère évolutif du régime colonial. Les biographes occidentaux de Nguyên-Ai-Quôc se complaisent à mettre en relief cet apport essentiel de l'action de Châu sur la pensée du futur Hô-Chi-Minh. D'après eux (lire l'analyse de David Halberstam -2), en quittant son pays, en 1911, Nguyên-Ai-Quôc avait déjà compris, grâce à Châu, la nécessité de mettre sur pied une organisation moderne et à

1. G. Coulet, *Les Sociétés secrètes en terre d'Annam*, Saïgon, 1926 (ouvrage qui reste fondamental sur la question).
2. *Hô-Chi-Minh*, suivi de *Journal de prison*, ed. Buchet-Chastel, Paris, 1972.

caractère national. Ce qui est sûr, c'est que Châu a tracé une voie : rassembler et organiser les Vietnamiens pour chasser les Français de leur pays.

5) L'échec de Phan-Chu-Trinh / le modèle "parlementaire" :

Comme Châu, Trinh est un lettré et un mandarin démissionnaire. Déporté au célèbre pénitencier de Poulo-Condor pour agitation anti-française en 1909, il est libéré sur un vote de la Chambre française des députés. En 1911, l'administration coloniale l'exile en France où il demeurera jusqu'en 1920. Puis, de retour dans une "Cochinchine" gagné aux idées nouvelles, il entreprend une action politique courageuse et exerce une influence considérable sur toute l'élite vietnamienne francisée de l'époque. Ses funérailles en 1926 sont suivies par des dizaines de milliers de Vietnamiens qui en font une manifestation patriotique de grande ampleur.

A l'opposé de Châu, Trinh n'a créé aucun parti, mais il en a inspiré un : le Parti Constitutionnaliste de Bui-Quang-Chiêu. L'originalité de ce parti, limité à la "Cochinchine" est d'avoir une base sociale et économique constituée pour l'essentiel par les grands propriétaires fonciers du Sud, et comme dirigeants, des intellectuels vietnamiens ayant séjourné, souvent pour leurs études, en France. Vu sous un autre angle, ce parti peut être considéré comme l'expression politique d'une nouvelle classe vietnamienne désireuse,par les voies légales, de s'affirmer comme classe politique dirigeante. Il y a là d'évidence l'embryon d'une bourgeoisie nationalitaire, pénétrée de culture occidentale, et qui,ne s'estimant pas suffisamment forte pour affronter - au plan de la prise de pouvoir - le régime colonial, souhaite se fortifier en collaborant avec lui, en faisant un bout de chemin ensemble. Cette bourgeoisie dispose d'une stratégie politique : s'allier aux représentants de la bourgeoisie française pour liquider - socialement et culturellement - l'ancienne classe dirigeante, déjà bien mal en point. La ville enfin représente pour cette nouvelle classe le terrain sur lequel elle entend ultérieurement lutter à armes égales avec la bourgeoisie commerciale chinoise puis les commerçants et indus-

triels européens. Dans ces conditions, la pensée novatrice et démocratique de Phan-Chu-Trinh cadre parfaitement avec ses aspirations économiques et politiques. Elle estime que si la démonstration est faite de la possibilité de développer au Viêt-Nam un parti de type parlementaire et réformiste, tôt ou tard, le régime colonial devrait en tirer les conséquences sur le plan politique.

Si dans le domaine organisationnel, le Parti constitutionnaliste n'apporte rien de neuf, son action va en revanche, au niveau de la défense des droits démocratiques, avoir une influence déterminante. Elle permet la pénétration et la diffusion, à la suite des oeuvres des penseurs occidentaux (Montesquieu, Rousseau, Voltaire), du marxisme ; elle pose le problème des activités des nationalistes vietnamiens dans un cadre légal; il sera difficile par la suite d'éliminer dans la colonie, l'idée d'une opposition et d'une critique admises ; elle révèle au régime colonial l'existence d'une bourgeoisie nationale, ses aspirations, son occidentalisme, elle lui offre, pour ainsi dire, une chance historique de jouer la carte du réformisme. On sait ce qu'il en adviendra. Dès 1925, le Parti constitutionnaliste est débordé sur sa gauche par la jeunesse du mouvement qui n'apprécie guère cette lente prise du pouvoir politique. L'administration coloniale réagit sans discernement,apportant la preuve aux révolutionnaires que l'action légale est un leurre et que les étapes doivent êtres brûlées et non échelonnées dans le temps.

Au moment où naît le Thanh-Niên, ni la voie légale et réformiste ni la voie révolutionnaire et traditionaliste n'ont pu s'inscrire dans une quelconque organisation. Le vide organisationnel appelle, commande la venue d'un type nouveau d'organisation et les hommes capables de le promouvoir.

II - DU THANH-NIEN (1925) AU PCI (1930)

"LE 'CENTRALISME DEMOCRATIQUE' à l'épreuve des réalités nationales"

LE PARTI en quête de légitimation révolutionnaire

1) Le "centralisme démocratique" selon Lénine

Les problèmes d'organisation tiennent une place importante (mais non primordiale) dans l'oeuvre de Lénine (1). Disons que chez Lénine, la question d'organisation est seconde (non secondaire) par rapport à l'analyse des conditions nationales, seule susceptible de déterminer une ligne politique juste, par rapport aussi à la direction, qui ne peut être que prolétarienne (le parti organisé du point de vue de la classe ouvrière). L'organisation de type léniniste est d'abord l'organisation que se donne le prolétariat russe pour prendre le pouvoir en Russie, sous un régime politique, économique et social, qui entretient pour ainsi dire, des relations d'ordre dialectique avec les révolutionnaires. Dès l'instant où les tendances dominantes de ce régime créent les conditions de l'action clandestine (entre 1900 et 1905), il est nécessaire que les révolutionnaires, d'une part s'organisent en noyau, fortement structuré et fortement centralisé et ce, pour prévenir le noyautage inévitable des organisations ouvertes ou de type démocratique par l'appareil répressif de l'Etat et, d'autre part,

1. Cf. *Oeuvres complètes de Lénine*, Ed. Sociales, 46 volumes (dont 1 vol. index). Etudes ou articles consacrés à l'organisation communiste:
   - *Que Faire?* 1902 (février) (très important).
   - *Lettre d'un camarade sur nos tâches d'organisation*, 1902 (septembre).
   - *Un pas en avant, deux en arrière*, 1904.
   - *Devons-nous organiser la révolution?* 1905 (février).
   - *De la réorganisation du Parti*, 1905 (novembre).
   - *En route*, 1909 (février).
   - *La liquidation du liquidationnisme*, 1909 (juillet).
   - *La maladie infantile du communisme*, 1920 (très important).
   - *Discours au Xe Congrès du P.C.R.*, 1921 (mars).
   - *La Pravda*, 1921 (21 septembre), *Sur l'épuration du parti.*
   - *Discours au IVe Congrès de l'I.C.*, 1922 (novembre). Capital. Un des meilleurs analystes français du "centralisme démocratique" reste à ce jour Philippe Robrieux. Cf. son étude *Le centralisme démocratique en France, avant et après le XXe Congrès* (Publication groupe UNIR).

se professionnalisent, c'est-à-dire qu'ils se constituent en avant-garde consciente de la classe dont ils prennent - par la force des choses - la direction. Lénine se prononce, dans ces conditions, pour la discipline militaire, pour une centralisation extrême, pour la cooptation (contre les élections), ou la sélection, bref pour le centralisme non démocratique. Mais quand existent des conditions de vie démocratique, quand une action légale est possible, et plus tard, lorsque la révolution aura triomphé (et avant la période dite du communisme en guerre), la démocratie à la fois fonde, justifie et corrige le centralisme dans ses excès (d'où entre 1917 et 1924, l'existence et l'importance des débats au sein de la révolution russe et de la IIIe Internationale).

Hissons d'un cran l'analyse. Il y a parti centralisé et absence de démocratie là où s'établit le rapport de force, le rapport de violence ; le parti est alors réduit à la seule avant-garde, qui agit tel un état-major secret, à la fois en vue d'éviter les coups, et d'imprimer une direction politique, des consignes, des mots d'ordre qui se doivent d'être exécutés. En revanche, cette avant-garde, privilégiée par l'histoire et par les luttes, aux yeux de Lénine doit prendre conscience de tous les devoirs qu'implique son rôle ou sa fonction, il lui demande "dévouement à la révolution", "maîtrise de soi", "esprit de sacrifice", "héroïsme". Par le biais de l'avant-garde, Lénine introduit la notion de morale révolutionnaire ; de même, ce pouvoir que possède le révolutionnaire professionnel est subordonné à son "aptitude à se rapprocher de la masse des travailleurs, avant tout de la masse laborieuse non prolétarienne ; son aptitude à se lier, ou à se fondre jusqu'à un certain point avec cette masse. "C'est pourquoi, en dernière analyse, la ligne politique défendue par le prolétariat "conscient" est la ligne de masse, car la stratégie et les tactiques qu'il développe ne sont justes que si les masses se convainquent "par leur propre expérience" qu'elles sont justes. La démocratie, dans le parti, n'est rien d'autre que son aptitude à faire passer auprès du plus grand nombre la ligne politique, étant entendu que la détermination de cette ligne, si elle peut être le fait des masses (Congrès, élection des représentants), reste - là dessus, Lénine est moins précis - en période de normalité politique le fait de "l'avant-garde prolétarienne", autrement dit de

la direction du Parti. Autant la prise du pouvoir par la violence se circonscrit autour du <u>centre</u> ou du noyau, autant la <u>démocratie</u> se développe en cercles concentriques de plus en plus larges. Sous des régimes plus démocratiques, ou dans des périodes de relative normalité, la relation dialectique centre-démocratie joue ou peut jouer à plein, mais comme Lénine mène son combat contre le régime autocratique russe, il ne se fait aucune illusion. Il lui paraît donc nécessaire que le <u>centre</u> ou le noyau clandestin, doivent demeurer, comme en position de vigilance afin que, les conditions s'inversant, l'adaptation se fasse au moindre mal possible. Lénine raisonne toujours en terme de violence révolutionnaire, il se prépare à cette violence, il forge donc un parti qui puisse le moment venu pratiquer la "césarienne", comme il pourrait - le cas échéant - procéder à un accouchement plus normal.

2) " Le centralisme démocratique" selon les Internationales Communistes (I.C.).

Les textes des I.C. concernant l'organisation du parti (cf. surtout les "Thèses sur la structure, les méthodes et l'action des Partis communistes", 59 articles - IIIe Internationale) ne sont ni conformes ni opposés à la pensée léniniste; ils se contentent tout simplement de la momifier, de la faire sortir de son contexte historique, de son cadre géopolitique, de pérenniser des principes, de transformer progressivement un <u>instrument</u> en nécessité (une condition), une nécessité en finalité. C'est si vrai que Lénine, au IVe Congrès, alors qu'il était déjà très souffrant, intervient dans son célèbre discours de novembre 1922, d'autant plus célèbre qu'il a été longtemps méconnu. Que dit Lénine ? Ceci : la résolution "Thèses sur la structure..." est excellente (pour la Russie), mauvaise (pour les autres). Il dénonce son "caractère russe prononcé", tout "emprunté au développement russe", "foncièrement pénétré de l'esprit russe", et irréalisable (si un étranger parvient à la comprendre). Il insiste : "nous avons commis une grande faute avec cette résolution, car nous nous sommes barré le chemin pour un progrès ultérieur". Il propose de tout reprendre dans le sens d'une assimilation de ces "thèses" par la compréhension de la révolution russe, ce qui revient à dire que tout reste à faire, que l'organisation que le prolétariat se donnera sera fonction

des contingences historiques, des conditions nationales.

Ce texte d'importance majeure montre à quel point Lénine relativisait l'organisation, et se posait, en n'y apportant aucune réponse précise, la question de savoir si le modèle russe était opérant pour le prolétariat des autres nations. En rendant intangibles ces principes d'organisation, l'Internationale allait à l'encontre de la volonté léniniste, elle instaurait, voire imposait, une structure commune aux partis prolétariens, cherchant par ce biais, à s'en assurer le contrôle, la direction des mouvements ouvriers au profit de l'U.R.S.S. Le centralisme démocratique deviendra ainsi, sous Staline, le centralisme de Moscou ... sans démocratie du mouvement ouvrier international. Il existe donc deux lectures du centralisme démocratique: celle de Lénine, nationale, vivante, variable, encore que très centralisatrice, celle de l'Internationale qui fait ou fera du parti, non pas la résultante de l'analyse politique, mais bien la structure déterminante qui commande la ligne politique. Nous ne sommes guère éloignés des votes unanimes, des unanimités de façade, du culte du chef et du cadre révolutionnaire, de l'absence de débat, de la rupture d'avec la ligne de masse ....

3) "Le Centralisme démocratique" selon Nguyên-Ai-Quôc Expérience du Thanh-Niên (1)

En adhérant à la IIIe Internationale (Congrès de Tours, 1920), Nguyên-Ai-Quôc pensait moins aux problèmes organisationnels qu'à l'analyse faite par Lénine de l'impérialisme, du rôle tenu désormais par les peuples d'Asie (2). "Lénine fut le premier, écrit Nguyên-Ai-Quôc, à apprécier toute la portée de la question consistant à entraîner les peuples coloniaux dans le mouvement révolutionnaire. Il fut le premier à montrer que sans la participation des peuples colo-

1. P. Rd. Féray et C. Pasquel-Rageau, *Hô-Chi-Minh*, Ed. Martinsart,Paris, 1977. Lire aussi: Nguyên-Phuong-Trach, Introduction du marxisme au Viêt-Nam, *Viêt-Nam et Socialisme*, Paris, 1969, n°2.
2. Lénine: -L'impérialisme, stade suprême du Capitalisme
   -A propos de la brochure de Junius
   -Bilan d'une discussion sur le droit des nations.

niaux, il ne saurait y avoir de révolution socialiste" (1). Ce qui, "dans les thèses de Lénine, ébranle ses convictions, c'est la prise en compte de la dimension nationale des problèmes coloniaux; mieux : son insertion dans le processus révolutionnaire, ce qui permettra à Nguyên-Ai-Quôc de se démarquer du combat nationaliste traditionnel; mieux encore, c'est à partir de la donnée nationale, poser en termes neufs, le problème paysan" (2).

En conséquence, tout prédisposait Nguyên-Ai-Quôc à avoir une lecture "nationale" ou léniniste, du modèle élaboré et mis en pratique par le grand dirigeant russe. Il y a plus : venu en Occident et en France pour s'instruire et apprendre la manière de combattre dans son pays l'adversaire colonial, Nguyên-Ai-Quôc, par le truchement des analyses léninistes, se persuade non seulement de l'inanité des voies démocratiques ou parlementaires (rejet violent du réformisme), mais refuse aussi au prolétariat occidental (des pays qui possèdent des colonies) le droit de diriger l'histoire des peuples opprimés. De ce point de vue, entre les thèses défendues par Roy et par Lénine, Nguyên-Ai-Quôc se situe à mi-chemin. Autant il se méfie d'une possibilité d'alliance (Front Uni) avec la bourgeoisie nationale (au fait existe-t-elle au Viêt-Nam ?) autant il estime déjà (mais de manière encore imprécise) que,pour la question paysanne, le mouvement révolutionnaire dans son étape présente ne peut avoir qu'une dimension nationale.

Ainsi il va construire son "Thanh-Niên" à Canton dans les années 1925-1926.

Le "Thanh-Niên", c'est d'abord un noyau dur, un groupe communiste rassemblant, autour de Nguyên-Ai-Quôc, six militants dont Hô-Tung-Mau et Lê-Hong-Phong. Puis autour du groupe dirigeant s'ordonnent bien vite en cercles concentriques, militants, adhérents, sympathisants. Les premiers reçoivent une formation sélective : les meilleurs sont envoyés à l'Université d'Orient de Moscou, les autres à

1. *Revue historique, Krasnui n° 2*, 1925.
2. P.R. Féray, *Le Vietnam au XXe siècle*, Paris, 1979.

l'Ecole des Cadets de Whampoa, les derniers enfin, sous la direction de Nguyên-Ai-Quôc, sont formés dans le cadre même du Thanh-Niên qui dispose par ailleurs d'un organe de presse : le *Thanh-Niên* (Jeunesse). Le futur Hô-Chi-Minh s'exprime sur deux registres : dans le cadre étroit de formation (brochure), *Le Chemin de la Révolution*, il fait du léninisme la boussole de toute conduite révolutionnaire, il s'exprime en "prolétarien internationaliste" ; dans le cadre plus large (étendu jusqu'au Viêt-Nam) du *Thanh-Niên* (journal), c'est d'évidence un autre langage : le souci d'être entendu et compris par les plus larges masses : comment introduire le marxisme auprès du peuple vietnamien ? Comment faire en sorte que le communisme puisse être compris, assimilé, accepté sinon en se posant la question de savoir s'il est applicable "en Asie en général et en Indochine en particulier ?" (1). Le souci donc d'être entendu amène Nguyên-Ai-Quôc à introduire dans son organisation la dimension nationale de manière originale. Au lieu de poser la question nationale , point de vue de Lénine et de l'Internationale, sous l'angle d'un Front Uni avec la bourgeoisie, classe à priori incarnant cette revendication, il considère que le prolétariat en alliance avec la paysannerie peut se porter à la tête, et de la révolution sociale et du mouvement national. Les conséquences d'une telle analyse sont considérables pour la révolution vietnamienne et pour toutes les révolutions en Asie. Elle sous-tend l'idée :

1) d'une adaptation des analyses de l'Internationale aux conditions concrètes du pays (la société paysanne, le poids des traditions, les phénomènes de continuité et de rupture, l'identité culturelle... seront par la suite ré-étudiés et ré-évalués - Phase du Viêt-Minh) ;

2) d'une organisation à double structure :

a) la structure centralisatrice ou verticale (armée de la révolution contre armée de la colonisation) prête à affronter un rapport de violence ;

b) la structure démocratique ou horizontale dont la finalité est d'insérer l'idéologie communiste dans la nation, dans tous

1. Immigration vietnamienne en France 1926-1930. *Mouvement social*, n° 90 janvier-mars 1975.

les fils de son tissu socio-culturel.

Une analyse politique d'ensemble conditionne la mise en place par Nguyên-Ai-Quôc des structures du *Thanh-Niên*. On ne peut parler encore de ligne politique, car Nguyên-Ai-Quôc, par rapport à l'Internationale, n'a pas suffisamment d'autonomie politique (il milite hors du Viêt-Nam) pour l'imposer. Par sa position, redevable de l'Internationale, et dans le même temps fidèle à sa propre conception de l'internationalisme, il ne parvient pas au Viêt-Nam même, à mettre en pratique cette "ligne". D'autant plus que, entre 1926 et 1930, le Viêt-Nam traverse une période de grande agitation sociale et urbaine. C'est dans les luttes et dans le prolongement de l'action syndicale que les militants formés au "Thanh-Niên", affrontent les réalités nationales. Le discours de Nguyên-Ai-Quôc a peu de chance d'être entendu : pour de nombreux communistes vietnamiens la lutte des classes paraît être vraiment le moteur de la lutte anti-coloniale. Le "Thanh-Niên" subit alors une crise de croissance, la direction extérieure (en Chine) est mise en question sur sa pratique prudente, attentiste, anti-révolutionnaire. Conjointement, après l'expérience chinoise, l'Internationale durcit ses positions et devient plus favorable à la constitution de partis prolétariens, là où sont réunies les conditions de leur formation. C'est l'époque enfin où triomphe Staline qui confisque le léninisme à son profit, à celui de l'Union Soviétique.

Nous connaissons la suite (1) : l'éclatement du *Thanh-Niên*, la prolifération des partis communistes, leur rassemblement par Nguyên-Ai-Quôc, qui tente, en février 1930, d'imposer encore ses vues, qui échoue en partie en octobre de la même année par la création du

1. Cf. *Contribution à l'étude des mouvements politiques de l'Indochine française*, Hanoi, 1933-1934 (Fasc. V).
   - W.J. Duikker, The Red Soviets of Nghê-Tinh : an early communist Rebellion in Viêt-Nam, *Journal of South East Asian Studies*, IV, 2, 1973.
   - C. Thupinier, *Les Soviets du Nghê-Tinh*, mémoire de maîtrise d'histoire, Nice, 1977.

Parti communiste indochinois. Le programme adopté, l'organisation (1), les tactiques mises en place, l'expérience des Soviets du Nghê-Tinh (1930-1931) et leur échec, révèlent les limites mais aussi l'efficacité (importance du noyau clandestin) d'un modèle exogène qui, du haut vers le bas, tente de structurer un mouvement social (il s'agit des Soviets du Nghê-Tinh) qu'il ne parvient plus à maîtriser dès l'instant où les masses en action débordent, par leurs mots d'ordre, leurs formes de lutte, leur anarchisme culturel, l'encadrement du parti. Dans la période de reflux, le Parti se révèle suffisamment fort pour éviter l'irréparable.

Nguyên-Ai-Quôc tire les conclusions de cette première phase du mouvement communiste vietnamien. A son camarade du Thanh-Niên, Nguyên-Luong-Bang, il exprime son inquiétude: "Il ne faut pas parler du prolétariat par formules à l'emporte-pièce. Dans l'immédiat le problème est de renverser les colonialistes français et de libérer la nation, il faut donc éveiller le patriotisme de chacun ...".

En quête de légitimation révolutionnaire, le Parti avait tout simplement oublié la phase de légitimation nationale.

III - DU PCY (1930) AU LAO-DONG (1951) :

- Retour au "léninisme"
- Dépassement nationalitaire et guerre révolutionnaire

1. Nous connaissons aujourd'hui parfaitement cette organisation grâce aux archives de la Sûreté Générale, mais aussi grâce aux documents vietnamiens recueillis par les services de la Sûreté. Une énumération de ces archives serait fastidieuse. Nous vous proposons d'en montrer quelques unes lors de notre intervention. Ces archives (dépôts aixois) proviennent pour l'essentiel du fonds des archives d'Outre-mer, *Archives centrales d'Indochine*. Parmi les séries consultées: Série de rapports de la Conférence des gouverneurs généraux à Paris, 3 nov. 1936 ; série E (très important comme fond: administration provinciale; série F6 (rapports politiques généraux de 1941 à 1946); série F12 et suivante (rapports de la Sûreté Générale - le Laos est très étudié et permet d'intéressantes mises au point) ; série F2, F4, F16, F19, F34, F36 etc. Nous avons consulté aussi des "documents confidentiels" dont la très intéressante brochure: *Notice sommaire sur le Parti communiste indochinois*, Service de la Sûreté du Tonkin et du Nord-Annam.

- Le Parti en quête de légitimation nationale et étatique

1) Première période : la reconstruction du Parti 1931-1938:

Un intéressant mais trop bref débat a opposé, en 1936, à propos de la publication de *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine* (1), Isabelle Boudet et Pierre Rousset à Daniel Hémery (2). La thèse des deux premiers était que la reconstitution du mouvement communiste entre 1932 et 1935 s'était effectuée de manière diversifiée et fragmentée. L'exemple le plus remarquable de cette fragmentation étant illustré en Cochinchine par la période "Luttiste" où l'on retrouvait - au sein du Front Uni, les dirigeants du PCI, les cadres trotskystes, et les communistes "agraires" de Nguyên-An-Ninh. La période suivante - le Front méridional "luttiste" étant remis en question, voit au contraire le développement, conjointement avec le Front populaire en France, d'un second type de Front (le Front démocratique) dont l'essentiel de l'action se déroule dans les grandes villes et porte sur les revendications démocratiques et culturelles. Avec en arrière-fond les grandes grèves de 1936 et une agitation sociale permanente. On observe donc deux faits assez remarquables : une certaine autonomie des communistes vietnamiens à l'égard de l'Internationale; une conception originale des stratégies frontistes dans la mesure où la direction de ces fronts reste sans conteste sous le contrôle quasi total des dirigeants communistes et où ces fronts sont davantage impulsés à la base par la lutte des classes que par des accords passés au sommet. Comme l'écrivent Boudet-Rousset : "La revendication nationale apparaît à l'intérieur du cadre déterminé par la lutte sociale, le combat de classe".

L'image d'un parti arrivé à sa maturation politique - ce qui ne l'empêche pas de suivre mais à sa manière - tous les tournants de l'I.C., étonne, compte tenu de la débâcle des années 1930. Pourtant,

1. D. Hemery, *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine*, Ed. F. Maspero, 1975.
2. *Pluriel*, n° 7, 8, 9, 1976-1977.

dès 1933, les archives de la Sûreté générale sont formelles à ce sujet, le parti est reconstitué. Cela prouve (1) qu'il a victorieusement subi l'épreuve de la clandestinité, que le côté "centralisateur-violence" du modèle léniniste est opérationnel. Cela renforce Nguyên-Ai-Quôc dans sa conviction qu'il faut parfaire ce "noyau dur", le prolétariser encore plus en éliminant une partie de ses cadres intellectuels, et surtout renforcer l'unité de la direction, et enfin procéder à une analyse plus affinée, plus réelle, de la société vietnamienne. Le Parti procède - est-ce seulement sous l'impulsion de Nguyên-Ai-Quôc? - à un véritable retour aux méthodes léninistes. Les communistes apprécient mieux la nature de classe de leurs alliés, de leurs ennemis, font une meilleure analyse de la paysannerie vietnamienne (l'influence du modèle chinois n'est pas à négliger), ont de leur histoire une meilleure appréciation ... La période du "Front démocratique" libère le parti - pendant un temps - de la clandestinité. Son insertion dans la légalité est une expérience d'une grande richesse (il gagne à lui de nombreux intellectuels) d'autant plus qu'elle est menée avec prudence à la façon léniniste, alliant activités légales, semi-légales avec les activités illégales.

Il est certain que,durant toute cette période, le Parti a connu de graves crises. Certaines sont connues et sont révélées par les trotskystes vietnamiens, par exemple, en Cochinchine, à partir de 1937, le P.C.I. perd sa prééminence politique et sans doute, parce qu'il ne l'a plus, il sépare le Front Uni d'avec les "Luttistes". On a mentionné l'existence d'un courant droitier à l'intérieur du P.C.I. Mais le phénomène le plus remarquable n'en demeure pas moins le changement (plus que le renouvellement) d'équipe opéré au sein de la direction : autour de Nguyên-Ai-Quôc, rares sont ceux qui ont conduit les luttes en 1930. Phung-Chi-Kiên, Vô-Nguyên-Giap, Pham-Van-Dong, Vu-Anh, Nguyên-luong-Bang, Hôang-Quôc-Viet, Truong-Chinh etc. font figure de "nouveaux communistes" et ils sont tous - ou presque - les "hommes" de Nguyên-Ai-Quôc.

1. Cela prouve aussi que l'aide que le Parti reçoit d'une part de l'I.C., d'autre part du P.C.F., est loin d'être négligeable. Elle suffit en tout cas, dans des conditions difficiles de lutte, à lui éviter le pire, à lui permettre de préserver l'essentiel de ses acquis. Sur ce point précis, nous partageons les analyses de P. Rousset, *Communisme et nationalisme vietnamien*, Ed. Galilée, Paris, 1978.

Celui-ci va, à travers eux et par eux, faire passer sa ligne politique. Le tournant est pris à la sixième session du Comité central du Parti, en novembre 1939 : "Sur la plate-forme de la libération nationale et dans l'intérêt suprême de la nation, toutes les tâches révolutionnaires doivent être résolues en fonction de ce but".

2) Deuxième période : Le Viêt-Minh ou la structuration horizontale du Parti (1938-1949)

Indéniablement, cette sixième session marque un tournant, non pas de la ligne politique du Parti élaborée en 1930 (analyse des deux tâches : lutte anti-impérialiste (Révolution nationale), lutte anti-féodale (Révolution sociale)) mais de son orientation stratégique (1). L'homme de ce tournant c'est Nguyên-Ai-Quôc qui deviendra, en 1941, Hô-Chi-Minh. Il ne s'agit plus de mener conjointement la lutte sur les deux plans, mais d'en privilégier un (lutte anti-impérialiste) forcément et en partie, en réduisant la portée de l'autre. On conçoit que les trotskystes, mais également une partie des communistes du P.C.I., aient qualifié ce tournant de "droitier", d'autant plus que la création du Front Viêt-Minh (1941), puis plus tard, la dissolution du P.C.I. (2) (11 novembre 1945) accentuent cette dérive droitière. En effet l'orientation exclusivement anti-impérialiste de la lutte implique la mise sous le boisseau de la lutte de classes pour une politique de coexistence sinon de collaboration de classes. C'est une façon de voir les choses. Il en est une autre, qui nous permet de revenir au Parti, objet de notre étude, et cette autre façon d'examiner la question est de souligner que,durant toute cette phase ultra-nationalitaire, le Parti n'en conserve pas moins et,dès 1941, le quasi monopole de la direction de ce Front, ce qui ne s'est jamais vu, même en Chine, au temps de la stratégie du Front uni (1936-1945).

Cela n'a été rendu possible que par une métamorphose "léniniste" du Parti, que par une pratique "léniniste" de ses dirigeants,

1. On ne parlera plus dès lors que de l'Organisation.
2. *Courrier du Vietnam*, n° 54, nov. 1976.

à savoir forger un parti comme instrument de lutte nationale pour la prise du pouvoir d'état colonial et ancrer ou intégrer le parti dans le mouvement des masses. Fidèle à l'esprit du Thanh-Niên, Hô-Chi-Minh - dans le contexte international bien connu des années 1940 - a estimé que la ligne de masse ne pouvait passer que par l'axe national ou patriotique. Le Parti devait donc se "nationaliser", se fondre dans les masses, mais il ne pouvait le faire à partir de sa seule structuration verticale (Parti + organisations annexes : jeunesse; associations féminines; syndicats agricoles rouges; syndicats ouvriers rouges; secours rouge; ligue anti-impérialiste; groupes d'auto-défense (1)), il fallait en impulser d'autres ou revivifier des structures traditionnelles, ou prendre appui sur des associations les plus diverses (âge, minorité, activités socio-professionnelles, culturelles etc.), les plus éloignées même des activités proprement communistes. Le symbole de cette structuration horizontale (ou encore "démocratique") est donné par les Associations Cuu-Quôc (Salut national). Au moment de la Révolution d'Août, il y eut un essor considérable des "formes d'organisation transitoire" qui se sont révélées d'une très grande efficacité (2). Le Parti était naturellement toujours représenté au sein de ces organismes non-annexés au Parti. Le cadre avait pour fonction essentielle l'explication et la réalisation des mots d'ordre. Il y eut des débordements, ils restèrent cependant localisés et les "reprises en main" furent plus rapides, mieux exécutées. Le Front Viêt-Minh, qui n'est pas un front classique d'alliance entre les états-majors des partis, s'est surtout constitué sur ce mouvement de masse impulsé d'en-haut par une direction communiste ayant opté pour une stratégie nationale.

Or, en corollaire à cette pratique démocratique (plus le parti s'élargit, plus il se nationalise) Nguyên-Ai-Quôc apporte toute son attention à renforcer le noyau du Parti et, ipso facto, la direction

1. Ce sont ces organisations qui, au moment des Soviets du Nghê-Tinh, jouèrent un rôle prépondérant, tout particulièrement les syndicats agricoles rouges. Cela ne signifie pas que les "Associations" de type plus traditionnel aient été -alors - tenues à l'écart du mouvement insurrectionnel.
2. Truong-Chinh, *La résistance vaincra*, Hanoi, 1962.

politique (1). En effet, cet élargissement n'est pas sans danger. Moins le parti paraît, plus il se structure, plus grande doit être son unité de direction. Le Front Viêt-Minh doit avoir ses propres structures. Le Parti met en veilleuse les siennes, plus exactement, il les "clandestinise". Le parti se fond dans les organisations de masses pour les vertébrer. En "léniniste", Hô-Chi-Minh forge un parti qui, dans un cadre national et dans une conjoncture internationale exceptionnelle, ne peut plus être un simple décalque de l'organisation léniniste. Il reste une avant-garde (2) mais dans le même temps, il devient l'axe historique et politique d'un mouvement national. Il acquiert ainsi, au prix de sacrifices peu importants (comparés au Parti frère chinois) au plan de la doctrine, sa légitimation nationale et sa pleine autonomie.

3) Troisième période : vers le LAO-DONG (1949-1951)

Nouvelle phase politique et militaire

En 1949, en pleine guerre révolutionnaire, un nouveau tournant est pris, mais il est moins brutal que celui de la fin des années 1930. Plus tard que dans la période précédente, les facteurs de politique étrangère vont peser sur cette "évolution-en-rupture". Toutefois, les facteurs déterminants restent d'ordre national, et le plus déterminant est la guerre menée contre l'impérialisme français. Désormais, l'histoire du parti est celle de son armée.

En politique étrangère, deux événements sont décisifs : à partir de 1946, nous entrons dans la "guerre froide", toute la stratégie de l'adversaire colonialiste est axée sur l'anti-communisme, elle va contraindre progressivement le Front-Viêt-Minh à se battre sur une position de classe (l'axe national se confondra vite avec l'axe "ouvrier-paysan", avec la question agraire); en 1949, la victoire de Mao-Tsê-Toung ne pourra que renforcer cette tendance au sein du Front-Viêt-

1. Il y a, très certainement, une lutte menée contre le "révolutionnarisme" durant cette phase "Viêt-Minh". Les Vietnamiens ont aussi connu et connaîtront encore cette "maladie infantile" : le gauchisme.
2. En 1945, le P.C.I. comptait au moment de la Révolution d'Août à peine 5 000 adhérents.

Minh (ascension de Truong-Chinh).

Au Viêt-Nam même, le colonialisme français, après quelques hésitations et bavures, opère, sous la pression sans cesse grandissante de l'impérialisme américain, sa propre reconversion stratégique. Ce sera l'opération Bao-Daï, la reconnaissance formelle de l'indépendance et de l'unité du Vietnam. Le Front-Viet-Minh se disloque, à partir de ses points faibles.

Enfin la guerre qui se développe entre dans une phase nouvelle pour les révolutionnaires, celle dite de l'équilibre des forces et de la préparation à la contre-offensive générale (dernière phase). Elle exige un renforcement de la discipline, de la direction politique et surtout l'accomplissement des tâches idéologiques et culturelles, passablement négligées dans la phase pragmatique - trop pragmatique - de la résistance (1945-1947). En outre, dans son processus, la guerre révolutionnaire accélère, plus qu'il n'était prévu, les revendications agraires, un phénomène de révolution sociale dans la résistance armée; celle-là renforçant sans cesse celle-ci, apparaît et infléchira, par la suite, les décisions prises lors de la tenue du IIe Congrès du Parti communiste, dans le sens d'une radicalisation de la réforme agraire. Pour terminer, la stratégie militaire, à l'échelle de toute l'Indochine, menée conjointement par les deux adversaires, provoque un éclatement de l'organisation communiste indochinoise : Lao et Cambodgiens acquièrent une autonomie organisationnelle toute relative, et ce, pour dynamiser la conduite des opérations.

Tous ces éléments convergent dans le sens d'une <u>réappréciation du problème national</u> sous l'angle de <u>la fondation du Parti des Travailleurs du Viêt-Nam</u> (Lao-Dong), c'est pour dire que ce retour du Parti communiste (même modifié, même nationalisé) à la vie officielle indique dans quelle voie a été réévaluée la question nationale. Il s'agit d'un retour à une certaine orthodoxie (l'accent est mis sur l'insuffisance des études théoriques, sur l'absence de maturation idéologique des cadres, sur l'insuffisance de la discipline, sur la médiocrité du travail d'organisation, sur le pragmatisme de la période Viêt-Minh) corrigée par la morale révolutionnaire (lutte contre le "bureaucratis-

me", le "caporalisme", l'"étroitesse d'esprit", l'"exagération des mérites personnels", et surtout développement de la critique et de l'autocritique) et d'une prise en considération des acquis vietnamiens durant les années de lutte révolutionnaire ainsi que ceux de la révolution chinoise.

Le Lao-Dong (1) qui naît au IIe Congrès est donc bien, au plan organisationnel, un parti de synthèse - synthèse vivifiée par des décennies de luttes - entre la voie nationalitaire promue dès le Thanh-Niên, poussée à l'extrême entre 1941 et 1949, et la voie "prolétarienne" (ou internationaliste) non point imposée par l'Internationale, mais tracée par la dimension sociale des luttes au pays même.

Nouveau parti ou structuration définitive?

Le Parti des travailleurs du Viêt-Nam qui naît dans les conditions d'une guerre révolutionnaire et dans le contexte international de guerre froide, s'il prolonge par bien des aspects ses devanciers, s'en différencie en des domaines fondamentaux :

A - Il est le Parti-moteur d'une guerre menée par des paysans et d'une résistance politique qui s'exprime par le nationalisme du Front Viêt-Minh,
B - il est le Parti-dirigeant d'une armée populaire qui a achevé sa phase "guérillaïste" pour se hisser à la phase nouvelle dite de "guerre de mouvement",
C - il est un parti-déjà-de gouvernement avec l'achèvement de sa phase clandestine (1945-1951), bientôt reconnu par la Chine Populaire et l'URSS avec lesquelles il entretient des relations faites - déjà - d'un certain souci d'équilibre, d'une certaine recherche de la "balance" entre les deux partis-frères, l'URSS donnant par ailleurs l'impression de

1. Parti né au cours du IIe Congrès du Parti communiste, qui s'est tenu du 11 au 19 février 1951, et à l'issue duquel Truong-Chinh a été élu secrétaire général du Parti. Une autre décision a été prise, qui sera appliquée l'année suivante, concernant le remplacement du Front Viêt-Minh, par le Lin-Viêt (Front national unifié).

s'en remettre "aux Chinois" pour les questions concernant cette partie du monde.

La structuration du Parti vietnamien passe au travers de cette triple démarche. En réapparaissant au grand jour, il fixe ses caractères, ses traits essentiels, ceux-là mêmes qui le conduiront à la première victoire de 1954.

Examinons rapidement ces traits :

(A) et (C) : En tant que parti animant une guerre paysanne et une résistance nationale, il est astreint à s'implanter et à se diluer dans le paysage rural qui, comme chacun sait, est au Viêt-Nam un véritable organisme vivant. Cette structuration horizontale des années 1940 - à base associative - passe désormais par le village, se ramifie en dominant tous les villages, comme au plan vertical, il ne peut que suivre le canal traditionnel de l'autorité administrative : canton-circonscription-province et interprovince (créée après 1946). Il existe donc, très tôt mise en place dans le Nord, dès 1941 (?), une armature administrative dite "Viêt-Minh" que nous connaissons bien : Conseil communal populaire (de 13 à 15 membres), à la fois secondé ou contrôlé (en zone non Viêt-Minh) par un Comité de Résistance communal (7 membres proches du parti), sans compter les sections d'information, d'enseignement populaire, les cellules d'enquête, de "communications", sans oublier le comité d'assistance sociale et l'inévitable "Cong An" communal destiné à lutter contre les traîtres. En zone "Viêt-Minh", les conseils populaires communaux prennent le pas - administrativement parlant - sur les Comités de Résistance dont la fonction est presque exclusivement militaire : direction des troupes, intensification de la guerilla, consolidation des bases. Cette structure-type se retrouve verticalement à tous les échelons jusqu'à l'interprovince dont l'autorité est assurée par délégation du pouvoir central. Si bien que plus on se rapproche du Sud (Cochinchine), plus cette autorité s'autonomise et les rappels à l'ordre, les convocations des responsables (Lê-Duan rappelé en convocation en 1952) attestent l'importance accordée par le Pouvoir central à l'unité de la direction politique et militaire dans la conduite de la guerre.

Pourtant cette diffusion du parti dans la société civile, c'est-à-dire dans le pays rural, est réelle. De l'aveu même des responsables français (1), "cette organisation très complexe est en fait étonnament vivante et peu cristallisée". On relève dans les années 1950, en pleine lutte, la réalisation d'une réforme "décentralisatrice" tendant, d'une part, à restituer au village une plus vaste autonomie et un plus grand crédit à ses structures traditionnelles; d'autre part, à renforcer à l'échelon provincial des pouvoirs de contrôle. Mais dans la durée du développement de cette démocratie apparaît une nouvelle structure de contrôle "centralisatrice" : le NHOM, sorte de commissariat spécialisé dans ses attributions et dont le rôle ne cessera de croître, en particulier au sein des comités BDQC (Ban Dan Quan Chanh : Parti-Armée-Nation).

Alors que,dans la période des Soviets du Nghê-Tinh, la Sûreté indochinoise met l'accent sur l'importance de l'action menée par le Syndicat agricole rouge (structuration verticale), les militaires français en 1950 mesurent à leur exacte importance - qui est grande - l'action des éléments de ce que nous avons appelé "la structuration horizontale". Comme jadis l'Etat Viêt, l'Etat Viêt-Minh,tout en dominant et contrôlant la société vietnamienne, est aussi expression de cette société.

(B) et (C) : A la révolution d'août 1945, le PC compte 5 000 membres; en 1946, il dispose de 20 000 militants; au moment du Lao Dong, on l'estime (côté français) à 250 000. D'un parti de classe ou d'avant-garde, il est devenu parti de masse. Il entretient des relations suivies avec à peu près tous les partis communistes dont le PCF. Sa présence est remarquée dans les congrès internationaux. Avec les PC chinois et soviétique ses relations sont privilégiées et il est même traité presque d'égal à égal. C'est donc un parti qui a gouverné (1945-1946), qui a grandi (et vite) dans la conduite d'une guerre révolutionnaire.

1. Voir le document rédigé par le Général Salan et son équipe, *Le Viêt-Minh, mon adversaire*, 1953, c.r. de ce document, *Approches*, (Université de Nice), n° 1.

Les conditions de la lutte, avant même son entrée dans la résistance, placent le parti communiste indochinois (alors nommé l'Organisation) dans une situation semblable à celle qu'a connue Lénine, durant les années du communisme de guerre, ou à celle qu'aura vécue Mao-Tsé-Toung jusqu'à sa victoire sur les troupes de Tchang-Kai-Shek. Centralisme sans démocratie. Cela est d'ailleurs dit, proclamé avec la plus totale franchise : une série de décrets édictés par le gouvernement central met un terme à l'expérience démocratique tentée dans le Nord au lendemain de la Révolution d'Août. Toutes les libertés sont donc supprimées. On mentionne les inévitables cours martiales, l'existence de "camps spéciaux contre toute personne qui par parole ou par action peut nuire à la lutte pour l'indépendance". Les réquisitions sont ordonnées et seront régulièrement appliquées. Il ne fait aucun doute - qui d'ailleurs a pu en douter? - que le parti entend imposer par la force la "dictature du prolétariat" ; comme Lénine raisonnait en termes de violence révolutionnaire liant la prise du pouvoir par le centre (ou le noyau) qui en est le moteur, les dirigeants vietnamiens au nom de l'unité de la direction raisonnent en termes de guerre totale, de période exceptionnelle, ce qui a pour effet de rendre "provisoires les décrets antidémocratiques".

Cette emprise du parti sur la conduite de la guerre s'affirme davantage quand on étudie ses rapports avec l'armée populaire. Ainsi que l'écrit le général Salan en 1953 : "L'armée populaire est tout entière pénétrée par le parti".

Jusqu'en 1949, les cadres de cette armée viennent pour la plupart de la petite bourgeoisie et un nombre important d'entre eux ne sont pas membres du parti. Il s'agit bien d'une armée Vietminh. Entre 1949 et 1951 s'opère la mutation (se développe conjointement un processus de révolutionnarisation lié à l'application de la réforme agraire): dans l'armée régulière désormais un soldat sur trois (triptyque calqué sur le modèle chinois du Tam-Tâm-Xa) est communiste. On sait par exemple qu'une grande unité en 1953 sur un effectif total de 8 500 hommes comptait un peu plus de 2 000 membres du parti; si au niveau des compagnies on trouve encore des cadres non communistes, à l'échelon du bataillon il n'en existe aucun qui ne le soit pas. Fait plus significatif

encore : la responsabilité des opérations et des missions relève plus de la délégation du parti chargé de les appliquer ou de les mener que des dirigeants militaires. Ce transfert des responsabilités des charges au pouvoir politique n'a pas été sans poser au général Giap en particulier des graves problèmes dont celui, très connu et très débattu, de l'"expert et du rouge". Pour y remédier, le parti applique la politique de l'osmose (le cadre politique reçoit une instruction militaire, le soldat d'élite reçoit une instruction politique), insiste sur la nécessité de développer conjointement la critique et l'autocritique et la discipline à tous les niveaux. L'armée Vietminh se transforme en une armée communiste, en une armée rouge. Le parti communiste dirige la guerre et celle-ci renforce ses tendances centralisatrices, sa structure verticale. Dans ces conditions le "Lien-Viêt" - Front Viêt-Minh encore plus élargi, et tout particulièrement ouvert aux "organisations religieuses" et aux "sectes" ne doit pas faire illusion. Ce rassemblement a pour fonction essentielle de capter les "masses", de leur proposer des réseaux et des canaux plus "larges", plus "démocratiques" que le parti, enfermé dans les secrets de la clandestinité et dans la conduite de la guerre, ne pouvait le faire. Le "Lien-Viêt", ce serait donc le "Filet", le parti, la main qui le lance, qui seule le lance. Cette métaphore ne contredit nullement l'autre plus célèbre de Mao "Etre dans le peuple comme un poisson dans l'eau". Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit d'attirer à soi les populations, de les "activer" politiquement, d'être à leur écoute soit, mais aussi de se faire entendre d'elles, de se faire comprendre, de se faire obéir.

Le "Lao-Dong" est donc un parti marxiste-léniniste tout puissant. Plus dure la guerre, plus son rôle ne cesse de croître, sa puissance aussi. C'est très certainement du point de vue vietnamien un instrument de libération; il peut aussi être, vu sous un autre angle, une puissante structure coercitive. C'est une façon de voir les choses et sans doute a-t-elle sa part de vérité.

Il en est une autre - la nôtre - qui consiste à ne pas l'examiner sous le seul angle du pouvoir qu'il exerce, mais dans sa relation dialectique avec le milieu socio-culturel où il mène son action, au travers des relations qu'il entretient avec les partis "frères",

avec l'Internationale communiste, puis plus tard avec les peuples du Tiers-monde voire les peuples d'occident.

Le milieu ? Le parti a mis du temps à le comprendre dans sa foisonnante complexité. Il a payé cher des erreurs commises avant d'exercer sur lui le contrôle qu'on sait. Mais il ne le contrôle précisément que dans la mesure où il s'est plié à ses lois, où il a su trouver la voie nationale d'une révolution, au départ sociale et aussi démocratique. Le parti agit sur le milieu - c'est la face visible de son action, mais le milieu agit aussi sur lui, c'est ce qui est caché et devrait nous inciter à éviter d'abusives simplifications. C'est un parti-chêne, un parti de fer, une avant-garde de type "léniniste", son côté "can-bô" (cadre) mais aussi c'est un parti-roseau, avec sa double structuration, la foi qu'il place très tôt dans le suffrage universel, dans les traditions de lutte du peuple, dans les traditions tout court, c'est son côté "Hô-Chi-Minh". Par bien des aspects c'est aussi un parti-produit de la colonisation, tout particulièrement au niveau de sa direction, quelquefois au niveau de ses mots d'ordre... Il faudrait bien sûr développer tous ces points. Nous avons vu avec quelle rigueur, voire avec quelle brutalité, il entendait et pouvait exercer "la dictature du prolétariat", on oublie que dans le même temps, il introduit et développe des méthodes tendant plus à rechercher l'adhésion, le concensus, la compréhension que la terreur. Ces méthodes ("persuader", "convaincre", "reconnaître ses erreurs", rappeler à l'ordre les cadres, connaître les besoins du peuple etc.) se développent justement au moment de la création du Lao-Dong, elles deviennent même des critères "moraux" ou "politiques" de fonctionnement du parti... Hô-Chi-Minh à chaque fois les rappelle avec force, comme s'il entendait à la toute puissance du parti, donc de ses responsables, de ses cadres, rappeler la source de tout pouvoir, la finalité du combat, à savoir le peuple et sa libération. Nous sommes loin semble-t-il du modèle léniniste, mais le sommes-nous vraiment?

Nous référant à ce que nous savons des conceptions léninistes sur le centralisme démocratique, il apparaît que la démarche suivie par des communistes tels que Hô-Chi-Minh emprunte bien cette voie nationale (conditions nationales dans lesquelles se développe la

lutte) qu'avait tracée Lénine parlant de "conditions russes". Il ne s'agit donc pas d'un simple calque du modèle russe mais d'une vietnamisation de l'organisation léniniste. Tel est le premier trait spécifique de l'organisation vietnamienne. Il en cache bien d'autres aussi importants. Cette structuration horizontale va beaucoup plus loin que ne l'aurait souhaité sans doute un Lénine, dans la mesure où le point de vue de classe fait place au point de vue national.

C'est un fait que le parti communiste vietnamien au moment de son achèvement en 1951 se présente sous une double face : il est, d'une part, le parti-réconcilation nationale, celui que voile la stratégie frontiste, c'est le parti qui rassemble les classes sociales composant la nation, qui se bat pour les libertés démocratiques, pour "quatre mille ans d'histoire" autrement dit pour une continuité historique, ce parti va permettre aux révolutionnaires vietnamiens d'acquérir une audience internationale et la sympathie de ce que nous appelons les humanistes d'Occident. Et d'autre part, il est le parti-révolution sociale, le parti léniniste qui n'oublie jamais la lutte des classes. Ces deux faces liées entre elles par une dialectique subtile expliquent aujourd'hui les graves malentendus que rencontre la révolution vietnamienne dans ses relations avec les progressistes d'Occident. Ils attendaient d'elle la réconciliation nationale, elle leur présente le visage de la lutte sociale. Naturellement, tout ceci est fort simplifié, et il nous faudrait peser chaque terme constitutif de ce parti bi-polaire. Comme il nous faudrait aussi à l'intérieur même de ce parti nous demander si ces deux faces ne sont pas la résultante de deux lignes politiques dont nous avons vu qu'elles pouvaient entrer en conflit (en 1930).

Enfin ce parti vietnamien plus que n'importe quel autre parti de l'histoire du monde ouvrier s'est profondément imprégné des influences reçues dans ses relations soit avec le Kuomintang, soit avec le PCF, soit avec le Parti communiste chinois. Avec le "Lao-Dong" nous assistons à un moment privilégié de ses rapports avec le maoïsme. En 1951, l'influence chinoise est grande, peut-être hégémonique. S'est-elle traduite par l'éclatement du PCI en trois partis communistes nationaux (les Lao et les Cambodgiens prennent en 1951 leur autonomie même si est réaffirmée une certaine prééminence vietnamienne dans la

duite de la guerre)? S'est-elle affirmée au travers de la relance de la révolution agraire? En effet, le IIe Congrès du parti communiste va dans ce sens. S'est-elle enfin concrétisée dans la stratégie militaire d'autant plus que l'apport matériel des Chinois va permettre aux armées de Giap de passer à l'offensive?

Toutes ces questions indiquent assez combien cette histoire du parti communiste vietnamien est encore à faire, combien sa connaissance est précieuse pour comprendre les événements actuels.

Ce parti, il revenait à Hô-Chi-Minh, son fondateur, de le définir. Ce qu'il fit dans son rapport politique, présenté au IIe Congrès :

"Pour réaliser tous ces points, nous devons avoir un parti officiel, organisé de façon adéquate à la situation intérieure et internationale, afin de diriger le peuple tout entier dans sa lutte jusqu'à la victoire. Ce parti prend le nom de Parti des Travailleurs du Viêt-Nam.

Au point de vue composition, le Parti des Travailleurs du Viêt-Nam accueillera dans son sein les ouvriers, les paysans, les travailleurs intellectuels vraiment actifs et d'une haute conscience révolutionnaire.

En matière de théorie, le Parti des Travailleurs du Viêt-Nam adopte le marxisme-léninisme.

Sur le plan de l'organisation il applique le régime du centralisme démocratique.

Pour la discipline, il observe une discipline de fer qui est en même temps une discipline volontaire.

Comme loi de développement, il usera de la critique et de l'auto-critique pour éduquer ses membres et les masses.

Comme buts immédiats, le Parti des Travailleurs du Viêt-Nam unira et dirigera le peuple tout entier dans la résistance jusqu'à la victoire complète, pour reconquérir l'unité et l'indépendance totale ; il dirigera le peuple tout entier pour réaliser la démocratie nouvelle, créer les conditions pour aller vers le socialisme.

Le Parti des Travailleurs du Viêt-Nam doit être un grand parti, puissant, solide, pur, révolutionnaire dans toute l'acception du terme.

Le Parti des Travailleurs du Viêt-Nam doit être le dirigeant éclairé, résolu, fidèle de la classe ouvrière et du peuple travailleur, du peuple vietnamien, pour unir et diriger la nation dans la résistance jusqu'à la victoire totale et pour réaliser la démocratie nouvelle.

Dans la période actuelle, les intérêts de la classe ouvrière et du peuple travailleur et les intérêts de la nation ne font qu'un. C'est parce que le Parti des Travailleurs est le parti de la classe ouvrière et du peuple travailleur qu'il doit être le parti de la nation vietnamienne. Actuellement, la tâche primordiale, la tâche urgente de notre parti est de conduire la résistance à la victoire. Toutes les autres tâches doivent être subordonnées à celle-ci".

[illegible] révolution [illegible] dans la résistance [illegible] dans ce [illegible] l'indépendance [illegible] d'aller plus [illegible] la démocratie [illegible] de [illegible] vers le socialisme.

Toutes [illegible] doit être un grand [illegible] parti [illegible] naissance est précieuse pour [illegible] du terrain.

Le Parti des Travailleurs du Viet-Nam doit être le [illegible] de la classe ouvrière et du peuple [illegible] ouvriers, du peuple [illegible], pour unir et diriger la nation dans la résistance jusqu'à la victoire totale et pour réaliser la démocratie nouvelle. Pour réaliser tous ces [illegible] un parti [illegible], organisé de façon adéquate à [illegible] [illegible] afin de diriger le peuple [illegible] [illegible] ouvrière et du peuple travailleur et les intérêts de la nation [illegible] qu'un. C'est parce que le Parti des Travailleurs est le parti de la classe ouvrière et du peuple travailleur qu'il doit être le parti de la [illegible] [illegible] la tâche [illegible] de notre Parti est de [illegible] Toutes [illegible] révolutionnaires [illegible]

[illegible] le Parti des Travailleurs du Viet-Nam [illegible]

[illegible] plan de l'organisation il applique le [illegible] centralisme démocratique [illegible]

Pour la discipline, [illegible] est en même temps une discipline volontaire.

Comme loi de développement, il [illegible] et de l'auto-critique pour éduquer ses membres et les masses.

HO CHI MINH, LA REVOLUTION VIETNAMIENNE ET LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Charles FOURNIAU

Dans l'étude des rapports et de l'influence qu'a pu avoir la Révolution d'Octobre sur les différents mouvements nationaux, l'exemple du Vietnam peut apporter une brassée d'éléments originaux. Il devrait permettre d'ajouter à la documentation qu'apporte ce colloque sur plusieurs points fondamentaux :

d'une part la mesure des conséquences mondiales de la Révolution d'Octobre ;

d'autre part, sur l'exemple particulier de la Révolution vietnamienne, l'étude de ce phénomène complexe et toujours un peu mystérieux qu'est l'influence d'un événement sur un autre ;

enfin la place que peut prendre une personnalité dans le déroulement d'un processus historique.

La Révolution vietnamienne tient à affirmer sa filiation avec la Révolution d'Octobre. Le 50e puis le 60e anniversaire de la Révolution d'Octobre ont été célébrés avec éclat au Vietnam. Mais cette insistance n'était pas circonstancielle ; tout au long de son histoire, le Parti communiste vietnamien (sous ses différentes appellations) a fait référence à la Révolution d'Octobre, comme point de départ du mouvement de libération dans lequel s'inscrit la Révolution vietnamienne, et comme source idéologique, qui se confond avec le léninisme. La question des rapports de la Révolution vietnamienne avec la Révolution d'Octobre n'est donc pas une question d'école, posée pour la présente circonstance ; elle est une donnée fondamentale de la pensée et de l'action du Parti communiste vietnamien.

La Révolution vietnamienne a en effet pour caractéristique cette liaison ou plutôt cette interpénétration du marxisme-léninisme, c'est-à-dire l'exemple vécu de la Révolution d'Octobre, et de la volonté d'indépendance nationale. Or cette intégration réussie dans la pratique d'une pensée internationaliste de portée universelle avec un mouvement farouchement national, cette sorte de patriotisme internationaliste sur la base du socialisme porte la marque d'un homme : Hồ Chi Minh.

LA DISTANCE ENTRE LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT NATIONAL VIETNAMIEN EN 1918/1920.

Cette rencontre entre la Révolution vietnamienne et la Révolution d'Octobre ne fut ni simple ni immédiate. Nous sommes en présence d'un cas typique d'influence profonde et complexe mais dont le cheminement événementiel fut indirect et différé. Dans l'exploration de la notion de "contact", vers laquelle s'oriente de plus en plus la recherche historique, qui a dépassé l'idée élémentaire de causalité linéaire, l'exemple de ce qui s'est passé entre la Révolution vietnamienne et la Révolution d'Octobre peut apporter matière à réflexion.

En première approche, la Révolution d'Octobre, en tant qu'événement précis et daté, n'a eu aucune répercussion directe et rapide au Vietnam. Le fait lui-même ne fut connu au Vietnam que tardivement et très imparfaitement. Toute une étude serait à faire sur cette pénétration, dans l'Indochine coloniale, de la simple nouvelle de la prise du Palais d'Hiver et de l'établissement du pouvoir des Soviets. En effet l'absence de toute presse indépendante, et qui plus est, l'état de guerre, rendaient fort malaisée la simple mention des événements révolutionnaires de Russie. En dehors de la presse, par où pouvait arriver la nouvelle ? Des marins français ? Ils seront plus tard d'utiles commissionnaires en livres et brochures, mais en 1917-1918 ils n'avaient guère de contacts avec le mouvement national vietnamien. Par la Chine ou le Japon ? C'est le canal le plus certain ; les journaux et brochures chinois passaient clandestinement la frontière ; d'autre part, des révolutionnaires nationalistes vietnamiens résidaient en Chine ou au Japon ; ils étaient en contact avec les nouvelles du monde et pou-

vaient renseigner leurs partisans restés au pays. Encore fallait-il qu'ils soient à même de saisir l'importance de l'événement, en lui-même et pour le Vietnam. Or tel n'était pas le cas. En effet, quel pouvait être, en 1917-1918 l'état de réceptivité de la Révolution vietnamienne à la nouvelle de la Révolution russe ? Quelques traits contradictoires permettent de faire sommairement le point sur l'état du mouvement révolutionnaire vietnamien à ce moment.

La domination coloniale française apparaît comme très solide : au cours de la guerre les troupes d'occupation avaient pu être réduites à des effectifs très faibles, sans danger réel. Peu après la guerre, le capital français, pour la première fois, investit largement en Indochine, ce qui prouve sa confiance. L'administration coloniale tient le pays bien en main.

Cependant, l'opposition nationale existe et se manifeste. Donnée permanente depuis le début de l'occupation française, la résistance nationale, après l'échec du mouvement dirigé par les Lettrés Confucéens (1860-1896) avait retrouvé un second souffle sous la direction des Lettrés Modernistes, comme Phan Chu Trinh et Phan Boi Châu. Ce dernier, propagandiste et écrivain fécond, mais en même temps agitateur et conspirateur, patronna une série d'organisations qui multipliaient les tentatives de coups de main, à partir du Japon ou de la Chine. La liste (1) qu'il dresse, dans ses *Mémoires* des "terribles nouvelles" qui lui parvinrent entre 1914 et 1916 alors qu'il était emprisonné en Chine, montre bien, à la fois l'activité incessante de ce mouvement national et sa faiblesse concrète se traduisant par des échecs répétés. Mais le peuple vietnamien n'était pas réduit à la passivité. En 1911, le Commandant Supérieur des Troupes, qui se trouvait être un homme intelligent, le Général Pennequin, disait à ses officiers : "Nous avons conquis l'Indochine et nous l'avons pacifiée mais nous n'avons pas gagné les âmes... nous sommes campés dans ce pays ; il y a toujours des vainqueurs et des vaincus" (2). En même temps un courant de modernisme commençait à

1. Phan Boi Châu, *Mémoires*, - traduits et présentés par G. Boudarel - *France-Asie*, n° 194/195 p. 162.
2. Archives du Ministère des Colonies - A 30 (122) : première conférence du Général Pennequin, Commandant Supérieur des Troupes aux officiers du Groupe de l'Indochine.

bouleverser et à rénover la culture vietnamienne, notamment par l'adoption et la diffusion du quoc ngu, l'écriture romanisée du vietnamien ; désormais, les idées occidentales pouvaient être connues directement, et partiellement assimilées par la partie avancée de l'intelligentsia. Enfin l'extrême misère des masses populaires avait tendance à s'aggraver encore et une classe ouvrière apparaissait, mais restait encore embryonnaire. Il existait donc un riche terreau où pouvait se lever un puissant mouvement révolutionnaire. Mais en même temps le décalage entre ce que représentait la Révolution d'Octobre et le niveau social et politique du Vietnam était gigantesque : au moment où se produit la Révolution russe, personne au Vietnam, au sens fort du mot, c'est-à-dire pas un seul individu, n'est capable de voir, non seulement l'importance de l'événement mais l'événement lui-même. Pour prendre une mesure assez exacte de la société vietnamienne de ce moment, avec ses frémissements modernistes et ses énormes pesanteurs traditionnalistes, on peut se reporter en particulier à l'ouvrage publié en 1915 par un lettré, Phan Kê Binh, le *Viêt Nam Phong Tuc* (1), une sorte de compendium des moeurs et coutumes du Vietnam. Il suffit de le lire pour que la question : que peut signifier pour ce pays la victoire de la première révolution prolétarienne ? apparaisse comme totalement irréelle. Et ceci se traduit dans les faits. En 1916, une des tentatives les plus importantes du mouvement national vietnamien pour libérer son pays en profitant de l'état de guerre fut centré sur l'empereur ; le 4 mai, l'empereur Duy Tan, s'enfuit de son palais de Huê pour essayer de rallier des troupes qui devaient s'insurger. Il fut repris presque immédiatement et tout avorta, avant même d'avoir commencé : faiblesse et archaïsme de ce complot qui fait de l'empereur une des clefs de voûte du soulèvement et cela, un an et demi seulement avant la prise du Palais d'Hiver.

"Force est de constater, écrit G. Boudarel, que le parti de Phan Boï Châu ne s'adressa vraiment qu'à une infime minorité de la population, et qui plus est, en priorité à celle qui était en voie de disparition, le milieu des lettrés, des mandarins et des anciens mili-

1. Phan Kê Binh, *Viêt Nam Phong Tuc* (Moeurs et Coutumes du Vietnam), traduit et présenté par N.L. Hénard, Publication de l'EFEO, 1975.

taires..." (1). Or ces catégories sociales, y compris dans la personne de patriotes aussi intellectuellement remarquables que Phan Boi Châu, ne possédaient pas l'équipement mental et politique qui leur permît de simplement voir la Révolution d'Octobre. La preuve en est que Phan Boi Châu rédigeant, il est vrai beaucoup plus tard, son autobiographie où il mentionne chronologiquement les faits importants qui ont marqué son action et sa pensée, ne fait même pas allusion à la Révolution russe. Ce n'est qu'en arrivant à l'année 1920 qu'il note : "A la dixième lune de l'année du Singe j'appris qu'il y avait à Pékin de nombreux représentants du parti socialiste - communiste de la Russie rouge... ma curiosité s'éveilla et je voulus étudier l'idéal communiste" (2). Pour ce faire Phan Boi Châu lut l'ouvrage d'un Japonais, Fuse Tatsuji, intitulé *Enquête sur le vrai visage de la Russie*, et il en fit une adaptation en caractères chinois. De son côté, le jeune pouvoir soviétique fit des couvertures en direction des révolutionnaires vietnamiens. A la fin de 1920 un représentant du Komintern (3) rencontra Phan Boi Châu à Pékin et lui dit : "Notre gouvernement ouvrier-paysan accueille à bras ouverts les citoyens du monde entier, désireux d'étudier chez nous. Si des Vietnamiens veulent venir c'est particulièrement facile...", et il précisait "Vous êtes le premier Vietnamien dont nous faisons la connaissance" (2). Mais Phan Boi Châu ne donna pas suite ; ce qui vient d'être dit explique suffisamment pourquoi : le contact direct et relativement rapide entre la Révolution d'Octobre et le mouvement national vietnamien ne pouvait pas avoir lieu. Ce qu'un historien a appelé "la distance morale" entre les deux forces historiques était trop grande pour qu'elles puissent se rencontrer.

Cependant cette rencontre était en train de se produire, au même moment, mais de façon indirecte et très particulière . A Paris

1. G. Boudarel, *Phan Boi Châu et la société vietnamienne de son temps*, Asia n° 199, p. 396.
2. Phan Boi Châu - *Mémoires, op. cit.*, p. 181 et 182.
3. Cf. Marat A Tchechkov, A propos de l'histoire des premiers liens révolutionnaires entre le Vietnam et l'Union soviétique, *Peuples d'Asie et d'Afrique*, n° 6, 1967, (en russe).
   L'historien soviétique rapporte la rencontre d'après les *Mémoires* de Phan Boi Châu ; il pense que le représentant du Komintern serait Voitinski, secrétaire du Bureau d'Extrême-Orient du Komintern, arrivé à Pékin en juin 1920.

Nguyên Ai Quôc, le futur Président Hô Chi Minh, découvrait la Révolution d'Octobre et le léninisme.

LE ROLE DE NGUYEN AI QUOC

On connaît l'anecdote ; le Président Hô Chi Minh l'a racontée plusieurs fois et j'ai eu l'insigne privilège de l'entendre la reprendre et préciser certains détails lors de l'entretien qu'il m'accorda au début d'août 1969, quelques semaines avant sa mort, et qui fut ainsi la dernière conversation qu'il eut avec un étranger (1).

"Au milieu des discussions qui faisaient rage en 1919-1920 à l'intérieur du Parti socialiste, fallait-il rester à la IIe Internationale ou adhérer à la IIIe ?" Le jeune Nguyên Ai Quôc, peu au fait des subtilités doctrinales posait à chacun cette question : qui affirme clairement sa solidarité avec les peuples opprimés par le colonialisme ? Hô Chi Minh raconte : "On me répondait : c'est la IIIe Internationale. Puis un camarade me donna à lire la "Thèse sur les questions coloniales et nationales" de Lénine, que venait de publier *L'Humanité*. C'était difficile à comprendre, je me heurtais à une terminologie que je connaissais mal ; mais je lus et relus ce texte et peu à peu j'en pénétrai le sens. Quelle émotion, quel enthousiasme, quelle lucidité et quelle assurance il me communiqua. J'en étais ému jusqu'aux larmes. Tout seul, dans ma chambre, je déclamais à haute voix, comme devant une large foule : chers compatriotes martyrs, nous avions besoin de cela, c'est la voie de notre libération. Dès lors mon choix était fait ; j'étais pour la IIIe Internationale et j'eus totalement confiance en Lénine" (2).

Certes, ce texte ne pourrait constituer qu'une simple imagerie hagiographique destinée à illustrer de façon simple et frappante une donnée théorique importante. Même s'il en était ainsi, l'anecdote serait significative. Cependant, tout laisse à penser qu'il ne s'agit pas d'un montage a posteriori et les biographes du Président Hô Chi Minh n'ont eu aucune raison de la mettre en doute.

1. *Almanach de l'Humanité*, 1970. Les citations qui suivent sont tirées de ce texte.
2. *Ibid.*

Arrêtons-nous donc un moment sur cet événement, minuscule en apparence, mais en fait de très grande portée. D'abord que vient-il de se produire ? Ces thèses de Lénine sur les questions coloniales et nationales représentent très précisément la portée de la Révolution d'Octobre telle qu'elle pouvait être appréhendée par les peuples coloniaux. Nous sommes donc au coeur de notre sujet. Et quand le jeune Nguyên Ai Quôc les découvre, quelle est la signification de l'événement, sinon que, pour la première fois, un Vietnamien découvre la Révolution d'Octobre, c'est-à-dire sa réalité et sa signification historique pour le Vietnam. Si l'on n'avait pas peur de céder au goût du sensationnel cher aux mass media, on pourrait dire que la rencontre de la Révolution d'Octobre et de la Révolution vietnamienne s'est faite, au cours de l'année 1920, dans cette petite chambre de l'impasse Compoix qu'habitait alors le futur Hô Chi Minh.

Mais cette rencontre n'est pas fortuite. Nous venons de voir comment, la même année, Phan Boi Châu, qui était alors le principal adversaire des Français en Indochine, ne se sentait que "piqué de curiosité" en face des idées de la Révolution d'Octobre qu'il découvrait à travers un livre japonais et une rencontre en Chine. Par contre, c'est à Paris que Nguyên Ai Quôc comprend ce qu'est le léninisme. C'est là l'aboutissement d'un choix décisif qu'il a fait neuf ans plus tôt et c'est le point de départ de ce qui va être, non seulement la carrière d'un des plus grands révolutionnaires de notre temps, mais aussi de la phase nouvelle et décisive de la Révolution vietnamienne.

En 1911, comme beaucoup de jeunes Vietnamiens patriotes, le futur Hô Chi Minh avait décidé à vingt et un ans, de quitter le Vietnam. Tous, ou presque, entreprenaient alors le Dông Du, le voyage à l'est, c'est-à-dire au Japon, qui donnait l'exemple d'un peuple asiatique qui avait su tourner contre les Blancs leurs propres techniques : le retentissement de la défaite russe de 1905 était loin d'être retombé. A contre-courant, le futur Hô Chi Minh décida d'aller en Occident, et plus particulièrement en France, c'est-à-dire dans le giron même de la puissance coloniale qu'il voulait combattre. Il débarque à Marseille, puis bourlingue sur les côtes d'Afrique, en Amérique du Nord, s'installe un moment en Angleterre ; finalement, en 1917, en pleine guerre il

s'installe en France. "J'ai vécu plusieurs années à Paris, dit-il, (précisons six ans), vivotant de petits métiers, assistant chez un photographe, peintre "d'antiquités chinoises", fausses bien entendu" (1). Ainsi donc ce Vietnamien patriote venu s'installer dans la capitale du pays colonisateur se trouve, par choix et par absence de ressources, immédiatement en contact avec le peuple. Cette France avec laquelle Hô Chi Minh vit en familiarité, c'est, aux antipodes de la France coloniale qu'il avait d'abord connue, le prolétariat. On ne saurait trop insister sur le caractère décisif du choix et de la démarche du futur Hô Chi Minh : ils ont préparé et conditionné le chemin qui menait à la rencontre de la Révolution d'Octobre, chemin que ne trouvèrent pas ceux qui partirent pour le Japon. En effet, c'est en étant plongé dans le prolétariat français, en militant au sein de ses organisations, le Parti Socialiste d'avant la scission, que celui qui vient de prendre le nom de Nguyên Ai Quôc, Nguyên le Patriote, trouve sa voie.

Chemin difficile ; il l'explique lui-même : "J'étais très peu au courant des problèmes politiques, mais je voulais la libération de ma patrie, la libération des "peuples coloniaux" (2). Aussi avais-je commencé à rédiger et distribuer des tracts dénonçant les crimes commis par les colonialistes français" (3). En 1919, Nguyên Ai Quôc, au nom d'un "groupe de patriotes vietnamiens" adresse à la Conférence de la Paix, qui se tient à Versailles, un "Cahier de voeux du peuple vietnamien". Les diplomates ne prêtèrent aucune attention à ce Cahier de voeux, mais *Le Populaire*, que dirige alors Jean Longuet, le petit-fils de Karl Marx, le publie ; imprimé en tract, il est envoyé dans les casernes et les camps de travailleurs vietnamiens en France. En 1920, Nguyên Ai Quôc est donc devenu un militant actif, et déjà le centre de l'embryon d'un mouvement national qui s'esquisse parmi les Vietnamiens résidant ou passant en France. Mais ce patriote vietnamien ne s'enferme pas dans un groupuscule de ses compatriotes, dans un rejet global de tout ce qui appartient au pays oppresseur, ce qui l'aurait conduit dans l'impasse des complots et du terrorisme où se sont enlisés tant de groupes nationalistes. Nguyên Ai Quôc, plongé par sa vie quotidienne au sein des masses populaires va tout naturellement vers le parti ouvrier, milite au sein

1. *Almanach..., op. cit.*
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

de ses sections, pose des questions, s'instruit auprès des militants, que ce soient des dirigeants comme Jean Longuet ou Gaston Monmousseau, ou des travailleurs, comme Rose la couturière dont Hô Chi Minh avait gardé le souvenir. Si bien qu'un jour un camarade lui fait lire les thèses de Lénine sur les colonies et Nguyên Ai Quôc qui jusque-là tâtonnait, trouve le fil rouge qui va conduire sa vie et la Révolution vietnamienne. Mais pour qu'un fils de lettré confucéen, l'ancien élève du Collège Quôc Hoc de Huê puisse lire et se pénétrer de ces thèses de Lénine, il a fallu cette longue marche vers l'Occident, au travers des ports coloniaux d'Afrique et d'Amérique et la vie au sein du prolétariat français. Cheminement original et exemplaire, qui oriente et marque définitivement toute la Révolution vietnamienne.

Dès lors une logique sous-tend l'évolution de Nguyên Ai Quôc, et avec lui les progrès de la Révolution vietnamienne dans sa rencontre avec la Révolution d'Octobre et son propre développement d'organisation. Si en 1920 avec la découverte du léninisme un militant est né, il reste à former un dirigeant ; c'est ce qui va se passer, d'abord à Paris, entre 1920 et 1923. Nguyên Ai Quôc, membre du Parti communiste français, milite activement dans le domaine qui lui est propre, la lutte anti-coloniale. Il apprend à être un journaliste, un organisateur, un orateur, dans le moule précis du mouvement ouvrier français et dans le style de travail communiste. C'est alors que Nguyên Ai Quôc peut aborder directement la Russie soviétique, six ans après la Révolution d'Octobre. Il arrive en Union soviétique, à l'extrême fin de 1923 (le Président Hô Chi Minh m'a lui-même confirmé cette date jusqu'alors controversée). Désormais, le problème vietnamien est présent au sein de l'Internationale. A Moscou, au niveau de la direction de l'Internationale, les problèmes de l'Asie sont désormais évoqués par Roy, l'Indien, et par Nguyên Ai Quôc, le Vietnamien ; la Révolution vietnamienne prend place dans l'ensemble de la révolution mondiale. La Révolution vietnamienne ? Oui, mais en perspective. Il reste à donner un corps matériel à ce projet. En effet, le mouvement national vietnamien traverse alors une crise très grave. Après les lettrés confucéens qui représentaient le mandarinat ancien, et qui ont été écrasés à la fin du XIXe siècle, les lettrés modernistes, qui représentent les aspirations de la partie la plus éclairée et la plus patriote de la faible bourgeoisie vietna-

mienne, sont en train d'échouer. Les efforts de Phan Boi Châu et de son organisation, le Quang Phuc Hôi, n'ont rien donné, et le 20 juin 1924, Pham Hong Thai essaie de réveiller le mouvement en lançant une bombe sur le gouverneur-général Merlin, en visite à Canton. La Révolution vietnamienne va-t-elle s'enfoncer dans l'impasse du terrorisme individuel ? Une fois encore, c'est Nguyên Ai Quôc qui ouvre la voie nouvelle et féconde. Envoyé par l'Internationale à Canton, auprès de Borodine, Nguyên Ai Quôc commence à regrouper quelques patriotes vietnamiens et fonde le Thanh Niên (1). Les militants du Thanh Niên rentrent au Vietnam où ils donnent un nouveau cours au mouvement révolutionnaire vietnamien. En 1930, le Parti communiste indochinois est fondé, quinze ans plus tard le Vietnam est indépendant. Ainsi la boucle est bouclée. En 1920, le premier contact direct entre la Révolution d'Octobre et la Révolution vietnamienne n'a rien donné. Les deux réalités étaient trop éloignées l'une de l'autre pour pouvoir se rencontrer. Le contact n'a pu avoir lieu que par un long détour dans l'espace, par l'intermédiaire du mouvement révolutionnaire français, puis directement, en passant par Moscou, avant de revenir vers le Vietnam, au travers de la Révolution chinoise. Révolution d'Octobre et léninisme, internationalisme, rôle indispensable de la classe ouvrière, telles sont les étapes et les leçons de cet itinéraire qui, à travers la personnalité exceptionnelle du futur Hô Chi Minh, marque tout le développement de la Révolution vietnamienne. Bel exemple, me semble-t-il, d'un phénomène complexe de contact. Riche matière à réflexion sur le rôle de la personnalité en histoire. Il faudrait évidemment compléter et approfondir le tableau ; le travail a été fait au cours de ce colloque en ce qui concerne le côté soviétique, en particulier par l'étude du Congrès de Bakou. Reste à regarder d'un peu plus près par quelle alchimie historique, le futur Hô Chi Minh a été ainsi le point focal, un moment absolument unique, où se sont rencontrées la Révolution d'Octobre et la Révolution vietnamienne, celle-là fécondant celle-ci.

1. Viêt Nam Thanh Niên Cach Mang Gong Chi Hoi (Association de la Jeunesse Révolutionnaire du Vietnam).

Arrivé là plusieurs problèmes se posent.

Et d'abord dans ce rôle ainsi défini d'un personnage historique, n'est-on pas victime, une fois de plus, d'un culte de la personnalité, sinon comment s'expliquent cette importance et ce personnage ?

Eh bien non, cette reconstitution de ce processus historique admise par tous les historiens du Vietnam, ne réaménage pas les faits pour les incarner dans un individu. Pour reprendre l'expression de Paul Mus, parlant précisément de Hô Chi Minh : "non incarnation ni réincarnation mais personnalisation" (1). Et Paul Mus nous met en garde "contre certains termes... qui faussent d'entrée tout le tableau. Dangereusement, car le manque à comprendre l'histoire du passé se reporte aujourd'hui sur notre appréciation des réactions nationales qui se développent sous nos yeux...".

Et que peut vouloir dire personnalisation dans l'optique de la pensée de l'Asie ? "Les êtres n'y sont point des créations in aeternum... mais des séquences d'actes. Les corps que l'on en aperçoit sont dès lors des moments, des objets se manifestant sur cette progression ("voie", mâga ou tao) pour répondre à l'acte qui en est l'essentiel, en un mot pour l'assumer" (2).

Quelle meilleure confirmation de cette analyse de Paul Mus que cette caractérisation de Lénine par Hô Chi Minh lui-même : "Aux yeux des peuples de l'Orient, Lénine n'apparaissait pas seulement comme un leader, un chef. C'était aussi un maître qui exerçait une influence magnétique ; son mépris du luxe, son amour du travail, la pureté de sa vie privée, sa simplicité, sa grandeur morale, attiraient nos coeurs vers lui, invinciblement. Notre vénération pour lui était proche de la piété filiale, une des vertus fondamentales chez nous" (3).

1. Paul Mus, Hô Chi Minh. Le Vietnam, *L'Asie*, p. 135.
2. *Ibid.*
3. *Almanach, op.cit.*

C'est bien ainsi que le jeune Nguyên Ai Quôc a senti la présence de Lénine. Mais Hô Chi Minh me parlant, à quelques semaines de sa mort, ne définit-il pas parfaitement aussi ce qu'était l'"Oncle Hô" pour le peuple vietnamien ? L'ascétisme et la vie sans tache sont comme une purification nécessaire pour pouvoir assumer l'histoire. Et cette "piété filiale", vertu fondamentale qui plonge au plus profond des âges et des âmes du Vietnam, n'est-ce pas la forme de ce que Paul Mus appelle "le problème de la communication entre le grand leader vietnamien et les masses populaires" ? (1) Nous tenons là un des fils essentiels : si Hô Chi Minh a pu être le médiateur entre la Révolution d'Octobre et la Révolution vietnamienne c'est parce que sa personne - au sens défini plus haut - plongeait ses racines au plus profond de l'histoire et des masses vietnamiennes. D'ailleurs, n'est-ce pas là ce qui permet de comprendre cette inexplicable "présence" de Hô Chi Minh en face de ses interlocuteurs ? Qui n'a pas ressenti, après un entretien avec le Président Hô, une impression profonde et difficilement saisissable ? Aucun détail précis ni dans son physique ni dans ses propos ne suffisait à étayer ce sentiment qui s'imposait cependant comme une évidence. En fait, on venait de dialoguer avec le peuple vietnamien lui-même, "personalisé" dans l'Oncle Hô. Certes, c'est le président Hô Chi Minh, alors au faîte de sa gloire, que nous avons connu. Mais mille documents montrent que Nguyên Ai Quôc jouissait déjà d'un prestige et d'une autorité d'autant plus extraordinaires qu'il n'avait été vu par presque aucun de ses compatriotes. Pour reprendre encore l'inépuisable Paul Mus "ce proscrit... représentait dans sa personne, non pas une énorme tranche de vie, comme s'en targue à bon droit sa contre-partie chinoise, mais la clarté à laquelle se discernait déjà et se réaliserait, en son temps, un Vietnam libre, unifié et modernisé, viable à son compte, dans un monde où ce n'est point là un jeu".

Dès les années 1930, quand il a fondé le Parti communiste indochinois, Nguyên Ai Quôc était "le doyen" de la communauté nationale, sacralisant l'instance ; il était donc comme la présence même parmi eux (les Vietnamiens) de cette patrie qu'il annonçait. De savantes dissertations philologiques amènent alors Paul Mus à distinguer dans Chi et

1. Paul Mus, *op. cit.*

Minh, qui forment la partie essentielle du nom du futur Président de la République Démocratique du Vietnam, à la fois le sens de lumière et le sens d'annonce, de prophète. Ainsi dès le début, Nguên Ai Quôc, Nguyên le Patriote, fut pour la Révolution vietnamienne, Hô Chi Minh le prophète et le porteur de lumière. Et cette lumière c'était précisément celle de la Révolution d'Octobre.

Car ce n'est pas en simple patriote exilé que Nguyên Ai Quôc fonde successivement le Thanh Niên puis le Parti communiste indochinois, mais comme envoyé de la IIIe Internationale. Les biographes de Hô Chi Minh se sont souvent perdus dans le faux problème de savoir si Hô Chi Minh était plus patriote que communiste ou plus communiste que patriote. Question absurde que nie la dialectique vivante non seulement du personnage mais de la Révolution vietnamienne elle-même. Paul Mus, lui encore, l'a très bien compris et exprimé. "Dans ce réseau de recoupements combinant des "ensembles" sur des plans culturels aussi différents en apparence que la société mélanésienne, Confucius, et l'aventure soviétique (et pour ma part j'ajouterais comme élément capital, le contact vécu avec la classe ouvrière occidentale, française en particulier) on voit comment un Asien, s'alignant sur Marx, peut devenir dans son propre sol indéracinablement communiste, mais communiste à sa manière puisqu'il trouve à exprimer et à vivre la doctrine sous des analogies aussi traditionnelles" (1). Là encore, la profonde justesse de cette analyse est confirmée par le style même de Hô Chi Minh, inimitable de simplicité naturelle, au point que, bien à tort, on a pu le croire "simplet". Le long détour du futur Hô Chi Minh, exilé de sa patrie pendant trente ans, devient ainsi comme la suite de ces voyages initiatiques que les moines bouddhistes entreprenaient pour aller chercher dans l'Inde, aux sources mêmes de la foi, l'exacte parole de vérité et dont ils ramenaient des formes renouvelées de la doctrine. Le retour se fait bien au point de départ, ici la libération de la patrie, mais avec un enrichissement tel qu'une nouvelle forme en naît. "L'intégration et l'appartenance à l'appareil soviétique central, ainsi réalisées aux sources et à fond, loin d'apporter aucune restriction au patriotisme "local" de l'intéressé, peuvent être considérées comme en marquant l'accomplissement"(2).

1. P. Mus, *op. cit.*
2. *Ibid.*

Ce qu'avaient apporté aux patriotes vietnamiens le contact formateur avec la classe ouvrière occidentale et l'insertion dans l'appareil révolutionnaire de l'Internationale, on le mesure de façon frappante en 1924 à Canton. Là où Phan Boi Châu se perdait dans des complots et des tentatives avortées de rénovation militante, là où Pham Hong Thai sacrifiait héroïquement sa vie dans un attentat manqué, Nguyên Ai Quôc représentant de l'Internationale, fondait le Thanh Niên et par là posait les bases sur lesquelles allait se développer un mouvement national renouvelé, dans sa pensée et ses formes d'organisation et d'action, et destiné à vaincre dans un délai historique fort court.

Quel est donc l'apport de la Révolution d'Octobre à la Révolution vietnamienne ?

LA FILIATION DE LA REVOLUTION VIETNAMIENNE A LA REVOLUTION D'OCTOBRE

Nous l'avons vu, le Parti communiste vietnamien, sous quelque nom qu'il existât, à chacune de ses étapes, a célébré sa filiation avec la Révolution d'Octobre. Comment définit-il les aspects de cette filiation, l'intérêt résidant moins dans une analyse de la Révolution d'Octobre et de son influence que dans la définition que donne d'elle-même la Révolution vietnamienne au travers de l'expression de sa reconnaissance.

En premier lieu, la Révolution d'Octobre est ressentie comme le grand bouleversement qui remit en cause le partage impérialiste du monde et qui, par conséquent, ouvrit la voie à la libération des peuples coloniaux. La victoire japonaise sur les Russes en 1905 avait fait frissonner toute l'Asie mais elle ne résolvait rien. Le Japon n'était pas une colonie et avait pu développer son industrie et son armée. Mais que pouvait espérer le Vietnam ? Or, nous l'avons vu, après la Première guerre mondiale, l'exploitation coloniale se renforçait et le mouvement national, sous la direction des lettrés modernistes, aboutissait à l'impasse. N'y avait-il pas d'issue ? Une partie de la littérature vietnamienne de ce moment traduit ce désespoir. Certes, il y avait en même temps un grand bouillonnement nationaliste et déjà des luttes ouvrières, mais aucune perspective. La propagande qui va être faite par les mili-

tants du Thanh Niên à partir de 1925 ouvre cette perspective : une période nouvelle est née, l'impérialisme à commencé à reculer. Il est évident qu'en dehors de cette perspective toute stratégie révolutionnaire était absurde, seul alors le réformisme, l'adaptation au régime colonial aurait pu avoir un sens. La Révolution d'Octobre a donc permis la nouvelle phase du mouvement national vietnamien. La création d'un grand nombre de partis communistes asiatiques entre 1920 et 1922 manifestait tout autour du Vietnam ce véritable réveil révolutionnaire de l'Asie (création des P.C. indonésien, turc, iranien, chinois, mongol, japonais et diverses organisations indiennes) (1). Et d'ailleurs cette réalité n'échappait pas aux autorités françaises. La *Revue indochinoise*, en 1923, note avec inquiétude : "Lénine vient de signer les décrets organisant les républiques de Bachkirie, Turkestan etc., mais l'objectif des bolcheviks ne s'arrête pas là, ils visent toute l'Asie...".

En second lieu, la Révolution d'Octobre, en ouvrant ainsi la voie à la lutte de libération fixe la stratégie du mouvement révolutionnaire : la révolution nationale prend place dans la révolution prolétarienne. Vue absolument nouvelle dans le mouvement national vietnamien, animé jusque-là par des lettrés, et recrutant ses membres parmi de petits mandarins et des militaires, en liaison avec les forces nationalistes japonaises qui n'avaient rien de prolétariennes. Mais aussi vue rassurante, qui permet d'oser. Comment, sans armes, sans argent, sans expérience, et sous le coup d'une répression impitoyable, oser se lever contre l'appareil colonial ? Réduits à eux-mêmes les mouvements vietnamiens ne peuvent rien, les échecs de Phan Boi Châu le montrent assez. Par contre, si la Révolution vietnamienne est partie intégrante d'une révolution mondiale qui a déjà remporté une énorme victoire et qui se manifeste partout, alors il n'est pas absurde de travailler à renverser le joug colonial. Elément fondamental de la Révolution vietnamienne qui a conscience des limites de ses forces et de l'énormité de l'ennemi, et qui se veut cependant radicale ; seule l'étroite liaison internationaliste, l'appui qu'elle peut recevoir du reste du mouvement révolutionnaire mondial, et la conscience de l'apport qu'elle constitue à la lutte générale, lui permettent de se mesurer avec un, avec des ennemis si

1. Van Tao, *La Révolution Vietnamienne et la Révolution d'Octobre*, Hanoï, 1977 (en vietnamien).

démesurément plus forts qu'elle. Ce sentiment domine dès la fondation du Parti communiste indochinois. Dans l'appel qu'il lance à l'occasion de sa fondation, Nguyên Ai Quôc écrit : "S'ils (les colonialistes) croient pouvoir juguler la Révolution vietnamienne par la terreur, ils commettent une erreur grossière : premièrement, la Révolution vietnamienne n'est pas isolée ; elle bénéficie du soutien du prolétariat international, et tout particulièrement de la classe ouvrière française" (1). Cet appui sur le mouvement international, le Vietnam ne cessera de le rechercher, de l'exiger, au cours de sa longue lutte. Ainsi c'est dans l'héritage de la Révolution d'Octobre que la Révolution vietnamienne place la source de ce qui est peut-être son originalité majeure : l'internationalisme militant et constamment rappelé de cette révolution patriotique si profondément enracinée dans sa spécificité nationale. Hô Chi Minh résume ce point fondamental en écrivant : "Pour sauver le pays et libérer la nation, il n'y a pas d'autre voie que la Révolution prolétarienne" (2).

Mais si la Révolution d'Octobre place la Révolution vietnamienne dans l'ensemble de la révolution prolétarienne, du même coup se trouve fixé le choix de la direction de cette révolution. Pour Nguyên Ai Quôc, depuis sa rencontre avec le léninisme, pour les militants dès la formation du Thanh Niên, la question est résolue : à l'instar de la Révolution d'Octobre, la Révolution vietnamienne doit être et sera sous la direction de la classe ouvrière, car seule la classe ouvrière a vocation pour représenter l'ensemble de la nation, ce que n'ont pas su faire les autres classes qui ont échoué ou trahi. Il semble que ce soit une gageure que de parler de direction de la classe ouvrière dans un pays où l'industrie était si peu développée. Il faut cependant y regarder de plus près (3).

1. Hô Chi Minh, *Ecrits*, Hanoï, 1971, p. 37.
2. *Ibid., Le chemin qui m'a conduit au léninisme.*
3. Cf. la très importante étude de Tran Van Giau, *La classe ouvrière vietnamienne de la fondation du Parti communiste au triomphe de la Révolution, 1930-1945.* Cf. 1er volume, en vietnamien, Phan Thanh Son, *Le Mouvement ouvrier vietnamien, des origines à 1945,* thèse de 3e cycle, dactylographiée ; un extrait a été publié dans *Tradition et Révolution au Vietnam,* Anthropos, 1974, sous le titre : *Le Mouvement Ouvrier Vietnamien de 1920 à 1930.*

D'une part, pour faible numériquement qu'elle fût, cette classe ouvrière vietnamienne, dès le lendemain de la Première guerre mondiale, se montrait fort active et courageuse. De plus, elle allait devenir l'école et le lieu de formation des militants du Thanh Niên puis du Parti communiste indochinois. D'autre part, précisément, parce que la Révolution vietnamienne se situait désormais dans l'ensemble de la révolution prolétarienne, l'influence dirigeante de la classe ouvrière n'était pas seulement celle des ouvriers vietnamiens mais des ouvriers du monde entier, ce qui élargissait jusqu'à l'infini le poids prolétarien dans la Révolution vietnamienne. Enfin le rôle dirigeant ne signifie pas la prépondérance numérique ni l'origine de classe de chaque cadre supérieur, mais bien le choix d'une idéologie et d'un style d'action. D'ailleurs la Révolution d'Octobre n'avait-elle pas montré que même très minoritaire la classe ouvrière pouvait jouer le rôle dirigeant ? Certes, la disproportion était encore beaucoup plus forte au Vietnam qu'en Russie, mais le problème n'était pas réellement quantitatif. Cependant, la réalité paysanne de la population vietnamienne ne pouvait et ne devait pas être niée. Dès ses premiers pas, le Parti communiste indochinois développa son action au sein des masses paysannes et le front de lutte ouvriers-paysans se réalisa dès le début dans la grande insurrection des Soviets du Nghê-tin. Le seul nom de ce vaste mouvement qui se déroula au cours de l'année 1930, au moment même de la fondation du P.C.I., suffirait à montrer l'influence profonde que désormais avait acquise, directement, la Révolution d'Octobre sur la lutte révolutionnaire du peuple vietnamien. Né dans ce contexte, le Parti communiste indochinois affirmait, de façon particulièrement évidente, sa filiation avec la Révolution d'Octobre.

Précisément, c'est l'autre leçon que Nguyên Ai Quôc tirait de la Révolution d'Octobre : la nécessité d'un parti communiste, organisé selon les règles qui avaient fait l'originalité et la force du parti bolchevik. On a parlé par ailleurs de l'évolution du parti vietnamien, je n'y reviendrai donc pas. Soulignons simplement que de 1924 à 1930, six années s'écoulent entre la fondation du Thanh Niên et la fondation du P.C.I., traversées de multiples péripéties ; c'est bien la preuve que la fondation de ce parti, pour nécessaire qu'elle fût, ne découlait pas spontanément de la Révolution vietnamienne et qu'il fallut

non seulement l'exemple de la Révolution d'Octobre mais l'organisation même de l'Internationale pour aboutir le moins tard possible.

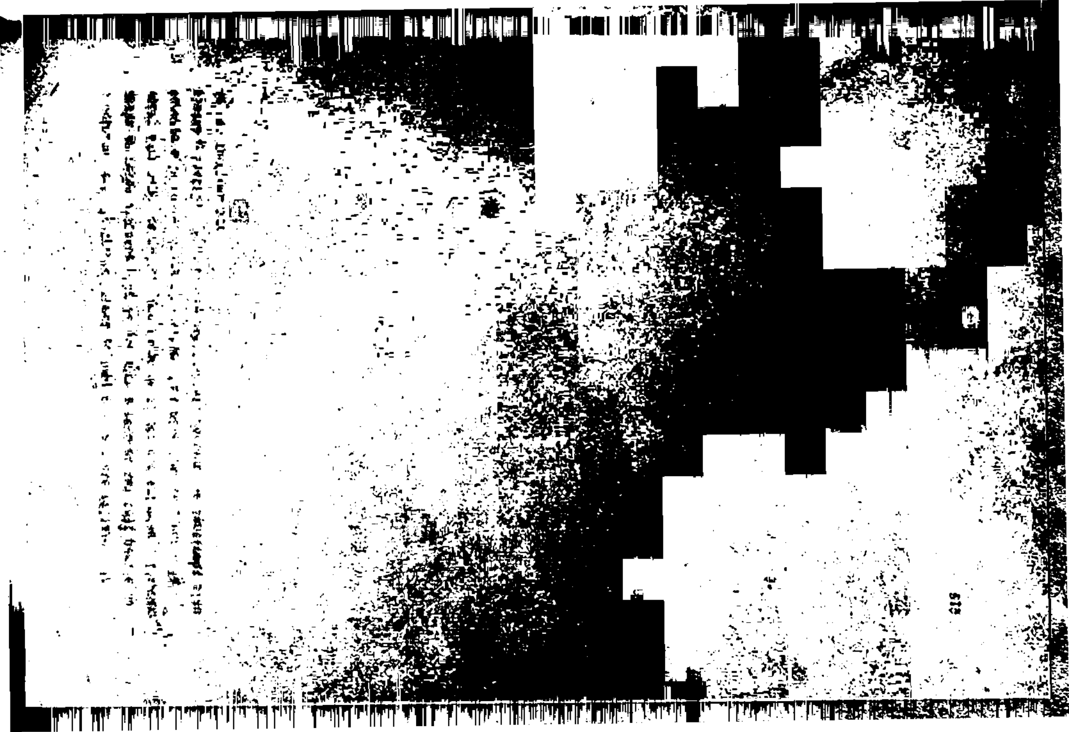
Par contre, l'originalité fondamentale de ce parti fut que dès le début il dirigea et incarna le mouvement national à l'exclusion de toute autre force importante, la terrible répression de la police française, après l'affaire de Yên Bay, ayant pratiquement éliminé la seule autre organisation nationaliste, le V.N.Q.D.D. Ainsi se retrouve, au niveau de l'organisation, ce que nous avons trouvé déjà dans la personne du Nguyên Ai Quôc et au niveau théorique, cette intime fusion du mouvement national et du communisme vietnamien, totalement indissociables malgré bientôt cinquante années d'efforts des ennemis du Vietnam.

Enfin, une des leçons de la Révolution d'Octobre, dont se réclame précisément et constamment la Révolution vietnamienne, c'est l'utilisation de la violence révolutionnaire. Dans l'Asie où le nom de Gandhi retentissait très fort, dans un monde imprégné de bouddhisme, la Révolution vietnamienne qui se veut socialiste et prolétarienne se réclame de la violence révolutionnaire contre la violence féodale et coloniale. L'insurrection armée est donc dans la perspective de son développement. Mais elle ne s'y inscrit jamais comme moyen unique ni même privilégié. "La Révolution d'Octobre, écrit Le Duan, l'actuel secrétaire général du Parti communiste vietnamien, est une révolution de caractère profondément populaire, le soulèvement des grandes masses sous le mot d'ordre "alliance des ouvriers, des paysans et des soldats" (1) associant la force armée à la force politique pour promouvoir une violence révolutionnaire puissante..." La définition conviendrait parfaitement à la Révolution d'Août qui, en 1945, fit passer le pouvoir aux mains du Parti des Travailleurs du Vietnam et assura la libération du Vietnam et la fondation de la République Démocratique du Vietnam.

Hô Chi Minh parlait, à propos de Lénine, de piété filiale dans le sens très fort que possède ce mot au Vietnam. C'est dans ce registre aussi que le Parti communiste vietnamien parle de la Révolution

1. Le Duan, *En avant sous le glorieux drapeau de la Révolution d'Octobre*, 1967, Hanoï (en français).

d'Octobre, avec le triple aspect qu'implique la piété filiale : la dette de reconnaissance pour ce que l'on a reçu et qui fait partie de votre être même, ce qui est une façon de se définir soi-même ; l'appartenance à la collectivité très forte d'une même famille ; enfin la pleine possession de sa propre identité et, partant, le sentiment aigu de son indépendance.



QUELQUES CONCEPTS DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE ET LE MOUVEMENT DE LIBERATION NATIONALE EN INDONESIE 1920-1942

Jacques LECLERC

I

A deux niveaux au moins, l'analogie entre l'Indonésie et l'URSS est frappante; un espace immense d'abord, éclaté en de multiples sous-espaces, qui ne communiquent entre eux qu'à grand'peine, isolant les populations, différenciant leur écologie et leur histoire, la présence, ensuite, parmi elles, comme vecteur de la revendication révolutionnaire (en Indonésie la "libération nationale"), d'un groupe démographique dominant: les Russes ici, les Javanais là. On peut imaginer que cette analogie ait servi à faciliter, pour le mouvement national indonésien, la compréhension, voire la récupération, de l'expérience soviétique en fait de formulation de la question nationale, au double plan de la lutte anti-coloniale en tant que libération territoriale et proclamation d'une identité nouvelle, et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes au sein de cet espace libéré, comme peuples différents en quête d'un Etat qui prenne acte de ces différences, c'est-à-dire comme nationalités.

Mais ce sera moins la réponse soviétique à la question nationale que le fait de l'insurrection, et de la construction d'un Etat révolutionnaire, qui va encourager et raffermir en Indonésie, et d'abord à Java, un mouvement dont les données conceptuelles ont été, sans rectification ni critique, apprises du colonisateur hollandais.

Les Indes Néerlandaises ont en 1920 une population d'environ 50 millions d'habitants (35 millions à Java, dont les 2/3 de langue javanaise), que le gouvernement colonial recense en "Européens" (mais les Japonais en font partie...), au nombre de 170.000, en "Orientaux étrangers" (Chinois à 80%, Arabes, Indiens), près d'un million, et en "Indigènes", les autres (1). Lorsqu'à la même époque, ce gouvernement s'adjoint un conseil consultatif qu'il appelle sans mesquinerie *Volksraad*, Conseil du Peuple, c'est sur le même principe de représentation: un collège des Européens et Orientaux étrangers, ultérieurement séparé en collège des Européens et collège des Orientaux étrangers, et un collège des Indigènes (*Inlander*). Ce que fera le mouvement national, et ce qui le fera, c'est donner un nom aux Indigènes (c'est d'abord comme alternative à *Inlander*, qu'apparaît, vers 1917, *Indonesiër*), et de ce nom nommer leur pays. Et c'est en 1924 qu'il reçoit nom INDONESIE, sur place diffusé d'abord par l'organisation qui va dès lors s'appeler Parti Communiste Indonésien (au lieu de Parti Communiste des Indes), et aux Pays-Bas par un groupe d'étudiants qui découvrent en Europe le mouvement ouvrier et la lutte anti-impérialiste, l'Association Indonésienne (*Perhimpunan Indonesia*) (2). Mot créé par des géographes européens dans la seconde moitié du XIXe siècle pour parler de l'archipel sans s'arrêter aux frontières historiques et controversées, il va, dans l'acception politique et revendicative qu'il prend alors, être interdit par le colonisateur et son énoncé même devient un enjeu. Mais aussi, dans le même mouvement l'Indonésie, terre des "Indigènes", ne peut connaître que des Indonésiens; l'Etat que son nom revendique doit moins à l'Etat soviétique qu'à l'Etat jacobin d'une Révolution française que l'école hollandaise a popularisée dans les milieux restreints, mais importants dans la constitution de l'outillage idéologique de la revendication nationale, qui ont pu y avoir accès. Le projet prononcé est celui de l'Etat-nation.

1. Recensement de novembre 1920, cité par G. Angoulvant, *Les Indes Néerlandaises: leur rôle dans l'économie internationale*, Paris 1926, p. 16-17.
2. Sur les mots INDONESIEN et INDONESIE, nombreux articles. Le plus récent: Nagazumi (Akira): The word "Indonesia", the growth of its political connotation, *Indonesia Circle*, Londres, nov. 1978 (n°17), p.28-34. Pour une mise au point politique, à la veille de la 2e Guerre mondiale, voir le discours au *Volksraad* du président de la "Fraction nationale" des députés "indigènes", M. Husni Thamrin, le 11 juillet 1939.

Il réduit d'entrée le problème des nationalités, ou celui des minorités nationales, à celui des non-indigènes, tels qu'ils ont été identifiés par la puissance coloniale.

Il y a juste cinquante ans, en octobre 1928, un congrès de la jeunesse indonésienne préparé par l'association des Etudiants (collèges et grandes écoles) de Batavia (Jakarta) rassemblait les mots d'ordre d'un tel projet: "un seul pays, un seul peuple, une seule langue" comme la devise même du mouvement national. Une seule langue, l'indonésien, qui n'est celle d'aucun territoire, d'aucune région de l'histoire antérieure mais le malais véhiculaire des routes de commerce, de la communication interinsulaire qui imprime l'espace nouveau, le pays des Indigènes (1).

II

Du Congrès de Bakou (1920) à son VIe Congrès (1928), l'Internationale Communiste s'était beaucoup occupée de l'Indonésie. En effet un petit nombre de dirigeants communistes indonésiens avait pu, jusqu'en 1926, par l'exil échapper à l'arrestation ou la déportation, et ils passaient par Moscou; plus tard, ce sont des étudiants, gagnés aux Pays-Bas aux idées révolutionnaires, qui, dans la mesure où leurs activités militantes n'ont pas été repérées en Europe, retourneront les développer clandestinement au pays, servant ainsi de lien entre le mouvement ouvrier en Europe et la lutte anti-coloniale en Asie. Mais il n'y a pas de relation régulière, organisée, entre l'Internationale et le PCI, et les hommes qui comme Tan Malaka, sont investis par l'Internationale de missions de liaison et d'organisation, travaillent en réalité complètement seuls (2).

1. L'imaginaire de la langue comme vouloir de l'indépendance et de l'unité nationale, et comme identification de l'une à l'autre, ressort, par exemple, du titre *Kelahiran bahasa Indonesia sebagai bahasa pemersatu dan bahasa liberator* (La naissance de l'Indonésien comme langue d'unité et langue de libération) d'un article commémoratif paru dans l'une des revues de l'émigration indonésienne d'aujourd'hui, *Suara Rakyat Indonesia*, Pékin, nov. et déc. 1978 (XII/11 et 12).
2. Sur les premières années du Parti Communiste Indonésien: Mc Vey (Ruth T.), *The Rise of Indonesian Communism*, Ithaca, New York, 1965.

L'activité communiste à Java au début des années 20 sollicite l'attention des grandes puissances coloniales. "On verra comment", écrit Edouard Herriot,en préface d'un livre du député de l'Inde française,Gabriel Angoulvant,sur les Indes néerlandaises paru en 1926, "La Hollande travaille à consolider son oeuvre dans ces îles d'où l'effervescence révolutionnaire n'est pas absente; on verra comment le communisme russe, avec l'agitateur Semaoen s'est introduit à Java...". Mais cette effervescence aussi fragile que les liens du parti avec l'extérieur, ne parvient pas à déboucher sur une action durable et en profondeur. Le parti achoppe autant sur l'analyse de la société coloniale et la détection des enjeux que sur le problème du parti lui-même, parti ouvrier en milieu paysan (la question de la "bolchevisation" est posée mais non résolue); la répression implacable, menée par une police politique apparemment omniprésente, dont le travail est facilité par l'incapacité du parti à mettre en oeuvre la moindre clandestinité, ne permet jamais de consolider l'organisation. Ce que de la Révolution russe tirent alors, dans ces circonstances précises, les révolutionnaires indonésiens, c'est une modalité d'accès au pouvoir, l'insurrection, et une modalité d'exercice du pouvoir, les soviets; de fait,fuite en avant, qui ne laisse aucune chance à la réussite: les soulèvements désordonnés, sans préparation (ce problème de la préparation est probablement le problème le plus important, plus peut-être encore que l'ajustement des mots d'ordre, dans un système de valeurs qui semble privilégier l'improvisation), de novembre 1926 et janvier 1927, laissent le parti - malgré le prestige qu'a pu lui assurer l'initiative de la révolte - plus faible que jamais. L'Internationale pourra en faire la critique, elle ne sera pas en situation de l'aider.

Au même moment (février 1927) se réunit à Bruxelles, à l'initiative de l'Internationale, le premier congrès de la Ligue Anti-impérialiste, auquel assiste une importante délégation de l'émigration indonésienne, pour l'essentiel gens de Perhimpunan venus des Pays-Bas. Le fondement même de la Ligue est l'organisation internationale d'un front de type Kuomintang (le KMT est qualifié dans les documents du congrès de "modèle du parti démocratique national-révolutionnaire au stade final

de la libération nationale")(1) ; il s'agit toujours d'articuler libération nationale et parti ouvrier (cf. les discussions signalées dans le rapport de Lattimore à propos de la dénomination du parti révolutionnaire en Mongolie: parti communiste ou parti populaire?) par l'intermédiaire d'une structure cohérente représentative de toutes les forces sociales ayant intérêt à l'indépendance nationale, mais dans lesquelles les forces ouvrières ne seraient pas noyées (on prend ici "ouvrier" dans son sens politique, et non sociologique). Or le "modèle" KMT éclate quelques mois à peine plus tard, et le VIe Congrès de l'Internationale, qui va diffuser la tactique "classe contre classe" dans les pays capitalistes développés, entreprend dans le même mouvement la critique du KMT et de l'idéologie "sunyatseniste":

> "... le sunyatsenisme fut en Chine l'idéologie d'un 'socialisme' petit-bourgeois et populiste. La notion de peuple voilait et dissolvait dans la doctrine des 'trois principes' (nationalisme, démocratie, socialisme), la notion de classe sociale; le socialisme n'était plus un mode spécifique de production, réalisé par une classe déterminée, le prolétariat, il devenait un état indéterminé d'aisance générale; la lutte contre l'impérialisme ne se rattachait plus au développement de la lutte des classes dans le pays. C'est pourquoi, le sunyatsenisme qui a joué, dans la première phase de la révolution chinoise, un très grand rôle positif, est devenu, par suite de la différenciation sociale ultérieure et de la marche de la révolution chinoise, un obstacle à cette révolution ..." (*Programme de l'Internationale Communiste*; chap. VI, point 1) (2).

et la critique, déjà entrevue au moment de la campagne pour la "bolchevisation", du parti communiste en pays colonisé:

> "... L'expérience a démontré que dans la plupart des pays coloniaux et semi-coloniaux une partie importante, sinon prédominante, des cadres communistes, est recrutée au début, parmi la petite bourgeoisie et notamment parmi les intellectuels révolutionnaires, très fréquemment parmi les étudiants. Il n'est pas rare que ces éléments viennent au parti parce qu'ils voient en lui l'ennemi le plus énergique de l'impérialisme; ils ne comprennent

1. Résolution: "le front uni dans la lutte pour l'émancipation des nations opprimées", 2e alinéa (texte polycopié, collection de l'Institut International d'Histoire Sociale, Amsterdam).
2. *La Correspondance Internationale*, Paris, 23 novembre 1928.

> cependant pas toujours assez que le parti communiste n'est pas seulement un parti de lutte contre l'exploitation impérialiste et l'oppression coloniale, mais qu'il lutte en tant que parti du prolétariat, énergiquement, contre toute oppression et exploitation (...). Les pays coloniaux n'ont aucune tradition social-démocrate, mais ils n'ont aussi aucune tradition marxiste. Nos jeunes partis doivent se débarrasser des survivances de l'idéologie nationaliste petite-bourgeoise (...).Les partis communistes des pays coloniaux doivent aussi devenir de véritables partis communistes par leur composition sociale..." (*Thèses sur le mouvement révolutionnaire dans les colonies et semi-colonies*; chap. IV, point 28) (1).

Du massacre des communistes berlinois par le social-démocrate Noske en 1919, symbole de la contre-révolution en Europe, au massacre des communistes de Shanghai par Chiang Kai-shek en 1927, symbole de la contre-révolution en Asie, l'Internationale fonde un continuum historique qui débouche sur l'identification fonctionnelle de la social-démocratie et du nationalisme bourgeois comme fourriers de la contre-révolution mondiale. Du même coup la Ligue Anti-impérialiste, au comité directeur de laquelle sociaux-démocrates et nationalistes côtoyaient communistes d'Occident et d'Orient, perd sa signification; son IIe congrès, réuni à Francfort-sur-le-Main en juillet 1929, et auquel assiste aussi une délégation indonésienne assez semblable à celle qui avait participé au Congrès de Bruxelles, en est de fait la dernière grande manifestation.

Le rassemblement que représentait Perhimpunan Indonesia, intégration implicite dans le seul projet d'indépendance de l'Indonésie de ses diverses acceptions, est remis en cause (2), tandis qu'en Indochine en 1929 les comités de la Jeunesse Révolutionnaire (Thanh Nien) prennent le nom de Parti Communiste, comme le fait aussi aux Philippines en 1930, le 7 novembre, anniversaire de la Révolution russe, le Parti Ouvrier. Il s'agit désormais d'affirmer, même pour les pays coloniaux, le caractère communiste du parti révolutionnaire, et la ligne de classe

1. *La correspondance internationale*, Paris, 11 décembre 1928.
2. J. Leclerc : La condition du parti. Révolutionnaires indonésiens à la recherche d'une identité (1928-1948); *Cultures et développement*, Louvain la Neuve, 1978 (X/1); p. 3-70, part. 17-18.

de la lutte pour l'indépendance.

III

Mais aux Indes Néerlandaises, le parti communiste, décimé, décapité à tous les niveaux, n'est plus en mesure d'influer substantiellement sur la situation politique. Le représentant des communistes indonésiens au comité exécutif de l'Internationale, Musso, qui a, dès 1930, décidé de retourner à la colonie pour réorganiser le parti (1), ne pourra mettre son projet à exécution avant 1935, dans le contexte alors d'une analyse radicalement différente de la situation et des alliances par le VIIe Congrès de l'Internationale; les contacts qu'il établit, durant les quelques mois de son séjour clandestin, le sont avec des animateurs d'organisations de jeunesse et de partis nationalistes, pour tenter un parti nouveau, plus qu'avec les éventuels survivants non arrêtés, ou libérés, de la révolte de 1926. Raisons de sécurité et état de fait.

Le Congrès de la Jeunesse d'octobre 1928 n'est qu'un des signes d'une nouvelle distribution des thèmes de mobilisation à l'intérieur du mouvement national après l'écrasement de sa composante communiste. Le vide politique créé par cet écrasement amène la polarisation de la revendication nationale autour d'un nouveau groupe, formé en juillet 1927 principalement à partir d'anciens animateurs de Perhimpunan Indonesia, qui prend le nom de Parti National Indonésien, où l'utilisation du mot "national" emprunté au lexique hollandais indique l'objectif d'un Etat-nation à l'occidentale. Au-delà du modèle lui-même de Perhimpunan, c'est celui du KMT qui informe le PNI. Son président, Sukarno, vient alors de publier un texte-manifeste qui appelle à l'unité organique de toutes les tendances idéologiques qui composent le mouvement national, et qu'il isole en "musulmane, nationale et marxiste", la

1. P. de Groot : *De dertiger jaren* (Les années 30), Amsterdam, 1965, tome I, p. 89. De Groot, secrétaire du Parti Communiste de Hollande, l'aurait appris de Musso au cours du Ve congrès de l'Internationale Syndicale Rouge (Moscou, 15-30 août 1930).

composante "nationale" ayant ipso facto vocation d'axe et de synthèse (1). Le modèle KMT apparaît encore plus lorsqu'en 1931, après l'arrestation de Sukarno, le PNI est dissous par sa direction et aussitôt remplacé par le Parti de l'Indonésie (Partindo), où l'éviction de l'épithète "national" vise en particulier à un élargissement de la base vers les autres courants "nationaux", concrètement, les communistes. La difficulté de cette position éclatera quand Musso, pour recréer un parti communiste, devra le puiser, en quelque sorte, dans le Partindo (2).

L'idéologie que diffusent le Partindo et les divers groupes qui s'en inspirent, le marhaenisme (marhaen, c'est le paysan indonésien ainsi nommé par Sukarno, le petit producteur indépendant et non exploiteur qui symbolise la société indonésienne - 3) est une variante du populisme sunyatséniste qu'on retrouverait aussi bien, à la même époque, dans d'autres régions du Sud-Est asiatique, comme la Birmanie, où le courant communiste n'est encore qu'embryonnaire.

Mais elle insiste en même temps, au niveau de l'organisation, sur un concept issu de l'expérience du parti bolchevik, celui de "parti d'avant-garde", en indonésien, Partai Pelopor (du hollandais voorloper). L'un des plus proches collaborateurs de Sukarno, Asmara Hadi, membre de la direction du Partindo alors qu'il est âgé d'une vingtaine d'années, écrira en 1956 en tant que théoricien du PNI reconstruit après l'indépendance et alors directement concurrencé par le parti communiste: "C'est Sukarno qui pour la première fois a utilisé l'expression de parti d'avant garde en 1933 quand il est devenu le responsable du Partindo (...). Le PNI doit devenir un parti d'avant garde c'est-à-dire un parti d'esprit révolutionnaire appuyé sur une discipline d'acier (...). Pour que la démocratie ne devienne pas demoncrazy, il lui faut un parti

1. Sukarno, *Nationalism, Islam and Marxism*; trad. anglaise de Warouw et Weldon, introduction de R.T. McVey; Ithaca, New York, 1969.
2. J. Leclerc, *op. cit.*, pp. 10-11.
3. Sukarno, *Marhaen an Proletarian* (trad. d'un discours de 1957), Ithaca, 1960.
   Sukarno, *Indonesia accuses!* (Défense de Sukarno au procès des dirigeants du PNI, 1930); trad. et présentation de Paget R.K., Londres, 1975, p. 96-98.

d'avant-garde (...)". A parti d'avant-garde, théorie d'avant-garde, "une théorie de l'histoire et de la société, qui indique le mouvement qui anime en profondeur la société et l'histoire, qui indique comment ce mouvement fonctionne et vers où il conduit (...). Alors, quand cette théorie est devenue une certitude, cette certitude crée l'esprit révolutionnaire, engendre la discipline d'acier, suscite les cadres d'élite.." (1).

IV

Mais c'est à une image préalable de la société et de l'Etat que renvoie l'image du parti, dirigeant et souverain.

D'avant-garde, il est le précurseur, précurseur de l'Etat-nation, comme la langue instrument d'unité et de libération, organisation de la langue, véhicule de l'idée et de la mobilisation, idéal type et capitale de la nation rassemblée.

Au demeurant, en 1945, quand, à la veille de la défaite, les autorités japonaises d'occupation autorisent à Java que soient discutées les modalités d'accès de l'Indonésie à l'indépendance, les animateurs de la discussion, dont beaucoup furent au Partindo, définissant le territoire indonésien, s'en prennent aux "enclaves" territoriales issues du partage de l'archipel entre les grandes puissances européennes au cours du processus de colonisation, mais il apparaît bien que ce mot "enclaves" vise aussi les enclaves ethniques et singulièrement les Chinois, ce groupe dominant des "Orientaux non-indigènes" (2).

Dans la période 1937-1940, sous l'influence du VIIe Congrès de l'Internationale, de sa stratégie anti-fasciste et par conséquent, en

1. H. Asmara : Partai Plopor; *Suluh Indonesia* (quotidien du PNI), Jakarta, 31 mars 1956, p. 3.
2. J. Leclerc, La circonscription. Remarques sur l'idéologie du territoire national en Indonésie; *Cultures et développement*, 1975, (VII/2), p. 283-318.

Asie, anti-japonaise, le Partindo, renouvelé en Mouvement Populaire Indonésien (le "mouvement" à la place du "parti" et "populaire" à la place du "national" de 1927-1930), qui agit en liaison avec le groupe communiste, d'ailleurs vite disloqué par la répression, qu'a laissé Musso, a davantage axé ses propositions sur le développement de la démocratie, et la création d'un parlement indonésien représentatif, que sur l'indépendance elle-même. A soviet et insurrection répondent parlement et négociation. Et dans le cadre de cette réflexion, où, pratiquement pour la première fois, essayant de se situer sur un échiquier politique que compliquent désormais, par rapport aux catégories des années 20, les affrontements Pays-Bas/Japon et Chine/Japon, et l'affrontement, au sein du mouvement national lui-même, entre démocratie et autoritarisme, le courant qui se rassemble au sein du "Mouvement Populaire" se définit comme "la gauche" du mouvement national, tout en reprenant du Partindo son aspiration à en être l'avant-garde. La jonction peut se faire avec les groupes chinois qui ont formé en 1932 le Parti des Chinois d'Indonésie, parti qui entend associer les Indonésiens de toutes origines dans le même combat anti-impérialiste, et rejette l'attitude des Chinois qui, se considérant comme citoyens chinois, ou comme Hollandais, se désolidarisent de ce combat. Aux Indonésiens, qui se prétendant Indonésiens par la terre de leurs ancêtres, rejettent la main tendue de ces Chinois, - et excluent de l'Indonésie qui n'était pas "Inlander" - c'est l'un des tout premiers porte-parole de la revendication nationale, et peut-être le plus grand s'il est déjà possible de le dire, Tjipto Mangunkusumo, qui répond qu'être Indonésien, ce n'est pas un problème ethnique, "c'est un problème politique" (1); et, contre les notables de tout acabit, il en appelle à une Indonésie démocratique et anti-fasciste. Au même moment, la riposte hollandaise au développement du mouvement national en tant que mouvement indonésien, c'est, sous couleur de démocratie et d'autonomie régionale, l'encouragement des proclamations du "droit à la séparation" de potentats locaux parmi les plus intégrés à l'appareil colonial (2); de ce fait,

1. Cité dans : L. Suryadinata : The Search for national Identity of an Indonesian Chinese ; a political Biography of Liem Koen Hian ; *Archipel*, Paris, 1977, n° 14, p. 43-70.
2. En particulier les "sultans" de la côte orientale de Sumatra (productrice de l'essentiel du caoutchouc, du coprah et du tabac qu'exportent les Indes Néerlandaises).

toute forme d'énoncé qui aurait pu mettre l'accent sur un problème de "nationalités", c'est-à-dire, de différences culturelles ou politiques à l'intérieur de l'ensemble indonésien en tant que territoire, aurait été entendue comme un produit hollandais: une éventuelle solution fédérative, parce qu'elle constitue dès avant l'indépendance l'arrière-plan institutionalisable de la résistance hollandaise à la revendication nationale qui s'est développée dans une dynamique d'unification conforme à celle de l'Etat colonial, est impossible pour le mouvement national; mais c'est précisément qu'il n'a pas pu poser au sein de la société le problème de la décision démocratique.

L'exigence soviétique - proclamation démocratique - des années 1926-1927 n'a pas fait de petits.

L'EXPERIENCE RUSSE ET SNEEVLIET EN INDONESIE ET EN CHINE (1)

Robert AARSSE

"En Orient, le problème du moment est la libération des peuples, la création d'Etats nationaux bourgeois... Nous ne pouvons compter sur leurs partis communistes comme sur des groupes d'action immédiats, mais plutôt sur de petits noyaux révolutionnaires d'avenir..."

Tchitchérine, *Europe Nouvelle*, 1921, p. 1629

Il faut placer l'expérience russe des années 1920 dans le contexte asiatique du moment. C'est alors que la Chine se trouve être le point de mire de beaucoup d'observateurs. Ceux-ci oublient trop souvent que parallèlement les Indes néerlandaises connaissent la même fomentation. S'il peut sembler d'un intérêt mineur d'analyser l'écho de la révolution russe, ou plutôt, comme nous le verrons, des révolutions russes à travers un journal de langue néerlandaise paraissant à Java, soulignons que derrière ce journal se trouve Henk Sneevliet. C'est lui qui, en 1920, devient secrétaire de la Commission des Questions Nationales et Coloniales du Second Congrès de la IIe Internationale, sous le pseudonyme de Maring. C'est ce même Maring que nous trouvons à Shanghai au moment où le parti communiste chinois est créé, en juillet 1921.

Il s'agit de voir si l'exemple indonésien, surtout après la nouvelle des révolutions russes en 1917, permet à Sneevliet de répéter son expérience en Chine. A ce propos, il ne faut pas oublier que Sneevliet est un homme de la gauche du parti social démocrate

1. Ce travail personnel est la suite d'une partie de mes recherches effectuées pour ma thèse de troisième cycle à Paris VII. Il est bien évident que l'étude, le développement et la conclusion n'engagent en rien le Ministère des Affaires Etrangères néerlandais.

néerlandais. Il est nourri des quelques textes de la IIe Internationale sur la question coloniale, une Internationale qui n'a aucune action concrète comme acquis. En arrivant aux Indes néerlandaises, il ne se trouve pas devant la même situation qu'en arrivant en Chine quelques huit années plus tard; dans la colonie,il doit commencer à partir de rien. Puisque justement la situation aux Indes néerlandaises reste quasiment inconnue, analysons rapidement celle-ci d'abord, afin de pouvoir déterminer l'originalité de l'expérience tentée par Sneevliet et quelques socialistes dans la colonie. Le gouvernement colonial de Batavia l'expulse après la révolution russe,et Sneevliet commence alors sa pérégrination.

Depuis 1900 la colonie néerlandaise en Asie, un archipel de quelque 3 000 îles, vit sous une politique dite de la Voie Morale. Après la plus dure exploitation des paysans javanais par un système de produits agricoles destinés à l'exportation, l'introduction de la libre entreprise,et donc du marché et de la monnaie, à partir de 1870, entraîne un appauvrissement supplémentaire de la population rurale. Tant pour des raisons de morale chrétienne que pour des raisons économiques - l'industrie du textile espère pouvoir y vendre ses cotonnades- cette politique tente d'améliorer le sort de "l'indigène", non sans mécontenter les colons et certaines entreprises établies dans la métropole. Grâce à cette politique prévoyant au moins en théorie une diminution de l'oppression économique et politique, les mouvements nationalistes naissent dans la colonie, suivant en cela les exemples étrangers, comme ceux de la Chine et surtout le renouveau du Japon (1904-1905). Mentionnons d'abord le Budi Utomo (Effort Noble), mouvement culturel venant surtout des intellectuels fils de l'aristocratie locale de Java. Les Indo-européens se voient menacés dans leur position intermédiaire entre les Néerlandais et les Javanais par cette politique de Batavia. Leur parti, le Parti Indien, réclame alors vers 1912 l'indépendance de la colonie. Usant de ses prérogatives, le Gouverneur Général expatrie les dirigeants et le mouvement s'effondre. Cette épée de Damoclès pendra au-dessus de la tête de chaque dirigeant nationaliste jusqu'en 1942 : emprisonnement sans appel ou bannissement sur simple décision gouvernementale. A cette même date, quelques commerçants javanais et sumatranais se réunissent et s'organisent contre la concurrence des

Chinois établis de longue date dans la colonie. Ceux-ci détiennent en fait tout le commerce de détail et intermédiaire. Sous la bannière de l'Islam, cette association se propose de promouvoir parmi ses membres l'esprit commercial. Son nom : le Sarekat Islam (SI). Le succès de cette association dans la campagne fait comprendre la rancune des Chinois, prêteurs à gages redoutables. Rapidement, le mouvement devient une force réelle dans la vie politique de la colonie, vie politique fort réduite, d'ailleurs. Certaines grandes villes ont depuis peu un conseil municipal élu par les Néerlandais et par ceux qui paient 600 florins d'impôts par an ou savent lire et écrire. L'éruption du SI, une nébuleuse quant à son organisation, ses finances et sa démocratie interne, ébranle fortement la pesanteur propre à la vie coloniale. Un autre élément d'opposition sont les syndicats, pour la plupart composés de Néerlandais et d'Indo-européens : syndicats de matelots, de cheminots, d'instituteurs... dont beaucoup ont leur siège à Semarang, ville sur la côte nord de Java central.

Après l'arrivée de Sneevliet à Java en 1913, quelque soixante Néerlandais et Indo-européens décident, en mai 1914, de créer une association social-démocrate pour les Indes (néerlandaises) : l'ISDV. Une année plus tard, ils éditent un journal, La Libre Parole (*Het Vrije Woord*) *HVW*. L'infatigable rédacteur en chef, le moteur derrière l'association, est Sneevliet. Venu aux Indes Néerlandaises en 1913, après une brouille avec le SDAP - parti social-démocrate néerlandais - et avec les Tribunistes, déchu de la présidence du syndicat des cheminots aux Pays-Bas pour avoir soutenu des grévistes contre les consignes du parti social-démocrate, Sneevliet essaie de trouver un travail dans la colonie. Il devient secrétaire de la Chambre de Commerce de Semarang. Il entre en contact avec les syndicats et surtout avec celui des cheminots et du personnel des tramways, le VSTP, et avec les quelques nationalistes et socialistes de la colonie.

Ces quelques socialistes sont conscients qu'à eux seuls ils ne peuvent rien faire. D'ailleurs, beaucoup d'entre eux restent convaincus que la meilleure chose est de donner des informations au SDAP, aux Pays Bas, une sorte de club de discussion et de renseignement en somme. Sneevliet et quelques autres décident, en revanche, dene pas

se croiser les bras. Les chefs bannis du Parti Indien avaient trouvé refuge, en 1913, dans les cercles socialistes dans la métropole. Il prend contact avec ceux qui, restés aux Indes, militent dans le mouvement culturel Insulinde, d'autant plus facilement qu'un des bannis, Tjipto Mangukosomo, revient dans la colonie. Plusieurs membres de l'ISDV sont membres de l'Insulinde et vice versa. Sneevliet essaie donc d'influencer ce mouvement de l'intérieur. Rapidement des divergences politiques éclatent. Insulinde n'est qu'un pâle reflet du Parti Indien. Rien ne reste du slogan réclamant l'indépendance de la colonie tout de suite. Comme souvent, ces divergences sont enfouies sous des querelles personnelles. Les Indo-européens sont effrayés par la critique et par les méthodes socialistes qu'emploie Sneevliet. En fin de compte, ils ne veulent que prendre la place des Néerlandais, rien de plus, toute réforme anti-capitaliste leur reste étrangère. Ils se sentent d'autant plus menacés dans leur position relativement privilégiée que Sneevliet oeuvre pour l'ouverture des syndicats aux travailleurs indonésiens, syndicats dont les Indo-européens se trouvent être les dirigeants. De plus en plus les Indonésiens adhèrent nombreux à ces syndicats, changeant ainsi la base électorale des dirigeants Indo-européens. La rupture se consomme vers le milieu 1916, quand Sneevliet s'assure d'une emprise réelle sur le syndicat des cheminots et du personnel des trams. Dans cette même année 1916, l'ISDV, par sa participation aux actions en faveur de journalistes indonésiens arrêtés, contre l'augmentation du coût de la vie - on est dans la Première guerre mondiale - contre les milices qui devaient défendre la colonie, constitue une force politique réelle, même aux dires des rapports gouvernementaux. Puisqu'il est impossible de suivre vis-à-vis du SI la même tactique que vis-à-vis de l'Insulinde, car l'obligation d'être de religion musulmane empêche tout européen de devenir membre du SI, l'ISDV doit trouver d'autres moyens afin de pouvoir influencer cette force. A plusieurs reprises Sneevliet dit à ce propos que le paysan reste le numéro un. Cependant, cette déclaration peu orthodoxe pour l'époque n'est pas suivie d'effets. Le grand problème pour ces quelques sociaux-démocrates qui dans la colonie se divisent comme leurs collègues dans la métropole, en Europe, est le réel contact avec la population. En essayant des liens informels, mais aussi institutionnels avec le mouvement Insulinde, l'ISDV croit avoir trouvé une entrée normale parmi les ouvriers

citadins. Rapidement elle se rend compte qu'elle n'a des contacts qu'avec les dirigeants indo-européens, les ouvriers de la ville n'étant pas (encore) membres de l'Insulinde.

En faisant en sorte que certains syndicats ouvrent leurs portes aux ouvriers indonésiens, Sneevliet peut recruter parmi ceux qui paraissent être les plus militants et les plus instruits. Leur donnant l'exemple, il fait rapidement de certains d'entre eux, comme Semaun, ses porte-parole parmi les Indonésiens. Sneevliet ne parlait ni le malais, langue franche parlée par une certaine couche parmi les Indonésiens de la côte, ni le javanais que parlent les paysans de Java centre et est. Semaun devint donc membre de l'ISDV, du syndicat VSTP et du SI. Rapidement, il monte dans ces trois organisations. A travers lui, plus tard avec Darsono et quelques autres, l'ISDV espère semer le socialisme dans le mouvement de masse qu'est, de l'avis des socialistes les plus durs, le Sarekat Islam. Pourtant, beaucoup de sociaux-démocrates, dont Sneevliet, voyaient dans le SI à ses débuts surtout un mouvement religieux dont, selon eux, la direction était liée aux cercles gouvernementaux de Batavia. Mais de plus en plus, les sections locales des deux associations se trouvent d'accord pour lancer des actions, pour tenir des meetings... Dans les villes de Semarang et de Surabaja, l'ISDV influence très nettement les sections locales du SI. Il est à noter que le Sarekat Islam n'avait que très tard reçu la reconnaissance juridique d'une personne morale (1916). Auparavant,toute section locale devait demander aux résidents néerlandais la permission d'oeuvrer et de "militer". De sorte que leurs sections urbaines comme Semarang et Surabaja, bien organisées, ayant des finances "saines",peuvent faire entendre leur voix avec autant de poids que les sections rurales qui restent très souvent des sections éphémères, ayant des membres sur le papier et ne payant pas de cotisations. La Centrale n'est alors qu'une instance de direction, ne disposant pas de moyens efficaces pour faire accepter son opinion par une section rebelle. Les socialistes profiteront de cette situation.

"Parce que nous nous trouvons trop loin du peuple par notre mode de vie et par nos opinions, la masse reste méfiante. Ce n'est qu'avec certains Indonésiens avec qui nous avons des contacts

personnels, ayant de plus un niveau intellectuel plus élevé que nous pouvons espérer vaincre cette méfiance. Par conséquent, la propagande socialiste n'est possible que par ces Indonésiens", écrit Sneevliet dans *HVW* du 10 janvier 1917.

Le 18 mars 1917, Sneevliet reçoit la nouvelle de la révolution russe par télégramme. Il se met à son bureau, le lendemain,il apporte un article, intitulé "Le triomphe" au journal du mouvement Insulinde,l'*Indier, HVW*,ne paraissant que le 25 mars ! Sneevliet ne pouvait attendre. Fortement inspiré par un livre d'Henriette Roland Holst sur la révolution de 1905, il écrit :

"Les sons joyeux des cloches russes parviennent-ils jusqu'aux villes et villages de ces contrées ?

Ici vit un peuple, dans un pays plus que tout autre privilégié par la nature.

Ici vit un peuple besogneux ignorant ;

Ici vit un peuple dont les richesses par lui produites vont s'entasser dans les coffres-forts des oppresseurs en Europe Occidentale, principalement dans ce petit pays qui exerce ici sa domination politique ;

Ici vit un peuple qui tolère et endure. Interdite l'organisation politique... le droit de réunion accordé en principe, mais jamais mis en pratique ; la critique dans la presse menacée de lourdes peines par une justice qui doit être partiale, inique, parce qu'elle est la justice du dominateur. L'action politique permise seulement lorsqu'elle favorise le maître et humilie le peuple ; comme par exemple l'action pour la défense militaire en vue de défendre "la patrie" ravie à la population par le dominateur étranger.

Ici vit et subit et souffre et endure un peuple de millions d'individus depuis déjà des siècles... et depuis Dipo Negoro, aucun chef ne s'est dressé pour mettre en branle les masses et les décider à prendre en mains leur propre destinée.

Peuple de Java, la révolution russe comporte des leçons également pour vous. Le peuple russe aussi tolérait une oppression séculaire, était pauvre et analphabète comme vous. Il ne gagna qu'en luttant incessamment contre un gouvernement de violence. En Russie aussi les associations d'ouvriers ont été menées par des conseillers gouvernementaux.

Le service de la liberté est un service lourd. Il ne permet aucune faiblesse, aucune insuffisance, aucune hésitation, aucune indécision. Il exige la personne entière et du courage, surtout du courage.

Les sons joyeux résonnent-ils maintenant dans nos coeurs ?

Les semeurs de la semence propagandiste doubleront-ils leurs efforts pour un mouvement populaire indonésien, radical en matière politique et économique ? Et continueront-ils à travailler contre tout essai d'oppression et de suppression de liberté ?

Et continueront-ils à travailler d'arrache-pied, même si beaucoup de semences tombent sur des pierres nues et dont peu germeront ?

Alors il ne peut en être autrement, le peuple de Java, l'Indonésie trouvera ce qu'a trouvé le peuple russe : "Triomphe" !

Avec la reprise de l'*Indier* dans le *HVW* Sneevliet note que "nos opinions sur notre tâche dans ces contrées peuvent diverger, mais l'appréciation de la révolution russe et de sa signification dans le monde entier ne crée guère de différend".

Les colons néerlandais sont comme les grenouilles dans une mare dans laquelle, une nuit d'été, on a jeté une pierre. Sneevliet a également d'autres ennemis, ceux de l'ISDV qui considèrent qu'il n'est pas possible de faire de la propagande actuellement. Selon eux "il est plus important de servir la culture occidentale - sans préciser comment - que de propager un sentiment révolutionnaire parmi les Indonésiens".

"Nous déshonorons le nom de Marx en créant auprès des Indonésiens un sentiment révolutionnaire sans savoir si la révolution est nécessaire ici. Il est vrai que le capitalisme augmente son pouvoir à Java, mais il n'est pas moins vrai qu'une grande partie de Java n'est pas encore tombée sous son influence pernicieuse", écrit un de leurs chefs de file, le rédacteur du journal *HVW*, Westerveld. Certains membres de la section de Batavia publient des articles contre Sneevliet dans des journaux hostiles à l'ISDV.

Ces critiques de la part de ceux qui redoutent les excès de Sneevliet, qui, dès le début ne voulaient qu'un bureau d'étude pour le

parti aux Pays Bas et qui ne voulaient absolument pas de propagande socialiste, redoublent quand le gouvernement de Batavia intente un procès contre Sneevliet et le rédacteur en chef du journal l'*Indier*. Le Gouverneur Général peut poursuivre celui qui, par ses écrits, oppose un groupe ethnique à un autre. Ces articles de loi, connus sous le nom de "Haatzaai Artikelen" (articles semeurs de haine) - qui sont toujours en vigueur actuellement - avaient emprisonné nombre de journalistes indonésiens qui dénonçaient les abus coloniaux dans le passé, emprisonnements contre lesquels l'*HVW* protestait vigoureusement. Nous reviendrons sur le procès à Semarang. Les modérés essaient pendant le congrès annuel de l'association de censurer Sneevliet en arguant que l'opposition prématurée est contraire au développement socialiste et que le journal prend position sur divers sujets n'exprimant que les points de vue de quelques membres de la rédaction. Une déclaration circule parmi les congressistes, une dizaine de personnes signent une déclaration s'adressant aux membres de l'ISDV qui ne sont pas d'accord avec la façon d'agir de certains dirigeants.

"C'est Marx qui a déclaré aux révolutionnaires romantiques et aux anarchistes mi-bourgeois que ce n'est que dans une phase économique bien précise, par une éducation politique et organisationnelle adéquate, qu'une action pouvait porter ses fruits, action qui ne se sert pas de phrases révolutionnaires, mais qui soulève des exigences venues droit et logiquement des besoins sociaux de la société. La société indonésienne a encore des bases agraires retardées,et seulement dans quelques centres de l'Indonésie, l'industrie européenne a prolétarisé une petite partie de la masse.

Ce n'est pas en premier lieu l'indigence économique qui a mis en mouvement la population indonésienne, mais ce sont l'injustice coloniale et l'arbitraire économique qui ont créé un esprit de révolte dans cette population.

C'est notre tâche de les aider et de veiller à ce que cette révolte soit canalisée d'une façon tactiquement juste pour la population. La conclusion, qu'il faut coûte que coûte obtenir l'indépendance nationale et la liberté,ne s'impose pas. Il appartient aux sociaux-

démocrates d'apprendre à cette population naïve et facilement enflammée la lutte pour les objectifs qu'il faut maîtriser par l'organisation et par la discipline.

Nous, sociaux-démocrates devons prendre position, tant contre les oppresseurs abusant de leurs pouvoirs économiques et politiques, que contre les Européens qui uniquement motivés par la passion politique empêchent la population de suivre son développement historique. Nous devons également combattre ceux qui, négligeant l'unité nécessaire des groupes de la population pour l'obtention de l'indépendance et la liberté nationale, font une propagande dite socialiste et internationaliste".

La scission n'éclate pas au Congrès ; derrière les coulisses on arrive à un compromis, mais chacun reste sur sa position. L'aile modérée crée son propre journal, en août 1917, *De Taak (La Tâche)*. En septembre, la section de Batavia - composée de 14 personnes - décide de s'ériger en section indienne du parti socialiste néerlandais SDAP. Quand, en novembre 1917, le procès passe devant la Cour de Semarang, Sneevliet se retrouve quasiment seul.

Dès la parution de l'article de Sneevliet, la colonie néerlandaise est en émoi. Le 24 mars déjà, le rédacteur en chef est entendu par le juge d'instruction, l'écrivain sera entendu durant le mois d'avril. Le procureur demande un procès et va jusqu'à réclamer l'emprisonnement de Sneevliet. Cela est refusé, mais le procès est fixé pour le mois de novembre.

Avec l'aide de quelques amis, Sneevliet ramasse du matériel, tant concernant l'histoire du socialisme, que sur le colonialisme. "Le procureur, qui avait proféré des bêtises dans son acte d'accusation, faisait piètre figure sous la critique cinglante de Sneevliet", note Koch, un des sociaux-démocrates modérés. Dans un discours de neuf heures, Sneevliet passe en revue d'innombrables rapports gouvernementaux et des brochures d'anciens fonctionnaires coloniaux. Il cite abondamment ceux qui avaient critiqué l'état de choses dans la colonie avant l'introduction de la "Voie Morale", tout en démontrant, qu'à son

avis, rien n'avait changé réellement. Au procureur il recommande la lecture de Rosa Luxemburg, de Radek, de Hilferding et, bien évidemment, d'Henriette Roland Holst.

"Car si je sais que la misère de l'exploitation capitaliste est aggravée par le caractère colonialiste de cette exploitation, que mon internationalisme signifie que je réclame, dès que possible, la liberté et l'indépendance de la population soumise, et que je m'efforce de l'obtenir, je sais également que l'indépendance nationale du peuple ne peut être que le fruit de l'organisation, de l'organisation solide de deux grands opposants qui font le poids dans ce pays, à savoir les paysans avec leur lopin individuel et la classe des propriétaires.

Je sais également que cette organisation ne peut naître qu'en soulignant avec force les intérêts économiques de ces groupes. Que la liberté nationale ne devient réalité que par l'organisation de classe de ces deux grands groupes".

La Cour d'appel de Semarang acquitte Sneevliet. Le procureur fait appel, et le 27 mars 1918, un an après l'article, Sneevliet comparaît devant la Cour de Cassation des Indes à Batavia, qui l'acquitte le 3 avril. Ce procès public est très utile pour la propagande de l'ISDV; il donne une certaine notoriété à l'association, lui apporte plus de sympathie que ne le pouvait sa force relativement faible encore.

Darsono, qui assistait au procès de Semarang, adhère à l'ISDV et il est suivi par d'autres. Darsono est un fervent admirateur de la révolution d'octobre, il demande aux Indonésiens de suivre cet exemple. Cela est la raison principale de son emprisonnement en décembre 1918.

Sneevliet se voit licencié par la Chambre de Commerce de Semarang; sa femme, heureusement, reste institutrice. En juin 1917, il devient propagandiste européen du syndicat des cheminots et du personnel des trams (VSTP).

Quand, avec un peu de retard, la nouvelle de la Révolution d'Octobre arrive dans la colonie, le journal est plus prudent. Le procès de Sneevliet bat son plein. En ce qui concerne la nouvelle de la déposition du tsar, le journal attend de voir clairement quelle en sera l'issue, mais en décembre 1917 le journal salue la victoire du "prolétariat en Russie". Donc, après le départ des modérés et l'acquittement de Sneevliet devant la Cour de Semarang, l'ISDV voit ses rangs augmenter avec des Indonésiens. Un autre facteur de cette entrée d'Indonésiens, peut être le plus important, est la victoire de Semaun durant le Congrès du Sarekat Islam. L'ISDV dirige maintenant toute son attention vers les Indonésiens, et sans l'opposition des modérés, l'association prépare les statuts. Comme préambule, nous pouvons lire :

"Le capitalisme envahit le pays et transforme une grande partie de la population indonésienne en prolétaires, séparés des moyens de production, obligés de vendre leur force de travail pour pouvoir subvenir à leurs besoins. Ce prolétariat se trouve en partie concentré dans les grandes villes, en partie il travaille dans des entreprises capitalistes dispersées dans le pays.

Les paysans sont devenus dépendants, leurs terres ont été louées à des entreprises. Ceci est rendu possible par la dissolution des liens du village sous la pression de la domination étrangère, de sorte que ce lien s'est transformé d'aide pour la population paysanne en un instrument dans les mains des exploiteurs économiquement et psychiquement tout puissants.

La contradiction entre la race étrangère, dominatrice, et les ethnies autochtones, qui sont dominées, humiliées, cache les contradictions économiques, tandis que la différence religieuse opère également dans le même sens. Cela fait croire que ce n'est pas l'exploitation économique, mais la tyrannie nationale qui est la cause de la situation intolérable admise par tous.

La libération nationale n'est possible qu'avec la liberté économique comme base. La population indonésienne a grand intérêt à ce

que la classe ouvrière triomphe dans les pays capitalistes hautement développés, ce par quoi le système capitaliste perd également ses bases dans les colonies et devient impossible. Ses intérêts les plus immédiats, ainsi que son idéal : une Indonésie libre avec une population prospère, exigent une lutte soutenue dans le pays même, afin de seconder et faire avancer la victoire du prolétariat international.

L'ISDV a pour but d'organiser dans un parti politique indépendant la population indonésienne, à savoir le prolétariat et les paysans sans distinction de race ou de religion. Un parti politique qui mène la lutte des classes contre une classe de dominateurs étrangers, mène ainsi la seule lutte possible qui aboutit à la libération nationale. Par conséquent, il soutient tout mouvement politique et économique de la population, si la position de la population en question se renforce vis-à-vis de la classe dominante par ce mouvement même".

En tant que permanent du syndicat VSTP, Sneevliet analyse la situation ainsi :

"Dans ce pays, il n'y a pas d'organisations prolétaires développées. Ici on trouve un capitalisme jeune et dynamique à côté d'une société indonésienne stagnante. Un capitalisme dans les transports et l'industrie agraire. Un capitalisme marchand fort, qui depuis des siècles déjà pressure ce pays avec des profits énormes. Pour moi, ce sont en partie des nouveaux rapports auxquels je dois m'habituer. Mais ici il y a également une domination, une exploitation et des salaires de misère pour la force de travail. Il va de soi que mes opinions sociales-démocrates fixent ma place : en face de la domination, en face de l'exploitation capitaliste, ma sympathie va au mouvement indonésien en éveil. Et il va de soi que mon devoir est de développer là où c'est possible, l'organisation des travailleurs; pour le social-démocrate, il y a lutte, sans préjudice de peuple, ni de race.

Ce qui est important, ce sont les membres, leur adhésion, leur prise de conscience, leur dévouement. Ce sont les membres qui ont le pouvoir.

Leur nombre
La volonté de lutte du grand nombre
Et la propagande sera plus efficace encore si un Indonésien la fait".

Le résultat de cette propagande se fait sentir : plusieurs grèves éclatent à Semarang et à Java est. Certaines ont un succès, d'autres échouent parce que les autorités font intervenir des troupes contre les grévistes ou réquisitionnent du matériel et des hommes.

Nous avons vu que le Sarekat Islam constitue le plus grand mouvement indonésien de l'époque. A travers des actions communes, contre la cherté de la vie, l'emprisonnement arbitraire des journalistes et contre la création des milices populaires sans contrepartie aucune, l'ISDV augmente son influence parmi les membres de ce mouvement. Depuis le travail de Semaun dans l'ISDV et dans le Sarekat Islam, Sneevliet arrive à faire entendre la voix sociale-démocrate. Les sections locales, surtout celles de Semarang et Surabaya collaborent étroitement. La direction du SI voit l'influence grandissante des sociaux-démocrates avec beaucoup d'appréhension. Le SI avait accepté de soutenir l'idée de milices populaires, devenant par conséquent la cible des critiques de Sneevliet et de ses amis. Cette méfiance se double de la crainte que ces sections urbaines, nettement mieux organisées et dont les finances sont saines - chose rare dans la colonie à l'époque - vont dominer le Congrès annuel.

Celui-ci a lieu en septembre 1917, à Batavia, faisant état de 354 000 membres au total. La section de Semarang arrive avec des propositions concrètes, entre autres de passer à l'action directe, d'organiser rigoureusement les sections locales. La direction du SI menace la section d'exclusion, mais durant le Congrès un compromis se conclut au cours d'une session secrète : dans la déclaration finale, le Congrès se prononce contre le capitalisme "peccable", et pour l'action directe si la voie parlementaire ne réussit pas. De plus, le Sarekat Islam est prêt à collaborer avec d'autres organisations. Si son Congrès en 1916 s'était déclaré loyal vis-à-vis du gouvernement, en septembre 1917 le ton a changé. Les fonctionnaires présents y voient un résultat direct de l'influence de Sneevliet et de Semaun à travers

des actions comme celle contre les milices populaires. L'ISDV apprécie l'évolution du Sarekat Islam. Sneevliet note cependant que pour un socialiste tout capitalisme est "peccable". Il voit très bien que les membres du SI ne visent que les Chinois et, à plus long terme, les Européens. Selon Sneevliet,la propagande s'avère positive et fructueuse. L'ISDV décide de poursuivre les critiques contre les personnes en vue du SI qu'elle estime nuisibles pour le mouvement. Pourtant,cette influence grandissante n'empêche pas le SI de participer aux élections -fort restreintes- pour le Conseil Populaire instauré en mai 1918. Durant cette même année, le Conseiller pour les affaires indigènes, Hazeu, reconnaît l'influence grandissante du ISDV sur le SI. Selon lui, elle est due à la propagande des membres indonésiens, mais également à ce que les membres européens de l'ISDV oeuvrent pour les intérêts économiques de la population, allant jusqu'à sacrifier leurs intérêts personnels. Ils démontrent ainsi que le sort de la population leur tient à coeur.

Le IVe Congrès annuel du SI, du 29 septembre au 6 octobre 1918, commence dans une atmosphère houleuse. Au cours d'une session à huis clos on arrive de nouveau à un compromis. Abel Muis, dirigeant de l'aile droite, doit cesser de critiquer la direction du SI et la section de Semarang ; celle-ci, de son côté, arrêtera de critiquer Muis ad hominem. Semaun devient Commissaire de Java Central, bastion du mouvement, Darsono, membre de l'ISDV depuis à peine un an, responsable de la propagande. Ces deux nominations sont un succès indéniable pour l'ISDV. Même le président, Tjokroaminoto, homme prudent, s'exclame : "Nous allons passer à l'action si le gouvernement ne nous écoute pas". La direction du SI se prononce pour le principe de la grève, tandis que le gouvernement de Batavia est accusé d'être un instrument du capitalisme. La question religieuse est soulevée durant ce congrès, mais peu de personnes y accordent une attention particulière : le Conseiller pour les Affaires Indigènes pense même que cette question ne jouera plus de rôle dans l'avenir. Il se trompe lourdement ; c'est précisément sur ce point que le Sarekat Islam et l'ISDV, devenu le Parti Communiste Indonésien s'affronteront en 1923, entraînant une exclusion des membres du PKI. En 1917, Tjokroaminota déclare en privé qu'entre lui et Semaun il y aura une lutte sans merci. En 1918, il est obligé de

prendre Semaun dans les instances directives du mouvement afin d'éviter une scission.

Un des membres fondateurs de l'Association sociale démocrate des Indes est Brandsteder, à l'époque administrateur de l'Union des Matelots. Il est tout à fait normal qu'aux Pays Bas les soldats et les marins aient leur Union. Il n'est pas besoin de souligner que ces Unions sont très souvent fort timides dans leurs actions et leurs revendications. L'armée néerlandaise dans la colonie se compose de quelque 40 000 hommes, dont 10 000 Néerlandais. A part les officiers, les hommes de troupes néerlandais vivent dans des conditions déplorables, considérés comme des parias par les autres colons. La maison de Sneevliet à Semarang leur est ouverte, ce qui choque profondément la colonie néerlandaise. Les 30 000 militaires indonésiens sont surtout originaires d'Amboine, de Minahassa et de Java. Dès le début de sa parution, le journal de l'Association est interdit dans les casernes. Il continue néanmoins de dénoncer les conditions de vie dans les "tangsi" (casernes) et dans les hôpitaux militaires. En mai 1916, 4 000 personnes protestent à Surabaya dans le calme contre les conditions militaires, la police tire sur la foule. (N'oublions pas que nous sommes en période de guerre).

En s'opposant au projet des milices populaires, travail supplémentaire pour les soldats qui devaient les encadrer, les membres actifs de l'ISDV entrent en plus étroit contact avec la troupe. Dans la Maison de la Marine à Surabaya, Sneevliet et d'autres parlent régulièrement devant les marins et les soldats. Malgré les rappels insistants de la Centrale aux Pays Bas, l'Union des Matelots ne succombe pas à la volonté de l'Amirauté qui désire licencier Brandsteder ou interdire les prises de parole aux membres de l'ISDV.

Ce sont les révolutions russes, celle de février et celle d'octobre,qui incitent les dirigeants de l'ISDV - débarrassée de son aile modérée - à ne pas négliger les questions militaires. Ils comprennent que les militaires doivent s'organiser en soviets, en gardes rouges. Sneevliet s'en défend durant son procès en novembre 1917; il dit ne pas comploter; force est de constater que dès ces deux dates il y voue une plus grande attention.

Ne pouvant parler des révolutions russes de 1917, Sneevliet se sert de la pièce d'Henriette Roland Holst - *Les Insurgés* - qui traite de la révolution de 1905. Il parle également du mouvement ouvrier à l'époque impérialiste. Aux deux soirées assistaient quelque 200 marins et soldats.

Au début de 1918, les premiers gardes rouges apparaissent, les soldats et des marins s'organisent. Le 16 mars 1918, leur journal paraît sous la direction de Brandsteder. Il y est annoncé qu'après une réunion avec Sneevliet, une Union des soldats et caporaux s'est constituée. Pour des raisons de sécurité cette Union a un comité directeur secret. Pour tout contact il faut passer par Brandsteder. Cette Union accepte aussi des membres indonésiens, contrairement aux Unions existantes. Entre temps, Brandsteder doit comparaître devant la justice. Les autorités militaires demandent l'expulsion de Sneevliet. Batavia envoie chez lui l'officier de renseignement Muurling qui lui demande de modérer son action. Il lui dit également que Batavia est convaincu que c'est à cause de son influence que les soldats agissent de la sorte. Muurling, cependant, note dans le rapport à ses supérieurs que l'ISDV dénonce des abus réels. Des tracts circulent, mais la phrase appelant à la désobéissance ne s'y trouve pas, après âpres discussions. En juin 1918 éclate une mutinerie sur un bateau de guerre. 89 matelots refusent de ramener les invités des officiers après un dîner. Ils sont emprisonnés. Quelques unités esquissent des actions de solidarité, mais le mouvement tourne court, surtout quand les peines prononcées contre ces matelots se révèlent très lourdes. Sneevliet écrit alors que les gardes rouges doivent rester à leurs places. "Nous sommes bouleversés par l'acte de refus de servir, un acte collectif, pas un acte individuel ... Ici le mouvement prolétarien est encore très faible, quoiqu'une action de masses violentes soit toujours possible. Alors, restez à vos postes afin d'acculer le capitalisme. Restez à vos postes en tant que prolétaires, en tant que révolutionnaires". Avec quelque 3 000 membres, il semble normal que les autorités s'inquiètent. Car il n'est pas sûr que les troupes indonésiennes restent loyales. Pendant le Congrès annuel de l'ISDV en mai 1918, la discussion se porte sur la façon de suivre les leçons de Lénine afin d'obtenir au mieux une neutralité des troupes pour que les gardes rouges puissent prendre

le pouvoir.

A son procès Brandsteder est condamné à trois mois de prison puis incarcéré au mois de décembre 1918. Pour ne pas se voir enlever la personnalité morale, la section du SI à Semarang ne peut collecter pour les militaires emprisonnés.

En octobre 1918 le premier conseil de soldats et de matelots se crée à Surabaya. Sneevliet demande de suivre cet exemple. D'autant plus que les Pays-Bas sont secoués par un vent révolutionnaire venu d'Allemagne en ce mois de novembre. Ce vent ne paraît être qu'une tempête dans un verre d'eau. En décembre 1918, une fois le calme revenu, le Gouverneur Général prend la décision d'expulser Sneevliet. Le gouvernement de Batavia réprime les gardes rouges : de dures sentences contre ceux qui refusent le service ou ceux soupçonnés d'être des dirigeants du mouvement font que vers la fin de 1919 l'armée et la marine dans la colonie sont calmes et de nouveau sont les piliers du pouvoir colonial.

A part la propagande faite par le procès de Sneevliet devant la Cour de Semarang et celle de Batavia, ce sont surtout les révolutions russes qui ont soutenu les quelques socialistes dans leur ardeur à continuer le difficile chemin qu'ils s'étaient tracé. En effet, pour eux cela signifie que tous les arguments concernant la situation arriérée du pays, donc l'absence de prolétariat, un des principaux points de discussion avec les modérés, peuvent être balayés par la propagande et par l'organisation. Cependant, ces révolutions soutiennent en fait la faction européenne de l'ISDV : tout l'espoir se concentre sur les événements en Europe. Ceci ressort clairement de la discussion sur le nationalisme. La direction de l'ISDV propose comme statut : "un parti politique indépendant, menant la lutte de classes dans son propre pays contre une classe capitaliste au pouvoir composée d'étrangers (de race étrangère). C'est la seule lutte possible pour la libération nationale".

La section de Surabaya ne veut pas entendre parler de lutte nationale. La section de Semarang propose de rayer la mention

de "race étrangère" et de rajouter "un parti qui renforcera la lutte de classes internationale et en même temps mène la seule lutte possible pour la libération nationale". Tant les Indonésiens que Sneevliet et quelques Néerlandais agissent pour maintenir la déclaration de la direction, mais les autres Néerlandais, plus préoccupés par l'Europe, considèrent le nationalisme plutôt comme un phénomène de xénophobie. Ils militent, par exemple, surtout parmi des soldats et des matelots qui sont Néerlandais comme eux. Il est intéressant de noter qu'en 1918, Sneevliet estime que la lutte de classes implique la lutte nationale. Autrement dit, la lutte nationale découle de la lutte des classes. En Indonésie, il a vu que la libération nationale est pour certains "nationalistes" le moyen de prendre le pouvoir sans se soucier de la lutte des classes.

Les questions purement pratiques des territoires du pourtour de l'empire tsariste mises à part, la libération nationale revient constamment dans des déclarations soviétiques après 1917. Bien que d'importance mineure - la révolution devait être européenne ou elle n'était pas,disait le crédo de l'époque - nous notons un appel à tous les ouvriers musulmans de la Russie et de l'Est en 1917. En février 1918, un Commissariat Central Musulman se forme, et en novembre 1918 et novembre 1919 ont lieu des congrès des organisations communistes musulmans (sic). La question de l'Islam attire l'attention. En novembre 1918, il est dit que le mouvement est nationaliste et religieux dans son essence. Mais l'Islam a toujours été une religion active et politique. Le Panislamisme peut ainsi être utilisé dans des buts politiques, notamment pour faire avancer le mouvement pour l'indépendance nationale. Lénine, pour sa part, propose la coopération avec le nationalisme bourgeois, selon lui, la bourgeoisie dans ces contrées a encore une tâche révolutionnaire. D'autres, comme la Ligue pour la Libération de l'Est, proposent de lutter contre la bourgeoisie en Asie.

Au IIe Congrès de la IIIe Internationale, Sneevliet, cette fois-ci sous son nom de Maring, représente l'IDSV et le SI. Grâce à son expérience indonésienne, il est nommé membre de la Commission sur les questions nationales et coloniales. Les thèses de Lénine et de Roy sont connues; elles sont contradictoires. Sneevliet semble

avoir oublié ses réserves quant au caractère religieux du Sarekat Islam, il approuve la coopération avec le mouvement nationaliste. Malgré son nom à caractère religieux, le Sarekat Islam, cette organisation a un caractère de classe. Quand nous nous rendons compte que la lutte contre la capitalisme "peccable" est inscrite dans som programme, que cette lutte n'est pas uniquement dirigée contre le gouvernement colonial, mais aussi contre la noblesse javanaise, nous comprenons que c'est le devoir du mouvement révolutionnaire socialiste d'établir des liens étroits avec cette organisation de masse, avec le Sarekat Islam. Tout en soutenant les thèses de Lénine, il dit en tant que secrétaire de la Commission qu'il ne voit aucune différence entre les thèses de Lénine et celles de Roy. "La difficulté consiste uniquement à trouver l'attitude juste envers les relations entre le mouvement nationaliste révolutionnaire et le mouvement socialiste dans les pays arriérés et coloniaux. En réalité, cette difficulté n'existe pas. Dans la pratique, il est nécessaire de collaborer avec des éléments nationalistes révolutionnaires et nous ne faisons que la moitié de notre travail si nous négligeons ce mouvement et restons des marxistes doctrinaires". Dans ce discours Sneevliet glisse habilement de ce mouvement vers des éléments nationalistes révolutionnaires, impliquant l'aile gauche de ce mouvement.

Quant à l'alliance avec le mouvement nationaliste, le Komintern adopte donc la thèse de la collaboration; quant au panislamisme, l'organisation internationale se propose de lutter contre ce mouvement. Maring est choisi -grâce à l'appui de Lénine ?- comme représentant du Komintern en Chine. Il y arrive en avril 1921 à Shanghai. Inutile de préciser que la police suit scrupuleusement ses allées et venues.

Dans la colonie,les thèses sont publiées en novembre 1920, dans le journal *HVW*, devenu l'organe du Parti Communiste Indonésien "PKI", depuis mai 1920, journal rédigé en néerlandais, soit dit en passant. La direction à dominance néerlandaise s'oppose à la collaboration avec le mouvement nationaliste bourgeois. Elle préfère une lutte internationale contre l'impérialisme. Aucune objection n'est formulée en ce qui concerne l'Islam, qui pourtant va être la pierre

d'achoppement durant les années 1921-1923. Quoi qu'il en soit, le PKI adhère le 24 décembre 1920 à la IIIè Internationale.

A l'époque, la Russie porte plutôt son attention au seigneur de la guerre Wu Pei Fu; Sun Yat Sen, le nationaliste opérant dans le sud de la Chine, aux prises avec Chen Chung Ming à Canton,par exemple, reste en dehors de sa perspective politique. Maring prend contact avec quelques cercles marxistes en Chine. A mon avis, il importe peu de savoir si oui ou non il est physiquement présent à la réunion constitutive du Parti Communiste Chinois en juillet 1921. Lui-même ne mentionne pas sa présence dans les articles qu'il envoie au journal communiste néerlandait *De Tribune*. Les trois discussions qu'il a avec Sun Yat Sen nous semblent plus importantes. De son côté, il essaie de convaincre Sun Yat Sen de l'utilité d'un accord avec la Russie, mais, n'ayant aucun mandat à cette fin, il ne peut être assez clair à ce sujet. Il se rend compte néanmoins, qu'à ce moment, décembre 1921, Sun cherche la victoire par l'action militaire et nullement par l'action des masses en les organisant. A son retour, Maring est surpris à Canton dans les deux sens du mot, par une grève de marins. En discutant avec le seigneur de la guerre local, Chun Cheng Ming, il arrive à la conclusion que celui-ci n'est pas à priori, contre un accord avec les bolcheviks. Il lui dit qu'il autorisera l'activité militante du PCC à Canton. A Pékin, Maring discute avec les dirigeants communistes locaux et essaie de les convaincre d'abandonner leur attitude défavorable vis-à-vis du Kuo Min Tang (KMT). Juste avant son premier départ, sûr de la promesse des dirigeants du KMT de permettre la propagande communiste dans leurs rangs, Sneevliet tient le même langage aux communistes de Shanghai. Car à son avis la structure du KMT rend possible cette propagande politique. Néanmoins, souligne-t-il, le PCC doit rester une organisation politique indépendante. En avril 1922, il part pour Moscou.

Pendant les premiers contacts avec la gauche chinoise et avec les dirigeants nationalistes, Sneevliet croit, à mon avis, pouvoir répéter une expérience -idéalisée- qui avait momentanément réussi à Java. Voyant que le PCC est très faible, que la grande masse des paysans n'est pas touchée, il préconise l'entrée des militants du PCC

dans le KMT, espérant par le biais de cette organisation le contact avec la paysannerie. Son rapport au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste (EKKI) ne parle absolument pas des paysans. Selon lui, des intellectuels et progressistes, des riches émigrants chinois dans le pourtour de l'Océan Pacifique et de la mer de Chine, des soldats et des travailleurs, constituent les membres du KMT. Il ne parle que de la création du PCC en juillet 1921, et est d'avis qu'un groupe de propagande serait nettement préférable à un parti. En tant que représentant de l'Internationale, il a une vision fort pessimiste de l'avenir de ce parti. Selon lui, le KMT est ce parti nationaliste et révolutionnaire dont parlent les thèses de Lénine au IIe Congrès. Ce parti a des éléments progressistes. Par conséquent, le PCC doit surmonter son aversion et collaborer avec le KMT, d'autant plus qu'il doit (quasiment) travailler dans la clandestinité. Il propose un transfert du Bureau du PCC à Canton, tout en sachant d'ailleurs que Sun Yat Sen est chassé par Chen. Il obtient satisfaction ; l'Internationale décide que le Bureau du Comité Central doit s'établir à Canton et qu'il doit étroitement collaborer avec Maring, Sneevliet, alias Philipp. Il accompagne Joffre en Chine et arrive à Pékin en août 1922.

Entre temps, le PCC publie son manifeste et propose un front uni avec la gauche du KMT. La fameuse réunion sur le lac de l'Ouest, en août 1922, est trop connue pour que je m'y arrête. Maring y impose, selon certains, sa vue de l'Internationale en appelant à la discipline. On peut se demander s'il avait un tel mandat ou si ce sont plutôt ses propres vues qu'il a su mettre en "une collaboration très étroite avec le camarade Philipp". Les membres du PCC doivent entrer individuellement dans le KMT. Le Congrès du PCC doit encore accepter cette proposition.

Maring et Joffre commencent leurs entretiens, leurs négociations avec Sun. Vers la fin de l'année 1922, Maring repart pour Moscou. Il estime que la politique soviétique n'est pas claire vis-à-vis de la Chine; Voitinsky défend la thèse selon laquelle il faut soutenir le général Wu Pei Fu et que le PCC peut devenir un parti de masses sans passer par l'alliance avec le KMT. En filigrane, se joue le chemin de fer russe vers Vladivostok à travers le territoire chinois et l'opposition Sun Wu.

Le Présidium de l'EKKI adopte le 12 janvier une résolution dans laquelle nous lisons que le KMT est le seul mouvement nationaliste révolutionnaire, que le PCC doit collaborer avec lui "pour la révolution nationale et contre l'impérialisme et ses agents féodaux", et que les membres doivent rester dans le KMT. Il va sans dire qu'une des tâches du PCC est de convaincre le KMT de s'unir à l'Union soviétique contre l'impérialisme. Mais le PCC doit garder son organisation propre. Sans parler des thèses de Sneevliet ou de sa tactique, cette décision semble conforme à la ligne tracée par Lénine pendant le IIe Congrès. Etant donné que le PCC n'avait pas encore pris position vis-à-vis de cette politique, la résolution de l'EKKI est rédigée en termes fort prudents. Cela veut-il également dire que parmi ses membres certains avaient des doutes quant à la justesse de ce point de vue ou est-ce une clause de pure forme ? Maring rentre en Chine mais Voitinsky doit comme lui, assister au IIIè Congrès du PCC. De plus, Maring devient troisième membre du Bureau de Section Est du Komintern de Vladivostok.

Entre temps, Sun et Joffre signent un accord le 26 janvier 1923. Dans deux articles parus dans les *Izvestija*, Joffre écrit que Sun Yat Sen est la personnification de la révolution chinoise et que par la collaboration entre le KMT et les communistes, le parti de masse peut se créer. Cette alliance est nécessaire, afin de défendre la Chine et d'éloigner l'impérialisme étranger. Toutes proportions gardées, cette remarque ressemble étrangement au capitalisme "peccable" du Sarekat Islam. Pourtant, ce n'est pas la plume de Sneevliet qui a écrit ces mots. Dans l'accord sont soulignées l'unité nationale et l'indépendance de la Chine, puisque ni le communisme ni les soviets ne sont possibles en Chine en ce moment.

De retour à Pékin en février 1923, Maring discute de nouveau avec les dirigeants communistes de la ville pour les convaincre de la tactique à suivre. Ils s'y opposent fermement, la déclaration Sun-Joffre n'y semble pas étrangère. Cependant, Maring sait les convaincre; ainsi armé il participe au troisième Congrès du PCC.

Ce congrès doit se prononcer sur la tactique à suivre. A

part la résolution du 12 janvier, l'EKKI fait parvenir ses dernières décisions (24 mai 1923), parmi lesquelles se trouve celle concernant "l'unité entre travailleurs et paysans" ; "la lutte contre le féodalisme et l'impérialisme étranger" doit rester aux mains des travailleurs. Il est douteux que cette résolution soit devenue un objet de discussion devant le IIIe Congrès du 10 au 20 juin 1923. Maring parle des Ière, IIe et IIIe Internationales ; Chen Tou Shou estime qu'il faut pousser le KMT à gauche en créant une aile gauche composée d'ouvriers et de paysans. Un parti de masse composé d'ouvriers est une utopie. Selon lui, les paysans ne peuvent être gagnés par un mouvement nationaliste. Maring note également que Mao ne croit pas non plus à une organisation de masse composée d'ouvriers. A-t-on discuté la possibilité "d'organiser les petits paysans, les métayers et les ouvriers agricoles en vue de la lutte contre les impérialistes qui dominent la Chine ... et de renforcer le mouvement nationaliste révolutionnaire ?" Quoi qu'il en soit, le IIIe Congrès adopte la tactique proposée, les membres communistes entrent individuellement dans le KMT.

Maring n'accepte pas la décision de l'EKKI le concernant; il ne veut pas devenir le troisième membre du bureau de Vladivostok. Comme il le dit, Vladivostok est trop loin de la Chine de Sun Yat Sen pour pouvoir être efficace. Pour des raisons tout à fait personnelles d'une part, fatigue et divorce, mais peut-être aussi à cause de la russification du Komintern -illustrée par l'envoi de Borodin, conseiller politique auprès de Sun- il part pour Moscou en août 1923. En mars 1924,il quitte Moscou pour les Pays Bas. Il n'y retourne plus. Il rompt avec le Parti communiste hollandais en 1927, mais reste un militant très actif.

Durant toute la IIe Internationale, le problème des colonies n'avait intéressé que quelques spécialistes, sauf quand ce problème devenait une question importante sur le plan national. A Stuttgart, en 1907, une motion qui ne condamne pas en principe et pour tous les temps toute politique coloniale, et qui estime qu'en régime socialiste la

politique coloniale pourra être une oeuvre de civilisation, n'est rejetée que grâce à l'intervention de Kautsky. Celui-ci estime que dans les colonies le socialisme a sa place, sans exactement préconiser laquelle ni comment. En somme, la IIe Internationale hésite entre une condamnation pure et simple de la colonisation et un apport de culture et de civilisation, vision eurocentrique par excellence. Il est clair que la IIe Internationale ne croit pas à la création de partis socialistes dans des pays coloniaux.

Au IIe Congrès de la IIIe Internationale, la politique réelle est beaucoup plus présente dans les discussions, les problèmes des possessions musulmanes de l'empire tsariste, mais aussi les mouvements nationaux en Inde, en Chine et aux Indes néerlandaises, pour ne nommer qu'eux, donnent une dimension particulière à la question nouvelle : qui faut-il soutenir et comment ? La Russie se trouve encore en guerre civile ; desserrer l'étau de ses opposants, affaiblir l'impérialisme est une question de survie. Etant donné que de l'avis de tous, les partis communistes non-européens, s'ils existent, sont d'une taille et d'un poids trop réduits pour pouvoir aider la jeune République dans ce sens, il est décidé que ces noyaux doivent soutenir l'aile gauche des mouvements nationalistes beaucoup plus importants qu'eux, pour que ces mouvements s'opposent à la domination étrangère, aidant ainsi à l'affaiblissement de l'ennemi numéro un, l'impérialisme. De plus, la condamnation du panislamisme est elle aussi une donnée d'une portée politique réelle et lourde de conséquences quant au Parti Communiste Indonésien. En fin de compte, la IIIe Internationale n'a pas confiance dans un parti révolutionnaire dans les colonies ou dans les pays semi-coloniaux. La filiation directe avec l'attitude de la IIe semble évidente. Ce n'est que plus tard quand toute chance de révolution mondiale, lisez européenne, semble morte que la politique étrangère de l'URSS détermine le soutien du Komintern. En 1920, vis-à-vis des problèmes coloniaux, Lénine n'avait pas encore revu ses conceptions semble-t-il. Ses thèses rendent cependant plus facile, sous couvert de lutte contre l'impérialisme, de se servir des luttes nationales.

Pour Sneevliet, un social-démocrate, un communiste, ne pourra que militer partout dans le monde. En Indonésie,ses tâtonnements,ses essais, ses erreurs d'approche vis-à-vis de tel ou tel mouvement comme l'Insulinde, démontrent qu'il est très difficile, quasiment impossible, pour un Européen marxiste de militer dans une colonie. Il faut donc, selon lui, passer par une phase intermédiaire : l'éducation socialiste des habitants, pour que ceux-ci acquièrent la connaissance nécessaire afin d'organiser les masses. Ce qu'il a fait en Indonésie. Conformément aux thèses de Lénine, il constate qu'en Chine le mouvement communiste est trop faible pour arriver à l'unité nationale ou à la lutte des classes. Mais il se trouve en présence de Chinois marxistes. Certes, leur nombre est fort restreint,et selon les Occidentaux,ils ne peuvent faire face aux tâches que leur impose par ailleurs l'Internationale. Il faut signaler la personnalité de Sun Yat Sen, un facteur de grande importance. Le dirigeant du Sarekat Islam, Tjokroaminoto, ne peut en aucun cas être comparé à la personnalité de Sun. Par conséquent, les mouvements diffèrent quant à la direction et au programme. En revanche, les deux mouvements recrutent leurs membres de la même manière : l'adhésion populaire tant dans les villes que dans les campagnes suit celle du chef local. Une autre différence non négligeable reste à signaler : les Indes néerlandaises sont une colonie, la Chine, divisée et soumise certes, aux forces étrangères,est nominalement indépendante. Durant la période où Sneevliet se trouve en Chine du Sud, Sun fait plus confiance aux alliances militaires et aux batailles qu'à l'organisation des masses. La question militaire dans le sens de prise de pouvoir n'est même pas soulevée dans le Sarekat Islam; tout au contraire, ses dirigeants soutiennent l'idée de milices populaires.

Pour Sneevliet, comme d'ailleurs pour tout révolutionnaire asiatique à la fin des années 1910, les révolutions russes, mais surtout celle d'octobre, signifient l'espoir immense que dans un pays arriéré on peut sortir de l'ignorance, ou de ce qui est considéré comme telle, et secouer le joug des étrangers. La révolution devient à leurs yeux possible, grâce à l'organisation et à la propagande,

voilà la grande leçon. Il est évident que cet espoir se place au niveau des idées, très peu ont une connaissance tant soit peu profonde de la réalité russe. La guerre civile contre les Russes Blancs est connue. Les différentes tendances, la lutte pour le pouvoir quand Lénine est sur le point de disparaître, la russification de l'Internationale, nous le savons en 1978, en Asie cela reste inconnu, au début des années 1920 du moins. Sneevliet le sent à la fin, en partant de Moscou. Avant d'avoir eu connaissance de la Révolution d'Octobre, il souligne la nécessité et la primauté de la lutte des classes. Après son passage à Moscou, il adhère complètement aux thèses de Lénine selon lesquelles il faut soutenir les mouvements nationalistes. Il pouvait le faire plus aisément, car pour lui le soutien signifie un renforcement de l'aile gauche du mouvement nationaliste. Estime-t-il que dans l'aile gauche des mouvements nationalistes, on peut plus aisément militer auprès des ouvriers et des paysans ? Sneevliet ne veut pas se couper des masses; il insiste sur le rôle des syndicats.

Il nous paraît absurde de vouloir faire endosser toute la responsabilité des catastrophes de 1926-1927 en Indonésie et en Chine à Sneevliet, ou à Lénine, à travers ses thèses adoptées au IIe Congrès, sans mettre en cause le Komintern et les deux partis communistes en question. Néanmoins, un homme occidental comme Sneevliet, militant et social-démocrate, n'a-t-il pas involontairement importé un modèle occidental, fût-ce un modèle de lutte anti-capitaliste, dans des sociétés soumises partiellement à une domination étrangère et capitaliste ? Je pense surtout à l'Indonésie, mais dans une certaine mesure aussi à la Chine. Ce faisant, n'a-t-il pas empêché, dans une certaine mesure, les mouvements de ces pays de trouver une voie spécifique : la leur ? Nous avons essayé d'analyser l'expérience russe telle qu'elle était connue et vécue par Sneevliet en soulignant le rôle et le poids de la social-démocratie comme origine directe et indirecte de cette expérience à la suite de son impact dans des pays coloniaux et semi-coloniaux. En fin de compte, la débâcle de 1926-1927 en Chine semble due, selon certains, au fait que le PC ait trop suivi les instructions de la IIIe Internationale, instructions auxquelles a,

peut-être, collaboré (les a-t-il élaborées vraiment ?) Maring, alias Sneevliet. En revanche, la débâcle du PKI durant cette même période semble due au fait que l'Internationale n'a pas eu de prise directe sur les orientations de ce parti. D'autant moins que le gouvernement de Batavia n'hésitait pas à expulser ou à emprisonner les dirigeants communistes. Alors, quelle responsabilité incombe à qui ?... Si responsabilité il y a.

Les deux partis subissent un même sort, à un détail et quel détail près. En Chine, le PCC prend le maquis, troquant la ville pour la campagne, en Indonésie, on le retrouve dans le camp de concentration de Digul.

Bibliographie

- Les Archives de Sneevliet se trouvent à l'Institut international d'histoire sociale à Amsterdam. Elles ne sont pas (encore) accessibles au public. Grâce à M. Tichelman, j'ai pu les consulter (pièces concernant la période 1914-1918, c'est-à-dire essentiellement les numéros 1508 à 1586).
- Les principaux journaux sont *Het Vrije Woord* (La Libre Parole), bimensuel paraissant à Semarang du 1er octobre 1915 au 10 mai 1922; *De Volharding* (La Persévérance), journal du syndicat des Chemins de fer, Semarang.
- Mc VEY R., *The Rise of Indonesian Communism*, Ithaca, 1965.
- BLUMBERGER P., *Le communisme aux Indes néérlandaises*, Paris 1929.
- WAL S.L. van der , *De opkosmt van de nationalistiche bewenging in Nederlandsch Indië* (Le début du mouvement nationaliste aux Indes néérlandaises), Bronnenpublikatie, Groningen, 1967.

MOUVEMENT NATIONAL DES PEUPLES MONGOLS DE RUSSIE ET REVOLUTION POPULAIRE MONGOLE DE 1921

Jacques LEGRAND

L'image commode d'une révolution mongole qui découlerait automatiquement et intégralement de la révolution russe jusque dans le détail de ses développements et de ses épisodes, dans le choix et les caractéristiques de son personnel politique est encore loin d'avoir disparu des esprits, en dépit des efforts déployés par exemple par M. Lattimore, auquel je m'associe volontiers, pour que cette page de l'histoire mongole soit considérée, dans ses liens avec l'histoire des peuples voisins, certes, mais avant tout en elle-même et pour elle-même.

Notre propos, en examinant la, ou plutôt les relations qui ont existé entre la constitution de mouvements nationaux des peuples mongols de Russie (kalmuk et buriad) -nous allons constater la pertinence de ces pluriels- et la révolution populaire mongole de 1921 et la constitution de la République populaire de Mongolie, est de tenter une mise en lumière des médiations qui assurent au sein de réalités et d'évolutions propres à la révolution mongole le rayonnement et l'impact de l'expérience soviétique. En d'autres termes, notre propos, loin de conjurer comme un mythe l'incidence de la révolution russe, incidence longuement et largement revendiquée tout au long de l'histoire de la R.P.M., tend à en préciser, ici sur un point particulier et à l'opposé d'une vision automatique et mécaniste encore trop fréquente, les modalités historiques, donc exclusives de tout automatisme, qui font de la révolution mongole bien autre chose qu'un "sous-produit" (by-product), pour reprendre l'expression de C.R. Bawden, de la révolution russe.

On a fait un sort extrêmement important à la participation, dans les premières années de la révolution mongole, de citoyens sovié-

tiques de nationalité buriade à un niveau élevé de la vie politique mongole. Cette participation est évidente, nombre d'entre eux ont occupé des postes gouvernementaux, ont joué un rôle majeur dans la définition de certaines orientations politiques et ont été directement impliqués dans les luttes politiques extrêmement âpres que connaît la Mongolie entre la révolution de 1921 et les années 1930. Autant apparaît l'importance de cette participation, autant le problème de son interprétation reste, quant à lui, à poser. Cette interprétation est couramment retenue, qui fait de ces Buriads les instruments directs de la politique soviétique, des agents purs et simples mettant en oeuvre en Mongolie des décisions qui auraient été élaborées à Moscou.

On constate un décalage, qui force l'attention pour peu qu'on examine les choses d'un peu près, entre la place dans leur participation à la phase initiale de la révolution mongole et le rôle des Buriads d'une part, des Kalmuks d'autre part. On constate une forte activité de citoyens kalmuks dans la phase initiale de la révolution mongole de 1921 et concrètement dans l'appui soviétique à la prise du pouvoir en juillet 1921 par le Gouvernement révolutionnaire provisoire dirigé entre autres par Süxbaatar. Au moment même où, en application des accords conclus à l'automne 1920 entre une première délégation mongole et le gouvernement soviétique, on aboutit à la constitution sous le commandement de K.A. Neuman d'un corps expéditionnaire de l'Armée rouge, destiné à soutenir contre le Baron Ungern et contre les troupes d'occupation chinoises le régime mongol révolutionnaire naissant, le Conseil militaire révolutionnaire (Revvoensovet) de la R.S.F.S.R. prend la décision, compte tenu des caractéristiques nationales, culturelles, linguistiques de la Mongolie, de faire participer à l'encadrement de ce corps expéditionnaire des officiers appartenant aux nationalités mongoles de Russie. Il se trouve que la composition de cet encadrement, et en particulier le choix de son commandement se porte dans une large mesure sur des Kalmuks, le commandement du groupe étant confié à Xarti Badievič Kanukov (1883-1933), personnage très important dans l'histoire des Kalmuks à l'époque révolutionnaire, mais qui n'en est pas moins totalement ignoré des ouvrages parus à ce jour en Occident (ni Robert A. Rupen, *Mongols of the Twentieth Century*, Bloomington, Ind-The Hague, 1964, ni Ch. R. Bawden, *The modern*

History of Mongolia, London , 1968, ne mentionnent son existence). Il s'agit d'un Kalmuk originaire de la région du Don, et par conséquent des régions ayant subi le plus largement l'enrôlement dans les troupes cosaques, enseignant à partir du début du XXe siècle dans les écoles rurales qui, en raison de sa participation au mouvement national, est chassé de l'enseignement. Enrôlé de force dans l'armée en 1909, où il sert comme simple soldat puis comme vaguemestre jusqu'au début de 1914, mobilisé de nouveau en juillet et réformé à la fin de l'année, il se consacre de nouveau à l'enseignement mais de plus en plus à une action sociale et politique. Très actif dès la Révolution de février au sein de l'Union des Kalmuks conscients, et participant au Congrès des représentants des troupes cosaques à Petrograd (fin mars 1917), il se rapproche des bolcheviks, dès avant la Révolution d'Octobre, s'avère un des principaux organisateurs de détachements rouges en pays kalmuk et introducteurs de la notion et de la structure soviétique. Il n'adhère en définitive au P.C.R. (b) qu'à l'automne 1918, et se consacre dès lors à l'organisation des premières unités kalmukes régulières de l'Armée rouge, en particulier du 1er Régiment de cavalerie kalmuk, intégré à la Première armée de cavalerie de Budennyj.

Avec ses compagnons de mission, Nominxanov (connu par la suite comme spécialiste de la linguistique des langues mongoles), Xomutnikov, Očirov, Šividov, Xanxalžinov, D. et I. Mandžikov, il est envoyé, dans le cadre du corps expéditionnaire, à titre de conseiller militaire auprès de l'armée révolutionnaire mongole alors encore embryonnaire, dont il dirige en particulier le Département du renseignement. Il reste en Mongolie du printemps de 1921 à l'été 1924, son action se portant dans deux directions : participation politique et culturelle à la vie du pays .Nous disposons du texte de plusieurs de ses interventions et discours prononcés pendant son séjour en Mongolie (où il est d'août 1921 à août 1924 membre de la direction de l'Union de la jeunesse révolutionnaire mongole) ; mais avant tout action militaire. C'est lui qui, en 1922, dirige la liquidation en Mongolie occidentale des débris des troupes russes blanches commandées par le général Bakič. Les responsables kalmuks qui se trouvent au moment de la révolution de 1921 dans une situation comparable à celle de Kanukov

occupent des postes importants, mais leurs responsabilités sont pour l'essentiel celle de l'exécution d'une mission officiellement définie, ce que confirme le fait que leur rôle s'interrompt avec le retrait du corps expéditionnaire soviétique à la fin de 1925. La fin de cette mission ne marque pas pour autant la fin de tout rôle public pour ces personnages : X.B. Kanukov devient ainsi à son retour Président du Comité Exécutif Central de la République autonome kalmuke (KalmCIK).

Au même moment, par contre, on voit émerger dans des proportions de plus en plus importantes des personnalités buriades qui, cette fois, ne participent plus simplement aux tâches d'exécution et aux modalités concrètes de la mise en place du nouveau régime, mais occupent rapidement des postes de décision. On doit faire ici une distinction, mais celle-ci sera souvent conventionnelle, entre les personnes qui agissent dans ce cadre en tant que délégués de l'Internationale communiste (tel est le cas de Rinčino, que la révolution mongole connaît sous le nom de Elbegdorzi) et ceux qui, venus parfois en Mongolie au même titre, ne tardent pas à s'intégrer très profondément à l'ensemble de la vie politique mongole. Tel est le cas de C.Ž. Žamcarano (CEVEEN), dont l'activité au sein de la révolution mongole est de très grande ampleur, puisque après avoir mené dans la Mongolie prérévolutionnaire une activité journalistique (*Nejislel kürijen-ü sonin bicig, sin-e toli*), il participe au Premier Congrès du Parti populaire mongol, représente le P.P.M. au IIIe Congrès de l'Internationale communiste. Après la révolution, il occupe des postes importants, vice-ministre de l'Intérieur de 1921 à 1928, membre du Comité central de 1923 à 1925, président de la Commission de contrôle du parti de 1925 à 1928, membre du Petit Xural national en 1924 et 1925, un des créateurs du Comité des sciences (*sudur bicig-ün kürijeleng*), etc.

Le rôle de ces personnalités buriades va croissant de 1922 environ à 1927-1928 avant de décliner brutalement avec l'élimination de la "déviation de droite" dans laquelle nombre d'entre eux sont impliqués et de disparaître avec le début des années 1930.

Quelle interprétation peut-on tenter de ce décalage entre

une participation kalmuke relativement circonscrite à des tâches d'exécution et une intégration buriade beaucoup plus profonde et plus durable?

Il existe tout d'abord des éléments matériels immédiats qu'il convient de ne pas sous-évaluer, mais qu'il faut se garder tout autant de surévaluer.

Tel est le cas de la proximité territoriale entre Buriads et Mongols, mais nous verrons que la signification même de cette proximité n'est pas en fait avant tout matérielle et qu'elle revêt la valeur d'une détermination politique. Même pour ce qui est de la stricte possibilité de contact avec la Mongolie, on doit tenir compte de la permanence et même du renforcement au cours du XIXe siècle des liens entre Kalmuks de la Volga et Mongolie propre, par exemple sous forme de pèlerinages de Kalmuks auprès des dignitaires du clergé lamaïque mongol et principalement du Žebzündamba Qutugtu.

Pour ce qui est des critères ayant présidé au choix d'officiers surtout kalmuks au moment de la révolution de 1921, il faut tenir compte du déroulement de la guerre civile russe et de l'entrée en action plus directe, plus immédiate des Kalmuks dans toutes les phases de la révolution russe et de la guerre civile, ce que nous avions évoqué avec la constitution d'unités kalmukes en 1919 (alors même que d'autres unités kalmukes sont, elles, du côté des Blancs, en particulier dans l'armée de Denikin). Au plan strictement politique, 1919 voit le lancement d'une campagne du régime soviétique pour s'assurer la sympathie des populations kalmukes, dont les points culminants sont la Proclamation du Conseil des Commissaires du Peuple au peuple kalmuk, signée par Lénine (22 juillet 1919) et la Résolution du Conseil des Commissaires du Peuple sur la sauvegarde et la restauration de l'élevage kalmuk (15 octobre 1919), qui suspend toute réquisition de bétail en dehors de normes qui assurent la survie des exploitations familiales. 1920 voit la consolidation en pays kalmuk du pouvoir soviétique, aboutissant en novembre à la constitution du District autonome kalmuk, embryon de la République autonome.

Au contraire, la participation immédiate des Buriads se heurte à divers obstacles : la fin récente de la guerre civile en Sibérie, la Buriatie n'est reprise par l'Armée rouge aux troupes de Kolčak que dans le courant de 1920; à cette époque, l'intervention japonaise se poursuit encore en Extrême-Orient, beaucoup de régions sont encore tenues par des débris de l'armée Kolčak, la République d'Extrême-Orient n'est pas la R.S.F.S.R., et c'est en 1923 seulement qu'est proclamée par exemple l'autonomie de la Buriatie.

Ces éléments de réflexion, s'ils permettent de circonscrire certains aspects du problème, en particulier au plan anecdotique, ne permettent pas de rendre compte de la différence de contenu politique de l'intervention des Kalmuks et des Buriads. Les uns comme les autres s'identifient largement, dans leurs prises de position publiques, à la cause mongole. Par exemple dans les discours de Kanukov, celui-ci emploie volontiers le "nous, mongols", "notre Mongolie", etc. au même titre que les Buriads membres du Gouvernement mongol. La raison de la différence d'attitude, du fait que les Kalmuks s'en tiennent pour l'essentiel à un rôle d'exécution, doit donc être recherchée au-delà de cette apparente parenté.

L'élément moteur, l'élément essentiel d'explication tient aux différences qui se manifestent dans l'apparition et le développement d'un sentiment national et d'un mouvement national mongols chez les uns et chez les autres. Il nous semble que ces différences à leur tour sont liées au degré d'implication et d'interaction avec les réalités et avec la politique russes. Au premier abord, il semble que se dégagent des problèmes communs : les uns comme les autres sont confrontés aux empiètements de la paysannerie russe sur leurs pâturages ; les uns comme les autres semblent confrontés à l'enrôlement dans les troupes cosaques. Or, en dépit de ces apparences, les Kalmuks et les Buriads ont eu à faire des expériences extrêmement différentes de contacts avec l'empire russe.

Sans remonter au joug tatar et à son rôle dans l'établissement de la Russie moscovite, la tradition des relations russo-mongoles à l'époque moderne est longue, complexe, et loin de se

réduire à des affrontements et à des conflits. Les relations entre la Russie et les terres mongoles sont souvent très tôt des échanges commerciaux, diplomatiques, etc. Or ces relations sont généralement nouées avec les Mongols occidentaux, dont les Kalmuks sont un des rameaux. L'installation même des Dörbeds et des Torguds sur la Volga où ils deviennent les Kalmuks (Xal'mg) après avoir fui les troubles de la Mongolie occidentale et la soumission aux Čoros, est une illustration de la place prise par la Russie dans les préoccupations mongoles occidentales dès le début du XVIIe siècle.

Les Mongols occidentaux ont par ailleurs constitué un relais extrêmement important dans la pénétration russe vers l'Extrême-Orient, en servant de guides, en délivrant des sauf-conduits, etc., un témoignage en étant fourni par le passage vers le chinois du nom même de "russe" opéré sous une forme mongolisée, oros - ch. e-luo-se, caractérisée aussi bien par l'initiale vocalique correspondant à la distribution lacunaire de /r/ à l'initiale dans les langues mongoles que par la perte des modalités finales ross/ija, rus/skij, cette forme mongolisée s'étant substituée à une forme d'emprunt apparemment plus directe attestée plus anciennement en lu-cha.

Sur un autre plan, la Russie, dans sa poussée vers l'est s'est trouvée être partie prenante dans l'ensemble des bouleversements qui accompagnent l'établissement violent de l'hégémonie mandchoue sur l'Asie centrale lors de la destruction de l'Etat Züüngar, l'empire mongol occidental,

1) la pénétration russe et sa menace ont sans doute constitué un mobile, secondaire peut-être dans un premier temps, des actions mandchoues pour s'assurer le contrôle total de la Mongolie, en particulier du fait de relations déjà établies entre les Mongols et la Sibérie ;

2) l'attitude dans le cours des événements du "Xan blanc" (le Tsar) a consisté en un soutien, limité sans doute du fait de la relative faiblesse de ses forces en Sibérie, et parfois contradictoire-ce que montre l'ambiguïté des rapports entre les diplomates russes et

les envoyés du souverain Züüngar Galdan -, mais toutefois réel pour les tenants de l'indépendance mongole. C'est ainsi que le prince Amursanaa, qui est le dernier à tenter de desserrer l'étau mandchou, une fois battu, se réfugie en Russie et fait avec ses guerriers acte d'allégeance au Tsar.

Enfin, dans la phase initiale de la poussée russe en Extrême-Orient proprement dit, au XVIIe siècle, la préoccupation russe reste largement centrée sur les Mongols occidentaux plus que sur les populations mongoles affrontées directement en Transbaïkalie. C'est ce que l'on constate par exemple quand on examine le contexte dans lequel est signé en 1689 le Traité de Nercinsk, qui concerne en apparence surtout la délimitation entre empire russe et empire mandchou dans le bassin de l'Amour, mais dont l'arrière plan politique, tout à fait présent dans les préoccupations de F.A. Golovin est constitué par la guerre alors en cours entre le chef Züüngar Galdan et les princes Xalx.

Les Kalmuks,qui sont déjà alors émigrés sur la Volga, sont donc une des variables d'une situation diplomatique et stratégique beaucoup plus vaste, ce qui apparaît lors du retour d'une partie des Kalmuks vers l'empire mandchou en 1770-1771 et dans la part qu'y prennent aussi bien les manoeuvres diplomatiques mandchoues (avec l'ambassade de Tulishen) que l'alourdissement, en violation d'accords antérieurs, du contrôle russe sur les terres kalmukes. Cette valeur variable aboutit en particulier à ce que cet alourdissement reste limité pendant très longtemps et que l'empire russe ne réalise que très imparfaitement la cosaquisation des Kalmuks, problème qui n'acquiert d'importance décisive qu'au XXe siècle, au moment de la première guerre mondiale et plus encore lors de la révolution.

Les Buriads sont pour leur part confrontés à une politique russe plus "simple", c'est-à-dire aux effets de la poussée russe en Sibérie. Les relations qui s'instaurent sont celles de la colonisation, de la résistance armée, très longue et très dure, à cette colonisation, de la pacification, de l'évangélisation (associée à un soutien épisodique à la diffusion du lamaïsme - ce qui constitue une autre diffé-

rence avec les Kalmuks: ceux-ci sont déjà lamaïsés avant leur installation sur la Volga, alors que les Buriads connaissent encore une lutte sévère entre lamaïsme et chamanisme). A l'opposé de ce qui se passe chez les Kalmuks,la pacification aboutit à une cosaquisation relativement massive en Transbaïkalie, principalement dans la zone frontalière dès les XVIIe et XVIIIe siècles, l'organisation s'en parachevant au milieu du XIXe siècle (1851).

Les aspects apparents de similitude signalés plus haut, restent largement superficiels. L'empiètement paysan en terres kalmukes est l'effet de relations dynamiques, permanentes, souvent conflictuelles, naturellement avec le voisinage russe et avec un voisinage russe présent de longue date. Un effet concret est que, si les Kalmuks restent des éleveurs, la pression paysanne dans la longue durée a conduit à une semi-sédentarisation réalisée pour plus de 60% de la population kalmuke à la veille de la première guerre mondiale. Alors qu'en terres buriades la situation est différente et prend la forme d'un affrontement à l'accélération brutale de la colonisation qui accompagne à la fin du XIXe siècle la construction du Transsibérien et le déferlement de paysans sans terres faisant irruption dans une économie pastorale que rien n'a préparé à cette transition.

Nous venons d'évoquer la différence de degré de cosaquisation, la conséquence en est que chez les Buriads les formations cosaques de Transbaïkalie jouent au moment de la révolution un rôle autonome (ce que montre la place prise par l'Ataman Semenov, mais aussi par le baron Ungern, issu de la gendarmerie cosaque). Pour les Kalmuks, la question une fois encore n'acquiert son importance que plus tardivement, culminant en termes de lutte pour ou contre la cosaquisation pendant la révolution russe : ce thème apparaît comme un des terrains de la lutte pour le pouvoir en terres kalmukes, l'ancienne aristocratie et les partisans des Blancs la réclamant et tentant de l'organiser, cependant que les tenants du pouvoir des Soviets s'y opposent et la rejettent. L'absence ou la rareté de concentrations de troupes kalmukes homogènes aboutit à la dispersion des Kalmuks à partir de 1902, dans des unités russes, lors de la première guerre mondiale en particulier, ce qui les met au contact direct de la fermentation

politique que connaît l'armée.

La traduction de ces différences historiques et de celles plus directement spécifiques de la période immédiatement prérévolutionnaire apparaît dans des différences profondes dans la formation d'une pensée politique chez les uns et chez les autres, et en particulier dans la formulation du problème national.

Pour les Kalmuks, le problème s'insère dans une longue histoire de relations permanentes avec la population russe, avec le problème agraire, mais aussi l'importance de la voie de circulation que constitue la Volga et les pôles urbains qui exercent une attraction majeure sur la steppe kalmuke: Tsaritsyn et surtout Astrakhan. La formulation proprement nationale apparaît ainsi étroitement mêlée à des préoccupations extrêmement diverses et ne semble pas émerger avant la révolution de 1905 avec la constitution en avril 1907 d'une union regroupant surtout des enseignants, le Xal'mg tangcin tug "étendard du peuple kalmuk", de caractère national démocratique, se fixant avant tout des objectifs culturels mais les liant toutefois à une revendication politique nettement autonomiste.

Pour les Buriads, leur relation à la vie politique russe est avant tout celle de leur relation à la politique coloniale russe et à ses agents les plus actifs (Kuropatkin, Venjamin, archevêque d'Irkoutsk à la fin du XIXe siècle, etc.) mais aussi un rapport direct à la pensée politique européenne par l'intermédiaire des exilés politiques, très nombreux dans la région, depuis les Décembristes (Küchelbecker, Bestujev, etc.) mais surtout avec l'arrivée de nombreux populistes (Klemenc, Potanin, etc.). Un petit milieu d'intellectuels et d'hommes politiques buriads se constitue, souvent après des études à Irkutsk et Kazan, plus rarement à Saint-Petersbourg (Agvan Doržeev, P. Badmaev, plus tard Batu-dalai Očirov, député buriad à la IIe Duma, Bogdanov, Žamcarano, Rincino, etc.), le plus souvent sous l'influence du populisme, autant préoccupés que leurs confrères kalmuks d'instruction publique (les uns et les autres se retrouvent en 1907 au sein de la Fédération des Unions nationales et territoriales d'enseignants (*Protokoly učreditel'nogo s'ezda federacii nacional'nyx i*

territorial'nyx sojuzov učitelej i drugix dejatelej po narodnomu obrazovaniju, SPb, 1907), ce sont bien sûr politiquement des démocrates, et ont une vue des transformations sociales à accomplir largement liée à l'idée de coopération (Bogdanov).

Dans les deux cas, cet éveil à la vie politique s'accompagne d'un éveil national, de l'émergence d'une certaine "mongolitude", d'abord le plus souvent marginale, sauf chez certains Buriads.

Ceci ne signifie pas que les Kalmuks n'aient pas ressenti leur appartenance nationale mongole. Nous avons cité Kanukov parlant de "notre Mongolie" et on pourrait citer d'autres exemples. L'un des plus spectaculaires nous est fourni par un personnage extrêmement pittoresque qui apparaît à plusieurs reprises dans l'ouest de la Mongolie à la fin du XIXe et surtout au début du XXe, qui est un Kalmuk de la Volga connu sous le nom de Dambižancan ou Ža Lama, qui mène en Mongolie occidentale une agitation anti-mandchoue énergique, qui participe en particulier en 1912 à la prise de Qobdo, cherche à établir plus ou moins une domination personnelle sur la région occidentale, connaît divers avatars et profite de la révolution de 1921 pour réapparaître une nouvelle fois et tenter de reconstituer sa base personnelle de Qobdo. C'est finalement seulement à la fin de 1922 que des unités mongoles commandées par Kanukov -nous assistons ici à une étonnante rencontre entre Kalmuks dans l'ouest mongol- mettent fin définitivement à l'entreprise de Dambižancan. Un autre exemple réside dans le fait que le Président du Comité exécutif central du District autonome kalmuk, Araši Čapcaev, autre méconnu, lance à l'automne 1921 un appel aux Mongols de Mongolie afin qu'ils viennent en aide à leurs frères de la Volga touchés par la famine, initiative qui est suivie de la collecte en Mongolie de 1 000 têtes de bétail et 1 500 liang d'argent.

Pour autant, et en dépit de ces manifestations, il ne semble pas que le sentiment national kalmuk ait éprouvé un besoin impérieux de se globaliser en sentiment national mongol : on s'identifie plus comme kalmuk que comme mongol. Chez les Buriads par contre,

on voit assez rapidement, et y compris chez des hommes comme Bogdanov, qui sont partis d'une vision très occidentaliste de la réalité, le développement de cette identité mongole. La proximité de la Mongolie, de circonstance matérielle qu'elle pouvait sembler au départ, devient une détermination politique : une convergence s'opère entre le renforcement de l'empiètement colonial russe et la résistance qu'il suscite, l'éveil national proprement dit, consécutif à la guerre russo-japonaise et à la révolution de 1905, et en même temps la proclamation de l'autonomie mongole en 1911-1912. Un des effets majeurs de cette convergence est que des hommes politiques buriads et en premier lieu Žamcarano, sont impliqués directement dans le cours des événements mongols. Žamcarano réside en Mongolie en permanence de 1912 à 1917, lance un journal (sin-e toli), ouvre une école. Même si l'incidence en reste alors marginale, l'importance en est l'apparition du sentiment propre à ces hommes politiques buriads qu'ils ont un rôle à jouer en Mongolie. Idée centrale de la pensée politique buriade et qui restera étrangère pour l'essentiel aux Kalmuks.

La révolution ne fait qu'exacerber les tendances : les Kalmuks sont entièrement pris très tôt dans les remous de la guerre civile en Russie même. La question nationale se fond très vite dans celle du pouvoir, et on peut voir des Kalmuks participer activement au fonctionnement du pouvoir soviétique, en particulier au sein du Commissariat du peuple aux nationalités, tel A. Amursanan, qui est de ceux qui préparent la politique d'autonomie.

Pour les Buriads, la situation permet que se manifestent toutes les nuances d'un éventail politique très large, des partisans de Kolcak aux bolcheviks. Mais le développement des événements en Mongolie : réoccupation chinoise en 1918-1919 et liquidation de l'Autonomie, invasion du baron Ungern et restauration de l'Autonomie sous la tutelle russe blanche, perspective de l'intervention soviétique pour écarter cette menace, conduit ceux qui se situent à la gauche du mouvement national buriad à voir la possibilité d'une réalisation aussi bien de leur idéal national que de leurs projets de transformation sociale, ce qui les pousse à participer aux événements révolutionnaires en Mongolie. C'est là, dans cette rencontre entre l'idée,

qui repose sur une auto-identification nationale mongole très forte, d'un rôle propre à jouer et des circonstances qui permettent de jouer ce rôle, que réside la clef, plus que dans des choix délibérés de la politique soviétique, d'un personnage comme Žamcarano. Qu'il ait commencé à jouer ce rôle plusieurs années avant 1917 nous aide à comprendre comment, s'il est certain que ces hommes ont bien été envoyés pour la plupart en Mongolie par le pouvoir soviétique, cette mission répond à leur attente, ce qui tend à expliquer l'importance considérable revêtue par leur action. Ils se situent à l'intérieur de la révolution mongole non parce qu'on leur a dit d'y être, mais plutôt parce qu'ils s'y sentent chez eux, qu'ils ont conscience d'en incarner une des composantes.

Ce rapport qui s'établit entre les événements de Mongolie et des lignes de force d'une pensée nationale buriade en pleine fermentation permet à la fois de comprendre l'importance numérique de la participation buriade à la révolution mongole et de saisir la nature de la politique qui sera menée par plusieurs de ces personnages, en particulier par Žamcarano, qui apparaît tellement peu dictée par l'U.R.S.S. qu'elle finit par se rapprocher du pan-mongolisme, les terres mongoles en Russie et en Chine devant être rattachées à la R.P.M., et qui prône que cet Etat, dont la vocation bouddhiste est réaffirmée, se désengage vis-à-vis de l'U.R.S.S.

Dans un premier temps, l'articulation de la "politique buriade" sur la politique soviétique se fait assez bien, en ce que les leaders buriads acceptent les grands axes de la N.E.P., et en particulier sont sensibles à la parenté au moins superficielle qui existe entre l'idéologie coopérative qu'ils ont héritée du populisme et la place assignée à la coopérative en tant qu'instrument de transition sociale.

Les limites de la démarche sont atteintes lorsque progressivement, il apparaît que la revendication nationale, la mise en avant d'objectifs nationaux de plus en plus ouvertement pan-mongols, prend le pas sur les objectifs de transformation sociale auxquels ils s'étaient antérieurement associés. Cette orientation conduit la

plupart des dirigeants buriads de la révolution mongole à s'associer à ceux qui pensent en 1925-1927 que la révolution est allée assez loin et que tout nouvel approfondissement ou que même la réalisation complète du programme de développement non-capitaliste qui avait été adopté en 1924 , serait à la limite contraire au caractère national mongol de la R.P.M.

C'est donc sous la double accusation de déviation de droite, favorisant la naissance d'éléments capitalistes, favorisant le clergé (qui connaît effectivement une période florissante en 1925-1927), mais aussi de nationalisme et de complaisance envers le pan-mongolisme (fortement connoté du fait du soutien japonais au mouvement pan-mongol de Semenov en 1919), qu'il est mis un terme à la participation de Buriadsà la direction de la R.P.M. Le courant de droite est renversé par un mouvement de bascule radical, par une relance brutale d'un mouvement de collectivisation forcée et de lutte anti-religieuse sommaire, dont les excès, à côté de réalisations qui restent acquises, comme l'établissement d'une fiscalité progressive assurant la socialisation des troupeaux des monastères, conduisent à des explosions de mécontentement populaire. Au courant de droite succède une déviation de "gauche", qui sera condamnée par la suite comme une imitation servile et inadéquate de l'expérience soviétique, mais ceci est une autre histoire...

La médiation buriade dans l'incidence de la révolution russe sur la révolution mongole est donc loin de se réduire à la mise en place par les bolcheviks d'une pure et simple courroie de transmission, ce qui apparaît à la comparaison entre l'action des Buriads et l'action des Kalmuks dans la révolution mongole. Les traits propres à la formation d'un sentiment national mongol dans certains cercles de la société buriade et la traduction de ce sentiment national en actes lors de la révolution mongole, font apparaître entre l'emprunt global par la révolution mongole des perspectives de la révolution russe et la réalisation nationale mongole de ces perspectives, des modalités de diffusion qui nous placent à une charnière, qu'il importe de saisir dans son caractère divers et contradictoire, entre mouvement national des peuples de Russie, éveil national des peuples d'Asie centrale et

d'Extrême Orient et impact de la révolution russe et de l'expérience soviétique.

NATIONALISM AND MARXISM IN THE MONGOLIAN PEOPLE'S REPUBLIC

Owen LATTIMORE

All too frequently, the emergence of a Revolutionary situation in a country like Mongolia is discussed as if everything began with the Bolshevik Revolution in Russia in 1917, which then radiated its influence into backward countries in Asia, suddenly creating "modern politics" which had never existed before. We should, however, take a step backward into history in order to gain a better perspective for looking at the political situations which began to develop so rapidly after 1917. By the year 1900, national independence movements already existed in a number of colonial countries in Asia. These were easily suppressed, but the idea of national independence, to be won by overthrowing imperial rule, could no longer be disregarded.

Then, in 1904-05, came the defeat of Russia by Japan - the first time a major imperialist power had ever been defeated by an Asian country. It is easy to forget, today, that Japan was not regarded, at that time, as a country about to launch its own career of imperialistic expansion. On the contrary, the Japanese victory stimulated nationalism in all the colonial countries of Asia, and in countries as far apart as China and Turkey, whose sovereignty was limited by treaties giving economic advantages and political privileges to foreigners.

Even more important, in a different way, was the fact that the Tsarist defeat created the opportunity for the Russian Revolution of 1905. This revolution was crushed. In Europe and America it was regarded as no more than an outbreak of disorder in the most backward of the Great Powers, something that could be, and was, regulated by military and police action : but in Asia, it was regarded as a portent, another "first time" - the first time that the people of an imperialis-

tic power had risen against its own rulers. In Russia itself, moreover, the abortive 1905 Revolution produced, spontaneously, "Soviets" or "councils" of workers, a new form of political organisation which not only aimed at overthrowing the government but contained within itself the germs of a new, alternative form of government. Lenin, the professional revolutionary, who had not invented this instrument of direct action, immediately recognised the significance of the phenomenon. In Mongolia, although there was no proletariat, the idea of Soviets was easily assimilated, because of an already existing tradition of herdsmen, with the status of serfs in the feudal system, banding together to resist the taxes and feudal services imposed by their hereditary nobles. (Sh. Natsagdorj, *Ar Mongold garsan ardyn Khödölgöön*, "The People's Movement in Northern Mongolia", Ulan Bator, 1956).

A third event precipitating crisis in Mongolia was the Chinese Revolution in 1911, which overthrew the Manchu dynasty. Some basic issues of nationalism were activated by this event. The Chinese, naturally, assumed that by overthrowing the Manchus they acquired possession of everything that had been under Manchu sovereignty. In both Mongolia and Tibet, on the other hand, the prevailing concept, well understood even by "non-political" people, was that the Manchus had separately conquered China, Mongolia ant Tibet, and had indeed ruled them under separate institutions. Mongolia did not "belong" to China any more than China "belonged" to Mongolia : both "belonged" to the Manchus. On the fall of the Manchu throne, therefore, Mongolia and Tibet were free to go their own way. These two countries even signed a treaty of common interest and mutual support, though of course they were never able to carry out its provisions.

By the time of the Bolshevik Revolution, therefore, Mongolia was a country in which many new ideas circulated, and in addition to ideas there was already a considerable accumulation of political experience of a "modern" kind. For the discussion that follows, I have drawn principally on two sources, though a few others will be mentioned briefly : Ch. Dzhügder. *XIX-XX Zuuny Zaad dakh' Mongolyn niigem - uls Tör, filosfiin setgelgeenii khögzhil* ("The Development of Social-political philosophical Thinking in Mongolia at the Turn of the XIX-XX

centuries"), Ulan Bator, 1972 (Cited below as XLX-XX).

D. Dashzhamts, *Marksizm-Leninizm Mongold delgeren kheregzhgen n'* ("The Spread and Application of Marxism-Leninism in Mongolia"), Ulan Bator, 1974, (Cited below as M-LM).

Both of these books have rich bibliographies in Mongol, supplemented by material in Russian, some of which is by non-Russians (Mongols, Buryats, Kazakhs, Kirgiz, etc...).

As early as the middle of the XIX century we have the extraordinary figure of Togtokhtör, 1797-1868, ruler of a principality in Eastern Outer Mongolia, who fortunately for us set down his own ideas in a document which has now been published (XIX-XX, pp. 43-51 ; for full details see Sh. Natsagdorj, *To Van tüünii surgaal*, "To Van, his Teaching", Ulan Bator, 1968).

To Van (a conventional abbreviation for "Prince Togtokhtör) reminds one at times of a Protestant prince in Reformation Europe, trying to change the minds and habits of his Catholic subjects ; at times of a Bismarckian Prussian noble, trying to change the feudal economy of his estates into a market economy, while at the same time retaining his feudal privileges. Thus in order to increase his capital he increased his feudal taxes and levies ; but as far as possible he commuted these dues into cash payments. He encouraged supplementary agriculture, to increase the food supply and to provide winter feed for the livestock, thus making more animals available, in better condition, for selling on the market in North-East China (Manchuria) and Siberia. He aimed at taking economic control away from the Chinese merchant-moneylenders by developing Mongol artisans, craftsmen, builders, tanners of hides and skins, weavers of carpets. He promoted literacy in the Mongol language.

In religious matters I call him "Protestant" because in religious teaching he demanded the use of Mongol, instead of Tibetan, as the Protestants of the European Reformation demanded the use of national languages instead of Latin. This policy ran directly counter

to that of the Manchu over-lords of Mongolia, who promoted Tibetan as the "Latin" of the Buddhist church in Mongolia, which resulted in making the priests and monks a conservative intellectual elite, dictating belief and behaviour to the superstitious but ignorant common people.

In addition to this "Protestant" reform, Togtokhtör attempted an ideological innovation by promoting, in Mongol translation, the authoritarian doctrines of Confucius (XIX-XX, p. 46). It is interesting that, in spite of close neighbourhood, the ideas of Confucius, which for centuries dominated the ruling elite of China, never had much appeal in Mongolia. One can only speculate that Togtokhtör, whose "market economy" policy undermined the feudal tribute-economy of the Mongol nobles, felt that he had to institute a new authoritarian ideology of hierarchical structure. While all of this was unsettling enough to the priesthood, Togtokhtör went still further by dismantling the small monasteries scattered through his principality and concentrating all the monks in one large monastery.

Evidently, our Mongol author is right in saying that the policies of Togtokhtör were full of contradictions. On the one hand he incompletely established new economic relations, tending toward the creation of capitalism (XIX-XX, p. 51), but on the other hand he tried to add these innovations as a superstructure on top of the old feudal order which he had weakened but not replaced. In the upshot, he created enemies on all sides, while attracting no new allies. The Manchu authorities distrusted him because "he was, in truth, disaffected toward the Manchus and was a feudal noble with nationalistic views". The priesthood distrusted him, saying they would not leave their small, scattered religious sites for the central one he planned, because "these are the congregations of our ancestors", (XIX-XX, p. 44).

The common people, though relieved of their feudal levies and services, felt that they had to work even harder in order to pay the new dues in money. Resistance broke out in armed clashes, and one leader declared that they would not obey Togtokhtör, "or the decrees of the Manchu emperor", or a long list of officials and nobles (XLX-XX, p. 44). A new class of "professional" bandits appeared, who robbed chiefly

nobles, the rich, Chinese and Russian traders and moneylenders, and sometimes made gifts to the poor, thus becoming "a special manifestation of the resistance" (XIX-XX, p. 48).

Inzhnash (Injanashi), a celebrated romantic historian and novelist at the end of the XIX century, may be taken as a different but also typical example of the "Mongol awakening". He was born in the eastern part of Inner Mongolia, in a region where Chinese colonisation had interpenetrated the old Mongol society. Many of the more well-to-do Mongols had acquired a good Chinese education, but according to a book published in Chinese Inner Mongolia in 1958 (cited in XIX-XX, p. 74), they were not allowed, under the Manchu regulations, to sit for the imperial examinations and so to qualify for bureaucratic appointments. At the same time the poorer people suffered increasingly from Chinese colonisation (For the shift in Manchu policy from favouring the Mongols to favouring the Chinese in such areas, see Owen Lattimore, *The Mongols of Manchuria*, New York, 1934). In these circumstances, Inzhnash, born into the upper class, increasingly took a nationalist position against the Chinese and a radical position within his own society, criticising the corruption and reactionary conservatism of the Mongol feudal gentry and upper clergy. In his historical romance, *The Blue History of the Rise of the Great Mongol Dynasty*, he represents Chingis Khan and his followers as the genuine heroes of a struggle to unite the scattered Mongol tribes as one great nation, while in his novel, *A one-storeyed Pavilion*, he shows us Mongols who were his contemporaries, concerned with the political situation and pondering the fate of the Mongol nation (XIX-XX, p. 75). He criticized the nobility, small in numbers, deserving nothing on their own merits, no longer of any use to the Manchu state, but arrogantly unwilling to give up their aristocratic privileges. He thought that unearned, hereditary rights should be abolished (XIX-XX, p. 76). He hated the Manchus, but also the stupid, slack, declining Mongol aristocracy. Thus his Mongol nationalism was not entirely chauvinistic ; he was also class-conscious and aware of the conflict of class interest.

One more panel, that of the ecclesiastical establishment, must be added to complete the tapestry of pre-revolutionary Mongolia.

For a century, in the West, an undeserved aura of mystery, mysticism and magic has hung over Tibet, much less frequently visited by travellers than Mongolia. There was a kind of half-belief in the omens and portents that were supposed to determine the "discovery" or "recognition" of the "reincarnations" of saintly personages, and the quite unscientific attitudes that prevailed clouded appreciation of the appalling social conditions that festered under "saintly" rule, and the sordid political chicanery that in fact manipulated the selection of "Living Buddhas" - especially the Dalai and Panchan Lamas. There was a failure to distinguish between the high philosophical levels of historical Buddhism and the misery and suffering that existed under ecclesiastical rule.

From Mongolia, on the other hand, traveller after traveller reported that most lamas were ignorant, lazy and corrupt, and that the monasteries, drawing tribute from the poor, formed a parasitic organisation whose vested interest was in maintaining ignorance and superstition, not in religious enlightenment. Most travellers laid the blame for Mongolia's passivity and stagnation unhesitatingly on the hopeless obscurantism of the Lama Buddhist church. I need cite here only the observations of one traveller, an English naturalist, in 1910, on the eve of the first bid for Mongolian independence, in 1911. Imagining a contemporary of Chingis Khan returning to the Mongolia of 1910, he writes :

> "He would be surprised at the lack of young men working round the encampments... he would find a strange but numerous element of men dressed in garments of a style unknown to him, lounging idly in yurts which did not belong to them... The Chinese patronised and endowed the monasteries, and granted special privileges to the lamas... Buddhism also teaches indifference to advance, learning, enterprise and success ; it has the effect of stifling ambition, and is, therefore, in a great measure, responsible for retrogression... Lamaism absorbs a large proportion of the male population... The boys, for instance, are now entered at an early age as students in the lamaseries... When grown up, this tends to make them lead idle, useless lives... This great army of lamas is the burden of Mongolia. There exists a constant struggle on the part of the laymen to provide their parasitic brethren with the best of the produce". (Douglas Carruthers, *Unknown Mongolia*, London, 2nd edition, 1914, Vol. 1, pp. 310-313).

Carruthers goes on to contrast the Mongols with the Moslem Kazakhs of the Altai, "a nomad people whose mode of life exactly resembles that of the Mongols, but whose state of well-being and continued progress stands in direct contrast to that of the Mongols" (p. 314). Carruthers attributes this difference to the difference between Islam and Buddhism, and he is right in a way, but he overlooks the key factor, which is not one of doctrine but one of property. The Kazakhs had no endowed mosques or clergy, while the Mongolian lamaseries were owners of territory, herds and serfs. Too little has been known of the economic underpinnings of Lama Buddhism, but now, fortunately, scholars in Mongolia have shown us the organisational structure and how it operated. (There are a number of references in the bibliographies of XIX-XX abd M-LM). Utilising the documents and records of the monasteries themselves, they have shown that exploitation by the priesthood was as merciless as that by the feudal nobility, with one major difference - the serfs of the nobles were liable to conscription for military service, and for various corvees, while those of the monasteries were not. For this reason alone, serfs often tried to get themselves transferred from the feudal registers to those of the monasteries.

Even a sketch as brief as this is enough to enable us to anticipate the church's response to the changes going on in and around Mongolia in the decades before the revolution of 1921 - its attitude was, in one word, one of immobilism, resembling in many ways that of the Church in Spain under the Franco regime. Propaganda was active, in written form and by word of mouth. "Now only religion can save us. Everything else is of no avail whatsoever" (XIX-XX, p. 29). The present was " the evil time of the settling of dregs" (as the dregs of a liquid settle to the bottom). The future was to be awaited with fear and dread (ibid), but awaited passively and fended off only by prayer. It may be added that the prayer of the individual was regarded as weak ; to be effective, a prayer should be said by a lama, and paid for. "The customs and the accepted order of the ancient times of our ancestors should be kept unchanged" (ibid).

Resignation was preached. A man must accept the status and condition of life to which he was born, because "all your suffering of

today is due to evil things that you did (your sins) in a past existence, and because it is your own fault, you must bear with it" (XIX-XX, p. 34, quoting a religious tract). It is true that even within this rigid edifice there were cracks - as there were in the church of Franco's Spain : where a man of no consequence could be crushed as if he were a major menace, a bishop could now and then venture a criticism. Thus a celebrated "Living Buddha" of the Ordos region of Inner Mongolia wrote a "tract for the times" in which, in orthodox manner, he laments the decline of society and religion ; but he does not blame the poor and he does point with scorn to princes and high clerics who "ride in palanquins, like Chinese". Note that we have here, once more, a consciousness of class and class conflict, in a society that has too often been dismissed as "a-political". Note also that in a society of mass illiteracy writings of this kind were passed by the few who could read to the many who could not, and were committed to memory and quoted - especially when pungent sayings were cast in the traditional alliterative verse-form. (Denzenvaanzhil, *Güngiin zuugiin gegeenii altan surgaal* "The golden Teaching of the Enlightened One of the Gün Temple", printed at Urga in 1914, but composed earlier).

Coming now to the revolutionary years, it is evident that conventional assumptions about the political passivity of the Mongols are misleading. There existed a class which the Mongols call "feudal patriots" - nobles who first advocated, and later were active in, the cause of Mongolian independence of China (XIX-XX, p. 42). There was a small but influential press in the Mongol language, which revealed once more the importance of the few who could read and the many who could quote. This press (discussed in Chap. III of XIX-XX), when read today, illustrates the political phenomenon which may be called "the propagation of revolution by counter-revolutionaries". The function of this press was to defend reactionary interests, but by the vehemence with which it attacked ideas and tendencies which it considered subversive, it drew attention to their importance.

Patriotism and the desire for independence were expressed in a strong anti-Chinese feeling, the Chinese having become much more active than the Manchus in the practical business of robbing and chea-

ting the Mongols. There was much less anti-Russian feeling. Commenting on anti-Chinese chauvinist patriotism, Dzhügder quotes the Programme of the Communist Party of the Soviet Union, 1961, to make the point that the national chauvinism of the oppressed must be distinguished from that of the oppressors. That of the oppressed, "being directed against oppression, generally has a democratic content, and communists clearly see it as progressive and support it... although it also has another side, that of the chauvinistic, exploiting, reactionary upper levels of the oppressed people, who are interested in their own advantage" (XIX-XX, p. 42).

When the sparks began to fly from the Bolshevik Revolution, there was in fact dry tinder in Mongolia ready to catch fire. Two aspects of the situation may be singled out, one domestic, one international. From the first attempt to assert independence, in 1911, whenever there was weakness or hesitation in facing China, that weakness was revealed by nobles or clerics in high positions who were willing to sacrifice the national interest if they could see a way to conserve their personal and class interests. It needs to be emphasised, over and over again, that in these decades, they were taught, chapter by chapter, the importance of class, class interests and class conflict.

Internationally, on the other hand, the penetration of Mongolian society by Russian influences was increasingly important, and it operated at all levels. At the top level, for example, S-A Kozin, who worked for the banking and economic interests of the Tsarist state, was also an intellectual who later became an important scholar in the Soviet Academy of Sciences and translated the famous XIII century *Secret History of the Mongols*. In the Russian community in Mongolia, of civil servants, traders and artisans, and even among the officers training the Mongol army, every variety of Russian political thought and tendency was represented, and there were many sympathisers with Mongol nationalism. (There was no such diversity in the Chinese community). Among the Russians were a few communists, including Old Bolsheviks of the 1905 Revolution. They were hiding from the Tsarist authorities in Siberia : it is important to make it clear that not one of them had been sent in as an agent of the Communist Party ; but when the Bolshevik

October Revolution overthrew the Menshevik Temporary Government, they were on the spot, they already had Mongol friends, and they were able to give these friends their version of the meaning of events.

The extreme ferocity and confusion of the struggle in Siberia also provided an intensive education fo the Mongols : a Red Army, White Guard counter-revolutionary armies, international intervention, a Far Eastern Democratic Republic of Siberia which lasted for a few years - all of these, what they stood for and what their propaganda emphasised demonstrated to the Mongols that their own longed-for independence was a goal that could be reached only after power had changed hands within the Mongol society. National independence required social revolution. It was for reasons of this kind that one of the most striking figures among the pre-revolutionary intellectuals, Dandaa, welcomed the Revolution of 1921. Dzhügder justly devotes a long section to him (XIX-XX, pp. 157-205).

Dandaa (this was his literary name ; his given name was Demchigdorj) was born, like Inzhnash, in the eastern part of Inner Mongolia which was rapidly being smothered by Chinese colonisation. He was well educated (which meant, at that time, an education by private tutors), in Chinese, Japanese, Manchu and Tibetan, as well as being widely and deeply read in Mongol. (Dzhügder does not mention one of his most astonishing achievements, which was to translate into Mongol the Whole of the 210 chuan (chapters or books) of the Yuan Shih, the official Chinese history of the Mongol Dynasty. The Chinese text is notoriously difficult, and Dandaa's is the only complete translation ever made into any language. It was never published, but the Ms is in the Mongolian National Library.

Dandaa spent the years 1904-1914 (which included the Russo-Japanese War, strongly affecting Eastern Inner Mongolia, and the Chinese and Mongol Revolutions of 1911), working as a journalist, mainly in Peking. He then, like other ardent nationalists, moved to Urga (now Ulan Bator), where after the 1921 Revolution he was elected a member of the Historical Institute, the learned body which later became the Mongolian Academy of Sciences. He completed the transition from nationalist

to what the Mongols call "revolutionary democrat" - that is, he was not a Marxist-Leninist, but he understood their purposes and supported their policies. Although "he misunderstood the origins of the state" (thinking, under classical Chinese influence, that the state was originally created for the good of the people), he did by 1922 understand, "even though only in a crude way", that in his time the class struggle had become inevitable in all politics (XIX-XX, p. 168).

Against this historical background it is easy to understand the theses presented by Dashzhamts in his "The Spread and Application of Marxism-Leninism in Mongolia : in which he distinguishes between nationalism, "revolutionary democracy" and "scientific socialism". Mongolia, he points out, did not,like Europe,experience a Reformation, an Enlightenment, or an Industrial Revolution, the classical preconditions for a Marxist revolution in a developed country (M-LM, p. 9). Yet there were other pre-conditions, which could come into operation once there was contact with the Bolshevik Revolution : the idea of independence had intensified the sense of national identity ; class-consciousness had been stimulated by popular movements against feudal oppression ; the "progressive" influence of revolutionary struggles in the outer world had gradually begun to penetrate Mongolia ; these developments had prepared the ground for the reception of the new ideology of Marxism-Leninism (M-LM, pp. 10-11).

We have in fact a remarkable fund of material about the earliest contacts between Mongol "amateur" revolutionaries and Bolshevik "professional" revolutionaries. Some of this detailed information is available in Russian, but a great deal of it still remains untranslated from the Mongol, and for this reason European and American writers who have not had access to the primary sources have tended to give superficial and over-simplified accounts of the Mongol Revolution. The moment that one does begin to deal with the primary sources, one is impressed by the fact that the Mongols were in search of aid that would enable them to do something very practical that would require rough action - namely, to clear their country of the Chinese warlord troops which had occupied it since 1919. Some of them were already convinced that,after dealing with the Chinese militarists, they would have to fight the

"Mad Baron" Ungern-Sternberg, who was building up a force to counter-attack the Reds in Siberia. This would make them allies of the Soviet Red Army. They were accordingly eager to get advice from the Bolsheviks on how to use the aid that they needed. They therefore expected the Russians to be practical men, not "gurus", bearers of a mystical doctrine.

The Russians, for their part, were indeed practical men, but also ideologists, men who tried to construct a theory of what they wanted to do and how to do it. One remarkable aspect of these times is that the Russians treated the Mongols as intellectual equals ; as men who might be ignorant, but who, once the facts were agreed on, could understand the theories that fitted the facts - not just backward barbarians, to be ordered about and told what to do, whether or not they understood what they were doing. The recorded conversations reveal simple but clear analyses, at a high intellectual level. Lenin himself had worked out a theory that countries like Mongolia, which had never experienced an industrial revolution and had no industrial proletariat, could bypass capitalism and reach socialism directly, by linking their programme with that of the "proletarian dictatorship" of the Soviet Union.

This theme is returned to over and over again in the record, but it is not reduced to a slogan, because at the same time practical difficulties are dealt with and subsidiary theories are elaborated. Thus Lenin warned the Mongols of the danger of being involved in the rivalries of imperialist countries which might make Mongolia a battle-ground (M-LM, p. 55).

Interesting debates on terminology illustrate problems of organisation. An example of early Chinese influence, surviving to this day, is the name of the Mongolian People's Republic, Bügd (All) Nairamdakh (Harmonious) Mongol (Mongol) Ard (Common People) Uls (State), which word for word, allowing for the difference in word-order in the two languages, is a translation of the Chinese Meng-ku (Mongol Jen-min (Common People) Kung-ho (All-harmony) Kuo (State). The word nam, "party", was hard to clarify. Nothing like a "party" had ever existed in Mongolia. The word originally varied in meaning from "group", "association", to

"sympathisers or followers of a tendency". What was the new meaning to be, not only for members but for ordinary Mongols all over the country ?

"Revolutionary" was another term that needed clarifying, and here there was a confusion between Chinese and Russian (and international) concepts. The Mongols had a term which meant "revolt" and another which meant "established order", with the connotation that the established order was "divine", but these two words were inadequate for translating the Chinese term ko-ming, which means "abrupt, violent change of destiny, fate", and derives, semantically, from the ancient Chinese concept of "losing the mandate of heaven" when a dynasty falls and is replaced by another. As for the international word "revolution", (which is used also in Russian), there was no word in Mongol, because the concept itself had not previously existed. Eventually the word khuv'sgal was chosen, with the root meaning of "change", and extended meanings such as "change into a new form". The same root is found in the word khuvilgan, the term for a Buddhist "reincarnation".

These difficulties were dealt with by defining the purposes of the new Party and State. In the discussions there are frequent references to Lenin, who thought that "socialism", and still more "communism" were inappropriate for colonial and pre-industrial societies. He warned against the danger of being "excessively revolutionary", and advocated national independence as the first step (M-LM, p. 77). The importance of terminology was made clear when, after the Mongol Partisans had triumphantly entered Urga, with the support of the Soviet Red Army, in 1921, the Mongols asked Lenin whether they should not change the name of their People's Party and call themselves a Communist Party. Lenin replied that a great deal of political, economic and cultural work had to be done in their own country by the revolutionaries to bring about the birth of a proletariat from among their herdsmen masses, to aid them in turning a people's revolutionary party into a communist party. Merely to change the name would be harmful and dangerous (M-LM, p. 128).

There followed a long and many-sided debate. The importance of "revolutionary democracy" was repeatedly stressed, which meant changing the class structure and thus the meaning and character of "natio-

nalism". The constitutions of England and France were studied and rejected, and the ideology of the Soviet Constitution adopted as a model which could lead to the needed developments (M-LM, p. 122). Danzan, one of the original small group of revolutionaries, who declared that there was no need to repeat the Soviet experience, was liquidated (M-LM, p. 121). He had advocated the Chinese Republic as a model, which meant a capitalist democracy (M-LM, p. 117). The need, instead, to create a working class and to forestall the development of capitalism was recognised (M-LM, p. 120).

Danzan's death was probably decisive in preventing the emergence of what Marxists call "petty bourgeois nationalism" and capitalism in Mongolia, because as a founding member of the People's Revolutionary Party he had great prestige and a personal following. Nevertheless there was a swing in this direction in the period of "Right deviation", 1926-28, and as late as 1931 Tseveen (bettern known in the international literature as Jamtsarano) presented a memorandum calling for a "pan-Mongolian" policy of joining the Mongols of Buryatia, Inner Mongolia, Tibet and Sinkiang to Outer Mongolia, forming a federated state "like Switzerland" and "purifying" the Buddhist religion by adding some Marxist ideas. The result, he claimed, would be a state strong enough "not to be kicked about by Russia, China or Japan (M-LM, p. 159).

Jamtsarano-Tseveen was arrested, but it does not seem to be known whether he was executed or merely imprisoned.

The significant fact to be noted here is that Jamtsarano-Tseveen was a Buryat. "Pan-Mongolian" ideas were always strongest in the eastern part of Inner Mongolia, among Mongols who had a good Chinese education, and among Buryats with a good Russian (Tsarist) education. The Khaklhas of Outer Mongolia did not relish the idea of policy being taken out of their hands by a small intelligentsia of "outsiders". Indeed, they did not even refer to such people as "Mongols", but used old "tribal" names likes Buryat, Tsakhar, Kharchin.

During the troubled but formative period of the 1920s - the period, it is well to remember, in which a United Front was formed

in China under Sun Yat-sen and then destroyed by Chiang Kai-shek - we find constant reference not only to the Soviet Union but to the spirit of internationalism. The Third International was at this time a genuine force, not yet the instrument of Stalin's Cult of Personality, and there were a number of non-Russians among the delegates it sent to Mongolia.

At the same time, not only in Mongolia but in "the backward countries of the Far East" in general, there were "failures to grasp the role of a revolutionary party in the struggle for liberation", and extremist left deviations, disregarding the warnings of Lenin, demanded a direct transition to socialism and the formation of communist parties (M-LM, p. 127) - a Great Leap Forward, one might say. Indeed, in the Mongol reviews of Mongol revolutionary history there is often an implicit criticism of China, though China is not explicitly mentioned. The material is presented in a manner that suggests that the Mongol Party correctly applied the spirit of Leninism, while China, under the Thought of Mao Tse-tung, persisted far too long in leftist error.

When, in fact, is a party "Marxist" ? Dashzhamts, citing a book on "The Great October Revolution and the Mongolian People's Revolutionary Party", Ulan Bator, 1957, says in summary that the character of the Party has at times been undervalued, at other times overvalued, both errors representing failures to grasp "the material essence of its dialectic development". In its early years it was not yet Marxist in every respect, but "it would be incorrect to say that in all respects it was not yet Marxist". It always had some tendencies toward becoming Marxist, and "as they gradually grew and developed, our Party acquired a genuine Marxist-Leninist character" (M-LM, p. 129).

By 1940 (the year after the defeat of the Japanese in the battles of Khalkhyn Gol or Nomyn Khan) the Tenth Congress of the Party was able to conclude that "The political line of the Party has been correct. By relying on it we have strengthened the unbroken development of the Mongolian people's revolution against the resistance of the reactionaries and the feudal nobles, and with the aid of the Soviet Union the Mongolian People's Republic is following a course of non-capitalist development" (M-LM, p. 126).

How far is this Mongol conclusion of 1940 justified ? Looking back over the record, the decisive moment seems to have come early, when Danzan was defeated and liquidated in 1924. The revolutionary triumph of 1921 had been won by what was in fact a united front of those who were against the feudal order and against the reassertion of Chinese rule. The victory was only partly consolidated by declaring the Urga Living Buddha (the Bogd Khaan) a "limited monarch". With his death in 1924 a choice for the future had to be made. It is understandable that some, like Danzan (and like Chiang Kai-shek in China a few years later) thought that a capitalist line of development would be sufficiently progressive and easier than a long preparation for a future socialism. "Many countries had" (through capitalism)" become rich, powerful and well-developed" (M-LM, p. 111).

In the debate at the Third Congress, 1924, after which the defeated Danzan was executed, he asked : "Is it necessary to limit private capital here in Mongolia ? At present we have no capitalists of our own. Consequently this is not a question to be discussed today, but a matter for tomorrow". To which an opponent replied : "We have no capitalists here, but do we need to wait for our own capitalists to come along ? Should the Mongol nation voluntarily bind itself with the golden shackles of the capitalist order ? We should examine the state of the world as a whole. Today the whole world has reached a point of profound change. Other countries, like Mongolia, are being attracted to socialism. We are a small part of a great movement" (M-LM, p. 118).

In summing up, the Proceedings of this Congress observed that : "although in this country there is no capitalist class, there are capitalist elements, and it is right to prevent them from growing and multiplying. If they should emerge, the feudal and religious reactionaries whom we think we have eliminated would have an opportunity, foreign and native reactionaries working together, to mislead the masses, and such a development would be dangerous" (quoted in M-LM, p. 120).

Here we have the essential confrontation. The Mongol documents enable us to recall that at this time there was a worldwide com-

munist and pro-communist movement, especially in Asia and especially in China, as well as in Mongolia, and the Mongols felt that by joining this movement they were emerging from centuries of seclusion into a bright new international world. Nationalism could now express itself as a component of internationalism. In spite of later "right" and "left" deviations, and the damage done by the "cult of personality" of Marshal Choibalsan (M-LM, p. 125), the Mongols have never ceased to associate socialism with internationalism (and specifically with the leadership of the Soviet Union) and capitalism with limited nationalisms competing against each other.

In conclusion, I quote from memory a passage in the recollections of one of the Mongol Partisans of 1921. As he tells the story, he was riding back from a successful fight against Chinese troops. His group had been under the command of a Buryat officer. (There were Buryats in Northern Mongolia as well as in Buryatia). He said to a companion, "That Buryat officer of ours is a really good soldier. His tactics in that fight were just right". His companion replied, "Yes, but keep your eye on that man. He's all right now, because we're fighting the Chinese ; but soon we'll be fighting against Baron Ungern and the White Guards, and then, you'll see, he'll be on the side of the reactionaries".

Here we have the real key to the revolutionary history of Mongolia. In a time of stress, with foreign invaders occupying the country and some of the nobility collaborating with the invaders, even simple, illiterate herdsmen were able to think, not only politically but "dialectically". It was their ability to analyse the rival political appeals made to them that determined the outcome of the revolution.

EUROPE CENTRALE ET DU SUD-EST

M. Castellan

Nous allons regrouper les communications relatives à la Yougoslavie et engager la discussion.

M. Bogdanović

A partir du XVe siècle, chez les Slaves de Bosnie, par islamisation, commença à se constituer une nouvelle communauté confessionnelle, les musulmans. Ayant réussi à préserver leur spécificité linguistique et culturelle pendant toute l'époque ottomane, ces musulmans (au sens confessionnel du mot) donneront, au XXe siècle, les Musulmans (dans le sens ethnique du mot). Aujourd'hui, parmi les Musulmans il y a des croyants, des musulmans. Cependant, tout Musulman n'est pas automatiquement et obligatoirement musulman. En effet, bon nombre de Musulmans sont plus liés par leur origine ou par leur éducation à la civilisation de l'Islam qu'à la foi islamique. Ailleurs, en Yougoslavie, il existe des musulmans parmi d'autres groupes linguistiques. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les Musulmans de Bosnie. La tranche chronologique 1920-1939 a largement déterminé leur affirmation culturelle, nationale et politique dans la période 1940-1978. Le parti communiste de Yougoslavie a joué un rôle important au cours de la première période, la Ligue des communistes de Yougoslavie dans la suivante. Le recensement de 1971 a montré qu'en Yougoslavie les Musulmans étaient devenus le troisième peuple et qu'il y avait dans la république de Bosnie-et-Herzégovine 39,6% de Musulmans, 37,2% de Serbes et 20% de Croates. Ainsi, cette république n'est ni serbe, ni croate, ni musulmane. C'est seulement alors qu'elle peut être vraiment le pays à la fois des Musulmans, des Serbes et des Croates. Dans toute l'activité intellectuelle et économique, le quota ethnique est respecté.

La volonté des Musulmans de garder leur spécificité est une constante qui trouve mille comparaisons dans l'histoire des autres peuples et nationalités de la Yougoslavie. Combien fallait-il d'acharnement aux Macédoniens pour rester Macédoniens! Pleinement dans la catholicité, les Croates ont dès le IXe siècle obtenu le droit à l'emploi de la langue slave dans les offices religieux. L'Autriche-Hongrie a vainement essayé de désavantager les Serbes de Bosnie-et-Herzégovine. Les historiens, parmi les Musulmans, ne confondent pas l'histoire de leur peuple et celle de l'Empire ottoman. Leurs ancêtres y ont joué un rôle important; ils sont conscients que les buts de l'Empire ottoman ne correspondaient pas obligatoirement aux intérêts des Musulmans de Bosnie.

Un grand effort est fait aujourd'hui et, notamment, par les manuels scolaires, pour que les enfants des trois peuples apprennent les faits importants de l'héritage de tous les peuples qui ont vécu sur le sol de cette république. S'il est humain que chacun soit plus attiré par le vécu de son propre peuple, de grands efforts sont faits pour que cet héritage culturel ne soit pas connu uniquement des spécialistes. Les principes autogestionnaires guident les choix des activités culturelles comme ils guident les activités économiques. Un épanouissement culturel dépend de l'infrastructure économique : la Bosnie-et-Herzégovine a été dotée dès la fin de la guerre d'une industrie puissante et moderne.

M. Shakeri

Vous faites allusion en page deux de votre communication à l'Islam. Vous dites qu'il est aussi un mode de vie. Est-ce qu'il y a vraiment une différence entre le mode de vie des musulmans en Yougoslavie et celui des autres Yougoslaves?

M. Bogdanović

Les références de chacun dépendent de son vécu. Il y a une différence importante entre le mode de vie d'un musulman de Yougoslavie et celui des autres Yougoslaves. Vous savez vous-même, M. Shakeri, que

toute la vie d'un musulman est rythmée et réglée beaucoup plus par la religion, par l'Islam, que, par exemple, celle d'un chrétien par le christianisme. Même les Musulmans qui, aujourd'hui, ne sont pas croyants trouvent que certains faits de la vie matérielle ou certaines activités de l'Islam leur sont plus familières que d'autres. Mais j'accepte votre remarque; je serais plus clair en disant "système culturel" à la place de "mode de vie". Je tiendrai compte de cette remarque dans la rédaction définitive de cette communication.

M. Malaurie

Quelle est la dimension qui définit une nationalité dans la Constitution yougoslave? Bénéficie-t-elle d'un territoire? Qu'appelle-t-on principe autogestionnaire pour 4 811 Juifs en Yougoslavie? Enfin, le parti communiste yougoslave a-t-il une politique différente de celle adoptée dans les pays de l'Est? C'est-à-dire est-ce que, comme dans le Nord de la Sibérie, le gouvernement veut laisser le temps, tout leur temps, à ces peuples de petits effectifs et d'histoire lente?

M. Bogdanović

Vous n'avez pu, faute de temps, lire ma communication. La nationalité dans les usages yougoslaves est un groupe humain dont la majorité absolue vit en dehors de la Yougoslavie. Ni la nationalité, ni le peuple ne doivent obligatoirement bénéficier d'un territoire qui leur soit exclusif pour pouvoir être officiellement reconnu. Le meilleur exemple, la Bosnie-et-Herzégovine, n'est le territoire exclusif ni des 39,6% de Musulmans, ni des 37,2% de Serbes, ni des 20,6% de Croates. Les nationalités étaient jadis appelées minorités. Dans ce changement de terme, il y a la volonté de changer le contenu, le statut des nationalités. Les principes autogestionnaires sont là pour que l'épanouissement culturel, national et politique même des groupes ethniques à petit effectif soit assuré. Donc, même un groupe d'hommes à petit effectif aura son mot à dire dans la gestion des affaires politiques du pays.

M. Garaudy

Je voulais demander à M. Bogdanović si l'Islam est considéré comme une institution, une croyance ou une communauté que l'on tolère, où bien y voit-on plus une dimension particulière de l'homme?

M. Bogdanović

Il me semble que la présence de l'Islam en Yougoslavie, sous la forme d'une croyance et sous la forme d'une civilisation, a déjà enrichi la théorie marxiste yougoslave. Le fait même que les communistes bosniaques (et aussi ceux des autres républiques) aient considéré qu'un peuple puisse être constitué en partant d'une catégorie religieuse est un enrichissement important de la théorie marxiste par cette dimension particulière de l'homme qui se trouve dans le système culturel de l'Islam.

M. Paris

Je voudrais signaler à M. Bogdanović qu'il a oublié un groupe ethnique dans sa liste des nationalités yougoslaves : les Tcherkesses, dont on trouve encore quelques groupes dans la région de Kosovo et qui parlent une langue caucasienne sans aucune parenté avec les langues de tous les groupes qui les entourent. Il me semble d'autre part que vos catégories ne sont pas toujours très claires et que la notion de "musulman", en particulier, ne peut que renvoyer à une communauté religieuse, et non ethnique, en tant qu'adjectif.

M. Bogdanović

Tout d'abord, les Tcherkesses ne figurent pas dans les résultats officiels du dernier recensement effectué en 1971. Mais je savais qu'ils existaient. Je sais qu'il y a aussi des groupes de Kurdes. Les uns comme les autres avaient été transplantés dans le Kosovo à l'époque ottomane. C'est à eux de vouloir et d'obtenir d'être recensés comme Tcherkesses ou comme Kurdes. Les bases juridiques du système d'autogestion les y encouragent.

Ensuite, vous dites que "mes" catégories - Musulmans et musulmans - ne sont pas claires. Ce ne sont pas "mes" catégories. Elles sont officiellement admises en Yougoslavie. Tous les chercheurs qui connaissent les langues locales et suivent les réalités sociologiques de la vie inter-ethnique en Yougoslavie vous le diront. Vous avez bien pu rencontrer dans la région de Kosovo des musulmans (dans le sens confessionnel de ce mot). Vous avez aussi pu rencontrer des Musulmans (dans le sens ethnique de ce terme). Etaient-ils croyants? Quelle était leur langue maternelle? Donnez-moi ces éléments et je vous dirai de qui il s'agissait.

M. V. Fisera

Ma communication s'intitule "Les dimensions nationales et supranationales dans le mouvement communiste en Yougoslavie et Tchécoslovaquie (1920-1939)". Je voudrais faire certaines remarques relatives à ma présentation, à la méthode, au contenu. Les cas yougoslave et tchécoslovaque font partie d'une même catégorie. Le problème de la Bulgarie vient ici, en quelque sorte, en tant que réactif; il permet de distinguer précisément le type des partis d'Europe centrale et orientale nés après la guerre dans les pays victorieux du type des partis nés dans les pays vaincus, et vaincus à double titre, vaincus dans la guerre de 1914-1918 et ayant à continuer après une tentative de révolution prolétarienne, elle aussi vaincue. Cette communication essaie d'être analytique, de dégager un certain type de comportement plus que d'aller dans les détails que j'ai exposés dans ma thèse, déjà ancienne, et dans une contribution au Congrès International des Slavistes de Zagreb, publiée dans le dernier numéro de la *Revue de l'Institut d'Etudes Slaves*. Hier, j'aurais voulu intervenir juste après la contribution de Mlle Canapa, qui présente beaucoup de points communs avec la mienne.

Je vais essayer de donner à mes remarques un sens global quant aux problèmes d'un historien du mouvement social et du mouvement communiste dans cet entre-deux-guerres, cette période du Komintern, problèmes que l'historien doit affronter. En effet, en écoutant et en lisant Mlle Canapa, j'ai retrouvé un problème qui m'est tout à fait familier, celui des sources. Quand on base son travail sur ces questions,

sur ce qui, de toute évidence, constitue les sources les plus accessibles, c'est-à-dire, soit les comptes rendus des congrès de l'Internationale Communiste, soit les revues de l'Internationale dans leurs différentes versions - les textes n'étant pas toujours identiques - on est déjà confronté à des problèmes d'identification, de localisation, problèmes qui ne se situent pas seulement au niveau des noms par rapport aux pseudonymes. Un bon travail de défrichage, récemment effectué par Vilém Kahan, a été publié dans la *Revue Internationale d'Histoire Sociale* d'Amsterdam. Mais il y a plus grave. C'est quand il s'agit de faits relativement complexes et même volontairement cachés comme, par exemple, la Fédération communiste des Balkans dont on ignore la datation et la numérotation exactes des congrès.Je dois dire que je suis parfois en désaccord avec le choix de Mlle Canapa qui, pour désigner les conférences de la Fédération communiste des Balkans, s'appuie sur une numérotation qui part des conférences balkaniques sociales-démocrates d'avant 1917. C'est là les thèses de Rothschild et de Carr. J'ai eu la chance de pouvoir travailler dans les archives du parti communiste yougoslave, et j'en viens à affirmer que ces questions essentielles ne pourront être résolues que par l'intermédiaire d'un travail sur archives.

Eh bien non, la numérotation des conférences de 1910-1915 n'est pas reprise en compte. On le voit au premier Congrès de l'Internationale Communiste, celui-là même où Rakovski a dit : "Nous sommes les continuateurs", ce qui n'est autre que du bluff. En réalité, deux conférences ont disparu, la troisième et la quatrième - que vous nommez parfois deuxième. Ce que j'ai pu établir - grâce aux photocopies de quelques documents bulgares, ce qui est très peu - c'est qu'il y a eu, en fait, une conférence préparatoire, qu'il ne faut pas appeler deuxième, sinon on est obligé de revenir en arrière. Cela peut sembler trivial, mais ce sont là les problèmes de l'historiographie du Komintern. Un autre problème important, je crois, est la nécessité de pouvoir se baser sur plus d'une source pour établir quoi que ce soit et, personnellement, je n'arrive pas à me satisfaire d'un article de Kolarov ou de Dimitrov dans *Kommunističeskij Internacional* pour établir la moindre chose. Vous citez, par exemple, la proclamation de 1920 qui s'adresse aux partis serbe, bulgare, roumain et grec. Or, le parti roumain ne sera fondé que plus de quinze mois après cette proclamation, ce qui

n'empêche pas l'Internationale de bluffer une fois encore et de dire : "Nous interviendrons au nom des partis balkaniques", dont le parti roumain, qui n'existe pas.

Pour essayer de parler de mon texte, les points importants sous forme d'hypothèse, quand on traite de cette question que j'appelle l'invisible question nationale, ou de la question supranationale ou régionale, sont que dans ces pays-là, cette question n'apparaît - me semble-t-il - que comme un enjeu très secondaire, tout du moins dans une première période qui va jusqu'en 1928-1929, et elle ne passe véritablement au premier plan qu'après le fameux tournant dont on a parlé hier et avant-hier. J'ai là-dessus une théorie. Quand on suit ce projet d'intégration régionale, c'est-à-dire supranationale - balkanique, par exemple - on voit que ce projet atteint son plus haut niveau dans les années 1920. Il ne porte en fait que très peu sur la question nationale, mais plutôt sur les questions stratégiques, c'est-à-dire sur la lutte prioritaire contre Versailles. Et lorsqu'en 1930-1934 la question du rapprochement balkanique devient un véritable enjeu au niveau de l'histoire des relations internationales, le mouvement communiste international s'en dessaisit. C'est également quand la question nationale commence à mûrir à l'intérieur des partis - et j'ai choisi la Macédoine comme révélateur - que le projet supranational disparaît. Il disparaît pour être bien évidemment remplacé par la période de reconnaissance du statu-quo territorial et des frontières, le retour à une politique de fierté nationale. Quand on étudie l'Internationale, ses congrès et les réunions de son Comité exécutif ou encore la vie de la Fédération communiste des Balkans, les années 1931-1932 apparaissent alors comme un tournant. C'est à ce moment-là que les délégués qui représentent une ère régionale - dont le délégué balkanique - disparaissent des réunions de l'Internationale.

Mais on ne peut cependant pas réduire, comme l'ont fait beaucoup de spécialistes occidentaux, la Fédération communiste des Balkans ou le journal *La Fédération Balkanique* à un simple niveau de manipulation ou d'intérêts à court terme, car ce que nous avons - et c'est un point important que n'ont peut-être pas vu ceux qui ont travaillé sur cette question dans le passé - c'est une dualité d'intervention de

l'Internationale Communiste : à côté de la Fédération Communiste des Balkans il y a, dès 1926, une structure parallèle qui est le Secrétariat régional des Balkans. Pour ce qui est des partis membres, il ne se recoupe pas exactement avec la F.C.B. et, surtout, il n'a pas les mêmes tâches. Alors, ma thèse est que - et là je retrouve Mlle Canapa - la Fédération Communiste des Balkans, même si elle ne creuse pas la question nationale ou d'intégration régionale, est quasiment, à son corps défendant, investie d'un certain capital, d'un certain prestige. Ce grand rêve de dépassement du chauvinisme ne permet pas à ses instances, fussent-elles bureaucratisées, d'intervenir comme les exécuteurs des basses oeuvres de Moscou. Elles ne le feront jamais, ce sera toujours le rôle du parti bulgare lui-même ou du Landsekretariat des Balkans.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire, mais je vais me limiter à un point ou deux pour terminer. C'est ce que j'appelle les points aveugles dans les travaux communistes sur la question nationale dans toute cette zone dans l'entre-deux-guerres. On parle du droit à l'autodétermination jusqu'à la séparation; or - en tout cas, jusqu'en 1935 - on ne définit pas le sujet de cette autodétermination en termes de groupe ethno-national, on s'en tient au niveau de la définition des limites territoriales : la Macédoine est un lieu. Vu sous cet angle, on comprend le drame qui a, dès 1919, frappé la République des Conseils en Slovaquie, car elle a en tête la Slovaquie du géographe de l'ancien temps et non pas une Slovaquie sociale, ou même ethnique. C'est un des points principaux à partir desquels j'essaie de développer ma contribution. Le deuxième point - et je crois que c'est aussi important - c'est cette absence, et on pourrait même dire, si on prend l'approche symptômale d'Althusser quand il lit Marx, cette espèce de lapsus, cet oubli qui met en jeu des choses inconscientes, cet oubli du programme concernant la nation dominante. Que ce soit en Bulgarie par rapport aux non Bulgares, que ce soit en Yougoslavie, en Tchécoslovaquie ou en Pologne, quand on finit par arriver, dans le cadre du mouvement communiste, à discuter des questions nationales, on prévoit des plans pour les nations dominées dans les cas où on les reconnaît, et on ne les reconnaît pas toutes, mais on oublie le sort, en tant qu'ethnie ou groupe ethno-national, de la nationalité dominante : dans le projet à long terme, dans la téléologie du mouvement communiste en Yougoslavie, il n'y a

aucune place pour la nation serbe. Or, ce sont ces Serbes qui parlent. Il n'y a aucune place pour le peuple tchèque en tant que différent du peuple slovaque dans les programmes du parti tchécoslovaque, même en 1935. Il faut rapprocher cela, je pense, de la conception du parti bolchevik dont on a parlé ces deux derniers jours, le parti "sovetskij" : il n'y a pas de parti "russkij". Il y a des limites territoriales concernant les autres nationalités. Or, il n'y a pas de vision de la nation dominante dans le projet socialiste ou communiste, ou même transitoire démocratique, et il n'y a pas, bien évidemment, de conception de la section du parti qui correspondrait à la nation dominante; et je crois que ce sont deux pistes très intéressantes, qui pourraient faire le lien avec ceux qui ne travaillent pas sur cette question du point de vue strictement balkanique.

M. Castellan

Votre communication m'a fort intéressé, et je vous remercie pour toutes ces remarques. A propos de vos remarques d'ordre méthodologique j'ajouterai en effet, en tant qu'historien déjà un peu ancien et très attaché aux méthodes, qu'il y a un péché majeur en histoire, qui est l'anachronisme. Vous avez eu raison d'insister sur le fait que les conceptions des gens dont il fut question - fussent-ils soviétiques, communistes etc. - étaient, dans une époque donnée, tributaires de cette époque, que leur vocabulaire, leurs idées étaient souvent liés à ce qu'ils voyaient ou entendaient. Je crois que cela est extrêmement important et il fallait le souligner. Je vous remercie de l'avoir fait.

M. J. Fišera

Je voudrais accompagner mon exposé de quelques remarques. La Bosnie-Herzégovine est une des six républiques composant la République socialiste fédérative de Yougoslavie. Elle est peuplée par quatre millions d'habitants. On commet souvent une grave erreur en parlant d'elle comme d'une république islamique, ce qui est absolument faux dans la mesure ou 40% de ses habitants sont Musulmans (ou musulmans) et 40% sont d'origine ou de tradition ou de civilisation serbe, et je souligne serbe. Quant à sa géographie physique et à sa superficie, elle

ressemble au quadrilatère de Bohême. Depuis les croisades contre les Bogomiles au milieu du XIIIe siècle, elle est un pays classique d'insoumis et de migrations. On ne le souligne pas suffisament non plus, mais il y a encore aujourd'hui, et vous le savez, un million et demi de Yougoslaves qui sont autorisés à émigrer à l'étranger, et une grande partie de ces migrants - que le gouvernement yougoslave suppose temporaires et l'avenir nous le montrera - est d'origine bosniaque. Je voudrais également souligner que c'est le pays le plus minéralisé d'Europe et, à ce propos, j'aimerais citer un géographe français, M. Chardonnet, qui traite plusieurs fois de la Yougoslavie et écrit : "Si la Yougoslavie est le pays le plus minéralisé d'Europe, la Bosnie-Herzégovine est la plus riche des six républiques fédérées yougoslaves". Je voudrais faire remarquer que lorsque nous construisons un questionnaire nous sommes obligés, en accord avec le Syndicat et surtout avec les sociologues yougoslaves, et presqu'en suivant leurs voeux, de respecter la rubrique ethnie, la rubrique religion - dans le sens socialiste yougoslave : origine confessionnelle. Et nous allons voir que par rapport à la notion d'ethnie, nous sommes obligés de prendre en considération les rubriques serbe, croate, slovène, macédonien, monténégrin, musulman, au sens d'appartenance ethnique et yougoslave non déterminée, et au sens civilisation et origine confessionnelle orthodoxe, catholique, musulman, protestant , et sans religion. Je voudrais répondre à mon collègue et ami M. Paris que les Tcherkesses dont il a parlé ne figurent malheureusement pas dans le recensement parce que seules six nationalités et dix-neuf minorités y figurent. Pour ce qui est des Musulmans, beaucoup de problèmes se posent : est-ce une religion ou bien est-ce une race? Sur ce point, je vous renvoie aux écrits de Roux ou de Kalenberg. Pour l'UNESCO, par exemple, les musulmans et les juifs ne sont pas des races, mais ils peuvent être en Yougoslavie, sur le plan constitutionnel, une ethnie. Je voudrais rappeler rapidement la chronologie et la reconnaissance de ce groupe important, qui représente aujourd'hui plus de deux millions de personnes en Yougoslavie et presque la moitié de la Bosnie. Ce problème a préoccupé tous les régimes à partir de 1919 et surtout le parti communiste yougoslave, qui a changé plusieurs fois sa position et qui, selon nous, a développé cette position parce qu'il a commencé à parler de ce problème en 1924 et qu'à ce moment-là il ne connaissait pas ce groupe important. Il connaissait et soulignait surtout l'oppres-

sion que les Serbes orthodoxes exerçaient aux dépens des autres ethnies. Cette position a changé, mais c'est seulement avant la guerre quand le danger nazi et le danger fasciste menaçaient expressément que les étudiants bosniens d'abord, suivis par le parti communiste, ont reconnu cet élément et ont dit : "Après la guerre, ce groupe décidera lui-même, parce que c'est un groupe important qui doit décider de son destin". Je ne pense pas que l'on doive s'attarder sur les manifestations politiques de ce groupe entre les deux guerres. Le groupe qui recrutait parmi les Musulmans ou pour lequel ceux-ci votaient s'appelait le Parti musulman de Yougoslavie. Il était étroitement lié avec l'"Eglise", avec la communauté islamique de Yougoslavie et le chef politique, Mehmed Spaho, était le frère du chef religieux, le Reis-el-ulema, Fehim Spaho. Ce sont les hommes qui sont tombés soit en Espagne, soit pendant la guerre de libération à laquelle les Musulmans ont participé des deux côtés. Il y avait des divisions de partisans musulmans et il y avait également une division fortement armée par les Allemands, qui a combattu aux côtés du sinistre Pavelič. Je m'arrêterai là, parce que le colloque s'est imposé pour limite l'année 1940, mais si vous m'en donnez la possibilité, j'ajouterai un mot de conclusion.

Mlle Canapa

Tout d'abord, pour répondre aux critiques de M. V. Fišera, j'ai effectivement rencontré le problème de la numérotation des conférences de la Fédération communiste balkanique et j'aurais dû l'expliquer plus clairement dans mon rapport. Quant au travail en archives, il est évident que cela apporte beaucoup plus quand cela est possible. Mon but était d'essayer de présenter certains aspects de l'attitude du Komintern envers la question nationale macédonienne à partir des textes publiés disponibles. Un premier point qui m'intéressait, c'était de savoir comment le Komintern avait abordé la question macédonienne, ce qu'il en avait dit à ses congrès et réunions (la solution proposée en 1924 était la Macédoine unifiée et indépendante). D'autre part ce qui m'a intéressée dans l'étude de cette question, c'était l'attitude du Komintern envers le mouvement national macédonien et, en particulier, avec les organisations nationales ou nationalistes macédoniennes. De ce point de vue, on constate une tentative d'accord avec l'Organisation révolution-

naire intérieure macédonienne (ORIM), qui était alors une organisation terroriste aux méthodes assez contestables mais qui avait un rôle politique important en Bulgarie, où elle a en partie aidé au renversement du gouvernement Stambol'skij et qui, d'autre part, faisait des incursions en Macédoine du Vardar, donc dans le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes et aussi, mais moins peut-être, en Macédoine égéenne. Cette tentative d'accord, dont l'histoire est assez obscure, a été sans lendemain, puisque l'ORIM l'a reniée. Enfin, un problème important furent les conséquences pour les partis communistes grec et yougoslave de l'adoption de ce programme sur la question macédonienne, programme que le Komintern leur a imposé et qui leur a causé des difficultés dans leur pays. D'abord, ces partis n'ont accepté ce programme qu'avec réticence. Pour le PCG en particulier, cela signifiait la sécession d'une partie du territoire national et certains chercheurs ont vu dans l'adoption de ce programme sur la question macédonienne une cause partielle ou même totale de la stagnation du parti, le pouvoir ayant utilisé l'accusation de sécessionnisme pour lutter contre le parti communiste grec. L'étude de l'attitude du Komintern envers la question nationale macédonienne fait apparaître le problème plus général des rapports entre le Komintern et les partis communistes. Certains communistes grecs, opposés au programme sur la Macédoine, ont été amenés à critiquer les méthodes autoritaires du Komintern et, dans le conflit apparu parmi les dirigeants soviétiques, ils ont pris position pour Trotsky, critiquant le bureaucratisme (ainsi, Pouliopoulos). Le parti communiste yougoslave a aussi difficilement accepté ce programme, et là aussi la politique de démembrement général de l'Etat "yougoslave" imposée au PCY a pu gêner l'action du PCY, mais la situation du PCY était autre. Dans le royaume "yougoslave", il y avait beaucoup d'autres problèmes de nationalités; dans le parti il y avait des divergences sur l'approche de la question nationale, qui se recoupaient avec des luttes de fractions plus larges. C'est pourquoi, à partir de 1935, quand la situation internationale changea et que la politique générale du Komintern évolua, les partis yougoslave et grec abandonnèrent ce programme sur la Macédoine. La Grèce l'abandonna tout en pouvant conserver l'idée peut-être d'une certaine autonomie pour les minorités dans ces régions, la Yougoslavie s'orienta vers une solution de la question nationale dans le cadre de l'Etat yougoslave, avec une fédération reconnaissant

la nation macédonienne et prévoyant un parti macédonien.

M. Idir

Je voudrais aborder la question de méthodologie qui a été soulevée par M. V. Fišera. Je crois qu'il est intéressant de s'y attarder un peu, parce que les problèmes évoqués sont extrêmement importants, tant du point de vue de l'histoire des organisations que des structures organisationnelles, des nations et du mouvement social en général. Et d'autre part, parce que divers problèmes méthodologiques de type différent sont posés quand on s'en tient à l'histoire des idéologies et à l'histoire des idées. Ainsi, par exemple, quand on examine l'histoire de l'idéologie, on peut effectivement se contenter des textes officiels des grands dirigeants, des institutions, des congrès etc.; ce n'est pas le cas quand on s'intéresse à l'histoire des rapports sociaux, des rapports entre groupes sociaux, des rapports entre Etats ou entre nations. Je voudrais donner des exemples pour ce qui concerne la Fédération Balkanique et les problèmes que nous abordons en ce moment. Ainsi, pour ce qui est de la Fédération Balkanique, d'après les textes des congrès, et plus précisément, du Ier Congrès qui a été proclamé en grande pompe en novembre 1920, on apprend qu'il y a une fédération syndicale balkanique qui s'est réunie avec une vocation pan-balkanique s'étendant de la Bulgarie à la Yougoslavie, la Roumanie, la Turquie, la Grèce, la Tchécoslovaquie, et même à la Hongrie. Quand on regarde ce qui se passe réellement, on voit qu'il y a eu tout simplement un congrès syndical bulgare où se trouvaient un délégué yougoslave et un délégué roumain, et qu'ils ont sorti une grande proclamation. Je citerai un autre exemple pour montrer qu'il ne faut pas trop prendre les choses à la lettre. Au début de 1920 paraît la revue *Kommunismus* du groupe gauchiste hongrois, avec le *Ketch* à Vienne. Elle porte comme sous-titre *Revue de l'Internationale Communiste pour le Sud-Est de l'Europe*. En lisant cette revue de bout en bout on s'aperçoit qu'il ne s'agit absolument pas d'une revue de l'Internationale Communiste pour le Sud-Est de l'Europe, mais pour le Sud-Est de l'Europe occidentale, c'est-à-dire pour l'Europe centrale. La réalité est qu'il y a eu très vite une bagarre, mais pour le voir il faut connaître l'histoire du parti communiste bulgare, entre la droite et la gauche bulgares, entre Budapest et Kravdine dans *Kommunismus*, et

que pour éviter que cela n'entraîne la détérioration des rapports entre les différentes organisations de l'Internationale Communiste dans toute la région du Sud-Est et de l'Europe centrale, la revue *Kommunismus* a tout de suite reçu l'ordre de Moscou d'abandonner son sous-titre *Revue pour le Sud-Est de l'Europe*, et de ne garder comme intitulé que *Revue de l'Internationale Communiste*, parce que les Bulgares ne toléraient pas qu'une revue d'Europe centrale se mêle de leurs affaires comme elle l'avait fait en donnant la parole à une gauche qu'ils considéraient à l'époque comme non représentative. Pour comprendre cela, il faut connaître un peu l'histoire du PC bulgare et l'histoire de l'Internationale Communiste, et ne pas s'en tenir aux textes. Je crois qu'on pourrait multiplier les exemples de ce genre.

M. Castellan souligne l'importance du tirage de ces revues.

M. Idir

Je suis d'accord avec M. V. Fišera lorsqu'il parle des difficultés rencontrées par les chercheurs qui travaillent sur cette période et sur ce problème. Ceci ne doit pas empêcher les chercheurs de rassembler le maximum d'informations publiées soit dans des revues spécialisées, soit dans des ouvrages. En disant cela, je pense à la première édition des oeuvres de Dimitrov et aux écrits de Blagoev. Ce dernier, Macédonien, a évoqué à maintes reprises certains aspects des problèmes dont vous traitez, pour 1915 surtout. Sa position est intéressante car elle montre la complexité du problème. D'autres hommes de lettres, comme Botev, ont soulevé la question même avant l'émancipation de la Bulgarie. J'ai assisté à Sofia à un colloque sur "L'Insurrection d'Ilin Den en Macédoine". La plupart des communications et des interventions avaient une même orientation : on ne parlait que des activistes bulgares. Je constate qu'on parle d'une région macédonienne, d'une insurrection macédonienne sans avoir de précision sur les populations de la Macédoine. J'aimerais savoir quel était le groupe ethniquement dominant dans cette région à cette époque. C'est ma première question. Ma seconde question consiste à savoir quels sont les points de divergence entre le Secrétariat, dans lequel nous trouvons V. Kolarov, et le Komintern sur la question macédonienne et la Fédération balkanique?

M. V. Fišera

On revient à ce problème de méthodologie que présente le slogan pour une Macédoine unie et indépendante. Qu'entendez-vous par Macédoine unie? En fin de compte, on voulait dire scission de la Macédoine du Vardar, septentrionale et occidentale, et de la Macédoine méridionale ou égéenne, la Macédoine grecque. Mais on peut constater que pas un mot ne figure dans les publications de la Fédération communiste des Balkans ou du journal de la Fédération Balkanique ou même de l'ORIM (U) sur le sort de la Macédoine du Pirin. Il n'était absolument pas question du parti bulgare, Kolarov le dit d'ailleurs par moments. Dimitrov, là-dessus, est plus souple, c'est-à-dire qu'il dit dans des textes d'avril 1928, et par bribes en 1929 : "Il faudrait voir aussi le problème non seulement des minorités bulgares en Yougoslavie et en Macédoine du Vardar, mais aussi de la population du Pirin, et voir son statut". Il ne dit pas qu'il y a là un peuple macédonien en Bulgarie, mais il dit : "Il y a une population du Pirin qui est à part". Donc, si on s'en tient au texte, on pourrait ajouter par analogie que ces gens-là voulaient la réunification de la Macédoine en ses trois composantes. Or, ils ne le voulaient pas. Il n'a jamais été question de la Macédoine du Pirin à aucun moment de l'histoire de ces années allant de 1920 à 1932. Sur un autre plan, on peut prendre l'exemple que nous a cité Mlle Canapa en nous parlant de l'ORIM (U) et de son action en Macédoine du Vardar. Un non spécialiste pourrait en déduire qu'il y avait aussi des activistes de l'ORIM (U) en Macédoine du Pirin. Or, on n'y trouve aucune trace de l'ORIM(U), pas plus qu'en Macédoine égéenne. J'ai cependant trouvé une trace dans l'autobiographie de Tchipoff, qui était en 1939 Secrétaire général du parti grec - Macédoine de la région égéenne - et qui déclare qu'en 1932 (alors que la Fédération était normalement dissoute, donc, le fait reste très mystérieux), le Komintern lui demanda d'organiser une réunion dans la banlieue de Salonique pour fonder une section de l'ORIM (U) égéenne. Or, l'ORIM (U) en Macédoine du Vardar était déjà morte, et il n'y a aucune trace de cette fantomatique ORIM (U) en Macédoine égéenne. Ceci montre qu'on ne peut prétendre faire de l'histoire alors, qu'en fait, on ne fait que la chronique de textes officiels. Malheureusement, peut-être est-ce la seule chose que l'on puisse faire, car les Bulgares sont très avares de leurs

textes et, quand ils les publient, ils les déforment. Je pense ici aux textes de Kosev. Katardžiev a très bien montré la façon dont Kosev s'est inspiré de Botev en supprimant certains passages. Quant à ce dernier, il lui arrivait d'oublier des fins de phrases. Comment pouvons-nous faire notre travail?

Je voudrais très vite évoquer une autre question : qui peuplait et qui luttait? Je crois qu'il y a plusieurs périodes à prendre en considération. Il y a la période 1920-1923, où on peut noter dans la Macédoine du Vardar une très forte participation communiste, mais c'est un parti communiste yougoslave, section du sud de la Serbie, qui ne se perçoit pas comme macédonien. Il y a beaucoup de cadres importés. Les gens qui viennent parler dans les meetings - chose très étonnante et atypique - font en 1920 leur campagne électorale en macédonien, mais les tracts et les journaux ne sont pas imprimés en macédonien, mais en serbe. Et toute la propagande de l'ORIM (U), par exemple, du centre de l'ORIM (U) telle qu'on la connaît, est en bulgare, voire en vieux bulgare et non pas en macédonien, quand elle est imprimée. La campagne a été faite et nous savons que les personnes qui ont fait leurs discours en 1920 ont été très bien comprises avec un programme national fort mal défini. Mon hypothèse est que le vote communiste en Macédoine était alors un vote contre l'Etat serbe - puisqu'ils étaient décidément anti-serbes, et un vote contre la misère. L'organe qui paraissait à ce moment-là à Skopje ne précise rien de particulier pour ce qui est de la question nationale, sauf qu'il était contre le nationalisme bourgeois en Macédoine du Pirin. Ce fut un gros succès du parti communiste qui, même en période de recul, aura encore, en fait, sa zone-bastion là, mais il y a une destruction du fédéralisme et une lamination progressive entre 1924 et 1929 de la présence communiste, après la lamination de la présence fédéraliste en Macédoine grecque. Il y a confusion, à peu près à 90%, entre le parti communiste grec dans la région égéenne et ce que les Grecs appellent les Slavo-macédoniens.

M. Paris

Je voulais simplement dire que récemment, en feuilletant le journal *La Fédération Balkanique*, j'ai été frappé de voir que le

personnel qui écrivait dans ce journal, par exemple, était très proche des maximalistes (c'est-à-dire des gens qui se situent dans le champ théorique de l'Internationale de l'ethnie ou de l'austro-marxisme). Je vous demande si vous avez eu cette impression et si ce n'est pas un indicatif quand même de certains implicites dans les choix théoriques de la Fédération balkanique. Je me demande s'il n'y a pas là aussi de disfonctionnement entre la pratique bulgare et certaines références théoriques qui nous renverraient peut-être à plus ou moins long terme à l'austro-marxisme, par exemple.

M. V. Fišera

Je crois qu'en regardant l'histoire de ce journal, *La Fédération Balkanique*, on peut distinguer plusieurs périodes entre 1924 et 1932. J'ai essayé de traiter cela dans ma thèse. La participation des non-balkaniques est de deux types. Il y a des gens comme P. Louis, qui écrivent assez régulièrement . D'autre part, il y a une période qui commence vers 1925 et culmine en 1927-1928, jusqu'au moment du tournant classe contre classe, qui est le grand moment de la campagne internationale contre la terreur blanche et dont la Fédération Balkanique est le véhicule le plus fort. Nous voyons alors un type de relais périphérique sous la forme de personnalités chargées d'amplifier le message de Vlahov, recrutées très largement dans la social-démocratie de gauche, mais aussi dans la social-démocratie tout court, et également - je crois que c'est très important - parmi la gauche franc-maçonne internationale et ceux qu'on appellera plus tard certains intellectuels compagnons de route. Il faut donc faire une distinction entre l'action contre la terreur blanche et la présence de la signature de P. Louis. A mon avis il y a effectivement chez Vlahov une tendance communiste de gauche très nette, qui n'a rien à voir avec le parti bulgare et encore moins avec la pseudo-gauche du parti bulgare, les Iskrov ou les autres. Vlahov vient d'une autre tradition, c'est la gauche qui s'est polarisée après la révolution Jeunes Turcs, c'est la fréquentation des Fédéralistes , - V. Serge est un ami de Vlahov etc., c'est aussi la présence très importante, en tant que parrain de tout ce mouvement, de Rakovsky qui permet, ainsi que d'autres anciens, comme Caulev, à la Fédération Balkanique de ne pas tomber dans le ghetto de l'Internationale Communiste. Je pense

qu'il y a là un problème très réel qui n'est pas étudié. Il aurait peut-être fallu dire au début de nos communications que les gens qui travaillent sur cette question fédérale et qui n'ont rien à voir avec les Bulgares ou avec les Yougoslaves en tant que partis se réclament d'une tradition très ancienne qu'on a appelée, au hasard, populiste, anarchiste, ou même slavophile. Ces gens se retrouvent ensemble en 1918-1919 dans le Comité macédonien. Il y a Hristov, Hadži Dimov, et on commence à voir surnager, malgré l'étouffoir officiel, la polémique très dure qu'il y a eue entre Hadži Dimov et le centre du parti bulgare. Il y a l'expérience passionnante - mais on ne peut pas avoir accès aux sources qui sont toutes sous clef à Sofia - du journal *Savetska Makedonija*, attaqué comme slavophile. Ce n'est pas du slavophilisme. Il faut y voir la vieille tradition de l'ultra-gauche balkanique, et ce n'est pas un hasard si Vlahov est en conflit, même au temps de l'ORIM (U) et après, avec Poptomov, qui était vu comme macédonien. Même au début de la guerre, dans des textes publiés dans *Slavjanie* à Moscou, Poptomov est classé, de même que Vlahov, comme révolutionnaire macédonien, distinct des Bulgares. Or, en 1929, il y eut un conflit terrible entre Vlahov et Poptomov, dont on ne connaît pas les circonstances précises, mais il est clair qu'il s'agit d'un conflit entre cette tendance indigène révolutionnariste et le parti bulgare avec ses intérêts nationaux, pour ne pas dire son projet ethnique, et c'est ainsi que s'explique ce qui suivit, le débat sur la guerre des partisans, le basculement de Vlahov du côté yougoslave en 1942.

M. J. Fišera

Sur le plan bibliographique, je voudrais attirer votre attention sur certains faits concernant la civilisation musulmane yougoslave. Et je voudrais également souligner ce que j'ai noté sur le plan sociologique en guise de conclusion provisoire de mon exposé. Il y a l'importance des enquêtes. Par rapport à la civilisation, il ne faut pas oublier une base, ce sont les mariages mixtes. J'ai publié des enquêtes faites à Sarajevo dans les *Archives de sociologie de la religion* (Paris) - "Religion et opinions chez les étudiants de l'Université de Sarajevo" - et on y voit nettement qu'il existe une ethnie musulmane, parce que ce que J. Berque appelle l'étanchéité charnelle existait

encore très fortement il y a cinq ans. Aujourd'hui elle s'atténue, et il y a des cas de mariages mixtes, surtout parmi les étudiants et les gens qui viennent dans les villes, dans l'industrie. On constate beaucoup moins de cas chez les paysans-ouvriers et les ouvriers-paysans, et quasiment pas chez les paysans. Je voudrais également attirer votre attention sur le fait qu'on a pas parlé de l'autogestion, expression que tout le monde galvaude; je voudrais maintenir ma position critique, mais je ne voudrais pas oublier que les croyants yougoslaves ont pris conscience de l'autogestion, et j'ai cité les représentants de l'Eglise orthodoxe qui, pendant la grande discussion sur le drame de l'athéisation, parcouraient toute la Yougoslavie. Mme Lasić, qui est une grande spécialiste de la Yougoslavie, ne dira certainement pas le contraire. Je cite ici les propos d'un représentant de l'Eglise orthodoxe yougoslave : "Les croyants constituent la majorité de la société autogérée, et la religion ne peut pas consentir à son dépérissement, c'est-à-dire à son suicide"; ou bien encore ceux d'un missus apostolicus, catholique remarquable : "Nous sommes pour une réunion dynamique des positions dans notre socialisme de type autogestionnaire. Le fait d'être croyant ou incroyant ne pose pas de problème. Qu'on me comprenne bien, je ne me serais jamais accordé avec le socialisme de type stalinien". J'ai choisi là des représentants typiques par rapport aux enquêtes, et reste à la disposition de tous ceux qui s'intéressent à ces problèmes.

M. Drettas

Je voudrais poser une question à M. V. Fišera sur la fin de son intervention, lorsqu'il a parlé de la Grèce. M. V. Fišera dit, si j'ai bien compris, que le parti communiste grec a été jusqu'à la guerre, en Macédoine grecque, un parti slavo-macédonien. Je voudrais savoir quelles sont ses sources et sur quels documents il se base pour avancer cette affirmation qui me semble exagérée. En tout cas, si on parle de la Grèce du nord, il faut différencier les trois régions où les statistiques officielles grecques ont reconnu une population dite slavo-macédonienne, c'est-à-dire les régions de Kastoria, de Florina et d'Edessa. Ce sont tout de même les gens d'Asie Mineure qui dominent et forment la grande majorité des cadres du PCG en Macédoine. Il y a des textes très intéressants dans les années 1930, après l'exclusion

de Kordatos du parti, car il refusait d'accepter les directives de l'Internationale. Après un échec électoral, il a reconnu qu'ils n'avaient pas assez travaillé dans la campagne avec les minorités, - et la plus importante à cette époque-là était justement les Slavo-macédoniens. Le parti communiste grec était composé de gens d'Asie Mineure, de Pontiques, de gens de Thrace turque etc., en fonction des sous-régions. Je voudrais savoir s'il s'agit de sources yougoslaves actuelles, de Macédoniens venus de ce qu'on appelle la Egejska Makedonija, Grecs jusqu'en 1949.

M. V. Fišera

Je ne parlais pas de la composition nationale de la Macédoine égéenne, où il est clair qu'après les échanges qui suivirent la guerre gréco-turque l'élément slave était en minorité. Je parlais des cadres du parti dans la région habitée par les Slavo-macédoniens où nous avons un phénomène de contrôle des organisations du parti (je pense aux organisations de jeunes, par exemple) par l'élément slavo-macédonien, une très faible présence de cadres hellènes importés, c'est-à-dire le contrôle du parti par les villageois eux-mêmes. L'autre point fort, c'est la présence de cadres slavo-macédoniens dans les zones les plus urbanisées, autour de Salonique. Le danger de généralisation que vous signalez ici s'explique peut-être par l'inverse de ce qu'on disait tout à l'heure, c'est-à-dire que je tiens cela des mémoires des Slavo-macédoniens que j'ai pu voir à Skopje avec, bien entendu, l'éventualité d'une déformation, mais je suis prêt à vous montrer mes transcriptions, elles sont assez impressionnantes, en particulier, sur l'organisation des jeunes dans la partie rurale.

M. Idir

Est-ce qu'il est possible d'avoir une idée précise de l'implantation des différents groupes politiques dans cette région macédonienne à cette époque-là, c'est-à-dire entre 1915 et 1930? Parce que je suis de très près les revues historiques,entre autres bulgares, et effectivement, ce sont les Bulgares qui donnent l'impression d'être les plus dynamiques parmi ces Slaves. C'est évidemment la version officielle.

M. V. Fišera

On peut noter que, tant que les gens ont plus ou moins la possibilité de s'exprimer au niveau électoral, on trouve une faiblesse remarquable des partis importés du centre, que ce soit en Macédoine du Vardar ou en Macédoine du Pirin et, pour ce que je sais, en Macédoine égéenne. On voit aussi la faiblesse des partis qu'on pourrait nommer nationalistes-bourgeois, en tant que sections des partis démocratiques ou en tant que partis du cru, et la polarisation très rapide entre communistes révolutionnaristes.

M. Bérenger

En ce qui concerne le thème proprement dit de ce colloque, il faut opposer deux périodes pour la Hongrie : une période de cent jours, qui est la période de la République des Conseils, celle de Bela Kun, qui va nous intéresser plus particulièrement, et ensuite les vingt années qui suivent, car vous savez tous qu'après Bela Kun il y a eu le régime Horthy, que le parti communiste clandestin, pourchassé, ne semble pas s'être beaucoup préoccupé des questions nationales et des questions de minorités. Il y avait d'abord des problèmes d'existence : échapper à la police de Horthy pour les petits groupes reconstitués. Mais c'est aussi parce que le problème des nationalités s'est fondamentalement transformé au cours de la période allant de 1918 à 1920. En 1918, la Hongrie était un pays où les minorités représentaient environ la moitié de la population. L'expérience libérale de la gauche sociale-démocrate couverte par le prince Karolyi, avec Oscar Jaszi comme ministre des nationalités, a échoué en grande partie à cause de l'attitude des Occidentaux qui ont obligé l'armée hongroise à reculer et à évacuer des territoires - Transylvanie et région transtibicine - peuplés de Hongrois. Bela Kun était en prison, on est allé le chercher. Il a accepté de former un gouvernement et il a hérité d'une situation extrêmement difficile : quelle attitude va-t-il prendre vis-à-vis de ces différentes nationalités? Il a adopté vis-à-vis des nationalités qui se trouvaient à l'intérieur du pays et qui ne posaient pas de gros problèmes (Ukrainiens, Allemands), une politique extrêmement libérale d'autonomie culturelle et même la création d'assemblées politiques. Il s'est un peu

fait prier et quand les Allemands de Pest ont réclamé la réalisation du programme, au mois de juin 1919, il a accordé cette autonomie qui, au fond, n'allait pas tellement plus loin que le programme de Jaszi. Ce qui est beaucoup plus intéressant de notre point de vue, c'est le problème de la République soviétique de Slovaquie. Vous savez en effet que l'armée hongroise traditionnelle a coupé les Roumains des Tchèques et a pris l'offensive en Slovaquie au mois de juin 1919, et le 16 juin 1919, à Eperjes-Prešov, fut proclamée une République socialiste des Conseils. Quelle place faut-il donner à cette république? D'abord, sa naissance a été saluée immédiatement par le gouvernement de Budapest et par la Constituante qui siégeait à ce moment-là comme une république soeur, et il me semble bien, d'après les textes que j'ai pu recueillir qu'on s'acheminait en réalité vers une fédération de républiques socialistes. Cela paraît avoir été le grand projet de Bela Kun. Après le 16 juin, la victoire des troupes de l'Entente met fin à l'expérience de la République des Conseils. On peut évidemment émettre des hypothèses : Bela Kun et son équipe ont songé à une Fédération de républiques soviétiques socialistes qui aurait permis peut-être de surmonter la contradiction pour les Hongrois, de reconstituer une Hongrie traditionnelle par fédération de républiques soviétiques qui se seraient ralliées au gouvernement de Pest; dans l'état actuel de ma documentation, je peux simplement poser le problème, et c'était toute la contribution que je pouvais apporter à ces savantes et passionnantes discussions qui touchent à des régions où le problème a été beaucoup mieux posé et beaucoup mieux résolu.

M. Gergely

Je suis entièrement d'accord avec ce qu'a dit M. Bérenger sur cette période de 1919, en ce qui concerne la République des Conseils. Là où je suis peut-être moins d'accord, c'est pour la période concernant le régime Horthy. Ce régime n'avait pas du tout une politique cohérente vis-à-vis des minorités et vis-à-vis des nationalités. Ce régime a été installé grâce à l'armée roumaine, parce que Horthy n'aurait jamais été capable de vaincre l'armée de Stromfeld sans l'armée roumaine et, en contrepartie, ils ont été obligés de faire aux Roumains certaines concessions. Vous voyez leur signature au traité de Trianon

tout en maintenant après, pendant vingt ans, une propagande assez tapageuse. Je voulais simplement vous dire qu'à l'époque qui se situe entre la République des Conseils et la contre-révolution en Hongrie, il y a une période de trois-quatre ans pendant laquelle une partie de la Hongrie a été sous l'occupation yougoslave, justement dans la Baranya du sud, avec les villes de Pécs, Mohács, Siklós; par chance, j'ai commencé dans les années 1930 ma carrière de professeur au lycée de Mohács, où j'ai pu encore recueillir des souvenirs personnels de cette période. De 1919 à 1921-1922, c'était le gouvernement de gauche, le régime de gauche, le socialo-communisme, sous protectorat yougoslave, qui a eu la chance de ne connaître ni le régime de Bela Kun ni la contre-révolution de Horthy, qui a donc été rattaché après à la Hongrie, à une époque de relative consolidation. Or, la question des minorités en ce qui concerne les Croates, les Šokac, dans la région de Mohács, se posait et se pose toujours. Ainsi, les Allemands n'étaient pas la seule minorité de Hongrie, il y avait également les Šokac, bien qu'ils maintiennent une autonomie culturelle,qui était finalement assez modeste. A Mohács, tout le monde était Šokac ou Allemand, même s'ils portaient des noms hongrois assez criards. Même aujourd'hui on trouve à Mohács un musée consacré aux aspects minoritaires de la Hongrie actuelle.

M. Joó

Je voudrais remercier M. Bérenger pour son excellente communication, qui m'a inspiré quelques remarques. D'abord, pour ce qui est de la présentation de la situation jusqu'à la fin de la Première guerre mondiale. Sur le plan constitutionnel, la Hongrie était en effet en égalité formelle avec l'Autriche dans le cadre de la monarchie austro-hongroise. Mais comme nation, les Hongrois avaient une situation contradictoire. C'était une nation à la fois dominante et dominée : dominante vis-à-vis des ethnies slaves et roumaines qui se trouvaient dans le royaume de Hongrie, mais dominée par les Autrichiens dans le cadre de la monarchie dualiste du point de vue économique et culturel. Sur le plan culturel, cela signifiait, par exemple, une assimilation linguistique qui était très sensible dans certaines régions et certaines villes, y compris à Budapest, jusqu'à la fin de la Première guerre. En parlant du problème allemand dans un contexte historique tout à fait

différent, c'est-à-dire à l'époque d'entre les deux guerres, je voudrais faire remarquer qu'à partir des années 1930 ce problème n'était plus une simple question minoritaire, nationalitaire, comme le problème serbo-šokac soulevé par M. Gergely ou bien le problème roumain et slovaque. Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et surtout après l'occupation de l'Autriche par l'Allemagne nazie, le problème allemand est devenu un des principaux problèmes de la vie politique hongroise. Berlin voulait internationaliser cette question, surtout dans la partie occidentale de la Hongrie. Internationaliser de la même façon que dans le cas des Allemands des Sudètes. Quand on voit des associations allemandes (surtout le Volksbund) se regrouper sous les drapeaux à croix gammée, ou quand on voit le recrutement des SS sur le territoire hongrois, on peut bien sûr dire alors que cela dépasse déjà le cadre des problèmes minoritaires.

Ce fait a obligé le parti communiste clandestin à prendre nettement du recul vis-à-vis de la question allemande, qui a cessé d'être un problème nationalitaire comme les autres. Tout en condamnant l'ingérence de l'Allemagne nazie sur ce point précis, le parti communiste défendait la thèse de la libre disposition des peuples. La concrétisation et l'application de cette thèse étaient très différentes selon les périodes historiques et la situation géographique, suivant qu'il s'agissait de nationalités géographiquement dispersées ou vivant sur un territoire compact. La thèse de la libre disposition des peuples a permis au parti communiste hongrois non seulement de critiquer le principe de l'intégrité territoriale historique défendue par la classe dominante, mais également de faire entendre sa voix pour le respect des principes ethniques, largement violés par le système du traité de Versailles.

M. Bérenger

Je suis content de savoir que le parti communiste hongrois, même clandestin, a pris quelques positions théoriques. Je crois qu'il n'y a qu'une seule question, celle du parti communiste slovaque qui, bien avant la Deuxième guerre mondiale, souhaitait une situation autonome ou indépendante pour la nation slovaque et supportait mal l'Etat tchécoslovaque.

M. V. Fišera

Quand on étudie l'attitude des paysans slovaques par rapport à Bela Kun, le rejet de cette espèce d'anti-communisme de masse, on retrouve un certain type de comportement analysé, par exemple, dans l'attitude des Arabes en Palestine par rapport à la gauche sioniste. Beaucoup de choses ayant été publiées sur le sujet au début des années 1960 en Tchécoslovaquie, il serait intéressant aussi d'étudier la direction de la République des Conseils, la sur-représentation des éléments tchèques et hongrois, y compris à ce niveau-là. J'ai également constaté qu'il y a de nombreux documents concernant le problème "sud-baranyen" à cette époque, que M. Gergely a mentionné, dans les *Archives* du Foreign Office.

M. Korzec

"Fédéralisme polonais comme antithèse à la doctrine d'une fédération soviétique".

Nous présentons dans notre exposé un épisode peu connu de l'histoire de l'Europe orientale dans les années cruciales d'après la Révolution soviétique et la création de la Pologne indépendante en 1918. Il s'agit d'une doctrine de la politique orientale du chef de l'Etat polonais à l'époque, Joseph Pilsudski. Et cette idée de Pilsudski visait à recréer un grand Etat polonais englobant sous la forme d'une fédération des territoires qui faisaient partie autrefois de la Pologne d'avant le partage, c'est-à-dire l'Ukraine, la Biélorussie, la Lituanie. Il s'agissait, en effet, de recouvrir, autant que possible, l'ancienne frontière d'avant le partage, c'est-à-dire de 1772 et aussi de repousser la Russie dans ce territoire ethnographique. Et pratiquement, je suppose que le plan de Pilsudski visait à créer un Etat grand et fort, capable de remplacer l'ancienne Russie, en tant qu'alliée de puissances occidentales, et comme facteur dominant en Europe orientale. Il est significatif, que bien que plus d'un demi-siècle se soit écoulé depuis les événements que nous abordons et que la situation de l'Europe orientale se soit complètement transformée, ce problème conserve encore une certaine charge émotionnelle, voire quelques traits d'actualité. Ils

continuent, en tout cas, à alimenter les polémiques les plus vives parmi les historiens et les publicistes polonais ou d'origine polonaise. Dans la mesure où le fédéralisme polonais est indissociable de la problématique des relations polono-soviétiques, il est évident que la ligne de partage des différentes positions sépare la Pologne populaire de l'émigration politique dans laquelle l'ancien camp de Pilsudski conserve, en dépit de la catastrophe de 1939, une grande vitalité et une popularité certaines.

Je voudrais brièvement présenter le programme du fédéralisme polonais. Bien qu'il existe une littérature abondante consacrée au problème du fédéralisme, la conception n'était jamais clairement précisée et on peut estimer qu'elle était différemment conçue par les divers partenaires de l'idée du fédéralisme polonais et la principale faiblesse du fédéralisme, c'était sa non-cohérence. Il existait, en effet, plusieurs groupements et tendances dont les idées étaient différenciées. Le fédéralisme de gauche, - c'était surtout les deux partis de gauche, la gauche paysanne "Wyzwolenie" (Libération) et les socialistes polonais du PPS - a pris position pour la fédération, mais en restant contre la réalisation de l'idée fédéraliste par le moyen guerrier. Ils se sont opposés à la guerre anti-soviétique. Ils préconisaient l'interdépendance des problèmes nationaux et sociaux; ils ont pris ainsi position pour la réforme agraire, parce qu'ils ont jugé qu'une telle réforme était indispensable pour obtenir le soutien, la sympathie des masses paysannes des peuples ukrainien et biélorusse. Ils se sont toujours catégoriquement opposés à l'oppression, aux méthodes brutales appliquées par une partie de l'armée polonaise dans le territoire, bien sûr occupé, de l'Ukraine et de la Biélorussie. Il existait un autre groupement, celui des partisans de Belvédère, Belvédère étant la résidence du chef d'Etat Pilsudski, dans lequel on trouve d'éminents théoriciens de la question nationale en général, celle des nationalités slaves surtout, par exemple, T. Holowko, J. Baudoin de Courtenay, et nombre d'autres. Je crois que le groupe de Belvédère représentait, en principe, l'idée de la réalisation d'une fédération entre les peuples slaves, comme partenaires égaux. Peut-être faut-il encore mentionner le rôle du chef du Conseil des ministres qui était à l'époque Paderewski. En 1919, Paderewski, excellent musicien, était comme homme politique

plutôt médiocre. Grand idéaliste, il était fasciné par l'Occident. Il accepta avec enthousiasme l'idée du président Wilson de créer une sorte d'Etats-Unis d'Europe et il croyait que la fédération des peuples slaves libérés du joug russe pouvait servir d'étape à la réunification de l'Europe.

Je m'arrêterai un peu sur la position de Pilsudski lui-même car cette question suscite toujours une très vive polémique. Pour présenter les positions politiques de Pilsudski, il faut se souvenir de l'origine sociale du chef d'Etat qui, comme la plus grande majorité des fédéralistes, était originaire de la petite noblesse du confin oriental de la Pologne. Ce groupe était marqué par un patriotisme spécifique. Ce n'était pas le patriotisme purement polonais mais, en quelque sorte, un patriotisme bi-national, polono-lituanien ou polono-ukrainien. Le représentant bien connu de ces tendances bi-nationales était autrefois l'éminent poète Mickiewicz. Ce groupe était marqué par un patriotisme catégorique et par une extrême "russophobie". Pilsudski et ses partisans étaient fascinés par la vision d'une Pologne de l'époque de Jagellon, de l'époque d'avant les partages de la Pologne. Il avait donc l'idée d'une reconstitution si possible d'une république, d'un Commonwealth d'avant 1772. Or, sa vision fascinante est peu réaliste. Il s'est entre-temps déroulé une prise de conscience nationale, un développement des ambitions, des aspirations nationales, parmi les Lituaniens, mais aussi parmi les Biélorusses, qu'il fallait prendre en considération. Or, Pilsudski n'était pas patient, mais plutôt partisan d'une politique de fait accompli. Il croyait qu'il fallait trancher les difficultés pour la réalisation de cette idée par la force armée, par les conquêtes territoriales et résoudre plus tard les problèmes qui se posaient avec les partenaires. Ainsi, c'est la guerre contre la Russie soviétique qui s'impose, qui est réalisée avant d'essayer d'accomplir l'idée principale de la construction intérieure de l'Etat. Il se pose cependant une question importante, discutable : Pilsudski était-il vraiment partisan d'une fédération réelle, véritable? Et cela veut dire une fédération entre partenaires égaux, sur la base de l'égalité des nations. La question est d'autant plus valable qu'il faut rappeler que Pilsudski était chef d'Etat au cours des cinq premières années de la Pologne indépendante et, finalement, de 1926 à 1935, pratiquement dictateur.

Cette question est très discutable parce que Pilsudski était dans ce domaine, comme pour toutes les questions politiques, très énigmatique. Il n'a jamais clairement exprimé ses idées, ses intentions.

Les partisans de Pilsudski, dits pilsudskistes, sont sur ce point catégoriques, dans le sens, bien sûr, affirmatif. Il suffit d'ailleurs d'évoquer le livre d'un historien américain d'origine polonaise, publié à Stanford en 1969, *Joseph Pilsudski, European Federalist*. Or, les sources accessibles dans les archives en général, et surtout dans les archives polonaises, démontrent le contraire. Dans sa correspondance secrète, gardée dans les fonds de l'Institut Pilsudski à Londres, il va même jusqu'à ridiculiser la naïveté et les illusions fédéralistes de certains personnages, surtout celles de Paderewski. A mon avis, Pilsudski n'a jamais été partisan d'une véritable fédération. Il préconisait cependant que la fédération représentait un instrument très utile, très intéressant pour la Pologne, tandis que la politique chauvine, la politique ouvertement expansionniste de la démocratie nationale, c'est-à-dire du parti fort de l'extrême droite, apportait des préjudices graves à la cause polonaise. L'apogée des idées fédérales eut lieu au cours des années 1919-1920. C'est le fameux traité de Varsovie entre la Pologne et le gouvernement de Petliura d'avril 1920. Cette initiative porte en vérité un caractère totalement opposé à une idée sincère de fédéralisme. Après la prise de Vilna en 1919, Pilsudski a lancé une proclamation solennelle à la population de Lituanie. Or, il faut se rappeler que la fameuse "révolte" de Zeligowski de 1920 était une flagrante contradiction à la conception fédéraliste avec la Lituanie. Après le coup d'Etat de 1926 une politique approfondie et bien planifiée envers les nationalités qui se trouvaient dans les frontières de la Pologne s'imposait. Et maintenant on possède des documents qui démontrent que, malgré les efforts honnêtes entrepris par le président du Conseil Bartel et les autres ministres, entre autres le ministre de l'Intérieur, K. Mlodzianowski, une réunion du Conseil des ministres fut consacrée à ce problème-là. Pilsudski a coupé court; il a décidé que ce n'était pas le moment de faire des "expériences sociales", mais qu'il fallait plutôt mener une politique catégorique. Ce n'était pas le temps pour l'autonomie. Dans ces circonstances se pose encore une question : est-ce que l'idée d'une fédération polonaise était une

simple utopie, voire une mystification? Je ne l'affirme pas; je crois plutôt qu'un groupe important d'hommes d'Etat et d'idéologues ont sincèrement conçu cette idée et qu'elle avait des chances d'être réalisée. Or, les nationalistes polonais, la diversion de l'extrême-droite polonaise, et d'ailleurs le nationalisme des partenaires potentiels ont décidément contribué à l'échec de l'idée qui pouvait peut-être changer la situation de l'Europe entre les deux guerres.

M. Mond

Venant de prendre connaissance de l'exposé de M. Korzec, je trouve tant de points qui prêtent à polémique que je sollicite de la bienveillance du Président la possibilité de soumettre mon point de vue par écrit pour ne pas prolonger le débat. En ce qui concerne la popularité de Pilsudski en Pologne, je peux verser au dossier du colloque le témoignage d'un professeur de l'Université de Genève qui accompagnait une excursion d'enfants au château royal de Cracovie. Lors de la visite des tombeaux des rois de Pologne, le guide, en très bon français, expliqua aux enfants : "Ici repose le maréchal Pilsudski, le commandant en chef de l'armée polonaise à l'époque où la Pologne était encore indépendante", et ce professeur a été très impressionné par le fait que le tombeau du maréchal soit entièrement couvert de fleurs fraîches. C'est une anecdote, mais c'est un témoignage sérieux.

Mlle Eeckaute

Je voudrais dire que je ne suis pas du tout de cet avis, parce qu'il me semble que la fédération vue par Pilsudski, c'est la négation d'un nationalisme. Personne ne peut soutenir que l'Ukraine voulait être annexée à la Pologne, toute l'histoire de l'Ukraine, c'est la lutte contre la Pologne, que ce soit dans le domaine religieux, linguistique etc.

M. Castellan

Je crois qu'il faudrait faire un colloque sur le problème du fédéralisme. J'ai quelques petites idées là-dessus, mais les dévelop-

per nous entraînerait beaucoup trop loin. Je me permets simplement de demander à tous ceux qui s'intéressent à cela de réfléchir au sens des mots. Je suis clair : en 1919-1920 le mot "fédéralisme" ne pouvait pas avoir, dans l'esprit des Polonais, le même sens qu'en 1972, la situation en tout cas était radicalement différente. Je crois que c'est l'objet de beaucoup de malentendus et qu'on peut alors discuter indéfiniment pour savoir si Pilsudski était oui ou non vraiment fédéraliste. Je pense qu'il ne parlait pas du même fédéralisme que d'autres fédéralistes, et que l'on est, une fois de plus, quelque peu victimes de notre vocabulaire. Mais nous avons là une faiblesse de l'histoire en général et des hommes essentiellement.

M. Smotkine

Je n'ai pas lu le livre *Joseph Pilsudski, European Federalist*, mais toute la politique de Pilsudski était, à mon avis, une politique nationaliste, chauvine, grande-polonaise (je dis cela comme on dit grand-russien), visant à l'extension de la Pologne, et alors le fédéralisme paraît bien être réduit dans l'oeuvre de Pilsudski. Maintenant, peut-être que si j'avais lu ce livre, j'aurais d'autres idées.

M. Joukovsky

Je pense que ce qui nous manque depuis le commencement, c'est de nous rendre compte qu'entre la grande puissance qu'était l'Allemagne et l'autre qu'était la Russie, la formule fédéraliste n'était qu'une solution pour renforcer les petits pays situés entre les deux grandes puissances. Pilsudski n'était pas idéal, loin de là, il a fait des erreurs et c'est un sujet de colloque à part, mais néanmoins, il voulait créer cette fédération qui devait garantir l'indépendance aux pays baltes, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à l'Ukraine et aux autres. Je pense que c'est la toile de fond autour de cette vision générale. Nous pouvons analyser et juger si, et comment, il a réussi. Il n'a pas réussi, c'est évident, mais il a essayé de réussir, ce qui, me semble-t-il, est également incontestable.

Mlle Eeckaute

Je reprends la parole, car cela me paraît aussi être quelque chose d'inexact, parce qu'il ne faut pas parler de grande puissance pour la Russie de 1919-1920. Elle est en pleine guerre civile et en dislocation. Par contre, on peut penser autre chose : c'est le moment où s'organise l'assaut contre la Russie soviétique et alors là, le fédéralisme a un autre rôle que celui qu'on veut lui donner.

M. Joukovsky

J'aimerais bien préciser qu'en 1919 et 1920 il y avait un traité conclu entre Pilsudski et Petliura, et ce n'était pas une fédération. Il s'agissait de deux Etats indépendants. Je ne sais pas ce que M. Korzec pense de l'union entre les Polonais et les Ukrainiens qui se trouvaient à l'intérieur de la Pologne, cette partie de la Galicie orientale, la Volhynie occidentale ou la Biélorussie de l'ouest. Quant à la fédération et à l'idée fédérative juridique, il n'en était pas question, parce que, s'il y avait un traité, ce traité était caduc un an plus tard, après Riga. C'était seulement quelques idées idéologiques qui continuèrent après sous la forme de Prométhée, organisation qui se trouvait à Varsovie, où se réunissait tout le peuple qui était sous l'occupation soviétique. Il y avait un Institut analogue à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales, où toutes les langues orientales étaient enseignées, subventionné par le gouvernement. Mais je ne pense pas qu'aient existé un Etat juridique et une fédération selon la conception actuelle.

M. Korzec

Je voudrais répondre à M. Mond. Je n'ai jamais douté de la popularité de Pilsudski; d'ailleurs je note, dans mon exposé, que la popularité de Pilsudski est toujours très forte. Bien sûr, je me demande si c'est raisonnable. Je n'ai pas essayé de me prononcer sur la question de sa popularité, mais sur Pilsudski en tant qu'homme politique, sur son action politique et sur ses théories, confrontées à la pratique. Dans mon texte, il est dit que la personnalité de Pilsudski a toujours été

très populaire. Le fait que Pilsudski, malgré ses succès, malgré sa silhouette politique et son rôle joué dans la politique polonaise soit passé dans la mythologie, soit devenu une légende, est toujours resté pour moi une énigme de l'histoire que j'essaie d'éclaircir. Il est vrai que l'Ukraine n'a pas posé la question réciproque du fédéralisme; c'était plutôt une tendance polonaise bien représentée et bien exprimée. Il faut admettre que, si la théorie de la fédération était clairement et précisément formulée pour la Lituanie , entre autres, dans la déclaration de Pilsudski de 1919, si elle s'exprime directement et clairement quant aux Biélorusses, ou plutôt à propos du territoire biélorusse, la position, quant à l'Ukraine, était plus équivoque. Je crois que les fédéralistes les plus acharnés, et surtout Pilsudski, ont jugé que l'Ukraine était quand même un partenaire beaucoup plus grand et beaucoup plus fort que la Pologne et ils en ont tenu compte dans l'éventuelle possibilité d'une véritable fédération sous l'hégémonie de la Pologne. Dans les théories des fédéralistes de la Pologne, on n'a pas seulement pris en compte la Galicie orientale et la Volhynie occidentale, mais aussi une grande partie de l'Ukraine, autant que possible. On a même parlé de l'Ukraine en son entier. Après le traité de Riga, on a créé une nouvelle théorie pour arracher les territoires à la Russie soviétique, pas seulement les territoires slaves, mais aussi des territoires musulmans d'Asie.

Si j'ai bien compris M. Mond et les autres intervenants, on estimait toute la théorie du fédéralisme par avance vouée à l'échec, il s'agissait d'une théorie qu'on n'a pas jugée sérieusement. Il me semble ne pas être totalement d'accord sur les questions de terminologie. Dans la littérature polonaise de l'époque, qui est très abondante, dans les écrits de Vasilevski et d'autres, on précise quand même de quoi il est question, quelles sont les tendances qui existent, les possibilités et les difficultés qu'on prévoit. On ne peut parler réellement de malentendu terminologique, même s'il est certain que la terminologie politique évolue, et que, peut-être, on n'avait pas en ce temps-là la même idée de la fédération qu'à notre époque. Je trouve très pessimiste la thèse de la Pologne prise entre deux grandes puissances. Mlle Eeckaute a répondu clairement à cette question : ni la Russie ni l'Allemagne n'étaient à cette époque des super-puissances

auxquelles la Pologne, en s'appuyant sur l'aide militaire française, ne pouvait faire face. Je veux souligner le fait que c'est l'Union soviétique qui dit, au cours de l'année 1920, qu'il n'y a pas de question litigieuse qui ne puisse être résolue par des moyens pacifiques. C'est elle qui demande la paix et c'est Pilsudski qui fait échouer toutes les tentatives de négociations entreprises par l'Union soviétique. C'est un fait bien connu, et cela signifie que si la Pologne, à l'époque, n'était pas une grande puissance, elle n'était néanmoins pas si faible que cela et non pas condamnée d'avance face à ses adversaires. A mon avis, une fédération était éventuellement réalisable. Pour répondre à M. Joukovsky je préciserai qu'une partie de l'Ukraine et de la Biélorussie se trouvaient finalement, après le traité de Riga, englobées dans l'Etat polonais. Il y avait certes des conflits et des malentendus, mais, finalement, même pendant la période de fascisation de la Pologne, en 1935, un groupe de dirigeants ukrainiens est arrivé à conclure une entente avec le gouvernement Pilsudski. Cela veut dire que l'Ukraine était entre deux forces, redoutant sans doute l'invasion soviétique. Je suppose qu'ayant toutes les possibilités de vivre en tant que partenaire libre sur une position égale avec les Polonais, elle aurait peut-être accepté la politique de collaboration.

M. Castellan

Je crois qu'il faut que nous fassions un nouveau colloque, car je reste préoccupé d'un certain nombre de choses. Il est évident que lorsqu'on parle du rêve de Jagellon ou de la vision jagellonienne de Pilsudski, que veut dire le mot Lituanie? Est-ce le Grand Duché de Lituanie? Est-ce la Lituanie ethnique? Il y a là des ambiguïtés fondamentales qui font qu'en Occident, personne ne savait très bien de quoi on parlait. Je crois que Pilsudski, en bon homme d'Etat, a laissé un certain flou dans ses projets en se disant qu'après tout, suivant les circonstances, l'un ou l'autre se réaliserait, et en tant que chef d'Etat, il avait assurément raison. Mais il nous faut poser un problème historique, qui est celui des concepts utilisés à une certaine époque. Je suis persuadé qu'il faudrait faire une analyse très précise du vocabulaire employé à ce moment-là par les principaux partis politiques pour savoir ce qu'ils mettaient dans des mots aussi simples et aussi

difficiles à définir que Lituanie ou Ukraine.

Je crois que nous sommes tous d'accord pour considérer que ce colloque a été un succès. L'intérêt de cette discussion en particulier le montre. Mais c'est un point de départ, ce n'est pas un point d'arrivée. Nous souhaitons de nombreux autres colloques. D'abord parce que nous avons abordé ces questions de vocabulaire qui sont en réalité des questions de méthodologie, car il ne s'agit pas seulement de mots, mais d'une façon d'appréhender la réalité historique. Il s'agit aussi d'élargir encore notre champ d'étude. On aurait pu penser en effet aux problèmes nationaux en Tchécoslovaquie, en Roumanie, ou encore dans des pays qui restent à explorer comme l'Albanie. Nous avons notre méthodologie à préciser. A toutes les séances, on a buté sur des termes comme ethnie, nation, groupes ethnographiques ou d'autres encore. Il faut que nous ayons le courage - je parle au nom des historiens - de reconnaître que ce sont des termes difficiles et dont le contenu varie avec les époques. Ce n'est pas à vous que j'apprendrai que la "nation" polonaise du XVIIe siècle n'avait rien à voir avec la "nation" polonaise du XXe siècle, et pas davantage avec la "nation" de la Révolution française. Vous le voyez, nous avons encore beaucoup de travail à faire. Je souhaite que toutes les bonnes volontés se retrouvent et que dans un climat de compréhension et d'amitié nous continuions à travailler ensemble.

LES DIMENSIONS NATIONALES ET SUPRANATIONALES DANS LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN YOUGOSLAVIE ET EN TCHECOSLOVAQUIE (1920-1939)

Vladimir Claude FISERA

Nous voudrions indiquer dans cet exposé sous forme de thèses, par delà les diverses figures de l'idéologie, les références stables de son discours, la logique interne de son évolution dans le temps, le "ballast" culturel sur lequel elle évolue et par rapport auquel elle se définit, et esquisser quelques raisons centrales du plus extraordinaire rendez-vous manqué de ces deux décennies. En effet, comme l'a dit dès 1918 le pionnier du marxisme slovène, Ivan Cankar, "Le parti ne voyait pas la nation, la nation ne voyait pas le parti" (1). Notons à ce sujet que ce texte est cité élogieusement deux fois par Edvard Kardelj, alias Sperans, quand il écrit, à l'heure de Munich, dans sa prison slovène, le seul ouvrage théorique d'importance consacré à la question nationale, qui fut publié entre 1920 et 1939 dans ces pays. Il est non moins significatif que ce livre, *Le développement de la question nationale slovène* (2), ait vu le jour tout à fait à la fin de la période considérée, la préface étant datée de novembre 1938. Ajoutons que dans ces pays multinationaux nés de Versailles, avec une configuration tout à fait neuve et inédite, le mouvement communiste, mouvement tout aussi frais émoulu, comparable en force à la dynamique nationaliste (ces deux pays ayant en 1920 les mouvements ouvriers organisés les plus nombreux, les plus puissants d'Europe centrale et orientale) n'a consacré que très peu d'attention à la question nationale dans les "manifestes, thèses et résolutions" de ses organisations.

1. Ivan Cankar, *Zbrani Spisi*, XIX, Ljubljana, 1936, p. 29.
2. Edvard Kardelj, *Razvoj slovenackog nacionalnog pitanja*, 3e ed. revue et complétée, Kommunist, Beograd, 1973.

I. L'invisible question nationale.

De 1920 à 1929, l'histoire des Partis Communistes Yougoslave (PCY) et Tchécoslovaque (PCT) est marquée par une lutte de fractions extrêmement violente qui accompagne et aggrave la chute des deux partis, chute qui, à son tour ravive les conflits entre les fractions et éloigne davantage les partis du coeur (mainstream) de la vie publique, donc de la perception de la réalité nationale. Il est clair que la question nationale et celle de l'intégration supranationale, régionale (de l' "aire", - qu'elle soit slave, danubienne, balkanique ou autre - au sens oû l'entend un Bordiga dans son livre sur le Marxisme et la Russie - 1) sont occultées au point d'être soit totalement en dehors des enjeux idéologiques, soit réduites à des slogans/recettes abstraits et bifaces: le slogan de l'Internationale Communiste - I.C. - (à-bas-l'-Etat- impérialiste-vassal-de-l'-Entente, pour-le-droit-à-l'-autodétermination-jusqu'-à-la-séparation) auquel on oppose l'héritage honni de la social-démocratie sur la question nationale en tant que constitutionalisme et soutien de la nation la plus développée. En fait, deux facteurs faussent les cartes dès le départ : c'est, d'une part, le révolutionnarisme, foi en l'éclatement à court terme d'une deuxième vague révolutionnaire, en un "remake" d'Octobre 1917, les tendances nationales-démocratiques ou supranationales-démocratiques étant perçues soit comme des kérenskismes, soit comme des éléments d'une nouvelle intervention antisoviétique, les tendances fascistes devenant des kornilovismes, les unes comme les autres devant très vite céder la place, voire accélérer la venue de la république des Soviets; le deuxième Octobre parachevant l'oeuvre du premier, devait conduire très vite à la République/Fédération Soviétique Européenne/Mondiale qui seule permettra de résoudre au fond la question nationale. C'est d'autre part, l'héritage encore une fois commun à la gauche comme à la droite communistes de la conception "marxiste" de la question nationale, c'est-à-dire la lecture des rares textes de Marx sur la politique et, en particulier, la question natio-

1. Amadea Bordiga, *Russie et révolution dans la théorie marxiste*, Spartacus, Paris, 1975, p. 197-205.

nale telle qu'elle fut opérée par Engels et la SPD d'avant 1914 (1). Selon cette tradition bien ancrée et ce, malgré la formule léniniste sur l'autodétermination, la question nationale et, a fortiori, celle des principes d'organisation de l'Etat ou de la région (voir en tchèque le champ du "státoprávní" et en russe, celui de "gosudarstvo i pravo") est d'ordre purement superstructurel réactif. Elle reflète et camoufle les intérêts et les conflits des classes bourgeoises des divers pays/ethnies. Au XXe siècle, et encore plus après Octobre 1917, le nationalisme a perdu tout aspect progressiste. En fait, le léninisme n'abolira pas cette tradition économiste. Au contraire, le triomphe d'Octobre marque avant tout la prépondérance du "Klasno" (c'est-à-dire tout ce qui relève de la classe, en serbo-croate) sur le "nacionalno" (en serbo-croate le national, comme on dit l'économique ou le social). L'apport de Lénine, à savoir la formule sur l'autodétermination jusqu'à la séparation, est simplement rajoutée à l'approche dite "marxiste" sans rien y changer. Non seulement cet apport devient progressivement pure réthorique, langue de bois, comme les éléments les plus anciens du credo marxiste révolutionnaire, mais de plus il est, apparemment, accepté par tous, accompagné qu'il est du garde-fou bien connu: le droit à la séparation, comme le droit au divorce, ne signifie pas obligation de la séparation. Aussi les divers partis (PCY et PC Bulgare, PCT et PCs des pays voisins) ou parties (gauche, centre, droite) qui s'affrontent, acceptent cet apport en tant que formule quitte à souligner ou bien le terme droit (général, théorique), ou bien le terme séparation (à court terme).

La droite, ou plutôt le centre, qui contrôlent les deux partis au début de la période et continuent d'exister en tant que tels jusqu'en 1929, représentent de fait la nationalité la plus importante (serbe et tchèque) autour de laquelle s'est construit l'Etat, un Etat qui se veut unitariste et centralisateur, source de l'idéologie yougo-

1. Cf. Vladimir Fišera, *Le mouvement socialiste et les slavismes, des origines à 1945*, thèse, Paris-Sorbonne, 1973, p. 11-248, et V.C. Fišera et G. Minnerup, "Marx, Engels and the National Question", *The Spokesman*, Nottingham, n° 35, Summer 1978, et *Socialism and Nationalism*, E. Cahm and V.C. Fišera ed., vol. I, Spokesman Books, Nottingham, 1979.

slaviste et tchécoslovaquiste. Cette idéologie, née de la révolution nationale et confortée par la victoire de 1918-1919, parvient dans les nations dominantes, en tout cas dans un premier temps, à repousser au second plan l'élément de classe. C'est ainsi que les partis bourgeois nationalistes aidés par la social-démocratie restent majoritaires et diffusent un concept de l'unité qui domine la vie publique. Ce concept inter-classiste se recoupe dans le mouvement ouvrier avec la tradition du parti unique de la classe ouvrière, parti national car forgé dans les luttes contre l'impérialisme étranger. Cette tradition est d'autant plus vivace que les scissions de 1920-1921 entre communistes et sociaux-démocrates se font dans les deux pays au bénéfice de l'aile communiste qui emporte avec elle une bonne part des centristes plus réceptifs à l'idéologie nationale qui a tout à fait emporté l'aile droite, social-démocrate. Jusqu'en 1928, quand s'installe définitivement la terreur dans le mouvement communiste au sens de l'impossibilité de mener une bataille idéologique ouverte dans le parti, le débat dans les deux partis, dans les instances et organes de l'I.C. et de son comité exécutif (IKKI) ou dans la Fédération Communiste des Balkans (FCB), alors mise en sommeil, tourne très rarement sur la question nationale. Quand elle est mentionnée, c'est en tant que prétexte pour aiguiser le clivage entre la gauche favorable au séparatisme pour des raisons purement négatives (en tant que détonateur de la crise qui liquidera avec l'Etat multinational le capitalisme lui-même) et la droite qui nie tout caractère progressiste au séparatisme et considère l'Etat multinational comme un progrès, car il permet de décloisonner les classes ouvrières et de dépasser la question dite ethnique/nationalitaire plutôt que nationale (1).

Ainsi s'établit l'absence de prise en charge consciente de la question nationale : la révolution étant à l'ordre du jour, point n'est

1. Cf. Gordana Vlajcic, *KPJ i nacionalno pitanje u Jugoslaviji, 1919-1929*, August Cesarec, Zagreb, 1974; Dušan Lukač, *Radnički pokret u Jugoslaviji i nacionalno pitanje 1918-1941*, ISI, Beograd, 1972 et les articles de Josef Kolejka et Frantisek Hejl sur la question nationale et le PCT, Padesát vítězných let, Universita JE Purkyne, Brno, 1973, p. 53-63 et 65-71.

besoin d'étudier concrètement le phénomène national d'autant que sa traduction politique est monopolisée par le conflit en champ clos - bientôt encouragé par les deux blocs en présence en Europe, la Petite Entente et les pays révisionnistes - entre l'Etat grand-serbe ou "grand tchèque" d'une part, et les micro-expansionnismes des partis nationalistes des nationalités opprimées. De plus l'IC reste intraitable sur le principe "un Etat, un parti", refuse le principe fédératif aussi bien à l'intérieur des partis que sur le plan de l'Etat non socialiste ainsi que tout bloc de l'opposition. C'est ainsi que le mouvement ouvrier de ces deux pays qui s'appuie sur deux sources, la tradition syndicale visant l'Etat ouvrier dans les nationalités développées et la lutte révolutionnaire (nationale et sociale) dans les nationalités en voie de développement (Slovaquie, Macédoine) ira jusqu'à nier ses propres racines. Les deux partis communistes, quand ils commenceront entre 1924 et 1928 à se pencher sur la question nationale chez eux (et non en général) soit reprendront, sous une forme à peine esquissée et au niveau de la seule organisation juridique, le modèle existant quelque peu démocratisé (prévoyant plus souvent l'autonomie des nationalités niées jusqu'alors par l'Etat par exemple Slovaquie et Macédoine qu'une fédéralisation conséquente), soit envisageront la séparation de certaines nationalités périphériques. Le blocage créé par la coexistence de deux fractions irréconciliables entre lesquelles l'IC refuse de trancher définitivement jusqu'en 1928 n'aide pas à clarifier ou à approfondir la ligne des partis en cette matière. Cependant, dans les deux cas, on note deux points aveugles : d'une part, une définition territoriale plutôt qu'ethnique (linguistique, culturelle) de la nation, d'autre part, l'absence de tout programme en ce qui concerne le statut et l'organisation des nationalités dominantes, Serbes et Tchèques, identifiées à l'Etat et pour lesquelles ne sont prévus ni parlement ni charte des droits etc. Ceci, d'ailleurs, demeurera vrai jusqu'en 1934-1935, date d'un nouveau tournant.

C'est pourquoi le mouvement communiste n'a pas pu conserver sa base syndicale-étatiste dans les nationalités dominantes et encore moins empêcher le détournement par les partis chauvins de son influence auprès des nationalités dominées ou minorités séparées qui pourtant lui offrirent des positions enviables en 1918-1920, car lui seul exprimait

un refus radical de l'Etat étranger et de la misère. Le mouvement communiste a en effet exercé le rôle de première étape dans le décloisonnement politique des nationalités dominées, car il était alors une des rares forces résolument extérieures au consensus politique fondé sur l'appartenance à la nation-Etat. D'ailleurs, ceci s'applique également entre 1919 et 1923 à la partie de la Macédoine sous contrôle bulgare, ou Macédoine de Pirin (1).

Il est frappant de constater ici plus particulièrement la myopie de la gauche communiste dont les bastions se trouvent précisément parmi les nationalités dominées et les Etats vaincus. Il se trouve que si cette gauche communiste emprunte pour son expression orale et parfois même écrite la langue de sa nationalité "honteuse" (communistes hongrois de Slovaquie, partiellement Macédoniens yougoslaves, mais ceci ne vaut pas pour les communistes en Macédoine bulgare), si elle rejette l'Etat impérialiste "étranger", elle ne développe pas de plate-forme positive, ni même d'analyse approfondie du phénomène national. Soit elle réclame l'"Anschluss" avec la mère-patrie/le parti-père dont elle est séparée par les traités de paix (d'autant que les tentatives révolutionnaires ont lieu dans les pays vaincus), soit elle s'aligne sur la fraction de gauche au niveau du parti tout entier (d'où, au mieux, une propagande abstraite de la séparation en général), soit encore, et à défaut de réaliser une OPA sur le parti tout entier, elle tente d'établir des liens directs avec l'IC ou la FCB. Cependant, ce sera toujours en tant que ligne de gauche _en_ Slovaquie hungarophone ou _en_ Croatie et non en tant que parti distinct d'une communauté distincte.

II. L'intégration régionale

Après 1914, le nom de mouvement communiste apparaît parmi les éléments combattant en Russie et s'organisant avant même Octobre-Novembre 1918 entre groupes tchécoslovaques et yougoslaves. Il y aura également une référence à une dimension tchécoslovaco-yougoslave commune, et le

1. Cf. la magistrale somme de Ivan Kartadiev, *Vreme na zreenje, makedonsko nacionalno prasanje medu dvete svetski vojni (1919-1930)*, 2 vol., Kultura, Skopje, 1977, en part. vol. I, p. 26.

groupe yougoslave lui-même provient de la rétraction d'un groupe originel Sud-slave comprenant les Bulgares. Ces groupes sont tous d'orientation ultra-gauche, c'est-à-dire tendus vers la révolution mondiale à court terme. La création des Etats successeurs, où les éléments restés au pays et d'orientation centriste reprennent la direction de la gauche marxiste, tandis que l'insurrection éclate dans les pays vaincus, pousse l'Internationale et l'ultra-gauche centrifuge à envisager l'organisation régionale du mouvement dans le cadre danubien-balkanique, puis simplement balkanique, Est-européen ou Sud-Est-européen. Les dénominations varient cependant : ce sont à chaque fois les communistes de gauche, hongrois germanophones ou bulgares, qui animent ces entreprises qui reçoivent le soutien des jeunesses communistes et des militants des nationalités opprimées. Il est clair en tout cas que, dès l'automne 1918, certaines options sont exclues : le slavisme en général (rapprochement organique entre partis - et futurs Etats "soviétiques - polonais, tchécoslovaque, yougoslave, bulgare et éventuellement pan-russe), le sud-slavisme (Yougoslaves et Bulgares) et le rapprochement polono-tchécoslovaque. Dès l'été 1920 la dimension est-européenne globale, c'est-à-dire regroupant les mouvements des pays situés entre l'Allemagne et la Russie soviétique, n'est plus opératoire ni sur les plans organisationnel et stratégique ni sur le plan de la propagande (1). La raison en est le reflux révolutionnaire, la résistance des centristes tchécoslovaques et yougoslaves, et surtout la disparition du maillon hongrois. L'idée de l'intégration régionale disparaîtra du mouvement tchécoslovaque, sauf l'invocation rituelle d'une future République Européenne/Mondiale des Soviets. Elle aura une longévité plus grande dans les Balkans.

III. La Fédération Communiste des Balkans

La Fédération Communiste des Balkans (FCB) et plus généralement les activités régionalistes de l'IC sont très mal connues. Si, jusqu'en 1931, on voit des délégués représenter à l'IKKI leur région

1. Les contacts PCT-PCY se font dans le cadre balkano-danubien en 1920 et 1921, cf. Petko Boev, *Iz istorijata na komunističeskoto dviženie na Balkanite 1917-1923*, Partizdat, Sofia, 1972, p. 176 et 195 et *Rudé Právo*, 25 novembre 1921.

en même temps que leur pays (par exemple les Balkans, la Scandinavie, les Etats Baltes, l'Orient, l'Extrême-Orient, l'Amérique du Sud), ceci est dû, sauf dans le cas des Balkans, à des raisons d'opportunité organisationnelle (sous-représentation des divers pays composant chaque "aire"). En effet, les secrétariats de l'IC (Länder Sekretariats) créés le 24 mai 1926 (1) et qui joueront un rôle important surtout après 1928, ne sont pas représentés à l'IKKI. Les Balkans le sont sans que l'on sache si ce vocable désigne le Secrétariat Balkanique ou la FCB. De toute façon, les trois instances sont contrôlées par la représentation étrangère du PC Bulgare (en l'occurrence Dimitrov,Kolarov et Kabakčiev). La FCB, à la différence du Secrétariat Balkanique, représente plus qu'un organe administratif ou de contrôle: jusqu'en 1928, elle affirme un projet commun d'intégration régionale révolutionnaire unissant les partis bulgare, yougoslave, roumain et grec ainsi que des organisations nationales révolutionnaires de territoires occupés, telle la Macédoine. Cependant la Turquie est exclue. La FCB est le continuateur d'une vieille tradition prestigieuse héritée du mouvement démocratique bourgeois et surtout de la social-démocratie d'avant 1914 (2). Le parti serbe, à la différence du parti croate-slovène, en était un chaud partisan. Or, à la lecture de ses statuts et résolutions (3), on s'aperçoit que la FCB a consacré le moins de temps à définir... cette future fédération communiste des Balkans qui est pourtant sa "raison sociale".

Lors de sa première conférence, le 15 janvier 1920, la vision pan-fédéraliste sera plus développée, encore qu'y domine la dénonciation

1. Le PCT fait partie du Secrétariat pour l'Europe centrale centré sur l'Allemagne - où il se réunit le plus souvent avant 1933 - zône névralgique de la révolution jusqu'en 1941; le PC polonais, du Secrétariat pour l'Europe du Nord-Est.
2. Cf. V.C. Fišera, *Le mouvement, op.cit.* et L.S. Stavrianos, *Balkan Federation*, Anchor Books, Hamden, 1964.
3. Voir en particulier *Osnovanie, ustav i rešenija na Balkanskata Komun, Federacija (prieta na I, II i III Konferencij)*, photocopie, Arhiv CK SKJ, Belgrade, BKF I, et pour la résolution de la VIIIe Conférence portant sur la réforme des statuts, cf. *Rizospastis*, 30 juillet 1930, cité in Kartadiev, *op.cit.*, vol. I, pp. 363-366. Plus généralement, voir extraits in Milena Gecić, Balkanska Komunistička Federacija (BKF), *Radnicki i Nacionalno-Oslobodilački Pokret*, t. II, IMRP, Beograd, 1970, p. 790-794.

de l'Entente, des Etats balkaniques alliés à l'Entente, de la bourgeoisie et des sociaux-démocrates, liée à l'actualité la plus immédiate. Dès sa deuxième conférence, primeront dans la FCB d'une part la question de l'affirmation d'un droit de contrôle par la FCB, en fait tenu par le PC bulgare, des activités des partis membres, c'est-à-dire, en réalité, du PCY et du PC grec, et d'autre part, la propagande contre l'Entente (le bloc franco-anglais) et ses créatures dans les Balkans, essentiellement la Yougoslavie,en tant que machines contre-révolutionnaires préparant une guerre contre l'URSS. Ceci mènera à une tentative de prise en main par la FCB, c'est-à-dire par les "camarades bulgares", des affaires de la Macédoine yougoslave. Dès la conférence préparatoire de la deuxième conférence de la FCB (24-28 février 1921), les Yougoslaves se rebellèrent contre la conception soviétique de la FCB réduite à un rôle d'information et de lutte contre le "cordon sanitaire" (1). Lovro Klemenčić, le délégué du PCY affirma que la FCB devait avoir son mérite propre et des fonctions politiques plus importantes. Or la FCB a posé que seule la révolution imminente pouvait créer un espace balkanique suffisamment grand pour assurer le développement économique, ce qui, de plus, représente la seule solution possible de la question nationale. La fédération balkanique, conçue selon le modèle russe, ne serait qu'une étape provisoire sur le chemin de la fédération soviétique européenne/mondiale. Or, la révolution ne vient pas, mais nul n'ose pour autant attaquer ouvertement la FCB ou l'IC. Aussi, le conflit entre le PCY et l'IC, par PC bulgare interposé, se déroule de 1922 à 1928 essentiellement sur la question de la Macédoine yougoslave (2). Notons que ce conflit ne nous est connu que grâce aux archives du PCY par les rapports présentés lors des conférences du parti par les délégués aux réunions de la FCB. Après l'accrochage de 1921 entre Klemenčić et le représentant de l'IC, reproduit dans *Die Kommunistiche Internationale*, plus rien ne transpirera dans la presse communiste ou même dans les résolutions et la ligne politique sur la question nationale.

1. Cf. Joseph Rotschild, *The Communist Party of Bulgaria, Origin and Development 1883-1936*, Columbia University Press, New-York, 1959, p. 227-229. En fait, le PCY attendra plus de quatre mois pour ratifier les textes de la 1ère conférence "élaborés par les camarades bulgares", cf. Petko Boev, *op.cit.*, p. 164 et 191.
2. Voir Rotschild, Kartadiev et Lukac, *op.cit.*, ainsi que Vuk Vinaver, Kommunističeskaja Partija Jugoslavii i Jugoslavsko-Bolgarskie otnošenija v period meždu dvumja mirovymi vojnami, *Balcanica*, Belgrade, IV, 1973, p. 347-381.

Ajoutons que ces conflits concernent des représentants de toutes les fractions, mais surtout de la gauche qui, tout en étant favorable au séparatisme, n'admet pas que le PC bulgare ou la FCB privent le PCY de sa pleine souveraineté sur ses affaires internes dont le champ correspond au territoire national. Les mêmes responsables, qui défendaient les thèses du PC bulgare ou de l'IC sur la destruction de l'Etat yougoslave, devenus délégués à la FCB, se trouvent amenés l'année suivante à refuser l'"aide" du PC bulgare à la lutte pour la séparation de la Macédonie du Vardar, à refuser la thèse de la Macédoine bulgare ou bulgarophone. C'est que la gauche du PCY, qui devient progressivement majoritaire, n'a plus besoin de s'armer de la ligne anti-yougoslave de l'IC pour dénoncer une droite désormais défaite. De plus, prenant en charge le parti en tant que tel, elle est jalouse de son autorité. Dès décembre 1923, un compromis est trouvé lors de la VIe conférence de la FCB : la Macédoine n'est plus considérée comme bulgare, mais comme un territoire où les diverses nationalités s'équilibrent à la façon d'une mosaïque. En janvier 1924, le PCY adopte le projet d'une Yougoslavie rouge, fédérale, réduite à la Serbie, la Croatie et la Slovénie et d'une Macédoine du Vardar rouge, indépendante dans le cadre de la Fédération (en fait confédération) des Balkans. Progressivement, à partir de 1923, la fédération balkanique est perçue comme un stade transitoire vers le socialisme de type soviétique et non plus comme une addition de républiques soviétiques. Il s'agit plutôt du retour à ce que Lénine prévoyait en Russie sous le nom de dictature démocratique ouvrière et paysanne. A cet objectif stratégique, qui ne changera pas jusqu'en 1934, correspondront des choix tactiques différents : défense des droits nationaux dans le cadre existant (1926) ou ligne insurrectionniste intransigeante (1928-1932). Dès 1925 s'impose cependant la réalité de la nation macédonienne en tant qu'ethnie slave à part et ce, en dehors du PCY en tant que tel. Ce sera l'oeuvre de la gauche du mouvement nationaliste macédonien, gauche communiste, mais qui s'exprimera par le canal du mouvement national-révolutionnaire. L'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne (Unifiée), créée en septembre 1925 à partir des ruines de l'ORIM historique, sera contrôlée par des militants du PCY en Macédoine et protégée du centralisme de parti par l'extrême faiblesse du PCY et par les liens directs, voire la dépendance de l'ORIM (u) envers la FCB et la revue *La Fédération Balkanique*, fondée

en juillet 1924, toutes deux basées à Vienne (1). Au début de l'expérience, le PCY se montre méfiant envers le risque d'une immixtion bulgare (2).

L'ORIM (u) connaîtra des déboires avec le PC bulgare qui ne renoncera jamais à l'"idéal d'unification du peuple/des terres bulgares", tout en s'obstinant à considérer la Bulgarie comme un Etat mononational malgré quelques concessions de Dimitrov et ce, même après 1934-1935, c'est-à-dire après la réconciliation de l'IC avec les frontières de Versailles. Sans plus appeler à la sécession la Macédoine yougoslave, le PC bulgare continuera à avoir une conception monolithique du peuple confondu avec la nation, au nom d'une "éthique territoriale" (3) aux implications expansionnistes. Le PCY, quant à lui, ne peut plus nier le fait national macédonien et ce, dans son propre intérêt (afin de garder les Bulgares à distance et d'empêcher les militants communistes macédoniens d'être complètement aspirés par leurs tâches dans l'ORIM (u) au détriment du travail de parti, duplication qui serait alors intolérable pour la minuscule organisation qu'est alors le PCY). L'ORIM (u) elle-même reposait sur le refus de toute incorporation de la Macédoine dans un Etat voisin avec ses revendications de l'unité des trois parties de la nation macédonienne et de l'Etat national. Ce programme ne pouvait s'accommoder des frontières existantes, aussi était-il emboîté dans la revendication de la fédération balkanique et s'évanouira-t-il avec la FCB après 1930. Il demeure que le PCY qui, sur le plan de son "envergure" organisationnelle avait le plus à perdre en cas de création

1. Cf. *Mémoires* de Dimitar Vlahov (*Memoari*, Nova Makedonija, Skopje, 1970); et G. Todor et Dimče A. Zografski *KPJ i VRMO (obedineta) vo Vardarska Makedonija vo periodot 1920-1930*, INI, Skopje, 1974.
2. Les cadres internationaux de l'ORIM (u) viennent en majorité de la Macédoine du Pirin ou de l'émigration macédonienne en Bulgarie et ils furent longtemps sous l'influence du PC bulgare; leur presse est écrite en bulgare et en macédonien.
3. Voir sur ce concept et celui de "mappisme" tel que le définit Abraham Rotstein in Stanley-Bréhaut Ryerson, Le parti québécois : de la nation/communauté au pouvoir étatique? *Politique Aujourd'hui*, 7-8, Paris, 1978, p. 23-28. Il s'agit en fait, dans le cas du PC bulgare, d'une conséquence du très fort consensus national/nationaliste régnant parmi les Bulgares (alors qu'il est plus faible en Yougoslavie) et que le PC bulgare n'osera affronter qu'après septembre 1944, cf. Nikola Čingo, *Politikata na BRP (k) sprema makedonskoto prasanje vo periodot 1944-1948*, Naša Kniga, Skopje, 1976, en particulier p. 9-27.

d'une fédération balkanique composée de séparatismes triomphants, a tenté de sauvegarder l'espace yougoslave avant 1928 (tant que la discussion fut possible dans l'Internationale), comme il le fera à nouveau après 1934 à la faveur du tournant de l'IC vers le Front populaire. Grâce à la diversité ethnique du pays et en particulier à l'irréductibilité du fait national macédonien qui constitue avec la relance de l'idéal d'une fédération balkanique le seul résultat durable de la période de la FCB, le PCY, à la différence des autres partis communistes, ne prendra pas prétexte de la ligne du Front populaire fondée sur la défense de l'intégrité territoriale et de l'unité nationale, pour renforcer encore le centralisme dans le parti. Au contraire, il y aura en fait une tendance ininterrompue à la fédéralisation du PCY engagée dès 1934 avant même le nouveau tournant de l'IC qui, fait surprenant, ne l'affectera pas.

IV. L'Internationale et les enjeux nationaux

L'IC n'a cessé, jusqu'au Congrès de 1935, d'insister sur la nécessaire destruction des pays d'Europe centrale et orientale, créés ou consacrés par Versailles et faisant partie du dispositif de l'Entente en tant qu'obstacle principal à la survie de l'URSS, patrie des travailleurs. Ainsi le Ve Congrès de l'IC en juin-juillet 1924 adopte une résolution sur "le droit à l'autodétermination jusqu'à la séparation des nations opprimées" et réclame concrètement la mise en avant au plus vite du mot d'ordre de "séparation des nations opprimées de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie et de Grèce". Fait remarquable, entre 1924 et 1928, on assiste à une résistance très forte des partis communistes yougoslave et tchécoslovaque, ainsi que du PC grec d'ailleurs (1), qui tous trois refusent le mot d'ordre de séparation en tant que revendication immédiate tout en acceptant le principe de l'autodétermination et en proposant en fait l'autonomie, voire la fédéralisation du pays après la révolution, ce qui implique que la Fédération Balkanique et/ou Européenne soit plutôt une confédération.

1. Cf. Kartadiev, *op.cit.*, vol. I, p. 436-494 et I. Dorovský, Národnostni otázka v progamech komunistických stran balkanských zemí, in *Padesát...*, *op.cit.*, p. 93-107.

D'ailleurs, ce thème du "World State" et des formations intermédiaires étudié par E.R. Goodman (1) est alors de moins en moins approfondi, voire évoqué dans le mouvement communiste. Lors de son dernier congrès en septembre 1928, la FCB se donne de nouveaux statuts qui renforcent à la fois les prérogatives des partis membres (dont les affaires intérieures ne relèvent plus de la FCB) et de l'IC/IKKI, au détriment de la Fédération. Les Länder Sekretariats sont en fait dirigés par des bureaucrates de l'IC qui ne proviennent pas des régions concernées (par ex. Dimitrov - véritable tuteur et mentor du PCT dans les années 1930 - au Secrétariat pour l'Europe centrale; Kun, Walecki, puis Pieck au Secrétariat balkanique). Les partis, dont les directions doivent souvent résider en exil, se dégagent de l'influence des partis des pays voisins et viennent se placer sous la tutelle directe de l'IC, qui s'est forgée une bureaucratie autonome - comparable à celle du Vatican - puisant là encore parmi les exilés.

Le tournant du VIIe Congrès de l'IC de 1935, accompagné par la réhabilitation du patriotisme et d'une certaine forme de slavisme en URSS jouera surtout, en ce qui concerne les PCY et PCT, dans le sens d'une référence à la défense de l'Etat-patrie, de l'URSS et de la paix, plutôt que dans celui d'un front commun avec les mouvements nationaux/nationalitaires, à la différence de ce qui se passe, sous une forme certes limitée, en Espagne. La raison en est le rejet du parlementarisme, la fascisation des mouvements nationalistes dominants et, sans doute, la politique soviétique visant à éviter une stabilité trop grande dans ces pays, qui jouerait au bénéfice de l'un ou l'autre bloc européen et créerait ainsi un risque d'utilisation de ces pays comme "tremplin" et "place d'armes" (en russe - placdarm) pour une guerre antisoviétique.

La période de la Deuxième guerre mondiale, en l'absence d'une référence étatique, verra se succéder des options diverses (séparatisme national et organisationnel des communistes slovaques, fusion dans les partis/pays voisins plus forts, dans l'URSS et son parti pour les Slovaques et les Polonais, dans la Bulgarie et son PC pour les Macédoniens). Finalement, le séparatisme et la sécession deviendront objectivement

1. *The Soviet Design for a World State*, Columbia UP, New-York, 1966.

synonymes de trahison auprès de l'opinion publique et auprès des communistes de l'intérieur plus réceptifs à l'opinion publique, car souvent coupés des influences extérieures au pays. La guerre aboutira à une fédéralisation en droit ou en fait du PCY et du PCT. Si les Etats nés de la Première guerre mondiale ont constitué le modèle organisationnel des partis nés à leur suite, en 1944-1945, dans une certaine mesure, les partis créeront l'Etat, se définissant d'abord comme slave et, dans ce cadre slave, comme multinational.

Pour terminer, revenons au Kardelj de 1938 qui, dans sa conclusion, écrivait : "La classe ouvrière ne peut pas vouloir la liquidation de quatre ou cinq nationalismes pour finir par en créer un nouveau, le nationalisme yougoslave. Et cette destruction ne peut être apportée que par le socialisme au cours de son développement et ce, par la transformation de la base matérielle de la société et non pas en perdant son temps inutilement et de façon nuisible avec des utopies nationalistes, telles que la création artificielle de quelque nation yougoslave ou la fusion artificielle des langues et des cultures (...). Sans doute apparaîtront de nouveaux et plus larges ensembles régionaux de nations égales en droits. Mais tous ces processus n'ont rien de commun avec la question de la fusion des langues ou de la création de quelques nouvelles et plus grandes nations de type classique (...). La conscience de l'unité peut se faire jour même dans le cadre du maintien de langues et de cultures diverses, de même qu'inversement, une langue commune ne suffit pas à créer d'elle-même une conscience de l'unité, car cette conscience provient toujours de besoins et de facteurs matériels et sociaux plus profonds..." (1). Et il signait Spérans.

P.S. Je tiens à remercier ici la Polytechnic de Portsmouth (G.B.) et l'Institut d'histoire nationale de Skopje pour leur aide précieuse.

1. E. Kardelj, *op.cit.*, p. 286-287.

UNE CONTRIBUTION A L'ETUDE DE L'ATTITUDE DU PCY FACE A LA SPECIFICITE NATIONALE DES MUSULMANS (1919-1941)

Dejan BOGDANOVIC

L'intitulé exact de ma communication est : *Une contribution à l'étude de l'attitude du PCY face à la spécificité nationale des Musulmans (1919-1941).*

Le mot Musulman dans cet intitulé doit être écrit avec une majuscule. Selon les usages généralement admis, la majuscule signifie l'appartenance ethnique à un peuple (1) qui vit surtout en république fédérée de Bosnie-et-Herzégovine (2). D'après le dernier recensement, effectué en 1971, il y avait en Yougoslavie 1 729 932 Musulmans. 1 482 430 d'entre eux vivaient en Bosnie-et-Herzégovine, 124 482 (3) dans la Serbie restreinte (4), 70 236 au Monténégro, 26 357 dans la

1. Faute de n'avoir pas trouvé un terme plus approprié en français, nous traduisons au cours de cette communication le mot serbo-croate "narod" par le "peuple". Si ce terme paraît discutable, nous sommes disposé à tenir compte d'autres interprétations.
2. Sous le terme "Musulmans" ou "Musulmans de Bosnie" ou "Musulmans de Bosnie-et-Herzégovine" nous entendons, au cours de cette communication, les descendants des musulmans (dans le sens confessionnel du mot) de souche sud-slave, qui se sont, au cours d'un long processus sur le territoire de l'ancien pachalik de Bosnie, constitués en un "peuple". Le territoire de pachalik de Bosnie était quelque peu plus vaste que celui délimité par les frontières de la Bosnie-Herzégovine depuis 1878 (Cf. Muhamed Hadzijahic, *Od tradicije do identiteta, geneza nacionalnog pitanja bosanskih Muslimana*, Sarajevo, "Svejetlost", 1974, p. 5).
3. Beaucoup de Musulmans vivent à Belgrade, mais ils constituent des regroupements plus denses dans la partie de la république fédérée de Serbie, appelée historiquement le Sandžak de Novi Pazar. Cf. Gaston Gravier, Le Sandzak de Nove Pazar, *Annales de Géographie*, Paris, 1913.
4. En serbo-croate : uža Srbija. Au sein de la république de Serbie se trouvent deux régions autonomes : le Kozovo et la Vojvodine. On distingue souvent et notamment dans le recensement de la population la Serbie restreinte (uza Srbija), c'est-à-dire la Serbie sans les deux Régions autonomes.

Région Autonome de Kosovo, 18 457 en Croatie, 3 491 dans la Région Autonome de Vojvodine, 3 231 en Slovénie et 1 248 en Macédoine.

On peut parfaitement en Yougoslavie être Musulman sans être musulman. Le terme musulman signifie une appartenance religieuse, celle à l'Islam.

L'Islam est la deuxième grande religion du monde. Mais l'Islam est aussi un système culturel, une socio-culture, un mode de vie, qui règle et imprègne tous les actes de la vie quotidienne, affective et matérielle de ses adeptes si bien que, même ceux qui aujourd'hui n'en font pas partie confessionnellement, restent culturellement et affectivement liés à la civilisation islamique. Les musulmans et les Musulmans de Yougoslavie continuent en très grosse majorité à porter des prénoms turcs, arabes ou persans (ou venus par le canal de ces trois langues). Cependant, des prénoms slaves (mais qui n'ont pas de connotation chrétienne, par exemple, Goran, Zlata etc.) apparaissent chez les Musulmans. En ce qui concerne les noms de familles, certains Musulmans portent des noms dont l'étymologie peut être trouvée dans les trois grandes langues du Moyen-Orient islamique. D'autres, tout en portant des prénoms "orientaux", continuent à porter des noms de familles slaves antéislamiques (par exemple, Filipović, Kovačević, Grozdanić etc.). Par contre, des familles qui n'ont jamais eu, et n'ont pas aujourd'hui, de membre musulman, portent des noms "orientaux" (par exemple, Mutavdžić, Kujundzić, Čolaković etc.).

Dans les terres yougoslaves autour de l'Islam et de sa civilisation s'est formé un peuple, celui des Musulmans. Ces Musulmans sont des Slaves et ne sont pas obligatoirement croyants.

Les musulmans

Nous ne disposons pas de résultats récents concernant le nombre de musulmans (dans le sens confessionnel du mot) parmi les différents peuples et nationalités qui vivent en Yougoslavie. Toutefois, on considère généralement qu'ils composent la troisième confession en Yougoslavie, d'après le nombre des fidèles.

La communauté religieuse islamique regroupe aujourd'hui les musulmans en Yougoslavie. Elle réunit des croyants dont la langue maternelle est soit le serbo-croate (ou croato-serbe), soit l'albanais, soit le turc, soit le macédonien, soit le rom.

Du point de vue ethnique, les musulmans en Yougoslavie se recrutent parmi les Albanais, les Turcs, les Macédoniens (ou Torbechis) et les Roms (1). Bien entendu, il ne faut pas prendre toutes ces ethnies comme étant confessionnellement musulmanes. Elles ont un fort pourcentage de non-croyants. Les Albanais sont en Yougoslavie, d'après le dernier recensement datant de 1971, 1 309 523, dont 916 168 vivent dans la Province autonome de Kosovo, 279 871 en Macédoine et 35 671 dans le Monténégro, 65 507 dans la Serbie restreinte, 4 175 en Croatie, 3 086 en Vojvodine, 1 281 en Slovénie, 3 764 en Bosnie-et-Herzégovine. Lorsqu'ils sont croyants, ils sont, du moins ceux qui vivent en Yougoslavie, en majorité musulmans, mais on y compte aussi des catholiques et des orthodoxes. Leur langue est l'albanais. Les Turcs étaient jadis très nombreux en Serbie, dans le Kosovo, en Macédoine. Seule la Bosnie, tout en faisant partie de l'Empire ottoman, ne comptait pas d'agglomération à population turcophone. Il y avait bien entendu des Turcs qui vivaient en Bosnie, mais ils vivaient au milieu des ancêtres des Musulmans actuels, c'est-à-dire des Slaves islamisés. Un certain nombre de Turcs se sont même slavisés en Bosnie. Mais leur nombre était infiniment petit. Les Turcs sont aujourd'hui 127 920 sur l'ensemble du territoire yougoslave; 108 552 d'entre eux vivent en Macédoine et 12 244 dans la Région autonome de Kosovo. En Bosnie, ils sont 477, en Slovénie 53, en Serbie restreinte 5 735, en Vojvodine 241, en Croatie 221, au Monténégro 397. Lorsqu'ils sont croyants, ils sont musulmans. Leur langue est le turc, écrit avec les mêmes caractères latins qu'en Turquie. Les Torbechis n'ont pas été recensés à part. Puisque leur langue était le macédonien, ils ont été recensés comme Macédoniens. Ils en diffèrent pourtant par la religion et les traditions islamiques. Les Roms étaient en 1971 au nombre de 78 485 sur l'ensemble de la Yougoslavie. Parmi eux, il y a

1. Les citoyens appartenant à cette nationalité ont demandé et obtenu que l'ethnonyme Rom soit employé désormais à la place de celui de Tsigane, jugé péjoratif.

aussi des musulmans, comme il peut y avoir des orthodoxes ou des catholiques. 27 541 Roms vivaient en Serbie restreinte, 24 505 en Macédoine, 14 593 dans le Kosovo, 7 760 en Vojvodine, 1 456 en Bosnie-et-Herzégovine, 1 257 en Croatie, 977 en Slovénie, 396 au Monténégro. Les Roms musulmans se situent plutôt dans le Kosovo, en Macédoine, dans la partie de l'ancien Sandzak de Novi Pazar de la Serbie restreinte, en Bosnie-et-Herzégovine et dans le Monténégro.

Parmi les Musulmans (dans le sens ethnique de ce mot) et musulmans (dans le sens confessionnel) yougoslaves, un grand nombre de personnes isolées et de familles entières sont parties en Turquie depuis la fondation de la République de Turquie.

Un nombre important de Musulmans et musulmans, originaires de Yougoslavie, se trouvent parmi les 1 500 000 Yougoslaves qui, pour des raisons diverses, vivent à l'étranger.

Bref historique de la Bosnie et de l'Herzégovine

L'histoire de la Bosnie se confond souvent avec celle de l'Herzégovine. Aussi entendons-nous, au cours de cette communication, par Bosnie, à la fois la Bosnie et l'Herzégovine.

Pendant plusieurs siècles la Bosnie a été le lieu, par excellence, d'intenses mouvements migratoires et de changements de structure confessionnelle.

Il s'ensuit que l'histoire de la Bosnie explique en grande partie l'inextricable enchevêtrement ethnique sur son territoire. Musulmans, Serbes, Croates vivent souvent en villages et villes mixtes. Il serait impossible de morceler la Bosnie en îlots musulmans serbe et croate. Du XIIe au XVe siècle, la Bosnie et l'Herzégovine étaient des terres où se propageait le mouvement des krstjani. Bien que ce mouvement soit souvent nommé le Bogomilisme, il serait plus exact de l'intituler l'"Eglise de Bosnie"; il s'apparente à celui des Cathares (1).

1. Cf. au sujet de la difficile question de l'"Eglise de Bosnie" la dernière contribution en langue française des *Annales de l'Institut français de Zagreb*, n° 2, 1976, les articles de J. Sidak "Eglise de Bosnie" au Moyen-Age et de Mme H. Kuna sur Les manuscrits de l'"Eglise de Bosnie" au Moyen-Age.

C'est à partir de la spécificité religieuse et idéologique des krstjani que se constitueront, par islamisation, les Musulmans. Les krstjani, dans l'Etat médiéval bosniaque, coexistaient avec les orthodoxes et les catholiques.

Les krstjani furent assimilés par le Vatican à l'"hérésie" cathare et c'est ainsi que celui-ci prêcha au XIIIe siècle une croisade avec le concours des Hongrois, qui étaient motivés par des prétentions territoriales. Les krstjani croyaient être les seuls vrais chrétiens. La forme slave krstjani signifie d'ailleurs "chrétiens".

Les krstjani n'avaient pas d'organisation ecclésiastique bien structurée. Leurs chefs religieux ne possédaient pas de biens fonciers et, partant, ne comptaient pas comme force économique.

La noblesse (1) était prépondérante en Bosnie médiévale et le pouvoir du roi assez effacé. Elle n'avait pas d'obligations financières envers le souverain. Par contre, celles des paysans envers le seigneur étaient écrasantes vers 1463, à la veille de l'arrivée des Ottomans, rendant ainsi leur situation économique désastreuse. Elle le devint d'autant plus que les attaques ottomanes nécessitèrent un gros effort militaire.

La Bosnie et l'Herzégovine étaient à l'origine d'un important trafic d'esclaves (2) et les négociants, parfois même parents du prince régnant, vendaient des esclaves aux marchands de Raguse, de Venise, d'Ancône, de Florence, de Grèce. Peut-être ce commerce s'étendait-il, à cette époque, vers les pays islamiques. L'Eglise catholique de Raguse interdisait ce négoce, mais puisqu'il s'agissait, en l'espèce, de Bosniaques, le plus souvent d'"hérétiques" (krstjani), elle ne pouvait rien faire pour l'entraver. Les archives de Raguse parlent d'un

1. Les propriétés terriennes n'étaient pas gérées par des individus particuliers, mais par des familles nobiliaires.
2. *Istorija drzava i prava jugoslovenskih naroda (do 1918 godine)*, Beograd, 1967, Naučna knjiga, p. 114 et s.

esclave qui, s'étant enfui, réussit à prouver qu'il était catholique et fut alors libéré par un cour de justice ragusaine. Ce n'est qu'à partir du XVe siècle que les Ragusains interdirent, pour toutes les catégories, sur leur territoire, voisin de la Bosnie, "ce commerce de la chair humaine" (1).

En analysant les archives de Raguse on constate, par ailleurs, qu'un grand nombre de paysans bosniaques s'engageaient à servir à vie dans des familles ragusaines, contre le gîte et le couvert.

Cette situation sociale et économique très précaire de la paysannerie bosniaque à la veille de l'arrivée des Ottomans permit à ceux-ci, au cours du XVe siècle, une conquête facile. Ils y installèrent un système social basé sur la loi islamique, et pour l'époque assez libéral. Bien entendu, le pouvoir ottoman fit une nette distinction entre musulmans et non-musulmans. Il est à remarquer qu'il n'y eut jamais en Bosnie de transplantation en masse des populations d'origine turque, comme ce fut le cas en Macédoine.

Peu à peu l'"Eglise de Bosnie" cessa toute activité et fut supplantée par l'Islam. La communauté islamique commença à cohabiter en Bosnie avec les communautés catholique et orthodoxe. Beaucoup de krstjani se convertirent à l'Islam. Des orthodoxes et des catholiques également. Mais d'autre part, des krstjani rejoignirent respectivement les communautés catholique et orthodoxe.

Une des caractéristiques des premiers temps de l'occupation ottomane fut la collaboration entre les éleveurs valaques (2), la petite noblesse chrétienne et le pouvoir ottoman qui s'installait en Bosnie. L'introduction du nouveau système social, étatique et juridique n'a pas

1. A cette époque la Bosnie était la seule de toutes les terres "yougoslaves" à posséder des esclaves. Leur statut ne différait pas beaucoup de celui des esclaves de l'Antiquité. Cf. *Ibid.*, p. 114.
2. Les Valaques (en serbo-croate : Vlasi) sont une population non-slave, chrétienne, romanisée avant l'arrivée des Slaves au VIe siècle. Ils s'étaient alors réfugiés dans les régions de haute montagne, peu accessibles, menant une vie de pasteurs.

eu comme résultat la disparition des institutions antérieures. L'"auto-administration locale populaire" (lokalna narodna samouprava) s'est même beaucoup développée sous les Ottomans. Le rôle de l'Eglise orthodoxe s'est accru. A l'époque ottomane plusieurs mouvements migratoires modifieront la carte ethnique de la Bosnie.

La conquête a changé les Balkans... mais la conquête des Balkans a changé la Turquie : d'une principauté d'Asie Mineure elle est devenue un Empire. Parmi les chefs militaires ottomans locaux, il y avait des non-musulmans provenant, pour la plupart, de la noblesse bosniaque médiévale. Certains étaient Slaves, d'autres Valaques. Les documents parlent de familles confessionnellement mixtes.

Les Ottomans tenaient beaucoup à ce que l'organisation sociale particulière des autochtones se maintienne. Elle fonctionna, en effet, en tant que mécanisme administratif complémentaire. Les Valaques fournirent pendant longtemps du personnel à plusieurs corps paramilitaires ottomans (gardiens de l'ordre, gardiens des défilés de montagne, fauconniers etc.). On suppose que beaucoup de Valaques s'islamisèrent. Ceux qui restèrent chrétiens, à quelques exceptions près, s'assimilèrent aux Serbes ou aux Croates (1).

Conquête ottomane - Quelques repères

Vers les années 1350 les Ottomans, profitant des luttes intestines des Byzantins, atteignirent la péninsule balkanique. A cette époque l'Empire serbe était à son apogée; apogée précaire suivie d'un lent déclin dû au morcellement territorial après le décès en 1355 du tsar Dusan. Les Ottomans annexèrent rapidement les petites principautés rivales entre elles, issues de cet Empire. Une coalition des régnants slaves échoua en 1371 au cours d'une bataille sur la rivière Maritza. A dater de là et pendant deux cents ans, les succès militaires ottomans se suivirent. En plus des Balkans, le territoire annexé à la Sublime Porte sera celui d'une bonne partie de l'Europe centrale. Vas-

1. F. Čulinović, *Drzavnopravni razvitak Jugoslavije*, Zagreb, 1963, Skolska knjiga, p. 62 et s.

sale du sultan depuis 1389 (défaite de Kosovo), la Serbie médiévale perdit son indépendance en 1459. Le prince régnant serbe sera en 1402 l'allié de Bajazet contre Tamerlan. Vint ensuite l'épisode du sheykh Bedreddin et du prince Musa, qui préfigure les contacts interethniques dans les Balkans (1). Bedreddin se mit à la tête d'un mouvement social et mystique au sein duquel, à côté de la majorité musulmane, se trouvèrent aussi des chrétiens.

Avec en 1463 la prise d'une grande partie de la Bosnie et, en 1483, la soumission de l'Herzégovine, nous assistons à l'un des phénomènes les plus frappants et encore peu élucidés: celui de la conversion à l'Islam d'un grand nombre de Bosniaques et d'Herzégoviens qui n'en conservèrent pas moins farouchement leur langue et leur spécificité culturelle slaves. Au début, l'islamisation était ouverte aux représentants de la classe féodale balkanique. Mais, en Bosnie, sous le règne de Mehmet II le Conquérant, elle s'étendit rapidement aux autres couches de la société. C'est dans la seconde moitié du XVe siècle que le processus d'islamisation va gagner presque toutes les structures ethniques auxquelles étaient parvenus dans leur développement, les peuples "yougoslaves". A partir du XVIIIe siècle l'islamisation fut un phénomène assez rare.

A la base de cette islamisation s'est constituée peu à peu "une subjectivité ethnique spécifique", celle des Musulmans de Bosnie. Le XVIe siècle verra quantité de fonctionnaires de tous ordres sortir des rangs de ces nouveaux convertis. Le cas le plus connu est celui du Grand Vizir Mehmed Pasha Sokolovitch (2), dont le nom est lié à la construction d'importants édifices publics sur le sol yougoslave (2).

1. Ce sujet a été magistralement traité par l'historien Nedim Filipovic (Université de Sarajevo), *Princ Musa i Šejh Bedreddin*, Sarajevo, 1971, "Svjetlost".
2. Radovan Samardžić, *Mehmed Sokolović*, Belgrade, 1971, Srpska Knjizevna Zadruga.
3. Trois ponts ottomans du XVIe siècle, in *Archeologia, Trésors des âges*, Paris, n° 85; art. écrit par E. de Vitray-Meyerovitch et D. Bogdanovic.

La conquête de la Bosnie s'achèvera avec la prise de Jajce et Banja-Luka en 1528. A la même époque une partie de la Croatie (la Slavonie surtout) et de larges territoires de Hongrie furent soumis par les Ottomans. Parmi les troupes ottomanes qui occupaient la Hongrie, il y avait un fort pourcentage d'ancêtres des Musulmans de Bosnie. D'autre part, un corps entier de l'armée ottomane, connu sous le nom de martolosses, était alors presque exclusivement constitué de chrétiens. Les martolosses ont occupé une partie de la Hongrie. Le XVIIe siècle est, à quelques exceptions près, le siècle du statu-quo entre l'Empire ottoman et la chrétienté dans cette partie du monde. Il faut en excepter l'avance ottomane jusqu'à Vienne et le siège manqué de cette ville en 1683.

Vers la fin du XVIIe siècle une bonne partie des territoires situés au nord de la Save et du Danube furent repris aux Ottomans et notamment grâce aux insurrections des Serbes et des Croates secourus rapidement par les troupes autrichiennes. A la fin du XVIIe siècle, le Monténégro devint de facto un pays indépendant. En 1804 éclata la Première insurrection serbe. En 1868 la Serbie se déclara indépendante. Le Congrès de Berlin (1878) lui permit de s'étendre vers le sud. L'Autriche-Hongrie occupe alors la Bosnie et l'Herzégovine. Les Turcs et les Musulmans slaves quittèrent la Serbie. Certains prirent le chemin de la Turquie d'Europe ou d'Asie, d'autres Musulmans non-Turcs se réfugièrent en Bosnie ou dans le Sandzak de Novi Pazar qui restera quelque vingt-cinq ans encore ottoman. En 1912 la Sublime Porte abandonnera les régions méridionales de la Yougoslavie actuelle : la Macédoine, le Sandzak de Novi Pazar et le Kosovo.

L'ISLAMISATION DE LA BOSNIE ET DE L'HERZEGOVINE, CAS TYPIQUE D'ISLAMISATION SANS PERTE DE SPECIFICITE CULTURELLE ET NATIONALE

Les principales caractéristiques de l'islamisation en Bosnie, en Herzégovine et dans les régions voisines sont les suivantes :

1) A quelques exceptions près, et surtout dans la première période de l'occupation ottomane (entre le milieu du XVe et la fin du XVIIIe siècle), les autorités ottomanes ne firent pas de conversions

forcées. Leur arrivée mit même un terme aux persécutions exercées sur les "hérétiques" krstjani (1). Jadis pourchassés par les orthodoxes et catholicisés de force par les dominicains dépêchés par le Vatican, certains d'entre eux revinrent pour quelque temps à leur foi dualiste krstjane. Mais pour des raisons idéologiques, psychologiques, économiques et affectives, ils abandonnèrent leur foi ancienne et, avec d'autres Bosniaques (Serbes et Croates) orthodoxes ou catholiques, ils embrassèrent l'Islam. Reste comme exception à cette conversion pacifique, cependant, le fameux impôt du sang. De jeunes garçons de dix à dix-huit ans étaient enlevés à leurs parents, convertis de force et élevés dans l'Islam.

2) L'islamisation est faite sans l'abandon de la langue slave. La population islamisée resta attachée à sa langue et ses caractéristiques, avec une souplesse plus ou moins grande selon les périodes. A Istanbul, du fait du nombre élevé de hauts fonctionnaires originaires de Bosnie, une des langues de communication de diplomatie, fut le

1. On sait que les krstjani ne sont qu'un des nombreux mouvements socio-religieux dualistes médiévaux qui fleurirent entre l'Arménie du VIIe siècle et le Midi de la France au XIIIe siècle. Considérées comme "hérétiques" au Moyen Age, les idées de ces néo-manichéens se sont manifestées aussi dans le monde chrétien sous le nom de Pauliciens, Bogomiles, Babounes, Patarins, Cathares ou dans la tradition musulmane au sein de divers ordres de derviches. L'Académie macédonienne des sciences et des arts a organisé du 30 mai au 3 juin 1978 à Skopje, un colloque international sur le thème du *Bogomilisme à la lumière des recherches les plus récentes*. Les professeurs Sima Cirkovic (Belgrade) et John Fine (Ann Arbor) ont engagé une discussion très serrée et d'un très haut niveau scientifique, pour savoir si oui ou non "l'Eglise de Bosnie" était dualiste "hérétique". John Fine pense que cette Eglise était seulement en dehors de la juridiction de Rome et de Constantinople, et que c'était là sa spécificité. Sima Cirkovic, en donnant une nouvelle interprétation aux sources, croit avoir trouvé de nouvelles preuves que les krstjani ("l'Eglise de Bosnie") ont été bel et bien dualistes et "hérétiques". Le président de l'Académie des sciences et des arts de la Bosnie et Herzégovine, Alojz Benac, a démontré que les stèles médiévales ne doivent plus être expliquées par l'idéologie bogomile. Il ne faut pas oublier que les krstjani ne se considéraient pas en dehors du christianisme, mais à l'intérieur. Ils ne voulaient pas qu'on leur impose une forme de christianisme (que ce soit celui des orthodoxes ou celui des catholiques) différente de la leur.

serbo-croate (1). De même la correspondance entre chancelleries ottomanes et certaines chancelleries étrangères se fit en cette langue, et souvent, même en caractères cyrilliques.

3) Au début, l'islamisation prit un caractère purement formel. Il suffisait de se déclarer musulman et de changer de prénom. Les sources historiques parlent de familles mixtes islamo-chrétiennes (2).

4) Les Ottomans respectaient les traditions des Bosniaques, dans les limites des prescriptions islamiques.

5) Sur le plan idéologique les krstjani trouvèrent beaucoup de ressemblances entre leur foi et l'Islam nouvellement introduit. Les krstjani furent persuadés que l'incarnation de l'esprit consolateur que, suivant leur doctrine, Jésus avait promis à ses disciples, ne pouvait être autre que Muhammad. Les krstjani décelèrent dans l'Islam un certain puritanisme qui leur était familier.

6) Pour les serfs, le passage à l'Islam signifiait la possibilité d'accéder à l'état d'hommes libres. Ils furent aussi attirés par les principes égalitaires de l'Islam et par des promesses de bien-être, bientôt matérialisées par la promotion fulgurante des fils du pays. Et ceci, malgré leur origine chrétienne.

7) En ce qui concerne les nobles, ils passèrent à l'Islam en majorité, pour garder leurs terres selon la promesse des occupants ottomans.

8) Les non-convertis, ceux qui hésitaient encore, virent, avec le temps, les avantages que leurs anciens coreligionnaires tiraient du statut que leur accordait leur nouvelle foi. Ils furent émerveillés par ce que l'on racontait sur les fortunes acquises par les fils du pays, enlevés adolescents lors des passages de ramasseurs d'enfants. En effet, le sultan pouvait promouvoir n'importe qui à n'importe quel

1. Qui alors ne s'appelait pas ainsi. Cette langue était alors nommée le "bosniaque".
2. A. Handžić, *Tuzla u XVIom stoljecu*, Sarajevo, 1972.

poste. Mehmed Pasha Sokollou (ou Sokolović) est un des exemples les plus éclatants, mais loin d'être rare. Il fut le Grand Vizir de trois sultans et, notamment, celui de Soliman le Magnifique. L'exécution des volontés testamentaires de dignitaires comme Sokolović, permit la construction de ponts, de caravansérails, de mosquées, de bibliothèques, de bains publics. Leur réussite devint ainsi visible pour tous. Devant ces faits, et troublés par les légendes, fréquentes dans ces contrées, bien des gens se convertirent, espérant atteindre ainsi la même promotion sociale. La plupart fit le choix du métier des armes. On comprend vite que ce métier, où ils pouvaient prouver leur courage, préparait leur accession aux postes les plus importants.

De tous les pays balkaniques occupés par l'Empire ottoman c'est en Bosnie que la conversion fut la plus brusque, la plus massive et la plus longue. La Bosnie connut dans la période ascendante de l'Empire ottoman (surtout au XVIe siècle) les conditions nécessaires à l'éclosion d'une économie florissante. Une de ces conditions fut la participation de nombreux Musulmans de Bosnie aux importants combats que les Ottomans livrèrent dans le monde. Le revers de la médaille fut, qu'à plusieurs reprises, cette contrée se vida de sa population. Mais cette participation aux efforts militaires ottomans était la condition sine qua non de l'extraordinaire épanouissement d'une civilisation orientale et la constitution d'une civilisation locale typique. Celle-ci, tout en ressemblant sur de nombreux points à la civilisation des Ottomans d'un côté, et à celles des autres Slaves sur d'autres points, est pourtant spécifique à la Bosnie-et-Herzégovine. Ainsi, la religion islamique à laquelle appartenaient aussi bien les Ottomans que les Musulmans slaves a été un facteur de civilisation.

Face aux aspects positifs, il y a aussi l'isolement de ces terres pendant des siècles, soustraites à l'influence de l'Occident voisin. Au moment même où l'Europe allait faire d'énormes progrès, certaines terres yougoslaves, du fait de l'occupation ottomane, restèrent coupées du monde occidental. Cela est surtout vrai pour la dernière période de l'occupation ottomane (1800-1878). Les populations chrétiennes restées relativement neutres dans la période précédente, ou même alliées des Ottomans, prirent conscience d'appartenir à l'Europe chrétienne (Russie

comprise) et s'attendaient à être libérées à l'aide de cette Europe chrétienne.

Un climat de méfiance s'instaura très rapidement. Ce fut le début d'une période de panique qui engendra des actes irréfléchis et irréparables des deux côtés.

Depuis le départ progressif des Ottomans et longtemps après, les chrétiens gardèrent à l'esprit l'image des derniers soubresauts de l'Empire ottoman, lui donnant la valeur d'un jugement général sur les Ottomans, sur la civilisation islamique et sur le peuple qui s'était constitué à partir de l'Islam et de sa civilisation : les Musulmans.

Mais, heureusement, depuis la fin du XIXe siècle, et surtout grâce à l'historien Stojan Novaković, la science historique, utilisant directement les sources, se mit à rétablir la vérité historique. Ces derniers siècles, plusieurs auteurs se sont, de temps en temps, efforcés de discerner l'époque où les Ottomans avaient joué le rôle de propagateurs de la culture orientale et islamique dans cette partie de l'Europe. Sur ce plan de l'influence culturelle de l'Orient, les opinions vont du rejet total aux louanges excessives. Plusieurs chercheurs ont permis de considérer la première partie de l'occupation ottomane comme une époque aux nombreux aspects positifs.

Ainsi tomba définitivement dans l'oubli cette période de l'historiographie, au lendemain de la Première Insurrection Serbe (1804) où furent même niés, faute de ne voir que l'histoire strictement contemporaine, les côtés franchement positifs de la période ottomane. Mais il faut dire que l'état dans lequel avaient été laissées ces régions par les derniers Ottomans ne pouvait qu'engendrer des jugements aussi unilatéraux et sommaires.

On indique généralement que 14% de la population totale de la Yougoslavie serait liée par son origine ou par son éducation à la civilisation islamique. Important mais incalculable est le nombre de Yougoslaves qui, dans leur vie matérielle ou spirituelle, ont intégré des éléments des cultures et des langues des peuples orientaux. Ces ap-

ports orientaux se retrouvent chez des gens qui n'ont jamais eu d'ancêtres musulmans ni Musulmans. Il s'agit d'un résultat du dialogue des civilisations. Ces éléments sont visibles dans le domaine de la langue, de la littérature (orale et écrite), de la musique, des costumes; dans les mentalités, la cuisine etc.

Occupation austro-hongroise de la Bosnie-et-Herzégovine

Occupée en 1878, annexée en 1908, la Bosnie-et-Herzégovine était devenue un condominium spécifique de l'Autriche-Hongrie. Elle n'était incluse ni dans l'un ni dans l'autre de ces Etats. L'Autriche-Hongrie y faisait régner un système quasi-colonial. Et pourtant tout était conçu pour faire croire au monde "civilisé" et même à la population autochtone qu'il y régnait une démocratie, voire une autonomie. L'Assemblée de Bosnie-et-Herzégovine était constituée. Mais le système de sa composition nous montre que l'Autriche-Hongrie s'était réservée la suprématie numérique. Les candidats étaient choisis d'après un critère de richesse et d'appartenance confessionnelle.

D'après le critère confessionnel (1) étaient formés trois collèges électoraux: celui des catholiques, des musulmans, des orthodoxes. Ce système était organisé pour désavantager les Serbes. Le pouvoir austro-hongrois faisait de grands efforts pour effacer partout où il pouvait la présence culturelle et nationale serbe en Bosnie-et-Herzégovine. Par exemple, une écriture slave, le cyrillique, utilisée jadis aussi bien par les Serbes, les Musulmans, les Croates, avait été interdite pendant une partie de l'occupation austro-hongroise.

Mais le facteur le plus important de mécontentement a été la lenteur de l'application de la réforme agraire. Et pourtant, c'est pour l'exécuter que l'Autriche-Hongrie reçut au Congrès de Berlin un mandat sur ce pays.

L'occupation de la Bosnie-et-Herzégovine en 1878 présente le premier cas dans l'histoire du recul ottoman où la population isla-

1. F. Čulinović, *op.cit.*, p. 67 et s.

misée a pu rester dans son pays d'origine. Ce fait est important pour le maintien de la population musulmane (aussi bien dans le sens ethnique que confessionnel de ce mot) dans les Balkans (1).

Malgré toutes les conséquences négatives que l'occupation de la Bosnie-et-Herzégovine a pu avoir, il est certain que la politique des nationalités de l'administration austro-hongroise dans ce pays a contribué à la constitution des communautés religieuses et nationales, puis à la formation des peuples distincts : Musulmans, Serbes, Croates (2).

Le statut juridique de la Bosnie-et-Herzégovine entre 1878 et 1910 (proclamation de la Constitution) différait de celui de l'Autriche, de la Hongrie et de l'Empire ottoman auquel la Bosnie-et-Herzégovine continuait d'appartenir formellement. La Bosnie-et-Herzégovine était en effet un troisième "Etat" dans la monarchie des Habsbourg. Comme cela arrive de temps en temps dans l'histoire, indépendamment de ses objectifs, la double monarchie a répandu la notion de la spécificité bosniaco-herzégovinienne (3).

L'administration austro-hongroise, en effet, a aidé à l'établissement de la structure étatique de cette région. Par l'industrialisation, elle l'a rapprochée de l'Occident.

Traditions socialistes chez les "Yougoslaves" avant la fondation du PCY

Dans les années 1870, les idées socialistes font leur apparition dans les pays "yougoslaves", aussi bien dans les régions soumises encore à l'Autriche-Hongrie, comme la Croatie et la Slovénie, que dans les Etats indépendants, comme la Serbie.

La Commune de Paris a joué un très grand rôle dans la

1. Très instructif est, à ce sujet, l'ouvrage de Mustafa Imamović, *Pravni položaj i unutrašnjo-politički razvitak BIH od 1878 do 1914*, Sarajevo, 1976, "Svjetlost".
2. *Ibid.*, p. 260.
3. *Ibid.*

première période du développement de la pensée socialiste chez les "Yougoslaves".

Svetozar Marković (1848-1875) a mené un dur combat en Serbie pour un Etat national, pour l'"autogouvernement", basé sur mille et une habitudes communautaires serbes et yougoslaves,souhaitant en précurseur, dès 1872, la constitution de la confédération des Etats balkaniques égaux en droits.

Puis des hommes comme Vasa Pelagić, Dimitrije Cenić, Dimitrije Tucović, Andra Branković, Ivan Ancel, Vitomir Korać, France Železnikar, Etbin Kristan, Ivan Cankar, Vasil Glavinov, Juraj Demetrović ont beaucoup fait pour la diffusion des idées socialistes (ou sociales-démocrates) et l'élaboration d'une attitude des socialistes face à la question nationale chez les "Yougoslaves", bien avant la fondation du premier noyau du PCY en 1919.

L'Histoire générale du socialisme, publiée sous la direction de Jacques Droz (1), nous apprend qu'en 1894, premiers parmi les "Yougoslaves", les socialistes croates fondent un parti social-démocrate. Ce parti fut le premier parmi les partis politiques croates à souhaiter une entente entre les Serbes et les Croates, sujets austro-hongrois. Leur activité se manifeste aussi dans le mouvement syndical. Parmi les Etats européens dotés d'une constitution, la Croatie était vers 1890 le seul pays qui n'avaient pas de syndicats légaux (2). Ils se constitueront illégalement. La Croatie comptait alors 12,28% d'ouvriers parmi sa population.

Parmi les socialistes slovènes qui fondèrent leur parti social-démocrate en 1896, l'idée d'un Etat commun des "Yougoslaves" avait marqué en 1909 un point important. Lors d'une Conférence Internationale à Ljubljana, il fut rappelé que les Slovènes, Croates et Bulgares sont membres d'une nation (3). La jeunesse slovène souhaita avec

1. Presses Universitaires de France, t. II (1875-1914), Paris, 1975.
2. *Pregled istorije jugoslovenskih naroda*, t. II, Beograd, 1965, p. 83 et s.
3. *Histoire générale du socialisme*, *op.cit.*, t. II, p. 98.

un écrivain, Ivan Cankar, en 1913, un Etat yougoslave sur une base fédérale.

En Bosnie-et-Herzégovine "les luttes ouvrières furent développées de bonne heure par des ouvriers immigrés et donnèrent lieu à des grèves massives, comme celle des ouvriers du tabac à Sarajevo en 1906. La lutte sociale permit le passage d'une conscience confuse, au sein d'une population d'origine rurale, de l'idée d'appartenance à une certaine nationalité, à l'idée de lutte des classes, exposée non sans talent depuis 1908 dans *Glas Slobode* (La Voix de la liberté). Cependant, parmi ces Slaves du Sud, des divergences existaient entre les sociaux-démocrates de tendance austro-marxiste, se prononçant pour la fédéralisation de la vieille monarchie et ceux qui aspiraient à la fondation d'un grand Etat yougoslave..." (1). Parmi ceux qui, en Bosnie-et-Herzégovine souhaitaient un Etat commun yougoslave, le courant fédéraliste était très fort de longue date. Vasa Pelagić adressa en 1884 une *Lettre à Lajos Kossuth et aux autres patriotes hongrois, roumains, serbes, bulgares, grecs, croates, slovènes, ruthènes et albanais*. Il y dit notamment que les peuples balkaniques "sont extraordinairement mélangés et forment une véritable mosaïque. Aucun de ces peuples ne peut constituer son Etat national sans léser les droits des autres. Lorsque ceci se produit, il se crée entre nous des animosités... et, pour le malheur des uns et des autres, des guerres. Ceci nous conduit à devenir les serfs de peuples plus puissants que nous... L'égoïsme et l'ignorance nous divisent et nous tuent. C'est pour empêcher cela qu'il faut absolument que nous informions nos peuples respectifs sur la nécessité d'entrer dans une fédération solidaire complètement autonome et libre" (2).

En 1903 fut fondé à Belgrade le parti social-démocrate serbe. Dimitrije Tucović, qui a intelligemment lu Marx, a apporté une grande contribution au développement de la pensée socialiste dans tout le Sud slave. Il disait : "Nous autres, sociaux-démocrates, nous différons des bourgeois sur la question des libertés nationales. La bour-

1. *Ibid.*, p. 107.
2. Cf. *Vasa Pelagić i Vojvodina*, I. Izbor i objasnjenja Dr. Koste Milutinovića. Izdanja Istorijskog arhiva Pokrajinskog komiteta SKS za Vojvodinu. Novi Sad 1956, p. 111-112.

geoisie serbe veut l'indépendance pour son peuple au prix de la limitation de celle des autres. Nous voulons la liberté pour tous les peuples" (1). Concrètement, dans le cas de l'Albanie, il exigeait en 1913 le droit, pour le peuple albanais, de choisir son avenir (2).

C'est Tucović et les socialistes serbes que Lénine citera en exemple d'internationalisme. Il aurait pu citer aussi Ivan Cankar, un Slovène, dont les idées sont très proches, et beaucoup d'autres. Ils étaient des milliers, ces "Yougoslaves" fédéralistes, puisque socialistes et socialistes, puisque fédéralistes.

Le parti social-démocrate serbe condamna l'annexion de la Bosnie-et-Herzégovine par l'impérialisme austro-hongrois. Mais simultanément, il ne cessa de lutter contre les prétentions de son propre gouvernement, qui voulait à tout prix libérer la Bosnie-et-Herzégovine... dans le but de l'inclure dans son propre Etat. Tucović fut tué dès la première année de la guerre.

Internationaliste et solidaire avec les prolétaires balkaniques, le parti social-démocrate serbe ne voyait la vie commune des peuples "yougoslaves" que dans une fédération d'Etats libres et égaux en droits.

La Révolution d'Octobre et les "Yougoslaves"

Trente cinq à quarante mille "Yougoslaves" ont participé à la Révolution d'Octobre dans les rangs de l'Armée Rouge (3). D'où venaient tous ces hommes? Parmi les 2 300 000 soldats austro-hongrois et bulgares que les Russes avaient fait prisonniers au cours de la Première guerre mondiale, plus de 200 000 étaient "yougoslaves". A ce nombre, il faut ajouter les étudiants, les hommes d'affaires et ceux qui avaient fui les terres "yougoslaves" pour la Russie lors du développement des hostilités de la guerre, pour avoir la somme totale de "Yougoslaves"

1. Dimitrije Tucović, *Dogadjaji na Balkanu i socijalna demokratija.*
2. *Ibid.*, *Srbija i Albanija*, Beograd, 1913.
3. *Istorija Jugoslavije*, Beograd, 1973, Prosveta, p. 399.

qui se trouvaient en Russie à la veille de la Révolution d'Octobre (1).

Mal nourris en 1915 et 1916, exploités par les industriels à qui l'Etat tsariste les avaient confiés, les prisonniers furent réceptifs aux idées révolutionnaires que leurs camarades bolcheviques russes ou socialistes "yougoslaves" diffusaient parmi eux (2). Ils participèrent aux grèves, constituèrent leurs comités secrets à partir de 1915. En 1916, une division yougoslave fut constituée en Russie de volontaires parmi les prisonniers austro-hongrois pour rejoindre les Alliés et les Serbes qui essayaient de percer le front de Salonique. Un "Yougoslave", nommé Ćonkić (3), avait été surpris par la police militaire alors qu'il propageait des idées révolutionnaires au sein de cette formation militaire. Son réseau illégal fut découvert et 47 soldats emprisonnés. Ceci prouve son ampleur.

Le 8 novembre 1918 fut fondé à Moscou le Parti communiste bolchevik des Serbes, Croates et Slovènes (4). Ceci se produisit après que les Bulgares furent sortis du Groupe communiste sud-slave. Le 12 novembre de la même année, les membres de ce parti décidèrent unanimement qu'il ne fallait pas rester davantage en Russie et le 14 novembre un groupe composé de Ćopić (5) et de ses amis partit vers les régions qui, le 1er décembre de la même année, allaient être englobées dans le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Mais lorsque le pouvoir passa aux Soviets, "partant du principe que dans un pays révolutionnaire il ne peut y avoir d'esclaves (donc pas de 'prisonniers'), le gouvernement soviétique considéra ces derniers comme 'invités' du peuple travailleur" (6).

1. Cf. Peter Milosavljević, Juznoslovenske revolucionarne grupe u Rusiji. *Balcanica*, IV, Beograd, 1973, p. 291-323, et surtout p. 319.
2. *Ibid.*, p. 299.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, p. 315 et s.
5. Vladimir Ćopić participa à la fondation du parti ouvrier socialiste (communiste) de Yougoslavie en avril 1919. On le rencontre quelque vingt ans après parmi les nombreux membres des Brigades internationales en Espagne (cf. sub voce Ćopić (Vladimir) in *Enciklopedija Jugoslavije*, Zagreb.
6. *Internacionalisty v bojakh za vlast' sovetov*, Moscou, 1965, p. 49.

Les "Yougoslaves" combattent aux côtés de l'Armée Rouge

Une des premières formations militaires de la jeune République Soviétique, dès la fin de 1917, fut le Premier détachement serbe soviétique révolutionnaire.

Au mois de mai 1918 y fut constitué un groupe communiste sud-slave (1). Son Comité central organisa à Moscou au cours de 1918 une école politique par laquelle passèrent 80 militants sud-slaves. Ils furent ensuite envoyés partout où se trouvaient d'autres sud-slaves, et notamment dans certains détachements de l'Armée Rouge (2).

Mécontentement social autour de l'année 1919

Pour mieux saisir le climat dans lequel a été créé le Parti Socialiste Ouvrier de Yougoslavie (communiste) entre le 20 et le 23 avril 1919 à Belgrade, il faut savoir que la dernière année de la guerre a été marquée par une particulière agitation dans l'armée austro-hongroise; des milliers de déserteurs prennent le maquis et attaquent les gros propriétaires terriens et les riches négociants en Croatie et en Vojvodine. On pense que vers la fin de la guerre il y eut plus de 50 000 déserteurs originaires de Croatie.

Le 28 octobre 1918 la Croatie sort officiellement de l'Autriche-Hongrie et les autres pays "yougoslaves" la suivent. La situation sociale est très difficile dans tous les pays qui se préparent enfin à fonder un Etat unique des Slaves du Sud. Lorsque le royaume fut constitué, le 1er décembre 1918, une grande effervescence sociale se fit sentir. L'économie était presque morte, l'agriculture abandonnée. Les paysans las et en colère d'avoir été envoyés avec une telle facilité à la plus grande boucherie de l'histoire firent le partage "sauvage" des terres qu'ils travaillaient avant les hostilités. On compte que les pays "yougoslaves" ont perdu 1 900 000 vies humaines.

1. Il incluait les Bulgares, les Serbes et les Croates. Cf. Petar Milosavljević, *op.cit.*, p. 305.
2. *Ibid.*, p. 315 et 316.

Le partage "sauvage" des terres ne cessa pas. On brûla aussi les maisons des propriétaires terriens honnis. Le nouvel Etat parle de la réforme agraire (1). Elle est votée et même commencée mais, mal appliquée, elle est abandonnée car elle gêne les intérêts des propriétaires sur lesquels les partis au pouvoir doivent compter pour avoir la majorité au Parlement.

Vers un Etat unique pour les "Yougoslaves"

La création d'un Etat unique pour les "Yougoslaves" a été un désir très ancien, soutenu par de larges couches de la population aussi bien en Autriche-Hongrie que dans l'Empire ottoman. Pour pouvoir occuper et démembrer la Yougoslavie en 1941, la propagande hitlérienne a voulu faire accréditer la thèse selon laquelle la fondation en 1918 d'un Etat unique s'est faite contre le gré de la population concernée.

En analysant les documents présentés par le professeur Ferdo Čulinović (2) sur ce sujet, il ressort que l'idée de l'union des "Yougoslaves" ne fut ni soudaine, ni fortuite, ni imposée aux uns par les autres. Cette idée s'était lentement cristallisée entre le XVe et le XXe siècle. Les "Yougoslaves" ont assez vite compris qu'aucune de leurs diverses branches ne pouvait, à elle seule, résister aux voisins entreprenants ou aux grandes puissances, pour s'épanouir librement. Les villages, les bourgs et les villes confessionnellement et ethniquement mixtes ne sont pas rares en terres "yougoslaves". Malgré certaines tensions passagères entre des communautés confessionnelles et ethniques, il s'y est créé, avec le temps et les aléas de l'histoire, une "civilisation de bon voisinage". Ce sont les intérêts vitaux, économiques et politiques, les invasions qui ont poussé ces populations à désirer cet Etat unique. La conscience d'une parenté ethnique, malgré la séparation en trois communautés religieuses, a été très vite constatée.

L'acte d'unification des Serbes, des Croates et des Slovènes du 1er décembre 1918 devait donc être l'aboutissement d'un processus

1. Commencée en Serbie, après l'Insurrection de 1804, la réforme agraire ne sera terminée en Yougoslavie qu'en 1953.
2. Ferdo Čulinović, *Dokumenta o Jugoslaviji*, Zagreb, 1968, p. 5 et s.

de longue durée. Bien que de nombreux fédéralistes "yougoslaves" (socialistes ou non) aient donné le meilleur d'eux-mêmes pour la création de l'Etat unique et fédéral, le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes fut construit suivant des schémas centralistes. Les idées généreuses des générations de penseurs qui avaient imaginé un pays pour toutes les ethnies furent récupérées par des politiciens sans scrupules. Ainsi, très rapidement, il fut évident que le premier Etat unique dont les "Yougoslaves" se dotaient ne saurait les satisfaire.

Après la déclaration du début des hostilités en 1914 par l'Autriche-Hongrie à la Serbie, un nombre de Serbes, de Croates, de Slovènes, sujets austro-hongrois, se joignirent clandestinement aux troupes serbes. D'autres, emmenés en tant que soldats austro-hongrois sur divers champs de bataille d'Europe n'ont pas hésité à se faire faire prisonniers par les Russes, les Italiens et les Serbes. Un certain nombre de politiciens slaves originaires d'Autriche-Hongrie ont déployé une grande propagande en Italie, en France, en Angleterre et en Suisse pour la libération des terres slaves qu'occupait alors l'Autriche-Hongrie. Partant du principe du droit de chaque peuple à l'autodétermination, ils préconisaient déjà en 1915 l'unification des régions occupées par l'Autriche-Hongrie avec le Monténégro et la Serbie qui étaient indépendants.

Le Comité yougoslave, qui se constitua en 1915 à Paris, ne voulut pas compromettre les chances de succès en posant trop tôt et trop ouvertement la question de savoir si le futur Etat serait république ou royaume, fédéral ou centralisé. Son but principal était la libération du joug étranger et l'unification avec la Serbie et le Monténégro. Mais assez rapidement, il s'est confronté aux idées de Nikola Pašić, président du conseil serbe, qui malgré de très vives oppositions en Serbie même, voulait tout simplement annexer à la Serbie les régions libérées de l'Autriche-Hongrie. Le conflit entre Pašić et le Comité yougoslave freinait les efforts de libération, mais ce dernier continuait son action en soutenant la Serbie, tout en précisant que le nouvel Etat devait être un nouvel Etat et non pas une Serbie agrandie.

Des organisations "yougoslaves" en Amérique se mirent aussi

à soutenir l'idée de l'Etat unique. On y forma des bataillons de volontaires parmi les ouvriers "yougoslaves" que la misère avait obligés de s'expatrier.

En Russie, parmi les soldats austro-hongrois tombés aux mains des Russes comme prisonniers se formèrent des bataillons qui choisirent d'aller se battre aux côtés des Serbes et de l'Entente.

La fameuse déclaration de Corfou (1) disait : "Notre peuple aux trois noms (Serbes, Croates et Slovènes) est le même d'après son sang, sa langue écrite et parlée... L'idée de son unité nationale n'avait jamais disparu".

Un politicien de renom international, Frano Supilo, trouva en 1916 qu'il n'était pas trop tôt pour se préoccuper de savoir si le nouvel Etat avait des chances d'être constitué sur des bases fédéralistes ou nom (2). Butant sur la position centraliste de Pasic, Supilo démissionna du Comité yougoslave, puisque celui-ci ne l'avait pas suivi.

Mais avec l'entrée, le 7 décembre 1917, des Etats-Unis en guerre contre les Empires centraux, le sentiment de solidarité de nombreux Américains d'origine "yougoslave" se fit de plus en plus vif. Le Comité yougoslave précisait qu'il représentait 7 millions de Serbes, de Croates, de Slovènes qui vivent en Autriche-Hongrie et un million et demi de Yougoslaves aux Etats-Unis, dans les dominions britanniques, en Amérique latine. "Nous voulons nous unir dans un Etat démocratique, constitutionnel, avec la Serbie et le Monténégro, qui sont habités par un peuple d'une même race, de même langue, de mêmes sentiments, de mêmes intérêts moraux et économiques" (3).

1 Le 2 juillet 1917 à Corfou fut signée la Déclaration de Corfou par Pašić, au nom du gouvernement serbe, et Trumbić , au nom du Comité Yougoslave
2. Frano Supilo publia à cette occasion un manifeste. Il souligna dans son manifeste que le nouvel Etat fédéral aurait pu comporter de 12 à 13 millions de sujets (7 millions d'orthodoxes, 5 millions de catholiques, 800 000 musulmans slaves).
3. Ferdo Čulinović, *op.cit.*, p. 59 et s.

Un autre texte, venu du gouvernement soviétique, daté du 8 novembre 1917, a reçu dans les terres "yougoslaves" encore occupées par l'Autriche-Hongrie un écho très important et a eu une grande influence sur le développement ultérieur de la libération et de l'unification. Il s'agissait du Décret sur la paix par lequel la nouvelle République soviétique tendait la main à tous ceux qui voulaient signer avec elle la cessation des combats. Il parlait de la "paix juste et démocratique", de la "paix sans annexion", "sans l'annexion des nationalités étrangères". Il affirmait que l'obligation qui est faite à certaines nations de rester au sein des Etats étrangers équivalait à une agression. Ces déclarations furent très positivement accueillies dans les milieux politiques pro-yougoslaves et notamment à Zagreb.

Il est dommage que le courant fédéraliste n'ait pas fait prévaloir la nécessité d'établir les bases fédéralistes pour le nouvel Etat dont les contours se dessinent déjà.

L'attitude du PCY face à la question nationale et plus particulièrement vis-à-vis des Musulmans

L'attitude du PCY face à la question nationale évolua lentement. Il n'a abordé le fait national des Musulmans que comme le prolongement de ses vues sur la question nationale en général.

Fondé le 23 avril 1919 et affilié à la IIIe Internationale Communiste, il s'appelait alors Parti socialiste ouvrier (communiste) de Yougoslavie. Son premier objectif était la révolution sociale et la création d'une "République soviétique mondiale". La question nationale passait au second plan. Le parti était pour un "Etat national" avec une large autonomie des régions.

Le IIe Congrès où il devint Parti communiste de Yougoslavie, en juin 1920, ne devait pas modifier notamment cette attitude. Néanmoins, la résolution finale déclarait qu'il "luttera pour l'égalité en droits des nationalités étrangères qui sont partie intégrante de l'Etat yougoslave" (1).

1. *Istorijski arhiv KPJ*, t. II, Beograd, 1950, p. 14.

Les élections municipales, en été 1920, puis législatives, le 28 novembre 1920, assurèrent un succès important du PCY. Se sentant menacé par la croissance de l'influence du PCY au sein des masses, incapable de maîtriser, même par l'interdiction, les grèves qui déferlent à travers le pays, notamment en Bosnie-et-Herzégovine, encouragé par l'écrasement de la Révolution hongroise, le gouvernement royal proclame à la fin de 1920 un Décret , par lequel le PCY est déclaré hors la loi. Le parti décide de se constituer en organisation illégale. Il le restera jusqu'à la Deuxième guerre mondiale.

L'Assemblée constituante du royaume proclamait en 1921 une Constitution qui ne tenait pas compte de la carte ethnique du royaume et qui introduisait dans les textes officiels une idée scientifiquement inexacte d'une seule langue et d'un seul peuple "serbo-croato-slovène". Cette idée, qui allait dans le sens du monarchisme centralisateur, n'était pourtant pas le fait de la seule classe bourgeoise serbe. On en trouve des racines chez presque tous les politiciens qui avaient souhaité l'Etat unique pour les "Yougoslaves".

C'est en mai 1923 que la IIe Conférence régionale du PCY, réunie à Vienne, abandonna la thèse de "l'unité nationale" et lui substitua la notion que les "Yougoslaves sont une nation qui est en train de se constituer". La Conférence invitait les membres du parti à étudier théoriquement et pratiquement cette question pour que puisse être adoptée, par la suite, une résolution à ce sujet.

La question des Musulmans de Bosnie-et-Herzégovine devait être abordée pour la première fois en 1923 par Sima Marković, aujourd'hui considéré "droitier", dans son ouvrage *La question nationale à la lumière du marxisme*, mais ses écrits témoignent de son incompréhension de la question nationale.

Le premier tournant pris par le PCY illégal se situe en janvier 1924, lors de la IIIe Conférence régionale. La résolution adoptée affirme le droit de chaque peuple à l'autodétermination, avec possibilité même de sécession.

La question nationale en Bosnie-et-Herzégovine fut évoquée en juillet 1924 dans un texte du CC du Parti ouvrier indépendant de Yougoslavie (1). Ce texte critique l'opinion que certains communistes continuent à soutenir que les Serbes, les Croates et les Slovènes sont un seul peuple. Il critique aussi la réduction de la question nationale à la simple lutte de rivalité entre les bourgeoisies de trois ethnies. Ce texte stigmatise ceux pour qui la question nationale doit être formulée comme une question constitutionnelle. Il dit clairement que le royaume est un Etat multinational, dans lequel la bourgeoisie serbe opprime les autres peuples. Le PCY se donne notamment comme objectif le plus urgent la lutte pour la libération de ces peuples, en soulignant qu'il est très important que les communistes prennent les leviers de commande dans cette lutte.

La tâche du PCY dans la question nationale allait se trouver compliquée par la résolution adoptée par le Ve Congrès du Komintern (juin-juillet 1924). En effet, celui-ci allait beaucoup plus loin que le PCY en précisant que le droit des peuples à l'autodétermination doit se traduire par la séparation effective de la Croatie, de la Slovénie et de la Macédoine (2), et leur constitution en Etats indépendants. Cette attitude, selon Atif Purivatra (3), était peu réaliste et elle devait empêcher le PCY d'élaborer une politique conforme au caractère multinational de la Yougoslavie.

Elle se reflète dans les résolutions du IIIe Congrès du PCY (Vienne, 17-22 mai 1926). Toutefois, celles-ci méritent notre attention dans la mesure où elles invitent les communistes à s'attacher particulièrement au travail politique parmi les masses paupérisées des Musulmans (4).

1. Interdit fin 1920, le PCY se vit obligé de fonder le Parti ouvrier indépendant de Yougoslavie pour continuer la partie légale de son activité. Début 1923, il fut effectivement créé, mais le gouvernement royaliste l'interdit en 1924 (cf. *Istorijski Arhiv KPJ*, t. II, p. 312-313).
2. La Bosnie-et-Herzégovine n'est pas mentionnée.
3. Atif Purivatra, *Nacionalni i politički razvitak Muslimana*, Sarajevo, 1969, Svjetlost, p. 49.
4. *Istorijski Arhiv KPJ*, t. II, p. 116.

Le IVe Congrès du PCY (Dresde, octobre 1928) répète que la question nationale doit être résolue par la séparation effective de la Croatie, de la Slovénie et de la Macédoine qui créeront des républiques indépendantes pour s'unir, sur la base d'un libre consentement, en une fédération de républiques paysannes et ouvrières des Balkans.

Il faut attendre décembre 1934 pour que le PCY lors de sa Ve Conférence régionale (Ljubljana) revienne sur ses positions et déclare que la question nationale doit être résolue dans le cadre de l'Etat yougoslave existant.

En 1935, de Split, le Comité central appelle les communistes à "ne pas rester sourd aux aspirations nationales" et, plus particulièrement, à tout faire pour que "le peuple serbe soutienne les exigences et la lutte des autres peuples de Yougoslavie pour l'égalité en droits" (1).

L'idée de l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine, au sein du PCY, fait son chemin. Par un travail politique auprès des masses les communistes de Bosnie-et-Herzégovine se sont aperçus que seule l'autonomie de cette région apporterait une solution à des rapports nationaux complexes (2).

Fin 1937, Josip Broz Tito, soutenu par le Bulgare Dimitrov, reçoit l'appui du Komintern pour former en Yougoslavie le Comité central du PCY. Jusque là, les dirigeants du PCY vivaient souvent à l'étranger. Depuis 1938, le CC du PCY est formé. Tito en est le Secrétaire général et Edvard Kardelj son remplaçant (3). Peu à peu, le PCY cesse d'envoyer au Komintern préalablement les textes des tracts qu'il va

1. *Ibid.*
2. *Pregled istorije SKJ*, p. 207-208.
3. Dès 1933, la revue slovène *Knjizevnost* que dirigeait l'écrivain révolutionnaire Bratko Kreft, publiait un article intitulé *La question nationale en tant que question scientifique*. Signé sous un pseudonyme, l'article était écrit par un jeune marxiste, Edvard Kardelj, et constituait la première ébauche de son livre, *Le développement de la question nationale slovène,* qui paraîtra en novembre 1938 pour être aussitôt interdit par la police royale. Dans une communication au présent colloque, V. Cl. Fišera qualifie ce livre de "seul ouvrage théorique d'importance consacré à la question nationale, qui fut publié entre 1920 et 1939 en Yougoslavie".

diffuser. Il se rend financièrement indépendant, vit des cotisations de ses membres. Il constitue un large réseau de sympathisants parmi toutes les couches de la société yougoslave. Son programme antifasciste lui fait gagner de nombreux partisans.

En décembre 1937, sur les directives du PCY, la jeunesse estudiantine de Bosnie-et-Herzégovine adressait une *Lettre ouverte à l'opinion publique*. Elle déclarait que "seulement par les forces conjuguées de tous les peuples de Bosnie et d'Herzégovine, celle-ci pourra prendre la place qui lui revient par sa spécificité" (1).

Edvard Kardelj écrivait en novembre 1938 dans *Le développement de la question nationale slovène* que "les Musulmans en Yougoslavie... ne se sentent ni Serbes ni Croates... et, par conséquent, ils constituent un groupe ethnique spécifique"(2). Bien qu'interdit par la police, cet ouvrage inspirera plus d'un communiste yougoslave sur la question nationale.

Au cours de la campagne électorale précédant les élections du 11 décembre 1938, le PCY invite les électeurs à voter pour l'opposition et contre les partis au pouvoir. A cette occasion "les Musulmans, étudiants à l'Université de Belgrade" s'adressent aux Musulmans de Bosnie et d'Herzégovine, qui sont mentionnés comme une communauté ethnique spécifique et non comme une communauté religieuse (3).

Début 1939 le PCY met en avant la solution des problèmes sociaux et de la question nationale. "Ce sont les conditions nécessaires pour la croissance des forces défensives dans le pays et pour la stabilisation de la position politique de la Yougoslavie face aux pays de l'Axe".

Le 23 août 1939 le pacte germano-yougoslave est signé. Le PCY ne cesse de dire la vérité sur le nazisme et sur le danger que pré-

1. Archives de l'Institut pour l'histoire du mouvement ouvrier à Sarajevo, n° AIRP RP 11/75.
2. Edvard Kardelj, *Razvoj slovenačkog nacionalnog pitanja*, Beograd, 1960, Kultura, p. 104.
3. Archives de l'Institut pour l'histoire du mouvement ouvrier à Sarajevo, n° AIRP RP 11/545-a.

sente l'Allemagne hitlérienne pour l'indépendance et l'intégrité de la Yougoslavie (1).

En décembre 1939, le PCY exprime clairement son attitude face à la question nationale en Bosnie-et-Herzégovine,dans la *Troisième lettre ouverte...*(2) de la jeunesse estudiantine de Bosnie-et-Herzégovine à l'occasion de l'accord conclu entre un politicien serbe, Cvetković, et un Croate, Maček, accord qui prévoyait le partage de la Bosnie-et-Herzégovine entre la Serbie et la Croatie à l'intérieur de la Yougoslavie. Dans cette lettre, un chapitre entier est intitulé "Pour l'autonomie de la Bosnie et de l'Herzégovine". La lettre insiste sur la complexité de la question nationale et sur l'impossibilité d'un partage équitable de cette région en îlots croate et serbe, mais surtout sur "l'injustice qui sera faite aux Musulmans qui, depuis toujours, sont une entité spécifique". C'est seulement dans une Bosnie-et-Herzégovine autonome que ni la Drina ni la Una (3) ne les sépareront de leurs frères. C'est alors que Zagreb et Belgrade leur seront plus proches (4).

Le 1er mai 1940, dans sa lettre à l'occasion de la fête du travail, le Comité central du PCY condamne le pacte conclu entre Cvetković et Maček. Il condamne les désirs des bourgeoisies serbe et croate de partager à cette occasion la Bosnie et l'Herzégovine. La lettre invite les peuples à décider eux-mêmes de leur avenir (5).

En juillet 1940, un texte des communistes de Bosnie-et-Herzégovine constate (6) que les masses musulmanes suivent leurs politiciens bourgeois uniquement parce qu'ils se sentent un <u>groupe ethnique</u> menacé par les bourgeoisies serbe et croate, surtout depuis la signature de l'accord entre Cvetković et Maček, qui risquait de morceler la

1. *Istorija Jugoslavije, op.cit.*, p. 559
2. Le texte se trouve dans les archives de l'Institut pour l'histoire du mouvement ouvrier à Sarajevo, n° RP/11/315.
3. La Drina et l'Una sont deux rivières qui constituent les frontières historiques de la Bosnie face à la Serbie et la Croatie.
4. Cf. Osman Karabegović, *Prije dvadeset godina*, dans l'ouvrage collectif *Tako je rodjena Nova Jugoslavija*, t. II, Beograd, 1963, p. 302.
5. Le texte se trouve dans les archives de l'Institut pour l'histoire du mouvement ouvrier à Sarajevo, n° RP/11/548.
6. Ve Conférence régionale du PCY pour la Bosnie-et-Herzégovine.

Bosnie et l'Herzégovine en une région qui serait annexée à la Banovina Hrvatska, et une autre, plus dominée que par le passé par la bourgeoisie serbe. Le texte de juillet 1940 souligne que cet accord est injuste envers les Serbes, les Croates et surtout les Musulmans. "L'autonomie populaire est la seule solution juste dans l'intérêt commun des masses musulmanes, serbes et croates" (1).

Lors de la Ve Conférence du PCY (Zagreb, novembre 1940), cette position est confirmée : "Nous, communistes, nous pensons que ces peuples doivent librement décider de leur avenir et trouver le mode d'administration par l'autonomie..." (2). Le parti décide d'agir pour que les masses serbes et croates acceptent l'idée d'une autonomie de la Bosnie-et-Herzégovine.

Une partie du rapport sur la mise en application de cette politique, présenté par Ivo Lola Ribar, secrétaire des Jeunesses Communistes Yougoslaves (S.K.O.J.) s'exprime clairement. Il y est parlé des tâches qui se posent au S.K.O.J. en Bosnie-et-Herzégovine, et notamment dit : "La lutte contre la haine entre les différents peuples et pour le droit à l'autodétermination de cette région est la première tâche du S.K.O.J." (3).

Le 27 mars 1941, au cours de manifestations importantes à Belgrade, les Yougoslaves réussissent à faire annuler le pacte germano-soviétique signé deux jours auparavant. A cette occasion, le Comité Régional du PCY pour la Bosnie et l'Herzégovine s'adresse aux peuples de ces régions. Il apostrophe nommément les Musulmans par une mise en garde contre les horreurs de la guerre (4).

Le 6 avril 1941 Hitler attaque la Yougoslavie.

Aussitôt, la Résistance s'organise. Plusieurs textes offi-

1. Ce texte se trouve dans le journal *Proleter*, organe du CC du PCY, n° 9-10/1940.
2. Cf. *Komunist*, organe du CC du PCY, n° 1, oct. 1946, p. 142
3. Archives de l'Institut pour l'histoire du mouvement ouvrier, *Arhiva KI III/5*, Belgrade.
4. *Archives de la Ligue des communistes de Bosnie-et-Herzégovine*, t.III, livre 1, Sarajevo, 1952, p. 8.

ciels du PCY sur la lutte pour la libération nationale font état de la spécificité de la Bosnie et de l'Herzégovine, et qualifient les Musulmans de "peuple". Mais ceci ne fait pas partie chronologiquement de notre colloque.

La place des Musulmans et des musulmans dans la Yougoslavie actuelle

La Yougoslavie est aujourd'hui une République Socialiste Fédérative composée de six républiques fédérées (1).

La question nationale est envisagée selon les principes autogestionnaires. La vie ethnique et le libre épanouissement culturel, national et politique, sont garantis par la loi à tous les citoyens, sans aucune discrimination.

On distingue :

- les groupes ethniques dont la majorité de la population vit en Yougoslavie : ils seront appelés peuples.

- les groupes ethniques dont la majorité de la population vit hors de Yougoslavie : numériquement moins nombreux, ils seront appelés nationalités pour éviter le mot minorité dont l'emploi souvent considéré comme péjoratif est incompatible avec le statut qui leur a été conféré. Ainsi, il y a six peuples aujourd'hui en Yougoslavie. D'après le recencement de 1971,voici leur répartition pour l'ensemble du pays :

LES PEUPLES DE YOUGOSLAVIE :	8 143 246	Serbes
	4 526 782	Croates
	1 729 932	Musulmans (sens ethnique du mot)
	1 678 032	Slovènes
	1 194 784	Macédoniens
	508 843	Monténégrins

1. La Serbie, la Croatie, la Slovénie, la Bosnie-et-Herzégovine (qui n'est qu'une seule république fédérée), la Macédoine, le Monténégro.

LES NATIONALITES SUIVANTES VIVANT EN YOUGOSLAVIE :

1 309 523 Albanais
477 374 Hongrois
127 920 Turcs (1)
83 656 Slovaques
78 485 Roms
58 627 Bulgares
58 570 Roumains
24 640 Ruthènes (originaires de Galicie dont le parler est voisin de l'ukrainien, mais qui ont demandé et obtenu leur spécificité par rapport aux Ukrainiens de Yougoslavie)
24 620 Tchèques
21 990 Valaques
21 791 Italiens
13 972 Ukrainiens
12 785 Allemands
7 427 Russes
4 811 Juifs
3 033 Polonais
1 564 Grecs

Aussi bien tous les peuples que toutes les nationalités ont, conformément aux textes juridiques, adopté suivant les principes autogestionnaires, le droit à l'éducation dans leur langue maternelle et à l'usage de celle-ci dans la vie quotidienne. Ils ont aussi le droit d'affirmer leur spécificité ethnique, de développer leur identité culturelle et nationale, d'établir des liens très étroits avec leurs communautés nationales vivant en dehors de la Yougoslavie et d'étudier leur propre passé.

1. Dans le passé, même récent, le nombre de Turcs était beaucoup plus important en Yougoslavie. Toutefois, la Bosnie-et-Herzégovine n'a jamais compté une population nombreuse de langue turque. Beaucoup de Turcs se sont expatriés, notamment en République de Turquie.

L'étude du passé culturel, politique et national des Musulmans s'est largement développée ces derniers temps (1).

Quelle était la langue des ancêtres des Musulmans actuels? Quels caractères utilisaient-ils pour l'écrire?

En s'islamisant, les ancêtres des Musulmans actuels n'ont jamais abandonné l'idiome slave, même ceux qui, parmi eux, sont devenus des écrivains célèbres en langues arabe, turque, persane. Cette langue a été diversement nommée au cours des siècles, mais, le plus souvent, elle fut appelée "bosniaque" et occupa, au XVIe siècle, dans l'Empire, le rang de deuxième langue, après le turc-ottoman. De larges couches de l'administration ottomane étaient d'origine bosniaque. Plusieurs gouverneurs ottomans, dont la langue maternelle était le "bosniaque", s'en servirent dans leur correspondance avec les commandants croates ou serbes des forteresses des Habsbourg. Même l'alphabet utilisé fut cyrillique. Le "bosniaque" assimila avec le temps un grand nombre de mots orientaux (2). Puis ils s'intégrèrent ultérieurement dans le lexique des non-musulmans.

Les ancêtres des Musulmans se sont servis successivement des caractères arebica, du cyrillique, des caractères latins. Les premiers étaient en caractères arabo-persano-turcs, adaptés au phonétisme du serbo-croate. Une intéressante littérature nous est restée, écrite en arebica (3).

1. Nous nous réservons de donner ultérieurement une bibliographie commentée des ouvrages concernant la spécificité culturelle des Musulmans de Bosnie.
2. Il existe quelque 6 800 mots orientaux, appelés souvent "turquismes". Pour exprimer certaines notions, tous les locuteurs du serbo-croate sont obligés d'employer des mots orientaux (ex.: bubreg, le rein).
3. L'Académie des sciences et des arts de la Bosnie et de l'Herzégovine, sous la direction de l'académicien Midhat Begić, a organisé les 26 et 27 mai 1976 un colloque sur les différentes traditions littéraires de cette région au cours des siècles passés. Les textes littéraires en arebica y occupèrent une place privilégiée. Les Actes de ce colloque viennent d'être publiés, *Naučni skup: Književnost Bosne i Hergovine u svjetlu dosadašnjih istraživanju / Sarajevo, 26 i 27 maja 1976*, Sarajevo, ANBIH, 1977, Posebna izdanja, t. XXXV.

Ainsi, la langue parlée par les Musulmans aujourd'hui est à peu de chose près la même que celle des Serbes, des Croates, des Monténégrins. La langue écrite, littéraire,des Serbes, des Croates, des Monténégrins et des Musulmans est la même : elle porte le nom de serbo-croate, ou de croato-serbe. Toutefois, l'une de ses variantes est en usage en Croatie et l'autre en Serbie. Fière de sa spécificité par rapport aux Serbes et aux Croates, la république de Bosnie-et-Herzégovine, qui compte des Musulmans parmi ses peuples, a codifié la langue et mis en avant un certain nombre de règles qui doivent être appliquées dans l'emploi officiel de la langue serbo-croate, afin de ne pas inféoder la Bosnie et l'Herzégovine à la Serbie ou à la Croatie, et pour respecter tous les liens qu'elle peut avoir avec la Croatie et la Serbie. Les deux alphabets, cyrillique et latin, sont tout à fait égaux. L'alphabet cyrillique ayant été, par ignorance, considéré pendant l'époque austro-hongroise comme alphabet "serbe" ou "orthodoxe" fut alors interdit. Mais aujourd'hui, les trois peuples de Bosnie sont conscients du fait que chacun d'entre eux ne peut être libre que si les deux autres peuples le sont aussi (1). Ainsi, certains journaux ou certaines revues sont publiés dans les deux alphabets, un texte imprimé en cyrillique précédant celui en caractères latins ou vice-versa.

Ainsi, à partir du fait religieux et culturel, il s'est constitué au cours des siècles, en Bosnie, une "spécificité ethnique" des Musulmans, donc, un fait national.

Le processus de formation de cette "spécificité ethnique" qui, dans la Yougoslavie autogestionnaire deviendra un "peuple" à part entière, a commencé avec les premières islamisations de la population locale vers la fin du XVe siècle. La spécificité "musulmane" est venue se greffer sur la spécificité krstjane anti-orthodoxe et anti-catholique, qui s'est formée au cours du Moyen-Age autour de l'idéologie de l'"Eglise de Bosnie". Aujourd'hui, les Musulmans de Bosnie sont un peuple de Yougoslavie égal en droits aux autres peuples de Yougoslavie.

1. Pour plus de détails, cf. Milan Šipka, *Jezički savjetnik*, Sarajevo, "Svjetlost", 1975.

Trois dates dans l'après-guerre paraissent plus importantes que d'autres. Elles constituent des étapes dans la lente affirmation politique, nationale et culturelle de ce peuple (1).

Le Comité central de la Ligue communiste de la Bosnie-et-Herzégovine exige en 1967 que l'on qualifie obligatoirement, dans tous les textes officiels, les Musulmans de "peuple" à part entière, au même titre que les Serbes et les Croates. Ceci est la conséquence de l'application des principes autogestionnaires à la question nationale.

En 1971, le recensement général de la population en Yougoslavie a montré que les Musulmans étaient numériquement le troisième peuple de Yougoslavie et le premier dans la république fédérée de Bosnie-et-Herzégovine.

Le 15 février 1974 a été proclamée la Constitution yougoslave, qui a tenu compte des acquisitions du peuple des Musulmans au cours de son histoire et surtout des décisions de la Ligue des communistes.

La façon dont la Yougoslavie a posé la question nationale des Musulmans semble assez inédite. Le rôle du PCY à la veille de la Deuxième guerre mondiale est essentiel. Le rôle de la Ligue des communistes a été déterminant depuis une dizaine d'années dans cette affirmation.

Les conditions nécessaires émises par Staline pour la reconnaissance d'un peuple ne peuvent être appliquées aux réalités yougoslaves et, notamment, à celle des Musulmans. Ce n'est pas parce qu'ils parlent la même langue que les Serbes, les Croates, les Monténégrins, qu'ils ne peuvent être un peuple à part entière.

Une question se pose : les théories fédéralistes étaient très développées parmi les "Yougoslaves" à la veille de la Première

1. Tout ouvrage porte ce titre, *Nacionalni i politički razvitak Muslimana*, Atif Purivatra, Sarajevo, "Svjetlost", 1969.

guerre mondiale. Comment se fait-il que cet héritage ne fut pas utilisé par le PCY au début de son activité? Quels sont les facteurs qui ont fait que les communistes yougoslaves avaient cru à l'aberrante théorie d'"un peuple à trois noms"?

Il est bon qu'une communication se termine par des questions qui peuvent ouvrir de futures recherches.

L'Islam a montré dans sa variante slave, en Bosnie, qu'il est beaucoup plus qu'une religion. Il est un mode de vie aussi. C'est ce qui nous intéresse ici surtout.

La civilisation orientale, par l'intermédiaire de l'Islam, a laissé auprès de nombreux Yougoslaves des traces profondes. Ceci est vrai pour les croyants, les musulmans, mais aussi pour ceux qui ne se sentent pas croyants. De plus, l'Islam a laissé des traces de sa civilisation chez des populations qui n'ont jamais embrassé l'Islam. Ces traces se trouvent aujourd'hui intégrées dans les différentes cultures nationales comme le prouve, par exemple, le nombre important de mots orientaux dans la langue parlée et écrite. Ce large éventail de groupes humains qui ont gardé avec la civilisation orientale des rapports privilégiés permet peut-être dans le cas bosniaque qu'il n'y ait pas deux communautés diamétralement opposées, mais plutôt une graduation de leur attachement à l'acquis des civilisations. Il est significatif que les sujets ayant trait à l'Empire ottoman connaissent une grande vogue dans la littérature yougoslave d'après guerre. Il nous suffit de mentionner les oeuvres d'Ivo Andrić et de Meša Selimović.

Le Centre d'études balkaniques compte proposer à l'occasion du IVe Congrès des Etudes du Sud-Est Européen à Ankara, en août 1979, un travail international et interdisciplinaire sur "L'Islam, le socialisme dans les Balkans. Problèmes culturels".

Il y a quarante ou quarante-cinq ans, on consacrait en Europe centrale beaucoup plus de temps et de crédits au konfliktforschung dans les Balkans qu'aux recherches scientifiques sur les véritables aspirations des populations balkaniques.

Face aux promesses les plus pessimistes sur l'avenir de la Yougoslavie qu'une certaine presse (1) ne cesse de nous prodiguer, nous voudrions souhaiter que vienne enfin le temps d'une étude méthodique, dépassionnée pour un dialogue des civilisations. Ce dialogue, personne ne peut le nier, coexistait avec l'autre "dialogue", celui des armes.

Cette communication se propose d'être une modeste et première ébauche de la partie introductive à une étude sociologique sur la spécificité culturelle du passé et du présent des Musulmans yougoslaves (2).

1. *Frankfurter Allgemeine*, 13 novembre 1978, p. 4, article de V. Meir, Ein leicht desintegriertes Land.
2. Sujet de ma thèse de doctorat.

ETHNIES OU GROUPES IMPORTANTS D'ORIGINE RELIGIEUSE ? - VERS LEUR CO-EXISTENCE

(De la genèse de la République Socialiste plurinationale de Bosnie-Herzégovine)

Joseph FIŠERA

"La crise mondiale de 1914-1918 ne fut pas seulement une guerre - la guerre de 1914, mais une révolution de 1917"
(Elies Halévy, *Ere des tyrannies*, Paris, 1934)

Les guerres étaient perdues mais une foi nouvelle et une espérance nouvelle naissaient. De plus, le mythe, l'exemple et les pratiques de la révolution russe exaltaient et faisaient peur. Et de nombreux "non possidentes", humiliés et offensés croyaient encore à "Ex Oriente Lux".

Des enquêtes préliminaires.

a) Dès 1930 nous avons rencontré des sociétés où deux ou trois ethnies, grandes communautés d'origine religieuse soucieuses de leurs traditions vivaient ensemble, enchevêtrées à souhait dans une promiscuité écologique, mais dans une étanchéité charnelle quant aux mariages interethniques et même non religieux (1).

1. Nous avons eu le privilège de suivre la genèse du livre d'Ivan Olbracht, *Golet v údolí* (Golet dans la vallée), Prague, 1937, en tchèque : Le dernier des trois contes, "Les beaux yeux de Hana Karadžičová", est un témoignage bouleversant de ce milieu orthodoxe fermé. Une jeune fille juive veut se marier avec un juif athée occidentalisé : elle est excommuniée et chassée par toute la communauté y compris par sa famille : "Ainsi, Hanelé, la première depuis que Polana existe (son village natal, remarque J.F.) a quitté la maison paternelle et le camp de son Dieu".

Ces populations vivaient écartelées entre les vieilles traditions opposées (1) à la conception de la participation à l'autorité ou au travail collectif, et les attentes, voire les "charismes" des entreprises forestières, fluviales (2), maritimes et, plus tard, de l'émigration pour l'Outre-mer en groupes homogènes.

L'influence des prêtres et des rabbins restait considérable d'autant plus que dans le passé, c'est eux qui avaient conservé et fixé la langue liturgique et littéraire (3).

Les langues des peuples de différentes confessions n'étaient uniformes ni d'un point de vue lexicologique ni d'un point de vue dialectal ; plus ordinairement, les membres d'un même peuple qui appartiennent à des confessions différentes parlent et écrivent des dialectes différents, souvent nettement distincts (4).

On peut mentionner le fait très caractéristique que les siècles pendant lesquels les Vaudois habitèrent le Piémont italien et catholique n'ont pas suffi à déraciner leur origine française, tandis que les Vaudois émigrés au XVIIIe siècle en Würtenberg protestant ont assimilé la civilisation d'une ethnie étrangère, mais homogène au point

1. P. Bogatyrev, *Actes magiques, rites et croyances en Russie Subcarpatique.* Paris, 1929, XI + 163.
2. Un travail de R. Jeřábek, *Karpatské vorařství v 19. století* (Transports par radeaux dans les Carpates au XIXe siècle), Prague, 1961, 178, fut le premier ouvrage concernant l'histoire de ce moyen de transport dans ces vastes régions. Le texte et la bibliographie parlent de l'histoire, de l'économie des transports et du folklore, expliquent sa floraison et son déclin au XXe siècle, et J. Mousset, *Les villes de la Russie Subcarpatiques*, Paris, 1938, 139.
3. Ces travaux ont été repris après la dernière guerre par J. Markov dans ses *Contributions à l'histoire de l'ethnographie de l'Ukraine Subcarpatique (K dějinám narodipisu zakarpatskej Ukrajiny)*, Praha-Bratislava, Československá Ethnographie (Ethnographie tchécoslovaque), 1962, 10, p. 60-88, en Slovaque.
4. Aešcoly-Weintraub A.Z, *Le Hassidisme*, Paris, 1928, 201 p.

de vue religieux (1).

En Roumanie existaient trois parlers différents (orthodoxe, catholique et mahométan). On peut constater un phénomène semblable en Bosnie, habitée par des membres de la même nation serbo-croate et divisée, quant à la langue, par une forte démarcation confessionnelle (2).

b) Dans la Yougoslavie d'avant-guerre, il était facile de trouver des problèmes analogues. Certaines populations semblaient être en retard, se dirigeant encore par les superstitions et la magie.

La Bosnie-Herzégovine était habitée par plusieurs ethnies enchevêtrées à souhait : Serbes orthodoxes et Croates catholiques vivant les uns à côté des autres, se méfiant les uns des autres et encore plus des musulmans, Slaves islamisés, mais Slaves comme eux.

Ces trois éléments habitaient fréquemment les mêmes villages, mélangés sur le plan écologique, mais n'exprimant un désir de cohabitation que restreint, vivant encore dans des communautés ethniques et religieuses fermées.

En 1934, notre curiosité nous a poussés dans la région semi-désertique au sud de Pocitelj et de Stolac-Radmilje à la recherche des derniers bogomiles, descendants des hérétiques qui auraient épousé la religion musulmane dès la conquête turque au XVe siècle. Nous n'avons trouvé, vivant dans un paysage de nécropoles, qu'un groupe important de paysans vivant dans un grand dénuement dû à un retard balkanique et levantin.

En effet, les mosquées les plus avancées touchent ici presque à la Méditerranée. La côte et la navigation, voire la migration et

1. Voir E. Montet, *Histoire littéraire des Vaudois*, Paris, 1884, p. 11 et 145, et F. Bender, *Geschichte der Valdenser*, Ulm, 1850 ; et notre dossier constitué sur place dans la région de Langensteinbach-Karlsbad, pays de Bade, grâce à la compréhension des autorités communales et des citoyens d'origine "vaudoise".
2. A.Z. Aešcoly-Weintraub, *op. cit.*, VII.

l'émigration semblaient moins convenir aux petits paysans musulmans qu'à leur homonymes croates catholiques du littoral, marqués par la tradition des anciennes républiques de Raguse-Dubrovnik et de Venise.

La Bosnie-Herzégovine (1) a vécu sous le régime féodal en 1878, date à laquelle l'Autriche-Hongrie a commencé à l'industrialiser, profitant de l'exploitation des richesses du sous-sol connues par endroits dès l'époque des Romains et des Saxons, mais exploitées artisanalement ou abandonnées depuis longtemps.

La réforme agraire tant souhaitée n'a été que partiellement pratiquée après 1918.

Le régime royal n'a eu ni la possibilité ni la capacité ni le temps de moderniser ce pays en entier.

Des guerres qui ont coûté très cher à ce territoire, surpeuplé par rapport à sa surface de terre arable , des conversions, des migrations et des émigrations ont changé plusieurs fois la structure de la population.

Les ethnies et les groupes religieux se sont imbriqués les uns dans les autres sans se mélanger ; on estime à 4 % seulement le nombre de districts habités par une seule composante des trois nationalités, qui sont aussi groupes ethniques et groupes religieux quant à la tradition ou confession : Serbes orthodoxes, Croates catholiques ou musulmans, qui se considèrent ou sont reconnus aussi bien par les recensements ou les enquêtes sociologiques comme Yougoslaves indéterminés ou non classés ou musulmans au sens ethnique du terme.

Les Serbes vivent en majorité dans certaines régions et les Croates dans d'autres ; les musulmans (les Slaves islamisés, c'est-à-dire des Serbes et des Croates islamisés depuis des siècles sont majoritaires en Bosnie Centrale, autour des vallées de la Bosna, Spreča, Ukrina, Krivaja et Lašva, en Bosnie de l'Est et dans la vallée de la

1. Ce territoire occupé par les Turcs en 1463 a changé plusieurs fois d'appendice quant à son titre : Bosna-Beglerbekluk réduit au Bosna-Vilayet, passant de 60 000 km2 environ à 51 200 km2 sous la domination austro-hongroise (1878-1918), sous le royaume de Yougoslavie (1918-1941) et le régime actuel, à partir de 1945. La densité de population était de 22 habitants au km2 environ au Moyen Age, 37 sous l'Autriche-Hongrie, 45 sous les rois, 49 en 1955.

Neretva en Herzégovine, ces régions représentant 27 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine .

Il est probable que la population de la Bosnie-Herzégovine comptait 1 200 000 personnes au Moyen-Age ; le recensement turc de 1851 n'en trouve que 916 000. Les quatre recensements austro-hongrois, (ceux de 1879, 1885, 1895 et 1910) se sont élevés de 1 158 000 à 1 898 000 ; les résultats de mêmes opérations effectuées sous le Royaume de Yougoslavie en 1921 et en 1931 indiquent 1 889 000 et 2 323 000 habitants. Le nombre des habitants, malgré toutes les conséquences des guerres, est passé de 2 564 308 en 1948 à 2 847 459 en 1953, et à 3 277 965 en 1961 (1).

(Avant l'invasion turque, elle était habitée par des populations de religion orthodoxe, catholique et bogomile, depuis la conquête turque par des orthodoxes, des catholiques et des musulmans).

Les ruraux musulmans de la vallée de la Lepenica, hommes et femmes, connaissent assez bien les prescriptions religieuses et les observent plus ou moins mécaniquement ; certains ne les respectent pratiquement pas. Les imans de campagne ne sont pas suffisamment instruits. Cette population musulmane, primitive dans son ensemble, a conservé certaines coutumes pré-islamiques et s'adonne encore aujourd'hui à des cérémonies touchant à la magie (2).

Pendant certaines périodes de l'occupation turque (de 1463 à 1878), l'élément musulman a dominé tant politiquement que numériquement, atteignant quelquefois même la majorité absolue.

1. *Stanovništvo i domaćinstva u S.R. Bosni Hercegovini, uredni pregled resultata popisa 1948, 1953 i 1961 godine prema političko-teritorialnoj podjeli od 1/1/1963 god* (Population et ménages en République Socialiste de Bosnie-Herzégovine, aperçu officiel des résultats des recensements de 1948, 1953 et 1961 d'après la répartition territoriale du 1er janvier 1963), Sarajevo, 1964, en particulier, p. 32-38.
2. *Lepenica (La vallée de la Lepenica ; cadre naturel, population, économie et santé)*. Enquêtes et ouvrage collectif, Sarajevo, 1963, (en Serbo-croate).

On estime néanmoins que les orthodoxes ont été la plupart du temps en majorité comme ils le sont encore actuellement (1).

Entre 1851 et 1948, la population de Bosnie-Herzégovine a augmenté de 1 650 000 personnes (180 %) ; dans la même période les orthodoxes ont avancé de 167 % (plus de 2 fois et demie), les catholiques de 226 % (plus de 3 fois) et les musulmans de 170 % (plus de 2 fois et demie), malgré un certain nombre de départs cités ci-dessous après la défaite et le départ définitif des Turcs (de 1878 à 1918).

Les changements de maîtres et de régimes ont exercé une influence négative sur la composition de l'élite de la population et sur son développement. En effet, une partie de l'élite battue suivait ses maîtres dans leur retraite et leur émigration; les cadres déja rares n'avaient alors pas le temps de se réformer et la main-d'oeuvre excédentaire et illéttrée des campagnes émigrait quand elle le pouvait.

La relation des chiffres exprimant la force numérique de ces trois composantes (musulmans, orthodoxes et catholiques) aurait été, pendant la domination turque au XVIIe et au XVIIIe siècle, de 5 : 3 : 2 ; de 3,2 : 4,6 : 2,2 sous le régime de Vienne et de Budapest (en 1878-1918) ; de 3,1 : 4,5 : 2,14 en 1918-1941 et de 3,47 : 4,16 : 2,26 en 1955 (2).

Quelle est l'origine de l'islamisation de ces Slaves ?

Au XVe siècle, les Turcs avançaient vers l'Ouest dans la péninsule balkanique. En 1453, le roi Stjepan Tomašević continuait

1. D'après les chiffres du régime turc, les orthodoxes étaient 43,60 % en 1851 contre 35,80 % de musulmans, 19,50 % de catholiques, 1,10 % d'autres. Les résultats du recensement austro-hongrois de 1910 confirment cet exode relatif des musulmans vaincus (43,49 % d'orthodoxes, 32,24 % de musulmans, 23,30 % de catholiques (0,96 % d'autres). En 1931, les orthodoxes ont maintenu leur position par 44,25 % ainsi que les catholiques (23,58 %), tandis que les musulmans ont diminué encore légèrement à 30,90 % (1,27 % d'autres), pour remonter en 1948 à 34,71 % contre 41,62 % d'orthodoxes, 22,61 % de catholiques, 1,06 % des restants.
2. D. Pejanović, *La population de Bosnie-Herzégovine*, monographie, volume 229 de l'Académie Serbe des Sciences, Belgrade, 1955, en particulier p. 68-72.

toujours à promettre au pape d'anéantir les hérétiques bogomiles "ces manichéens du Royaume de Bosnie" (1).

Mais les survivants de la noblesse et la majorité du peuple durent céder devant l'avalanche turque et passèrent à l'Islam qui leur promit plus de tolérance que Rome.

Après avoir visité plusieurs nécropoles en Bosnie centrale et méridionale, et en particulier celle de Radmilje près de Stolac, et consulté les spécialistes, nous avons pu constater une attitude prudente qui tend à réviser certaines théories et hypothèses, comme celles concernant le mode de vie, l'art bogomile, etc.

C'est ainsi que pour A. Solovjev la lune et le soleil représentés sur les stečci (pluriel de stečak - monument funéraire de Bosnie-Herzégovine) sont dûs à l'iconographie ésotérique de l'Eglise bogomile, pour laquelle le soleil et la lune sont des vaisseaux célestes, "habitacles des âmes des justes avant leur départ pour le paradis" (2).

Ces mêmes symboles, croix et lune (croissant) sont expliqués souvent par les habitants comme des symboles du passage, reddition politique, tendant à gagner par certains compromis de forme et d'adhésion extérieure, au moins au début, une paix religieuse et sociale.

On estime que les trois-quarts de la population seront islamisés en gardant certaines coutumes bogomiles. En Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, comme ailleurs, le Sultan n'interdisait pas les cultes autres que le culte islamique sous deux conditions expresses essentielles:

"1) Payez les impôts dont vous êtes chargés.

1. Se rapporter à la bibliographie, Les Bogomiles d'A. Solovjev, *Synthèses*, Bruxelles, 1958, p. 94-97, accompagnée d'une courte étude (Histoire et dogme, diffusion du bogomilisme en Bosnie, art bogomile).
2. O. Bihalji et A. Benac, *L'art des Bogomiles*, Belgrade ; en français, Paris, 1963.

2) Ne levez pas la tête, car celui qui lève la tête sera puni de mort.

Après cela vous pouvez vivre et jouir d'une autonomie domestique, communale et ecclésiastique en pleine liberté" (1).

La décadence politique turque a permis aux chrétiens autochtones, catholiques et orthodoxes de mieux résister : d'une part, grâce à l'apport de main d'oeuvre des régions limitrophes non islamisées, d'autre part, par le fait que cette résistance fut soutenue et souvent dirigée par le clergé chrétien lui-même en relation avec le mouvement de résurrection nationale croate et serbe. Pour les catholiques, il s'agissait des franciscains des couvents bosniaques de Fojnica, de Kreševo et de Sutjeska. Les orthodoxes, eux, rayonnaient de leurs centres de Sarajevo, Mostar, Zvornik.

Le frère franciscain, Ivan Frano Jukić (1818-1857), participa puissamment à ce mouvement du réveil national et laissa dans ses écrits des témoignages précieux sur la situation en Bosnie-Herzégovine (2) telle qu'elle se présentait 30-40 ans avant la fin de la domination turque en 1878 (3).

1. S. Bortchev, Quelques remarques sur le droit coutumier bulgare pendant l'époque de domination ottomane, *Revue Internationale des Etudes Balkaniques*, I, p. 36, cité également par M. Balagija, *Musulmans yougoslaves*, Alger, 1940, p. 75.
2. I.F. Jukić, natif de Banjaluka en Bosnie. Certaines de ses oeuvres ont été rééditées sous le titre, *Putopisi i istorisko etnografski radovi* (Journaux de voyage et oeuvres historico-ethnographiques), Sarajevo, 1953, suivis d'une bibliographie et de la liste des ouvrages de ce moine, intellectuel et homme de combat.
3. Cf. *Sarajevo u doba okupacije Bosne 1878* (Sarajevo aux temps de l'occupation de la Bosnie) de M. Kreševlajakovic, Sarajevo, 1937. L'auteur, musulman bosniaque très connu (1888-1959), décrit les derniers jours de l'administration turque et l'entrée des troupes austro-hongroises. Il a laissé une oeuvre importante sur le passé et le présent des Slaves islamisés et de la B.H. A ce sujet, voir le tiré à part de Glasnik Vrhovnog islamskog starešinstva u FNRJ (Organe de la Communauté religieuse islamique en Yougoslavie, n° 10-12, 1959, 7 pages, biographie et bibliographie écrites par A. Nametak.

A en croire Ivan Frano Jukić, en Bosnie ne vit qu'une seule nation, slave. La Bosnie est la seule province ottomane qui se soit préservée de la langue turque tant à la campagne qu'à la ville. Les lois chrétiennes et turques régissent la population. Parmi les chrétiens, on dénombrait alors 150 000 catholiques et 561 000 orthodoxes, tandis que les musulmans slaves représentaient 378 000 personnes. (il fallait ajouter 6 000 tziganes tous musulmans, 6 500 juifs, 6 000 soldats des garnisons turques).

Rares furent les fils de musulmans riches qui partirent s'instruire à Constantinople et apprendre la langue liturgique. Le clergé et les enseignants musulmans des écoles coraniques connaissaient "le turc", mais la grande majorité de la population était illêttrée et ne comprenait même pas les offices (1).

Corpus separatum et pauperi :

La Bosnie-Herzégovine, de 1878 à 1918, a vécu sous un statut particulier, régime d'occupation d'abord, et depuis 1918 un régime d'annexion.

Ce "corps séparé" du reste de l'empire austro-hongrois était régi par le ministère commun à la Double Monarchie, celui des Finances. L'administration de Vienne constamment gênée par Budapest, se trouvant devant une complexité économique, ethnique et religieuse, conserva, en principe, les lois turques préexistantes. Sur le plan politique, elle a ainsi objectivement facilité le développement des mouvements centrifuges nationalistes au lieu d'une émancipation économique qui aurait très probablement contrecarré ou au moins freiné sensiblement ces mouvements serbes et croates. Malgré cette sclérose et cet immobilisme, en quarante ans d'occupation austro-hongroise le niveau de vie des populations augmenta légèrement sans toutefois parvenir

1. *Zemljopis i povjestnica Bosne* (Géographie et histoire de Bosnie), 1851, p. 1-67.

à désarmer les revendications nationalistes (1).

Ainsi ce pays, prédestiné par ses richesses naturelles (2) à une éclosion industrielle et économique spectaculaire, ne se débarrassait que très lentement des héritages d'une occupation turque de quatre siècles.

Son état économique a pu être caractérisé sur tous les plans ; un pays agraire primitif directement dépendant du capital étranger (3).

L'industrialisation de la Bosnie-Herzégovine n'a commencé sérieusement qu'après 1890 par la fondation ou la modernisation de quelques hauts fourneaux et mines à proximité de ses riches gisements de métaux et de charbon. Elle a été lente, la priorité était donnée à l'industrie lourde. Les grands propriétaires musulmans conservant leurs terres et les paysans en majorité catholiques, et orthodoxes, maintenus dans leur gêne, conservaient de vagues espoirs dans les mouvements dirigés de l'extérieur, croate et serbe.

Tandis que les ingénieurs, cadres et ouvriers qualifiés, étaient recrutés dans les régions développées de Slovénie, d'Autriche et de Bohême, la main-d'oeuvre non qualifiée provenait des "pauperi", paysans pauvres ou appauvris, anciens serfs et métayers "déclassés", "prolétarisés" ou expropriés, uniquement capables, au début surtout, de n'effectuer que des travaux de peine, à la main, dans les mines comme dans les exploitations forestières.

1. P.F. Sugar, *Industrialization of Bosnia-Herzegovina, 1878-1918*, University of Washington Press, Seattle, 1963 : "Il n'est pas inexact de dire que le plan de lutte de l'Autriche-Hongrie contre le nationalisme par la croissance économique n'aurait pas réussi, même si le progrès économique avait obtenu des résultats supérieurs à ce qu'ils furent. Les moyens n'étaient pas adaptés aux fins".
2. Si la Yougoslavie est le pays le plus minéralisé d'Europe (J. Chardonnet, *Les grandes puissances*, t. I), la Bosnie-Herzégovine est la plus riche des six républiques fédérées yougoslaves.
3. B. Michel, La révolution industrielle dans les provinces de l'Empire Habsbourg, *Annales*, Paris, 1965, n° 1, p. 195-197.

On aimait beaucoup distribuer cette étiquette "pauperi" à tous les gens appauvris, pauvres ou d'origine paysanne et villageoise dans toute l'Europe balkanique et centrale. (Aux temps de notre jeunesse encore, ce mot nous poursuivait dans les écoles et même dans les lycées des pays libérés après le partage de l'empire austro-hongrois : notre lycée (gymnasium), malgré toute l'émancipation, et nous parlons de l'époque 1923-1931, possédait toujours, héritage du passé, une bibliothèque de prêts, dirigée par un aumônier, indiquée par un écriteau en médaillon : "bibliotheca pauperum"). Tous ces nouveaux paysans-ouvriers ou ruraux sans terre, non qualifiés, et illetrés, travaillaient dans les chantiers forestiers, les usines, les mines. Leur mentalité ne se prêtait guère à une vie ou à des actions revendicatives, coopératives ou communautaires. Ils ne pensaient pas à s'organiser et à se défendre collectivement, mais visaient avant tout l'achat ou le rachat de terres expropriées. Ils économisaient durement afin de rester au village, sans plus migrer, mais ils n'y parvenaient que déjà épuisés et âgés (1).

Les plus favorisés de ses membres, les ouvriers qualifiés, meister, majstori, considéraient ces agitations spontanées et locales comme nationalistes et par là réactionnaires, et retardataires par rapport à l'industrialisation. Ces spécialistes, en général mieux ou bien payés, vivaient d'ailleurs à part, séparés de fait de la masse d'ouvriers autochtones non qualifiés et primitifs (2).

Leur prise de conscience ne put donc pas être facilitée par la social-démocratie autrichienne, ni par le parti socialiste serbe, naissant et faible, écartelé entre l'internationalisme ouvrier et les aspirations nationales, entre l'antimilitarisme et le combat contre l'obscurantisme turc et autrichien.

1. M. Ilić in *Socijalna struktura i pokretljivost radnicke klase Jugoslavije* (Structure sociale et mobilité de la classe ouvrière yougoslave), Belgrade, 1963, ouvrage collectif, cf. en particulier p. 23-32.
2. N. Vučo, *Histoire économique des peuples de la République populaire fédérative de Yougoslavie*, Belgrade, 1948, p. 271 (en serbo-croate).

Les guerres balkaniques traumatisèrent des régions entières de la Bosnie-Herzégovine. En effet, si nous lisons aujourd'hui la proclamation de guerre du 18 octobre 1912 du roi Pierre de Serbie promettant la libération des Serbes, chrétiens et musulmans, et si nous la comparons aux récits de correspondants de guerre, nous constatons la démesure entre le nombre limité de combattants et les conséquences désastreuses des exodes et des batailles : la deuxième ville serbe, Niš, n'avait alors que 22 000 habitants (1). Sur 440 000 votants, le parti socialiste serbe n'a obtenu que 3 056 voix aux élections de 1906. Après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine en 1908, une grande fièvre nationaliste saisit toute la Serbie. La vie du parti socialiste et des syndicats - 1761 membres en 1903, 7 418 en 1910 - devint encore plus difficile. D'après la centrale syndicale, il y eut 47 grèves en 1910, presque toutes défensives. On travaillait 12 heures par jour dans les sucreries, 11 heures dans les mines (2).

ETHNIES OU RELIGIONS

Lors d'une enquête sociologique en Yougoslavie sur les régions habitées par des musulmans, on ne peut s'empêcher d'être surpris par le fait que la rubrique des nationalités contienne les catégories suivantes : serbe, croate, slovène, macédonien, monténégrin et "musulman au sens d'appartenance ethnique", "yougoslave non déterminé" (non classé) (3), et que la rubrique religions comprenne : orthodoxe, catholique, musulman, protestant, sans religion (4).

1. E. Škatula, *Balkánská válka* (La guerre balkanique), Prague, 1913, en particulier la partie *La Serbie socialiste*, p. 335-338 (en tchèque). L'auteur, correspondant de guerre de l'organe central du parti social-démocrate tchèque, *Právo lidu*, y constate : "La Serbie est dans ses quatre-cinquièmes agricole , elle ne s'industrialise que très lentement. Et disons le tout de suite : elle se prolétarise".
2. *Internationale ouvrière et socialiste*, Bruxelles, 1907, I. Serbie, p. 375.
3. Nous devons au sociologue yougoslave, A. Fiamengo, d'avoir pu participer à une enquête réunissant un échantillon de 1669 personnes prises dans 8 entreprises différentes de Bosnie-Herzégovine.
4. Cf. J. Fišera, Religions et opinions chez les étudiants de l'Université de Sarajevo, *Archives de sociologie des religions*, n° 12, 1961, p. 145-156.

Nous sommes amenés à supposer que le mot musulman peut exprimer soit l'appartenance ethnique de certains citoyens yougoslaves, soit leur appartenance religieuse. Quant aux musulmans yougoslaves, à ces Slaves islamisés, Jean-Paul Roux pose la même question : "Religion ou race?" (1).

A ce propos, il faut rappeler O. Klineberg (2) qui souligne que la "Déclaration concernant la race" de l'Unesco note que "Les Musulmans et les Juifs ne sont pas des races" (3).

Les Yougoslaves indéterminés, non classés, sont en réalité presque tous musulmans. Ils peuvent être musulmans de tradition ou musulmans d'origine, avec ou sans confession ou appartenance religieuse, croyants ou athées.

En s'affirmant "Yougoslaves indéterminés", les musulmans de Bosnie-Herzégovine manifestent leur volonté de n'être ni Serbes - c'est-à-dire obligatoirement orthodoxes ou d'origine orthodoxe - ni Croates, c'est-à-dire catholiques ou d'origine catholique.

Les générations qui ont bâti le nouvel Etat yougoslave, dirigeants du parti communiste en tête, ont pris conscience des tensions créées par les groupes ethniques et les minorités religieuses qui n'avaient cessé de désagréger l'Etat dans le passé. Pour eux, la Yougoslavie est un Etat fédératif, pluri-national (4), garantissant une complète égalité aux Serbes, aux Croates, aux Slovènes, aux Macédoniens, aux Monténégrins et aux neuf minorités nationales reconnues (5).

1. J.P. Roux, *L'Islam en Occident*, Paris, 1959, p. 219.
2. *Psychologie sociale*, ch. XI : Différences ethniques, p. 332.
3. *Statement on Race*, Unesco, n° 769.
4. Programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie, Paris, 1958, p. 219.
5. Ont profité de ce statut des minorités nationales en vertu de la Constitution de 1946 : les Albanais - Shiptares (en partie musulmans), les Turcs (musulmans également), les Hongrois, les Italiens, les Roumains, les Slovaques, les Tchèques, les Bulgares, les Ruthènes.

Quelles sont les origines de cette disposition et de cette reconnaissance? Sont-elles à la fois historiques et politiques? Comment et pourquoi ce groupe de Slaves islamisés, habitant en grande majorité la Bosnie-Herzégovine, a-t-il pu servir de base à une organisation politico-administrative, la république de Bosnie-Herzégovine, une des six républiques formant la République Socialiste Fédérative Yougoslave, ancienne République Populaire Fédérative Yougoslave? Comment ont-ils pu créer une ethnie reconnue?

Cette reconnaissance est étroitement liée à la création du nouvel Etat et à l'histoire de son promoteur : la Ligue des communistes yougoslaves. Ce parti a été fondé en 1919. Son premier "Programme pratique d'action" ne parle que d'un seul Etat, celui des Serbes, des Croates et des Slovènes (S.H.S.), devant accorder une complète autonomie aux régions, aux districts et aux communes. A partir de 1924, le parti reproche au gouvernement royal de favoriser les Serbes (orthodoxes) aux dépens des autres ethnies. Sima Marković, secrétaire du parti à l'époque, dénonce cette oppression pesante que subissent les Croates, les Slovènes, les Macédoniens, les Monténégrins. Il ne mentionne pas encore la Bosnie-Herzégovine et les musulmans. Dès 1924, les communistes yougoslaves sont les défenseurs de la libre disposition de tous les peuples et de la Fédération Balkanique.

Leurs résolutions mentionnent également, et pour la première fois, le problème national de la Bosnie-Herzégovine et exigent le développement du travail politique parmi les "masses paupérisées musulmanes".

Après la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne, le parti communiste, décimé par la clandestinité et l'attitude de Staline, continue à préconiser la décentralisation politique et la création des gouvernements locaux ouvriers et paysans, y compris pour la Bosnie-Herzégovine (1).

1. Sur le plan de l'organisation, les partis communistes croate et slovène sont créés en 1937; le parti communiste macédonien n'est fondé qu'après la Libération, en 1945.

Dès 1936, les responsables, souvent réunis à l'étranger, à Moscou, à Vienne et ailleurs, s'opposent aux tendances de démembrement de la Yougoslavie, étant donné les menaces allemande et italienne. Ils recommandent également l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine qui apporterait une solution aux tensions aiguës entre Serbes, Croates et groupe musulman.

En 1937, les étudiants bosniaques et herzégoviens exigent dans une lettre ouverte qu'on accorde à leur peuple la place qui lui appartient. Leur proclamation de 1939 précise que la Bosnie-Herzégovine est habitée à la fois par des Serbes, des Croates, des Musulmans, selon une répartition spatiale telle que toute frontière s'avère impossible à délimiter et que tout partage serait très préjudiciable aux trois communautés. "Il faut qu'il soit clair que n'importe quel partage va léser également les musulmans qui forment depuis toujours une entité à part... La Bosnie-Herzégovine est une entité politique particulière. Tous ceux qui ont à coeur la coexistence fraternelle des Serbes, des Croates et des Musulmans doivent se battre pour l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine".

Et le parti communiste, à son tour, proclame en novembre 1940 que les peuples de la Bosnie-Herzégovine détermineront et trouveront seuls une solution par la voie de l'autonomie.

Avant la dernière guerre le parti communiste yougoslave exerçait peu d'influence sur les masses "pauperisées de Bosnie-Herzégovine" : A part quelques noyaux traditionnels de vieux syndicalistes constitués sous l'occupation austro-hongroise, de 1878 à 1918, son influence était restée modeste dans les campagnes. Il lui était en effet difficile de s'opposer au parti des musulmans yougoslaves (Jugoslavenska Muslimanska Organizacija ou J.M.O), pour lequel votait la grande majorité des islamisés, pour la plupart analphabètes. Cette clientèle électorale relativement docile vivait pauvrement dans des villages souvent coupés de toute communication. Les descendants de familles connues ou aisées, les notables, les représentants des communautés religieuses locales, les agents électoraux, commerçants et tenanciers de ces trop nombreux cabarets (bifedžije; de buffets) récoltaient les suffrages.

Les islamisés s'étaient donnés pour chef le théoricien Mehmed Spaho (1) qui réclamait l'égalité de tous les citoyens et la participation à la direction des affaires de l'Etat.

Les députés siégèrent à l'Assemblée Constituante, collaborèrent avec le gouvernement et formèrent plus tard avec des Slovènes catholiques et une partie des Serbes la nouvelle coalition au pouvoir. Le frère de M. Spaho, Fehim, devint Reis Ul Ulema, chef religieux de la Communauté islamique yougoslave.

Par contre les jeunes intellectuels musulmans formés souvent à l'étranger, soit dans les universités d'Alger ou du Caire, soit à Belgrade ou à Zagreb, s'attachaient de plus en plus à l'idée de l'autonomie éventuelle de la Bosnie-Herzégovine. Ils s'appuyaient sur sa position géographique centrale, véritable trait d'union entre Serbes orthodoxes et Croates catholiques.

Cette intelligentsia musulmane eut des contacts avec des sympathisants et des intellectuels communistes.

Cependant, les dirigeants du parti communiste reprochaient aux chefs musulmans leur esprit clérical et leur refusaient le droit de représenter et de parler au nom des masses musulmanes (2). Pour le parti communiste, et dès 1940, "les musulmans sont un groupe ethnique et non une nation".

La dernière guerre a été particulièrement dure pour toute la population de la Bosnie-Herzégovine. De 1941 à 1945 elle fut le

1. "Quand nous avons vu qu'on ne pouvait pas organiser dans l'Assemblée Constituante une majorité qui voulût voter une Constitution en accord avec notre programme - une large autonomie des provinces - nous avons ajourné la question de l'autonomie à des temps meilleurs et nous avons essayé de réaliser les autres points du programme" (M. Spaho, in *J.O.M.* dans *Nova Europa* (Europe Nouvelle), livre VII, n° 17, Zagreb, 1923, p. 505-506).
2. "Les masses musulmanes ont suivi ces dirigeants pour une seule raison, c'est qu'elles se sont considérées comme un groupe ethnique menacé par la bourgeoisie serbe et croate".

centre de la résistance yougoslave et même souvent de la résistance alliée dans les Balkans. Après l'effondrement du royaume, en 1941, les tensions entre Yougoslaves s'ajoutèrent au triptyque classique : guerre, occupation, résistance. La répression fut dure et humiliante (1). Les envahisseurs cherchèrent et trouvèrent des collaborateurs parmi les groupes ethniques et religieux, les occupants et les régimes installés par eux poussant les Croates contre les Serbes, les musulmans contre les orthodoxes et ainsi de suite.

Pourtant, la résistance contre les puissances de l'Axe avait commencé : anciens officiers et sous-officiers, intellectuels et cadres, le mouvement de gymnastes - Sokols - avaient rejoint dans la clandestinité les organisations ouvrières et les groupes aguerris formés par d'anciens volontaires des brigades internationales en Espagne, revenus de l'Ouest avec toutes les expériences de guerre, de clandestinité et de détention dans les camps d'internement à l'Ouest, de 1936 à 1940.

Progressivement, la population paysanne devait se joindre à eux, excédée et affamée, mais l'unanimité contre l'occupant ne fit pas pour autant taire les antinomies traditionnelles.

Les musulmans étaient systématiquement sollicités par toutes les troupes de choc des deux camps.

L'étude des systèmes d'occupation dans les pays de l'Est, en Pologne, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, est difficile sur le plan historique, et une appréciation sociologique de ces méthodes et des réactions des populations occupées et résistantes est embryonnaire et incomplète.

1. Même l'armée italienne qui, en tant qu'occupante, avait essayé de se conduire ailleurs de façon à ne pas aggraver le mépris de la population à son égard, a souvent commis en Yougoslavie des actes qui rivalisèrent avec ceux des nazis. Les mosquées servaient d'étables ou de dépôts; c'est ainsi que fut dévastée entre autres la célèbre mosquée de Foca.

Ces études se heurtent au fait que les occupants avaient en général divisé les territoires envahis par plusieurs entités dotées de systèmes différents, fondés souvent sur l'hétérogénéité nationale, ethnique et confessionnelle (1).

Ainsi, la Pologne fut divisée en trois territoires, la Tchécoslovaquie en quatre, la Yougoslavie en huit parties différentes, occupées par des unités allemandes, italiennes, bulgares et hongroises (2).

LA TERRE DES POGROMS

Les Balkans et la Bosnie-Herzégovine ont longtemps été des terres de pogroms. Les derniers datent de 1941-1945. Ils ont impressionné à vie des témoins et des participants, souvent involontaires et primitifs. Effectués avec l'approbation ouverte ou tacite d'une petite partie du clergé, ils ont aidé efficacement la propagande anticléricale et antireligieuse d'après-guerre.

On tuait souvent au nom d'un Dieu. Et le Dieu, orthodoxe, ou quelquefois le Dieu musulman, moins imploré, ne venaient pas au secours. Les sondages et les enquêtes pratiqués ces derniers temps, malgré un recul de plus d'une vingtaine d'années, révèlent encore l'horreur des faits et souvent la déchristianisation d'anciens croyants.

La faim de la terre n'explique pas tout. L'affolement d'une ethnie, jusqu'alors bridée par un régime centraliste, venue au

1. Huit historiens yougoslaves se sont partagé un travail concernant les différents modes d'occupation, la composition des mouvements de résistance et une chronologie de leur action : *Les systèmes d'occupation en Yougoslavie, 1941-1945*, Belgrade, 1963.
2. Les monographies traitant de *L'Etat indépendant croate, instrument de la politique des puissances occupantes en Yougoslavie et le mouvement de libération nationale en Croatie en 1941-1945* et de *La politique d'occupation de l'Allemagne en Serbie*, nous intéressent quant à la Bosnie-Herzégovine.

pouvoir grâce aux puissances étrangères occupantes, ne peut que contribuer à la recherche de ces motifs. L'état primitif des habitants complète la liste des raisons qui ont permis à des activistes indigènes et locaux de suivre les consignes des agents étrangers.

Quelles ont été les attitudes et la conduite des musulmans pendant la guerre ? A part quelques exceptions, opprimés pendant des décennies par les autres, ils attendaient la fin de la guerre qui leur apparaissait comme un heurt entre Croates catholiques soutenus par l'Axe, et Serbes orthodoxes, battus momentanément mais liés, bon gré mal gré, aux formations de partisans pro-communistes ou à celles de tchetniks serbes (1).

Comme tous les ruraux pauvres, ils étaient cependant obligés de ravitailler tous ceux qui se présentaient armés. "Les uns venaient et régnaient le jour, les autres la nuit", disent encore aujourd'hui certains paysans âgés.

Il y eut des exceptions : dans des villes, et aux environs des rares usines et mines, du bassin de Tuzla, par exemple. Parmi les unités et brigades de partisans, il y avait une "brigade M". Ses volontaires provenaient des régions de Tuzla, Srebrenica, Tajevci, tous des musulmans. Elles attaquaient des divisions de la Wehrmacht et SS allemands dont une, par contre, la treizième, était composée de musulmans transfuges, troupe d'élite formée en Allemagne et très bien armée.

La littérature d'après-guerre tend à expliquer ce climat de chaos, d'horreur et de combats pour la survie d'individus ou de groupes tout entiers. Toutes les parties engagées ou entraînées voulurent tirer parti de ces parias musulmans qui cherchaient difficilement à assurer leur subsistance quotidienne.

1. La grande majorité des musulmans, avant et pendant la guerre, ne suivait ni les Croates ni les Serbes. Les ruraux musulmans sont restés des "attentionnistes" passifs (Voir entre autres dans *Lepenica*, la partie sociologique de l'ouvrage d'A. Fiamengo, *op.cit.*, *Relations des groupes sur le plan social et politique*, p. 175-179.

Les récits abondent.

L'écrivain engagé Branko Čopič a centré un de ses romans sur la Bosnie, où il a passé son enfance dans un milieu national et confessionnel mélangé. Il a décrit dans *Prolom* (la rupture, la brèche) deux personnages dirigeant l'insurrection, le contremaître d'une usine, musulman de Banjaluka, et le commissaire politique commandant tout le soulèvement populaire bosniaque (1).

Ivo Andrić a procédé autrement. Il nous a laissé un conte classique *Fagotins*, suite d'images mouvantes et condensées, décrivant la déchéance d'un Bosniaque musulman allant jusqu'au dénuement complet, causée par les deux guerres : "Il fut un jour assez étonné en apprenant qu'une nouvelle guerre mondiale avait éclaté. Et Ibro pensait que recommençaient la Galicie, la Piave, Polistsaba, naturellement pour les autres, plus jeunes que lui. Il s'agissait d'autre chose, de tout autre chose et Ibro lui-même le sentait... Il n'avait plus à présent aucun de ses proches qui pût s'occuper de lui. Tout à fait décrépit, dans le plus complet dénuement, il allait. Tout ce qu'il avait partait en alcool... On racontait que sa fille était morte en martyre et qu'elle était la compagne d'un héros" (2).

Cet Ibro - diminutif slavisé d'Ibrahim - homme d'autrefois, a tout perdu dans les guerres : sa famille, ses biens, son abstinence musulmane, sa raison.

En interrogeant un écrivain yougoslave en vogue en Occident, nous lui avons demandé pourquoi il donne à certains de ces pauvres héros les noms de Muharem, d'Ismet, d'Ibrahim : c'est qu'au Montenegro, à l'orée de la Bosnie, les musulmans ont été toujours les plus pauvres d'entre les pauvres. Ils sont sortis de la guerre encore plus

1. Čopič, *Prolom*, Belgrade, 1955.
2. Le conte *Fagotins* a été publié en français dans *Synthèses*, 147-148, Bruxelles, 1958, p. 125-134.

abandonnés, encore plus isolés, encore plus craints (1).

Les musulmans comme héros de guerre.

Nombreuses sont les rues des villes de Bosnie-Herzégovine qui portent les noms des morts à la guerre, et ceux-ci sont souvent de consonance musulmane. Certains d'entre eux furent même les cadres internationaux du mouvement communiste, anciens volontaires dans la guerre civile d'Espagne, tels que Fadil Jahić "Španac" ("l'Espagnol), Ahmet Fetahagić "Španac" ("l'Espagnol), il y avait des étudiants, des intellectuels, des ouvriers, des paysans. Quelques chefs spirituels de la communauté islamique avaient également rejoint le maquis et exhortaient les combattants, déclarant la guerre sainte (la djihad) aux occupants (2).

Il s'impose d'ajouter que certaines minorités ou "corps difficilement assimilables" (hard cores) ont été en grande partie anéantis par les occupants et par la guerre en Bosnie-Herzégovine. Les tziganes et les juifs allaient mourir en masse dans les camps de Jasenovac et autres, ou dans ceux de la Pologne occupée (3).

Les musulmans comme héros du travail.

La première période d'après-guerre fut lazaréenne : les survivants se comptèrent, on recensa les dégâts. La richesse du sous-sol existait. La Yougoslavie avait les plus riches réserves du minerai d'Europe grâce aux gisements de Bosnie. Mais comment les exploiter?

1. M. Bulatović, *Le coq rouge* (1963), *Le loup et la cloche* (1964) : "Un cochon de musulman, cet Ibro", dit Sretchko (Félicien), "Pas plus que votre (souligné par nous) Spasoïe (Sauveur)", répliqua Ismet". Sretchko et Spasoïe sont des prénoms typiquement chrétiens, comme Ismet et Ibrahim sont typiquement musulmans.
2. "Si cette guerre de libération n'est pas sainte, alors il n'y a pas de guerre sainte du tout" (tiré de la déclaration du mufti Muhefendić de Prozor après son ralliement au mouvement des partisans).
3. En 1962, nous avons pu suivre certaines traces de leurs passages à Birkenau et à Auschwitz (sur une trentaine de mille juifs de la communauté de Sarajevo, à peine mille ont survécu à la guerre. Les tziganes, en majorité musulmans, ont été décimés par milliers).

Imitant les méthodes soviétiques jusqu'en 1949-1950, le parti communiste yougoslave organisa une "bataille" d'extraction et de reconstruction. De nombreuses brigades de travail formées de stakhanovistes yougoslaves atteignirent des rendements relativement élevés. Des mineurs, comme Sulejman Kapetanović et d'autres porteurs de prénoms à consonance musulmane, Saban, Ibrahim, Mehmed, Ramo, Omer, Hassan, Abdurahman, se distinguèrent. C'était le temps de l'émulation socialiste (1).

o

o o

La reconnaissance officielle de l'importance du phénomène national et ethno-religieux (ethnico-confessionnel) et les attentes des groupes importants des citoyens d'origine ethnique ou confessionnelle (Serbes-orthodoxes, Croates-catholiques, Musulmans au sens ethnique - musulmans) :

Reconnaissance officielle

"Le terme de Musulman dépasse en Yougoslavie l'acceptation d'appartenance à un groupement ethnique particulier. Quelles sont les caractéristiques essentielles de la particularité nationale des Musulmans ?

Je pense que c'est là un exemple unique au monde, qu'une notion religieuse soit demeurée aussi la caractéristique d'un peuple, une notion nationale : cet exemple a semé une grande confusion parmi les gens bien intentionnés qui, par suite du côté formel du terme, ont toujours estimé que les Musulmans n'étaient qu'un groupement religieux et rien de plus. Or, cela a aussi entraîné des conséquences

1. A. Babajofć, mineur de Tuzla, a dépassé le premier record de Stakhanov, "champion" soviétique très connu; il extrayait avec son équipe, en 1949, 1 010 tonnes de charbon en 8 heures; il est devenu le champion du monde (Voir entre autres *Les musulmans de la Yougoslavie*, p. 31, une publication éditée par la République de Bosnie-Herzégovine, probablement tout de suite après le schisme de 1948-1949 et avant l'introduction de l'autogestion ouvrière).

négatives, car la réaction et la pratique non-démocratique ont toujours créé des fondements formels et théoriques à la négation de l'individualité nationale des Musulmans.

Cependant, ce terme a une tout autre signification essentielle, sans égard au fait qu'à une époque il marqua effectivement une attitude idéologico-religieuse et politique des masses musulmanes vis-à-vis de leurs voisins, en ce sens que la religion certainement eut une très forte influence sur la formation de la constitution psychique et du fond culturel des masses musulmanes et qu'elle a toujours impliqué un certain point de vue, pour ainsi dire, philosophique et scientifique sur elle-même, sur l'existence, sur tout en général. Petit à petit, cet élément religieux s'est évaporé, a disparu, et, dans la conscience et l'esprit de l'homme musulman a commencé à prédominer de plus en plus un élément existentiel rationel qui, au contenu du mahométisme, a ajouté celui de la position socio-politique et socio-économique des Musulmans.

J'ai dit précédemment, étant donné justement l'origine des Musulmans qui, un certain temps, firent partie des peuples serbe ou croate appartenant à la religion chrétienne ou à la religion bogomile, que cela contribua constamment à leur conscience de faire partie intégrante de leur entourage" (1).

Un plénum du Comité Central de la Ligue des Communistes de Bosnie-Herzégovine a officiellement proclamé, le 17 mai 1968, que "les Musulmans, comme le démontre notre praxis socialiste, sont une nation à part".

1. H. Avdo, homme politique bien connu, d'origine musulmane, ex-vice-président du gouvernement fédéral yougoslave (Les musulmans dans la société socialiste, *La Revue yougoslave*, 1969, p. 20 et s., en français).

"L'effort que nous faisons pour dégager les formules qui doivent nous permettre de développer nos forces productives et matérielles se fonde sur l'égalité intégrale de toutes nos nations et nationalités, avec ce qu'elles ont d'objectivement différent et spécifique. C'est, du reste, la seule voie possible pour notre société autogestionnaire et multinationale. C'est, par ailleurs, le seul moyen vraiment efficace de donner à notre développement la stabilité économique voulue" (1).

"... Dans nos conditions et surtout en Bosnie-et-Herzégovine où se rencontrent trois religions, chacune d'elles avec ses particularités, chacune d'elles avec un arsenal politique déterminé, les églises se sont toutes, à leur façon, engagées également en politique.

... L'attitude envers le croyant est une attitude envers l'homme, tandis que les libertés religieuses font partie intégrante des libertés en général. Vouloir tromper dans ce domaine, signifie qu'il est possible de vouloir tromper dans l'ensemble. Je suis persuadé que les libertés sont un bienfait du socialisme, tout comme c'est la démocratie autogestionnaire qui lui donne l'impulsion.

... Par une action autonome, c'est-à-dire une action sociale d'ensemble, nous pouvons aider objectivement ces processus, sans nous y mêler pratiquement, surtout pas politiquement, lorsqu'il s'agit de quelque question concernant l'Eglise. Notre attitude à cet égard est bien connue. En principe, nous sommes pour cette différenciation. Elle existe objectivement. Nous nous en rendons compte et, subjectivement, nous estimons que c'est bien. Nous estimons aussi que ce n'est nullement un acte ou une action contre l'Eglise et que cela n'influe pas sur la religiosité. Nous allons même jusqu'à croire que, sur la base de l'expérience acquise, l'Eglise a, elle aussi, la perspective d'en

1. D. Stane, secrétaire du Comité exécutif de la Présidence du Comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie. Dans l'étude Autogestion et non-alignement, *Revue de politique internationale*, Belgrade, 1976, n° 618, p. 5 (en français).

tirer un avantage" (1).

Attentes des citoyens :

"Au lieu de la dictature du prolétariat, on a vu s'établir la dictature de la bureaucratie..."

"Nous ne voudrions pas nous arrêter plus longuement ici sur la secousse causée, après la dissolution du Komintern et la formation du Kominform (en 1947), par le refus des communistes yougoslaves d'accepter à la fois le "monolithisme de fer" et le "modèle unique" dans leur pratique historique".

"Le mouvement communiste moderne n'aura de succès effectif que lorsqu'il aura fondé sa perspective sur la critique de sa propre expérience".

"La planification et la distribution de la conscience s'opposent à nouveau à l'originalité nationale, en tentant d'étouffer son esprit et son développement conformes à ses propres aspirations naturelles..." (2)

"Les croyants constituent la majorité dans la société autogérée... la religion ne peut donc consentir à son dépérissement, c'est-à-dire à son suicide" (3).

"Nous sommes pour une réunion dynamique des deux positions ... Dans notre socialisme autogestionnaire, le fait d'être croyant ou

1. T. Kutović, président de la Conférence fédérale de l'ASPTY (Alliance Socialiste du Peuple Travailleur de Yougoslavie, la plus importante organisation de masse nationale en Yougoslavie), à propos de son livre récemment paru, *Crkvai religija u socijalistickom samoupravnom društvu* (l'Eglise et la religion dans la société socialiste autogestionnaire), Belgrade, ed. RAD, 1978 (en serbo-croate).
2. M. Fuad, doyen de la faculté de droit de Sarajevo, dans *Revue de politique internationale*, Des modèles du socialisme, Belgrade, 1976, n° 636, p. 4.
3. Le théologien orthodoxe yougoslave, Lazar Milin.

incroyant ne pose pas de problème. Qu'on me comprenne bien, je ne me serais jamais accordé avec le socialisme de type stalinien" (1).

"... L'aliénation politique a pris l'aspect d'une aliénation religieuse mondiale... semblable à la religion traditionnelle et qui la remplace sans résoudre le problème... l'important, c'est le bonheur humain et non l'axiologie" (2).

Ces trois dernières déclarations proviennent du débat sur "Le drame de l'athéisation" (3).

Nécessité d'une tolérance théorique et politique plus large

Cette évolution prometteuse ou positive en Yougoslavie est apparemment contraire à la renaissance de l'intégrisme musulman dans le monde : dans de nombreux pays, rongés par l'inégalité du développement social et démographique d'une part, et par les nationalités, voire ethnies et ce qui les sous-tend, c'est-à-dire les religions, d'autre part, où l'opposition laïque et progressiste était impuissante ou a échoué, des courants religieux assurent le relais d'idées démocratiques et socialisantes. Sans assurer pour cela - ceci semble se confirmer par la pratique - par une théocratie ou par une gesticulation musulmane (4) l'émancipation des masses et la viabilité de systèmes "nouveaux".

Une condition apparaît cependant comme étant indispensable, c'est la nécessité, voire la volonté de principe de conviabilité politique de deux grands courants politiques, laïc et croyant.

Sans cette tolérance d'échanges et d'interactions mutuels et préalables, l'existence et la progression de ces systèmes ne ressem-

1. Prise de position de Tomislav Šagi Bunić, capucin, doyen et professeur de littérature et de doctrine chrétiennes à la Faculté de théologie catholique de Zagreb, conseiller des secrétariats pontificaux pour l'"unité et pour les incroyants".
2. Intervention de Fuad Muhić, Musulman, philosophe marxiste.
3. Cf. *Nin*, Belgrade, juin 1971.
4. M. Rodinson.

bleront qu'à une marche ou à un piétinement sur une seule jambe (1).

A titre bibliographique j'indique certains résultats de mes stages, observations et enquêtes dans l'industrie et dans l'agriculture yougoslaves, effectués après la guerre (2).

J'ai réalisé ces travaux grâce aux nombreux conseils ouvriers de Bosnie-Herzégovine, à mon collègue le professeur A. Fiamengo, aux Universités de Sarajevo et de Banja Luka, et à Salah Lagumdžija, directeur de l'Atelier Général Ferroviaire et maire de Sarajevo; je dédie cette communication à sa mémoire.

1. Cette image ou comparaison est souvent utilisée par des théoriciens arabes et autres, en ce qui concerne la coexistence de l'agriculture et de l'industrie, et plus récemment des deux courants politiques, traditionaliste et laïc (J. Julliard).
2. J. Fišera: *Agriculture et industrie à la recherche de l'équilibre*, paris, Sorbonne, 1968 (en particulier la partie *Enquêtes personnelles et enquêtes étudiées. Enquêtes dans neuf usines et mines de Bosnie-Herzégovine*).
   Religions et opinions chez les étudiants de l'Université de Sarajevo, Archives de *Sociologie des Religions*, Paris, 1961, n° 12.
   La cogestion industrielle et le facteur religieux (l'autogestion socialiste et les croyants). Communication au Congrès International de Sociologie Religieuse, Opatria, 1971.
   L'origine et l'évolution de la gestion de l'industrie nationalisée. L'autogestion des producteurs en Yougoslavie, Paris, Institut d'Etudes Politiques, 1959, 182 p.
   Enquêtes sur le cumul des responsabilités en Yougoslavie (note sur la surcharge des animateurs de l'autogestion et sur la promotion ouvrière), Archives Int. de *Sociologie de la Coopération*, Paris, 1961, n° 10.
   Quelques conditions d'un nouveau mode de vie dans les pays socialistes, *International Review of Community Development*, Rome, 19[illegible]2 (en français).
   Syndicalismes ouvriers et planifications socialistes (Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie), E.P.H.E., Paris, 1964, 50 p.
   Recherches récentes sur les causes des conflits dans la société yougoslave, *Revue de l'Est du C.N.R.S.*, Paris, 1972, vol. 3, N° 2.
   Mémoire et attente collectives dans la recherche du socialisme autogestionnaire, Belgrade-Skopje, 1978, [illegible]1 p. (en français, en serbo-croate, en macédonien).

LA POLITIQUE DES NATIONALITES EN HONGRIE

Jean BERENGER

La question des nationalités était un problème fondamental pour l'Etat hongrois à la veille de la Première Guerre mondiale. Dans les limites de la "Hongrie historique", ou "Hongrie millénaire" qui s'étendait sur une superficie d'environ 350 000 km2, les Hongrois ne représentaient que 48,1 % du total (20 886 000 habitants en 1910), alors que l'ensemble des minorités constituait encore la majorité absolue de la population de la Hongrie historique. Celle-ci se répartissait comme suit (1) :

environ	10 millions	de Hongrois	48,1 %	
-	2	-	d'Allemands	9,8 %	(dispersés avec fortes concentrations en Transdanubie dans la Grande plaine et le Banat)
-	2	-	de Slovaques	9,4 %	(Haute Hongrie occidentale)
-	0,5	-	d'Ukrainiens	2,3 %	(Haute Hongrie orientale)
-	3	-	de Roumains	14,1 %	(Transylvanie, Banat)
-	1,2	-	de Croates	8,8 %	(Croatie, Slavonie)
-	1,1	-	de Serbes	7,5 %	(Voïvodine, Banat)
			total	100 %	

Cette statistique établie à la suite du recensement de 1910 englobait le royaume de Croatie-Slavonie. Nous avons indiqué les zones de forte concentration, mais il est bien évident qu'avec l'exode rural, des allogènes habitant aussi Budapest, il y avait des Allemands un peu partout, en Transylvanie (Saxons), en Haute-Hongrie et dans les villes (en particulier à Budapest). La situation de la Transylvanie était particulièrement complexe, car des districts hongrois se trouvaient noyés dans des zones de peuplement à majorité roumaine.

1. *Magyar Statisztikai Közlemények 1910 évi népszamlalat* (Annuaire statistique hongrois. Recensement de 1910). Vol. 4, Budapest, 1916, p. 116-117.

De même, en Haute-Hongrie, les secteurs oriental et méridional étaient en majorité hongrois, tandis que la région à l'ouest du Vög à Presbourg constituait véritablement la Slovaquie.

Conscient de l'importance de ces problèmes (les minorités avaient en 1948, en gros, pris parti contre la Hongrie indépendante de Kossuth, le gouvernement hongrois avait tenté d'appliquer une politique cohérente des nationalités (1).

1) En 1868 le cabinet libéral d'Andrassy, sous l'influence d'Eötrös, ministre de l'Instruction publique, avait accordé une large autonomie culturelle aux minoritaires.

2) Après 1880, cette politique avait fait place à une magyarisation systématique des élites, seul l'enseignement primaire dispensait un enseignement partiel en serbe, roumain, slovaque (2). Les minoritaires étaient faiblement représentés au Parlement de Budapest et la classe dirigeante hongroise s'opposa, en 1905, à l'introduction du suffrage universel (3).

C'est pourquoi en 1918 la question des nationalités se posait de manière aiguë au moment de la dissolution de l'Autriche-Hongrie (4). La proclamation de la République tchécoslovaque, la formation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, menaçaient directement l'intégrité territoriale de la Hongrie historique, tandis que les Roumains de Transylvanie votaient leur rattachement au royaume de Roumanie. Ces mesures devaient être ratifiées par les traités de paix, mais comme elles avaient la faveur des Alliés elles risquaient fort d'être sanctionnées.

1. *Histoire de la Hongrie* sous la direction d'E. Pamlényi, Budapest, Editions Corvina, 1974, p. 285-312.
   R.A. Kann, *A History of the Habsburg Empire* (1526-1928), California U.P., 1974, p. 290-318.
2. R.A. Kann, *op. cit.*, p. 352-356.
3. R.A. Kann, *op. cit.*, p. 452-458.
4. J. Bérenger, *Lexique historique de l'Europe danubienne*, Paris, A. Colin, 1977.

Les Hongrois allaient-ils pouvoir redresser la situation et la dissolution de la Monarchie allait-elle entraîner la désagrégation de la Hongrie millénaire ? Les dirigeants hongrois allaient-ils bénéficier au moins de l'application des Quatorze points de Wilson ? En fait il nous paraît nécessaire de diviser notre exposé en deux parties d'importance chronologique inégale :

1) La période 1918-1920, qui va de la dissolution de la Monarchie à la signature du Traité de Trianon entre les Puissances de l'Entente et la Hongrie indépendante. Celle-ci connaît, en l'espace d'un an, trois régimes politiques extrêmement différents :

a) Une république bourgeoise démocratique de novembre 1918 à mars 1919.
b) Une république socialiste soviétique, la République des Conseils, de mars à juillet 1919.
c) Un régime contre-révolutionnaire, dirigé par l'amiral N. Horthy et patronné par les Alliés.

C'est le régime Horthy qui signe le Traité de Trianon (1).

Il est bien évident que ces différents régimes ne pouvaient avoir la même attitude face aux nationalités et c'est leur prise de position différente que nous analyserons dans une première partie.

2) La période 1920-1940 qui suit la signature du Traité de Trianon et qui est dominée par le régime conservateur de l'amiral Horthy. Après les excès de la Terreur blanche, celui-ci rétablit la légalité et gouverna dans les limites de la Constitution traditionnelle. Royaume sans roi Habsbourg (Horthy fit échouer 2 tentatives de restauration du roi Charles IV), la Hongrie connut à nouveau le

1. Sur les caractères originaux du régime Horthy nous renvoyons à J. Bérenger, *L'Europe danubienne de 1848 à nos jours*, Paris, P.U.F., 1976, p. 132-135.

régime parlementaire que dominait la droite conservatrice, qui tenta d'éviter, dans le domaine qui nous intéresse, les erreurs de l'avant-guerre, tout en essayant d'obtenir la révision du Traité de Trianon.

Il est bien évident qu'il n'était pas question d'appliquer les principes léninistes des nationalités, le bolchevisme étant considéré comme le mal absolu et la Russie soviétique comme l'adversaire principal de l'Etat hongrois.

I L'ERE DES BOULEVERSEMENTS ET DES EXPERIENCES 1918-1920.

a) La révolution démocratique (octobre 1918 - mars 1919). L'idée maîtresse de la politique des nationalités du Cabinet Karolyi (1) s'identifiait à la conception élaborée par Oscar Jaszi et qui se résumait dans la formule "Suisse danubienne". Nommé ministre des nationalités, celui-ci entendait établir la co-existence des Hongrois avec les allogènes en leur accordant la plus large autonomie culturelle et en renonçant définitivement à la politique de magyarisation forcenée de la période 1880-1914.

Oscar Jaszi n'était pas seulement un homme politique et l'un des chefs du Parti radical (aile gauche du Parti de l'indépendance), il avait aussi des préoccupations scientifiques (2).Sincèrement démocrate, patriote, il publiait à la mi-octobre 1918 un plan de Fédération danubienne. Dans son ouvrage *La formation des Etats nationaux et la question des nationalités* (3), il avait déjà posé, en

1. Le comte Michel Karolyi (1875-1955) fut président du Parti de l'indépendance en 1913 ; il milita pour des réformes démocratiques et un rapprochement avec l'Entente ; pendant toute la guerre il manifesta son hostilité à l'alliance allemande. En 1918 il est Président du Conseil national, puis Président du Conseil. En janvier 1919, il est élu Président de la République hongroise. En mars 1919, il accepte la formation d'un gouvernement de gauche qui devait instituer dans la légalité la République des Conseils. En juillet 1919, il partit pour l'exil et ne rentra en Hongrie qu'en 1946.
2. J. Galantai, *Oszkár Jaszi's conceptions on Federalism during the First World War* dans *Etudes historiques hongroises*, Budapest, 1975, p. 313-326.
3. O. Jaszi, *Anemzeti allamok kialakulasa és a nemzetiségi Kerdès*, Budapest, 1912.

principe, que l'apaisement des revendications nationales était la condition indispensable à l'évolution démocratique de la Hongrie et qu'il était en fait le problème essentiel de l'existence de la Hongrie en tant qu'Etat. O. Jaszi y critiquait la magyarisation forcée et la politique difficile d'assimilation par la contrainte. L'assimilation était, selon lui, un phénomène naturel et positif, qui était en réalité contrarié par la politique de contrainte parce que l'assimilation forcée rend partout impossible la véritable assimilation, en particulier sur le plan affectif et sur le plan linguistique (1).
O. Jaszi péchait par excès d'optimisme quand il jugeait que la question des nationalités en Hongrie n'avait point d'implications constitutionnelles (2). Il suffirait que les nationalités puissent développer librement leur langue et leur culture et qu'elles soient jugées, instruites et administrées dans leur propre langue. Cet ouvrage influa le programme du Parti radical en 1914, qui réclamait un système fédéral et voulait satisfaire toutes les justes revendications des non-Hongrois en matière linguistique et culturelle. En 1917, O. Jaszi opéra un rapprochement avec le comte Michel Karolyi, un des chefs du Parti de l'Indépendance qui avait toujours critiqué la politique pro-allemande de la Monarchie et préconisé un rapprochement avec l'Entente. Celui-ci avait quitté le parti de l'Indépendance en 1916 pour fonder un nouveau parti. Celui-ci, à vrai dire, n'avait rien à proposer dans la question des nationalités, sauf peut-être un retour à l'esprit de 1868, qui avait présidé à la signature du compromis hungaro-croate. Mais c'est en 1918, après la révolution bolchévique, qu'O. Jaszi élabora son plan de fédération, au moment où l'Entente faisait un ultime effort pour séparer la Monarchie de son allié allemand. Il ne fut publié qu'à la mi-octobre (3) . Il y soulignait qu'il était de l'intérêt de l'Entente que l'Europe danubienne et balkanique ne devienne pas la vassale ni de l'Allemagne, ni de la Russie. En ce qui concerne la Hongrie, il s'en tenait à l'esprit de 1868 : une nation hongroise avec des droits à l'autonomie culturelle pour les non-

1. O. Jaszi, *op. cit.*, p. 490.
2. *Ibid.*, p. 511.
3. O. Jaszi, *A Monarchia jovöje. A dualizmus bukàsa és a Dunai Egyesült Allamok* (L'avenir de la Monarchie. L'échec du dualisme et les Etats-Unis dabubiens),Budapest, 1918.

Hongrois, mais Jaszi rejetait l'idée d'autonomie territoriale pour les minorités. Il n'envisageait pas de structure fédérale pour l'Etat hongrois. Ses arguments étaient les mêmes que ceux avancés en 1912 "Mais pourquoi devrions-nous diviser la Hongrie en une Fédération d'Etats distincts ? Nous n'avons pas à fédérer parce que les conditions objectives d'un tel système, l'hétérogenéité géographique et économique n'existent pas, pas plus que la survivance continue d'anciennes autonomies territoriales et constitutionnelles" (1). En revanche, il acceptait la séparation de la Croatie, mais il voyait la solution du problème des nationalités dans l'octroi de l'autonomie culturelle, et cette conception fut reprise dans le programme de mars 1918 du Parti radical hongrois.

La satisfaction des légitimes revendications culturelles et linguistiques de nos compatriotes non-Hongrois réside dans l'esprit de la législation de Deak et d'Eötrös (2).

Jaszi développa ce point de vue le 15 décembre 1918 dans un meeting tenu à l'hôtel royal, devant la section du VIIe arrondissement de Budapest. Il estimait que la question des nationalités était alors le plus grave problème de l'Etat hongrois et qu'on n'arriverait à une solution qu'en faisant de son pays une "Suisse de l'Est". Il y condamnait une fois de plus la magyarisation et la vieille tactique réactionnaire du divide ut impera. Les réformes libérales étaient le seul moyen d'obtenir une paix juste (3).

Et le programme de Michel Karolyi était à l'automne rigoureusement identique. Il exposa ses vues à la Chambre des Députés les 16 et 22 octobre. Il admettait le droit de la Croatie à faire sécession, mais considérait le problème des nationalités résolu par une démocratisation du régime (octroi du suffrage universel) tout en

1. O. Jaszi, *A Monarchia jövöje*, *op. cit.*, p. 49-52.
2. G. Merei, *A Magyar oktobéri forradalom és a polgàri partok* (la révolution d'octobre en Hongrie et les partis bourgeois), Budapest, 1969, p. 21.
3. Texte publié dans *Vilàg*, du 17 décembre, & cité par G. Merei, *op. cit.*, p. 176.

acceptant l'ouverture de négociations avec les représentants des nationalités. Ce programme était certes bien meilleur que la magyarisation forcée qui était la doctrine officielle du gouvernement, mais elle ne correspondait pas à l'évolution rapide de la situation. Dès cette époque, les chefs des nationalités demandaient la reconnaissance de la souveraineté des minorités. Le 18 octobre les Roumains proclamaient en plein Parlement de Budapest leur droit à l'autodétermination, le 19 octobre les Slovaques demandaient la même chose. Ils rompaient donc avec le concept d'un Etat hongrois unitaire, sans pour autant indiquer quel serait leur choix. Ils entraient donc en contradiction avec le mouvement démocratique hongrois que dirigeaient Michel Karolyi et Oscar Jaszi. Lorsque le 28 octobre le comte Michel Karolyi fut nommé Président du Conseil par le roi Charles IV il prit O. Jaszi comme ministre sans portefeuille chargé des nationalités. A ce moment, seul le parti social-démocrate (déclaration du 8 octobre) s'était prononcé pour une structure fédérale de l'Etat, pour une Hongrie basée sur une libre association ou fédération de nations libres et démocratiques, jouissant de droits égaux (1).

En réalité Sigismond Kunfi, chef du Parti social-démocrate, comptait beaucoup sur l'attrait de réformes démocratiques et libérales pour maintenir volontairement les nationalités à l'intérieur de la Hongrie millénaire.

L'idée maîtresse de Michel Karolyi était l'octroi de l'autonomie culturelle aux nationalités (2). Cette conception, ainsi que la volonté de trouver un arrangement avec les nationalités non-hongroises conduisirent le Cabinet Karolyi à entamer des négociations avec les dirigeants roumains et slovaques. Au cours de ces négociations, les Hongrois se montrèrent certes disposés à concéder des libertés culturelles et politiques très larges, mais tentèrent de sau-

1. Article de l'organe social-démocrate *Népozava* (la voix du Peuple) du 8 octobre 1918, cité par Galantai, *op. cit.*
2. Discours du 13 octobre 1918, lors de la session extraordinaire du Parti social-démocrate. *A Magyar munkàsmozgalom Történétének Valogatott Dokumentamai* (Documents choisis de l'histoire du mouvement ouvrier hongrois, ultérieurement D.S.H.M.Ou), Vol. 4/B, p. 470-471.

ver l'intégralité territoriale et les cadres de la Hongrie historique. Or, les allogènes avaient dépassé ce stade : ils exigeaient la réunion des territoires qu'ils habitaient à la mère-patrie, la Slovaquie à la République tchécoslovaque, la Transylvanie et le Banat à la Roumanie, la Voïvodine au nouvel Etat serbo-croate-slovène.

Au cours des mois de novembre et décembre 1918 le gouvernement prit des mesures très importantes. Dans le domaine des nationalités les Ukrainiens de Hongrie furent dotés d'une autonomie politique et d'un territoire autonome.

C'est la note Vyx (1) qui posa d'une manière aiguë la question des nationalités et entraîna la chute du régime Karolyi le 20 mars 1919. La Conférence de la Paix prescrivait la création d'une zone neutre, séparant les uns des autres régiments hongrois et régiments roumains. Prévue dès fin février 1919, cette zone neutre était destinée à assurer les arrières des Roumains, au cas où ceux-ci prendraient l'offensive en Russie méridionale contre l'Armée rouge. Mais elle obligeait les forces hongroises à évacuer des régions habitées exclusivement par des Hongrois, pour les remettre aux forces hongroises,à évacuer des régions exclusivement habitées par des Hongrois, pour les remettre aux forces alliées. Et si la Conférence de la Paix avait rejeté dans son ensemble le projet Foch, elle en avait retenu les dispositions concernant la Hongrie. Or, il n'y avait aucun homme politique hongrois qui fût disposé à accepter. Mais le gouvernement de coalition ne se sentait pas assez fort pour résister aux Alliés, de sorte qu'il démissionna et fit place, le 21 mars, à un Cabinet de gauche, composé de communistes et de sociaux-démocrates, où Bela Kun devint ministre des Affaires étrangères. L'expérience devait durer

1. Le lieutenant-colonel Vyx était à Budapest le représentant de l'Entente. Il dépendait de l'Etat-major de l'armée d'Orient. Il semble qu'il ait été peu compréhensif à l'égard de la Hongrie et qu'il se soit rallié à la politique du pire que lui inspiraient les aristocrates réactionnaires. Ses rapports étaient franchement hostiles au régime Karolyi. Cf. à ce sujet les propos désabusés de la comtesse Karolyi, née Catherine Andrassy, la révolution hongroise de 1918, *Nouvelles Etudes Hongroises*, t. 3, p. 87-102. Budapest, 1968.

133 jours et demeura dans l'histoire sous le nom de la République des Conseils ; ancien collaborateur de Lénine, B. Kun s'inspira du modèle soviétique.

b) La révolution bolchevique, (Mars - juillet 1919). La déclaration du 22 mars 1919 (1) constitue le programme du nouveau régime, qui souligna que les difficultés politiques du pays ne pourraient être surmontées que par l'édification du socialisme. La politique extérieure de la Hongrie se fonderait sur l'alliance avec la Russie soviétique. La déclaration prévoyait, dans le domaine international, une vaste coopération des nations fondée sur le respect mutuel et l'égalité des droits ; elle s'adressait à la fois aux minorités vivant sur le territoire de la Hongrie et aux peuples des pays limitrophes.

"Deux forces ont fait naître la révolution prolétarienne en Hongrie. L'une était la résolution commune aux ouvriers, aux paysans pauvres et aux soldats de ne plus porter le joug du capital. L'autre c'était l'impérialisme de l'Entente qui, en mutilant le territoire de notre pays, voulait et veut le priver de toutes ressources alimentaires, de matières premières et de toutes conditions de vie".

C'était la réponse à la note Vyx, qui exigeait en fait l'évacuation de la Transylvanie septentrionale et de la région Transtibicine des régions peuplées à peu près exclusivement de Hongrois. Même si le projet de l'Entente avait des motivations stratégiques, il était ressenti comme une atteinte intolérable à l'intégralité du territoire national hongrois et comme une violation des principes de Wilson.

C'est pourquoi le nouveau régime ne rencontra d'abord aucune opposition, car les couches sociales qui n'approuvaient pas le programme socialiste voyaient dans la proclamation de la République des Conseils le rejet des prétentions des Alliés et une fin de non-

1. *Vöros Ujság, Mindenkihez* (Journal Rouge, à tout le monde), Document publié dans *Nouvelles Etudes Hongroises*, t. IV, p. 99, Budapest, 1969.

recevoir opposée à la note Vyx. Et les dirigeants communistes espéraient que la révolution triompherait bientôt à Vienne et à Berlin (la République des Conseils venait d'être proclamée en Bavière).

La République des Conseils eut six semaines de répit, pendant lesquelles elle organisa l'Armée rouge (où servirent de nombreux cadres de l'ancienne armée) et négocia sans succès avec la mission Smuts (1). Le 16 avril, l'armée roumaine déclenchait son offensive, qui était combinée avec une action de l'armée tchèque en Slovaquie. Ainsi l'Armée rouge avait à combattre sur deux fronts. L'action des Tchèques et des Roumains était coordonnée par le Haut-commandement français dans les Balkans. La République des Conseils était isolée diplomatiquement et militairement, seule l'Autriche avait reconnu le nouveau régime, mais Otto Bauer se contenta de bonnes paroles, démontrant, dans un échange de correspondance avec B. Kun, que l'heure de la révolution prolétarienne n'avait pas sonné pour l'Autriche.

Et l'armée soviétique, engagée sur le front d'Ukraine, était à plus de 300 km de la Hongrie. Il n'est pas sûr que Lénine avait alors les moyens de venir en aide à la République des Conseils.

Mais pour beaucoup de Hongrois, la défense de la révolution et celle de la patrie ne constituaient qu'une seule et même tâche. Après les échecs d'avril 1919, l'Armée rouge fut réorganisée par A. Stromfeld et reprit l'offensive à fin mai. Au début de juin elle réussit à couper les troupes tchécoslovaques et les troupes roumaines, qui avaient opéré leur jonction au Nord-Est. Les chefs militaires espéraient établir une liaison directe avec l'Armée rouge soviétique. Le commandement tchécoslovaque et le gouvernement de Prague intervinrent alors auprès de la Conférence de la Paix. Au cas où ils n'obtiendraient pas les renforts sollicités, il faudrait s'attendre en Slovaquie et dans les territoires occupés par les Tchèques à des actions révolutionnaires. Le 7 juin une dépêche fut adressée par le Conseil des Quatre au Directoire Exécutif de la République des Conseils,

1. Le général Smuts avait succédé au Colonel Vyx comme représentant de la Conférence de la Paix à Budapest.

la sommant de mettre fin à l'action de l'Armée rouge (1), qui n'en continua pas moins son avance en Slovaquie. Le 16 juin fut proclamée la République slovaque des Conseils. Celle-ci devait sa naissance à l'avance victorieuse de l'Armée rouge et à l'appui du prolétariat slovaque.

Ce fait est très intéressant et mérite d'être étudié de plus près. La République des Conseils n'a pas cherché à maintenir de force un important groupe minoritaire dans l'Etat hongrois, mais a favorisé un nouvel Etat bolchevik (2). Le 16 juin le Congrès national des Conseils (Assemblée nationale élue en avril 1919) saluait en ces termes l'instauration de la République slovaque des Conseils (3) :

"Chers camarades! J'ai (c'est-à-dire le Président de la séance Deszö Bokanyi) *le plaisir* (p. 10)*, et vous aussi, vous apprendrez certainement avec plaisir, qu'hier à midi, à Eperjes* (Presöv)*, nos frères les prolétariens slovaques, ont proclamé dans des circonstances solennelles la République indépendante Slovaque des Conseils, en exprimant le désir que bientôt nous dirigerions en commun les affaires des deux républiques des Conseils libérées. A la même occasion elle a adressé un télégramme à l'Armée rouge de la République hongroise des Conseils pour la saluer. Eux aussi ils veulent être dignes de notre Armée rouge en ajoutant leurs forces aux nôtres pour parfaire notre grande oeuvre de libération.*

1. " In these circumstances the Government of Budapest is formally requested to put an end without delay to its attacks on the Czecho Slovaks, otherwise the Allied and Associated governments are absolutely decided to have immediate recourse to extreme measures to oblige Hungary to cease hostilities and to bow the nushe keable will of the Allies to make their injuctions respected. A reply to the present telegram should be made within 48 hours". *Papers Relating to the Foreing Relations to the United States. The Paris Peace Conference 1919, t. VI*, Washington, 1946, p. 246-247.
2. E. Gergely, Az önrendelkézesi jog és a föderacio néhany Kérdise a Tananköztàrsàsag idéjén (Quelques problèmes du droit des nationalités à l'autodétermination au temps de la République des Conseils), *Jogtudomanyi Közlöny* (Bulletin des Sciences juridiques), vol. 27, p. 16-26 ; Budapest, 1972.
3. Procès-verbaux du Congrès national des Conseils, Budapest, 1919, p. 46-47. Texte français publié dans *Nouvelles Etudes Hongroises*, 1969, p. 110-111.

Ces manifestations fournissent une preuve de ce que la dictature du prolétariat porte la solution aux deux plus difficiles problèmes de l'histoire du monde. L'un est l'antagonisme des classes, l'autre l'antagonisme des nations...

Nous pouvons en être fiers car les pouvoirs précédents n'arrivaient pas à résoudre par la force ces deux problèmes, mais la pensée libératrice du prolétariat, l'idée de la liquidation de la lutte des classes, détruisent dans les âmes les murs dressés entre les classes et font écrouler les barrages qui séparaient les nations".

En réponse au général Smuts, envoyé en mission d'information par la Conférence de la Paix, B. Kun remit une note, au début d'avril, qui précisait :

"A propos de cela (une Conférence réunissait à Vienne ou à Prague des représentants de la Bohême, de l'Autriche allemande, de la Roumanie, de la Serbie et de la Hongrie) *nous déclarons que la République des Conseils de Hongrie n'a pas adopté le principe de l'intégrité territoriale, tout en désapprouvant la solution des questions territoriales sur la base de la conquête impérialiste"* (1).

Ce qui voulait dire en clair que la République des Conseils ne réclamait pas le maintien de la Hongrie millénaire, mais désapprouvait la conquête de la Transylvanie et de la Slovaquie par les troupes de l'Entente (2).

Pourtant on peut se demander si en juin, au moment de l'établissement de la République slovaque des Conseils, il ne s'agissait pas du rétablissement de la Hongrie historique socialiste, de l'exportation de la révolution. La Constitution provisoire parlait en

1. *Vöros Ujsàg* (Journal rouge), du 7 avril 1919. Texte cité par B. Kirschner, Société et nation au temps de la République des Conseils, *Nouvelles Etudes Hongroises*, 1969, p. 85.
2. I. Bodnar, A Magyar Tanàcsköztarsàsag nemzetiségi politikàja (la République hongroise des Conseils et la politique des nationalités), *Studia Iuridica Auctoritate Universitatis Pècs Publicata*, 77, p. 40-48.

effet d'une République des Conseils de Hongrie adoptant une base fédérale. Le 15 mai Béla Kun déclarait :

"Notre but consiste à créer une République internationale des Soviets forme transitoire vers l'empire du socialisme réalisé à l'échelle internationale. Chez nous la question nationale ne pose aucun problème à la suite de l'avènement du prolétariat au pouvoir. Du reste pour ce qui est de la question nationale, c'est le droit d'autodétermination du prolétariat qu'il faut professer" (1).

Lors du Congrès du parti, en juin, B. Kun précisait : *Du reste, comme partisans de la République fédérative, nous nous efforçons de créer le système des Républiques des Conseils, fédérées entre elles, en leur assurant au plus haut point l'autonomie nationale et culturelle, l'autogouvernement et l'indépendance"* (2).

Le § 88 de la Constitution de la République des Conseils déclarait : *"La République socialiste fédérale des Conseils de Hongrie ne pose pas d'obstacle devant les nations qui sont capables par leur nombre et leur capacité économique de former des républiques des Conseils à part sur les territoires libérés, en alliance avec la République des Conseils"* (3).

Ainsi apparaît la conception de la République des Conseils en matière de politique des nationalités. Le terme fédéral se rapportait à l'alliance avec les nationalités de Hongrie, ainsi qu'à la situation dans laquelle les nations des territoires affranchis forment une république des conseils alliée à la République hongroise des Conseils (4). En juin, on en arrive à la conception d'une fédération proprement dite, encore que le terme de territoires libérés soit ambigu. S'agit-il de la reconstitution de la Hongrie millénaire ou bien d'une fédération élargie à l'Autriche allemande ? On aurait ainsi la reconsti-

1. D.S.H.M. Ou, vol. 6/A, p. 100-101.
2. D.S.H.M. Ou, 01 6/B, p. 18.
3. *Ibid.*, p. 222.
4. B. Kirschner, *op.cit. Nouvelles Etudes Hongroises*, vol. 4, 1969, p. 84-96.

tution de l'ancienne Monarchie.

Cette conception rentrait dans la catégorie des principes léninistes sur les nationalités. Pourtant, dans la République des Conseils la question des nationalités était considérée dans son ensemble et sur le plan théorique comme un problème de caractère de classe, dans le cas particulier de la Hongrie millénaire, l'exploitation de minorités nationales par la classe féodale hongroise. C'était la Confédération, en tant qu'étape intermédiaire et temporaire, qui était définie comme composante de la république universelle des socialistes internationaux (1). Cependant, les problèmes relatifs à la génèse et à la collaboration de ces fédérations, la définition de leurs formes, leur mécanisme, n'étaient aucunement élaborés. C'était une tâche qui était remise à plus tard. La création de la confédération était bien sûr liée à l'exemple de la Russie.

La pratique s'avéra beaucoup moins aisée, car la question des nationalités n'était pas simple. Il faut citer par exemple la lettre de la fraction allemande du parti, en date du 15 avril 1919, qui exigeait la mise en vigueur du principe des nationalités et le droit de ces dernières à l'autodétermination, afin qu'à côté des Hongrois et des Allemands d'autres nationalités soient pareillement représentées au Conseil ouvrier de Budapest, car *"la Hongrie est un Etat multinational et la population de Budapest ne se compose pas uniquement de Hongrois et d'Allemands, mais encore de Slovaques, de Serbes et d'autres nationalités"* (2).

La République des Conseils espérait aussi un arrangement provisoire avec les Etats successeurs sans que dans les Etats en question la Révolution socialiste se déclenchât immédiatement. Dans son numéro du 13 mai 1919, *Népszava* reconnaît le droit des peuples à dis-

1. L. Kovago, A Tanacs Köztarsàsag és a nemzeti Kerdès (La République des Conseils et le problème des nationalités), *Parttörteneti Közlemenyek* (Bulletin d'histoire du Parti), 1969, vol. 15, p. 40-57.
2. Actes de la Commission 500 du Conseil ouvrier et militaire du Centre révolutionnaire de Budapest, p. 3-4, texte cité par B. Kirschner, *op. cit.*, loc. cit.

poser d'eux-mêmes, dans cet esprit la République des Conseils est disposée à arranger toute question territoriale litigieuse :

> *"Nous n'avons pas adopté le principe de l'intégrité territoriale et en ce qui concerne la Haute-Hongrie, la Transylvanie, le Sud, le Banat, nous sommes disposés à accepter la décision de la population de ces territoires".*

Le gouvernement hongrois laisse entendre qu'il accepterait même le droit de ces territoires contigus à se détacher de la Hongrie, pourvu qu'une décision émane du peuple et non pas de quelques généraux ou diplomates. En fait B. Kun considérait l'autodétermination nationale comme une autodétermination de la bourgeoisie, tout en distinguant pour les Etats multinationaux l'oppression capitaliste et l'oppression nationale. Le 10 juin 1919, en parlant de la campagne de l'Armée rouge en Slovaquie, il déclara que celle-ci contribuait à l'affranchissement prolétarien et à l'affranchissement de l'oppression nationale de toute espèce. Le 17 juin, le journal rouge de Kesse Kessai, Vörös Ujság, saluait la République slovaque des Conseils, en soulignant qu'elle avait mis fin à l'oppression capitaliste et nationale (1).

Dans le débat sur la Constitution, l'un des rapporteurs soulignait qu'après l'affranchissement des territoires, un soviet hongrois devenait nécessaire, puis il définissait les nationalités comme des nations ayant la plénitude des droits (2).

En réalité, la position de la République des Conseils fut ambiguë car elle omit de faire, dès le début, une déclaration solennelle concernant le droit des peuples à l'autodétermination et la garantie des droits des peuples non Hongrois. C'est la Constitution (§ 2) qui fit cette promesse : chaque nation vivant sur un territoire important et contigu doit créer à part son Conseil national et son comité d'exécution, ce qui impliquait l'autonomie territoriale. Elle

1. B. Kirschner, *op. cit.*, loc. cit.
2. *Tanacsok Országos Gyülésének Naploja* (Journal des Séances plénières des Conseils 14-25 juin 1919). Budapest, 1919, p. 46.

garantissait en même temps l'entière égalité du droit des langues, l'évolution de la culture nationale. Dans ce dessein, les différentes nations pouvaient constituer leur conseil national, qui ne devrait pas concerner l'organisation des Conseils (§ 84 de la Constitution). La langue de l'administration a été déterminée par la langue de la majorité vivant sur le territoire en question, mais la langue de la minorité pourrait être utilisée pour s'adresser aux organes des Conseils. Il est devenu possible aux territoires contigus, s'étendant sur plusieurs districts, de se constituer en arrondissements, aux différents arrondissements de se constituer en un arrondissement national.

Dans la pratique la République des Conseils instaure un commissariat du peuple allemand, un centre pour les Ukrainiens ; chacun d'entre eux avait le droit de promulguer des décrets. Les Conseils nationaux d'arrondissement leur furent subordonnés (décret LXXVII du 28 avril 1919), ainsi que les Conseils de district et les conseils communaux.

Le Conseil national ukrainien pouvait députer 20 membres à la séance plénière des Conseils. Pourtant, dès le 5 mai, l'Ukraine subcarpatique était occupée par les Tchèques et les Roumains. En avril 1919, le gouvernement de Budapest avait pris des mesures en faveur de la langue ukrainienne (projet de réforme de l'orthographe, publication de livres scolaires, projet d'un établissement universitaire ukrainien) et avait créé une administration nationale en Ukraine subcarpatique.

L'autonomie des Allemands fut réalisée en Transdanubie. A la fin d'avril 1919, les délégués des comitats de Sopron, Moson, Vâs et Presbourg instituèrent le gaurat für Deutsde-Westungarn. Le 17 juillet, on instaure l'arrondissement national des Allemands de la Hongrie occidentale. Cet organisme administrerait les affaires d'un territoire cohérent d'une façon tout à fait autonome.

Ce qui s'est accompli sur le plan des nationalités signifiait un changement fondamental par rapport à la période dualiste. Cette politique profondément gênée par les circonstances (dictature du prolétariat et guerre avec les troupes de l'Entente) s'inspirait

des principes léninistes, mais aussi des traditions les plus libérales de l'Europe danubienne.

On peut regretter qu'après la chute de la République des Conseils, le mouvement ouvrier hongrois se soit désintéressé de la question des nationalités, car il était préoccupé par la lutte dans la clandestinité. D'autre part, d'autres soucis théoriques passaient au premier plan. Enfin, le traité de paix avait considérablement réduit la place des nationalités dans la nouvelle Hongrie.

CONSOLIDATION ET REVISIONNISME (1920-1938)

Après le Traité de Trianon, la seule minorité importante fut la minorité allemande, qui représentait 5,5% de la population totale, soit environ 500 000 personnes. Ce n'est qu'à partir de mars 1939, avec la rétrocession de la Ruthénie subcarpatique, puis l'annexion d'une partie de la Transylvanie, que se posa à nouveau la question des nationalités : avec de nombreux Hongrois, l'Etat récupéra 600 000 Ukrainiens domiciliés dans les comitats d'Ungvár et de Munkács, ainsi qu'un million de Roumains de Transylvanie et quelques dizaines de milliers de Slovaques. Les territoires annexés comptaient également une forte proportion de Volksdeutsche (1).

Néanmoins la question des nationalités ne fut jamais négligée dans la Hongrie de Horthy. Le régime conservateur considéra toujours les minorités comme des groupes appartenant à la nation hongroise, mais cette conception traditionnelle se heurtera, après 1933, à celle des éléments nazis des Volksdeutsche qui se considèrent comme des citoyens du IIIe Reich. D'autre part, la politique des nationalités est inséparable de l'irrédentisme et du révisionnisme, c'est-à-dire dela revendication des territoires ayant appartenu à la Hongrie historique. Le gouvernement de Horthy a toujours considéré le traité de Trianon comme un diktat et revendiqué les limites de l'Etat hongrois de

1. L. Tilkovsky, Nationalitäten politische Rechtungen in Ungarn in der Gegenrevolutionären. Epoche 1919-1945. *Etudes Historiques Hongroises*, 1975, t. 22, p. 415-134, Budapest, 1975.

1914, c'est-à-dire la restitution de la Slovaquie, de l'Ukraine subcarpatique, du Banat et de la Transylvanie. Le Traité de Trianon étant considéré comme un déni de justice dans la mesure où il ne correspondait même pas au point X de la déclaration Wilson, le gouvernement de Horthy avait pour but d'en obtenir la révision, afin de permettre la réintégration dans l'Etat hongrois des minorités hongroises vivant désormais en Tchécoslovaquie (Slovaquie et Ukraine subcarpatique) et en Roumanie (Transylvanie). Mais ce programme révisionniste recevait l'approbation des partis d'opposition et de l'immense majorité de l'opinion hongroise.

Après la signature du Traité de Trianon, celle-ci était généralement hostile aux minorités. Elle les accusait d'infidélité et de "trahison" et leur attribuait la principale responsabilité dans la destruction de la Hongrie millénaire. Le pays devait se replier sur sa population hongroise, tandis que des millions de Hongrois demeuraient séparés par les nouvelles frontières. Le seul leader des minorités qui était sincèrement révisionniste était Jakob Bleyer, le chef des Volksdeutsche, car il était convaincu que ses compatriotes séparés des Saxons de Transylvanie, des Allemands du Burgenland, du Banat et de la Bačke voyaient leur position affaiblie à l'intérieur de l'Etat hongrois. Nommé ministre des nationalités en 1919, il dut démissionner en 1920, et son portefeuille fut supprimé, car la législation de la période contre-révolutionnaire, qui était destinée à séduire les minorités, avait perdu de son intérêt après le Traité de Trianon, et la question passa à l'arrière plan. On critiqua alors la politique des nationalités du gouvernement Karolyi comme celle de la République des Conseils, en particulier parce que cette dernière n'avait pas tenu ferme à l'intégrité territoriale de la Hongrie, alors que la République hongroise avait fait des concessions aux nationalités dans le but de sauver les limites traditionnelles de la Hongrie millénaire.

Dès le départ on note l'existence de deux tendances dans la politique de la Hongrie contre-révolutionnaire, une tendance exacerbée, qui attribuait la cause essentielle de la "catastrophe de Trianon" au "libéralisme exagéré" de la politique des nationalités à l'époque du Compromis, puisque celle-ci n'avait pas recherché avec

suffisamment d'efficacité la magyarisation des minorités. Une autre tendance, beaucoup plus modérée, critiquait au contraire la politique de magyarisation pratiquée avant 1914 et rejetait le principe même de l'assimilation. L'idéal de la première tendance était un Etat hongrois homogène. Les contrées perdues en 1918 devaient être reprises par la force ; les allogènes qui y étaient disposés et qui étaient "aptes" biologiquement devaient être assimilés ; les autres devaient être chassés et remplacés par des Hongrois de la diaspora (européenne ou américaine). La tendance modérée recommandait au contraire la plus grande prudence dans la politique d'assimilation, car elle voulait épargner aux Hongrois de l'étranger les risques d'une assimilation autoritaire par les Etats-successeurs. Les tenants de cette tendance voulaient donner l'impression qu'en cas de récupération des provinces perdues, la Hongrie trouverait une "solution généreuse des droits des nationalités". Ils pensaient qu'il n'était pas sérieux de croire que les contrées perdues pourraient être récupérées par des actions aventureuses : une Hongrie peuplée uniquement de Hongrois leur paraissait un rêve irréalisable et l'idée de transférer des centaines de milliers d'individus leur semblait un dangereux phantasme. Les représentants de la thèse dure pensaient en revanche qu'une politique des nationalités à caractère modéré n'aurait aucun effet sur la Société des Nations ou les gouvernements des Etats-successeurs, voire sur les allogènes qui seraient séduits par une politique exemplaire. Et renoncer à la magyarisation totale des allogènes demeurés dans la Hongrie de Trianon pourrait tout simplement conduire à la destruction de l'Etat-croupion que les Alliés avaient laissé en vie. Cette polémique alimenta la presse hongroise durant vingt ans, de 1920 à 1940.

La consolidation liée au nom d'Istvan Bethlen (Président du Conseil durant une décennie) adopta la ligne modérée et rejeta à l'arrière-plan les tenants de la politique intolérante, qui voulaient protéger la "race hongroise". Pourtant la marge de manoeuvre d'I. Bethlen et de son gouvernement était réduite, car toute mesure prise en faveur des minorités se heurtait à la résistance de la tendance dure. L'exécution des ordonnances gouvernementales se heurta à la force d'inertie des autorités départementales et locales, voire au sabotage pur et simple de la part de l'administration. Les

tenants de la ligne dure ne se trouvaient pas dans le seul parti nationaliste, mais dans tous les partis de droite, voire dans le Parti gouvernemental ; ils dominaient aussi les organisations patriotiques, de sorte qu'ils avaient une grande influence sur l'opinion publique. Le gouvernement ne pouvait donc agir qu'avec la plus extrême prudence.

Les Allemands de Hongrie accueillirent avec le plus grand intérêt la politique modérée du Cabinet Bethlen et affirmèrent de leur côté que la protection des minorités hongroises dans les Etats successeurs et le désir de restaurer la Hongrie millénaire avaient pour condition _sine qua non_ une politique libérale des nationalités de la part du gouvernement hongrois. Mais la faiblesse de ce dernier vis-à-vis des nationalistes extrêmistes amena le mouvement national allemand à utiliser des méthodes qui apportaient de l'eau au moulin des tenants de la ligne dure ; afin d'obtenir la réalisation de leurs revendications pour attaquer le chauvinisme hongrois et critiquer les faiblesses du Cabinet de Budapest, ils eurent recours à la fois à la presse allemande du Reich, et ce qui fut plus durement ressenti, à la presse allemande des Etats-successeurs. Ces méthodes furent jugées de manière tout à fait négative par les Hongrois qui tendirent à confondre les pratiques discutables de quelques chefs politiques et les légitimes revendications des minoritaires (qui, en particulier, souhaitaient pratiquer librement leur langue maternelle).

Après la chute de Bethlen et l'arrivée au pouvoir des tenants de la ligne dure en matière de nationalités, le leader des Allemands de Hongrie, Jacob Bleyer, eut l'idée de recourir à une pression diplomatique de la part du Reich, qui lui avait fourni jusqu'alors aide financière et appui de la presse : la Hongrie devrait s'appuyer sur l'Allemagne pour réaliser ses buts révisionnistes et accorder en échange un statut favorable aux Allemands de Hongrie. A partir de 1930 des conversations eurent lieu entre Berlin et Budapest. On négocia à la fois sur l'unité d'action des _Volkdeutsche_ demeurant dans les pays de la Petite-Entente (Tchécoslovaquie, Roumanie, Yougoslavie) et sur la solution des problèmes propres aux _Volksdeutsche_ de Hongrie. Mais le gouvernement allemand considérait, avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, qu'une collaboration des _Volksdeutsche_ ne serait possible que

vers 1937-1938. D'ailleurs le Cabinet Gömbös, pourtant très germanophile en politique extérieure, tenait à conserver les mains libres et cherchait à rompre les liens existants entre le gouvernement du Reich et les Allemands de Hongrie.

Or, à cette époque (entre 1929 et 1932) une partie des Allemands de Hongrie commençait à croire à la solidarité germanique. Cette idée de la communauté nationale (Volksgemeinschaft) était née à la fin du XIXe siècle, en rapport étroit avec les progrès du pangermanisme après la première guerre mondiale, elle fut pour les Allemands qui vivaient à l'extérieur des frontières du Reich un excellent moyen de propagande destiné à défendre leurs droits comme élément minoritaire ; elle était bien souvent liée à des arrière-pensées irrédentistes. Après l'année 1933, qui correspond à la mort de J. Bleyer et à l'avènement de Hitler, l'idée prit l'allure d'une communauté de sang, de communauté raciale. L'appartenance à la "puissante communauté allemande" affaiblit la volonté de coexistence avec le peuple hongrois. Conformément aux théories nazies, les Volkdeutsche ne se considèrent plus comme une minorité nationale, mais comme une partie du peuple allemand (deutsche Volksgruppe), de sorte qu'ils entraient en conflit avec la conception nationale hongroise, selon laquelle les minorités n'étaient que des éléments particuliers d'une nation hongroise homogène. Au lieu de se défendre contre une assimilation accélérée, ils rejetèrent toute idée d'assimilation, et envisagèrent même la germanisation d'éléments depuis longtemps assimilés. On réclama l'autonomie du groupe racial, une institutionalisation de ce dernier et son contrôle par le gouvernement du Reich.

Les écrivains populistes hongrois ont très vite mis l'accent sur le danger, à partir de 1935. Reportages, livres et articles contenaient peut-être des exagérations dans l'autre sens, mais avaient l'intérêt de mettre l'accent sur le danger que représentait la politique des Volksdeutsche. Jusqu'en 1939 l'association allemande pro-nazie publia une abondante littérature de propagande, en attendant de passer à l'action. Ces associations étaient l'instrument de la politique allemande dans l'Europe du Sud-Est. De la "société d'Education populaire des Allemands de Hongrie"(Ungerländisch-Deutsche Volkbildungverein)

naquit en 1935, sous la direction de Franz Basch, une Amicale des Allemands (Volkdeutsch Kameradschaft) légalisée en 1938 sous le nom de Ligue nationale allemande (Volksbund der Deutschen) et patronnée officiellement par le gouvernement nazi. La Ligue nationale était désormais dotée d'une personnalité juridique et se considérait comme le seul représentant légal des Allemands de Hongrie, apte à parler au nom de ces derniers avec les autorités hongroises. Son but avoué était d'être un Etat dans l'Etat. Bien que la classe dirigeante hongroise ait été hostile à de telles théories et à de telles pratiques, elle prit modèle sur cette organisation pour manipuler les minorités hongroises dans les Etats-successeurs. Elle assimila les groupes hongrois vivant aux frontières de la Hongrie de Trianon aux Volkdeutsche afin d'appuyer les revendications irrédentistes. La Ligue révisionniste hongroise, fondée en 1927, voulut organiser des communautés nationales hongroises dans les pays voisins (Slovaquie, Transylvanie). Dans les contrées où l'élément hongrois n'était pas homogène (villes, certains centres mixtes), elle voulut mettre sur pied un recensement (cadastre national). Mais l'organisation de véritables groupes nationaux est postérieure à 1938, lorsque les Etats voisins (Roumanie, Slovaquie, Croatie) n'accordaient de droits aux minorités allemandes et hongroises que dans le cadre étroit de telles organisations.

A partir de 1927, les dirigeants politiques hongrois, en complément à la propagande de la Ligue révisionniste, promirent aux allogènes vivant dans les contrées perdues en 1920, la garantie de leur autonomie au cas où ces provinces seraient réintégrées dans l'Etat hongrois. Et comme lors des accords de Munich de 1938 les Occidentaux n'exigèrent aucun plébiscite parmi les populations concernées par leur rattachement au Reich, la voie était ouverte aux arbitrages que pratiquèrent les Puissances de l'Axe.

Sous le patronage d'Istvan Bethlen et de Pél Teleki naquit à la fin des années 1920 la conception de la Nouvelle Hongrie, qui fut développée dans les colonnes de la *Revue Hongroise (Magyar Szemle)*, de tendance modérée, que dirigeait l'historien Gyula Szekfü. On y développait le projet d'une gamme étendue d'autonomie locale, depuis l'autonomie administrative jusqu'à l'autonomie territoriale, en fonction de

la conscience nationale des allogènes. Pour la Slovaquie, l'Ukraine subcarpatique, la Transylvanie, on prévoyait une autonomie complète en cas de réintégration dans l'Etat hongrois.

Les partisans de la ligne dure étaient hostiles, bien entendu, à toute forme d'autonomie et plus particulièrement à l'autonomie territoriale. Ils attaquèrent ces projets qu'ils assimilaient à ceux d'Oscar Jaszi et à sa conception d'une Suisse orientale en 1918. Vers 1935 l'idéologie du hungarisme de Fernc Szalási s'en prit violemment à celle de la Nouvelle Hongrie de Bethlen et de Teleki. Mais les plans de Szalási n'étaient pas sérieux, car les Croix fléchées émirent bientôt des théories inspirées du national-socialisme (1).

A l'automne 1938, le premier arbitrage de Vienne accorda aux Hongrois les régions frontières de Slovaquie à majorité hongroise, mais on sait qu'au printemps 1939, la Hongrie ne put annexer la Slovaquie au moment de la dissolution de la Première République tchécoslovaque, parce que Hitler préféra mettre en place un Etat slovaque qui n'était qu'un protectorat déguisé de l'Allemagne nazie, mais elle annexa l'Ukraine subcarpatique, qui était peuplée en majorité de "non Hongrois". C'est là que le gouvernement de Budapest aurait pu tenir ses promesses en offrant une véritable autonomie aux Ukrainiens, et le Cabinet Teleki déposa un projet de loi devant le Parlement. Devant les attaques violentes de l'extrême-droite, le projet fut retiré de l'ordre du jour et ne donna même paš lieu à un débat parlementaire. Les protestations des Hongrois d'Ukraine y avaient d'ailleurs contribué, car ceux-ci ne voulaient pas être réduits au rôle d'une minorité dans son propre pays. D'autre part, les militaires hongrois y étaient hostiles pour des raisons de sécurité. Ces difficultés amenèrent les partisans de Szelési à échafauder la théorie de "l'autonomie des groupes nationaux" qui servirait de base à une grande Hongrie nazie. Ils espéraient obtenir l'appui de l'Allemagne et présentèrent leur projet de loi en juin 1940 : la Hongrie aurait été divisée en sept groupes nationaux. Hitler était peu favorable à cette solution qui n'aurait pas ac-

1. M. Lacko, *Arrow-crossmen, National Socialists* 1935-1944, Acta Historica, Budapest, 1969.

cordé une place de choix aux Volksdeutsche et qui aurait conduit à la restauration d'une Grande Hongrie, peu compatible avec l'impérialisme allemand. En fait l'intérêt du Reich était de pulvériser l'Europe de l'Est en petits états nationaux. Teleki mena une violente campagne contre les auteurs de ce projet, les députés Hubay et Vagã, les présenta comme des traîtres à la patrie. Dans une brochure intitulée *Magyar Nemzetiseg politika* (1), Teleki prit violemment parti contre la politique nazie des nationalités. C'était la brouille définitive avec Szelési et les Croix fléchées. Pourtant à l'automne 1940, le cabinet Teleki dut accorder aux Volksdeutsche un statut privilégié, qui faisait d'eux vraiment un Etat dans l'Etat. L'annexion de la Transylvanie septentrionale était à ce prix.

Le but de Bash et des cadres de son mouvement était d'établir la domination allemande sur les Hongrois. C'est pourquoi ils s'opposèrent à l'émigration d'Allemands de Hongrie en Pologne.

o

o o

On voit que dans la Hongrie de la période 1918-1938, toutes les solutions ont été envisagées. En fait aucun responsable politique n'a songé sérieusement à maintenir la politique de magyarisation, d'assimilation forcée des minorités qui avait tant contribué à ternir le prestige de la Hongrie du Compromis. Seuls les nostalgiques du passé en ont réclamé l'application. D'autre part, la situation objective s'était profondément modifiée de facto dès novembre 1918, de jure en 1920 : la Hongrie avait été privée de tous ses groupes compacts d'allogènes et ne comptait plus qu'une importante minorité, celle des Allemands qui, après 1933, tenta de constituer un véritable Etat dans l'Etat. En revanche, c'est la Hongrie qui pratiqua l'irrédentisme face à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie, qui avaient annexé des territoires peuplés de Hongrois. La situation était donc inversée par rapport à la période précédente.

1. C'est-à-dire la politique hongroise des nationalités.

D'une façon générale et pour schématiser les points de vue, il faut opposer le réformisme bourgeois à la théorie bolchevique des nationalités. En Hongrie, les libéraux et les démocrates s'inspirent de l'esprit de 1868 pour redonner aux minorités une autonomie culturelle, voire une certaine autonomie administrative. Mais ce sont les communistes qui, sous la pression des circonstances (l'occupation de la Slovaquie) sont allés très loin dans l'application de la théorie léniniste des nationalités : en créant une République slovaque des Conseils ils ont montré qu'ils étaient prêts non seulement à accorder la plus large autonomie aux nationalités : (Ukrainiens, Allemands), mais également à constituer une véritable fédération de républiques soviétiques liées par l'internationalisme prolétarien.

Des intérêts communs, une conception commune de la vie politique auraient probablement permis de reconstituer une Hongrie bolchevique. Les circonstances ne l'ont pas permis, et il faut bien avouer que ce qui domine en fait la période c'est le réformisme modéré du cabinet Bethlen, puis par la suite les tentatives libérales de Pél Teleki après la réintégration de l'Ukraine subcarpatique.

[illegible]

[illegible] que ce qui domine en fait la période c'est le réformisme modéré du cabinet Bethlen [illegible] par la suite les tentatives libérales de [illegible] l'échec après la réintégration de l'Ukraine subcarpatique.

On voit que dans la Hongrie de la période 1918-1938, [illegible] les solutions ont été envisagées. Le fait qu'un responsable politique n'a songé sérieusement à maintenir la politique de magyarisation, [illegible] assimilation forcée des minorités qui avait tant contribué à ternir le prestige de la Hongrie en Europe. Seuls les nostalgiques du [illegible] ont réclamé l'application. D'autre part, la situation objective [illegible] profondément modifiée de facto dès novembre 1918, de jure en 1920 : la Hongrie avait été privée de tous ses groupes compacts d'allogènes et ne comptait plus qu'une importante minorité, celle des Allemands qui, après 1933, tendait à constituer un véritable État dans l'État. En revanche, c'est la Hongrie qui pratique l'irrédentisme face à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie, qui occupent souvent des territoires peuplés de Hongrois. La situation est donc inversée par rapport à la période précédente.

1. C'est-à-dire la politique hongroise des nationalités.

LE FEDERALISME POLONAIS COMME ANTITHESE A LA CONCEPTION DE LA FEDERATION SOVIETIQUE

Pawel KORZEC

(La politique orientale de la Pologne, 1918-1921)

Notre communication a pour sujet un aspect très négligé par l'historiographie du passé récent de l'Europe de l'Est, directement lié à la Révolution d'Octobre et à la résurrection d'une Pologne indépendante en 1918. Il s'agit du plan fédéraliste du Chef provisoire de l'Etat polonais, Joseph Pilsudski, et de la politique orientale qu'il a menée au cours des années 1918-1921, qui fut si décisive pour ce secteur charnière entre le monde soviétique en formation et les jeunes Etats nationaux de l'Europe centrale et orientale. Les aspirations et les perspectives que ce plan fédéraliste exprimait avaient l'appui d'une partie de la société polonaise, surtout en son aile démocratique, et de la gauche politique, à l'exception des communistes. Elles se heurtaient à l'hostilité irréductible de la droite nationaliste et des milieux influents des grands propriétaires fonciers des "confins", c'est-à-dire des provinces ethniquement lituano-biélorusses et ukrainiennes de l'ancienne République polonaise, incorporées à la Russie.

Il est significatif que, bien que plus d'un demi-siècle se soit écoulé depuis les événements évoqués et que la situation de l'Europe orientale se soit complètement transformée, ce problème conserve encore une certaine charge émotionnelle, voire quelques traits d'actualité. Il continue à alimenter les polémiques les plus vives parmi les historiens et les publicistes polonais ou d'origine polonaise. Dans la mesure où le fédéralisme polonais est indissociable de la problématique des relations polono-soviétiques, il est évident que la ligne de partage des différentes positions sépare l'historiographie de la Pologne populaire de celle de l'émigration politique dans laquelle l'ancien camp de Pilsudski conserve, en dépit de la catastrophe de 1939, une grande

vitalité et une popularité certaine.

Le fédéralisme et la politique orientale du "Camp du Belvédère" - du nom du petit palais de Varsovie où résidait Pilsudski - constituent un des thèmes favoris de l'historiographie polonaise des vingt dernières années. Elle lui a consacré plusieurs monographies et quantité d'études et d'articles; nous nous bornons à citer ici quelques ouvrages de référence (1) qu'il est indispensable de confronter aux deux études fondamentales d'historiens anglo-saxons d'origine polonaise (2).

LES TENDANCES DE LA POLITIQUE ORIENTALE DE LA POLOGNE DANS LA PERIODE 1918-1923 ET LEURS CHANCES OBJECTIVES

Les desseins fédéralistes polonais en 1918 étaient profondément enracinés dans la tradition de l'ancienne République d'avant les partages, c'est-à-dire de cet Etat polono-lituanien qui a été au cours des XVIe et XVIIe siècles un des plus vastes d'Europe et qui fit coexister dans ses frontières, jusqu'en 1772, Polonais, Lituaniens, Biélorusses et Ruthéniens, sans compter une forte minorité juive et une moindre d'Allemands. De 1794 à 1918, les générations de patriotes polonais se sont insurgées pour reconquérir l'indépendance. Rêvant de rendre à la Pologne ressuscitée les frontières de 1772 de l'ancienne République, ils ont porté le maximum de leurs efforts contre l'oppression tsariste.

En 1918, après cent-vingt-trois ans de partages et de sujétion, un Etat polonais indépendant revit dans des conditions politiques favorables que la Pologne s'efforce d'exploiter. Comme par la volonté

1. K. Grunberg, *Polskie koncepje federalistyczne 1864-1918*, Varsovie, 1972.
   J. Lewandowski, *Federalizm : Litwa i Bialorus w polityce obozu Belwederskiego*, Varsovie, 1962.
   J. Lewandowski, *Imperializm slabości*, Varsovie, 1966.
   P. Tossowski, *Stosunki polsko litewskie w latach 1918-1920*, Varsovie, 1966.
   S. Mikuliez, *Prometeizm w polityce (Rzeczypospolite)*, Varsovie, 1971.
2. M.K. Dziewanowski, *Joseph Pilsudski,an European Federalist 1918-1921*, Stanford, 1969.
   P. Wandicz, *Soviet-Polish Relations - 1917-1921*, Cambridge UP, mars 1969.

d'une Némesis de l'Histoire, la fin de la guerre est marquée par l'écroulement des trois Empires qui avaient autrefois dépecé la Pologne pour ériger ensuite en élément déterminant de l'équilibre européen et de la sécurité de l'Europe le maintien de leur domination sur les territoires acquis. Aussi, tout au long du XIXe siècle, tous les mouvements d'émancipation des peuples qui se sont dressés contre la tyrannie de la Sainte Alliance ont fait de la Résurrection de la Pologne le symbole et la condition indispensable de la destruction de l'ancien ordre européen. Les Polonais étaient engagés tout au long du XIXe siècle sur toutes les barricades où l'on se battait pour l'émancipation des peuples au nom de la fameuse devise des insurgés de 1831 : "Pour votre liberté et la nôtre". Partout, ils soulevaient la sympathie des peuples et propageaient l'idée que la résurrection de la Pologne constituera un acte de justice historique. Cette idée s'affirme dans le 13e point du programme formulé par Woodrow Wilson, quand les E.U. décident de jouer un rôle actif dans le rétablissement de la paix sur le vieux continent.

Dans la Pologne renaissante s'affirment cependant les tendances nationalistes et expansionnistes, si fortes alors chez les peuples de l'Europe centrale. La défaite de l'Allemagne et le soutien de la France victorieuse incitaient la Pologne à repousser le plus loin possible à l'ouest la frontière germano-polonaise et surtout à incorporer dans son territoire le riche bassin houiller de Haute Silésie. L'écroulement de la Russie tsariste, la faiblesse initiale de l'Etat construit par les Soviets avaient, quant à eux, ranimé le vieux rêve polonais de "retour" à l'Est, à la frontière de 1772. Déjà à l'époque, l'ancienne république, minée par les tendances centrifuges de ses nombreuses ethnies, s'était avérée non viable. Or, entre-temps, la conscience nationale des peuples directement concernés par les aspirations polonaises s'était éveillée : Lituaniens, Biélorusses et surtout Ukrainiens qui, par leur nombre et l'étendue territoriale dépassaient largement la Pologne ethnographique, tous ces peuples affirmaient leur volonté d'indépendance.

Cependant, en dépit des difficultés objectives mentionnées et des expériences ultérieures négatives, voire catastrophiques, il semble que les grandes ambitions orientales de la Pologne n'étaient pas alors complètement irréalistes et que la Pologne avait effectivement des chances sérieuses de gagner ce grand enjeu historique.

En effet, le programme social et national de l'Etat soviétique en formation attirait indiscutablement les couches déshéritées des populations limitrophes, ainsi que les jeunes générations de leur intelligentsia. Mais les Ukrainiens et les Biélorusses étaient des peuples avant tout paysans et leurs masses étaient passionnément attachées à la terre acquise enfin grâce aux réformes de 1861-1864. Les expériences sociales des Soviets et leurs mots d'ordre de collectivisation ne pouvaient qu'effrayer cette paysannerie traditionaliste et très religieuse. La répulsion pour l'ordre soviétique était encore renforcée par la durée de la guerre civile, des destructions, de la misère qui l'accompagnait, de la grave crise économique qui en découlait. A cela s'ajoutait l'effet d'une intensive propagande antisoviétique menée par les puissances occidentales et les milieux russes antibolcheviques. Dans cette situation, un programme fédéraliste et agraire clairement formulé et mis en pratique avec conséquence aurait pu concilier à la Pologne ces peuples malgré leurs tendances nationalistes, antipolonaises et les antagonismes sociaux existants (1).

Le programme fédéraliste s'imposait également du point de vue des impératifs tactiques découlant de la situation internationale.

1. En Ukraine et en Biélorussie, la majeure partie des terres appartenait à des propriétaires polonais, formant parfois d'immenses latifundia comme ceux des Radziwill (environ 175 000 ha), des Zamyski, des Potocki, etc. cf. J. Zarnowski, *Spoteczenstwo drugiej Rzeczypospolitej*, La société de la deuxième République, Varsovie 1973, p. 280.

En effet, au moment même de la création du nouvel Etat une guerre éclata entre la Pologne et la République Ouest-Ukrainienne proclamée le 1er novembre 1918 à Lvov. Après plusieurs mois de combats acharnés et grâce à l'aide de la France (l'arrivée de l'armée de Haller formée et équipée en France) la guerre se solda par une victoire de la Pologne. Le territoire de la Galicie orientale fut occupé. Des conflits frontaliers sévissaient aussi entre la Pologne et pratiquement tous ses voisins.

Le programme ouvertement annexionniste prôné à la Conférence de la Paix à Paris par Roman Dowski, théoricien et leader de l'extrême nationalisme polonais, qui présidait la délégation polonaise, restait en flagrant désaccord avec l'idée d'autodétermination des peuples dont le principal porte-parole fut le président Wilson. D'autre part les alarmantes révélations sur une vague de pogroms antijuifs, que le gouvernement ne voulait ou ne pouvait arrêter, inquiétaient l'opinion mondiale de même que les violences de l'armée polonaise face aux populations slaves autochtones au fur et à mesure que celle-ci avançait à l'est en 1919 et 1920.

Afin d'améliorer l'image de marque de la nouvelle Pologne au forum international il était indispensable de changer la composition de la délégation polonaise et d'opposer à la doctrine chauvine de Dmowski un plan fédéraliste. Le principal instigateur de ce programme fut à l'époque le "Camp du Belvédère" rassemblé autour du chef de l'Etat Joseph Pilsudski, adversaire politique et personnel de Dmowski. Contrairement à ce dernier, Pilsudski n'avait pas derrière lui de parti fort et politiquement défini, mais il pouvait compter sur l'appui d'une partie de l'armée, en particulier des légions, ainsi que sur celui des différents groupes centro-démocratiques. Les "pilsudskistes" avaient une influence considérable au sein des partis de gauche : le Parti Socialiste Polonais (P.P.S.) et le parti paysan "Wyzwolenie" (Libération). Bien que ces deux partis fussent en faveur des principes de l'autodétermination et de l'indépendance des peuples slaves frères, ils acceptaient facilement la solution fédéraliste qui aurait garanti l'autonomie territoriale et nationale aux Ukrainiens et aux Biélorusses.

Au point de vue territorial le programme fédéraliste allait au delà de la "ligne de Dmowski". Il prévoyait en effet l'incorporation à la future fédération de toute l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Lituanie ou au moins de la région de Vilno. Le plan dit "Prométhéen" représentait un prolongement du programme fédéraliste. Il prévoyait la création de républiques indépendantes sur les territoires ethniquement non russes de l'ancien empire tsariste (Crimée, Caucase, Asie islamique) et des liens étroits avec les républiques baltes déjà indépendantes (Finlande, Estonie, Lettonie). Bien entendu, une Pologne puissante devait jouer le rôle principal dans cette Europe centro-orientale, qui devrait créer un rempart efficace contre les tentatives révisionnistes de l'Allemagne et surtout de la Russie (1).

Une conception opposée au fédéralisme fut le plan d'incorporation, appuyé par la forte et bien organisée Démocratie Nationale (N.D. - Endecie) et d'autres groupements de droite, ainsi que par une considérable partie des cadres de l'armée et des propriétaires terriens des confins orientaux. Pour les milieux nationalistes polonais, les mots d'ordre de fédéralisme et d'autonomie nationale sonnaient comme du bolchevisme. Dans leurs luttes contre les fédéralistes, ils exploitaient l'argument démagogique tenant au passé socialiste de Pilsudski pour compromettre les idées fédéralistes comme quasi bolcheviques.

C'est Roman Dmowski qui fut l'auteur principal de la doctrine d'incorporation. Il est à remarquer que cet ennemi catégorique des Allemands a emprunté au nationalisme prussien la principale partie de son programme, qui s'appuyait sur une conception géopolitique spécifiquement interprétée.

1. Pour plus de détails à ce sujet, cf. S. Mikulicz, *op. cit.*

Il serait utile de présenter brièvement les thèses principales de cette doctrine (1). Pour se maintenir parmi ses deux puissants voisins, la Russie et l'Allemagne, la Pologne est forcée de devenir "forte et grande". Elle a donc le droit de transgresser ses limites ethnographiques amenant l'expansion des territoires orientaux. Ses opinions sur les droits de la Pologne à décider du sort des territoires orientaux et de leur population rappelaient vivement l'argumentation antipolonaise relativement récente des "hakatistes" (chauvinistes) allemands.

Dmowski traitait les peuples orientaux : les Ukrainiens, les Biélorusses et même les Lituaniens, pour lesquels pourtant il avait un peu plus d'estime, non comme des nations mais comme une sorte de "matière première ethnique", qu'on pouvait former à volonté.

Dmowski, bien que nationaliste extrême, a quand même gardé dans ses postulats une dose de réalisme certaine. Contrairement à Pilsudski, il comptait avec la réalité d'une Russie forte et tentait de trouver une solution aux problèmes territoriaux qui soit "juste et acceptable pour les deux nations" (2).

Il ne lançait donc pas de postulat de retour aux frontières d'avant 1772, mais exigeait l'unification avec la Pologne des territoires liés à la "civilisation occidentale" et au catholicisme. Dans ses aspirations territoriales Dmowski prenait en considération le problème des minorités nationales. Il tenait à limiter l'expansion pour ne pas compromettre la cohérence intérieure de l'Etat par une proportion exces-

1. Dmowski a exposé ses opinions sur ce sujet dans les deux travaux fondamentaux : *Niemcy, Rosja i kwestia polska*, l'Allemagne, la Russie et la question polonaise, Lvov, H. Altenberger, 1907 ; *Polityka polska i odbudowanie państwa*, La politique polonaise et la reconstruction de l'Etat, Varsovie, Perzynski et Niklewicz, 1925.
2. R. Micewski, R. Dmowski, Varsovie, Verum, 1971, p. 171.

sive de population non polonaise. Ainsi la fameuse "ligne de Dmowski" englobait dans les frontières de la Pologne la Lituanie, la majeure partie de la Biélorussie, la Wolhynie et la Galicie Orientale. Il faut souligner que les aspirations de Dmowski étaient plus poussées envers la Biélorussie qu'envers l'Ukraine. Il a probablement pris en considération la force de la résistance inévitable du mouvement national ukrainien. Selon la ligne frontalière de Dmowski, la Pologne devait compter environ 55% de population non polonaise.

Mais ce programme d'incorporation, contrairement à celui des fédéralistes, est à l'égard des populations autochtones extrêmement brutal et cynique, il n'admet aucune autonomie, aucune loi propre mais une politique de dénationalisation inconditionnelle.

Dmowski estimait que ce processus d'assimilation se déroulerait avec relativement peu de résistances, et cela grâce à la supériorité et à l'attrait de la culture polonaise. La minorité juive fut bien sûr exclue de ce programme. Son assimilation, jugeait Dmowski, aurait constitué une menace pour l'âme et la culture de la nation polonaise. Une seule politique était acceptable à l'égard des Juifs : les combattre et les repousser par tous les moyens disponibles. Malgré la tendance évidente à englober une quantité considérable des minorités nationales, le mot d'ordre et le but principal des incorporationnistes était la création d'un "Etat national" dans lequel tous les droits civiques auraient été réservés exclusivement aux Polonais.

Les leaders de ce mouvement admettaient la nécessité d'une Pologne forte, mais la manie de la Pologne - "grande puissance" - était moins répandue que dans le camp de Pilsudski. Dmowski et ses partisans jugeaient que la Pologne était trop faible pour pouvoir réaliser les plans ambitieux d'une grande fédération. Ils s'opposaient aussi aux expériences dites prométhéennes. Ils se rendaient compte que les provinces limitrophes détachées de la Russie tomberaient non pas sous l'égide de la Pologne mais sous celle de l'Allemagne et cela mènerait

inévitablement à l'encerclement total de la Pologne par son voisin occidental (1).

En examinant les deux doctrines géo-politiques présentées ci-dessus il ne faut pas négliger l'aspect socio-économique fondamental. Les deux camps politiques étaient en rapport avec de puissants groupes de propriétaires fonciers orientaux. Sous le voile d'une phraséologie pompeuse de défense de la civilisation voire de la culture polonaise, se cachait la tendance à sauvegarder les intérêts de la grande propriété terrienne polonaise. Il ne faut pas oublier une spécificité des territoires ukraino-biélorusses, où la question nationale s'entrelaçait étroitement avec les problèmes socio-économiques fondamentaux.

LE PROGRAMME DU FEDERALISME POLONAIS

Tout en inspirant une masse d'écrits explicatifs ou polémiques, le fédéralisme polonais n'a jamais été redéfini depuis la résolution du Congrès fondateur du P.P.S. de 1892 en termes de programme d'action susceptible de fournir les directives d'une politique d'Etat. Cependant, les prises de position publiées au cours de la guerre par le camp des démocrates et des activistes de gauche, liés à Pilsudski, étaient parfaitement explicites. Ainsi, la proclamation qu'ils ont lancée le 23 septembre 1915 après l'occupation de Vilno par les armées allemandes affirme clairement : l'égalité absolue de tous les habitants de l'ancien Grand-Duché de Lituanie, le droit des peuples à l'autodétermination et à la création d'Etats indépendants : Pologne, Biélorussie, Lituanie avec pour capitale Vilno (Vilnius). La nécessité de leur fédération y est présentée comme le moyen d'augmenter leur capacité défensive et la libre union de partenaires égaux y est solennellement soulignée : "Nous considérons comme indigne de démocrates et de la tradition historique polonaise toute tentative effectuée en vue d'imposer à la Lituanie et à la Biélorussie telle ou telle forme d'existence. Seule

1. Le traité de Rapallo signé le 16 avril 1922 par l'Allemagne et l'Union Soviétique fut un coup de semonce contre les aspirations de grande puissance de Pilsudski et de ses partisans.

peut décider en la matière la libre volonté populaire qui devra s'exprimer par une Assemblée nationale constituante réunie à Vilno. Seules une libre Lituanie, une libre Biélorussie et une Pologne libre peuvent décider de se fédérer" (1).

Ce programme clair et simple se complique dès le recouvrement de l'indépendance en 1918, du fait de l'extrême hétérogénéité du camp fédéraliste, allant des socialistes au centre-droit conservateur. De profondes divergences idéologiques et tactiques se font jour, la position adoptée par les différents groupes à l'égard de la Révolution russe et de l'Etat soviétique en est l'élément déterminant. Chacun met dès lors sous l'idée fédéraliste des buts, et surtout des moyens d'y parvenir, très différents. La plupart du temps, la pratique politique demeurait en contradiction avec les mots d'ordre et les programmes affirmés.

. La Gauche fédéraliste

Elle unissait au Parti Socialiste (P.P.S.) les paysans radicaux du parti "Libération" (P.S.L. Wyzwolenie). Elle n'entendait pas réaliser la fédération par le recours à la force armée ou au prix d'une guerre avec la Russie des Soviets. Tout comme l'aile gauche du P.P.S., menée par Sochacki, Lancucki et Zarski, qui allaient bientôt rejoindre le K.P.R.P. (Parti communiste), ses vieux leaders modérés, Daszynski et Perl, refusaient de faire jouer à la Pologne le rôle d'avant-poste de la croisade antibolchevique. En juillet 1919, le député socialiste Herman Lieberman exigeait de la tribune de la Diète Constituante

1. Léon Wasilewski, *Stosunki Polsko-Litewskie v dobie popowstaniowej*, Jérusalem, 1946, p. 34. C'est Léon Wasilewski qui a formulé le programme fédéraliste avec le plus de clarté. Vieux leader socialiste puisque membre fondateur du P.P.S. au Congrès de Paris de 1892, il avait été l'un des principaux théoriciens de la droite de son parti pour les questions nationale et fédérale. Il a mis en 1918 son expérience théorique et pratique au service du camp de Pilsudski en tant que Ministre des Affaires étrangères du cabinet "populaire" de Moraczewski. Notons que son successeur aux Affaires étrangères, l'avocat S. Patek, était également très lié aux socialistes, et partisan du fédéralisme.

la conclusion immédiate de la paix avec les bolcheviks et la normalisation des relations avec la Russie des Soviets. Il estimait qu'il fallait admettre les bolcheviks à la S.D.N. dans l'intérêt même de la Pologne. Conscients de devoir surtout l'indépendance de la Pologne à l'écroulement de la Russie tsariste sous les coups de la Révolution, les socialistes estimaient la conjoncture favorable à un règlement pacifique des problèmes territoriaux entre la Pologne et la Russie sur la base d'une entente avec les bolcheviks. Ces positions de la Gauche étaient déterminées par son programme social et constitutionnel. Elle considérait en effet que le succès de l'idée fédérale auprès des peuples paysans de Lituanie, Biélorussie et d'Ukraine dépendait avant tout de la solution que la Pologne donnerait à la question agraire et de l'attrait de ses institutions. Le P.P.S. et la gauche paysanne exigeaient donc une réforme agraire radicale, l'égalité des droits pour les minorités nationales et la prompte consolidation d'institutions démocratiques. Ils voyaient avec inquiétude les mots d'ordre de libération et de fraternité des peuples remplacés dans la pratique par le militarisme croissant du Chef de l'Etat et le nationalisme agressif d'une administration contrôlée par l'"Endecie" ; ils déploraient les brutalités de l'armée à l'égard des peuples slaves "libérés" en Biélorussie et Lituanie et les pogroms anti-juifs.

. Le Camp du Belvédère

L'entourage du Chef de l'Etat comptait de grands enthousiasmes fédéralistes, aussi l'organe pilsudskiste "Le Gouvernement et l'Armée" (Rzad i Wojsko) devint-il un propagateur très actif de l'idée fédérale. Porte-parole de tous les hommes liés politiquement à la P.O.W., il servait de tribune principalement à l'écrivain et humaniste connu, Andrzej Strug, venu du P.P.S., à Tadeusz Holowko, éminent expert et théoricien de la politique orientale, à Adam Skwarczynski et à beaucoup

d'autres personnalités très proches de Pilsudski (1). Aussi, il semblait que ce journal fût le porte-parole officieux du Chef de l'Etat lui-même. Comme son nom l'indiquait, cet organe s'adressait avant tout aux cadres de l'armée et de l'administration, aux officiers et aux fonctionnaires, considérant, à juste titre, que c'est de leur attitude que dépendait en grande partie la réalisation de telle ou telle ligne politique. Aussi fustigeait-il constamment le nationalisme étroit, l'antisémitisme et l'annexionnisme des nationaux-démocrates. Presque chacun de ses numéros consacrait un substantiel article à la propagande de l'idée fédérale. Jusqu'au début de 1919, les plans fédéralistes ont surtout concerné la Lituanie et la Biélorussie ; par la suite, le journal les a également étendus à l'Ukraine, exigeant que l'on négocie une entente tant avec les Ukrainiens de Galicie orientale qu'avec l'Ukraine centrale.

Les hommes groupés autour du "Rzad i Wojsko" ont joué les médiateurs entre la gauche socialiste et le camp de Pilsudski. Beaucoup étaient, comme le Chef de l'Etat, d'anciens socialistes et conservaient comme lui de nombreuses sympathies dans le P.P.S. Nombre de leurs articles marquaient le lien étroit existant entre l'idée fédérale et le programme des réformes sociales. Ils soulignaient avec insistance que la Pologne ne pourrait réaliser ces plans qu'en ayant à sa tête un chef connu pour ses convictions démocratiques, fort de la confiance des larges masses du peuple polonais, indépendant à l'égard de l'aristocratie foncière et hostile à tout annexionnisme (1). On ne pouvait indiquer plus clairement que ce chef était Joseph Pilsudski. Et, de fait, il n'y avait pas à cette époque de bien grandes divergences à propos de la politique orientale entre la presse pilsudskiste ("Rzad i Wojsko", "Gazeta Polska") et l'organe socialiste : "Robotnik".

1. Dziewanowski, *op. cit.*, p. 89.

. Le fédéralisme modéré

Le fédéralisme avait aussi de très nombreux partisans parmi les membres de l'intelligentsia libérale demeurés en dehors des partis politiques ou engagés dans d'éphémères petits groupements. L'élite intellectuelle y adhérait largement, donnant à l'idée fédérale la caution de noms très connus dans la société. La plus prestigieuse de ces personnalités était Paderewski. Le grand musicien était un partisan sincère et décidé du fédéralisme, bien qu'il fût proche de la droite en tant que président du Conseil et qu'il ait étroitement coopéré durant la guerre avec R. Dmowski. Fasciné par l'idée wilsonienne d'"Etats-Unis d'Europe", il était convaincu qu'une fédération de l'Europe orientale, dirigée par la Pologne, pourrait devenir le pivot politique de l'Europe nouvelle. L'immense prestige moral dont il jouissait dans le pays et surtout auprès des milieux politiques d'Europe occidentale et des Etats-Unis servait la politique orientale de Pilsudski, lequel, tout en l'utilisant, se moquait dans sa correspondance privée de l'idéalisme naïf de Paderewski.

Les conceptions fédéralistes de l'intelligentsia libérale ont été formulées avec la plus grande netteté par le professeur Witold Kamieniecki (1). Son nom évoque une variante du fédéralisme particulièrement populaire auprès de l'élite intellectuelle : "L'idée Jagellon". C'est dans la tradition historique des Jagellons que cette élite se plaisait à situer ses conceptions d'une mission historique de la Pologne restaurée à l'égard des peuples de l'ancienne République. Il s'agissait de les défendre contre le nouveau danger surgi à l'Est : le bolchevisme. Mais en leur portant secours il fallait surtout leur assurer que tout désir d'annexion, toute idée de conquête sont étrangers à la nation polonaise. Enfin, au nom de la tradition historique et de l'extrême complexité de la carte ethnographique, on parlait dans ces milieux de la création d'unités territoriales autonomes - semblables aux cantons suisses - qui seraient fédérées avec la Pologne.

1. W. Kamieniecki, *Państwo Litewskie*, Varsovie, 1918.

Les divers programmes modérés restaient fort imprécis sur la question des frontières, des relations entre les nations fédérées et du sort des latifundia polonais situés en terre ethniquement non polonaise, c'est-à-dire sur la cruciale question agraire. D'une manière générale, l'intelligentsia libérale nourrissait une certaine tendresse, non seulement pour la gentilhommière des confins, toute auréolée de souvenirs insurrectionnels, mais aussi pour le château et le palais. Elle y voyait de bénéfiques centres de rayonnement d'une culture polonaise supérieure.

. Le Comité de la Défense des confins

C'est au fédéralisme que se raccrochaient donc les propriétaires des grands domaines situés loin, à l'est, et que le programme d'incorporation de la droite ne pouvait que laisser hors des frontières revendiquées. Présidé par le prince E. Sapieha, leur Comité de la Défense des confins proclamait en conséquence avec emphase la nécessité de défendre la tradition des Jagellons, mais l'organe pilsudskiste "Rzad i Wojsko" dénonçait vigoureusement cette phraséologie impérialiste, de concert avec le "Robotnik": tous deux démasquaient l'étroitesse des intérêts de classe ainsi camouflés. En fait, le Comité de la Défense des confins, qui avait de multiples liens de famille et de relations avec les cadres de l'armée, n'a pas peu contribué à envenimer les rapports polono-biélorusses.

. La position de Pilsudski

La position et le rôle personnels de Joseph Pilsudski sont l'objet des controverses les plus acharnées. Ses apologistes voudraient en faire un visionnaire et un théoricien du fédéralisme, ce que ses adversaires réfutent avec énergie. Dans la mesure où la réalisation du programme fédéraliste dépendait en grande partie des positions et des décisions du Chef de l'Etat, il paraît nécessaire de nous arrêter à ce problème. La très riche littérature du sujet et les documents accessibles

nous fournissent tous les éléments d'une explication dépassionnée. Tout d'abord, la spécificité de son patriotisme, caractéristique de la mentalité des "confins" - ("Kresy") - c'est-à-dire des Polonais des provinces orientales de l'ancienne République, incorporées à l'Empire russe. Est-il nécessaire de rappeler ici que Pilsudski, comme d'ailleurs la plupart des fédéralistes polonais, appartenait à la petite noblesse des "confins" et qu'il fut élevé dans la tradition exaltée du patriotisme insurrectionnel et russophobe le plus intransigeant, si caractéristique de ce milieu et de ces régions?(1). Tout aussi spécifique était son attachement à sa Lituanie natale, "sa patrie" (2). Cet amour s'adressait, par delà la réalité contemporaine, à la Lituanie historique: au Grand Duché de Lituanie en son âge d'or de puissance et d'union avec la Pologne.

Cette patrie idéale contenait précisément l'élément bi-national et fédéral de la "République des deux nations" issue de l'Union Jagellonienne. Mais en renouant avec ces formes du passé, Pilsudski a très longtemps ignoré, négligé, sous-estimé enfin un fait historique récent: le réveil national du peuple lituanien, sa spécificité culturelle, ses aspirations nationales.

Comme la plupart des fédéralistes de son entourage, il a longtemps rêvé d'une fédération à l'image du passé : bref une Lituanie et une Ukraine d'avant les partages, c'est-à-dire politiquement autonomes, mais fortement reliées à la Pologne, dominées par la culture polonaise et dirigées par l'intelligentsia "locale" certes, mais issue de la noblesse polonaise ou polonisée anciennement.

1. Son père fut commissaire politique de l'insurrection de 1863. Quant à l'atmosphère de sa jeunesse, cf. J. Pilsudski, *Biboula: Souvenirs d'un Révolutionnaire*, (1903). Trad. fr., 1933."Collection polonaise", édit. Malfère.
2. cf. Dziewanowski, *op. cit.*, p. 84 et suiv.; voir aussi les premiers vers fameux, du *Pan Tadeusz* de Mickiewicz dont le "patriotisme lituanien" est actuellement beaucoup étudié, tant en Pologne (S. Stefanowska, A. Witkowska), qu'en R.S.F. de Lituanie, qui le revendique.

Les aspirations des Lituaniens, des Biélorusses et des Ukrainiens de Galicie Orientale leur semblaient un phénomène éphémère parce qu'artificiellement grossi et attisé par la politique polonophobe du gouvernement tsariste ou les manoeuvres de Vienne (1). Le patriotisme de Pilsudski était irréductible dans sa russophobie. Pilsudski estimait que la grandeur et la puissance de la Pologne restaurée dépendaient de son extension à l'est du Bug, laquelle excluait à ses yeux toute possibilité de coexistence pacifique avec une Russie pour laquelle une telle ambition était intolérable. L'affaiblissement de l'Empire russe par la Révolution et la guerre civile lui apparut dans cette perspective comme la grande chance historique de la Pologne qu'il s'agissait de ne pas laisser passer. Il se fixa dès lors pour tâche de l'exploiter au minimum en liquidant la Russie comme grande puissance, le meilleur moyen d'y parvenir et de la réduire à ses limites ethnographiques, étant de lui arracher ses greniers à blé et ses principales richesses minières avec l'Ukraine, mais aussi les pays Baltes et la Biélorussie, de la chasser du Caucase et des provinces islamiques d'Asie. Il avait conscience que la réalisation d'un tel dessein dépassait les forces et les moyens de la Pologne, mais il comptait qu'en renouant avec sa mission historique de "rempart de l'Occident" face à la "barbarie" orientale, la Pologne trouverait aide et appui auprès de certaines puissances européennes effrayées par la marée révolutionnaire et le danger bolchevique. Il comptait bien plus encore sur les sentiments violemment anti-russes des nations autrefois subjuguées par la Russie des Tsars, maintenues de force dans cette "prison des peuples" qui se levaient maintenant pour exiger et défendre leur indépendance (2).

Le nationalisme annexionniste de la droite polonaise était donc inconciliable avec les perspectives de la politique orientale de Pilsudski qui n'a cessé de combattre les positions de ses adversaires même si, dans la pratique, ses propres entreprises ont réalisé à maintes reprises les théories de l'Endecie.

1. A ces préventions qui n'étaient pas dénuées de fondements s'ajoutait le souvenir tout frais encore chez ces anciens socialistes de l'irritante rivalité des "sections" biélorusses et lituaniennes du P.O.S.D.R., créées après 1903 avec le P.P.S., et du recul de ce dernier à l'est après 1905.
2. Pour ses contacts avec les mencheviks du Caucase, cf. P. Wandycz, *op. cit.*

Le programme fédéraliste offrait d'ailleurs des possibilités de manoeuvre politique infiniment plus grandes que la doctrine annexionniste et ce n'est pas la moindre raison de l'attachement officiel de Pilsudski au fédéralisme qu'il a toujours traité bien plus en instrument commode qu'en credo politique. Dans une lettre adressée à Léon Wasilewski le 8 avril 1919, c'est-à-dire à la veille de son entrée à Vilno qui devait constituer la première étape sur la voie fédérale, Pilsudski formule ainsi ses positions"... Je suppose que dans un avenir très proche, je pourrai ouvrir les portes à la politique liée avec la Lituanie et la Biélorussie. Tu connais mes positions en ce domaine à savoir que j'entends être ni impérialiste ni fédéraliste aussi longtemps que je n'aurai pas la possibilité de parler de ces affaires avec quelque autorité et, bien entendu, en gardant mon revolver dans ma poche. Mais puisque aujourd'hui semblent triompher sous le Ciel du Bon Dieu les bavardages sur la fraternité des peuples et les "doctrinettes" américaines, je penche bien volontiers du côté du fédéralisme" (1). C'est égratigner au passage l'idéalisme de ses partisans avec un mépris non déguisé et afficher une solide dose de cynisme.

Cette attitude de Pilsudski à l'égard de l'idéalisme fédéraliste semble procéder des traits profonds de son caractère, mais aussi des circonstances. La réalisation de l'idée fédérale exigeait du temps et de la patience, la création préalable d'institutions démocratiques dans la Pologne ethnique avec la justice sociale et l'égalité des droits des minorités. Or, bien souvent le Chef de l'Etat manifestait des principes contradictoires avec ses besoins par son autoritarisme impatient, cassant, par son militarisme et sa préférence marquée pour la politique du fait accompli, enfin par une véritable allergie au parlementarisme et aux formes démocratiques de gouvernement. Tout en tenant compte des oppositions et des difficultés objectives, qui ont eu raison de l'idée fédérale, on peut se demander néanmoins si Pilsudski était bien l'homme d'une politique fédéraliste.

1. Cité in M. Leczyk, *Komitet narodowy polski i stany zjednoczone 1917-1919*, Le Comité national polonais, l'Entente et les Etats-Unis 1917-1919, Varsovie 1966, p. 287.

LES ESSAIS D'APPLICATION PRATIQUE
ET LEURS INSUCCES

La situation intérieure évoluait en Pologne dans un sens de moins en moins favorable à la réalisation des plans fédéralistes.

Le coup d'Etat manqué de l'extrême droite (4/5 janvier 1919) mettait un terme au gouvernement de gauche de Moraczewski et, s'il renforçait le rôle d'arbitre du chef de l'Etat, il obligea néanmoins Pilsudski à ouvrir le nouveau cabinet d'union présidé par Paderewski à la droite nationaliste (16 janvier 1919). Les élections du 26 janvier 1919 confirmaient la victoire des nationalistes en donnant à la droite 35,8 % des mandats à la Diète Constituante contre 26,8 % à la gauche.

Les territoires lituano-biélorusses étaient encore contrôlés par l'Ober Ost. En vertu de l'accord polono-allemand sur le retrait de ces forces d'occupation, deux groupes opérationnels, hâtivement constitués, se mirent à progresser vers l'Est à partir du 9 février 1919. En deux mois, l'armée polonaise occupa une bonne partie de la Lituanie et la Biélorussie, liquidant de facto la République soviétique lituano-biélorusse, fondée entre-temps, et dirigée par Myasnikov. Mais la réputation et l'orientation politique de ces troupes commandées par les généraux ultra-réactionnaires Iwaszkiewicz et Listowski étaient du pire effet. Leurs divisions avaient été formées avec les soldats de l'ancien Premier Corps d'armée polonais organisé en Russie par le général Dowbor-Musnicki, et les "Dowborczycy" s'étaient rendus tristement célèbres par leur action au début de la guerre civile. Leurs officiers se recrutaient parmi les fils des "pany kresowe", des grands propriétaires locaux, et ils étaient animés d'une haine fanatique contre les bolcheviks et leurs alliés supposés : la gauche polonaise, les juifs, les paysans biélorusses. Pogroms et atrocités jalonnaient les passages de l'armée polonaise et une intendance défaillante multipliait encore les risques d'excès. Affamée, la troupe réquisitionnait et pillait tout

ce qui lui tombait sous la main (1).

Bien qu'organisée en France et encadrée par des officiers français, même l'armée Haller allait bientôt se signaler par des violences antisémites. Le 19 avril 1919, les soldats polonais prenaient Vilno et y organisaient un pogrom qui dura trois jours, fit 67 victimes et de nombreux blessés. Le calme n'était pas encore rétabli quand le chef de l'Etat fit son entrée dans la ville le 22 avril. Pilsudski lança alors la célèbre proclamation : "Aux habitants de l'ancien Grand-Duché de Lituanie". Dans la situation donnée une phrase comme : "... l'armée polonaise que j'ai amenée avec moi pour mettre un terme à l'arbitraire et aux violences et abattre un gouvernement étranger à la volonté populaire, cette armée vous a délivrés et vous apporte la liberté !..." pouvait paraître pour le moins maladroite. Néanmoins, cette proclamation que le Président du Conseil, Paderewski, appuya chaudement devant la Diète, devait représenter le triomphe momentané des conceptions fédéralistes dans la politique orientale de la Pologne. Tous les faits concourent à prouver que Pilsudski a fondé les plus grands espoirs sur la fédération polono-lituanienne et multiplié les patientes ouvertures pour y parvenir malgré l'opposition intérieure des nationaux-démocrates et l'hostilité des Lituaniens de Kaunas, attisée et soutenue à la fois par les Allemands et par les bolcheviks (2). Pour venir à bout de la résistance des nationalistes lituaniens, Pilsudski a été prêt à leur céder le district tant contesté de Vilno (3). L'intransigeance des Lituaniens a beaucoup contribué à l'éloigner des conceptions fédéralistes.

Au niveau de la Biélorussie, des tentatives furent également esquissées. Au lendemain de son occupation, fut créé un Gouvernement civil des provinces orientales à la tête duquel on plaça un propriétaire foncier libéral, J. Osmolowski. Ce Gouvernement civil, qui dépendait directement du chef de l'Etat, avait une double mission.

1. Le *Journal*, inédit de Stanislaw Miceal Kossakowski, qui était alors commissaire du Gouvernement Civil des Territoires Orientaux, relate des faits particulièrement choquants. Une copie de ce journal se trouve à la B.D.I.C. de Nanterre.
2. Dziewanowski, *op. cit.*, p. 122, 130, 340.
3. T. Piszczkowski, *Odbudowanie Polski, 1914-1921*, Londres, 1969, p. 259.

Tout d'abord, son existence même devait indiquer que la Pologne n'avait pas l'intention d'annexer les territoires de l'Est. En second lieu, il s'agissait de créer des organes de gouvernement capables de protéger la population civile autochtone contre les abus des autorités militaires. En réalité, au cours de 1919 une furieuse rivalité opposa, à travers les provinces lituano-biélorusses, fraîchement conquises, les autorités militaires aux autorités civiles. L'accueil favorable que la population biélorusse et une partie de ses leaders politiques avait d'abord réservé aux autorités polonaises a été vite compromis par l'attitude de l'armée, mais aussi par la politique agraire du gouvernement de Varsovie soucieux de préserver la grande propriété polonaise à l'Est. Au cours des débats de la Diète sur l'avenir des provinces biélorusses, la tendance annexionniste commença à prendre le dessus comme dans les sphères du gouvernement.

Au début de 1920, dans la perspective des négociations de paix avec la Russie des Soviets, le gouvernement, qui désirait s'assurer le soutien des Biélorusses, organisa à Minsk une conférence à laquelle prirent part les représentants du "Conseil national" biélorusse. Les Biélorusses demandèrent la garantie de l'intégrité de leur territoire, la création d'un Parlement national, la participation de leurs représentants aux négociations polono-soviétiques. Du côté polonais, qui était dirigé par L. Wasilewski, on se borna à promettre une autonomie culturelle sans la définir plus avant. A la conférence de Vilno du 1er février 1920, Pilsudski formulait sans équivoque sa position : "Je suis prêt à certaines concessions substantielles en ce qui concerne le développement culturel des Biélorusses, mais je ne veux pas faire de concessions d'ordre politique en faveur de la fiction biélorusse" (1).

Les relations polono-ukrainiennes se sont d'emblée très mal engagées en Galicie Orientale. Dès novembre 1918, la guerre y éclatait entre la Pologne et la République populaire d'Ukraine Occidentale. Elle fit rage plusieurs mois durant pour se terminer par la débâcle de l'armée ukrainienne (les Siceve Strilce). La politique de répression et

1. Lewandowski, *Federalizm...*, p. 244.

d'oppression nationale menée par les nationaux-démocrates qui contrôlaient l'appareil d'Etat devait encore aggraver l'antagonisme polono-ukrainien.

L'alliance conclue par la Pologne avec le Directoire de la République populaire d'Ukraine à la veille de la guerre polono-soviétique n'a pas modifié la situation. Le 1er novembre 1919, un accord définit la ligne de démarcation entre la Pologne et la République populaire d'Ukraine. Le 22 avril 1920, à la veille de l'expédition de Kiev, était signé le célèbre traité de Varsovie entre Pilsudski et Petlura.

La presse du camp pilsudskiste a salué dans ce traité un grand succès de la politique fédéraliste. En fait, ce traité était la négation du fédéralisme. Ce n'était plus l'accord de deux partenaires égaux, mais l'acceptation par Petlura d'un protectorat polonais. En l'obligeant à légaliser l'annexion par la Pologne de la Galicie Orientale et d'une partie de la Volhynie, qui étaient provinces ethniquement ukrainiennes, Pilsudski avait bel et bien abandonné le programme fédéraliste et déconsidéré Petlura aux yeux de la plus grande partie de ses compatriotes. La révélation des tendances annexionnistes de la Pologne et le comportement de l'armée polonaise pénétrant sur son territoire ont suscité une violente opposition de la population ukrainienne. Ce facteur a joué un rôle important dans l'échec final de l'offensive d'avril 1920 sur Kiev.

Le traité de Riga marque l'échec de deux idées politiques ambitieuses : de l'idée qui a été celle d'une partie au moins de la direction bolchevique "d'exporter" la révolution vers l'Europe centrale à la pointe des baïonnettes ; et de l'idée polonaise de reconstituer l'ancienne République.

En fait, les deux adversaires ne renonçaient pas à leurs aspirations pour l'avenir. Le partage arbitraire de la Biélorussie et de l'Ukraine a profondément déçu les espoirs des deux nations et créé des conditions favorables à la pénétration du révisionnisme allemand, surtout chez les Ukrainiens. Les frontières acquises par la Pologne correspondaient en gros aux aspirations du parti national-démocrate, et

l'on peut se demander si la guerre de 1920 était nécessaire pour y parvenir. La malheureuse expédition de Pilsudski sur Kiev a affaibli son prestige et renforcé la prééminence politique de la droite.

Cependant, malgré ces déboires, le fédéralisme polonais avait encore des chances de survivre et d'être réalisé, ne serait-ce que très partiellement. Mais Pilsudski et son parti politique ont beaucoup contribué à sa faillite définitive. La mise en scène primaire de la "mutinerie" de la division lituano-biélorusse du général Zeligowski, l'occupation de Vilno et de son district, puis l'annexion de ce territoire au mépris du traité du 20 septembre 1920 constituaient autant de preuves flagrantes de ce que la façade fédéraliste cachait des intentions de conquête et d'annexion. En conséquence, les deux principaux partenaires potentiels de la fédération rêvée se trouvèrent en état de guerre et le restèrent jusqu'en 1938.

On aurait pu également essayer d'établir des relations amicales avec les populations des terres ukrainiennes et biélorusses entrées dans les frontières de la Pologne. On pouvait le faire sur le plan de l'humanisme, d'une égalité des droits effective et d'une satisfaction au moins partielle des aspirations nationales et culturelles de ces peuples.

Mais la politique qui l'emporte avec le triomphe de la droite nationaliste fut celle de l'exploitation économique, de l'oppression nationale, de la destruction des institutions culturelles et socio-économiques. Pendant ce temps, de l'autre côté de la frontière, l'Etat soviétique appliquait les principes d'une autonomie au moins formelle des Républiques fédérées. Durant la NEP, la "nationalisation" des cultures ukrainienne et biélorusse a favorisé un énorme développement culturel des deux nations.

Le coup d'Etat de mai 1926 n'a guère modifié la politique menée par la Pologne à l'égard de ses minorités nationales, même si un pouvoir quasi dictatorial appartenait désormais à Pilsudski et à son parti, lesquels avaient inscrit, quelques années auparavant, sur leur étendard, les mots d'ordre de libération des peuples slaves opprimés et de fédération.

Quelques remarques à propos de l'intervention de
M. Pawel Korzec au Colloque de l'INALCO du 8 décembre
1978 sur "L'expérience soviétique et le problème
national dans le monde (1920-1939)".

Georges H. MOND

Le titre de l'exposé de M. Korzec : "Le fédéralisme polonais comme antithèse à la conception de la fédération soviétique".

Dans cette intervention écrite je voudrais tout d'abord souligner que la notion de "fédéralisme" dans le cas polonais des années 1918-1921 est beaucoup plus un concept stratégique basé sur la tradition fédéraliste des Jagellons qu'une formule strictement juridique. Ce concept stratégique découlait de la situation géopolitique des Etats et des peuples situés, en 1918, entre l'Allemagne et la Russie, et dont il s'agissait de consolider l'existence nationale. D'où l'importance secondaire du choix des formules "fédéraliste", "confédéraliste", ou tout simplement d'alliance serrée entre les pays et les peuples intéressés.

Ensuite, il faut préciser clairement que la Pologne-Lituanie d'avant les partages avait été pendant quatre siècles (un record européen) un Etat fédéral (la "République des deux nations") dans le cadre duquel la Lituanie englobait les Lituaniens, les Biélorusses et les Ukrainiens jusqu'en 1569, date de la cession à la Couronne des provinces de Volhynie et de Kiev. Le débat, politique à l'époque et historique aujourd'hui (1), portait sur les possibilités de la transformation de la Pologne-Lituanie en une République des trois nations, avec l'Ukraine pour partenaire égal.

Aux jugements de valeur - pas toujours assez étayés à mon avis - du rapporteur, je voudrais opposer une autre présentation du

1. Cf. Pawel Jasienica, *Republika Obojga Narodów*, ed. Piw, Warszawa, 1967, 2 vol.

comportement du maréchal Pilsudski face à la conception fédéraliste : celle de deux auteurs qui figurent dans sa très brève bibliographie (1) du sujet, à savoir Kamil Dziewanowski et Piotr Wandycz (Boston et Yale Universities respectivement). S'ils sont, tous les deux, des historiens américains - leur origine slave leur garantit un accès compétent aux sources de première main, face auxquelles la barrière de la langue justifie une partie de la méconnaissance du problème par l'historiographie occidentale, réduite trop souvent aux thèses des historiens engagés.

Pilsudski était, en effet, partisan d'un grand rassemblement des nations de l'ancienne Pologne-Lituanie, qui garantirait l'existence durable de l'Etat fédéral dangereusement situé entre l'Allemagne humiliée et la Russie engagée dans l'exportation de la révolution. S'il s'est montré souvent désabusé, brutal et amer (... et De Gaulle..?) quant à l'aboutissement d'une telle politique - c'est qu'il existait de fortes oppositions nationalistes en Pologne, en Lituanie et en Ukraine, bien présentées d'ailleurs par M. Korzec - et que la conjoncture internationale était fort défavorable.

N'oublions pas, en effet, que même la France, si favorable pourtant à une Pologne "forte", a longtemps préféré, et de beaucoup, confier à la Russie "blanche" le maximum des territoires de l'Empire des tsars (Denikin, Kolčak et Wrangel en étaient assurés) (2). Ainsi, devant choisir entre une Pologne fédéraliste mais déchirée par des antagonismes politiques et menacée de tous côtés, et une Pologne non fédéraliste, mais plus homogène et acceptée par les alliés... mais aussi par la Russie soviétique, qui n'admettait pas la sécession de l'Ukraine,

1. A titre d'exemple nous y ajouterions:
   A. Garlicki, *U Żródel Obozu Belwederskigo*, éd. P.W.N. Warszawa, 1978, 388p.
   O. Terlecki, "Z Dziejow II Rzeczypospolitej", cycle d'articles publiés entre janvier et décembre 1978 dans *Życie Literackie* de Cracovie.
   La Guerre polono-soviétique de 1919-1920, colloque du 4 mai 1973 à l'Institut National d'Etudes Slaves, Paris 1976.
   A. Juzwenko,"Rosja w Polskiaj Mysli rewolucyjnej let 1864-1918" in *Polska i jej Sąsiedzi*, ed. Ossolineum, Wroclaw, Warszawa, 1975, p. 27-65.
2. Cf. A. Juzwenko, *Polska e Biela Rosia - Listopad 1918 - kwiecien 1920*, ed. Ossolineum, Wroclaw, Warszawa-Krakow, 1973, voir également les textes cités ci-dessus.

Pilsudski s'est résigné à renoncer à son projet fédéraliste. Ce projet était dès le début saboté sur place par l'administration locale ou par certaines unités de l'armée nouvellement formée où les cadres nationalistes ("endecy") occupaient une position fort importante. Ces cadres exaspéraient les minorités nationales par une politique intégrationniste. Si faible fût-elle alors, l'opposition pro-bolchevique nuisait tout autant à la réalisation du projet fédéraliste. Quoi qu'il en soit, le traité de Riga (mars 1921) sonne le glas du fédéralisme polonais.

Le rapport de M. Korzec appelle, par ailleurs, quelques observations :

1. Comme je l'ai relevé lors de la discussion, le rapporteur a bien écrit (p. 435) : "... il est évident que la ligne de partage des différentes positions sépare l'historiographie de la Pologne populaire de celle de l'émigration politique dans laquelle l'ancien camp de Pilsudski conserve, en dépit de la catastrophe de 1939, une grande vitalité et une popularité certaine". C'est pour montrer que cette popularité demeure grande aussi en Pologne populaire que j'ai alors cité le témoignage d'un professeur de Genève qui a séjourné à Cracovie. On pourrait citer également l'article récent du professeur Stefan Kieniewicz de l'Université de Varsovie publié dans la *Kultura* de Varsovie (1). Toujours est-il que l'attitude "pilsudskiste" ou "anti-pilsudskiste" est devenue aujourd'hui une catégorie historique avec quelques associations d'idées politiques actuelles.

2. En ce qui concerne "l'irréductible russophobie" de Pilsudski (p. 450), n'oublions pas qu'entre la Pologne et la Russie se trouvaient et se trouvent toujours les Ukrainiens et les Biélorusses. Soulignons aussi que la plupart des révolutionnaires polonais et des socialistes polonais du XIXe siècle ont lutté contre la Russie tsariste, soutenus dans cette attitude par Marx et Engels eux-mêmes. Pour le maréchal Pilsudski la Russie bolchevique est l'héritière de l'Empire des tsars : d'où son souci d'union des nations devant lesquelles se confirme une perspective d'indépendance possible. Ainsi, il est évident qu'une fois l'indépendance de la Pologne recouvrée, son chef essaye de s'entendre et de s'allier tout d'abord avec les voisins immédiats à l'Est.

1. Cf. Stefan Kieniewicz, *Kultura*, Varsovie, 19 novembre 1978, p. 6.

Soixante ans se sont écoulés - Pilsudski s'était-il tellement trompé?..

En analysant la thèse pour le doctorat ès-lettres, présentée à l'Université de Paris I par Mme Hélène Carrère d'Encausse (*Bolchevisme et Nation; des débats théoriques à la consolidation d'un Etat multinational*) j'ai souligné déjà en 1976 que, face aux problèmes ukrainien, lituanien et biélorusse, les bolcheviks étaient pleinement conscients d'avoir en face d'eux le contre-projet fédéraliste polonais qui avait fait ses preuves dans le passé et qui avait à l'époque nombre de partisans parmi les trois nations qui séparent les Russes et les Polonais (1).

Cette quasi-concurrence a eu son apogée avec l'accord polono-ukrainien du 21 avril 1920 et la prise de Kiev le 7 mai 1920 par l'armée polonaise et celle de l'Ataman Petlura. Cette conjoncture a sensiblement influencé la politique de Lénine face aux revendications des Ukrainiens, des Biélorusses et des Lituaniens. Et, dans ce contexte, il ne faut pas oublier les tractations secrètes polono-bolcheviques de 1919-1920, éclairées récemment par A. Juzwenko (2) et O. Terlecki (3). Nous avons notamment à l'esprit le refus polonais d'aider les Russes "blancs" contre Lénine qui, lui, a accepté l'indépendance de la Pologne, contrairement à Denikin ou à Kolčak. Compte tenu de ces positions, les pour-parlers polono-soviétiques, de même que la guerre polono-soviétique de 1920, avaient en grande partie pour enjeu la question justement de la fédération. Serait-elle russo-ukraino-biélorusso-lituanienne ou bien polono-ukraino-biélorusso-lituanienne? Tout était là.

3. Des passages consacrés aux "pogroms" des juifs sont ici en dehors du sujet (cette question exigerait un colloque séparé et un débat dépassionné approfondi).

1. Cf. G. Mond in *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, n° 1 (1977), p. 198-199, et note sur "Joseph Pilsudski : An European Federalist 1918-1922", livre de M.K. Dziewanowski, *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, n° 1 (1972), p. 157-161).
2. Cf. *op.cit.*
3. Cf. O. Terlecki, "Z Dziejow Drugiej Rzeczypospolitej", *Zycie Literackie*, 30 avril 1978, p. 4 et 14 mai 1978, p. 4.

Enfin, les événements sus-mentionnés sont étudiés de plus en plus à partir des documents d'archives et des textes diplomatiques. Le témoignage direct diaparaît pratiquement, laissant aux historiens le choix des sources et des interprétations qui leur convient. C'est pourquoi je voudrais attirer l'attention sur l'utilité et la nécessité de rassembler le plus vite possible les témoignages qui restent et qui, bien que souvent controversés, rapprochent néanmoins les jeunes historiens de l'ambiance, de la situation vécue et des passions de l'époque, permettant ainsi une meilleure compréhension de la période étudiée.

TABLE DES MATIERES

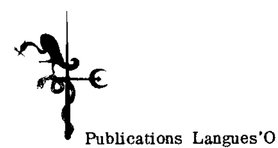
TOME I

RUSSIE - URSS, THEORIE ET PRATIQUE DE LA QUESTION NATIONALE

LA DIFFUSION DU MODELE



Imprimé par l'Institut National des Langues et Civilisations
Orientales - 2, rue de Lille - 75007 Paris - 1981 - 12
Dépot légal : ler trimestre 1981


Publications Langues'O


CNL
Centre national du livre